Année 2025. – nº 22 S (Q) ISSN 2805-0797 Jeudi 29 mai 2025

SÉNAT

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

QUESTIONS
remises à la présidence du Sénat

*

RÉPONSES
des ministres aux questions écrites

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

Sommaire

1. **Questions orales** 2611

2. **Questions écrites** 2636

Index alphabétique des sénateurs ayant posé une ou plusieurs questions 2620

Index analytique des questions posées 2628

Ministres ayant été interrogés :

Premier ministre 2636

Action publique, fonction publique et simplification 2636

Agriculture et souveraineté alimentaire 2636

Aménagement du territoire et décentralisation 2639

Autonomie et handicap 2640

Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire 2641

Commerce extérieur et Français de l'étranger 2642

Culture 2643

Comptes publics 2643

Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique 2645

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche 2646

Enseignement supérieur et recherche 2648

Europe et affaires étrangères 2648

Industrie et énergie 2650

Intérieur 2651

Intérieur (MD) 2653

Intelligence artificielle et numérique 2653

Justice 2654

Logement 2656

Relations avec le Parlement 2657

Santé et accès aux soins 2658

Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche 2665

Transports 2668

Travail et emploi 2669

Travail, santé, solidarités et familles 2670

3. **Réponses des ministres aux questions écrites** 2703

Index alphabétique des sénateurs ayant reçu une ou plusieurs réponses 2672

Index analytique des questions ayant reçu une réponse 2687

Ministres ayant donné une ou plusieurs réponses :

Premier ministre 2703

Action publique, fonction publique et simplification 2704

Agriculture et souveraineté alimentaire 2715

Autonomie et handicap 2731

Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire 2735

Culture 2736

Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique 2740

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche 2742

Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations 2747

Enseignement supérieur et recherche 2755

Europe et affaires étrangères 2764

Industrie et énergie 2774

Intérieur 2793

Intérieur (MD) 2821

Intelligence artificielle et numérique 2822

Logement 2825

Mémoire et anciens combattants 2834

Ruralité 2836

Santé et accès aux soins 2840

Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche 2854

Travail et emploi 2858

Travail, santé, solidarités et familles 2863

1. Questions orales

REMISES À LA PRÉSIDENCE DU SÉNAT (APPLICATION DES ARTICLES 76 À 77 DU RÈGLEMENT)

Situation du centre d'enfouissement technique de Le Ham

559. – 29 mai 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la situation particulièrement préoccupante du centre d'enfouissement technique (CET) de Le Ham, situé dans le département de la Manche, et exploité par la société SPEN Veolia. Depuis plus de vingt ans, les habitants des communes environnantes subissent des nuisances récurrentes et graves : nuisances olfactives particulièrement incommodantes, avec des émissions de gaz tels que le sulfure d'hydrogène, le méthane, et d'autres substances nocives, nuisances sonores liées au passage quotidien de plusieurs centaines de camions, ainsi qu'une pollution visuelle et environnementale causée par la prolifération de goélands. Ces oiseaux, attirés par les déchets alimentaires, endommagent les toitures des habitations et détériorent progressivement le hangar à dirigeables d'Écausseville, classé au titre des monuments historiques depuis 2003. Les conséquences sanitaires signalées sont inquiétantes : migraines, troubles respiratoires chroniques, gorge sèche, irritation oculaire, voire des pathologies plus graves telles que des accidents vasculaires cérébraux (AVC) et des cancers. Ces symptômes, observés depuis de nombreuses années, ne semblent pas faire l'objet d'une reconnaissance suffisante ni d'une action corrective adéquate de la part de l'exploitant, malgré les alertes répétées de l'association « Ensemble Contre le Projet d'Enfouissement de Eroudeville (ECPEE) », des habitants, et de plusieurs élus locaux. Une inspection récente des services de l'État a d'ailleurs conduit à une mise en demeure adressée par le préfet de la Manche à l'exploitant, confirmant la gravité des manquements relevés sur le site. Dans ce contexte, la perspective d'un projet d'extension du CET sur une trentaine d'hectares supplémentaires suscite une vive inquiétude. Il paraît inconcevable d'élargir la capacité d'un site dont les dysfonctionnements persistants nuisent depuis plus de vingt ans à la qualité de vie des habitants, à l'environnement, au patrimoine local, et même à l'économie touristique. Par ailleurs, des solutions alternatives à l'enfouissement sont actuellement à l'étude par les collectivités, notamment des projets d'unités de valorisation des déchets. Dans ce cadre, l'État a un rôle central à jouer pour accompagner la transition vers ces modes de traitement plus durables et moins nuisibles pour les populations. Aussi, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour, d'une part, faire respecter strictement les obligations environnementales et sanitaires en vigueur sur le site de Le Ham, et d'autre part, suspendre tout projet d'extension de ce site.

Conséquence du classement en zone agricole dans le cadre de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme

560. – 29 mai 2025. – **Mme Laurence Garnier** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur la conséquence du classement en zone agricole "A" dans le cadre de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme. Le plan d'occupation des sols (POS) a été remplacé par le plan local d'urbanisme (PLU) dans le cadre de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU). Toutefois, les plans d'occupation des sols (POS) ont longtemps continué à être appliqués avant la mise en place progressive des PLU. Avant la généralisation des PLU, les directives centrales préconisaient déjà de diminuer l'urbanisation des « écarts » avec pour conséquence le déclassement de certaines zones des hameaux de « U » (zone à urbaniser) à « A » (espace agricole). En conséquence, ce changement de zone a affecté les ressources de nombreuses communes rurales dans la mesure où toutes les ventes immobilières de propriétés dans ces zones « A » ont privé les communes concernées des droits de mutation afférents au profit des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER). La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) et la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (loi climat et résilience) ont renforcé les contraintes en compliquant aujourd'hui la finalisation des nouveaux PLU en cours de validation en amplifiant le mouvement initié précédemment : seuls les centre-bourgs sont ainsi classés en zone « U » ; les hameaux, dans de nombreux cas (par exemple la commune de Saint-Molf en Loire-Atlantique est confrontée à cette situation), ont désormais été classé en zone « A ». Ce mouvement généralisé du passage en zone A et la perte de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) au profit des SAFER est une conséquence perverse des lois précitées et aboutit d'une part à un enrichissement sans cause des SAFER dont l'objet est la régulation des prix de vente des terres agricoles ou des espaces forestiers (certainement pas du prix des habitations), et d'autre part, et

surtout, à un appauvrissement insupportable des ressources des communes qui se voient amputées d'une part significative de leurs ressources. Elle lui demande comment le Gouvernement entend corriger cette anomalie qui fracture encore un peu plus nos territoires ruraux délaissés au profit des entités urbaines. Il est impératif de répondre concrètement aux difficultés soulevées par élus locaux.

Médecins et infirmiers scolaires

561. – 29 mai 2025. – **M. Daniel Chasseing** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la détection précoce des troubles du comportement chez les jeunes, notamment dans les établissements scolaires. Le système de santé scolaire est aujourd'hui insuffisant, avec seulement 800 médecins scolaires, bien loin des 1 600 nécessaires, et une réduction importante du nombre d'infirmiers scolaires, parfois un seul pour 1 700 élèves. Depuis 2014, la santé mentale des adolescents s'est gravement dégradée, exacerbée par la crise sanitaire, entraînant une augmentation des dépressions, troubles alimentaires et suicides, notamment chez les jeunes de 15 à 25 ans. Pour mieux repérer ces problèmes, il est crucial de renforcer les effectifs d'infirmiers et de médecins scolaires, afin qu'ils puissent travailler en collaboration avec les enseignants pour identifier les élèves en détresse et les orienter vers des soins appropriés. Une rémunération plus attractive pourrait aider à attirer ces professionnels. Il lui demande en conséquence si le Gouvernement envisage d'augmenter rapidement le nombre d'infirmiers et médecins scolaires, malgré les contraintes budgétaires et s'il ne serait pas judicieux de généraliser l'autorisation de fouiller les sacs des élèves sans leur consentement.

Sépultures en déshérence des pupilles de l'État

562. – 29 mai 2025. – **Mme Anne-Sophie Romagny** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la responsabilité des sépultures en déshérence des pupilles de l'État sans filiation établie. Plusieurs principes généraux régissent la gestion et l'entretien des sépultures. Ainsi, l'entretien des sépultures incombe aux titulaires des concessions funéraires. En l'absence de testament du défunt ou sans mention expresse de la dévolution de la concession, celle-ci se transmet aux héritiers par voie successorale en état de perpétuelle indivision. S'il n'y a pas d'enfant ni de bénéficiaire testamentaire, il incombe aux héritiers les plus directs par le sang de prendre en charge l'entretien de la concession funéraire. Ensuite, en application de l'article L. 2223-17 du code général des collectivités territoriales, un défaut d'entretien d'une concession funéraire constaté depuis 30 ans place celle-ci en état d'abandon. La commune peut ainsi reprendre la concession. Enfin, le guide « Les enfants pupilles de l'État » publié en janvier 2018 par le ministère des familles et de la santé précise que « si l'enfant n'avait aucune filiation établie, les frais d'obsèques incombent au conseil départemental ». En considération de ces principes généraux, et en sachant que les pupilles de l'Etat étaient de la responsabilité des directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS), donc de l'État, il demeure néanmoins une interrogation juridique. Il n'est fait aucune référence au frais occasionnés pour la reprise des sépultures en état d'abandon des pupilles de l'État sans filiation établie. Elle lui demande si ces sépultures sont régies par la responsabilité des communes dans le cadre de la reprise des concessions en état d'abandon, au titre de l'article L. 2223-17 précité.

Conséquences de la liquidation de l'usine STENPA

563. – 29 mai 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les conséquences de la liquidation de l'usine STENPA, une papeterie située à Stenay dans le département de la Meuse. En novembre 2024, le tribunal de commerce de Bar-le-Duc rendait son verdict, scellant d'une part, la liquidation de l'entreprise et d'autre part, la fin de l'unique industrie papetière meusienne à quelques mois de son centenaire. Dans le plan de cession, Ahlström, tenu de rechercher un repreneur en vertu de la loi n° 2014-384 du 29 mars 2014 visant à reconquérir l'économie réelle, dite « loi Florange », a présenté le fonds d'investissement Accursia Capital comme un repreneur fiable. Il semblerait que le fonds allemand investirait plus de 4 millions d'euros à court terme. Or, aucun engagement financier n'a été tenu par le repreneur, amorçant ainsi le redressement judiciaire puis la liquidation de STENPA, après amenuisement de la trésorerie. Les conséquences sociale et économique de l'optimisation, voire du contournement, de la Loi Florange sont très importantes pour le territoire. À ce jour, sur les 124 licenciés économiques, 75 ont adhéré au contrat de sécurisation professionnelle, parmi lesquels 11 ont retrouvé un contrat de travail à durée indéterminée (CDI), 4 ont un contrat supérieur à 6 mois et 4 partiront à court terme en retraite. Les autres victimes du licenciement toujours sans solution sont plongées, avec leurs familles, dans la plus grande incertitude. Les élus locaux s'interrogent quant à l'avenir de leur

territoire. Ainsi, il souhaiterait connaître la position du Gouvernement sur ce dossier et ses intentions pour soutenir les salariés et territoire de Stenay notamment à travers la mise en place d'un pacte offensif de revitalisation territoriale.

Fin de la gratuité de l'autoroute A40 sur le tronçon reliant Annemasse à Saint-Julien-en-Genevois

564. – 29 mai 2025. – **M. Cyril Pellevat** appelle l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur les conséquences de la suppression de la gratuité du tronçon autoroutier de l'A40 reliant Annemasse à Saint-Julien-en-Genevois, récemment décidée par l'Autorité de régulation des transports. Cette décision soulève de vives inquiétudes, tant chez les usagers que chez les élus locaux. Ce tronçon constitue en effet un axe structurant du bassin de vie transfrontalier. Sa mise à péage affectera directement plusieurs milliers de travailleurs frontaliers, qui l'empruntent quotidiennement dans le cadre de leurs trajets domicile-travail. Elle risque par ailleurs d'entraîner un report massif de trafic sur les axes secondaires, notamment la RD 1206, déjà fortement congestionnée, aggravant ainsi les nuisances pour les riverains et les problèmes de sécurité routière. Au-delà des enjeux de mobilité, cette mesure représente une charge financière supplémentaire pour les ménages dans un contexte de tension sur le pouvoir d'achat. Elle porte atteinte à l'attractivité du territoire et à son accessibilité, tant pour les habitants que pour les entreprises locales. Selon une enquête récente menée par le Groupement transfrontalier européen auprès de 1 500 frontaliers, 83 % des répondants se déclarent opposés à cette décision, et près de la moitié envisagent de modifier leur itinéraire en conséquence. Les élus du territoire se sont également unanimement prononcés contre la fin de la gratuité, appelant à un réexamen de la situation. Dans ce contexte, il souhaite savoir si le Gouvernement entend revenir sur cette décision. À défaut, il lui demande quelles mesures concrètes il envisage de mettre en oeuvre pour garantir la continuité et l'accessibilité des mobilités quotidiennes, préserver le pouvoir d'achat des usagers concernés, et limiter l'impact environnemental et social de cette réforme.

Difficultés rencontrées par le secteur de l'insertion par l'activité économique suite à l'intégration des CDDI au périmètre du Ségur

565. – 29 mai 2025. – **Mme Annie Le Houerou** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur les difficultés du secteur de l'insertion par l'activité économique créées par les manques de compensation des revalorisations Ségur. Le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) est fortement impacté par l'extension du Ségur, mesure de revalorisation salariale des professionnels de la branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif (BASS). Conformément à l'accord du 4 juin 2024, signé par les partenaires sociaux de la branche, cette mesure s'applique à l'ensemble des salariés, permanents et en contrat d'insertion. Toutefois, cette intégration doit faire l'objet d'un soutien total de la part des pouvoirs publics afin d'éviter d'aggraver les difficultés rencontrées par les structures de l'IAE. En dépit des multiples sollicitations des fédérations professionnelles et des syndicats d'employeurs, l'examen du dernier projet de loi de finances n'a pas conduit à la compensation attendue par le secteur L'intégration des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) accentue les tensions financières auxquelles sont confrontées les structures de l'IAE. D'après la Fédération des acteurs de la solidarité, la mise en oeuvre du Ségur engendre un surcoût de 19 millions d'euros, mettant en danger la pérennité de ces structures. Les prévisions financières de nombreuses structures font apparaître des déficits susceptibles de conduire à l'ouverture de procédures de redressement judiciaire, voire à des liquidations. Dans ce contexte, certaines organisations envisagent des mesures telles que la suppression de postes, la révision de leur convention collective ou, dans les cas les plus critiques, la cessation de leur activité. L'absence de compensation financière est de nature à fragiliser durablement le secteur de l'IAE, ainsi que les dispositifs d'accompagnement destinés aux personnes en situation de précarité. Cette situation accentue leur vulnérabilité et met en péril les services de proximité déployés sur les territoires, de même que les emplois qui en dépendent. La revalorisation de la rémunération des salariés en CDDI constitue, à juste titre, une exigence légitime en vue d'assurer des conditions de travail plus équitables et de renforcer l'attractivité des parcours d'insertion. Toutefois, cette démarche doit être menée en tenant compte de l'équilibre économique des structures de l'IAE, condition essentielle à la pérennité du dispositif. La Fédération des acteurs de la solidarité appelle à une conférence sociale sur les bas salaires qui permettrait d'intégrer cette problématique dans une réflexion plus large sur le marché de l'emploi. Ainsi, il est demandé au Gouvernement quelles mesures il entend prendre pour garantir la compensation effective de la revalorisation salariale dans l'IAE et sécuriser financièrement le secteur.

Moyens dédiés à la sécurité publique dans le Pas-de-Calais

566. – 29 mai 2025. – **Mme Cathy Apourceau-Poly** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les moyens humains dédiés aux forces de police et de gendarmerie dans le Pas-de-Calais. Alors que le territoire accueillera prochainement les détenus condamnés dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic à Vendin-le-Vieil, tous les acteurs alertent face aux manques d'effectifs pour un département d'un million et demi d'habitants confronté à la fois à une concentration de population importante dans le bassin minier, mais qui voit également passer un flux conséquent de marchandises et de trafics via ses réseaux routiers et portuaires. La lutte contre la délinquance dans les métropoles a déplacé le problème vers les villes moins peuplées et les campagnes, induisant une transformation des missions des agents de police et surtout des gendarmes. L'accroissement des violences faites aux élus et aux représentants de l'État inquiètent. La tranquillité publique de tous et de chacun doit être assurée. Elle souhaite savoir quels effectifs seront affectés au département.

Transformation de logements vides sur le modèle des réhabilitations de bureaux en logements

567. – 29 mai 2025. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur la réhabilitation de logements vides en zone rurale. La France fait face à une crise immobilière matérialisée par une insuffisance des logements à louer. On estime qu'il faudrait construire environ 450 000 logements par an pour répondre aux besoins de la population. Cette crise s'explique notamment par un phénomène préoccupant : celui des maisons inoccupées dont certaines sont manifestement à l'abandon. Si des procédures existent, les élus locaux se heurtent régulièrement à des successions bloquées, des propriétaires en établissements, des conflits familiaux ou un désintérêt des propriétaires. Ces logements deviennent alors dégradés à la limite de la ruine et coûtent extrêmement chers à la réhabilitation. Ces maisons finissent par nuire à la commune qui s'en trouve défigurée. Plusieurs initiatives législatives et réglementaires ont été lancées afin d'accroître l'offre de logements sur le territoire national. Ainsi, dans le cadre du plan France Relance, le Gouvernement a mis en place une aide à la relance de construction durable afin de soutenir la production de logements neufs. En 2021, 148 opérations de transformation de bureaux en logements ont rapporté une aide totale de 5,8 millions d'euros. En 2022, l'État avait mis en place un contrat de relance du logement visant à soutenir davantage les territoires où les besoins de logement étaient accrus et où la dynamique devait être renforcée. L'État attribuait un bonus supplémentaire aux villes pour les transformations de surface de bureau ou d'activité en habitation. Ce modèle semble particulièrement bénéficier aux villes. En effet, il est rare de trouver des bureaux vacants à réhabiliter en zone rurale. Pour autant, les besoins sont tout aussi importants : les communes ont besoin de logement pour accueillir leurs habitants. La demande est bien présente. Aussi, il souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur la possibilité de transposer le modèle évoqué précédemment aux logements vides, que ce soit des commerces ou des habitations vacantes, afin de les réhabiliter pour la population vivant en ruralité.

Audiovisuel public

568. – 29 mai 2025. – **M. Alexandre Basquin** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la baisse constante de moyens alloués à l'audiovisuel public. Le Gouvernement ne cesse de diminuer les crédits prévus pour l'audiovisuel public. Dans les entreprises concernées, les salariés ont les plus grandes difficultés à tenir les objectifs qui leurs sont assignés. Ainsi, partout les moyens des rédactions de l'audiovisuel public régressent, avec des missions réduites quand elles ne sont pas annulées, comme en témoignent, notamment, les journalistes de France Médias Monde. Le projet de holding qu'elle a annoncé avec la fusion de France Télévisions, France Médias Monde, Radio France, l'INA, etc. va au-delà de cette baisse constante de moyens : il remet purement et simplement en cause la légitimité de l'audiovisuel public. Alors que les fake news, la désinformation et les ingérences se multiplient, tout devrait être mis en oeuvre pour renforcer les médias publics, seuls véritables gages d'une information fiable, précise, sourcée, vérifiée et indépendante des lobbys privés. La bonne santé de ces médias est indispensable pour notre démocratie et notre République. Il est regrettable que le Gouvernement aborde la question à rebours. En effet, comment peut-on comprendre la disparition de la radio Mouv', pour ne citer que cet exemple, radio pourtant destinée à un jeune public ? Pourquoi déstabiliser la rédaction de France Inter alors que c'est la radio la plus écoutée de France avec sept millions d'auditeurs par jour ? Il lui demande donc si elle a conscience que la lutte contre la désinformation passe par un engagement massif en direction de l'audiovisuel public, bien loin de ce qui est annoncé aujourd'hui.

Plan social et fermetures de sites à GRDF

569. – 29 mai 2025. – **M. Pascal Savoldelli** interroge **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** concernant le plan social et les fermetures de sites en cours à GRDF. La direction du groupe a annoncé en interne la suppression rapide de 250 emplois dont 170 de conseillers sur les 700 que compte le secteur de l'acheminement. Une mesure partie prenante du vaste plan social du groupe qui impliquerait 2 200 suppressions de postes jusqu'en 2028, soit la réduction de 180 millions d'euros de masse salariale. Sur les 18 sites « plateaux » d'acheminement de France, 13 seraient ainsi fermés, dont tous les sites situés en Île-de-France. Y figure notamment celui du Kremlin-Bicêtre, en Val-de-Marne, inauguré pourtant en 2018 et qui compte une centaine de salariés qui se retrouvent aujourd'hui sans solution réelle. Cette décision serait motivée par le nouveau tarif d'acheminement en nette augmentation de 27,5 % fixé par le Commission de régulation de l'énergie. Il rappelle que GRDF est propriété du groupe Engie, dont l'État est premier actionnaire. Il évoque également le fait que, de par la construction, l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau de distribution, GRDF exerce une mission de service public à travers le territoire. Un tel plan social contreviendrait au sens de cette mission. Enfin, cela entrerait en contradiction avec les objectifs de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et Résilience, mais également avec les missions de l'entreprise d'amélioration de l'efficacité énergétique des foyers. Aussi, et compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, il l'interroge sur la manière dont le Gouvernement entend revenir sur ces décisions préjudiciables à l'intérêt général, à l'emploi et aux objectifs liés au réchauffement climatique.

Travaux de consolidation de la RD 900

570. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur la situation de la RD 900. La RD 900 relie la vallée de la Durance, et notamment la ville de Barcelonnette, à l'Italie par le col de Larche (appelé aussi colle della Maddalena côté italien), en traversant des communes comme Saint-Paul-sur-Ubaye et Val d'Oronaye. Elle constitue un axe stratégique entre la France et l'Italie, facilitant les échanges économiques, le transport routier international et le tourisme alpin. Ce tronçon est également vital pour les habitants des villages de la haute vallée de l'Ubaye, pour lequel il s'agit de leur principal accès aux services essentiels et au reste du département. Le 7 février sur la RD 900 a eu lieu un important éboulement au lieu-dit « La Rochaille », sur la commune de Saint-Paul-sur-Ubaye. Cet éboulement, estimé à environ 1 500 m³ de rochers, a entraîné des fermetures prolongées de cette route ainsi que des travaux d'envergure pour assurer la sécurité et préserver l'opérationnalité de ce passage. Toutefois, ce secteur reste exposé à de nombreux risques naturels et géologiques, comme les chutes de blocs, les coulées de boue et les glissements de terrain, les risques sismiques et les avalanches. La combinaison de ces risques naturels, accélérée et intensifiée par le dérèglement climatique, fait de la RD 900 un axe particulièrement vulnérable, nécessitant des dispositifs de surveillance, des ouvrages de protection et des interventions régulières particulièrement coûteux. Depuis 2018, le département des Alpes de Haute-Provence investit chaque année entre 1 et 2 millions d'euros pour l'entretien et la sécurisation de ce secteur exposé aux éboulements. Mais des travaux d'ampleur s'avèrent indispensables. Aussi, pour l'année 2025, un investissement exceptionnel de 50 millions d'euros est prévu pour renforcer la protection. Ce tronçon est indispensable à l'économie européenne mais la charge de ces travaux repose très majoritairement sur le département qui peut très difficilement assumer seul cette responsabilité. Aussi, il lui demande de quelle manière il entend soutenir la réalisation de ces travaux d'intérêt majeur pour les relations commerciales européennes.

Déploiement des traitements innovants dans la lutte contre les opioïdes

571. – 29 mai 2025. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur le financement et l'accessibilité des traitements par buprenorphine à action prolongée (BAP) dans le domaine de la lutte contre les opioïdes. La France fait aujourd'hui partie des six pays les plus à risque d'une crise des opioïdes, avec une progression préoccupante des hospitalisations et des décès liés à leur usage. Selon les données de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), en 2022, la méthadone, traitement de substitution aux opiacés (TSO) de 1ère génération, représentait plus de 40 % des décès par overdose, devant l'héroïne. Ce fléau touche aussi bien les zones urbaines que rurales et les professionnels de santé alertent sur la hausse du mésusage des traitements de substitution aux opiacés comme le Subutex. Or, malgré l'existence de traitements innovants, comme les BAP, qui permettent une libération prolongée du principe actif par injection hebdomadaire ou

mensuelle, leur déploiement reste extrêmement limité. Ce traitement permettrait pourtant d'éviter les prises quotidiennes, les mésusages, les trafics et favoriserait une meilleure stabilisation et réinsertion des patients. Il est d'ailleurs reconnu pour améliorer l'adhésion thérapeutique et réduire hospitalisations, overdoses et réincarcérations, notamment en milieu carcéral, où la période post-libération est particulièrement à risque. Toutefois, alors que cette innovation est de plus en plus usitée et déployée dans de nombreux pays (Finlande, Suède, Grande-Bretagne, Australie, et plus récemment États-Unis), en France, seulement 700 patients y ont actuellement accès, soit moins de 0,4 % des 180 000 personnes traitées par TSO, alors même que selon la Haute Autorité de santé (HAS) ce sont près de 20 000 qui pourraient l'être. Le financement de ce traitement repose encore sur des crédits non reconductibles, délégués de manière très hétérogène par les agences régionales de santé. En juin 2024, une enveloppe d'1 million d'euros n'a été ouverte qu'à 8 régions, laissant les autres territoires, dont l'Auvergne-Rhône-Alpes, dans l'impossibilité d'en faire bénéficier leurs patients. Face à l'urgence sanitaire et sociale de l'addiction aux opioïdes, et à l'évidence de l'intérêt médical du Buvidal, elle lui demande quelles sont ses intentions quant à l'instauration d'un financement pérenne, suffisant et équitable permettant un déploiement homogène de ce traitement sur tout le territoire.

Opportunité de faire bénéficier les petites communes du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne

572. – 29 mai 2025. – **Mme Annick Jacquemet** souhaite rappeler l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'opportunité de faire bénéficier les petites communes du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne. Les articles L. 221-18 à L. 221-28 du code de la consommation reconnaissent au consommateur, pendant un délai de quatorze jours, un droit de rétractation lorsqu'il conclut à distance un contrat pour l'achat d'un bien ou d'une prestation de service. Pendant ce délai, le consommateur peut informer le professionnel de sa décision de se rétracter sans avoir à motiver sa décision. Il bénéficie alors du remboursement de l'intégralité des sommes éventuellement versées. Actuellement, le droit de rétractation est reconnu au consommateur, que l'article liminaire du code de la consommation définit comme « toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole ». Une personne morale, qu'il s'agisse par exemple d'une petite entreprise ou d'une commune, ne peut donc aujourd'hui bénéficier de ces dispositions protectrices, conçues pour compenser l'asymétrie entre le degré d'information et d'expertise du consommateur et celui du professionnel qui vend les biens ou services. Il n'existe aucune justification valable à ce qu'un maire soit exclu de ce mécanisme protecteur. Particulièrement dans les petites communes, le maire agit souvent seul ou avec une équipe administrative très réduite, sans disposer de services juridiques ou techniques spécialisés pour l'assister dans les démarches d'achat. Son activité, très chronophage, cumulée à la diversité des tâches qu'il doit assumer, accroît le risque d'erreur ou de précipitation dans la prise de décision. Lui reconnaître un droit de rétractation, dans des conditions strictement encadrées, permettrait de rééquilibrer la relation entre la commune acheteuse et les prestataires professionnels, tout en renforçant la sécurité juridique et financière de ces achats. Naturellement, cette mesure ne pourrait concerner que les achats d'un faible montant que les communes sont autorisées à effectuer de gré à gré, et non les achats pour lesquels la passation d'un marché public est requise en application du code de la commande publique. Actuellement, sont considérés comme des marchés d'un faible montant les marchés de fournitures ou de services répondant à un besoin dont le montant est inférieur à 40 000 euros hors taxes. L'achat par une procédure de gré à gré ne dispense pas l'acheteur public de respecter certains principes : choix d'une offre pertinente et cohérente avec le besoin ; respect du principe de bonne utilisation des deniers publics ; recours à divers prestataires lorsqu'il existe différentes offres pouvant répondre au besoin. Ainsi, elle souhaiterait savoir dans quelles mesures le Gouvernement serait favorable à une telle évolution.

Nouveau régime de l'entrepreneur individuel

573. – 29 mai 2025. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur le statut unique de l'entrepreneur individuel. Dans le cadre de sa contribution à sa mission d'information du Sénat, l'Institut français des praticiens des procédures collectives (IFPPC) a mis en lumière les difficultés rencontrées sur le terrain par les praticiens dans l'application du nouveau régime de l'entrepreneur individuel (EI). La loi n° 2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante qui a instauré la séparation automatique des patrimoines personnels et professionnels pour les EI constitue une innovation majeure. Cependant, il semblerait qu'elle ne soit pas entièrement comprise, appliquée et réellement protectrice. Cette réforme est en effet encore largement méconnue des entrepreneurs,

entraînant des risques de requalification des patrimoines. La procédure est complexe et la double compétence est elle difficilement lisible. En ce qui concerne la réunion automatique des patrimoines en cas de cessation d'activité, celle-ci pourrait être contre productive, et la protection de la résidence principale reste encore incertaine. Trois ans après l'entrée en vigueur de la réforme et selon ces constats, elle lui demande ce qu'il pourrait entreprendre afin de réellement concilier simplification juridique et protection effective des EI.

Régulation des jeux de casino en ligne

574. – 29 mai 2025. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la régulation des jeux de casino en ligne. En octobre 2024, le Gouvernement a déposé un amendement dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025 ouvrant la voie à une autorisation des casinos en ligne, avant finalement de le retirer pour lancer au préalable une grande concertation sur l'opportunité d'une telle régulation. À l'issue de la première réunion plénière en novembre 2024 qui s'est tenue à Bercy sous l'égide du ministère des comptes publics, est actée l'ouverture d'un cycle de réunions techniques devant aboutir sur une première restitution au cours du premier trimestre 2025. Avec l'adoption de la motion de censure et la chute du Gouvernement Barnier, cette concertation a été suspendue. Le nouveau Gouvernement ne semble pas avoir encore statué sur l'opportunité de rouvrir ce dossier. La lutte contre l'offre illégale en ligne est un sujet de préoccupation majeure, et ne doit pas être dépendante de la conjoncture politique de notre pays La réalité est là, et elle est effrayante : la croissance du marché illégal a explosé et ce sont plus de 4 millions de Français qui s'exposent chaque mois à des dangers multiples (addiction, vol de données personnelles et bancaires…). C'est aussi un manque à gagner considérable pour l'État en recettes fiscales, que l'autorité nationale des jeux avait évalué en 2022 autour de 1 milliard d'euros (rapport ANJ-PWC, 2022). La France, avec Chypre, est le dernier pays de l'Union européenne à ne pas avoir régulé les jeux de casino en ligne, laissant ainsi le marché totalement aux mains d'organisations criminelles internationales incontrôlées. Aujourd'hui, le marché illégal est supérieur au marché légal. La stratégie actuelle est donc un échec complet. Il est urgent que cette concertation aboutisse pour définir un nouveau cadre de régulation, capable de canaliser cette activité vers une offre légale, traçable et taxable ! Aussi, il lui demande s'il compte relancer la concertation sur le casino en ligne, et dans l'affirmative, selon quel calendrier ?

Dérogation au calendrier d'intervention pour l'entretien des rivières

575. – 29 mai 2025. – **Mme Anne-Sophie Romagny** interroge **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** afin de déroger au calendrier d'intervention pour l'entretien des rivières. Depuis plusieurs années, et en raison principalement des précipitations et des crues intenses, les syndicats d'aménagement de rivières et les riverains rencontrent des perturbations dans l'exécution des opérations d'entretien annuel programmées sur les cours d'eau. En effet, d'une part, les berges et rives étant sous les eaux sur une longue période du fait des longues et nombreuses précipitations, les techniciens de rivières et les entreprises spécialisées ne peuvent pas intervenir pour les travaux d'entretien. D'autre part, les entreprises compétentes en matière de travaux de rivière se faisant de plus en plus rares, elles doivent allonger leur période d'intervention pour répondre à toutes les demandes et tous les marchés publics. Ainsi, pour ces raisons, la période d'intervention, limitée pour quelques mois pour les collectivités qui veulent respecter le calendrier préconisé dans les arrêtés de déclaration d'intérêt général (DIG), ne permet pas une gestion des rivières et des ripisylves. Contraints depuis plus de 2 ans, les syndicats de rivière n'ont pas pu réaliser les travaux de génie végétal, de protection de la biodiversité ou de protection des ouvrages et immeubles. Il est ainsi impératif de déroger à l'interdiction d'intervention sur les ripisylves à compter du 15 mars, car les eaux n'auront pas reculé d'ici là, et n'auront pas permis un temps suffisant pour la réalisation des travaux d'entretien. Elle lui demande de prendre en compte ces situations naturelles durables et de permettre de déroger au calendrier d'intervention pour l'entretien des rivières au-delà du 15 mars.

Difficultés d'application des obligations légales de débroussaillement pour les communes forestières et conséquences pour la prévention des feux de forêt

576. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les difficultés de mise en oeuvre des obligations légales de débroussaillement (OLD) et ses conséquences sur l'efficacité de la prévention des incendies. Les obligations légales de débroussaillement participent pleinement de la politique nationale de défense des forêts contre l'incendie pour les zones réputées particulièrement à risque. L'obligation légale de débroussaillement prévue par le code forestier, s'applique dans les territoires particulièrement exposés au risque d'incendie, La loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie a renforcé ce dispositif, en précisant

notamment les modalités d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés dans les zones soumises à OLD, ainsi que les procédures de mise en oeuvre. Des décrets d'application récents (notamment le décret n° 2024-295 du 29 mars 2024 et le décret n° 2024-405 du 29 avril 2024) sont venus préciser et simplifier les modalités d'exécution de ces obligations Or, concrètement, il s'avère que le décret du 29 mars 2024 paraît avoir complexifié la situation, multiplié les acteurs concernés et induit des coûts très importants. Les communes forestières pointent ainsi la nécessité de clarifier et simplifier les procédures de manière pragmatique et adaptée aux territoires. Elles soulèvent également le fait que les moyens consacrés pour appliquer les OLD et gérer durablement les forêts sont insuffisants, notamment après la réduction des effectifs de l'office national des forêts (ONF) et l'augmentation de la contribution financière des collectivités. Plus généralement, elles mettent en avant la valorisation des aménités environnementales et sociales de la forêt. En réponse, le Gouvernement a prolongé jusqu'au 30 septembre 2025 le délai d'application des obligations légales de débroussaillement afin de permettre la mise en cohérence des arrêtés départementaux avec les nouvelles dispositions nationales issues de la loi du 10 juillet 2023 et de ses décrets d'application. La prolongation du délai est un pas nécessaire, mais elle ne suffira pas à elle seule à lever toutes les difficultés identifiées par les élus. Aussi, il lui demande comment il entend lever les freins à la mise en oeuvre des OLD qui compromettent l'efficacité de la prévention des risques et la protection des populations comme des sapeurs-pompiers qui font face aux incendies de forêt.

Alerte sur les coupes budgétaires de la filière de l'agriculture biologique

577. – 29 mai 2025. – **M. Rémi Cardon** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les récentes décisions de coupes budgétaires affectant la filière biologique. Il a en effet été récemment interpellé par l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence BIO) en Hauts-de-France, qui fait part d'un sentiment d'acharnement à l'encontre de cette filière. Alors même que le Gouvernement affiche l'ambition de porter à 18 % la part de la surface agricole française en bio d'ici 2027, ces coupes budgétaires semblent en totale contradiction avec cet objectif. Le nouveau budget prévoit ainsi une réduction de 5 millions d'euros des crédits alloués à la communication de l'Agence BIO, et de 10 millions d'euros pour le Fonds Avenir Bio. Ces retraits pourraient compromettre de nombreux projets régionaux structurants, tels que la « fABrique à sucre », projet innovant de sucrerie bio, éthique et régionale dans les Hauts-de-France, pourtant pleinement alignés avec la trajectoire annoncée de développement de l'agriculture biologique et de la réindustrialisation de notre pays. L'agriculture biologique est déjà confrontée à de nombreuses difficultés : inflation, prolifération des labels, baisse des aides de la politique agricole commune (passées de 39 % à 24 % entre 2013 et 2023), découragement croissant des agriculteurs… La suppression de ces soutiens financiers ne peut qu'aggraver la situation. Il souhaite donc savoir quelles mesures le gouvernement entend prendre pour maintenir ses ambitions en matière d'agriculture biologique et quelles actions concrètes seront mises en oeuvre afin de compenser les effets de ces coupes budgétaires.

Dispositif « cantine à 1 euro »

578. – 29 mai 2025. – **Mme Céline Brulin** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la pérennité du dispositif « cantine à 1 euro ». Depuis le 1er avril 2019, l'État s'est engagé à encourager et soutenir la tarification sociale dans les cantines en soutenant financièrement les communes dans la mise en oeuvre de ce dispositif. Cette action permet aux enfants des familles les plus modestes de manger à la cantine et ainsi d'avoir accès à un repas complet et équilibré essentiel à leur concentration et à l'apprentissage. Preuve de son utilité, le dispositif a permis à 217 000 enfants de bénéficier d'un repas à 1 euro en 2024 soit une augmentation de 23 % par rapport à l'année précédente. Dans un contexte social où de nombreuses familles peinent à boucler les fins de mois en raison notamment de l'explosion des prix de l'alimentation, elle souhaiterait savoir si des travaux sont menés pour garantir la pérennité et l'expansion du dispositif « cantine à 1 euro ».

Pluriannualisation des décisions de carte scolaire

579. – 29 mai 2025. – **Mme Céline Brulin** interroge **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les modalités de mise en oeuvre d'une pluriannualisation des attributions et des retraits de postes dans le cadre de l'élaboration des cartes scolaires. Un protocole d'accord a été signé, le 8 avril 2025, entre l'association des maires de France et le ministère de l'éducation nationale, portant entre autres sur les modalités d'établissement de la carte scolaire afin notamment d'établir des projections d'effectifs sur trois ans, en étroite collaboration avec les équipes municipales. Cette méthode permettrait d'inscrire les équipes pédagogiques dans la durée et aux équipes municipales d'anticiper d'éventuels mouvements de population et ainsi

d'en finir avec des décisions couperets, qui déstabilisent toute la communauté éducative. Aussi, elle souhaiterait connaître la méthode qui sera adoptée par les services académiques pour mener à bien ce travail partenarial avec les communes.

Polices municipales

580. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet des polices municipales. De nombreuses communes confrontées à la montée de la délinquance au quotidien font le choix d'investir dans le domaine de la sécurité : policiers municipaux, équipements et, de plus en plus fréquemment, caméras de vidéoprotection et centres de supervision urbains. Or du fait des limites juridiques des capacités d'intervention des polices municipales, les maires, élus locaux et policiers municipaux eux-mêmes, constatent avec regret un manque d'efficacité sur le terrain et une déperdition des moyens affectés et donc une déception des citoyens. Les lois qui encadrent la police municipale datent d'un quart de siècle. La France a beaucoup changé. À l'évidence, il y a une urgence de remise à plat de ces lois afin que les missions des policiers municipaux soient en meilleures adéquation avec la réalité du terrain et la délinquance. Il lui demande donc ce qu'il en est des interventions du Gouvernement sur la question de l'accès à certaines données et sur la revendication du statut d'officier de police judiciaire. Il souhaite également savoir si l'augmentation de telles prérogatives va entraîner un passage des policiers municipaux de l'autorité du maire à celle du procureur de la République.

2. Questions écrites

INDEX ALPHABÉTIQUE DES SÉNATEURS AYANT POSÉ UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS

Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre interrogé, la rubrique de classement analytique (en caractère gras) et le titre

A

Anglars (Jean-Claude) :

4868 Relations avec le Parlement. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Baisse des taux d'application des lois et ses conséquences négatives sur la confiance des citoyens dans les institutions* (p. 2657).

Apourceau-Poly (Cathy) :

4901 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus infirmiers* (p. 2662).

4902 Autonomie et handicap. **Travail.** *Discrimination due à « l'âgisme »* (p. 2641).

4903 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Gynécologie médicale* (p. 2662).

B

Barros (Pierre) :

4857 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Respect des obligations de la résolution A/RES/ES-10/24* (p. 2649).

Bazin (Arnaud) :

4872 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Recherche, sciences et techniques.** *Animaux utilisés à des fins scientifiques : statistiques de 2023, primates non humains, projet de centre national de primatologie* (p. 2647).

4873 Enseignement supérieur et recherche . **Recherche, sciences et techniques.** *Inclusion des statistiques de l'institut de recherche biomédicale des armées dans l'enquête statistique sur l'utilisation des animaux à des fins scientifiques en 2023* (p. 2648).

Belin (Bruno) :

4846 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Allégement des procédures sur l'eau* (p. 2666).

Bilhac (Christian) :

4915 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Situation financière critique d'établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 2671).

4916 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Polluants émergents dans l'eau potable* (p. 2663).

4917 Intérieur . **Société.** *Valorisation et restitution du contenu des cahiers de doléances des gilets jaunes* (p. 2652).

4920 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Causes de l'explosion du nombre de cancers liés aux pollutions environnementales et mesure des effets cocktail* (p. 2663).

Bitz (Olivier) :

4900 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie* (p. 2667).

Bouad (Denis) :

4911 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Interdépendance entre les taux de fiscalité de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur le foncier bâti* (p. 2640).

Bouchet (Gilbert) :

4867 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Gynécologie médicale* (p. 2660).

Boyer (Valérie) :

4904 Intérieur . **Police et sécurité.** *Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées* (p. 2652).

Briante Guillemont (Sophie) :

4860 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Traités et conventions.** *Absence de convention fiscale en matière de succession entre la France et la Suisse* (p. 2645).

4877 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Retards constatés dans la réponse aux recours grâcieux relatifs aux bourses scolaires* (p. 2642).

Brossat (Ian) :

4929 Culture. **Culture.** *Ouverture du Palais de la découverte à Paris* (p. 2643).

4930 Europe et affaires étrangères. **Traités et conventions.** *Respect par la France de ses engagements internationaux concernant l'occupation illégale des territoires palestiniens* (p. 2649).

C

Canalès (Marion) :

4895 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Pérennité du fonds de soutien au développement des activités périscolaires* (p. 2647).

Canévet (Michel) :

4869 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Difficultés rencontrées par les étudiants dans l'utilisation de la plateforme « Mon Master »* (p. 2646).

4870 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Interdiction du bénéfice d'un concours financier aux administrateurs et membres de Conseil d'organismes de sécurité sociale* (p. 2669).

4905 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Auto-attestation des logiciels de caisse* (p. 2644).

4906 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Frais de garde d'enfants et élus locaux* (p. 2639).

4932 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Règles de stationnement des camping-cars* (p. 2640).

4933 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Attribution de la carte de maire et de maire-adjoint* (p. 2640).

Chaize (Patrick) :

4931 Travail, santé, solidarités et familles. **Travail.** *Avenir du statut de conjoint collaborateur* (p. 2671).

Chauvet (Patrick) :

4865 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2638).

Cigolotti (Olivier) :

4845 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Responsabilité élargie du producteur dans le secteur du bâtiment* (p. 2665).

Corbisez (Jean-Pierre) :

4898 Travail et emploi. **Entreprises.** *Controle des entreprises privées du secteur d'aide à la personne* (p. 2669).

Courtial (Édouard) :

4862 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation des rave-party clandestines* (p. 2651).

4892 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Abus de personnes âgées dans le secteur de l'aide à domicile* (p. 2661).

D

Darcos (Laure) :

4894 Autonomie et handicap. **Travail.** *Situation des personnes handicapées exerçant une activité professionnelle en établissement et service d'accompagnement par le travail* (p. 2641).

Darnaud (Mathieu) :

4927 Action publique, fonction publique et simplification . **Collectivités territoriales.** *Nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics* (p. 2636).

Darras (Jérôme) :

4925 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Situation de la gynécologie médicale* (p. 2664).

4926 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Environnement.** *Garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie* (p. 2638).

Delia (Jean-Marc) :

4840 Logement. **Logement et urbanisme.** *Adaptation du zonage habitation à loyer modéré aux évolutions des territoires* (p. 2656).

Dumas (Catherine) :

4888 Intelligence artificielle et numérique. **Recherche, sciences et techniques.** *Sécurité des data centers face aux risques stratégiques* (p. 2654).

F

Frassa (Christophe-André) :

4871 Justice. **Justice.** *Création et déploiement d'une intelligence artificielle propre au ministère de la justice* (p. 2655).

G

Gacquerre (Amel) :

4878 Travail et emploi. **Travail.** *Extension des critères d'attribution de la médaille d'honneur du travail aux travailleurs indépendants* (p. 2669).

Garnier (Laurence) :

4842 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Financement des associations chargées de la protection juridique des majeurs à la suite de l'extension des revalorisations dites Ségur* (p. 2670).

Gillé (Hervé) :

4896 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire des sapeurs-pompiers professionnels* (p. 2652).

Goulet (Nathalie) :

4886 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie* (p. 2667).

Gréaume (Michelle) :

4859 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Budget du Pacte en faveur de la haie* (p. 2666).

Grosperrin (Jacques) :

4891 Intérieur . **Police et sécurité.** *Protection des données personnelles inscrites dans des documents administratifs disponibles en open source* (p. 2651).

4923 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Politique hydrogène en faveur de la filière automobile* (p. 2650).

Gruny (Pascale) :

4854 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Réingénierie de la profession de psychomotricien* (p. 2659).

4855 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Projet de réforme européenne du secteur vin (paquet vin)* (p. 2637).

Guhl (Antoinette) :

4885 Logement. **Logement et urbanisme.** *Vacance immobilière, jeunesse et mal-logement : quelle action de l'État* (p. 2656).

Guillotin (Véronique) :

4847 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Inquiétudes des entreprises du bâtiment concernant la responsabilité élargie du producteur* (p. 2666).

H

Henno (Olivier) :

4849 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Recherche, sciences et techniques.** *Importance de garantir aux chercheurs locaux et régionaux le même niveau de financement et de reconnaissance que les chercheurs internationaux dans le cadre du plan « Choose Europe for Science »* (p. 2646).

4850 Comptes publics. **Fonction publique.** *Suppression ou fusion des agences publiques d'ici à fin 2025* (p. 2643).

4851 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Réforme des bourses étudiantes* (p. 2646).

4912 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Mobilisation du 15 mai 2025 dans les secteurs sanitaire, social et médico-social* (p. 2663).

4913 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Prise en charge des pièces automobiles usagées* (p. 2667).

4914 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Stratégie pour la conservation de l'eau* (p. 2668).

Herzog (Christine) :

4866 Justice. **Justice.** *Réponse pénale du procureur de la République faisant suite au dépôt d'une plainte pénale à l'encontre d'une personne identifiable par visionnage des enregistrements de caméras de vidéoprotection* (p. 2655).

Hochart (Joshua) :

4918 Intérieur . **Police et sécurité.** *Installation illicite des gens du voyage* (p. 2653).

4922 Relations avec le Parlement. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Taux de réponse aux questions écrites* (p. 2658).

J

Joseph (Else) :

4907 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Économie et finances, fiscalité.** *Disparition de la notion de produit d'origine dans la réécriture du code des douanes* (p. 2642).

L

Le Houerou (Annie) :

4837 Travail, santé, solidarités et familles. **Sécurité sociale.** *Difficultés d'application de l'article L. 231-6-1 du code de la sécurité sociale* (p. 2670).

4853 Justice. **Justice.** *Signalement de faits par les conciliateurs de justice* (p. 2654).

4889 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus infirmiers* (p. 2661).

Leroy (Henri) :

4928 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Fortes inquiétudes exprimées par de nombreux ostéopathes concernant l'avenir de leur profession* (p. 2664).

M

Margueritte (David) :

4909 Logement. **Logement et urbanisme.** *Difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement au sein du parc social* (p. 2657).

4910 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Difficultés rencontrées par de nombreux parieurs en ligne pour obtenir le paiement de leurs gains* (p. 2645).

Marie (Didier) :

4844 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Inscription de la fibromyalgie dans la liste des affections de longue durée* (p. 2659).

4908 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Reconnaissance et encadrement de l'ostéopathie* (p. 2662).

Martin (Pascal) :

4874 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2638).

Maurey (Hervé) :

4861 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **PME, commerce et artisanat.** *Coût de la certification des logiciels pour les petites entreprises* (p. 2641).

4880 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Carences des contrôles déontologiques dans la fonction publique hospitalière* (p. 2660).

4881 Premier ministre. **Justice.** *Carences de l'État dans la prise en charge des enfants victimes de la défaillance de leur cellule familiale* (p. 2636).

4882 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Important retard de déploiement du système d'information patrimonial du ministère de l'Europe et des affaires étrangères* (p. 2649).

4883 Industrie et énergie. **Aménagement du territoire.** *Complétude des déploiements des réseaux en fibre optique* (p. 2650).

4884 Logement. **Logement et urbanisme.** *Absence de réponse de l'État au manque de sécurité des installations électriques des logements* (p. 2656).

Mouiller (Philippe) :

4921 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans le cursus des étudiants infirmiers diplômés entre 2024 et 2028* (p. 2664).

O

Ollivier (Mathilde) :

4899 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Traités et conventions.** *Double imposition des pensions de retraite des Français résidant en Italie* (p. 2645).

P

Pellevat (Cyril) :

4858 Transports. **Transports.** *Relance du service Auto-Train en France* (p. 2668).

Piednoir (Stéphane) :

4919 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pacte en faveur de la haie* (p. 2638).

R

Redon-Sarrazy (Christian) :

4852 Autonomie et handicap. **Transports.** *Délivrance des cartes européennes de stationnement aux associations pour les adultes et jeunes handicapés* (p. 2640).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

4863 Intelligence artificielle et numérique. **Affaires étrangères et coopération.** *Simplification et sécurisation des démarches administratives des Français établis à l'étranger notamment par la mise en place de l'identité numérique certifiée* (p. 2653).

Richard (Olivia) :

4848 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Soutien aux associations françaises à l'étranger* (p. 2642).

Richer (Marie-Pierre) :

4876 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Fonctionnement des communes nouvelles* (p. 2651).

Rochette (Pierre Jean) :

4890 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Fiscalité des plus-values immobilières en présence de démembrement de propriété* (p. 2644).

Roux (Jean-Yves) :

4924 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Capteurs numériques de glycémie et permis de conduire* (p. 2653).

S

Saury (Hugues) :

4893 Aménagement du territoire et décentralisation . **Aménagement du territoire.** *Enjeux liés à la sécurité des digues de la Loire* (p. 2639).

Savin (Michel) :

4843 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Énergie.** *Devenir des concessions hydroélectriques autorisables* (p. 2665).

Schalck (Elsa) :

4887 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Mise à jour du mode de calcul du fonds national de garantie individuelle des ressources* (p. 2643).

Schillinger (Patricia) :

4897 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Alerte sur la baisse du nombre de postes d'internes en gynécologie médicale* (p. 2661).

Silvani (Silvana) :

4839 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Situation de l'agriculture biologique en France* (p. 2636).

Souyris (Anne) :

4838 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Modèle de financement annoncé pour les centres de santé et de médiation en santé sexuelle* (p. 2658).

Szczurek (Christopher) :

4879 Justice. **Justice.** *Situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs* (p. 2655).

V

Vallet (Mickaël) :

4856 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Drame humanitaire à Gaza* (p. 2648).

Vial (Cédric) :

4841 Intérieur . **Police et sécurité.** *Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules* (p. 2651).

4864 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Remise en cause du soutien public aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2637).

W

Weber (Michaël) :

4875 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Manque de moyens des services d'éducation spécialisé et de soins à domicile* (p. 2660).

INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS POSÉES

Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre interrogé et le titre

A

Affaires étrangères et coopération

Barros (Pierre) :

4857 Europe et affaires étrangères. *Respect des obligations de la résolution A/RES/ES-10/24* (p. 2649).

Briante Guillemont (Sophie) :

4877 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Retards constatés dans la réponse aux recours grâcieux relatifs aux bourses scolaires* (p. 2642).

Maurey (Hervé) :

4882 Europe et affaires étrangères. *Important retard de déploiement du système d'information patrimonial du ministère de l'Europe et des affaires étrangères* (p. 2649).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

4863 Intelligence artificielle et numérique. *Simplification et sécurisation des démarches administratives des Français établis à l'étranger notamment par la mise en place de l'identité numérique certifiée* (p. 2653).

Richard (Olivia) :

4848 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Soutien aux associations françaises à l'étranger* (p. 2642).

Vallet (Mickaël) :

4856 Europe et affaires étrangères. *Drame humanitaire à Gaza* (p. 2648).

Agriculture et pêche

Chauvet (Patrick) :

4865 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2638).

Gruny (Pascale) :

4855 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Projet de réforme européenne du secteur vin (paquet vin)* (p. 2637).

Martin (Pascal) :

4874 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2638).

Piednoir (Stéphane) :

4919 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pacte en faveur de la haie* (p. 2638).

Silvani (Silvana) :

4839 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Situation de l'agriculture biologique en France* (p. 2636).

Vial (Cédric) :

4864 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Remise en cause du soutien public aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2637).

Aménagement du territoire

Maurey (Hervé) :

4883 Industrie et énergie. *Complétude des déploiements des réseaux en fibre optique* (p. 2650).

Saury (Hugues) :

4893 Aménagement du territoire et décentralisation . *Enjeux liés à la sécurité des digues de la Loire* (p. 2639).

C

Collectivités territoriales

Bouad (Denis) :

4911 Aménagement du territoire et décentralisation . *Interdépendance entre les taux de fiscalité de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur le foncier bâti* (p. 2640).

Canévet (Michel) :

4906 Aménagement du territoire et décentralisation . *Frais de garde d'enfants et élus locaux* (p. 2639).

4932 Aménagement du territoire et décentralisation . *Règles de stationnement des camping-cars* (p. 2640).

4933 Aménagement du territoire et décentralisation . *Attribution de la carte de maire et de maire-adjoint* (p. 2640).

Darnaud (Mathieu) :

4927 Action publique, fonction publique et simplification . *Nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics* (p. 2636).

Richer (Marie-Pierre) :

4876 Intérieur . *Fonctionnement des communes nouvelles* (p. 2651).

Schalck (Elsa) :

4887 Comptes publics. *Mise à jour du mode de calcul du fonds national de garantie individuelle des ressources* (p. 2643).

Culture

Brossat (Ian) :

4929 Culture. *Ouverture du Palais de la découverte à Paris* (p. 2643).

E

Économie et finances, fiscalité

Canévet (Michel) :

4905 Comptes publics. *Auto-attestation des logiciels de caisse* (p. 2644).

Grosperrin (Jacques) :

4923 Industrie et énergie. *Politique hydrogène en faveur de la filière automobile* (p. 2650).

Joseph (Else) :

4907 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Disparition de la notion de produit d'origine dans la réécriture du code des douanes* (p. 2642).

Margueritte (David) :

4910 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Difficultés rencontrées par de nombreux parieurs en ligne pour obtenir le paiement de leurs gains* (p. 2645).

Rochette (Pierre Jean) :

4890 Comptes publics. *Fiscalité des plus-values immobilières en présence de démembrement de propriété* (p. 2644).

Éducation

Canalès (Marion) :

4895 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Pérennité du fonds de soutien au développement des activités périscolaires* (p. 2647).

Canévet (Michel) :

4869 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Difficultés rencontrées par les étudiants dans l'utilisation de la plateforme « Mon Master »* (p. 2646).

Henno (Olivier) :

4851 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Réforme des bourses étudiantes* (p. 2646).

Énergie

Savin (Michel) :

4843 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Devenir des concessions hydroélectriques autorisables* (p. 2665).

Entreprises

Corbisez (Jean-Pierre) :

4898 Travail et emploi. *Controle des entreprises privées du secteur d'aide à la personne* (p. 2669).

Environnement

Belin (Bruno) :

4846 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Allégement des procédures sur l'eau* (p. 2666).

Bitz (Olivier) :

4900 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie* (p. 2667).

Cigolotti (Olivier) :

4845 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Responsabilité élargie du producteur dans le secteur du bâtiment* (p. 2665).

Darras (Jérôme) :

4926 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie* (p. 2638).

Goulet (Nathalie) :

4886 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie* (p. 2667).

Gréaume (Michelle) :

4859 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Budget du Pacte en faveur de la haie* (p. 2666).

Guillotin (Véronique) :

4847 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Inquiétudes des entreprises du bâtiment concernant la responsabilité élargie du producteur* (p. 2666).

Henno (Olivier) :

4913 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Prise en charge des pièces automobiles usagées* (p. 2667).

4914 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Stratégie pour la conservation de l'eau* (p. 2668).

F

Fonction publique

Henno (Olivier) :

4850 Comptes publics. *Suppression ou fusion des agences publiques d'ici à fin 2025* (p. 2643).

J

Justice

Frassa (Christophe-André) :

4871 Justice. *Création et déploiement d'une intelligence artificielle propre au ministère de la justice* (p. 2655).

Herzog (Christine) :

4866 Justice. *Réponse pénale du procureur de la République faisant suite au dépôt d'une plainte pénale à l'encontre d'une personne identifiable par visionnage des enregistrements de caméras de vidéoprotection* (p. 2655).

Le Houerou (Annie) :

4853 Justice. *Signalement de faits par les conciliateurs de justice* (p. 2654).

Maurey (Hervé) :

4881 Premier ministre. *Carences de l'État dans la prise en charge des enfants victimes de la défaillance de leur cellule familiale* (p. 2636).

Szczurek (Christopher) :

4879 Justice. *Situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs* (p. 2655).

L

Logement et urbanisme

Delia (Jean-Marc) :

4840 Logement. *Adaptation du zonage habitation à loyer modéré aux évolutions des territoires* (p. 2656).

Guhl (Antoinette) :

4885 Logement. *Vacance immobilière, jeunesse et mal-logement : quelle action de l'État* (p. 2656).

Margueritte (David) :

4909 Logement. *Difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement au sein du parc social* (p. 2657).

Maurey (Hervé) :

4884 Logement. *Absence de réponse de l'État au manque de sécurité des installations électriques des logements* (p. 2656).

P

PME, commerce et artisanat

Maurey (Hervé) :

4861 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Coût de la certification des logiciels pour les petites entreprises* (p. 2641).

Police et sécurité

Boyer (Valérie) :

4904 Intérieur . *Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées* (p. 2652).

Courtial (Édouard) :

4862 Intérieur . *Augmentation des rave-party clandestines* (p. 2651).

Grosperrin (Jacques) :

4891 Intérieur . *Protection des données personnelles inscrites dans des documents administratifs disponibles en open source* (p. 2651).

Hochart (Joshua) :

4918 Intérieur . *Installation illicite des gens du voyage* (p. 2653).

Roux (Jean-Yves) :

4924 Intérieur (MD). *Capteurs numériques de glycémie et permis de conduire* (p. 2653).

Vial (Cédric) :

4841 Intérieur . *Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules* (p. 2651).

Pouvoirs publics et Constitution

Anglars (Jean-Claude) :

4868 Relations avec le Parlement. *Baisse des taux d'application des lois et ses conséquences négatives sur la confiance des citoyens dans les institutions* (p. 2657).

Hochart (Joshua) :

4922 Relations avec le Parlement. *Taux de réponse aux questions écrites* (p. 2658).

Q

Questions sociales et santé

Apourceau-Poly (Cathy) :

4901 Santé et accès aux soins. *Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus infirmiers* (p. 2662).

4903 Santé et accès aux soins. *Gynécologie médicale* (p. 2662).

Bilhac (Christian) :

4915 Travail, santé, solidarités et familles. *Situation financière critique d'établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 2671).

4916 Santé et accès aux soins. *Polluants émergents dans l'eau potable* (p. 2663).

4920 Santé et accès aux soins. *Causes de l'explosion du nombre de cancers liés aux pollutions environnementales et mesure des effets cocktail* (p. 2663).

Bouchet (Gilbert) :

4867 Santé et accès aux soins. *Gynécologie médicale* (p. 2660).

Courtial (Édouard) :

4892 Santé et accès aux soins. *Abus de personnes âgées dans le secteur de l'aide à domicile* (p. 2661).

Darras (Jérôme) :

4925 Santé et accès aux soins. *Situation de la gynécologie médicale* (p. 2664).

Garnier (Laurence) :

4842 Travail, santé, solidarités et familles. *Financement des associations chargées de la protection juridique des majeurs à la suite de l'extension des revalorisations dites Ségur* (p. 2670).

Gruny (Pascale) :

4854 Santé et accès aux soins. *Réingénierie de la profession de psychomotricien* (p. 2659).

Henno (Olivier) :

4912 Santé et accès aux soins. *Mobilisation du 15 mai 2025 dans les secteurs sanitaire, social et médico-social* (p. 2663).

Le Houerou (Annie) :

4889 Santé et accès aux soins. *Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus infirmiers* (p. 2661).

Leroy (Henri) :

4928 Santé et accès aux soins. *Fortes inquiétudes exprimées par de nombreux ostéopathes concernant l'avenir de leur profession* (p. 2664).

Marie (Didier) :

4844 Santé et accès aux soins. *Inscription de la fibromyalgie dans la liste des affections de longue durée* (p. 2659).

4908 Santé et accès aux soins. *Reconnaissance et encadrement de l'ostéopathie* (p. 2662).

Maurey (Hervé) :

4880 Santé et accès aux soins. *Carences des contrôles déontologiques dans la fonction publique hospitalière* (p. 2660).

Mouiller (Philippe) :

4921 Santé et accès aux soins. *Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans le cursus des étudiants infirmiers diplômés entre 2024 et 2028* (p. 2664).

Schillinger (Patricia) :

4897 Santé et accès aux soins. *Alerte sur la baisse du nombre de postes d'internes en gynécologie médicale* (p. 2661).

Souyris (Anne) :

4838 Santé et accès aux soins. *Modèle de financement annoncé pour les centres de santé et de médiation en santé sexuelle* (p. 2658).

Weber (Michaël) :

4875 Santé et accès aux soins. *Manque de moyens des services d'éducation spécialisé et de soins à domicile* (p. 2660).

R

Recherche, sciences et techniques

Bazin (Arnaud) :

4872 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Animaux utilisés à des fins scientifiques : statistiques de 2023, primates non humains, projet de centre national de primatologie* (p. 2647).

4873 Enseignement supérieur et recherche . *Inclusion des statistiques de l'institut de recherche biomédicale des armées dans l'enquête statistique sur l'utilisation des animaux à des fins scientifiques en 2023* (p. 2648).

Dumas (Catherine) :

4888 Intelligence artificielle et numérique. *Sécurité des data centers face aux risques stratégiques* (p. 2654).

Henno (Olivier) :

4849 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Importance de garantir aux chercheurs locaux et régionaux le même niveau de financement et de reconnaissance que les chercheurs internationaux dans le cadre du plan « Choose Europe for Science »* (p. 2646).

S

Sécurité sociale

Canévet (Michel) :

4870 Travail et emploi. *Interdiction du bénéfice d'un concours financier aux administrateurs et membres de Conseil d'organismes de sécurité sociale* (p. 2669).

Gillé (Hervé) :

4896 Intérieur . *Conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire des sapeurs-pompiers professionnels* (p. 2652).

Le Houerou (Annie) :

4837 Travail, santé, solidarités et familles. *Difficultés d'application de l'article L. 231-6-1 du code de la sécurité sociale* (p. 2670).

Société

Bilhac (Christian) :

4917 Intérieur . *Valorisation et restitution du contenu des cahiers de doléances des gilets jaunes* (p. 2652).

T

Traités et conventions

Briante Guillemont (Sophie) :

4860 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Absence de convention fiscale en matière de succession entre la France et la Suisse* (p. 2645).

Brossat (Ian) :

4930 Europe et affaires étrangères. *Respect par la France de ses engagements internationaux concernant l'occupation illégale des territoires palestiniens* (p. 2649).

Ollivier (Mathilde) :

4899 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Double imposition des pensions de retraite des Français résidant en Italie* (p. 2645).

Transports

Pellevat (Cyril) :

4858 Transports. *Relance du service Auto-Train en France* (p. 2668).

Redon-Sarrazy (Christian) :

4852 Autonomie et handicap. *Délivrance des cartes européennes de stationnement aux associations pour les adultes et jeunes handicapés* (p. 2640).

Travail

Apourceau-Poly (Cathy) :

4902 Autonomie et handicap. *Discrimination due à « l'âgisme »* (p. 2641).

Chaize (Patrick) :

4931 Travail, santé, solidarités et familles. *Avenir du statut de conjoint collaborateur* (p. 2671).

Darcos (Laure) :

4894 Autonomie et handicap. *Situation des personnes handicapées exerçant une activité professionnelle en établissement et service d'accompagnement par le travail* (p. 2641).

Gacquerre (Amel) :

4878 Travail et emploi. *Extension des critères d'attribution de la médaille d'honneur du travail aux travailleurs indépendants* (p. 2669).

Questions écrites

PREMIER MINISTRE

Carences de l'État dans la prise en charge des enfants victimes de la défaillance de leur cellule familiale

4881. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le désengagement de l'État sur les missions régaliennes de santé, d'éducation et de sécurité, tout particulièrement vis-à-vis des enfants victimes de la défaillance de leur cellule familiale. Dans la circulaire n° JUSF2512224C du 28 avril 2025 relative à l'organisation de contrôles au sein des structures accueillant des mineurs placés sur décision judiciaire, le Garde des Sceaux a demandé aux juges des enfants, aux magistrats du parquet spécialement désignés ainsi qu'à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) de contrôler les lieux d'accueil et de placement des secteurs publics et associatifs recevant un mineur confié sur décision de justice en matière pénale. Or, l'association des Départements de France souligne que ces juges sont déjà « débordés » et que la PJJ peine à remplir sa mission auprès des primodélinquants juvéniles, « faute de personnels et de moyens ». Elle regrette, par ailleurs, que parmi les 80 000 enfants placés dans ces établissements sur décision du juge, un certain nombre d'entre eux seraient atteints de pathologies lourdes qui devraient relever des services de pédopsychiatrie - eux-mêmes sous-dotés. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement sur ces multiples défaillances de l'action de l'État et les mesures qu'il compte prendre afin que l'État remplisse ses missions régaliennes vis-à-vis des enfants victimes de la défaillance de leur cellule familiale.

ACTION PUBLIQUE, FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATION

Nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics

4927. – 29 mai 2025. – **M. Mathieu Darnaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** sur les effets préoccupants du nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics. En effet, ce nouveau régime, qui repose largement sur la jurisprudence et ne définit pas clairement la notion de faute grave, conduit à une insécurité juridique majeure pour les décideurs publics locaux, en particulier les dirigeants territoriaux. Ces derniers se retrouvent exposés à des condamnations, même en l'absence d'intention fautive, de bénéfice personnel, ou de manquement avéré à leurs obligations. Cette logique, perçue comme déconnectée de la réalité des contraintes de terrain, suscite chez les agents une forme d'inhibition de l'action publique, un repli prudent et une érosion de l'audace et de l'innovation au détriment de l'efficacité des politiques locales et du service aux citoyens. Dans ce contexte, il apparaît urgent de redonner de la clarté et de l'équilibre au cadre juridique de cette responsabilité, en y intégrant notamment les principes de proportionnalité, de droit à l'erreur et la prise en compte du contexte, de la bonne foi, ainsi que des moyens effectivement disponibles pour les gestionnaires publics. Il convient également d'assurer une protection fonctionnelle systématique pour les agents mis en cause de manière non fautive. Aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour garantir une responsabilité des gestionnaires publics qui soit juste, sécurisée, lisible et respectueuse de l'engagement quotidien des agents et des élus au service de l'intérêt général.

AGRICULTURE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Situation de l'agriculture biologique en France

4839. – 29 mai 2025. – **Mme Silvana Silvani** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la situation de l'agriculture biologique en France. La dynamique de conversion vers l'agriculture biologique est en déclin, tandis que les déconversions sont en hausses. Ce phénomène compromet la capacité d'atteindre les objectifs nationaux fixés pour les surfaces en bio, qui visent 18 % d'ici 2027. La politique agricole commune (PAC) prévoit des aides à la conversion à l'agriculture biologique (CAB) pour accompagner les agriculteurs. Cependant, un reliquat d'environ 1 milliard d'euros est actuellement sous-utilisé. Il est nécessaire que cette enveloppe budgétaire soit réaffectée pour soutenir la mise en place d'une aide au maintien à l'agriculture biologique (MAB) à l'échelle nationale. Cette aide, qui a été supprimée en 2018, permettait d'assurer la viabilité des exploitations bio en France. Sans un soutien durable, les risques de déconversions se multiplieront, rendant inaccessibles les ambitions de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite loi Egalim) et les

attentes de trois quarts des Français, qui souhaitent un soutien accru à la consommation de produits bio, selon un sondage IFOP de mai 2023. Les États-membres disposent de marges de manoeuvre pour réaffecter ces crédits à d'autres mesures prévues dans leur plan stratégique national (PSN) de la politique agricole commune (PAC), mais cela nécessite une révision du plan et une justification auprès de la Commission européenne. Par ailleurs, ces mesures pourraient aussi être transférées du premier pilier (aides directes) au second pilier (développement rural) sous approbation de la Commission européenne. Après l'appui du Gouvernement en faveur du maintien de l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique, dite Agence bio, elle lui demande quelles mesures concrètes elle compte mettre en oeuvre pour garantir que ce reliquat soit utilisé de manière efficace afin de soutenir durablement l'agriculture biologique en France et éviter une aggravation de la situation des agriculteurs bio.

Projet de réforme européenne du secteur vin (paquet vin)

4855. – 29 mai 2025. – **Mme Pascale Gruny** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les préoccupations exprimées par la filière viticole champenoise au sujet des discussions européennes sur le « paquet vin », en particulier la délimitation parcellaire de l'appellation d'origine contrôlée (AOC) Champagne. Les professionnel s'inquiètent de l'absence de garantie juridique permettant à une indication géographique de réguler pleinement toutes les plantations nouvelles, y compris celles de vins sans indication géographique (VSIG), sur son aire actuelle comme potentielle. La Champagne a toujours refusé la mixité des productions sur son territoire, afin de préserver l'identité, la notoriété et la valeur ajoutée d'un modèle fondé sur l'excellence et la traçabilité. Or, l'interprétation actuelle des textes européens par les services du ministère limite les marges de manoeuvre des organismes de défense et de gestion (ODG), et rend impossible un gel total des plantations nouvelles en VSIG, y compris dans les cas où cela serait pourtant justifié par des considérations de qualité, de cohérence économique ou d'équilibre territorial. En outre, l'insécurité juridique est accrue par la multiplication des contentieux relatifs à la limitation des autorisations de plantations nouvelles. Si la révision du projet de réforme présenté le 28 mars 2025 a permis de supprimer la référence explicite à une obligation de croissance, des incertitudes demeurent cependant quant à la capacité d'une indication géographique (IG) à décider elle-même, dans son aire, d'une absence totale d'autorisations de plantations nouvelles. À ce titre, beaucoup plaident en faveur d'un dispositif permettant à un État membre ou à une indication géographique (IG) de fixer un taux de croissance allant jusqu'à 0 %. Aussi, elle lui demande si elle entend se mobiliser pleinement au sein du Conseil de l'Union européenne pour obtenir cette clarification et permettre ainsi de garantir l'avenir d'un modèle viticole unanimement reconnu et porteur de valeur pour la France.

Remise en cause du soutien public aux coopératives d'utilisation de matériel agricole

4864. – 29 mai 2025. – **M. Cédric Vial** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences de la baisse des crédits budgétaires affectés au dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement des projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. Les difficultés ainsi causées au déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité le Gouvernement souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4865. – 29 mai 2025. – **M. Patrick Chauvet** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur le dispositif national d'accompagnement (DINA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Les coopératives d'utilisation de matériel agricole soutiennent au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DINA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4874. – 29 mai 2025. – **M. Pascal Martin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (DINA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Les Cuma soutiennent au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DINA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Pacte en faveur de la haie

4919. – 29 mai 2025. – **M. Stéphane Piednoir** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur le budget du « Pacte en faveur de la haie ». Ce pacte a fait l'objet d'un soutien transpartisan lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2025, et son budget avait été porté à 45 millions d'euros à l'issue des débats de la commission mixte paritaire. Plusieurs acteurs du secteur alertent cependant sur une remise en question de ce montant, et sur un report de publication des appels à projet. De tels signaux risqueraient de compromettre les objectifs inscrits dans le Pacte en faveur de la haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture (et notamment les 50 000 km de haie supplémentaires en 2030). Aussi, il lui demande si les inquiétudes ainsi exprimées sont fondées, et si les engagements relatifs au Pacte en faveur de la haie (en termes de budget et de calendrier) seront respectés.

Garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie

4926. – 29 mai 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie. Les

haies constituent un patrimoine écologique majeur, aujourd'hui menacé. Leur maintien, leur développement et leur gestion durable répondent à de nombreux enjeux environnementaux et agricoles : amélioration de la qualité des sols, infiltration et rétention de l'eau, limitation de l'érosion, préservation de la biodiversité, stockage de carbone, ombrage pour les animaux d'élevage, production de bois, ou encore atténuation des effets des crues. Lancé en 2024, le pacte en faveur de la haie vise à stopper leur disparition et à atteindre l'objectif ambitieux d'un gain net du linéaire de haies de 50 000 km d'ici 2030. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 ont témoigné d'un soutien transpartisan à cet objectif. Alors qu'une diminution de 70 % des montants des crédits accordés au pacte en faveur de la haie était prévue dans le projet de loi initial, un amendement augmentant de 20 millions d'euros l'enveloppe du plan haie a été adopté en commission mixte paritaire, portant son budget à 45 millions d'euros. Or, selon les acteurs concernés, il est à craindre que ce montant fasse l'objet d'une coupe budgétaire dans le cadre des 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires annoncées par le Gouvernement en 2025. Alors que le pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité de l'enveloppe prévue en 2024, cette baisse budgétaire aurait des conséquences très dommageables sur les territoires. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si l'enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros allouée au pacte en faveur de la haie par la loi de finances pour 2025 sera préservée.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION

Enjeux liés à la sécurité des digues de la Loire

4893. – 29 mai 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les enjeux techniques, financiers et organisationnels liés à la sécurité des digues de la Loire, dans un contexte de changement climatique. Le Loiret est un département particulièrement exposé au risque inondation en raison de la présence de la Loire et de ses affluents. Le système d'endiguement du fleuve y joue un rôle essentiel pour protéger les populations, les biens, les infrastructures et les activités économiques. Toutefois, ce système, dont certaines digues datent de plusieurs siècles, présente aujourd'hui des fragilités structurelles préoccupantes. Des crues exceptionnelles, comme celles de 1856 ou 1866, rappellent que la Loire peut sortir de son lit avec une force destructrice. Face à cela, les collectivités territoriales, notamment les communes, les intercommunalités et le département, se retrouvent en première ligne pour assurer la gestion du risque, l'entretien des ouvrages et la protection des habitants. Or le transfert de la compétence Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) en 2018 s'est souvent fait sans les moyens financiers, humains et techniques à la hauteur des enjeux. Face à la complexité des ouvrages, à l'ampleur des travaux nécessaires et à la gouvernance morcelée, de nombreuses collectivités peinent à assurer efficacement cette mission essentielle de sécurité publique. Par conséquent il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour accompagner les collectivités locales dans la mise en oeuvre de cette compétence stratégique et garantir ainsi une protection efficace des populations face aux risques grandissants d'inondation.

Frais de garde d'enfants et élus locaux

4906. – 29 mai 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les conditions de prise en charge des frais de garde d'enfants pour les élus locaux. Cette question s'inscrit dans des enjeux majeurs : l'égalité entre les femmes et les hommes, qui doit permettre à toutes et tous d'exercer pleinement leurs responsabilités électives, mais aussi la modernisation du statut de l'élu local et ainsi permettre aux mères, mais aussi parfois pour les pères d'exercer sereinement leurs mandats locaux en raison de leur responsabilité parentale. Le remboursement des frais de garde d'enfants pour les élus municipaux est rendu obligatoire, comme le prévoit la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 dite « engagement et proximité », lorsqu'ils participent à certaines réunions liées à leur mandat. Ce mécanisme de remboursement ne s'applique qu'à certaines missions strictement encadrées par le décret du 30 juillet 2020 et la circulaire du 15 février 2021 (conseils municipaux, commissions municipales dont l'élu fait partie, assemblées délibérantes et bureaux d'organismes dans lesquels l'élu représente la commune). Il ne peut être étendu, sauf délibération expresse du conseil municipal. Enfin, le remboursement ne peut excéder le montant horaire du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) par heure de garde et le conseil doit avoir pris une délibération en ce sens précisant les conditions d'application. Cependant, l'intervention de l'État dans ces frais de garde exclut les communes de plus de 3 500 habitants. Dans ce cas, le remboursement de ces frais incombe entièrement au budget de la commune. Il lui demande donc de lui rappeler les conditions de prises en charge de ces frais de garde, notamment lorsque l'élu est

également conseiller communautaire et, considérant le faible nombre d'élus municipaux faisant appel à cette aide nationale, si un élargissement du champ d'application de cette loi est envisageable, pour toutes les communes, y compris celles de plus de 3 500 habitants.

Interdépendance entre les taux de fiscalité de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur le foncier bâti

4911. – 29 mai 2025. – **M. Denis Bouad** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** concernant les difficultés rencontrées par les communes en matière d'urbanisme et l'interdépendance entre les taux de fiscalité de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) et la taxe sur le foncier bâti (TFB). La crise du logement est aujourd'hui une préoccupation importante pour bon nombre de Français. Ainsi, ils sont de plus en plus nombreux à éprouver des difficultés à se loger décemment sur le territoire de leur choix. Dans ce contexte, les élus locaux s'engagent pour apporter des solutions à leurs administrés et se donner les moyens d'accueillir de nouvelles populations. Cependant, les communes notamment rurales doivent se soumettre à différentes contraintes urbanistiques, liées notamment à notre ambition de limiter l'artificialisation des sols. Dans ce cadre, la reconquête du bâti existant représente un enjeu considérable au sein de ces territoires. Aussi, pour de nombreux élus de territoires ruraux, le parc de résidences secondaires qui s'est considérablement agrandi ces dernières décennies représente à terme un potentiel mobilisable pour accueillir de nouvelles populations. Toutefois, la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 contraint les communes de faire évoluer dans les mêmes proportions la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et la taxe sur le foncier bâti. Il est donc impossible pour les conseils municipaux d'utiliser le levier fiscal sur les résidences secondaires sans pénaliser les résidences principales à travers la taxe foncière. Cette disposition limite donc considérablement l'autonomie fiscale des communes, déjà mise à mal par la suppression de la taxe d'habitation. Aussi, il lui demande si compte tenu de la situation et afin de répondre aux attentes de nombreux élus de communes rurales, le Gouvernement envisage de procéder à la décorrélation de ces deux taxes.

Règles de stationnement des camping-cars

4932. – 29 mai 2025. – **M. Michel Canévet** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 01232 sous le titre « Règles de stationnement des camping-cars », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Attribution de la carte de maire et de maire-adjoint

4933. – 29 mai 2025. – **M. Michel Canévet** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 01780 sous le titre « Attribution de la carte de maire et de maire-adjoint », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

AUTONOMIE ET HANDICAP

Délivrance des cartes européennes de stationnement aux associations pour les adultes et jeunes handicapés

4852. – 29 mai 2025. – **M. Christian Redon-Sarrazy** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap** sur le problème que rencontrent les associations pour adultes et jeunes handicapés dans l'organisation de séjours de vacances. En effet, les véhicules appartenant à ces structures obtiennent des cartes européennes de stationnement afin de permettre aux personnes accompagnées un accès facilité lors de leur visite de lieux publics et touristiques Cependant, en cas de location de véhicules auprès de sociétés partenaires extérieures, ces organismes n'ont aucune possibilité de demander ces cartes de stationnement même à titre temporaire. L'utilisation de ces véhicules est pourtant à destination du même public qui ainsi ne peut bénéficier des mêmes conditions de séjour. C'est pourquoi, il lui demande d'étudier la possibilité d'une obtention de cartes provisoires de stationnement pour les véhicules loués spécifiquement pour les séjours adaptés et ainsi garantir l'équité et la sécurité de leur accompagnement et transfert.

Situation des personnes handicapées exerçant une activité professionnelle en établissement et service d'accompagnement par le travail

4894. – 29 mai 2025. – **Mme Laure Darcos** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap** sur la situation des personnes handicapées exerçant une activité professionnelle en établissement et service d'accompagnement par le travail (ESAT). Ne disposant pas du statut de salarié soumis au code du travail, les personnes handicapées admises dans un ESAT concluent un contrat de soutien et d'aide par le travail et perçoivent à ce titre une rémunération garantie comprise entre 55,7 % et 110,7 % du salaire minimum de croissance, lorsqu'elles exercent une activité professionnelle dans la limite de la durée légale de 35 heures de travail par semaine. La rémunération garantie se compose d'une part financée par l'ESAT et d'une aide au poste financée par l'État. Les personnes handicapées peuvent, sous conditions, cumuler celle-ci avec l'allocation aux adultes handicapés versée par la caisse d'allocations familiales (au prorata du montant de la rémunération garantie). Or, nombre de travailleurs en situation de handicap ressentent une réelle souffrance au travail et s'estiment déconsidérés, même si leurs droits ont été progressivement élargis ces dernières années. En outre, la faiblesse de leur rémunération garantie ne leur permet pas de vivre dignement et de percevoir les fruits de leur implication au travail. Aussi, elle lui demande de bien vouloir lui préciser si le Gouvernement entend consolider sans délai les droits des travailleurs handicapés admis dans les ESAT et engager une réforme ambitieuse de leurs conditions de vie au travail, incluant une rémunération décente, un statut professionnel protecteur et une égalité de traitement avec les autres salariés.

Discrimination due à « l'âgisme »

4902. – 29 mai 2025. – **Mme Cathy Apourceau-Poly** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap** sur les discriminations que peuvent subir les personnes âgées. Dans l'absolu, toutes les personnes peuvent subir de la discrimination à tout âge. Cependant, il est important d'étudier la discrimination chez les seniors. Certains stéréotypes négatifs concernent essentiellement les personnes âgées et entraînent une inégalité de droit et de traitement. Le recul de l'âge de la retraite aggrave ce phénomène, plus encore chez celles et ceux qui exercent des métiers plus difficiles et pénibles. Ainsi, le Gouvernement déclare un âge de retraite avancé sans aider les seniors à être embauchés. En effet, un quart des seniors déclarent avoir vécu des discriminations, et un senior sur deux a connu des relations de travail dévalorisantes au cours des cinq dernières années. En matière de préjugés, selon le défenseur des droits : un actif sur deux considère que les seniors sont dépassés par les nouvelles technologies, quatre actifs sur dix déclarent qu'ils ont une santé fragile et sont plus difficiles à intégrer au sein des équipes, un tiers évoque leur coût élevé pour les entreprises et leur manque de dynamisme. Toutes ces statistiques relèvent une profonde discrimination envers les personnes plus âgées. Elle souhaite connaître les dispositions envisagées par le Gouvernement afin d'inclure les seniors dans la recherche d'embauche et réduire ainsi les discriminations.

COMMERCE, ARTISANAT, PME, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Coût de la certification des logiciels pour les petites entreprises

4861. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur le coût de la certification des logiciels pour les petites entreprises. L'article 43 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 prévoit de supprimer l'auto-attestation des logiciels de caisse. Selon de nombreuses très petites entreprises et auto-entreprises, cette mesure les contraindrait à faire certifier leur logiciel de caisse par l'un des deux acteurs de ce marché duopolistique dont les tarifs s'élèveraient à 20 000 euros pour la certification du logiciel de caisse puis à entre 3 800 et 6 000 euros par an pour le renouvellement de l'audit de surveillance Le coût de mise en conformité pour ces entreprises serait donc de 20 000 euros d'ici le 31 août 2025 puis d'au moins 3 800 euros tous les ans, sous peine d'amende. Par ailleurs, un jugement en cassation de la cour d'appel de Paris du 24 juin 2020 a montré que des logiciels certifiés par un organisme accrédité peuvent également être utilisés dans des pratiques frauduleuses en modifiant le système lors de l'installation. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les

mesures qu'il compte prendre afin que ces certifications préviennent véritablement les fraudes et que les très petites entreprises et les auto-entreprises puissent se mettre en conformité avec ces nouvelles obligations à un coût raisonnable.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Soutien aux associations françaises à l'étranger

4848. – 29 mai 2025. – **Mme Olivia Richard** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur la visibilité qui peut être accordée au tissu associatif français à l'étranger par les communications de nos postes diplomatiques et consulaires. Relais indispensables de la vie française à l'étranger, les associations permettent de faire société, même outre frontières. À ce titre, les postes diplomatiques et consulaires mettent régulièrement en valeur des initiatives associatives. D'autres, pourtant, n'obtiennent pas la même mise en lumière. Il a ainsi pu être répondu qu'une association présidée par un conseiller des Français de l'étranger ne pouvait pas bénéficier du même traitement, malgré l'importance de son action en faveur de la communauté. Outre les règles relatives à l'obligation de déport lors de réunion du conseil consulaire en matière de subvention de soutien au tissu associatif des Français à l'étranger (STAFE), qui permettent utilement de lutter contre les conflits d'intérêts, elle lui demande si une association doit nécessairement être écartée de toute communication des postes consulaires sur les réseaux sociaux ou dans leurs lettres d'informations, au seul motif que le président de la structure est par ailleurs élu.

Retards constatés dans la réponse aux recours grâcieux relatifs aux bourses scolaires

4877. – 29 mai 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les retards constatés dans la réponse aux recours grâcieux relatifs aux bourses scolaires. Les familles françaises à l'étranger peuvent demander, lorsqu'elles disposent de revenus limités, une aide à la scolarité sous forme de bourses scolaires pour leurs enfants inscrits dans un établissement du réseau de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). Leur dossier est instruit par les services du Consulat de France dans chaque circonscription, avant d'être étudiés par le Conseil consulaire pour les bourses scolaires, où siègent notamment les Conseillers des Français de l'étranger. Pour l'année scolaire 2024/2025, les 2èmes conseils consulaires en formation bourses scolaires pour le rythme nord, les CCB2, se sont majoritairement tenus en octobre et novembre 2024. À la suite des avis émis par ces conseils, la Commission nationale des bourses (CNB) s'est réunie à Paris les 11 et 12 décembre 2024, de façon à statuer sur les dites propositions. Les décisions de la CNB ont ensuite été notifiées aux intéressées, ouvrant la possibilité d'un recours gracieux. Or à ce jour, les parents concernés n'ont reçu aucune réponse à leurs demandes, les plaçant dans une situation financière fortement incertaine. Elle aimerait connaître les raisons de ces retards.

Disparition de la notion de produit d'origine dans la réécriture du code des douanes

4907. – 29 mai 2025. – **Mme Else Joseph** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur certaines difficultés liées à la réécriture du code des douanes. En effet, il apparaît que parmi les articles dont on envisage l'abrogation figurerait celui qui traite de la notion d'origine. Cette disposition est importante, car elle est relative à la nationalité du produit importé. Elle permet donc de définir le pays où le produit a été fabriqué et donc de déterminer le montant des droits de douane applicables, l'article 34 du code des douanes précisant en effet que « les droits de douane sont perçus suivant l'origine des marchandises ». Cette disparition de la notion d'origine pose un sérieux problème alors que, plus que jamais, dans le contexte actuel, la question de l'origine des produits est un aspect important dans le commerce extérieur de la France et de l'Union européenne. Cette notion permet de bien distinguer les produits importés de ce ceux fabriqués sur le sol français. Elle aimerait savoir ce qu'il en est de cette disparition qui soulèverait d'importants problèmes pratiques, à commencer par la détermination des droits de douane applicables aux produits.

CULTURE

Ouverture du Palais de la découverte à Paris

4929. – 29 mai 2025. – **M. Ian Brossat** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur l'avenir du Palais de la découverte, établissement scientifique emblématique installé depuis 1937 dans l'aile ouest du Grand Palais, dans le 8e arrondissement de Paris. Fondé par Jean Perrin, prix Nobel de physique, le Palais de la découverte célèbre ce samedi 24 mai 2025 son 88e anniversaire. Depuis sa création, ce musée joue un rôle irremplaçable dans la diffusion des savoirs scientifiques auprès de tous les publics, et notamment des plus jeunes, à travers des démonstrations pédagogiques dans les disciplines de l'astronomie, de la biologie, de la chimie, des mathématiques ou encore de la physique. Lieu d'éveil, de curiosité et de démocratisation des sciences, il constitue une référence majeure dans le paysage culturel et éducatif national. Sa réouverture, initialement prévue en juin 2025 après plus de quatre années de travaux, devait marquer un moment fort pour la vie scientifique et culturelle de la capitale. Un programme ambitieux avait d'ailleurs été présenté à la presse le 27 mars 2025, en présence du président du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Or, à seulement trois semaines de l'échéance, la direction de l'établissement a été informée, le 16 mai, que le chantier conduit par la Réunion des musées nationaux Grand Palais et son architecte en chef connaîtrait au moins deux mois de retard. Le soir même de la conférence de presse, un communiqué du ministère de la culture contredisait publiquement la date de réouverture annoncée. Ces contradictions soulèvent une légitime inquiétude quant à la place que le Gouvernement entend réellement réserver à cette institution historique dans le projet du Grand Palais rénové. Il en va pourtant de l'avenir d'un musée unique en son genre, qui joue un rôle déterminant dans l'accès de toutes et tous à la culture scientifique. Aussi, il souhaite connaître les garanties que le gouvernement peut apporter, d'une part, sur le calendrier de réouverture du Palais de la découverte dans son espace historique, et d'autre part, sur les moyens pérennes qu'il entend lui consacrer pour assurer pleinement ses missions de service public de la culture et de la science.

COMPTES PUBLICS

Suppression ou fusion des agences publiques d'ici à fin 2025

4850. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** appelle l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur l'annonce de la suppression ou la fusion d'un tiers des agences publiques d'ici fin 2025, avec l'objectif clair de réduire le déficit et de mieux maîtriser les dépenses de l'État. Mais au-delà de l'aspect budgétaire, beaucoup s'interrogent. Il lui demande comment le Gouvernement compte assurer que cette réorganisation n'entraînera pas une perte de qualité dans les services publics essentiels, comme la santé, l'environnement ou encore la culture. Il lui demande également si des indicateurs de suivi sont déjà prévus et comment il va évaluer, concrètement, l'impact sur les usagers et les territoires.

Mise à jour du mode de calcul du fonds national de garantie individuelle des ressources

4887. – 29 mai 2025. – **Mme Elsa Schalck** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur les difficultés rencontrées par des communes dont la contribution au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), sans révision possible, impacte lourdement les budgets communaux déjà contraints. Le FNGIR permettait à l'origine de compenser, pour chaque commune et établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale, en application du point 2.1 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010. Le prélèvement ou le reversement au titre du FNGIR a été calculé sur la base d'une comparaison des ressources avant et après réforme de la taxe professionnelle pour le seul exercice 2010. Depuis, la situation économique et financière de nombreuses communes a évolué. À ce titre, la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a mis en place une clause de révision du prélèvement au titre du FNGIR à deux conditions. D'une part que cette contribution représente plus de 2% des recettes réelles de fonctionnement, et d'autre part que le territoire concerné ait connu le départ d'une ou de plusieurs entreprises entraînant une baisse de 70 % des bases de la cotisation foncière des entreprises (CFE). Pour autant, il arrive que certaines communes ne remplissent qu'une des deux conditions cumulatives, faisant par conséquent perdre toute utilité à cette clause de révision, les communes restant confrontées à une contribution fixe. Les communes concernées sont donc contraintes de verser une contribution au FNGIR équivalente à celle de 2011 alors même qu'elles ont pu être confrontées à de nombreuses

évolutions dans les quinze dernières années. Le montant important de leur contribution, sans aucune possibilité d'adaptation, de souplesse ou de révision est de nature à freiner la dynamique de développement des territoires et la mise en oeuvre des projets des collectivités. Elle demande donc au Gouvernement s'il envisage une mise à jour du mode de calcul du FNGIR actuellement figé, afin que les conjonctures territoriales puissent réellement être prises en compte et afin d'éviter les conséquences préjudiciables à certaines communes.

Fiscalité des plus-values immobilières en présence de démembrement de propriété

4890. – 29 mai 2025. – **M. Pierre Jean Rochette** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur une incohérence doctrinale affectant le calcul des plus-values immobilières en cas de cession d'un bien démembré. Lorsqu'un bien est détenu en démembrement de propriété, la doctrine fiscale actuelle prévoit que la plus-value imposable doit être répartie entre l'usufruitier et le nu-propriétaire selon le barème prévu à l'article 669 du code général des impôts, fondé sur l'âge de l'usufruitier. Or, ce barème est appliqué deux fois, à deux dates différentes : une première fois lors de l'acquisition, en fonction de l'âge de l'usufruitier à cette époque, pour déterminer la valeur d'acquisition respective de chacun ; une seconde fois lors de le cession, en fonction de l'âge de l'usufruitier au jour de la vente, pour répartir le prix de vente. Ce décalage temporel crée une distorsion fiscale importante. L'usufruitier peut être imposé sur une plus-value théorique, voire constater une perte artificielle, tandis que le nu-propriétaire bénéficie d'un accroissement mécanique de sa quote-part sans apport financier ni valorisation effective du bien. Cette méthode génère une rupture d'équité entre les parties, sans fondement dans la loi, et s'éloigne de la logique d'une imposition fondée sur le gain réel. Dans un souci de simplification, de justice fiscale et de sécurité juridique, il serait souhaitable d'appliquer un barème unique, celui en vigueur au jour de la cession, tant pour l'évaluation du prix d'acquisition que celle du prix de vente. Cette évolution, relevant exclusivement de la doctrine administrative, pourrait faire l'objet d'une mise à jour du Bulletin officiel des finances publiques (BOFiP), sans nécessiter de modification législative. Il souhaite donc savoir si le Gouvernement entend procéder à une telle révision doctrinale, afin de garantir une application plus cohérente et équitable du régime des plus-values en cas de démembrement de propriété.

Auto-attestation des logiciels de caisse

4905. – 29 mai 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** concernant les conséquences de la suppression de l'auto-attestation des logiciels de caisse. Les professionnels assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui réalisent des transactions avec des particuliers et qui enregistrent les paiements de leurs clients au moyen de l'un de ces logiciels sont tenus d'utiliser un matériel sécurisé, tous secteurs d'activités confondus. La loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 a supprimé la possibilité pour les professionnels utilisant un logiciel de caisse d'obtenir une attestation individuelle par l'éditeur de leur propre logiciel de caisse. Il incombe désormais à l'éditeur du logiciel ou système de caisse d'effectuer la demande de certification auprès d'un organisme accrédité et de transmettre le certificat de conformité aux professionnels qui utilisent ces outils. Une certification produite par un organisme accrédité permettra ainsi d'attester la conformité de l'outil utilisé, et les professionnels sont exposés à une amende de 7 500 euros pour chaque logiciel concerné et, si la mise en conformité n'est pas réalisée sous 60 jours, une nouvelle amende de 7 500 euros sera appliquée. Or, aujourd'hui, seules deux sociétés sont accréditées à délivrer une telle attestation pour des coûts de certification particulièrement élevés (20 000 euros pour chaque logiciel plus de 5 000 euros par an de maintenance). Cette mesure, si elle devait être appliquée (cet engagement de certification doit être formulé avant le 31 août 2025) aurait comme conséquences un coup financier élevé pour les éditeurs de logiciels et pourrait provoquer, à terme, de très nombreuses cessations d'activités ou de nombreux renoncements à l'innovation. Cette crainte a été exprimée par les entrepreneurs ayant soutenu une pétition qui a déjà réuni plus de 17 000 signatures. Il lui demande donc si, à défaut d'un retour à l'auto-certification, le Gouvernement entend prendre des mesures provisoires afin de repousser éventuellement la date butoir de conformité et une revue à la baisse du tarif de ces certifications facturées par les organismes agréés aux éditeurs de logiciels ou système de caisse.

ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Absence de convention fiscale en matière de succession entre la France et la Suisse

4860. – 29 mai 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'absence de convention fiscale entre la France et la Suisse en matière de succession. La convention fiscale franco-suisse du 31 décembre 1953 a été dénoncée le 17 juin 2024 à la suite du rejet du projet de nouvelle convention par le Parlement suisse. De fait, depuis cette date, l'absence de convention fiscale en matière successorale avec la Suisse conduit, dans certains cas, à des situations de double imposition difficilement acceptables pour les contribuables, qui sont parfois confrontés à une imposition cumulée entre la France et la Suisse supérieure à la valeur du patrimoine hérité. Le 19 septembre 2023, le Conseil national suisse a d'ailleurs voté une motion visant à la reprise des négociations avec la France en vue de l'adoption d'une nouvelle convention fiscale sur le sujet. Elle aimerait donc savoir si une réflexion avait été menée sur cette question, en partenariat ou non avec l'administration fiscale suisse, pour éviter, en particulier, les situations de double imposition.

Double imposition des pensions de retraite des Français résidant en Italie

4899. – 29 mai 2025. – **Mme Mathilde Ollivier** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la situation préoccupante des quelque 60 000 retraités français résidant en Italie, confrontés depuis 2021 à une double imposition de leurs pensions de retraite. La Convention fiscale franco-italienne du 5 octobre 1989, complétée par l'échange de lettres du 20 décembre 2000, établit un régime d'imposition partagée pour les pensions de sécurité sociale. Selon le bulletin officiel des finances publiques (BOI-INT-CVB-ITA-10-20-20130909), l'État de résidence du bénéficiaire a le droit d'imposer ces revenus « en second » mais doit éliminer la double imposition en accordant un crédit d'impôt correspondant à l'impôt payé à la source. L'échange de lettres du 20 décembre 2000 liste précisément les régimes concernés, notamment le régime général de la sécurité sociale et les régimes complémentaires obligatoires (AGIRC, ARRCO). Depuis 2021, l'administration fiscale italienne applique toutefois une interprétation différente de ces dispositions conventionnelles, imposant les pensions françaises sans accorder le crédit d'impôt prévu. Cette pratique génère des redressements rétroactifs importants (jusqu'à 54 000 euros sur six ans pour certains retraités) assortis de pénalités et de mesures coercitives, notamment de saisies bancaires et d'hypothèques sur des biens, en particulier immobiliers, touchant ainsi des milliers de retraités français établis en Italie. Cette évolution interpelle d'autant plus qu'elle intervient sans information préalable des contribuables concernés, alors que l'Italie n'exigeait pas de déclaration de ces revenus jusqu'en 2021. Un collectif de retraités français a activé les mécanismes de la directive (UE) 2017/1852 sur les différends fiscaux, déposant des demandes de règlement amiable en août 2023 et mars 2024. Une plainte a également été déposée auprès de la Commission européenne en 2024. Dans ce contexte, elle souhaite savoir quelles démarches le Gouvernement a entrepris auprès des autorités italiennes pour clarifier l'application de la convention fiscale concernant les pensions de retraite et s'il envisage d'engager la procédure amiable prévue à l'article 25 de la convention pour résoudre ce différend d'interprétation. Elle aimerait connaître les mesures prévues pour soutenir les contribuables français dans le cadre des procédures ouvertes sous l'égide de la directive (UE) 2017/1852 et si un moratoire sur les redressements fiscaux en cours peut être obtenu en coordination avec les autorités italiennes pendant la résolution de ce différend, ou si des instructions ont été données aux services fiscaux français concernant les demandes italiennes d'assistance au recouvrement au titre de la directive 2010/24/UE dans ce contexte litigieux. Elle souhaite également savoir si le Gouvernement envisage une renégociation de l'article 18 de la convention, à l'instar de la solution adoptée avec la Grèce en 2022 pour un problème similaire. Elle demande enfin un bilan des échanges diplomatiques menés sur ce dossier et un calendrier des actions envisagées pour résoudre cette situation qui affecte un nombre important de nos compatriotes retraités.

Difficultés rencontrées par de nombreux parieurs en ligne pour obtenir le paiement de leurs gains

4910. – 29 mai 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les difficultés rencontrées par de nombreux parieurs en ligne pour obtenir le paiement de leurs gains auprès d'opérateurs agréés par l'autorité nationale des jeux (ANJ). Depuis plusieurs mois, de plus en plus de parieurs signalent des problèmes avec certaines sociétés de paris sportifs en ligne. Bien que leurs paris respectent les règles, ces derniers se voient souvent refuser le paiement de leurs gains sans explication claire ni possibilité de contestation. Certains voient leur compte fermé sans avertissement ni recours possible. Dans certains cas, les opérateurs invoquent des comportements « suspects », sans fournir d'éléments

concrets permettant à la personne concernée de se défendre ou de faire valoir ses droits. Ces pratiques donnent le sentiment que certaines plateformes peuvent agir de manière arbitraire, sans réel contrôle ni recours pour les utilisateurs. Si l'ANJ est chargée de réguler ce secteur, elle ne dispose pas toujours des moyens suffisants pour intervenir efficacement dans les litiges individuels. De nombreux parieurs, notamment lorsqu'ils sont confrontés à des sommes modestes, n'ont pas les moyens d'engager des procédures longues ou coûteuses. Dans ce contexte, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour renforcer la protection des parieurs en ligne et garantir un traitement équitable des litiges.

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Importance de garantir aux chercheurs locaux et régionaux le même niveau de financement et de reconnaissance que les chercheurs internationaux dans le cadre du plan « Choose Europe for Science »

4849. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les enjeux d'équité, de financement et d'attractivité scientifique soulevés par le lancement du plan « Choose Europe for Science », présenté le 5 mai 2025 par le président de la République et la présidente de la Commission européenne. Ce plan, qui vise à renforcer l'attractivité de l'Europe pour les chercheurs internationaux, prévoit la mobilisation de fonds publics pour soutenir l'accueil, l'installation et la carrière des scientifiques étrangers en provenance notamment des États-Unis, dans un contexte géopolitique tendu et de remise en cause de la liberté académique outre-Atlantique. S'il est salué par de nombreux acteurs de la recherche pour sa portée stratégique, ce plan suscite toutefois des inquiétudes au sein de la communauté scientifique française. Plusieurs syndicats et associations de chercheurs soulignent que les laboratoires en France font face, depuis de nombreuses années, à un sous-financement chronique, à des conditions de travail dégradées, ainsi qu'à une forte précarité de l'emploi, en particulier pour les jeunes chercheurs. Ils rappellent que l'objectif d'attractivité ne pourra être atteint durablement que si la France agit également pour améliorer les perspectives professionnelles, la rémunération et les moyens alloués à ses propres chercheurs et personnels de soutien à la recherche. Par ailleurs, les modalités de répartition des fonds soulèvent des interrogations sur l'équilibre entre les disciplines scientifiques soutenues et sur la couverture territoriale du plan. Nombre de chercheurs appellent à une meilleure prise en compte des laboratoires de province, des sciences humaines et sociales, et des universités moins visibles dans les classements internationaux. Dans ce contexte, il lui demande quelles mesures concrètes le Gouvernement envisage de mettre en place pour garantir que les fonds alloués au plan « Choose Europe for Science » bénéficient équitablement aux chercheurs locaux et étrangers, tout en assurant une répartition équilibrée entre les disciplines scientifiques et les régions.

Réforme des bourses étudiantes

4851. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la réforme des bourses étudiantes. Cette réforme est attendue avec impatience par de nombreux étudiants confrontés à des difficultés financières croissantes. Il lui demande si elle peut préciser les axes principaux de cette réforme et comment elle entend répondre aux inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. Par ailleurs, concernant le label de qualité pour l'enseignement privé lucratif, il lui demande quels seront les critères d'attribution et les mécanismes de contrôle pour garantir une formation de qualité et protéger les étudiants contre d'éventuelles dérives commerciales.

Difficultés rencontrées par les étudiants dans l'utilisation de la plateforme « Mon Master »

4869. – 29 mai 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les nombreuses difficultés rencontrées par les étudiants dans l'utilisation de la plateforme nationale « Mon Master », destinée à centraliser et simplifier les candidatures en première année de master. Alors que cette plateforme visait initialement à offrir davantage de lisibilité et d'égalité dans l'accès aux formations de second cycle, elle fait aujourd'hui l'objet de critiques récurrentes, en particulier de la part des étudiants en licence qui peinent à obtenir une place en master. De nombreux utilisateurs dénoncent un manque de transparence dans le fonctionnement de la plateforme, notamment sur les critères de sélection appliqués par les établissements, les modalités de traitement des candidatures, ou encore les délais et formes de réponse. Le plus souvent, les refus ne sont pas accompagnés de justification claire, ce qui alimente un profond sentiment d'incompréhension et d'injustice. Ces obscurités limitent la capacité des étudiants à identifier les points faibles de leur dossier, à mieux cibler leurs candidatures, ou à

progresser d'une session à l'autre. Par ailleurs, cette situation se double d'un déséquilibre structurel entre le nombre croissant d'étudiants titulaires d'une licence et le nombre de places offertes en master, notamment dans certaines filières très demandées. Il lui demande en conséquence si le Gouvernement envisage des améliorations substantielles de la plateforme « Mon Master », en particulier pour renforcer la clarté des critères d'admission affichés, améliorer le suivi des candidatures, et permettre aux étudiants d'obtenir un retour plus précis et personnalisé en cas de refus. Il souhaiterait également savoir si des mesures sont à l'étude pour anticiper la pression croissante sur les capacités d'accueil en master, afin de garantir un réel accès à la formation pour tous les étudiants motivés et qualifiés.

Animaux utilisés à des fins scientifiques : statistiques de 2023, primates non humains, projet de centre national de primatologie

4872. – 29 mai 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les statistiques d'animaux utilisés à des fins scientifiques et notamment les PNH (primates non humains) et sur le projet de construction d'un centre national de primatologie. Selon les données de l'enquête statistique publiée en avril 2025 sur l'utilisation des animaux à des fins scientifiques, 2 046 754 animaux ont été utilisés en 2023 dans les laboratoires français. Malgré une légère baisse par rapport à l'année précédente, ce chiffre reste stable autour de 2 millions depuis plus d'une décennie nonobstant les engagements européens en faveur d'une transition vers des méthodes alternatives. Depuis novembre 2022, conformément à l'article 10 de la directive 2010/63 UE, les PNH utilisés dans des procédures doivent obligatoirement être issus de PNH élevés en captivité ou bien issus de colonies autonomes. D'après cette enquête, en 2023, la France respecte cette obligation pour 72 % seulement des PNH utilisés en première intention. Le pourcentage global (PNH utilisés + PNH réutilisés) est vraisemblablement bien inférieur (plus proche de 50 à 60 %) étant donné que pour ce qui concerne les PNH réutilisés (1 087 animaux soit près d'un tiers des primates), on ne connaît ni l'origine géographique, ni la génération filiale - F0/F1/F2…). Il aimerait donc comprendre ce qui fait obstacle au respect intégral de cette obligation. La réutilisation des PNH est un sujet particulièrement préoccupant qui manque de transparence. Il souhaiterait connaître les dispositifs mis en place pour assurer le suivi des PNH faisant l'objet de réutilisations : leur traçabilité d'une part ; l'intégration de leur anamnèse dans l'évaluation des demandes d'autorisation de projet les concernant (leur passé expérimental impactant indubitablement leur futur expérimental) d'autre part ; et bien-sûr la prise en compte du cumul des souffrances endurées (en sus de la douleur, les PNH, possédant un néocortex préfrontal, sont capables de conceptualisation - la souffrance - faisant appel à des capacités de conscience réflexive, d'imagination, d'abstraction et de projection dans le temps). Par ailleurs, en juin 2024 le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a fait paraître un appel d'offre pour la construction d'un centre de primatologie dans les Bouches-du-Rhône afin de « satisfaire aux besoins de la recherche académique nationale » (laquelle mobilise environ 1/3 des PNH utilisés). Aux 30 millions d'euros hors TVA de la construction s'ajouteront des frais de fonctionnement faramineux (plus de 1700 PNH y sont prévus). Ce budget est sans commune mesure avec celui du FC3R (centre des méthodes alternatives à l'expérimentation animale) doté d'un seul million d'euros annuel. Il aimerait comprendre comment une telle disproportion se justifie, en totale opposition avec la directive européenne 2010/63/UE, qui impose de limiter le recours aux animaux, de favoriser les méthodes alternatives et de garantir la transparence sur ces pratiques.

Pérennité du fonds de soutien au développement des activités périscolaires

4895. – 29 mai 2025. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la pérennité du fonds de soutien au développement des activités périscolaires. Annoncée lors de l'examen de la loi de finances pour 2024, son interruption avait été confirmée le 26 novembre 2024 à l'occasion d'une séance de questions d'actualité au Gouvernement. Près de 1 500 communes, parmi lesquelles celle de Clermont-Ferrand, ont opté pour la semaine de quatre jours et demi qui offre aux élèves un rythme d'apprentissage plus adapté à leurs besoins. En outre, ce dispositif garantit aux enfants de familles modestes l'accès à des pratiques culturelles, sportives, de loisirs qu''ils n'auraient peut-être pas l'opportunité de pratiquer autrement. Conformément aux principes énoncés dans l'article L. 111-1 du code de l'éducation, ce dispositif concourt avec succès à l'égalité des chances et, de surcroît, à la résorption des inégalités territoriales en matière éducative. La remise en cause de ces financements engendrerait de véritables difficultés de gestion pour ces collectivités et une désorganisation durable de la vie locale. En outre, si la concertation avec l'Association des maires de France a été récemment mise en place et un protocole d'accord signé

le 8 avril 2025, le champ réservé à l'accompagnement des temps d'activités périscolaires semble toujours poser question, notamment au niveau des moyens alloués. Les ministères en charge de l'éducation et de la jeunesse se sont engagés à « assurer un accompagnement accessible aux collectivités pour permettre le développement de ces activités périscolaires et une attractivité des métiers de l'animation ». Au regard de ces engagements et de l'importance de ce fonds pour nos communes, elle lui demande si le Gouvernement entend réintroduire ce fonds dans la prochaine loi de finances ou mettre en place une compensation de sa suppression au travers de solutions alternatives.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Inclusion des statistiques de l'institut de recherche biomédicale des armées dans l'enquête statistique sur l'utilisation des animaux à des fins scientifiques en 2023

4873. – 29 mai 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les statistiques d'animaux utilisés à des fins scientifiques. Selon les données de l'enquête statistique publiée en avril 2025, 2 046 754 animaux ont été utilisés pour l'année 2023 dans les laboratoires français. En préambule de cette enquête, il est mentionné : « l'enquête annuelle repose sur les données transmises par l'ensemble des établissements utilisant des animaux à des fins scientifiques ». Fin 2020, dans la réponse à la question écrite 15121 qu'il a adressé à Mme la ministre des armées, celle-ci l'informe que « l'ITSVA (l'inspecteur technique des services vétérinaires des armées) transmet en toute transparence chaque année au ministre chargé de la recherche […] le bilan annuel d'activité du C2EA-SSA [comité d'éthique en expérimentation animale du service de santé des armées]. Ce bilan inclut le nombre de projets ayant reçu un avis favorable, les espèces et nombres d'animaux autorisés par les décisions d'autorisations de projets ». Il aimerait donc avoir confirmation que cette enquête inclut les statistiques des laboratoires de l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA).

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Drame humanitaire à Gaza

4856. – 29 mai 2025. – **M. Mickaël Vallet** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le drame que vivent depuis des mois les habitants de Gaza et sur l'inaction de la France. Que compte faire la France pour s'assurer du respect du droit international dans la bande de Gaza alors que depuis près de vingt mois, nous assistons passivement à une situation humanitaire et politique dramatique qui ne cesse d'empirer ? Ces hommes, femmes et enfants vivent un massacre orchestré par le Gouvernement d'extrême-droite de Benjamin Netanyahou. Une condamnation ferme de la communauté internationale se fait attendre et la France brille par son incohérence. Deux sujets pourraient prioritairement mobiliser notre diplomatie. D'une part, une famine est organisée par le Gouvernement Netanyahou qui refuse que l'aide humanitaire parvienne au 2 millions de Gazaouis. Le dimanche 18 mai 2025, Benjamin Netanyahou a annoncé, après discussions avec les Nations Unies et la pression de certains États, de faire parvenir une « quantité alimentaire de base ». Cette réponse d'un cynisme absolu, ne règle aucunement la question au moment même où le ministre israélien de la sécurité nationale, Itamar Ben Givir, a considéré publiquement cette aide humanitaire comme une « grave erreur » qui « retomberait dans les mains des groupes terroristes ». Il lui demande ce que compte faire le Gouvernement pour permettre qu'une aide humanitaire à la hauteur des besoins puisse parvenir aux populations locales. D'autre part, ce massacre passe par les bombardements d'infrastructures civiles. La potentielle présence de combattants dans ces zones ne peut justifier les bombardements d'écoles, d'hôpitaux, de camps de réfugiés et de logements familiaux conduisant à la mort de dizaines de milliers de civils. Enfin, vient s'ajouter à ce drame l'impunité totale avec laquelle sont conduites ces offensives. Le Gouvernement de Benjamin Netanyahu continue de violer de droit international en bombardant, affamant et déplaçant des populations civiles. Sur place les journalistes, dont beaucoup ont payé leur mission de leur vie, sont empêchés de rendre compte de la situation. Sur ce point précis, il lui demande si la France envisage une action coordonnée avec la communauté internationale. Nous attendons du Gouvernement qu'il confirme son annonce du mardi 20 mai 2025 sur la reconnaissance de l'État palestinien. Il s'agira d'une étape politique importante et nombreux sont les Gazaouis à ne plus vouloir du Hamas comme organe de Gouvernement. Tout comme les démocrates sincères soutiennent les Israéliens engagés contre le

Gouvernement de Netanyahou, ces Palestiniens engagés contre le Hamas doivent être assurés du soutien de la communauté internationale et de la France. Enfin, il lui demande quels signaux sur le plan commercial en général et sur le plan des ventes d'armes offensives le Gouvernement français compte envoyer au Gouvernement israélien.

Respect des obligations de la résolution A/RES/ES-10/24

4857. – 29 mai 2025. – **M. Pierre Barros** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le respect de la résolution A/RES/ES-10/24 par la France. Depuis 1967 une partie des territoires palestiniens est occupée et colonisée. En réponse à la demande faite par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) en décembre 2022, quant à « la légalité de l'occupation », la Cour internationale de Justice a rendu son avis le 19 juillet 2024 : celui-ci affirme « l'illicéité de la présence d'Israël dans le territoire palestinien, Cisjordanie dont Jérusalem Est et Gaza ». Sur cette base, l'Assemblée Générale de l'ONU a adopté le 18 septembre 2024 la résolution A/RES/ES-10/24 qui reprend et complète l'avis de la Cour internationale de Justice en exigeant « d'Israël qu'il mette fin sans délai à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé, laquelle constitue un fait illicite à caractère continu engageant sa responsabilité internationale, et qu'il le fasse au plus tard 12 mois après l'adoption de la présente résolution ». La France, qui a voté pour cette résolution, est soumise aux obligations que celle-ci édicte à l'encontre « des États », telles que définies aux points 4 et 5 de la résolution. À ce titre elle doit prendre « des mesures pour empêcher les échanges commerciaux ou les investissements qui aident au maintien de la situation illicite créée par Israël dans le Territoire palestinien occupé, notamment s'agissant des colonies de peuplement et du régime qui leur est associé ». Plusieurs entreprises ont été mises en cause ces dernières années pour leur implication dans la colonisation : Orange en 2011 du fait de son accord avec l'entreprise israélienne Partner présente dans plusieurs colonies ; Veolia et Alstom, ainsi que Egis Rail et Systra, du fait de leur participation à la construction du tramway de Jérusalem dont les lignes desservent les colonies de Jérusalem Est ; un ensemble de banques françaises dont la BNP pour leur participation financière dans des banques et sociétés israéliennes, actrices directes dans la colonisation. Implication toujours à l'oeuvre pour certaines d'entre elles dont la BNP. Enfin, depuis 2022, le groupe Carrefour a rejoint ces entreprises impliquées dans la colonisation en signant un partenariat avec la société israélienne Yenot Bitan, du groupe Electra, présente dans nombre de colonies israéliennes. Il demande donc au Gouvernement de détailler les mesures qui seront prises pour mettre fin à ces activités illégales, afin de se conformer à nos obligations internationales.

Important retard de déploiement du système d'information patrimonial du ministère de l'Europe et des affaires étrangères

4882. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur l'important retard de déploiement du système d'information patrimonial de son ministère. Dans son rapport S2025-0579, intitulé « La gestion par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de son immobilier à l'étranger », la Cour des comptes souligne que des progrès doivent être réalisés « tant dans la connaissance de l'état technique des bâtiments que dans leur valorisation comptable ». Concernant les outils de recensement de l'état et de la valorisation du patrimoine immobilier de l'État à l'étranger, le magistrat financier indique que « le ministère de l'Europe et des affaires étrangères n'a pas accepté la solution proposée par la direction de l'immobilier de l'État en mettant en avant des arguments techniques tels que la diversité dans l'immobilier à l'étranger des systèmes de chauffage ou de refroidissement qui ne permettraient pas de recourir au référentiel technique ». Le rapport souligne qu'en 2025, soit 4 ans après l'échéance qui avait été retenue pour le déploiement de l'outil d'adaptation de l'application Référentiel Technique (RT) aux besoins spécifiques du ministère, celui-ci n'est toujours pas effectif. La Cour des comptes recommande donc de procéder dans les meilleurs délais à un audit de l'outil web Antilope pour comparer les performances et les coûts respectifs de la poursuite de son déploiement ou de son remplacement par le référentiel technique de la Direction de l'immobilier de l'État, aménagé pour tenir compte des spécificités de l'immobilier à l'étranger. À la lumière de ce rapport et de cette recommandation, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de procéder rapidement à un audit de l'outil web Antilope dans les conditions recommandées par la Cour des comptes.

Respect par la France de ses engagements internationaux concernant l'occupation illégale des territoires palestiniens

4930. – 29 mai 2025. – **M. Ian Brossat** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur l'application par la France de la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 septembre 2024 concernant l'occupation des territoires palestiniens par Israël. Par cette résolution, l'Assemblée

générale a exigé la fin, dans un délai de douze mois, de la présence illégale d'Israël dans les territoires palestiniens occupés. Elle s'appuie notamment sur l'avis rendu par la Cour internationale de justice le 19 juillet 2024, qui qualifie l'occupation israélienne de contraire au droit international et rappelle que la colonisation constitue un crime de guerre. La résolution enjoint Israël à évacuer ses colons, restituer les terres confisquées et permettre le droit au retour des personnes déplacées. Elle engage également les États membres, dont la France, à ne pas reconnaître l'occupation, à s'abstenir de toute aide directe ou indirecte, à suspendre toute coopération économique ou militaire y contribuant, et à adopter des sanctions ciblées contre les responsables des violations du droit international. Or, malgré le soutien de la France à cette résolution, aucun acte concret de mise en oeuvre n'a été entrepris à ce jour. Ce silence est d'autant plus préoccupant que la situation humanitaire à Gaza s'aggrave dramatiquement, en raison notamment du blocage de l'aide humanitaire par les autorités israéliennes, et que les violations du droit international se multiplient en Cisjordanie. Il lui demande donc quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour assurer la mise en oeuvre de cette résolution, et garantir le respect des engagements pris par la France devant la communauté internationale.

INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Complétude des déploiements des réseaux en fibre optique

4883. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les attentes des collectivités locales en matière de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique. L'Association des Maires de France, Départements de France, l'AVICCA et la FNCCR ont réagi à la recommandation publiée par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) le 8 avril 2025 concernant la mise en oeuvre de l'obligation en la matière. Les représentants des élus locaux indiquent que les demandes qu'ils ont formulées en décembre 2024 n'ont pas été prises en compte par l'Arcep. Ils demandent que soit mise en oeuvre une obligation de partage d'informations en matière de déploiement de la fibre optique dans le cadre d'un « open data » rendu accessible à l'État, aux collectivités locales, aux opérateurs d'infrastructure et commerciaux ainsi qu'aux particuliers et professionnels concernés ; que la réglementation définisse strictement la notion de « refus de tiers » afin d'éviter des abus en la matière de la part des sous-traitants des opérateurs d'infrastructure ; que, lorsqu'aucun opérateur commercial ne lance un processus de raccordement d'un local raccordable dans les 3 mois, celui-ci soit classé comme « non-raccordable » ; que la loi précise qui est le propriétaire et la portion de génie civil entre le point d'accès au réseau (PAR) et le domaine privé afin d'éviter que, comme cela est souvent le cas, les collectivités locales ne prennent indûment l'initiative de construire et gérer ces portions à leurs frais. Il souhaite donc connaître la position du Gouvernement à ce sujet et les mesures réglementaires qu'il compte prendre afin de répondre aux demandes des collectivités locales en matière de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique.

Politique hydrogène en faveur de la filière automobile

4923. – 29 mai 2025. – **M. Jacques Grosperrin** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur la mise à jour de la Stratégie nationale hydrogène (SNH II) publiée en avril 2025. Celle-ci démontre l'engagement de l'État à soutenir la décarbonation des secteurs industriels lourds et de certaines mobilités professionnelles, notamment celui des véhicules utilitaires légers hydrogène. Néanmoins, cette stratégie semble faire l'impasse sur le développement de l'hydrogène pour les voitures à destination des particuliers, alors même que plusieurs pays, notamment asiatiques, investissent massivement dans ce segment. Aucun soutien n'est prévu pour permettre à terme l'acquisition de véhicules hydrogène destinés au grand public, ni pour le maillage territorial des infrastructures de recharge hydrogène, condition pourtant indispensable à l'émergence d'un marché viable. Dans un contexte où la concurrence internationale s'intensifie et où l'électrification par batterie, bien que prometteuse, ne saurait répondre seule à l'ensemble des besoins de mobilité décarbonée, comment le Gouvernement entend-il justifier cette absence de vision ambitieuse pour l'hydrogène automobile particulier ? Envisage-t-il à terme une stratégie complémentaire pour ce segment, ou considère-t-il que la mobilité hydrogène doit rester cantonnée aux usages professionnels et industriels ?

INTÉRIEUR

Extension de la vidéo-verbalisation aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules

4841. – 29 mai 2025. – **M. Cédric Vial** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la possibilité offerte aux communes d'étendre la liste des infractions routières pouvant être constatées sans interception, prévues à l'article R. 121-6 du code de la route, aux infractions liées au gabarit des véhicules. En effet, dans de nombreux territoires ruraux, les élus ainsi que les habitants sont confrontés à des infractions régulières de la part de véhicules hors gabarit, souvent des poids lourds en transit, empruntant des axes inadaptés malgré les arrêtés municipaux et la signalisation mise en place. Ces infractions ont très souvent des conséquences importantes en matière de sécurité routière, de préservation des infrastructures, mais également de tranquillité publique, contribuant à un sentiment d'impuissance des élus locaux. À ce jour, ce type d'infraction ne peut être constaté qu'en cas d'interception par les forces de l'ordre, ce qui constitue une limite majeure pour les communes rurales, souvent dépourvues de police municipale et dépendantes des services de la Gendarmerie, eux-mêmes très sollicités. Une telle évolution permettrait aux maires ruraux de mieux faire respecter les règles de circulation et de préserver leurs infrastructures ainsi que le cadre de vie de leurs habitants. Aussi, il souhaite savoir s'il envisage d'élargir la liste des infractions pouvant être constatées sans interception, notamment au travers d'un dispositif de vidéo-verbalisation, aux infractions liées au non-respect des règles de gabarit des véhicules.

Augmentation des rave-party clandestines

4862. – 29 mai 2025. – **M. Édouard Courtial** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'augmentation des rave-partys clandestines en France. Ce phénomène, qui n'est pas nouveau, tend cependant à s'intensifier ces dernières années, en particulier dans les zones rurales, les forêts, les friches industrielles ou encore certains parcs naturels régionaux. Dans l'Oise, de nombreuses communes ont été touchées par ce fléau, comme celles de Saint-Pierre-lès-Bitry, Senlis ou Villers-sous-Saint-Leu. Les rave-partys, qui réunissent parfois plusieurs milliers de participants, sont néfastes. En effet, en plus de causer des dégradations environnementales significatives, elles représentent également un coût économique conséquent pour les agriculteurs, car elles s'accompagnent parfois de la dévastation de leurs terres et de leurs semis. Aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour mieux prévenir l'organisation des rave-partys illégales.

Fonctionnement des communes nouvelles

4876. – 29 mai 2025. – **Mme Marie-Pierre Richer** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le fonctionnement des communes nouvelles. Un certain nombre d'élus de ces communes lui ont signalé les difficultés qu'ils rencontrent à la suite de leur récente décision de fusionner, générant chez eux de légitimes inquiétudes à quelques mois des prochaines élections municipales. Leurs interrogations portent principalement sur les points suivants. Y aura-t-il désormais un seul bureau de vote pour l'ensemble des électeurs ou devront-ils conserver un bureau dans chaque ancienne commune ? Le nombre de conseillers municipaux doit-il rester identique à celui qui résulte de la fusion ou peut-il être réduit pour être en adéquation avec le nombre d'habitants de la commune nouvelle ? Si les anciennes communes désormais fusionnées appartenaient à des cantons ou des communautés de communes différents, à laquelle de ces structures la commune nouvelle est-elle désormais rattachée ? Les anciennes communes conservent-elles chacune leur ancien code postal ou un code identique leur sera-t-il attribué ? Autant d'interrogations restées jusqu'ici sans réponse et qui génèrent chez ces élus locaux un sentiment de découragement. Aussi, elle lui demande si le Gouvernement envisage de prendre des mesures destinées à les éclairer sur ces sujets.

Protection des données personnelles inscrites dans des documents administratifs disponibles en open source

4891. – 29 mai 2025. – **M. Jacques Grosperrin** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la question de la protection des données personnelles des dirigeants d'entreprises dans le cadre de la publication de certains documents accessibles au public. Le code du commerce prévoit dans son article R. 123-54 qu'une société doit déclarer dans certains documents administratifs comme l'extrait Kbis ou les statuts d'une société, le nom, prénom et l'adresse du domicile du dirigeant de la société, à des fins notamment d'immatriculation au registre national du commerce et des sociétés (RCS). Ces informations légales sont nécessairement rendues publiques,

toutefois, ces dernières restent des données à caractère personnel. Le développement de l'Open Data et de l'intelligence artificielle permet de faciliter l'accès à toutes les entités juridiques liées à une personne, et surtout d'avoir accès à un très grand nombre de documents administratifs, qui peuvent révéler des informations sensibles. L'exposition numérique des dirigeants d'entreprise peut engendrer des risques en matière de sécurité et de respect de la vie privée. Malgré la possibilité pour les dirigeants de société de s'opposer au traitement de leurs données personnelles dans le cadre de la diffusion d'informations provenant du RCS sur le fondement du règlement UE n° 2016/679 relatif au Règlement général sur la protection des données, dit « RGPD », la CNIL estime que ce droit doit être justifié par « des motifs légitimes ». Si la transparence des informations relatives aux entreprises est un principe fondamental, il apparaît néanmoins nécessaire de concilier cet impératif avec la protection des données personnelles des individus concernés. Dès lors, il lui demande si le Gouvernement envisage de restreindre l'accès aux adresses personnelles des dirigeants aux seuls organismes publics et autorités compétentes, afin de garantir un meilleur équilibre entre transparence économique et protection de la vie privée.

Conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire des sapeurs-pompiers professionnels

4896. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Gillé** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire (CMO) des sapeurs-pompiers professionnels, mise en oeuvre dans le cadre de l'adoption de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025. En l'occurrence, depuis le 1er mars 2025, les fonctionnaires ne perçoivent plus que 90 % de leur traitement de base. Cette décision s'élargissant aussi au régime indemnitaire, pose un réel problème à l'égard de cette profession, pour qui les primes représentent une part importante de leur revenu. De plus, leur fonction étant exposée à des risques de maladies ou accidents fréquents ne dépendant pas de leur fait, rend cette situation préjudiciable. D'autre part, l'article L. 415-5 du code général de la fonction publique dispose que des mesures dérogatoires peuvent être instaurées, compte tenu de la nature particulière des missions et des statuts concernés. Il lui demande donc, si des mesures dérogatoires seront mises en place pour assurer aux sapeurs-pompiers professionnels un traitement équitable, compte tenu de la nature exposée et risquée de leur métier.

Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées

4904. – 29 mai 2025. – **Mme Valérie Boyer** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 02140 sous le titre « Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Valorisation et restitution du contenu des cahiers de doléances des gilets jaunes

4917. – 29 mai 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la question de l'accessibilité et de la valorisation des cahiers de doléances collectés à l'hiver 2018-2019 dans le cadre du grand débat national, à la suite de la crise des « gilets jaunes ». Ces cahiers, déposés dans près de 16 000 communes, constituent un matériau démocratique unique dans l'histoire contemporaine française. À travers eux, des dizaines de milliers de citoyens, souvent éloignés des canaux institutionnels traditionnels, ont exprimé une diversité de préoccupations liées à la justice sociale et fiscale, aux services publics, à l'accès aux soins, à l'aménagement du territoire ou encore à l'environnement. Comme l'ont souligné plusieurs chercheurs ayant travaillé sur ces archives, stockées dans les préfectures, ces écrits forment une source précieuse pour mieux comprendre les attentes et les ressentis des Français, notamment dans les territoires ruraux ou périurbains. Aujourd'hui, dans plusieurs départements, leur consultation demeure limitée à la salle de lecture des archives, ce qui en freine l'exploitation aussi bien citoyenne que scientifique ou politique. De nombreux témoignages indiquent que les doléances exprimées sont toujours d'actualité, certaines situations s'étant même aggravées depuis. Ce silence prolongé autour de ces cahiers alimente un sentiment de mise à l'écart démocratique, et questionne l'intérêt réel porté par les institutions à cette initiative participative. À l'heure où la confiance entre citoyens et représentants demeure fragile, la valorisation du contenu des cahiers de doléances des gilets jaunes constituerait un geste significatif en faveur d'un renouveau démocratique fondé sur l'écoute et la transparence. C'est pourquoi, il lui demande de confier à une mission interministérielle ou territoriale ce travail de valorisation et de restitution du contenu de ces archives dans une logique de démocratie participative et d'écoute des territoires et de lui indiquer quelles suites le Gouvernement compte donner à cette parole citoyenne restée inexploitée, cinq ans après sa formulation.

Installation illicite des gens du voyage

4918. – 29 mai 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la recrudescence des installations illicites de gens du voyage sur le territoire national. La commune de Maing dans le Nord à du récemment faire face à des dizaines de caravanes qui se sont installées sur le terrain de foot municipal, ou le maire a dû tenter lui-même d'empêcher l'occupation illégale de ce terrain en vain. Les maires, déjà fortement sollicités dans leur quotidien par une charge de travail croissante, se retrouvent particulièrement démunis face à ces situations. Dans de nombreux cas, ils sont victimes d'agressions ou d'incivilités lorsqu'ils tentent de faire respecter le droit. L'État ne peut pas laisser les élus locaux, premiers interlocuteurs de nos concitoyens, seuls face à ces défis. L'État doit être pleinement mobilisé pour soutenir les maires, élus de terrain et de proximité, dans l'exercice de leurs responsabilités. De plus, ces installations, qui sont souvent réalisées sans autorisation sur des terrains publics ou privés, engendrent de nombreuses difficultés : atteintes aux biens, dégradation des sites, tensions avec les habitants, et mobilisations importantes des forces de l'ordre et des services municipaux. Malgré les dispositifs législatifs existants, les maires restent souvent démunis face la lenteur des procédures d'expulsion et la récidive rapide de certains groupes. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour mieux faire respecter le droit, protéger les collectivités locales et garantir une réelle effectivité des décisions de justice en matière d'évacuation des campements illicites.

INTÉRIEUR (MD)

Capteurs numériques de glycémie et permis de conduire

4924. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des diabétiques insulino-dépendants de type 1 conduisant un véhicule. L'arrêté du 2 août 2014 précise les aménagements obligatoires du véhicule pour les conducteurs handicapés ou souffrant d'une maladie après un contrôle médical à l'aptitude à la conduite. Or les personnes diabétiques qui sont dépendantes à l'insuline ont de plus en plus recours à des capteurs numériques. Ceux-ci peuvent prendre la forme d'un capteur numérique via un téléphone, qui mesure la glycémie via un capteur collé au bras. Elles peuvent également utiliser un boîtier ressemblant à un téléphone portable utilisé pour gérer le débit d'insuline via une pompe collée elle aussi au bras, en cas d'alerte sonore. En cas de contrôle routier, l'utilisation de ces équipements peut facilement être assimilée à l'usage prohibé de téléphone au volant. Il lui demande s'il ne serait pas envisageable de faire figurer sur le permis de conduire une codification adéquate, afin d'éviter toute ambiguïté en cas de contrôle de police.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET NUMÉRIQUE

Simplification et sécurisation des démarches administratives des Français établis à l'étranger notamment par la mise en place de l'identité numérique certifiée

4863. – 29 mai 2025. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** interroge **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur la simplification et la sécurisation des démarches administratives des Français établis à l'étranger notamment par la mise en place de l'identité numérique certifiée. Depuis le 10 mars 2025, l'identité numérique certifiée, liée à la carte nationale d'identité électronique (CNIe), a été expérimentée en phase pilote dans six consulats (Singapour, Bucarest, Barcelone, Madrid, New York et San Francisco). La généralisation à l'ensemble du réseau consulaire est désormais effective depuis le 15 mai 2025. L'application France Identité permet aux usagers de prouver leur identité en ligne, en utilisant les données sécurisées stockées sur la puce de leur CNIe. Ce système, entièrement contrôlé par l'usager, fournit un justificatif d'identité à usage unique, limite les risques d'usurpation d'identité associés aux photocopies traditionnelles, simplifie l'accès aux démarches administratives via les services France Connect et France Connect+, facilite l'authentification lors du vote électronique et permet l'établissement d'une procuration de vote entièrement dématérialisée. Elle lui demande un bilan précis des expérimentations réalisées dans les consulats pilotes, ainsi que des précisions sur les mesures prévues pour accompagner efficacement la généralisation de la certification d'identité, notamment face aux difficultés déjà rencontrées dans certains consulats et à l'accroissement prévisible des renouvellements de CNIe. Elle l'interroge également sur le calendrier prévisionnel d'élargissement des services disponibles via France Connect et France Connect+ (portail du justiciable, inscription sur les listes électorales, vérification d'identité

auprès des notaires dans le cadre d'une vente, demande d'aide sociale, etc.), tant pour simplifier les démarches lors d'un retour en France que pour adapter ces services aux besoins spécifiques des administrations consulaires à l'étranger.

Sécurité des data centers face aux risques stratégiques

4888. – 29 mai 2025. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur la protection des infrastructures critiques que constituent les data centers en France, et plus particulièrement en Île-de-France et à Paris. Elle note que le développement fulgurant des usages numériques, l'essor de l'intelligence artificielle et le stockage massif de données sensibles, personnelles, industrielles, stratégiques, ont entraîné une multiplication des projets de data centers dans tout le pays. À l'occasion du sommet Choose France de mai 2025, des investissements massifs ont été annoncés, avec plus de 5,4 milliards d'euros consacrés à la création de quatre data centers en Île-de-France. Elle précise que l'Île-de-France concentre déjà plus de plus de 160 data centers en 2023, dont plusieurs dans des zones densément peuplées ou proches de grands équipements publics et administratifs (La Courneuve, Meudon, Saint-Denis, Rungis, Vitry-sur-Seine…). Certains atteignent des capacités énergétiques de plus de 30 mégawatts, équivalentes à celles de quartiers entiers. Elle constate que cette concentration d'infrastructures critiques soulève des enjeux majeurs de souveraineté, de cybersécurité, de résilience énergétique, mais aussi de sécurité physique. Dans un contexte géopolitique en constante évolution, où des actes de sabotage hybrides ont récemment été signalés en Europe, attribués à des réseaux hostiles utilisant des « agents jetables », la France ne peut se permettre une vulnérabilité de ses centres de données, essentiels à la continuité des services publics, bancaires, hospitaliers et de défense. Elle souhaite par conséquent lui demander ce que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour renforcer, de façon coordonnée et anticipée, la sécurité des data centers considérés comme infrastructures critiques sur le territoire national. Elle souhaite également savoir si des exigences spécifiques de sécurité physique et de contrôle d'accès sont imposées, notamment en Île-de-France, où la concentration de ces sites est particulièrement élevée.

JUSTICE

Signalement de faits par les conciliateurs de justice

4853. – 29 mai 2025. – **Mme Annie Le Houerou** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur les difficultés rencontrées par les conciliateurs de justice face à certains litiges de consommation révélant des faits susceptibles de constituer des infractions pénales, notamment lors de ventes de véhicules d'occasion. Des conciliateurs de justice font état de dossiers dans lesquels apparaissent des manquements graves : faux certificats de contrôle technique, compteurs trafiqués, ou pratiques commerciales délibérément trompeuses. Ces situations, au-delà du préjudice financier, peuvent engager la sécurité des personnes, notamment en cas de véhicule dangereux vendu comme conforme. Toutefois, les conciliateurs de justice, bien qu'ils puissent être confrontés à des éléments manifestement frauduleux ou dangereux, demeurent tenus au secret professionnel, à la confidentialité et à la neutralité. Par ailleurs, ils ne sont pas compétents pour qualifier juridiquement ou pénalement les faits portés à leur connaissance. C'est normalement à la victime du litige de signaler les faits, de porter plainte ou d'alerter une autorité compétente. Le conciliateur, même s'il constate des faits graves, ne peut pas engager une procédure pénale à la place de la victime, ni saisir lui-même une autorité. Certains estiment néanmoins que les faits susceptibles de constituer des pratiques commerciales trompeuses ou de mettre en danger la sécurité des personnes devraient pouvoir être portés à la connaissance de la direction départementale de la protection des populations, relais local de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Ils se trouvent cependant empêchés de le faire sans risquer de contrevenir à leurs obligations déontologiques, alors même que les victimes ne sont pas toujours en mesure d'effectuer elles-mêmes ces démarches. Elle souhaite donc savoir si le Gouvernement envisage de clarifier le cadre dans lequel un conciliateur de justice pourrait, sans contrevenir à ses obligations déontologiques, signaler de tels faits à l'autorité administrative compétente. Elle l'interroge également sur l'opportunité d'introduire une exception encadrée au secret professionnel des conciliateurs, à l'instar de celles existantes dans d'autres professions, en cas de risque manifeste pour la sécurité ou la santé publique. Enfin, elle souhaite savoir quelle place peut jouer la notion de qualification pénale dans le déclenchement de l'action publique, lorsque des faits graves sont portés à la connaissance d'un professionnel du droit non compétent pour les qualifier juridiquement.

Réponse pénale du procureur de la République faisant suite au dépôt d'une plainte pénale à l'encontre d'une personne identifiable par visionnage des enregistrements de caméras de vidéoprotection

4866. – 29 mai 2025. – **Mme Christine Herzog** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la réponse pénale du procureur de la République faisant suite au dépôt d'une plainte pénale à l'encontre d'une personne identifiable par visionnage des enregistrements de caméras de vidéoprotection. Le classement sans suite de plaintes pénales déposées par un maire pour que des poursuites judiciaires soient engagées à l'encontre de l'individu auteur d'infractions de dégradations de biens appartenant à une personne publique, et de dépôts sauvages de matériaux et déchets, interroge. Elle se demande pourquoi la plaque d'immatriculation du véhicule conduit par l'auteur de l'infraction, relevée par une caméra de vidéoprotection, ne peut être exploitée pour que cet individu soit traduit en justice.

Création et déploiement d'une intelligence artificielle propre au ministère de la justice

4871. – 29 mai 2025. – **M. Christophe-André Frassa** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la création et le déploiement d'une intelligence artificielle (IA) générative spécifique au ministère de la justice, ainsi que sur les moyens financiers envisagés pour sa mise en oeuvre. Il lui rappelle que, dans sa lettre adressée aux magistrats et agents du service public de la justice du 11 mai 2025, le ministre a exprimé sa volonté de « remettre du bon sens, de l'efficacité concrète et de la rapidité dans notre système judiciaire », en particulier en accentuant le recours au numérique et en développant l'intelligence artificielle. Il a notamment évoqué des mesures telles que la dématérialisation des audiences, la numérisation des procédures et l'extension de l'anonymat pour les magistrats et greffiers dans les décisions publiées en open data. Il lui précise que le rapport n° 216 (2024-2025) « Intelligence artificielle générative et les métiers du droit : agir plutôt que subir » de la mission d'information de la commission des lois du Sénat présenté le 18 décembre 2024, a mis en lumière l'opportunité mais, surtout, l'urgence pour le ministère de la justice, de développer ses propres outils d'IA générative, compte tenu du retard numérique accumulé, des enjeux de souveraineté et de sécurité et des besoins concrets exprimés par les professionnels du droit. Le rapport identifie spécifiquement quatre types principaux d'usage de cette technologie : la synthèse, l'interprétariat, la retranscription et l'aide à la recherche. Il insiste également sur l'urgence à combler le retard numérique du ministère pour permettre l'intégration efficace de ces outils. Il souligne que la mise en place d'une IA juridictionnelle soulève plusieurs défis majeurs à anticiper comme des investissements massifs, une formation de tous les personnels et une gouvernance éthique. Il lui demande en conséquence, quels sont les moyens de financement précis que le ministère de la justice compte investir dans la création et le développement d'une intelligence artificielle générative propre à ses services mais également le budget alloué au fonctionnement de ce projet. Il l'interroge sur la répartition de ce budget entre les différentes phases de développement, de formation et de déploiement tant au sein de l'administration centrale qu'en juridictions. Il souhaite enfin connaître les échéances qu'il a fixées pour les différentes étapes de ce projet.

Situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs

4879. – 29 mai 2025. – **M. Christopher Szczurek** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur la situation préoccupante des mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) exerçant à titre individuel et dont la rémunération forfaitaire est gelée depuis 2014. En France, un million de majeurs protégés bénéficient aujourd'hui d'une mesure de protection juridique, en raison d'un état de santé altéré par l'âge, le handicap ou la maladie. Si la moitié d'entre eux bénéficient du suivi de leur famille, l'autre moitié relève de l'intervention directe des mandataires judiciaires à la protection des majeurs. Ces 2 301 mandataires judiciaires exerçant à titre individuel, dont 116 dans la seule région Hauts-de-France, sont investis d'une mission fondamentale : protéger les personnes vulnérables et les accompagner dans l'exercice de leurs droits au quotidien. Au croisement des champs social, juridique, médical et administratif, leur action contribue à préserver l'autonomie de nos concitoyens les plus fragiles. La rémunération des MJPM exerçant à titre individuel comprend deux composantes : une versée par l'État et l'autre versée par la personne bénéficiant du service de protection. Or, depuis le décret n° 2013-1216 du 25 décembre 2013 portant actualisation de la grille nationale d'émoluments, aucune revalorisation n'est intervenue alors même que le coût de la vie a fortement progressé : le prix des assurances et du carburant a suivi l'inflation, et les dépenses postales (timbres, envois en recommandé) se sont nettement accrues et dans le même temps l'allocation adulte handicapée progressait de 700 à 1 000 euros en moyenne. Cette stagnation indemnitaire fragilise gravement l'équilibre économique de ces professionnels indépendants. Plus inquiétant encore, la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) dans le Pas-de-Calais a modifié les modalités de versement de la participation départementale, en la

passant d'un rythme mensuel à un rythme trimestriel. Une telle décision, prise sans concertation, crée un effet de ciseau budgétaire insupportable pour ces travailleurs indépendants, qui doivent faire face à des charges fixes mensuelles (loyers, rémunération d'assistants, frais de déplacement, etc.) Alors que les projections démographiques estiment que le nombre de personnes relevant d'une mesure de protection doublera d'ici à 2040, l'absence de revalorisation de la grille d'émoluments et la dégradation annoncée des conditions de paiement remettent en cause l'attractivité et la pérennité du métier. Il demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour garantir l'actualisation de la grille d'émoluments des MJPM et d'une réforme plus globale de cette profession essentielle pour garantir l'autonomie des personnes les plus fragiles.

LOGEMENT

Adaptation du zonage habitation à loyer modéré aux évolutions des territoires

4840. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Marc Delia** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur la nécessaire adaptation du zonage habitation à loyer modéré (HLM) aux évolutions des territoires. Créé en 1978, le zonage dit I, II, III, également appelé zonage HLM ou « petit zonage », a été révisé à plusieurs reprises, mais il n'a pas toujours suivi l'évolution réelle des territoires et des bassins de vie. Dans de nombreuses communes des Alpes-Maritimes classées en zone III, le coût du foncier a fortement augmenté, tout comme le coût de la construction, aggravé par l'éloignement des chantiers des centres urbains. Ces communes se retrouvent ainsi triplement pénalisées : prix du foncier élevé, coût de construction majoré, et faible attractivité pour les bailleurs sociaux, qui jugent l'équilibre financier des opérations impossible à atteindre, en dépit de l'aide personnalisée au logement (APL) qui peut compenser en partie le pouvoir d'achat moindre des locataires. À ces difficultés s'ajoute le paiement d'une amende annuelle au titre de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU) lorsque la commune n'atteint pas le taux légal de logements sociaux (20 % ou 25 % selon les cas). Cette pénalité peut représenter des montants très importants, calculés sur la base du potentiel fiscal de la commune et du déficit de logements sociaux, et peut être majorée jusqu'à cinq fois en cas de carence constatée par le préfet. Ainsi, des communes doivent parfois verser plusieurs centaines de milliers d'euros, voire plus d'un million d'euros pour les plus grandes, sans que cela les exonère de leur obligation de rattrapage, ni ne tienne compte des contraintes spécifiques liées à leur classement en zone III. Faute d'opérateurs, ces communes peinent à répondre à leurs obligations légales, notamment au titre de la loi SRU. Dans les Alpes-Maritimes, le département a dû pallier ce déficit en créant son propre opérateur immobilier, Habitat 06, pour répondre aux besoins des communes en zone tendue mais classées en zone III. À titre d'exemple, la commune de Saint-Vallier-de-Thiey demande depuis des années son reclassement de la zone III à la zone II, sans succès, et ne peut compter que sur l'opérateur départemental, les autres bailleurs refusant d'intervenir. Dans ce contexte, et alors que la révision du zonage ABC a récemment fait l'objet de plusieurs ajustements pour mieux tenir compte de la tension des marchés locaux, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour réviser le zonage I, II, III, afin de permettre à ces communes, dont la situation a profondément évolué depuis 1978, de bénéficier d'un classement plus adapté à la réalité du terrain et ainsi de relancer la production de logements sociaux par l'ensemble des opérateurs, et non plus seulement par les collectivités locales.

Absence de réponse de l'État au manque de sécurité des installations électriques des logements

4884. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur l'absence de réponse de l'État aux alertes concernant la vétusté des installations électriques dans les logements. Alors que la question écrite n° 11619 de la 16e législature posée par le même auteur à ce sujet le 9 mai 2024 et redéposée le 14 novembre 2024, puis le 23 janvier 2025, n'a toujours pas obtenu de réponse, le baromètre 2025 de l'Observatoire national de la sécurité électrique (ONSE) indique que la proportion d'installations électriques de plus de 15 ans dans les logements comportant au moins une anomalie électrique (83 % d'entre elles), est toujours aussi élevée. Il souhaite donc enfin connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à cette situation.

Vacance immobilière, jeunesse et mal-logement : quelle action de l'État

4885. – 29 mai 2025. – **Mme Antoinette Guhl** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur la persistance de la crise du logement en France et le manque d'effectivité des dispositifs destinés à lutter contre la vacance immobilière. Selon

l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), 3,1 millions de logements étaient vacants en 2023, soit 8,2 % du parc de logements. Dans un même temps, la Fondation pour le logement des défavorisés, ex-Fondation Abbé-Pierre, alerte sur le fait que 330 000 personnes sont sans domicile fixe, un chiffre qui a plus que doublé ces 10 dernières années. Les loyers dans le parc locatif ont quant à eux augmenté de 3,3 % en moyenne en 2024, bien au-delà de l'inflation (1,3 %) selon l'Observatoire LocService Ce sont les classes sociales les plus précaires, et en particulier les jeunes, qui subissent le plus les effets de la crise du logement. Notamment, 70 % des moins de 25 ans ne vivant plus chez leurs parents résident dans le parc locatif privé, sans solutions alternatives durables et accessibles. Un paradoxe persiste : un grand nombre de logements inoccupés coexistent avec une crise redoutable du mal-logement. Or, les outils juridiques disponibles restent sous-utilisés. Le droit de réquisition prévu au titre IV du code de la construction et de l'habitation, conféré au représentant de l'État dans le département, n'est plus mobilisé depuis plus de 20 ans. Il conviendrait d'en permettre l'usage par les collectivités locales, qui sont en première ligne pour faire face à la crise. Par ailleurs, l'article 29 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN), prévoit la possibilité d'occupation temporaire des locaux vacants. Cependant, cet article reste largement inappliqué et n'a toujours pas été intégré dans le code de la construction et de l'habitation, ce qui nuit à sa lisibilité et à son opérationnalité. En conséquence, elle lui demande quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour renforcer l'effectivité des normes en matière de vacance immobilière. Elle souhaite également savoir comment le Gouvernement entend mieux prendre en compte les difficultés spécifiques des jeunes dans les politiques de logement, en particulier pour leur garantir un parcours résidentiel et garantir un accès digne, durable et abordable à un logement.

Difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement au sein du parc social

4909. – 29 mai 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur les difficultés rencontrées par les victimes de violences conjugales dans leurs démarches de relogement, notamment au sein du parc social. La lutte contre les violences faites aux femmes constitue une priorité nationale. Pourtant, lorsqu'une victime parvient à quitter le domicile conjugal, elle se trouve souvent confrontée à des obstacles administratifs, qui rendent son relogement complexe, voire impossible. L'un des principaux freins réside dans l'obligation de justifier sa situation pour bénéficier d'un accès prioritaire à un logement social. L'arrêté du 20 avril 2023, modifiant celui du 22 décembre 2020 relatif au formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives à fournir, a constitué une avancée importante. Il permet désormais aux victimes de violences conjugales de produire un document établi par un travailleur social ou une association, en lieu et place du seul récépissé de dépôt de plainte, pour attester de leur situation. Cette évolution facilite leur accès au logement social, en tenant compte de la réalité de leur parcours. Cependant, cette mesure reste partiellement inopérante. En effet, l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation ne reconnaît actuellement que le récépissé de dépôt de plainte pour permettre l'individualisation des ressources dans le cadre d'une demande de logement social. Par conséquent, les revenus du conjoint violent continuent d'être pris en compte dans l'évaluation de la situation de la victime. Cela fausse l'appréciation de sa réalité financière, empêche qu'elle soit reconnue comme prioritaire et constitue un frein majeur à son accès autonome à un logement sécurisé. Cette incohérence entre les conditions d'accès au logement social et les règles relatives à l'individualisation des ressources contribue à maintenir certaines victimes dans le domicile conjugal, exposées à de nouveaux risques. Dans ce contexte, il souhaite savoir si le Gouvernement entend faire évoluer la législation afin d'harmoniser les pièces justificatives acceptées pour l'individualisation des ressources avec celles désormais admises pour attester d'une situation de violences conjugales dans une demande de logement social.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Baisse des taux d'application des lois et ses conséquences négatives sur la confiance des citoyens dans les institutions

4868. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Claude Anglars** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement** sur la dégradation continue et inquiétante des indicateurs relatifs à l'application des lois entre 2020 et 2025, tendance qui entrave l'efficacité de l'action législative du Parlement et compromet la confiance des citoyens dans nos institutions. Les données publiées par l'Assemblée nationale

révèlent une situation préoccupante : le taux annuel d'application des mesures législatives est passé de 91 % en 2020 à 74 % en 2022, pour chuter à seulement 54 % en 2025, soit une baisse dramatique de 37 points de pourcentage en cinq ans. Parallèlement, le taux moyen annuel d'application des lois s'est effondré de 86 % à 48 % sur la même période, tandis que le taux d'application dans un délai de six mois a été réduit de plus de moitié, passant de 72 % à 32 %. Cette dégradation est d'autant plus alarmante qu'elle s'accompagne d'un allongement considérable des délais de publication des textes réglementaires, passant de 5,3 mois en moyenne en 2020 à 11,6 mois en 2025. L'analyse détaillée par type de texte révèle des baisses significatives tant pour les décrets (-35 %), que pour les arrêtés (-40 %) et les ordonnances (-37 %). La situation varie considérablement selon les ministères, avec des écarts préoccupants par rapport à la moyenne nationale, notamment pour les secteurs de l'éducation (-17 %) et de la transition écologique (-13 %). Plus inquiétant encore, le taux de mesures abandonnées ou reportées a triplé, passant de 7 % en 2020 à 21 % en 2025, ce qui signifie concrètement qu'une loi sur cinq votée par le Parlement reste lettre morte ou voit son application indéfiniment repoussée. Cette situation dévalorise profondément l'action législative des institutions, et notamment celle du Parlement qui se trouve entravé dans sa mission constitutionnelle d'élaboration de la loi par un pouvoir exécutif qui ne prend pas les mesures nécessaires à l'application effective des textes votés. Les facteurs explicatifs identifiés - complexité croissante des textes (+27 % du nombre moyen d'articles par loi), instabilité gouvernementale (3 remaniements entre 2022 et 2025), réduction des effectifs des services juridiques ministériels (-15 %) et multiplication des consultations obligatoires (+32 %) - ne sauraient justifier une telle dégradation. Les conséquences sur la perception de l'action publique sont graves : selon l'enquête « Confiance et Institutions » réalisée par l'IFOP en février 2024, 68 % des citoyens considèrent que les lois votées ne sont pas suffisamment appliquées et 73 % estiment que cette situation nuit à la crédibilité des institutions. Il souhaite donc savoir quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour corriger cette tendance qui compromet tant l'effectivité de la loi que la confiance des citoyens dans les institutions et les élus.

Taux de réponse aux questions écrites

4922. – 29 mai 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement** sur le taux de réponse aux questions écrites de la part du Gouvernement et sur la nécessité d'y palier pour assurer le bon fonctionnement démocratique. Le taux de réponse du Gouvernement aux questions écrites par les sénateurs est particulièrement faible. Moins de 39 % des questions obtiennent une réponse et seulement une sur dix reçoit une réponse dans le délai prévu de deux mois. Certains ministères pourtant majeurs présentent des taux de réponse extrêmement faibles : 19 % pour la santé et accès aux soins, 27 % pour l'intérieur ainsi que pour l'enseignement supérieur ou bien 7% pour le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations. Dans un contexte où ces questions constituent un outil essentiel pour la démocratie et la transparence des décisions prises, cette situation s'avère particulièrement préoccupante. En effet, les parlementaires représentent les citoyens et doivent donc pouvoir obtenir des réponses concrètes dans le délai imparti. Il résulte de ce manque de réactivité et de volonté à répondre, manifestement volontaire de la part du Gouvernement, une détérioration de la qualité du dialogue démocratique ainsi que de la fonction de contrôle du Parlement sur l'action gouvernementale. Ainsi, ce déficit de réponse vient remettre en question le respect des principes républicains de responsabilité du Gouvernement. De ce fait, dans une période où les institutions sont déjà mises à mal, ces questions laissées massivement sans réponse alimentent indéniablement un sentiment de désengagement et de perte de confiance des citoyens dans leurs représentants. Ainsi, il aimerait savoir quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour résoudre cette défaillance de réponses qui nuit au bon fonctionnement démocratique. Il lui demande si des moyens humains supplémentaires seront alloués à cette tâche.

SANTÉ ET ACCÈS AUX SOINS

Modèle de financement annoncé pour les centres de santé et de médiation en santé sexuelle

4838. – 29 mai 2025. – **Mme Anne Souyris** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** au sujet du modèle de financement annoncé pour les centres de santé et de médiation en santé sexuelle (CSMSS). En intégrant les CSMSS à l'article L. 6323-1-14-1 du code de la santé publique, la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025 (LFSS) a prévu la pérennisation des quatre centres expérimentés en France par trois associations (AIDES, Groupe SOS, Virages Santé) sur la base de l'article 51 de la LFSS pour 2018 ainsi que la possibilité de création de nouveaux centres. C'est une excellente nouvelle pour la lutte contre

l'épidémie du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) dès lors que l'offre en santé sexuelle globale et les services adaptés, multiples et coordonnés proposés dans ces centres ont permis d'atteindre efficacement les communautés ciblées et d'améliorer leur accès aux soins. Notamment, le parcours « Test and Treat » permet aux personnes d'être diagnostiquées et d'immédiatement entrer dans le soin (traitement en cas de test positif au VIH) ou dans la prévention (Prep en cas de test négatif). Cependant, l'arrêté ministériel d'application de la LFSS pour 2025, fixant les modalités de financement des CSMSS et publié le 29 avril 2025, propose un financement qui diffère de celui sur lequel ont été expérimentés les CSMSS. Ce nouveau modèle n'a, par ailleurs, pas fait l'objet d'une évaluation collective de l'impact des modifications. Les montants prévus des forfaits, des dotations et des crédits d'amorçage ne permettent pas d'assurer un équilibre des ressources et des dépenses. À titre d'exemple, les dispositions de non-cumul de certains forfaits le même jour pour une même personne conduiront nécessairement à des dépenses sur fonds propres des structures porteuses de projets qui auront pour mission d'assurer la continuité des soins de leurs usagers. Selon les calculs réalisés à partir des données d'activité et comptables de l'année N-2 de l'association AIDES (porteuse de deux centres), un déficit annuel de 600 000 euros est d'ores et déjà à prévoir pour ces deux centres. Nous sommes de ce fait loin de l'engagement du Gouvernement à pérenniser l'expérimentation des CSMSS dont M. le ministre a pourtant souligné l'intérêt en termes de santé publique le 15 avril 2025 lors de sa réponse à la question écrite n° 3182 posée par M. Hadrien Clouet. Si le financement public proposé est structurellement déficitaire, il sera alors difficile pour les structures porteuses de projets d'envisager la pérennité de leurs centres de santé. Elle demande ainsi à M. le ministre de la santé comment celui-ci prévoit d'établir des modes de financement pérennes pour ces centres.

Inscription de la fibromyalgie dans la liste des affections de longue durée

4844. – 29 mai 2025. – **M. Didier Marie** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la nécessité d'une reconnaissance nationale de la fibromyalgie, affection chronique caractérisée par des douleurs musculaires, tendineuses et neurologiques persistantes, accompagnées d'une fatigue extrême, de troubles cognitifs, d'un état cérébral confus, ainsi que de troubles anxieux et dépressifs. Cette maladie, qui touche majoritairement les femmes (dans près de 80 % des cas), reste largement invisible, ce qui renforce l'incompréhension et le manque de prise en charge adaptés. Bien que reconnue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la fibromyalgie n'est toujours pas inscrite dans la liste des affections de longue durée (ALD) en France. Cette absence de reconnaissance engendre des conséquences majeures, pouvant se caractériser par des difficultés d'accès aux soins, un isolement social, une précarisation professionnelle. Certains malades sont même contraints de démissionner sans aucune reconnaissance professionnelle, ni compensation financière. Certains de nos pays voisins, notamment la Suisse ou la Belgique, ont déjà reconnu la fibromyalgie comme maladie. En France, si certaines maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) accordent cette reconnaissance, d'autres la refusent encore, entraînant ainsi une disparité territoriale préoccupante et accentuant les inégalités d'accès aux droits. Engager une démarche de reconnaissance nationale de la fibromyalgie serait un moyen d'améliorer la prise en charge des personnes concernées et de leur garantir un meilleur confort de vie. Ainsi, il l'interroge sur la position du Gouvernement quant à une reconnaissance nationale de la fibromyalgie comme affection de longue durée, et aux mesures envisagées pour mieux accompagner les patients qui en sont atteints.

Réingénierie de la profession de psychomotricien

4854. – 29 mai 2025. – **Mme Pascale Gruny** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la nécessité de la réingénierie de la profession de psychomotricien. Engagée depuis 2008 dans le cadre de la réforme européenne LMD (Licence-Master-Doctorat), la réingénierie des formations paramédicales vise à adapter les contenus pédagogiques et les champs d'intervention des professions de santé à l'évolution des pratiques et aux besoins du système de soins. Alors que toutes les autres professions de rééducation ont terminé leur réingénierie, voire une deuxième mouture de celle-ci, celle des psychomotriciens est interrompue depuis 2011, alors même que leur rôle ne cesse de croître dans les politiques publiques de santé, notamment en matière de prévention, d'accompagnement du développement de l'enfant, de santé mentale ou encore de soutien aux personnes âgées. Le format actuel de la formation, limité à trois années d'études, ne permet plus de répondre aux exigences croissantes du métier, tant en termes de contenus pédagogiques que de maîtrise des compétences attendues sur le terrain, notamment pour ce qui relève du niveau de responsabilité et d'autonomie attendue. Les psychomotriciens interviennent pourtant de manière déterminante dans de nombreux dispositifs d'intérêt public, notamment dans le cadre de l'accompagnement des troubles du neurodéveloppement, des maladies neurodégénératives ou de la

santé mentale, et ce à tous les âges de la vie. L'évolution vers une formation de cinq ans, reconnue au grade de master, permettrait non seulement d'adapter le cursus aux réalités actuelles de la profession, mais aussi de renforcer la qualité et la continuité des parcours de soin, tout en renforçant sa structuration académique, notamment par le développement de la recherche, enjeu central pour l'évolution des pratiques de soin, l'évaluation des interventions, et le développement des pratiques basées sur les preuves Elle souhaite savoir quand le Gouvernement va proposer cette reprise les travaux de réingénierie du diplôme d'État de psychomotricien, et pour quel horizon de mise en oeuvre. C'est aujourd'hui crucial pour faire évoluer la formation initiale vers un cursus mieux adapté aux exigences actuelles de la profession, et de pouvoir ainsi répondre pleinement aux enjeux de santé au sein desquels les psychomotriciens ont un rôle essentiel à jouer.

Gynécologie médicale

4867. – 29 mai 2025. – **M. Gilbert Bouchet** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur le manque de gynécologues médicaux et de ses conséquences sur la santé des femmes. En effet pour la première fois depuis le rétablissement de la formation obtenu en 2023 avec le diplôme d'études spécialisées de gynécologie médicale, le nombre de postes offert baisse de 91 postes pour l'année 2023-2024 à 79 pour 2024-2025. La pénurie de médecins dans cette spécialité est d'ores et déjà importante car dans 11 départements les femmes ne trouvent plus aucun praticien. Il devient alors très difficile d'obtenir un rendez-vous, les délais s'allongent avec des conséquences graves pour la santé des femmes. Or, ces dernières ont besoin de médecins spécialistes dès le plus jeune âge, traitant divers domaines tels que la contraception, la prévention des infections sexuellement transmissibles, le dépistage et le suivi des cancers et l'accompagnement de la ménopause. Aussi, il lui demande quelles mesures spécifiques il compte prendre pour que soient formés en nombre de nouveaux gynécologues médicaux.

Manque de moyens des services d'éducation spécialisé et de soins à domicile

4875. – 29 mai 2025. – **M. Michaël Weber** appelle l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les graves difficultés que rencontrent de nombreuses familles dans l'accès aux services d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD). Les enfants en situation de handicap doivent pouvoir bénéficier en milieu scolaire d'un accompagnement pluridisciplinaire éducatif et médical adapté à leurs besoins. Or, les SESSAD, qui doivent apporter ce soutien spécialisé et pluridisciplinaire ne sont, en pratique, pas en mesure de répondre à la demande qui excède largement la capacité d'accueil des établissements assurant ce service. Le manque de moyens et la capacité d'accueil insuffisante des établissements médico-social présents sur les territoires constituent un manquement grave à la bonne prise en charge de toute personne handicapée pour lui garantir le plein accès à ses droits fondamentaux. À titre d'exemple, l'ESSAD rattaché à l'association au service des personnes handicapées mentales et de leurs familles de Moselle ne dispose que de vingt places lorsque cent enfants sont inscrits sur liste d'attente au mois de mai 2025. Face à cet urgence, il demande quelles solutions peuvent être apportées pour renforcer les moyens et les capacités d'accueil des établissement type SESSAD sur les territoires pour répondre à la demande et assurer la prise en charge effective de toute personne en situation de handicap, quel que soit son âge, afin de garantir l'égalité de traitement effective des personnes handicapées sur l'ensemble du territoire.

Carences des contrôles déontologiques dans la fonction publique hospitalière

4880. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les carences des contrôles déontologiques dans la fonction publique hospitalière. Dans son rapport intitulé « les mobilités entre les secteurs public et privé » publié en mai 2025, la Cour des comptes souligne que les établissements hospitaliers ne disposent généralement pas de dispositifs déontologiques. En effet, seuls 30 % des établissements interrogés par la direction générale de l'offre de soins ont nommé un référent déontologue. Il apparaît, en outre, que, même lorsqu'un référent déontologue est nommé, aucune procédure de contrôle préalable à la nomination sur les emplois les plus exposés n'a été formalisée dans le cas où la personne concernée a exercé dans le secteur privé au cours des trois années précédentes. La Cour des comptes indique, par ailleurs, que bien que les praticiens hospitaliers ou des personnels de direction soient porteurs de risques de conflits d'intérêts, dans leurs rapports avec les acteurs extérieurs (fournisseurs et financeurs de soins et de produits de santé) « les mobilités professionnelles entre les secteurs public et privé des professionnels concernés apparaissent très rarement contrôlées ». Aussi, le magistrat financier recommande de mettre en place des procédures internes garantissant l'effectivité des contrôles

déontologiques dans la fonction publique hospitalière. À la lecture de ce rapport et de cette recommandation, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'améliorer la prévention des conflits d'intérêts chez les praticiens et personnels de direction hospitaliers.

Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus infirmiers

4889. – 29 mai 2025. – **Mme Annie Le Houerou** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur l'absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans le cursus des étudiants infirmiers diplômés entre 2024 et 2028. L'arrêté du 8 août 2023 autorise les infirmiers diplômés d'État à prescrire l'ensemble des vaccins du calendrier vaccinal pour les personnes âgées de 11 ans et plus, sous réserve d'avoir suivi une formation spécifique d'une durée de 10 heures et 30 minutes. Or, cette formation ne sera intégrée au programme officiel des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) qu'à partir de septembre 2026, pour une première diplomation en juin 2029. En l'absence d'instruction nationale permettant d'anticiper cette intégration, environ 130 000 infirmiers diplômés entre 2024 et 2028 seront donc exclus de cette nouvelle compétence, à moins d'être en mesure de suivre cette formation a posteriori, dans un contexte où les établissements de santé rencontrent des difficultés importantes pour libérer les professionnels à des fins de formation continue. Cette situation crée une perte de chance pour les patients, notamment en matière de prévention vaccinale dans les territoires sous-dotés, et freine l'évolution des compétences infirmières pourtant reconnue par la réglementation. Elle souhaite donc savoir pour quelles raisons la formation à la prescription vaccinale n'a pas encore été intégrée dans les cursus des étudiants actuellement en formation ; quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour permettre à ces professionnels d'être certifiés à la sortie de leurs études ; et s'il envisage de rendre cette intégration obligatoire pour toutes les promotions à venir, avant celle de 2029.

Abus de personnes âgées dans le secteur de l'aide à domicile

4892. – 29 mai 2025. – **M. Édouard Courtial** appelle l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les dérives dans le secteur de l'aide à domicile, notamment au regard de nombreuses situations d'abus dont sont victimes des personnes âgées. En avril 2025, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) publiait un rapport sur les entreprises à domicile, lequel faisait état d'un constat alarmant. En effet, sur les 360 prestataires de services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) inspectés, 73 % présentaient au moins une anomalie. Profitant de la dépendance et de l'âge avancé des personnes aidées, ces entreprises étaient coupables d'une facturation abusive, d'une absence de devis ou du non-respect des prestations contractuelles. Le rapport évoque aussi des cas où des SAAD étaient réalisés par des personnels non formés. Si l'objectif social des prestataires de SAAD est, de toute évidence, louable, les pratiques relevées par l'enquête de la DGCCRF constituent un véritable fléau qu'il convient de faire cesser. Ces dérives sont tout particulièrement préoccupantes car elles peuvent conduire à un défaut de soins de personnes vulnérables et, dans le pire des cas, à la mise en danger de leur vie. Aussi, il lui demande quelles mesures il entend mettre en oeuvre pour prévenir les abus constatés. Plus généralement, comment le Gouvernement souhaite-t-il mieux encadrer le secteur de l'aide à domicile pour répondre à l'impératif moral que constitue la protection des personnes âgées ?

Alerte sur la baisse du nombre de postes d'internes en gynécologie médicale

4897. – 29 mai 2025. – **Mme Patricia Schillinger** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la situation préoccupante du nombre de postes d'internes ouverts en gynécologie médicale pour l'année universitaire 2024-2025. Cette spécialité, pourtant rétablie en 2003 après 17 ans de suppression grâce à une importante mobilisation ces citoyens et de leurs représentants, connaît aujourd'hui une régression inquiétante. Le nombre de postes d'internes ouverts pour la rentrée 2024-2025 est passé de 91 à seulement 79, alors que les besoins médicaux des femmes sur l'ensemble du territoire n'ont jamais été aussi importants. La baisse de ces postes va à rebours des efforts précédemment engagés pour sanctuariser cette spécialité essentielle à la santé des femmes. Elle intervient dans un contexte déjà marqué par une pénurie grave de gynécologues médicaux, avec 11 départements qui n'en comptent plus aucun. Cette situation engendre des retards de diagnostic, notamment pour les cancers féminins, et rend difficile l'accès aux soins en matière de contraception, de suivi ménopausique, ou de traitement de l'endométriose. Si on peut déplorer une baisse du nombre de candidats, celle-ci ne saurait à elle seule justifier la réduction du nombre de postes d'internes ouverts. Face à la désaffection, une telle réponse risque, au contraire,

d'aggraver la pénurie. À l'heure où les enjeux de santé sexuelle et reproductive sont cruciaux, il est urgent d'augmenter, et non de restreindre, l'accès à cette formation spécialisée. En conséquence, elle lui demande s'il entend revenir sur cette décision, rattraper la baisse des postes d'internes de 2024, et à cette fin, inscrire dès la prochaine rentrée une hausse significative du nombre de places ouvertes en gynécologie médicale, afin de garantir un accès effectif à cette spécialité pour toutes les femmes, partout en France.

Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus infirmiers

4901. – 29 mai 2025. – **Mme Cathy Apourceau-Poly** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur le décalage préoccupant entre évolution du cadre réglementaire relatif aux compétences vaccinales des infirmiers et la formation actuellement dispensées dans les Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI). Depuis l'arrêté du 8 août 2023, les infirmiers et infirmières diplômés d'État sont autorisés à prescrire l'ensemble des vaccins inscrits au calendrier vaccinal pour les personnes âgées de 11 ans et plus, sous réserve d'avoir suivi une formation spécifique d'une durée de 10 heures. Cette avancée importante en matière de santé publique et de valorisation des compétences infirmières suppose toutefois une mise à jour des formations initiales. En effet, à ce jour, cette formation ne sera pas intégrée au programme des IFSI, qu'à partir de la rentrée 2026, pour une première promotion diplômée en 2029. En l'absence d'instruction nationale permettant une anticipation de cette intégration, on peut compter environ 13 000 étudiants diplômés entre 2024 et 2028 qui seront exclus de cette compétence. Leur seule possibilité serait alors de suivre cette formation en post-diplôme, dans un contexte de fortes tensions en établissements de santé, rendant difficile l'accès effectif à la formation continue. Cette situation soulève plusieurs enjeux majeurs comme la rupture d'égalité entre les générations de professionnels, une perte d'opportunités en matière de prévention notamment dans les territoires en crise, et un frein à la pleine reconnaissance des compétences infirmières, pourtant actées réglementairement. Elle souhaite connaître les dispositions envisagées par le Gouvernement pour permettre aux promotions, ayant débutées en 2024, d'accéder à cette formation en l'intégrant au sein des cursus infirmiers.

Gynécologie médicale

4903. – 29 mai 2025. – **Mme Cathy Apourceau-Poly** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** concernant la santé des femmes en France et plus spécifiquement, l'accès à la gynécologie médicale. Une spécialité nécessaire pour les femmes tout au long de leur vie. Les territoires manquent cruellement de gynécologues médicaux entraînant des conséquences graves sur la santé. Il devient difficile d'obtenir un rendez-vous, les délais s'allongent avec des spécialistes de plus en plus loin entraînant des retards de diagnostic alors que chaque année, plus de 75 000 femmes sont victimes de cancers gynécologiques. De ce fait, certaines patientes sont obligées de renoncer aux suivis et soins n'ayant pas de professionnels de santé. Le nombre d'étudiants admis à suivre l'internat pour devenir gynécologue médical a subi une diminution d'ampleur passant de 91 postes pour l'année 2023-2024 à 79 pour cette année (2024-2025). La situation ne cesse de se détériorer entraînant une véritable pénurie pour des millions de femmes Elle souhaite connaître les dispositions envisagées par le Gouvernement pour mettre fin à cette pénurie gynécologique au sein du territoire français.

Reconnaissance et encadrement de l'ostéopathie

4908. – 29 mai 2025. – **M. Didier Marie** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la nécessité de renforcer la reconnaissance et l'encadrement de l'ostéopathie au nom de l'intérêt général. De nos jours, les ostéopathes jouent un rôle de plus en plus important dans les parcours de soins, notamment en première intention. Ils témoignent d'une implantation large dans nos territoires. Selon une étude Odoxa réalisée en 2025, plus d'un Français sur deux a consulté un ostéopathe au cours des cinq dernières années. Ce chiffre s'explique par la confiance que la grande majorité des Français accorde à cette discipline. Cependant, les ostéopathes ne bénéficient toujours pas d'un statut officiel dans le code de la santé publique. Ce manque de reconnaissance officielle conduit à une certaine confusion, fragilise l'intégration des ostéopathes au sein des dynamiques de santé publique et limite leur contribution à l'accès aux soins. Une reconnaissance officielle de leur statut de professionnel de santé serait un moyen d'agir dans l'intérêt général en garantissant aux citoyens une ostéopathie de qualité, structurée et sécurisée. Ainsi, il l'interroge sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour structurer la profession d'ostéopathe autour d'un cadre clair et reconnu.

Mobilisation du 15 mai 2025 dans les secteurs sanitaire, social et médico-social

4912. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la mobilisation nationale du 15 mai 2025 qui a rassemblé de nombreux professionnels des secteurs sanitaire, social et médico-social, à l'appel de syndicats et de collectifs. Cette mobilisation s'inscrit dans une série de protestations déjà anciennes, mais elle traduit un malaise qui ne cesse de s'aggraver sur le terrain. Les professionnels de ces secteurs dénoncent une dégradation constante de leurs conditions de travail : ils font face à des sous-effectifs chroniques, à une intensification de la charge de travail, à l'allongement des horaires, à la suppression de congés d'ancienneté et à une individualisation croissante des rémunérations. Beaucoup estiment que ces évolutions traduisent un manque de reconnaissance de leurs missions pourtant essentielles au fonctionnement de notre modèle social. Le malaise est d'autant plus vif que la crise dans la protection de l'enfance, en particulier, reste aiguë. Les alertes se multiplient concernant les moyens insuffisants, les difficultés de recrutement et les défaillances dans l'accompagnement des jeunes en danger. Malgré de nombreux rapports, les mesures concrètes tardent à être appliquées, et les professionnels se sentent abandonnés. Dans ce contexte, il lui demande quelles actions le Gouvernement entend prendre pour répondre aux revendications de ces personnels. Quels moyens seront mobilisés pour améliorer durablement leurs conditions de travail, revaloriser leurs métiers, et renforcer les dispositifs de protection de l'enfance ? Il en va de la qualité de notre accompagnement des plus fragiles, et du respect dû à celles et ceux qui s'y consacrent au quotidien.

Polluants émergents dans l'eau potable

4916. – 29 mai 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la contamination généralisée de l'eau potable en France par les métabolites du chlorothalonil. L'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a récemment révélé, dans le cadre d'une campagne exploratoire, une contamination préoccupante de l'eau potable par les métabolites du chlorothalonil, un pesticide interdit depuis 2019 en raison de ses propriétés suspectées cancérogènes. Ces métabolites ont été détectés dans près d'un tiers des départements français, avec des concentrations dépassant la norme réglementaire de 0,1 microgramme par litre. Cette situation affecte aussi bien des zones rurales que densément peuplées et dans certains départements 90 % des abonnés au réseau public reçoivent une eau non conforme. Ces molécules, difficilement éliminables par les systèmes de traitement actuels, posent un défi majeur pour la qualité sanitaire de l'eau et suscitent une inquiétude légitime des citoyens. En l'absence de valeurs toxicologiques de référence précises, l'évaluation des risques reste incertaine. Le coût de la mise aux normes des installations pourrait se chiffrer en milliards d'euros et certains territoires, faute de solutions techniques ou financières, risquent de voir perdurer cette non-conformité. Dans un contexte de défiance croissante vis-à-vis de la qualité de l'eau, de raréfaction de la ressource et d'objectifs affichés de transition écologique, il est impératif de garantir à tous un accès à une eau potable saine. Aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre, à court terme pour renforcer le contrôle et le suivi des métabolites de pesticides dans les réseaux d'eau potable, les éliminer et accompagner financièrement les collectivités dans la mise à niveau de leurs stations de traitement, ainsi que pour garantir une transparence totale à la population sur la qualité de l'eau distribuée.

Causes de l'explosion du nombre de cancers liés aux pollutions environnementales et mesure des effets cocktail

4920. – 29 mai 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur l'augmentation préoccupante du nombre de cas de cancers, en particulier chez les personnes de moins de 50 ans et sur le rôle probable des expositions environnementales dans cette progression. Selon les données de l'Institut national du cancer, l'incidence du cancer du pancréas a doublé chez les hommes et triplé chez les femmes depuis 1982, avec près de 16 000 nouveaux cas en 2023. Des experts rappellent que les facteurs de risque modifiables classiques comme le tabac, l'obésité, le diabète ou la sédentarité, ne suffisent pas à expliquer cette explosion, notamment chez les jeunes adultes, non exposés durablement à ces risques. La recherche scientifique pointe désormais vers un faisceau de facteurs environnementaux liés aux résidus de pesticides, notamment le glyphosate, aux perturbateurs endocriniens, aux microplastiques, aux nanoparticules, aux métaux lourds ou encore aux nitrites alimentaires… Des études ont mis en évidence qu'une augmentation de 2,6 kg/ha d'herbicides sur onze ans faisait croître de 1,3 % le nombre de cancers du pancréas. Certains dénoncent un « effet cocktail » toxique, lié à la présence

conjointe de multiples substances jugées toxiques à titre individuel et dont l'effet pourrait être démultiplié quand elles sont mélangées. Les citoyens sont de plus en plus exposés, dès la vie intra-utérine, sans que l'État ne dispose d'un dispositif de surveillance systémique et transversal de ces polluants et de leurs interactions. Il l'interroge donc sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour mesurer et évaluer de toute urgence les expositions environnementales susceptibles d'augmenter le risque de cancer, notamment dans les zones agricoles intensives, ainsi que pour financer la recherche sur les effets combinés des polluants, dit effets cocktail, y compris les perturbateurs endocriniens.

Absence d'intégration de la formation à la prescription vaccinale dans le cursus des étudiants infirmiers diplômés entre 2024 et 2028

4921. – 29 mai 2025. – **M. Philippe Mouiller** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la formation complémentaire à la prescription vaccinale dans le cursus des étudiants infirmiers. L'article 1er de l'arrêté du 8 août 2023 fixant la liste des vaccins que certains professionnels et étudiants sont autorisés à prescrire ou administrer et la liste des personnes pouvant en bénéficier en application des articles L.4311-1, L.4151-2, L.5125-1-1A, L.5126-1, L.6212-3 et L.6153-5 du code la santé publique autorise les infirmiers à prescrire l'ensemble des vaccins inscrits au calendrier vaccinal aux personnes âgées de 11 ans et plus. Toutefois, cette avancée suppose que les professionnels aient suivi une formation complémentaire spécifique de 10 heures 30. Or, cette formation ne sera intégrée au cursus des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) qu'en septembre 2026, pour une première diplomation en juin 2029. Entretemps, ce seront près de 130 000 nouveaux diplômés infirmiers qui seront privés entre 2024 et 2028 de ce droit de prescription, à moins de demander cette formation une fois diplômés alors que les établissements manquent de temps, de moyens et de personnels pour organiser de telles sessions de formation. Cette situation constitue une perte de chance pour la population pour laquelle l'accès aux vaccinations reste difficile. De plus, l'évolution des compétences infirmières est ralentie bien qu'elle soit reconnue par la loi. Il lui demande s'il entend prendre des mesures afin d'anticiper cette intégration de la formation à la prescription vaccinale dans les cursus des étudiants infirmiers actuellement en formation et pour toutes les promotions à venir avant celle de 2029 et ainsi permettre à ces professionnels d'être certifiés à la sortie de leurs études.

Situation de la gynécologie médicale

4925. – 29 mai 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la situation de la gynécologie médicale en France. Alors que cette spécialité était jusqu'ici considérée comme « sanctuarisée » au vu de l'important manque de ces professionnels dû à la suppression de la spécialité pendant 17 années, le nombre d'étudiants admis à suivre l'internat pour devenir gynécologue médical a subi une diminution d'ampleur, passant de 91 postes pour l'année 2023-2024 à 79 pour cette année. Cette décision est d'autant plus préoccupante qu'elle intervient dans un contexte de pénurie structurelle de ces spécialistes : onze départements ne disposent en effet d'aucun gynécologue médical. Ceci risque d'avoir des conséquences importantes pour la santé des femmes. Celles-ci ont en effet besoin d'un suivi régulier à tous les âges de la vie, qu'il s'agisse de la prévention et du traitement des infections sexuellement transmissibles, le dépistage et le traitement des pathologies féminines, l'accompagnement de la contraception et de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), ou la prise en charge de l'endométriose. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il entend prendre pour augmenter le nombre de postes d'internes en gynécologie médicale et garantir un accès équitable à ces médecins spécialistes sur l'ensemble du territoire.

Fortes inquiétudes exprimées par de nombreux ostéopathes concernant l'avenir de leur profession

4928. – 29 mai 2025. – **M. Henri Leroy** interroge **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les fortes inquiétudes exprimées par de nombreux ostéopathes concernant l'avenir de leur profession, notamment sur deux points majeurs. D'une part, la profession souffre d'une absence de régulation démographique. Le nombre d'écoles agréées reste très élevé et forme chaque année un volume de diplômés largement supérieur aux besoins du territoire. Cette surproduction entraîne une précarisation croissante des praticiens, une qualité de formation inégale et un affaiblissement de l'attractivité de la profession. Il lui demande donc si le Gouvernement entend prendre des mesures concrètes en vue de limiter le nombre de diplômés et d'établissements de formation, afin d'assurer un meilleur encadrement qualitatif et

quantitatif de la filière. D'autre part, les ostéopathes font valoir qu'ils sont désormais inscrits au répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS), ce qui acte une reconnaissance accrue de leur rôle dans le parcours de soins. Toutefois, cette avancée soulève de nombreuses interrogations sur l'accès au titre de professionnel de santé, les droits qui y sont associés, et les perspectives concrètes d'intégration dans les dispositifs de santé publique. Il lui demande de bien vouloir préciser les intentions du Gouvernement concernant la clarification de leur statut et les éventuelles évolutions à venir.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE, BIODIVERSITÉ, FORÊT, MER ET PÊCHE

Devenir des concessions hydroélectriques autorisables

4843. – 29 mai 2025. – **M. Michel Savin** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la survivance d'anciens contrats de concession hydroélectrique pour des petites exploitations d'une puissance inférieure à 4,5 MW. Depuis la loi du 15 juillet 1980, les installations d'une puissance inférieure à 4,5 MW relèvent du régime de l'autorisation (cf article L. 511-5 du code de l'énergie). Or plusieurs dizaines d'ouvrages ont été construits avant cette date et étaient alors exploités sous le régime de la concession. En théorie, une fois ces contrats de concession arrivés à échéance, ces ouvrages auraient dû basculer dans le régime de l'autorisation. En pratique, cette bascule n'a pas eu lieu et ces installations continuent d'être exploitées sous le régime de la concession, parfois depuis près de 10 ans ! Cette situation s'explique essentiellement par la lourdeur et la complexité de la procédure à suivre pour sortir les ouvrages du domaine public et les mettre en vente avec éventuellement mise en concurrence. En effet, dans le régime de la concession, les ouvrages sont propriété de l'État alors qu'ils appartiennent à leur exploitant dans le régime de l'autorisation. La loi n'est pas non plus claire sur la nécessité de mettre en concurrence ou pas les opérateurs. Une autre difficulté tient au fait que dans le nouveau régime, chaque ouvrage hydroélectrique doit être autorisé à fonctionner. Or les règles actuelles sont plutôt prévues pour des demandes initiales d'autorisations ou pour des renouvellements d'autorisations. Selon la procédure retenue, et au regard des difficultés rencontrées par les opérateurs à faire aboutir de nouveaux projets hydroélectriques, il n'est pas du tout certain que tous ces ouvrages existants pourront être autorisés à continuer à fonctionner. La situation de vide juridique actuelle est préjudiciable pour notre pays, car elle empêche la réalisation de travaux d'investissement sur ces ouvrages, et fait peser un risque de fin d'exploitation. Aussi, il demande au Gouvernement de bien vouloir proposer un régime transitoire ainsi qu'un cadre juridique clair pour mettre fin à ces contrats de concession échus, et basculer enfin dans le régime de l'autorisation. Une proposition avait été faite à l'occasion de l'examen du projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique en juin 2021 au Sénat mais l'amendement du Gouvernement était arrivé trop tardivement pour que ses effets puissent être évalués, il avait donc été rejeté.

Responsabilité élargie du producteur dans le secteur du bâtiment

4845. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Cigolotti** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la responsabilité élargie du producteur (REP) dans le secteur du bâtiment. Depuis mai 2023, les entreprises de ce secteur sont concernées par la REP : un dispositif vertueux qui permet de financer la reprise et le recyclage des déchets de chantier. Cependant, cet outil ambitieux fait l'objet de multiples dysfonctionnements qui ne répondent pas à la promesse de départ, à savoir une reprise gratuite et facile des déchets de chantier en contrepartie d'une taxe sur les produits et les matériaux. En effet, en 2024, la performance de collecte des déchets de catégorie 1 (gravat, tuile, béton) était identique à la situation qui prévalait avant la mise en place de la REP. Quant aux déchets de catégorie 2 (bois, métal, plâtre, menuiserie), seuls 7 % ont pu être repris. Par ailleurs, seul le paiement de la contribution est aujourd'hui effectif auprès d'éco-organismes. Mais, une mise en place d'un Conseil de surveillance de la REP Bâtiment est aujourd'hui indispensable afin de faire entendre la voix des artisans et entrepreneurs, d'encourager une totale transparence sur le montant des éco-contributions perçues par éco-organismes, par famille de déchets et sur le montant alloué à la collecte opérationnelle. Compte tenu des montants en jeu, cette transparence serait plus que légitime. La ministre de la transition écologique a décrété mi-mars 2025 « un moratoire » et s'est engagée à proposer une « refondation » de la REP. Le secteur du bâtiment ne rejette aucunement le principe de la REP et l'impérieuse nécessité de lutter contre les dépôts sauvages. Au contraire, il souhaite que le dispositif fonctionne et que le recyclage soit une ambition partagée par tous en faveur de l'environnement. Il lui demande quels sont les moyens qui seront déployés pour que la refondation de la REP Bâtiment annoncée par les pouvoirs publics soit réellement une remise à plat d'ampleur du dispositif.

Allégement des procédures sur l'eau

4846. – 29 mai 2025. – **M. Bruno Belin** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les difficultés rencontrées par les communes rurales dans l'application des dispositions des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement. Ces articles s'appliquent à toute installation, ouvrage, travail ou activité non domestique ayant un impact sur les eaux superficielles ou souterraines : prélèvements, modifications d'écoulement, destruction de zones écologiques sensibles, ou encore rejets, même non polluants. Si la préservation des ressources en eau constitue un enjeu essentiel, la complexité de la procédure administrative liée à ces articles constitue un frein à la mise en oeuvre de nombreux projets locaux. Dans les communes rurales, souvent dépourvues de services techniques ou administratifs, répondre aux exigences de complétude des dossiers devient un véritable défi. Cela entraîne retards, incompréhensions et parfois même l'abandon de projets. C'est le cas de la commune de Champagné-Saint-Hilaire, dans la Vienne, qui a vu son projet de lotissement freiné par une série de demandes complémentaires concernant la gestion des eaux pluviales : tracé précis du réseau jusqu'à l'exutoire naturel (inconnu des services), précisions sur la profondeur des nappes phréatiques, etc. Certaines informations étaient pourtant accessibles sur le site public Infoterre du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), vers lequel renvoyait l'administration. En tout, plus d'une dizaine de compléments ont été exigés, nécessitant un niveau d'ingénierie difficilement accessible pour une collectivité rurale. Dans ce contexte, il interroge le Gouvernement sur les mesures qu'il envisage pour alléger ces procédures, adapter le code de l'environnement à la réalité des territoires ruraux et renforcer l'accompagnement des communes dans la gestion de ces démarches techniques.

Inquiétudes des entreprises du bâtiment concernant la responsabilité élargie du producteur

4847. – 29 mai 2025. – **Mme Véronique Guillotin** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les inquiétudes des entreprises du bâtiment concernant l'application de la responsabilité élargie du producteur (REP). En effet, la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite « AGEC », vient créer des nouvelles filières à responsabilité élargie des producteurs, dont celle des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB). Ces dernières font donc l'objet d'une obligation de REP qui implique d'adhérer à un éco-organisme et de lui verser une contribution financière pour la prévention et la gestion des déchets. L'éco-organisme, en retour, doit assurer la collecte des déchets concernés. Si une grande majorité du secteur a plébiscité ce dispositif vertueux, nombreux de ses acteurs, par la voix notamment de la fédération française du bâtiment, s'inquiètent du faible taux de reprise des déchets comparativement au coût qu'il occasionne pour les entreprises impactées ainsi que du manque de transparence de la part des éco-organismes. Pour répondre à ces difficultés, le Gouvernement a annoncé en mars 2025 qu'il travaillait sur un moratoire et s'est engagé à proposer une refondation de la REP. Elle lui demande donc quelles sont les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Budget du Pacte en faveur de la haie

4859. – 29 mai 2025. – **Mme Michelle Gréaume** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire du Pacte en faveur de la haie, outil essentiel pour accompagner les agriculteurs et la résilience des territoires avec la haie. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, avec plusieurs centaines d'amendements déposés par des parlementaires, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de 20 millions d'euros l'enveloppe du Plan haies, portant son budget à 45 millions d'euros. Cependant, d'après les retours des acteurs concernés, ce montant ferait l'objet d'une coupe budgétaire, dans le cadre des 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires annoncées par le Gouvernement pour 2025. Une baisse budgétaire qui, si elle est définitivement actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le Pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les plus de 50 000 km de haies en 2030, prévus par ces deux textes. Pour rappel, le Pacte en faveur de la haie prévoyait à son lancement en 2024, un engagement à 110 millions d'euros pour au moins 3 ans. Alors que le Pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité de l'enveloppe prévue en 2024, cette baisse budgétaire serait très dommageable sur les territoires. Elle lui demande donc si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros prévue pour le Pacte haies.

Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie

4886. – 29 mai 2025. – **Mme Nathalie Goulet** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire et le calendrier du Pacte en faveur de la haie. Les débats sur le projet de loi de finances ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, avec plusieurs centaines d'amendements déposés par les parlementaires, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de 20 millions d'euros l'enveloppe du Plan haies, portant son budget à 45 millions d'euros. Cependant, d'après les retours des acteurs concernés, ce montant risque aujourd'hui d'être remis en question du fait de la fongibilité de l'enveloppe « planification écologique ». Une baisse budgétaire qui, si elle était actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le Pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les plus de 50 000 kilomètres de haies en 2030, prévus par ces deux textes. Pour rappel, le Pacte en faveur de la haie prévoyait à son lancement en 2024, un engagement à 110 millions d'euros pour au moins trois ans. En parallèle de cette baisse de budget, un report de la publication des appels à des projets serait également envisagé par le Gouvernement : initialement prévus au printemps, ils seraient désormais lancés en juillet 2025 au plus tôt. Ce report fragiliserait la mise en oeuvre du Pacte, qui nécessite notamment pour les agriculteurs d'anticiper leurs projets de plantation de haies. Ce calendrier tardif mettrait également en difficulté les structures de terrain (opérateurs de l'Arbre et de la Haie, techniciens, fédérations de chasseurs, chambres d'agriculture…) accompagnant les agriculteurs, mais aussi les services de l'État, contraints de travailler dans un calendrier difficilement tenable. Alors que le Pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité de l'enveloppe prévue en 2024, ce flou sur le budget disponible et ce retard dans le calendrier seraient fortement pénalisants. Madame Goulet demande donc à Mme la Ministre si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros, et si un calendrier rapide et clair de publication des appels à projets du Pacte sera présenté, afin de sécuriser la planification des plantations pour l'hiver 2025/2026.

Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie

4900. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire et le calendrier du Pacte en faveur de la haie, outil essentiel pour accompagner les agriculteurs et la résilience des territoires avec la haie. Les débats sur le projet de loi de finances ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, avec plusieurs centaines d'amendements déposés par des parlementaires, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de vingt millions d'euros l'enveloppe du Plan haies, portant son budget à quarante-cinq millions d'euros. Cependant, d'après les retours des acteurs concernés, ce montant risque aujourd'hui d'être remis en question du fait de la fongibilité de l'enveloppe « Planification écologique ». Une baisse budgétaire qui, si elle était actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances pour 2025. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le Pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les objectifs (plus de 50 000 km de haies) en 2030, prévus par ces deux textes. Un report de la publication des appels à projets serait également envisagé par le Gouvernement : initialement prévus au printemps, ils seraient désormais lancés en juillet 2025 au plus tôt. Ce report fragiliserait la mise en oeuvre du Pacte, qui nécessite notamment pour les agriculteurs d'anticiper leurs projets de plantation de haies. Alors que le Pacte montre de très bons résultats sur le terrain, ce flou sur le budget disponible et ce retard dans le calendrier seraient fortement pénalisants. Il lui demande donc si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de quarante-cinq millions d'euros, et si un calendrier rapide et clair de publication des appels à projets du Pacte sera présenté, afin de sécuriser la planification des plantations pour l'hiver 2025/2026.

Prise en charge des pièces automobiles usagées

4913. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les difficultés rencontrées par les collectivités territoriales dans la prise en charge des pièces automobiles usagées. En l'absence de filière clairement réglementée, la plupart des déchèteries, y compris celles gérées par des syndicats comme le Syndicat inter-arrondissement pour la valorisation

et l'élimination des déchets (SIAVED), sont contraintes de refuser ces déchets, composés de matériaux complexes et souvent classés comme dangereux. Seuls quelques éléments, tels que les pneumatiques, les batteries et les huiles usagées, bénéficient d'un traitement organisé au sein de filières REP (responsabilité élargie du producteur). Cette situation entraîne une forte recrudescence des dépôts sauvages de pièces automobiles dans l'espace public, au détriment de l'environnement et des finances des collectivités locales, qui doivent en assurer l'enlèvement à leurs frais. Dans ce contexte, de nombreuses collectivités se trouvent dépourvues de moyens réglementaires et logistiques pour faire face à la pression croissante des usagers, des communes et des services techniques. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend accompagner ces collectivités sur les plans technique, réglementaire et financier afin de leur permettre d'organiser temporairement la collecte et la gestion des pièces automobiles usagées, dans l'attente d'une structuration de la filière. Il lui demande également si une expérimentation encadrée pourrait être envisagée, sur la base de territoires volontaires, afin de tester des solutions locales de collecte, en lien avec les centres de gestion des véhicules hors d'usage (centres VHU), les distributeurs, les garagistes et les opérateurs du traitement des déchets.

Stratégie pour la conservation de l'eau

4914. – 29 mai 2025. – **M. Olivier Henno** appelle l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la stratégie pour la conservation de l'eau. Depuis plusieurs semaines, la France connaît une situation particulièrement préoccupante : plus de 50 départements sont d'ores et déjà en alerte sécheresse en ce mois de mai 2025. Les nappes phréatiques sont à des niveaux historiquement bas, certains cours d'eau voient leur débit chuter dangereusement, et les agriculteurs, les collectivités et les citoyens expriment leur inquiétude face à ce qui ne semble plus être une exception, mais une nouvelle norme climatique. Elle a annoncé, à la suite du Comité national de l'eau du 14 mai 2025, la mise en oeuvre d'un plan de sobriété hydrique, censé anticiper les périodes de tension. Toutefois, les mesures proposées, telles que des restrictions localisées, une meilleure gestion des fuites ou encore des campagnes de sensibilisation, apparaissent insuffisantes au regard de l'ampleur du défi. Aussi, il lui demande quelle stratégie structurelle, à long terme, elle entend réellement mettre en oeuvre pour garantir un accès équitable à l'eau, préserver la biodiversité et sécuriser les usages agricoles et industriels dans les années à venir. Car il y a urgence. Les collectivités manquent de moyens pour moderniser leurs réseaux, dont un quart fuit. Les préfets improvisent des arrêtés de restriction sans véritable pilotage national. Et l'ambition de créer 1 000 retenues d'eau à l'horizon 2030 soulève de nombreuses oppositions, en particulier chez les scientifiques qui appellent à des solutions fondées sur la nature. Alors qu'elle a déclaré vouloir faire de la gestion de l'eau « une cause nationale », il ne s'agit plus seulement de gérer une crise saisonnière, mais d'engager une transition hydrologique ambitieuse. Quelles ressources financières seront mobilisées à l'échelle des territoires ? Quelles seront les priorités pour préserver la ressource tout en assurant la justice sociale entre les usagers ? Et surtout, quelles décisions structurelles prendra-t-elle pour que la France s'adapte à un climat durablement plus sec ? La situation exige plus que des déclarations : elle appelle une stratégie forte, lisible et anticipée. L'eau ne peut plus attendre.

TRANSPORTS

Relance du service Auto-Train en France

4858. – 29 mai 2025. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur l'opportunité de relancer le service Auto-Train en France, à l'aune des défis actuels de mobilité durable, de transition écologique et de saturation des infrastructures routières. Il a été alerté par l'association des usagers du transport Auto-Train (AUTAUT), qui milite pour la réintégration de ce service au sein du système ferroviaire français. Le service Auto-Train, mis en place par la SNCF en 1957, permettait aux voyageurs de faire transporter leur véhicule par le rail, facilitant ainsi les déplacements longue distance tout en réduisant l'usage individuel de la route. Supprimé en 2019 en raison d'un déficit estimé à 10 millions d'euros et d'une baisse de la fréquentation, ce service pourrait aujourd'hui répondre à de nouveaux enjeux. En effet, la demande ferroviaire connaît une forte croissance, tandis que les coûts liés à l'usage de l'automobile ne cessent d'augmenter. Par ailleurs, les perspectives d'organisation des Jeux Olympiques d'hiver de 2030 en Haute-Savoie soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à la saturation des axes autoroutiers menant aux Alpes. Dans ce contexte, une relance du service Auto-Train pourrait constituer une solution à la fois pertinente et durable. Les avantages sont nombreux : économies pour les usagers, réduction de la fatigue et des risques routiers, baisse des émissions de CO2, amélioration de l'accessibilité, notamment pour les

personnes à mobilité réduite. De plus, des expériences similaires rencontrent un succès croissant en Autriche et en Allemagne. Aussi, il demande au Gouvernement s'il envisage de réintroduire le service Auto-Train comme levier d'innovation pour la mobilité durable, conciliant ainsi efficacité économique, transition écologique et aménagement du territoire.

TRAVAIL ET EMPLOI

Interdiction du bénéfice d'un concours financier aux administrateurs et membres de Conseil d'organismes de sécurité sociale

4870. – 29 mai 2025. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** quant aux difficultés d'application et à l'incertitude créée par le 5° de l'article L. 231-6-1 du code de la sécurité sociale issu de la modification apportée par l'ordonnance du 1er décembre 2021. Ce texte permet en effet de prévenir un risque déontologique en interdisant le bénéfice d'un concours financier aux administrateurs et membres de Conseil d'organismes de sécurité sociale, salariés ou non, exerçant les fonctions d'administrateur, de directeur ou de gérant d'une entreprise, institution ou association à but lucratif. Cette interdiction a par ailleurs pour but d'éviter de possibles conflits d'intérêts. Pourtant, il limite la liberté des partenaires sociaux à choisir leurs représentants. En outre, la stabilité des conseils d'administration et des conseils des caisses de sécurité sociale pourrait être atteinte, en obligeant les administrateurs à choisir entre leur activité et leur mandat. De plus le caractère strict du texte conduit donc un administrateur qui occuperait des fonctions de dirigeant salarié ou non, à priver sa structure du bénéfice des aides financières pouvant être allouées par un organisme social. De ce fait, l'article en cause méconnaît le principe constitutionnel d'égalité devant la loi et devant les charges publiques. Dès lors, afin de veiller au principe constitutionnel d'égalité devant la loi et devant les charges publiques, il souhaite savoir si la direction générale de la sécurité sociale sera en mesure de garantir une interprétation conforme à ce principe, pour l'ensemble des représentants des organismes patronaux et syndicaux siégeant dans les conseils d'administration.

Extension des critères d'attribution de la médaille d'honneur du travail aux travailleurs indépendants

4878. – 29 mai 2025. – **Mme Amel Gacquerre** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** au sujet des critères d'attribution de la médaille d'honneur du travail, dont sont actuellement exclus les travailleurs indépendants. Comprenant quatre échelons (argent, vermeil, or et grand or), cette distinction honorifique récompense, notamment, l'ancienneté de services d'un salarié du secteur privé ou assimilé (respectivement 20, 30, 35 et 40 années d'activité). La règlementation actuelle prévoit que seule l'activité salariale est prise en compte dans le calcul de cette ancienneté. Conformément au décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à la médaille d'honneur du travail, seules quelques exceptions sont prévues, telles que le service national, les congés maternité ou d'adoption, ainsi que certaines périodes énumérées à l'article 7 dudit décret. Toutefois, de nombreux travailleurs indépendants, bien qu'ayant cotisé pendant plusieurs décennies, parfois en parallèle d'une activité salariée, se trouvent écartés de cette reconnaissance officielle, malgré un engagement professionnel aussi méritant que celui des salariés. Cette exclusion apparaît dès lors comme une injustice. Aussi, elle lui demande si le Gouvernement envisage une éventuelle révision des critères d'attribution de la médaille d'honneur du travail, afin de permettre aux travailleurs indépendants de bénéficier de cette distinction.

Controle des entreprises privées du secteur d'aide à la personne

4898. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Pierre Corbisez** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur les conditions de contrôle des entreprises privées du secteur des services à la personne exerçant en mode mandataire. Certaines enseignes proposent aux particuliers des prestations de ménage sur le modèle du particulier employeur, tout en assurant un appui administratif : encaissement des paiements, élaboration des contrats et fiches de paie, versement des salaires. Toutefois, plusieurs éléments suscitent des interrogations sur la conformité de ce modèle avec le droit du travail. D'une part, les particuliers-employeurs n'ont aucune maîtrise sur la rémunération effective de l'intervenant, ni sur le net à payer du salarié, tout deux défini par l'entreprise mandataire. D'autre part, les contrats de travail utilisés sont des contrats à durée déterminée (CDD) d'usage (en s'appuyant sur l'article L. 1242-2 du code du travail et la convention collective des particuliers employeurs), alors même que ces textes ne paraissent pas justifier un tel recours dans le cadre du mode mandataire. En effet, l'article D. 1242-1 du code du travail réserve l'usage du CDD

d'usage à certaines activités spécifiques, notamment celles du mode prestataire. En tant qu'entreprise mandataire, ces enseignes de ménage à domicile ne semblent donc pas pouvoir légalement recourir à cette dérogation, rendant le fondement juridique du dispositif particulièrement fragile. Par ailleurs, les contrats ne sont souvent signés qu'une seule fois, parfois plusieurs années auparavant, sans renouvellement malgré une continuité hebdomadaire d'intervention. Conformément aux articles L. 1242-12 et L. 1245-1 du code du travail, cette situation pourrait entraîner une requalification automatique en contrat de travail à durée indéterminée (CDI). Enfin, en tant que mandataires, ces entreprises n'ont pas l'obligation de garantir que les particuliers-employeurs respectent les obligations réglementaires en faveur des salariés, à savoir, notamment, la mise en place de la complémentaire santé et l'entretien professionnel à réaliser tous les deux ans. Dans le cadre de ces entreprises de services à la personne exerçant en mode mandataire, la situation des intervenants à domicile semble donc extrêmement précaire, sans compter les risques pesant sur le particulier employeur, souvent âgé et ignorant des obligations qui lui incombent et la responsabilité qui est sienne. Aussi, il souhaite connaître sa position sur ce mode d'exercice du service à la personne ainsi que ses intentions pour remédier à la précarité des employés dans ce secteur très sensible qui mérite une attention particulière

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉS ET FAMILLES

Difficultés d'application de l'article L. 231-6-1 du code de la sécurité sociale

4837. – 29 mai 2025. – **Mme Annie Le Houerou** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur les difficultés d'application du 5° de l'article L. 231-6-1 du code de la sécurité sociale, tel qu'issu de l'ordonnance n° 2021-1554 du 1er décembre 2021. Ce texte interdit à tout administrateur, membre d'un conseil d'un organisme de sécurité sociale, exerçant des fonctions, salariées ou non, d'administrateur, de directeur ou de gérant d'une entreprise, institution ou association à but lucratif, de bénéficier d'un concours financier émanant de l'organisme concerné. Si cette disposition vise à prévenir les conflits d'intérêts, elle soulève des difficultés concrètes. En effet, sur la durée d'un mandat de quatre ans, il est objectivement impossible pour une personne exerçant des fonctions de direction, de gérance ou d'administration au sein d'une structure à but lucratif de prévoir si elle sollicitera, à un moment donné, un soutien financier de la part d'un organisme de sécurité sociale. Cette incertitude fragilise leur engagement bénévole, les contraignant à renoncer soit à leur mandat de représentation, soit à un potentiel accompagnement financier. Cette situation limite concrètement la capacité des partenaires sociaux à désigner librement leurs représentants et peut fragiliser, à terme, le bon fonctionnement des conseils d'administration et des conseils des caisses de sécurité sociale. Cette difficulté d'application se pose notamment dans le cadre du Fonds d'investissement pour la prévention de l'usure professionnelle, créé par la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023. Ce dispositif prévoit l'attribution d'aides sur la base de critères objectifs, définis dans un cahier des charges national. Dans ce cadre, le risque de conflit d'intérêts apparaît très limité, dans la mesure où l'éligibilité dépend uniquement de la conformité technique des demandes aux spécifications prévues. Pourtant, la direction de la sécurité sociale applique l'article L. 231-6-1 pour exclure toute structure à but lucratif représentée par un membre d'un conseil d'administration d'un organisme de sécurité sociale, quelle que soit sa fonction (gérant, administrateur ou dirigeant), du bénéfice de ces aides. Ainsi, elle souhaite savoir si le Gouvernement envisage de réviser le cinquièmement de l'article L. 231-6-1 du code de la sécurité sociale afin de garantir le respect du principe constitutionnel d'égalité devant la loi, tout en préservant les exigences de déontologie. Elle l'interroge sur les possibilités de modification de cette disposition pour concilier éthique et participation effective des partenaires sociaux à la gouvernance des organismes de sécurité sociale.

Financement des associations chargées de la protection juridique des majeurs à la suite de l'extension des revalorisations dites Ségur

4842. – 29 mai 2025. – **Mme Laurence Garnier** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la situation de la protection de l'enfance et notamment le financement des associations chargées de la protection juridique des majeurs protégés. Les associations de tutelles agissant dans l'intérêt des majeurs protégés s'impliquent au quotidien pour accompagner les personnes vulnérables : gestion du budget, du logement, du travail, de la santé et des loisirs en veillant au respect des droits et de leur dignité pour favoriser leur épanouissement en s'adaptant aux capacités de chacun. L'accord du 4 juin 2024 a permis l'octroi de la prime Ségur à tous les professionnels qui n'en bénéficiaient pas encore, dans le cadre de la politique salariale. Aujourd'hui, l'absence de financement pour la prime Ségur va compromettre l'accompagnement de ce public

fragile protégé par les associations. En 2024, les associations tutélaires ont avancé 32 millions d'euros pour verser cette prime, un montant qui atteindra donc les 64 millions d'euros en 2025. Si aucune compensation n'est prévue pour cette revalorisation salariale, cela mettra directement en danger l'accompagnement des centaines de milliers de nos concitoyens sous mesures de protection et les 6 600 accompagnés en Loire-Atlantique. Aussi, elle lui demande quelles sont les mesures envisagées par Gouvernement pour respecter son engagement visant à compenser les financements non perçus par les services associatifs chargés de la protection juridique des majeurs.

Situation financière critique d'établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

4915. – 29 mai 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la situation financière critique d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics. La fédération hospitalière de France (FHF) a récemment alerté sur la « crise profonde et silencieuse » que traverse le secteur public du grand âge. D'après les résultats de son enquête publiée le 13 mai 2025, plus de 70 % des Ehpad publics sont aujourd'hui en déficit financier. En moyenne, il manque 8,5 euros par jour et par place pour assurer l'équilibre budgétaire d'un établissement, soit un déficit moyen de 3 104 euros par place sur l'année. Cette situation représente un manque de financement de 545 millions d'euros pour l'année 2024 et un déficit cumulé de près de 2 milliards d'euros depuis 2022. Ces difficultés, principalement liées à la fois à une hausse des charges sur les sections hébergement et dépendance, à une inflation non compensée, à un taux d'encadrement plus élevé dans le secteur public et à des charges socio-fiscales plus lourdes que dans le privé, laissent craindre un effondrement du modèle public. À l'horizon 2028, selon la FHF, une infirmière ou aide-soignante coûtera 30 % de plus à un Ehpad public qu'à un établissement privé pour un salaire net identique. Pour un établissement de 100 places, cet écart représente une différence de charges de 600 000 euros, soit jusqu'à 16 postes de travail. Alors que les Ehpad publics accueillent les personnes âgées les plus vulnérables et que le vieillissement démographique s'accélère, avec le quasi-doublement des personnes âgées d'ici vingt ans, la soutenabilité de ce modèle est gravement menacée. Les aides actuelles, notamment les fonds d'urgence dégagés dans les derniers projets de loi de financement de la sécurité sociale de 300 millions d'euros, sont insuffisants. Dans ce contexte, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement pour garantir la pérennité financière des Ehpad publics, notamment à travers une compensation durable des charges sociales, un plan d'investissement spécifique à l'offre publique, et la concrétisation attendue d'une loi de programmation sur le grand âge.

Avenir du statut de conjoint collaborateur

4931. – 29 mai 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur le statut de conjoint collaborateur des personnes qui accompagnent leur conjoint chef d'entreprise dans le domaine de l'artisanat du bâtiment. Est considéré comme conjoint collaborateur, le conjoint marié, pacsé ou en union libre avec un chef d'entreprise, qui travaille activement et de façon régulière dans l'entreprise. En assurant la gestion administrative, la comptabilité ou encore la relation clients, les conjoints collaborateurs assurent un rôle clé dans le fonctionnement desdites entreprises. Les conjoints collaborateurs sont ainsi affiliés au régime général de la sécurité sociale en tant que travailleur indépendant. Ils bénéficient d'une protection sociale complète en matière de santé, retraite et de droits à la formation professionnelle. Avec 85 % des conjoints collaborateurs qui sont des femmes, et près de 26 000 femmes sous ce statut fin 2022, en hausse de 6,6 % par rapport à l'année précédente, les chiffres témoignent de l'importance de ce dispositif. Il s'avère toutefois que l'article 24 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 impose une limite de 5 ans à l'exercice du statut de conjoint collaborateur. Au-delà de cette durée et à partir du 1er janvier 2027, les chefs d'entreprise devront faire un choix pour le statut de leur conjoint. Alors que celui de conjoint collaborateur a été pensé pour lutter contre le travail dissimulé et garantir aux bénéficiaires des droits sociaux, sa suppression risquerait de condamner de nombreuses femmes à une précarité par la remise en question de leurs acquis sociaux, tout en menaçant la viabilité de petites entreprises artisanales. En outre, la mesure écarterait les femmes possédant ce statut du droit de siéger dans des instances de gouvernance telles que les chambres de métiers ou les caisses de sécurité sociale, et freinerait ainsi la dynamique en faveur de la parité. L'artisanat, qui représente un pilier essentiel de notre tissu économique local, mérite un soutien fort et constant de l'État, notamment à travers le maintien de dispositifs tels que le statut de conjoint collaborateur, garant d'une reconnaissance et d'une protection des personnes qui oeuvrent souvent dans l'ombre mais assurent néanmoins des missions essentielles. C'est pourquoi, il l'interroge sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour proroger ce statut au-delà du 31 décembre 2026.

3. Réponses des ministres aux questions écrites

INDEX ALPHABÉTIQUE DES SÉNATEURS AYANT REÇU UNE OU PLUSIEURS RÉPONSES

Cet index mentionne, pour chaque question ayant une réponse, le numéro, le ministre ayant répondu, la rubrique de classement analytique (en caractère gras) et le titre

A

Allizard (Pascal) :

1929 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Questions sociales et santé.** *Extension de la Prime Ségur aux salariés du secteur social et médicosocial privé* (p. 2751).

Arnaud (Jean-Michel) :

335 Action publique, fonction publique et simplification . **Collectivités territoriales.** *Décret relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie* (p. 2704).

2084 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Impact des loyers impayés par la gendarmerie sur les finances publiques des communes* (p. 2809).

B

Barros (Pierre) :

1119 Autonomie et handicap. **Questions sociales et santé.** *Bilan et perspectives des politiques d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap* (p. 2731).

Basquin (Alexandre) :

3909 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Présence d'amiante dans les réseaux de canalisation d'eau* (p. 2851).

4454 Culture. **Culture.** *Recours à l'intelligence artificielle dans le doublage français* (p. 2739).

Bazin (Arnaud) :

1649 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences.* (p. 2845).

2403 Intérieur . **Police et sécurité.** *Hausse continue des trafics de fausses plaques d'immatriculation* (p. 2813).

2766 Enseignement supérieur et recherche . **Recherche, sciences et techniques.** *Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale* (p. 2759).

4199 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences.* (p. 2845).

4696 Enseignement supérieur et recherche . **Recherche, sciences et techniques.** *Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale* (p. 2759).

Belin (Bruno) :

1709 Logement. **Logement et urbanisme.** *Problématique des logements vacants en zone rurale* (p. 2832).

3550 Logement. **Logement et urbanisme.** *Problématique des logements vacants en zone rurale* (p. 2832).

3762 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Situation des établissements de l'enseignement agricole privé* (p. 2719).

4402 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pérennité du DiNA* (p. 2724).

Bellamy (Marie-Jeanne) :

662 Action publique, fonction publique et simplification . **Collectivités territoriales.** *Simplification des formulaires et procédures administratifs* (p. 2705).

Benarroche (Guy) :

3973 Enseignement supérieur et recherche . **Recherche, sciences et techniques.** *Centre national de primatologie de Rousset* (p. 2763).

Bilhac (Christian) :

3128 Intérieur . **Police et sécurité.** *Aggravation du temps d'attente nécessaire avant de passer l'examen du permis de conduire* (p. 2817).

3913 Industrie et énergie. **Énergie.** *Risque de réduction du soutien aux futurs projets solaires sur les moyennes toitures et les ombrières de parking* (p. 2789).

Bitz (Olivier) :

1899 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Paiements par la gendarmerie nationale de ses loyers* (p. 2801).

2073 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Questions sociales et santé.** *Compensation de l'extension de la prime Ségur aux salariés du secteur sanitaire, social et médico-social privé* (p. 2751).

2333 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Préservation des postes d'enseignants en milieu rural* (p. 2744).

3760 Industrie et énergie. **Énergie.** *Soutien au développement territorial de la filière photovoltaïque* (p. 2788).

Blatrix Contat (Florence) :

3673 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Exportation de pesticides interdits en Europe et prise en compte de l'effet cocktail des denrées importées* (p. 2717).

3674 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Position de la France sur le projet de directive européenne sur les associations transfrontalières européennes* (p. 2819).

Bleunven (Yves) :

3717 Logement. **Économie et finances, fiscalité.** *Cumul du prêt à taux zéro et de MaPrimeRénov'* (p. 2833).

4245 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Application de l'article 47 du code civil par les services consulaires* (p. 2773).

Bonneau (François) :

2263 Intérieur . **Police et sécurité.** *Délai d'attente et d'obtention des titres d'identités* (p. 2812).

Bonnefoy (Nicole) :

3524 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Disparition progressive de la formation des psychomotriciens par l'Institut de formation en psychomotricité Sorbonne Université* (p. 2762).

3723 Mémoire et anciens combattants. **Défense.** *Attribution de la médaille militaire* (p. 2834).

4497 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif DINA* (p. 2727).

Borchio Fontimp (Alexandra) :

1165 Intérieur . **Questions sociales et santé.** *Mise en place d'un fichier national de traçabilité des cancers des sapeurs-pompiers* (p. 2795).

Bourcier (Corinne) :

2041 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Questions sociales et santé.** *Situation des centres d'information sur les droits des femmes et des familles* (p. 2753).

Briante Guillemont (Sophie) :

2918 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Établissement des listes de notoriété dans nos postes à l'étranger* (p. 2767).

2936 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Application par l'administration de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2022 relatif à la détention de la nationalité française* (p. 2768).

3735 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pratique du retrait en magasin (« click and collect ») d'animaux* (p. 2718).

3881 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Gestion et ambitions de la Maison de l'Amérique Latine à Paris* (p. 2771).

Brisson (Max) :

3447 Action publique, fonction publique et simplification . **Économie et finances, fiscalité.** *Compétence de l'acheteur public pour déclarer une consultation sans suite* (p. 2711).

Brossel (Colombe) :

3492 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Compensation financière dans le cas d'une absence de restauration étudiante* (p. 2761).

Brulin (Céline) :

896 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Salaires impayées des assistantes maternelles* (p. 2863).

4048 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Arrêt du programme national de surveillance du mésothéliome* (p. 2853).

Burgoa (Laurent) :

1958 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Budget.** *Suppression de postes au sein de l'Office national des forêts* (p. 2857).

C

Cabanel (Henri) :

2276 Enseignement supérieur et recherche . **Questions sociales et santé.** *La réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques* (p. 2755).

Cadec (Alain) :

1678 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Aménagement du territoire.** *Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations en matière du trait de côte* (p. 2855).

Cadic (Olivier) :

3894 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Impossibilité pour un fonctionnaire en disponibilité de se présenter à un concours interne* (p. 2714).

Cambier (Guislain) :

2708 Intérieur . **Questions sociales et santé.** *Certificat médical pour les permis de conduire* (p. 2816).

Canalès (Marion) :

2644 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Publication de l'arrêté d'exonération de la TICPE applicable au gazole et à l'essence pour les véhicules des SDIS* (p. 2816).

3611 Travail, santé, solidarités et familles. **Travail.** *Impayés des assistantes maternelles antérieurs à Pajemploi+* (p. 2863).

Canayer (Agnès) :

3113 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Prévention et dépistage des cancers gynécologiques* (p. 2843).

3116 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Situation des cliniques en France* (p. 2849).

3136 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Moyens de paiement disponibles pour régler des prestations de service public* (p. 2708).

3149 Travail, santé, solidarités et familles. **Travail.** *Situations des assistantes maternelles devant les impayés* (p. 2863).

4178 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Poursuite et moyens du programme national de surveillance du mésothéliome* (p. 2853).

Cazebonne (Samantha) :

3002 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Financement réseau enseignement français à l'étranger* (p. 2769).

Chaize (Patrick) :

2043 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Difficultés dans la délivrance des pièces d'identité* (p. 2808).

2723 Intelligence artificielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo* (p. 2824).

2894 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche* (p. 2848).

4200 Intelligence artificielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo* (p. 2824).

4703 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche* (p. 2848).

Chevrollier (Guillaume) :

3497 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Prise en charge des patients atteints de COVID long* (p. 2852).

3823 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Calendrier de fermeture du réseau de téléphonie cuivre* (p. 2791).

Conway-Mouret (Hélène) :

1937 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Disparités dans le calendrier de versement de l'indemnité allouée aux conseillers des Français de l'étranger dans de nombreuses circonscriptions* (p. 2764).

Corbière Naminzo (Evelyne) :

2004 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Questions sociales et santé.** *Déploiement du Pack nouveau départ sur tout le territoire* (p. 2752).

Corbisez (Jean-Pierre) :

2651 Industrie et énergie. **Énergie.** *Développement de l'énergie marémotrice* (p. 2783).

Cukierman (Cécile) :

4504 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupes budgétaires intervenues sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2728).

D

Darnaud (Mathieu) :

2022 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Opérations d'entretien des abords des lignes dans le déploiement de la fibre* (p. 2780).

2029 Industrie et énergie. **Logement et urbanisme.** *Hausse des tarifs pour les résidences hébergeant des jeunes* (p. 2781).

Darras (Jérôme) :

2291 Enseignement supérieur et recherche . **Questions sociales et santé.** *Réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques* (p. 2755).

2892 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Conséquences de l'entrée en vigueur des décrets du 26 avril 2022 et du 7 août 2023 pour certains enseignants* (p. 2747).

3846 Enseignement supérieur et recherche . **Questions sociales et santé.** *Fermeture progressive de l'institut de formation en psychomotricité de Sorbonne université* (p. 2763).

3971 Industrie et énergie. **Énergie.** *Conséquences d'une réduction brutale du soutien aux installations photovoltaïques en toiture* (p. 2790).

Devinaz (Gilbert-Luc) :

3873 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie* (p. 2770).

Dossus (Thomas) :

4149 Culture. **Culture.** *Risques liés à la mise en application du « décret Son »* (p. 2738).

Drexler (Sabine) :

365 Intérieur . **Police et sécurité.** *Coopération policière entre la France et la Suisse* (p. 2793).

Dumas (Catherine) :

2193 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens* (p. 2743).

2512 Intelligence artificielle et numérique. **Recherche, sciences et techniques.** *Résultats d'un appel d'offres sur la cybersécurité des ministères* (p. 2823).

3199 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens* (p. 2743).

3752 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Renforcement de la traçabilité des chiens pour lutter contre le trafic* (p. 2719).

4204 Culture. **Culture.** *Enjeux pour la filière des luthiers et archetiers à l'approche de la CoP20 de la CITES* (p. 2739).

Dumont (Françoise) :

536 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Situation des fonctionnaires en position de congé spécial au regard de la réforme des retraites* (p. 2705).

E

Espagnac (Frédérique) :

3784 Industrie et énergie. **Énergie.** *Incohérences du moratoire sur les projets solaires de moins de 500 kWc* (p. 2788).

F

Féret (Corinne) :

4491 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2727).

Fichet (Jean-Luc) :

901 Industrie et énergie. **Énergie.** *Urgence de permettre aux Iles du Ponant de développer les énergies renouvelables* (p. 2776).

G

Garnier (Laurence) :

3988 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Éducation.** *Difficultés des établissements de l'enseignement agricole privé* (p. 2721).

Genet (Fabien) :

1365 Industrie et énergie. **Énergie.** *Financement des raccordements au réseau électrique des nouveaux projets d'énergie renouvelable* (p. 2779).

4536 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Réduction budgétaire intervenue sur le dispositif DiNA* (p. 2729).

Gerbaud (Frédérique) :

4604 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Crédits dévolus aux Coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 2730).

Gontard (Guillaume) :

1201 Logement. **Logement et urbanisme.** *Encadrement législatif des logements saisonniers ou permanents dans les stations de sports d'hiver* (p. 2827).

Goulet (Nathalie) :

1943 Intérieur . **Budget.** *Contrôle des associations en charge de l'immigration* (p. 2801).

2400 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Dette hospitalière des non-résidents non-assurés* (p. 2846).

Grosperrin (Jacques) :

2422 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Modalités de la réforme de la terminale professionnelle* (p. 2745).

Grosvalet (Philippe) :

3453 Intérieur . **Transports.** *Règlementation et sensibilisation aux bons usages des engins de déplacement personnel motorisés* (p. 2818).

4406 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2724).

H

Harribey (Laurence) :

1131 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Remboursement des examens de biologie médicale* (p. 2842).

2471 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Difficultés financières des universités* (p. 2757).

Havet (Nadège) :

1874 Premier ministre. **Collectivités territoriales.** *Accompagnement des élus dans la transposition de la directive « NIS 2 »* (p. 2703).

3617 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Équité de traitement entre les vétérinaires contractuels de l'État* (p. 2716).

Hochart (Joshua) :

2740 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Gouvernance des hôpitaux* (p. 2847).

3664 Culture. **Culture.** *Le patrimoine et la préservation des églises* (p. 2736).

Houpert (Alain) :

4460 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Devenir du dispositif DiNA-Cuma* (p. 2726).

Housseau (Marie-Lise) :

2254 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Application de la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques* (p. 2755).

Hugonet (Jean-Raymond) :

3720 Industrie et énergie. **Énergie.** *Soutien aux installations solaires en toiture* (p. 2787).

J

Jacquemet (Annick) :

2542 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Modification du décret du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales à leur financement* (p. 2707).

4441 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Dispositif DINA et coupe budgétaire* (p. 2725).

Jomier (Bernard) :

2900 Enseignement supérieur et recherche . **Questions sociales et santé.** *Mesures pour rétablir l'éthique et la transparence scientifique après les dérives à l'IHU de Marseille* (p. 2760).

Josende (Lauriane) :

4418 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pérennité du dispositif DiNA dédié aux Cuma* (p. 2725).

Joseph (Else) :

559 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Difficultés subies par l'industrie du secteur de l'impression* (p. 2774).

582 Industrie et énergie. **Énergie.** *Balisage circonstancié des éoliennes* (p. 2775).

K

Kanner (Patrick) :

2339 Enseignement supérieur et recherche . **Recherche, sciences et techniques.** *Situation de l'Institut Pasteur de Lille* (p. 2756).

Kern (Claude) :

2002 Intérieur . **Police et sécurité.** *Conséquences du stationnement illicite des gens du voyage* (p. 2807).

Kerrouche (Éric) :

3335 Santé et accès aux soins. **Environnement.** *Présence d'amiante dans l'eau potable et risques sanitaires associés* (p. 2850).

Klinger (Christian) :

3713 Industrie et énergie. **Énergie.** *Conséquences du projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières* (p. 2787).

L

Laurent (Daniel) :

4324 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Avenir du dispositif national d'accompagnement des coopératives d'utilisation du matériel agricole* (p. 2722).

Lavarde (Christine) :

3875 Travail et emploi. **Travail.** *Droit à l'utilisation du compte personnel de formation pour les salariés de plus de 67 ans* (p. 2861).

Le Houerou (Annie) :

1133 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Cancers gynécologiques* (p. 2842).

3558 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Cancers gynécologiques* (p. 2843).

Leroy (Henri) :

4119 Santé et accès aux soins. **Sécurité sociale.** *Créances détenues par les structures hospitalières françaises à l'égard des patients étrangers* (p. 2846).

Linkenheld (Audrey) :

1598 Industrie et énergie. **Énergie.** *Règlementation de la production d'électricité par les installations photovoltaïques* (p. 2780).

2722 Intérieur . **Police et sécurité.** *Révision de l'âge limite d'exercice des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 2817).

4570 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pérennisation budgétaire du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 2730).

Longeot (Jean-François) :

1339 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Élections et établissement de procurations tardives* (p. 2798).

1376 Logement. **Logement et urbanisme.** *Infractions au code de l'urbanisme* (p. 2828).

Lopez (Vivette) :

3104 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Participation prévoyance employeur* (p. 2708).

Lubin (Monique) :

3334 Santé et accès aux soins. **Environnement.** *Présence d'amiante dans l'eau potable et risques sanitaires associés* (p. 2850).

M

Mandelli (Didier) :

3348 Action publique, fonction publique et simplification . **Sécurité sociale.** *Obligation de versement des allocations pour recherche d'emploi par les collectivités territoriales en faveur d'un agent licencié pour faute grave* (p. 2710).

3811 Industrie et énergie. **Énergie.** *Soutien de l'État au développement de l'énergie solaire* (p. 2789).

Margaté (Marianne) :

691 Logement. **Logement et urbanisme.** *Modalité de calcul du quota de logements sociaux* (p. 2826).

2953 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Situation au Kenya* (p. 2768).

3954 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Situation de l'industrie dans le sud de la Seine-et-Marne* (p. 2792).

4438 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Situation au Kenya* (p. 2769).

4476 Logement. **Logement et urbanisme.** *Modalité de calcul du quota de logements sociaux* (p. 2827).

Margueritte (David) :

4407 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2725).

Marie (Didier) :

1322 Industrie et énergie. **Environnement.** *Inquiétudes après la publication de l'avis de l'autorité environnementale sur l'implantation de deux « EPR2 » sur le site de Penly* (p. 2777).

Martin (Pauline) :

1383 Autonomie et handicap. **Questions sociales et santé.** *Perte d'heures finançables des allocations personnalisées d'autonomie* (p. 2733).

2163 Intérieur . **Police et sécurité.** *Tenue budgétaire de la gendarmerie nationale* (p. 2809).

4170 Action publique, fonction publique et simplification . **Collectivités territoriales.** *Meilleure accessibilité à la formation pour les élus locaux* (p. 2714).

4361 Ruralité. **Aménagement du territoire.** *Critères d'éligibilité de la dotation d'équipement des territoires ruraux* (p. 2839).

Masset (Michel) :

4334 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Accompagnement des coopératives d'utilisation du matériel agricole* (p. 2722).

Maurey (Hervé) :

356 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques* (p. 2840).

939 Industrie et énergie. **Aménagement du territoire.** *Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques* (p. 2776).

1023 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises* (p. 2858).

1035 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients* (p. 2841).

1616 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante.* (p. 2844).

1973 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation de la consommation de drogues illicites* (p. 2803).

2578 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire* (p. 2782).

2579 Intérieur . **Police et sécurité.** *Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic* (p. 2803).

2583 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets* (p. 2746).

2786 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques* (p. 2840).

2792 Industrie et énergie. **Aménagement du territoire.** *Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques* (p. 2776).

2809 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises* (p. 2859).

2816 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients* (p. 2841).

2851 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation de la consommation de drogues illicites* (p. 2803).

2869 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante.* (p. 2844).

3671 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique* (p. 2785).

3856 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets* (p. 2747).

3860 Intérieur . **Police et sécurité.** *Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic* (p. 2804).

3861 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire* (p. 2783).

4307 Ruralité. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Base de répartition des sièges au sein du conseil municipal en cas de victoire d'une liste « réputée complète »* (p. 2838).

4501 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Financement et pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2728).

4801 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique* (p. 2785).

Médevielle (Pierre) :

2115 Logement. **Collectivités territoriales.** *Prise en charge financière des procédures de péril* (p. 2833).

Mérillou (Serge) :

442 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Impact de la prédation du grand cormoran sur les populations de poissons* (p. 2854).

4445 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2726).

Monier (Marie-Pierre) :

1530 Intelligence artificielle et numérique. **Union européenne.** *Impossibilité pour les ressortissants européens de réaliser certaines démarches numériques sécurisées* (p. 2822).

Mouiller (Philippe) :

4310 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2722).

Muller-Bronn (Laurence) :

3256 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Difficulté des entreprises suite à la mise en place du dispositif européen CSRD* (p. 2784).

N

de Nicolaÿ (Louis-Jean) :

3739 Industrie et énergie. **Énergie.** *Baisse tarifaire photovoltaïque* (p. 2788).

Noël (Sylviane) :

1254 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Recrudescence des cyberattaques à l'encontre des collectivités locales* (p. 2795).

2077 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver des stages y compris en alternance* (p. 2742).

3835 Action publique, fonction publique et simplification . **Sécurité sociale.** *Conséquences de la réduction de l'indemnisation durant les congés maladie des fonctionnaires* (p. 2713).

O

Ollivier (Mathilde) :

2226 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Dysfonctionnements du téléservice de l'administration numérique des étrangers en France* (p. 2810).

P

Pellevat (Cyril) :

2628 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Problème d'égalité salariale dont sont victimes certains enseignants suite à l'entrée en vigueur des décrets nº 2022-708 du 26 avril 2022 et nº 2023-729 du 7 août 2023* (p. 2746).

3262 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Économie et finances, fiscalité.** *Vide juridique lié aux points non-permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique* (p. 2735).

3966 Industrie et énergie. **Énergie.** *Conséquences d'une réduction des niveaux de soutien aux projets solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc* (p. 2790).

Pernot (Clément) :

3742 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Revalorisation du métier de secrétaire général de mairie* (p. 2712).

Perrin (Cédric) :

3706 Industrie et énergie. **Énergie.** *Projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières* (p. 2787).

Pla (Sebastien) :

1435 Intérieur . **Budget.** *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère chargé de la sécurité du quotidien* (p. 2800).

4452 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement qui menace les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2726).

Pointereau (Rémy) :

4514 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2729).

R

Rapin (Jean-François) :

2249 Intérieur . **Police et sécurité.** *Présence des nageurs-sauveteurs CRS sur les plages des façades maritimes* (p. 2811).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

108 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Affaires étrangères et coopération.** *Déploiement du pack « nouveau départ » pour les Françaises à l'étranger victimes de violences conjugales* (p. 2747).

2479 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Inégalité de traitement rencontrée par les élèves titulaires d'une bourse accordée par l'agence pour l'enseignement français à l'étranger lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur* (p. 2757).

2488 Intérieur . **Police et sécurité.** *Possibilité pour les Français de l'étranger de porter plainte en visioconférence* (p. 2813).

2489 Santé et accès aux soins. **Sécurité sociale.** *Catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger* (p. 2847).

2495 Europe et affaires étrangères. **Questions sociales et santé.** *Contrôle triennal des adhérents bénéficiant de la catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger* (p. 2766).

2660 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Publication des procès verbaux des conseils consulaires* (p. 2766).

3898 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Avancement du registre d'état civil électronique* (p. 2772).

4354 Europe et affaires étrangères. **Éducation.** *Élaboration d'un livret de parcours inclusif pour les élèves à besoins éducatifs particuliers scolarisés dans le réseau des écoles françaises à l'étranger* (p. 2773).

Richard (Olivia) :

843 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Questions sociales et santé.** *Taux d'appels non traités par le 3919* (p. 2748).

1072 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Affaires étrangères et coopération.** *Violences faites aux françaises à l'étranger* (p. 2749).

Richer (Marie-Pierre) :

877 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Modalités de recrutement des infirmiers de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique territoriale* (p. 2706).

Rojouan (Bruno) :

3778 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Difficultés financières rencontrées par l'enseignement agricole privé* (p. 2720).

Romagny (Anne-Sophie) :

3827 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Habilitation des experts fonciers et agricoles à réaliser les futurs diagnostics modulaires des exploitations agricoles* (p. 2720).

Roux (Jean-Yves) :

1844 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Moyens dédiés à une meilleure connaissance des risques climatiques sur les territoires* (p. 2856).

Ruelle (Jean-Luc) :

2553 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés liées à l'identification du numéro de passeport* (p. 2814).

2554 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *« Mal-inscription » et non-inscription sur les listes électorales* (p. 2815).

3488 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Versement des indemnités et des remboursements aux élus des Français de l'étranger* (p. 2765).

4229 Travail et emploi. **Travail.** *Cadre juridique encadrant la protection des salariés protégés* (p. 2862).

S

Salmon (Daniel) :

4352 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Réduction budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives portés par les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2723).

Saury (Hugues) :

4176 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Impact des vols de câbles en cuivre sur les collectivités et les infrastructures publiques* (p. 2821).

4368 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Baisse des dotations au dispositif national d'accompagnement des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2723).

4449 Mémoire et anciens combattants. **Défense.** *Dispositif d'indemnisation destiné aux anciens Harkis* (p. 2835).

Sautarel (Stéphane) :

1027 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Bénéfice de la pension de réversion* (p. 2859).

3067 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Bénéfice de la pension de réversion* (p. 2860).

Savoldelli (Pascal) :

4047 Culture. **Culture.** *Sauvegarde et avenir de la mosaïque « La Flamme », oeuvre de Fernand et Nadia Leger (Alfortville, Val-de-Marne)* (p. 2737).

Schalck (Elsa) :

2342 Autonomie et handicap. **Questions sociales et santé.** *Dégradation de la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 2734).

4580 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Économie et finances, fiscalité.** *Financement de la prime Ségur pour les salariés des centres d'information sur les droits des femmes et des familles* (p. 2754).

Somon (Laurent) :

4415 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2725).

Souyris (Anne) :

3521 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Transition vers l'élevage hors-cage* (p. 2715).

V

Vallet (Mickaël) :

3250 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Conservation sur le territoire français des données d'EDF confiées à Amazon* (p. 2740).

3251 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Police et sécurité.** *Sensibilité des données d'EDF hébergées par Amazon Web Services* (p. 2741).

4236 Ruralité. **Collectivités territoriales.** *Application du dispositif « France Ruralités Revitalisation »* (p. 2837).

Varaillas (Marie-Claude) :

1417 Intérieur . **Police et sécurité.** *Préserver le volontariat des sapeurs-pompiers* (p. 2799).

1419 Logement. **Logement et urbanisme.** *Accompagner les acteurs locaux par un pilotage national en matière de lutte contre l'habitat indigne* (p. 2830).

3685 Industrie et énergie. **Énergie.** *Impact des récentes modifications de soutien au photovoltaïque sur l'économie locale et l'emploi* (p. 2786).

Vayssouze-Faure (Jean-Marc) :

3075 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Réflexions engagées pour remédier au décalage de versement des bourses aux étudiants observé au début de chaque année* (p. 2760).

Ventalon (Anne) :

3703 Action publique, fonction publique et simplification . **Sécurité sociale.** *Situation des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, notamment en matière de retraite* (p. 2712).

Verzelen (Pierre-Jean) :

2320 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Conditions d'octroi des pensions de réversion* (p. 2860).

3990 Ruralité. **Collectivités territoriales.** *Coefficient correcteur et potentiel fiscal* (p. 2836).

Vogel (Louis) :

3270 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Fonctionnaires inaptes définitivement aux fonctions de leur grade* (p. 2709).

W

Wattebled (Dany) :

1514 Logement. **Logement et urbanisme.** *Inclusion des cellules pénitentiaires dans le décompte des logements sociaux* (p. 2831).

Weber (Michaël) :

581 Travail et emploi. **Travail.** *Difficultés financières pour les associations du champ culturel ou sportif* (p. 2858).

583 Logement. **Logement et urbanisme.** *Multiplication des logements vacants dans les communes au caractère rural* (p. 2825).

INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS AYANT REÇU UNE RÉPONSE

Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre ayant répondu et le titre

A

Affaires étrangères et coopération

Bleunven (Yves) :

4245 Europe et affaires étrangères. *Application de l'article 47 du code civil par les services consulaires* (p. 2773).

Briante Guillemont (Sophie) :

2918 Europe et affaires étrangères. *Établissement des listes de notoriété dans nos postes à l'étranger* (p. 2767).

2936 Europe et affaires étrangères. *Application par l'administration de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2022 relatif à la détention de la nationalité française* (p. 2768).

3881 Europe et affaires étrangères. *Gestion et ambitions de la Maison de l'Amérique Latine à Paris* (p. 2771).

Cazebonne (Samantha) :

3002 Europe et affaires étrangères. *Financement réseau enseignement français à l'étranger* (p. 2769).

Conway-Mouret (Hélène) :

1937 Europe et affaires étrangères. *Disparités dans le calendrier de versement de l'indemnité allouée aux conseillers des Français de l'étranger dans de nombreuses circonscriptions* (p. 2764).

Devinaz (Gilbert-Luc) :

3873 Europe et affaires étrangères. *Négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie* (p. 2770).

Margaté (Marianne) :

2953 Europe et affaires étrangères. *Situation au Kenya* (p. 2768).

4438 Europe et affaires étrangères. *Situation au Kenya* (p. 2769).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

108 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Déploiement du pack « nouveau départ » pour les Françaises à l'étranger victimes de violences conjugales* (p. 2747).

2660 Europe et affaires étrangères. *Publication des procès verbaux des conseils consulaires* (p. 2766).

3898 Europe et affaires étrangères. *Avancement du registre d'état civil électronique* (p. 2772).

Richard (Olivia) :

1072 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Violences faites aux françaises à l'étranger* (p. 2749).

Ruelle (Jean-Luc) :

3488 Europe et affaires étrangères. *Versement des indemnités et des remboursements aux élus des Français de l'étranger* (p. 2765).

Agriculture et pêche

Belin (Bruno) :

3762 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Situation des établissements de l'enseignement agricole privé* (p. 2719).

4402 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pérennité du DiNA* (p. 2724).

Blatrix Contat (Florence) :

3673 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Exportation de pesticides interdits en Europe et prise en compte de l'effet cocktail des denrées importées* (p. 2717).

Bonnefoy (Nicole) :

4497 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif DINA* (p. 2727).

Briante Guillemont (Sophie) :

3735 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pratique du retrait en magasin (« click and collect ») d'animaux* (p. 2718).

Cukierman (Cécile) :

4504 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupes budgétaires intervenues sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2728).

Dumas (Catherine) :

3752 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Renforcement de la traçabilité des chiens pour lutter contre le trafic* (p. 2719).

Féret (Corinne) :

4491 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2727).

Genet (Fabien) :

4536 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Réduction budgétaire intervenue sur le dispositif DiNA* (p. 2729).

Gerbaud (Frédérique) :

4604 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Crédits dévolus aux Coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 2730).

Grosvalet (Philippe) :

4406 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2724).

Havet (Nadège) :

3617 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Équité de traitement entre les vétérinaires contractuels de l'État* (p. 2716).

Houpert (Alain) :

4460 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Devenir du dispositif DiNA-Cuma* (p. 2726).

Jacquemet (Annick) :

4441 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Dispositif DINA et coupe budgétaire* (p. 2725).

Josende (Lauriane) :

4418 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pérennité du dispositif DiNA dédié aux Cuma* (p. 2725).

Laurent (Daniel) :

4324 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Avenir du dispositif national d'accompagnement des coopératives d'utilisation du matériel agricole* (p. 2722).

Linkenheld (Audrey) :

4570 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pérennisation budgétaire du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 2730).

Margueritte (David) :

4407 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2725).

Masset (Michel) :

4334 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Accompagnement des coopératives d'utilisation du matériel agricole* (p. 2722).

Maurey (Hervé) :

4501 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Financement et pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2728).

Mérillou (Serge) :

4445 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2726).

Mouiller (Philippe) :

4310 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2722).

Pla (Sebastien) :

4452 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement qui menace les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2726).

Pointereau (Rémy) :

4514 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2729).

Rojouan (Bruno) :

3778 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Difficultés financières rencontrées par l'enseignement agricole privé* (p. 2720).

Romagny (Anne-Sophie) :

3827 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Habilitation des experts fonciers et agricoles à réaliser les futurs diagnostics modulaires des exploitations agricoles* (p. 2720).

Salmon (Daniel) :

4352 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Réduction budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives portés par les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2723).

Saury (Hugues) :

4368 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Baisse des dotations au dispositif national d'accompagnement des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2723).

Somon (Laurent) :

4415 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2725).

Souyris (Anne) :

3521 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Transition vers l'élevage hors-cage* (p. 2715).

Aménagement du territoire

Cadec (Alain) :

1678 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations en matière du trait de côte* (p. 2855).

Martin (Pauline) :

4361 Ruralité. *Critères d'éligibilité de la dotation d'équipement des territoires ruraux* (p. 2839).

Maurey (Hervé) :

939 Industrie et énergie. *Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques* (p. 2776).

2792 Industrie et énergie. *Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques* (p. 2776).

B

Budget

Burgoa (Laurent) :

1958 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Suppression de postes au sein de l'Office national des forêts* (p. 2857).

Goulet (Nathalie) :

1943 Intérieur . *Contrôle des associations en charge de l'immigration* (p. 2801).

Pla (Sebastien) :

1435 Intérieur . *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère chargé de la sécurité du quotidien* (p. 2800).

C

Collectivités territoriales

Arnaud (Jean-Michel) :

335 Action publique, fonction publique et simplification . *Décret relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie* (p. 2704).

2084 Intérieur . *Impact des loyers impayés par la gendarmerie sur les finances publiques des communes* (p. 2809).

Bellamy (Marie-Jeanne) :

662 Action publique, fonction publique et simplification . *Simplification des formulaires et procédures administratifs* (p. 2705).

Bitz (Olivier) :

1899 Intérieur . *Paiements par la gendarmerie nationale de ses loyers* (p. 2801).

Chaize (Patrick) :

2043 Intérieur . *Difficultés dans la délivrance des pièces d'identité* (p. 2808).

Havet (Nadège) :

1874 Premier ministre. *Accompagnement des élus dans la transposition de la directive « NIS 2 »* (p. 2703).

Martin (Pauline) :

4170 Action publique, fonction publique et simplification . *Meilleure accessibilité à la formation pour les élus locaux* (p. 2714).

Médevielle (Pierre) :

2115 Logement. *Prise en charge financière des procédures de péril* (p. 2833).

Noël (Sylviane) :

1254 Intérieur . *Recrudescence des cyberattaques à l'encontre des collectivités locales* (p. 2795).

Vallet (Mickaël) :

4236 Ruralité. *Application du dispositif « France Ruralités Revitalisation »* (p. 2837).

Verzelen (Pierre-Jean) :

3990 Ruralité. *Coefficient correcteur et potentiel fiscal* (p. 2836).

Culture

Basquin (Alexandre) :

4454 Culture. *Recours à l'intelligence artificielle dans le doublage français* (p. 2739).

Dossus (Thomas) :

4149 Culture. *Risques liés à la mise en application du « décret Son »* (p. 2738).

Dumas (Catherine) :

4204 Culture. *Enjeux pour la filière des luthiers et archetiers à l'approche de la CoP20 de la CITES* (p. 2739).

Hochart (Joshua) :

3664 Culture. *Le patrimoine et la préservation des églises* (p. 2736).

Savoldelli (Pascal) :

4047 Culture. *Sauvegarde et avenir de la mosaïque « La Flamme », oeuvre de Fernand et Nadia Leger (Alfortville, Val-de-Marne)* (p. 2737).

D

Défense

Bonnefoy (Nicole) :

3723 Mémoire et anciens combattants. *Attribution de la médaille militaire* (p. 2834).

Saury (Hugues) :

4449 Mémoire et anciens combattants. *Dispositif d'indemnisation destiné aux anciens Harkis* (p. 2835).

E

Économie et finances, fiscalité

Blatrix Contat (Florence) :

3674 Intérieur . *Position de la France sur le projet de directive européenne sur les associations transfrontalières européennes* (p. 2819).

Bleunven (Yves) :

3717 Logement. *Cumul du prêt à taux zéro et de MaPrimeRénov'* (p. 2833).

Brisson (Max) :

3447 Action publique, fonction publique et simplification . *Compétence de l'acheteur public pour déclarer une consultation sans suite* (p. 2711).

Canalès (Marion) :

2644 Intérieur . *Publication de l'arrêté d'exonération de la TICPE applicable au gazole et à l'essence pour les véhicules des SDIS* (p. 2816).

Chaize (Patrick) :

2723 Intelligence artificielle et numérique. *Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo* (p. 2824).

4200 Intelligence artificielle et numérique. *Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo* (p. 2824).

Chevrollier (Guillaume) :

3823 Industrie et énergie. *Calendrier de fermeture du réseau de téléphonie cuivre* (p. 2791).

Darnaud (Mathieu) :

2022 Industrie et énergie. *Opérations d'entretien des abords des lignes dans le déploiement de la fibre* (p. 2780).

Joseph (Else) :

559 Industrie et énergie. *Difficultés subies par l'industrie du secteur de l'impression* (p. 2774).

Margaté (Marianne) :

3954 Industrie et énergie. *Situation de l'industrie dans le sud de la Seine-et-Marne* (p. 2792).

Maurey (Hervé) :

2578 Industrie et énergie. *Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire* (p. 2782).

3671 Industrie et énergie. *Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique* (p. 2785).

3861 Industrie et énergie. *Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire* (p. 2783).

4801 Industrie et énergie. *Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique* (p. 2785).

Muller-Bronn (Laurence) :

3256 Industrie et énergie. *Difficulté des entreprises suite à la mise en place du dispositif européen CSRD* (p. 2784).

Pellevat (Cyril) :

3262 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Vide juridique lié aux points non-permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique* (p. 2735).

Schalck (Elsa) :

4580 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Financement de la prime Ségur pour les salariés des centres d'information sur les droits des femmes et des familles* (p. 2754).

Vallet (Mickaël) :

3250 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Conservation sur le territoire français des données d'EDF confiées à Amazon* (p. 2740).

Éducation

Bitz (Olivier) :

2333 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Préservation des postes d'enseignants en milieu rural* (p. 2744).

Bonnefoy (Nicole) :

3524 Enseignement supérieur et recherche . *Disparition progressive de la formation des psychomotriciens par l'Institut de formation en psychomotricité Sorbonne Université* (p. 2762).

Brossel (Colombe) :

3492 Enseignement supérieur et recherche . *Compensation financière dans le cas d'une absence de restauration étudiante* (p. 2761).

Darras (Jérôme) :

2892 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Conséquences de l'entrée en vigueur des décrets du 26 avril 2022 et du 7 août 2023 pour certains enseignants* (p. 2747).

Dumas (Catherine) :

2193 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens* (p. 2743).

3199 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens* (p. 2743).

Garnier (Laurence) :

3988 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Difficultés des établissements de l'enseignement agricole privé* (p. 2721).

Grosperrin (Jacques) :

2422 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Modalités de la réforme de la terminale professionnelle* (p. 2745).

Harribey (Laurence) :

2471 Enseignement supérieur et recherche . *Difficultés financières des universités* (p. 2757).

Housseau (Marie-Lise) :

2254 Enseignement supérieur et recherche . *Application de la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques* (p. 2755).

Maurey (Hervé) :

2583 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets* (p. 2746).

3856 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets* (p. 2747).

Noël (Sylviane) :

2077 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver des stages y compris en alternance* (p. 2742).

Pellevat (Cyril) :

2628 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Problème d'égalité salariale dont sont victimes certains enseignants suite à l'entrée en vigueur des décrets n° 2022-708 du 26 avril 2022 et n° 2023-729 du 7 août 2023* (p. 2746).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2479 Enseignement supérieur et recherche . *Inégalité de traitement rencontrée par les élèves titulaires d'une bourse accordée par l'agence pour l'enseignement français à l'étranger lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur* (p. 2757).

4354 Europe et affaires étrangères. *Élaboration d'un livret de parcours inclusif pour les élèves à besoins éducatifs particuliers scolarisés dans le réseau des écoles françaises à l'étranger* (p. 2773).

Vayssouze-Faure (Jean-Marc) :

3075 Enseignement supérieur et recherche . *Réflexions engagées pour remédier au décalage de versement des bourses aux étudiants observé au début de chaque année* (p. 2760).

Énergie

Bilhac (Christian) :

3913 Industrie et énergie. *Risque de réduction du soutien aux futurs projets solaires sur les moyennes toitures et les ombrières de parking* (p. 2789).

Bitz (Olivier) :

3760 Industrie et énergie. *Soutien au développement territorial de la filière photovoltaïque* (p. 2788).

Corbisez (Jean-Pierre) :

2651 Industrie et énergie. *Développement de l'énergie marémotrice* (p. 2783).

Darras (Jérôme) :

3971 Industrie et énergie. *Conséquences d'une réduction brutale du soutien aux installations photovoltaïques en toiture* (p. 2790).

Espagnac (Frédérique) :

3784 Industrie et énergie. *Incohérences du moratoire sur les projets solaires de moins de 500 kWc* (p. 2788).

Fichet (Jean-Luc) :

901 Industrie et énergie. *Urgence de permettre aux Iles du Ponant de développer les énergies renouvelables* (p. 2776).

Genet (Fabien) :

1365 Industrie et énergie. *Financement des raccordements au réseau électrique des nouveaux projets d'énergie renouvelable* (p. 2779).

Hugonet (Jean-Raymond) :

3720 Industrie et énergie. *Soutien aux installations solaires en toiture* (p. 2787).

Joseph (Else) :

582 Industrie et énergie. *Balisage circonstancié des éoliennes* (p. 2775).

Klinger (Christian) :

3713 Industrie et énergie. *Conséquences du projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières* (p. 2787).

Linkenheld (Audrey) :

1598 Industrie et énergie. *Règlementation de la production d'électricité par les installations photovoltaïques* (p. 2780).

Mandelli (Didier) :

3811 Industrie et énergie. *Soutien de l'État au développement de l'énergie solaire* (p. 2789).

de Nicolaÿ (Louis-Jean) :

3739 Industrie et énergie. *Baisse tarifaire photovoltaïque* (p. 2788).

Pellevat (Cyril) :

3966 Industrie et énergie. *Conséquences d'une réduction des niveaux de soutien aux projets solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc* (p. 2790).

Perrin (Cédric) :

3706 Industrie et énergie. *Projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières* (p. 2787).

Varaillas (Marie-Claude) :

3685 Industrie et énergie. *Impact des récentes modifications de soutien au photovoltaïque sur l'économie locale et l'emploi* (p. 2786).

Environnement

Kerrouche (Éric) :

3335 Santé et accès aux soins. *Présence d'amiante dans l'eau potable et risques sanitaires associés* (p. 2850).

Lubin (Monique) :

3334 Santé et accès aux soins. *Présence d'amiante dans l'eau potable et risques sanitaires associés* (p. 2850).

Marie (Didier) :

1322 Industrie et énergie. *Inquiétudes après la publication de l'avis de l'autorité environnementale sur l'implantation de deux « EPR2 » sur le site de Penly* (p. 2777).

Mérillou (Serge) :

442 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Impact de la prédation du grand cormoran sur les populations de poissons* (p. 2854).

Roux (Jean-Yves) :

1844 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Moyens dédiés à une meilleure connaissance des risques climatiques sur les territoires* (p. 2856).

F

Fonction publique

Cadic (Olivier) :

3894 Action publique, fonction publique et simplification . *Impossibilité pour un fonctionnaire en disponibilité de se présenter à un concours interne* (p. 2714).

Canayer (Agnès) :

3136 Action publique, fonction publique et simplification . *Moyens de paiement disponibles pour régler des prestations de service public* (p. 2708).

Dumont (Françoise) :

536 Action publique, fonction publique et simplification . *Situation des fonctionnaires en position de congé spécial au regard de la réforme des retraites* (p. 2705).

Jacquemet (Annick) :

2542 Action publique, fonction publique et simplification . *Modification du décret du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales à leur financement* (p. 2707).

Lopez (Vivette) :

3104 Action publique, fonction publique et simplification . *Participation prévoyance employeur* (p. 2708).

Pernot (Clément) :

3742 Action publique, fonction publique et simplification . *Revalorisation du métier de secrétaire général de mairie* (p. 2712).

Richer (Marie-Pierre) :

877 Action publique, fonction publique et simplification . *Modalités de recrutement des infirmiers de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique territoriale* (p. 2706).

Vogel (Louis) :

3270 Action publique, fonction publique et simplification . *Fonctionnaires inaptes définitivement aux fonctions de leur grade* (p. 2709).

L

Logement et urbanisme

Belin (Bruno) :

1709 Logement. *Problématique des logements vacants en zone rurale* (p. 2832).

3550 Logement. *Problématique des logements vacants en zone rurale* (p. 2832).

Darnaud (Mathieu) :

2029 Industrie et énergie. *Hausse des tarifs pour les résidences hébergeant des jeunes* (p. 2781).

Gontard (Guillaume) :

1201 Logement. *Encadrement législatif des logements saisonniers ou permanents dans les stations de sports d'hiver* (p. 2827).

Longeot (Jean-François) :

1376 Logement. *Infractions au code de l'urbanisme* (p. 2828).

Margaté (Marianne) :

691 Logement. *Modalité de calcul du quota de logements sociaux* (p. 2826).

4476 Logement. *Modalité de calcul du quota de logements sociaux* (p. 2827).

Varaillas (Marie-Claude) :

1419 Logement. *Accompagner les acteurs locaux par un pilotage national en matière de lutte contre l'habitat indigne* (p. 2830).

Wattebled (Dany) :

1514 Logement. *Inclusion des cellules pénitentiaires dans le décompte des logements sociaux* (p. 2831).

Weber (Michaël) :

583 Logement. *Multiplication des logements vacants dans les communes au caractère rural* (p. 2825).

P

Police et sécurité

Bazin (Arnaud) :

2403 Intérieur . *Hausse continue des trafics de fausses plaques d'immatriculation* (p. 2813).

Bilhac (Christian) :

3128 Intérieur . *Aggravation du temps d'attente nécessaire avant de passer l'examen du permis de conduire* (p. 2817).

Bonneau (François) :

2263 Intérieur . *Délai d'attente et d'obtention des titres d'identités* (p. 2812).

Drexler (Sabine) :

365 Intérieur . *Coopération policière entre la France et la Suisse* (p. 2793).

Kern (Claude) :

2002 Intérieur . *Conséquences du stationnement illicite des gens du voyage* (p. 2807).

Linkenheld (Audrey) :

2722 Intérieur . *Révision de l'âge limite d'exercice des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 2817).

Martin (Pauline) :

2163 Intérieur . *Tenue budgétaire de la gendarmerie nationale* (p. 2809).

Maurey (Hervé) :

1973 Intérieur . *Augmentation de la consommation de drogues illicites* (p. 2803).

2579 Intérieur . *Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic* (p. 2803).

2851 Intérieur . *Augmentation de la consommation de drogues illicites* (p. 2803).

3860 Intérieur . *Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic* (p. 2804).

Rapin (Jean-François) :

2249 Intérieur . *Présence des nageurs-sauveteurs CRS sur les plages des façades maritimes* (p. 2811).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2488 Intérieur . *Possibilité pour les Français de l'étranger de porter plainte en visioconférence* (p. 2813).

Ruelle (Jean-Luc) :

2553 Intérieur . *Difficultés liées à l'identification du numéro de passeport* (p. 2814).

Saury (Hugues) :

4176 Intérieur (MD). *Impact des vols de câbles en cuivre sur les collectivités et les infrastructures publiques* (p. 2821).

Vallet (Mickaël) :

3251 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Sensibilité des données d'EDF hébergées par Amazon Web Services* (p. 2741).

Varaillas (Marie-Claude) :

1417 Intérieur . *Préserver le volontariat des sapeurs-pompiers* (p. 2799).

Pouvoirs publics et Constitution

Longeot (Jean-François) :

1339 Intérieur . *Élections et établissement de procurations tardives* (p. 2798).

Maurey (Hervé) :

4307 Ruralité. *Base de répartition des sièges au sein du conseil municipal en cas de victoire d'une liste « réputée complète »* (p. 2838).

Ollivier (Mathilde) :

2226 Intérieur . *Dysfonctionnements du téléservice de l'administration numérique des étrangers en France* (p. 2810).

Ruelle (Jean-Luc) :

2554 Intérieur . *« Mal-inscription » et non-inscription sur les listes électorales* (p. 2815).

Q

Questions sociales et santé

Allizard (Pascal) :

1929 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Extension de la Prime Ségur aux salariés du secteur social et médicosocial privé* (p. 2751).

Barros (Pierre) :

1119 Autonomie et handicap. *Bilan et perspectives des politiques d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap* (p. 2731).

Basquin (Alexandre) :

3909 Santé et accès aux soins. *Présence d'amiante dans les réseaux de canalisation d'eau* (p. 2851).

Bazin (Arnaud) :

1649 Santé et accès aux soins. *Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences.* (p. 2845).

4199 Santé et accès aux soins. *Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences.* (p. 2845).

Bitz (Olivier) :

2073 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Compensation de l'extension de la prime Ségur aux salariés du secteur sanitaire, social et médico-social privé* (p. 2751).

Borchio Fontimp (Alexandra) :

1165 Intérieur . *Mise en place d'un fichier national de traçabilité des cancers des sapeurs-pompiers* (p. 2795).

Bourcier (Corinne) :

2041 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Situation des centres d'information sur les droits des femmes et des familles* (p. 2753).

Brulin (Céline) :

896 Travail, santé, solidarités et familles. *Salaires impayées des assistantes maternelles* (p. 2863).

4048 Santé et accès aux soins. *Arrêt du programme national de surveillance du mésothéliome* (p. 2853).

Cabanel (Henri) :

2276 Enseignement supérieur et recherche . *La réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques* (p. 2755).

Cambier (Guislain) :

2708 Intérieur . *Certificat médical pour les permis de conduire* (p. 2816).

Canayer (Agnès) :

3113 Santé et accès aux soins. *Prévention et dépistage des cancers gynécologiques* (p. 2843).

3116 Santé et accès aux soins. *Situation des cliniques en France* (p. 2849).

4178 Santé et accès aux soins. *Poursuite et moyens du programme national de surveillance du mésothéliome* (p. 2853).

Chaize (Patrick) :

2894 Santé et accès aux soins. *Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche* (p. 2848).

4703 Santé et accès aux soins. *Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche* (p. 2848).

Chevrollier (Guillaume) :

3497 Santé et accès aux soins. *Prise en charge des patients atteints de COVID long* (p. 2852).

Corbière Naminzo (Evelyne) :

2004 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Déploiement du Pack nouveau départ sur tout le territoire* (p. 2752).

Darras (Jérôme) :

2291 Enseignement supérieur et recherche . *Réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques* (p. 2755).

3846 Enseignement supérieur et recherche . *Fermeture progressive de l'institut de formation en psychomotricité de Sorbonne université* (p. 2763).

Goulet (Nathalie) :

2400 Santé et accès aux soins. *Dette hospitalière des non-résidents non-assurés* (p. 2846).

Harribey (Laurence) :

1131 Santé et accès aux soins. *Remboursement des examens de biologie médicale* (p. 2842).

Hochart (Joshua) :

2740 Santé et accès aux soins. *Gouvernance des hôpitaux* (p. 2847).

Jomier (Bernard) :

2900 Enseignement supérieur et recherche . *Mesures pour rétablir l'éthique et la transparence scientifique après les dérives à l'IHU de Marseille* (p. 2760).

Le Houerou (Annie) :

1133 Santé et accès aux soins. *Cancers gynécologiques* (p. 2842).

3558 Santé et accès aux soins. *Cancers gynécologiques* (p. 2843).

Martin (Pauline) :

1383 Autonomie et handicap. *Perte d'heures finançables des allocations personnalisées d'autonomie* (p. 2733).

Maurey (Hervé) :

356 Santé et accès aux soins. *Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques* (p. 2840).

1035 Santé et accès aux soins. *Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients* (p. 2841).

1616 Santé et accès aux soins. *Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante.* (p. 2844).

2786 Santé et accès aux soins. *Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques* (p. 2840).

2816 Santé et accès aux soins. *Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients* (p. 2841).

2869 Santé et accès aux soins. *Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante.* (p. 2844).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2495 Europe et affaires étrangères. *Contrôle triennal des adhérents bénéficiant de la catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger* (p. 2766).

Richard (Olivia) :

843 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Taux d'appels non traités par le 3919* (p. 2748).

Schalck (Elsa) :

2342 Autonomie et handicap. *Dégradation de la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes* (p. 2734).

R

Recherche, sciences et techniques

Bazin (Arnaud) :

2766 Enseignement supérieur et recherche . *Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale* (p. 2759).

4696 Enseignement supérieur et recherche . *Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale* (p. 2759).

Benarroche (Guy) :

3973 Enseignement supérieur et recherche . *Centre national de primatologie de Rousset* (p. 2763).

Dumas (Catherine) :

2512 Intelligence artificielle et numérique. *Résultats d'un appel d'offres sur la cybersécurité des ministères* (p. 2823).

Kanner (Patrick) :

2339 Enseignement supérieur et recherche . *Situation de l'Institut Pasteur de Lille* (p. 2756).

S

Sécurité sociale

Leroy (Henri) :

4119 Santé et accès aux soins. *Créances détenues par les structures hospitalières françaises à l'égard des patients étrangers* (p. 2846).

Mandelli (Didier) :

3348 Action publique, fonction publique et simplification . *Obligation de versement des allocations pour recherche d'emploi par les collectivités territoriales en faveur d'un agent licencié pour faute grave* (p. 2710).

Maurey (Hervé) :

1023 Travail et emploi. *Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises* (p. 2858).

2809 Travail et emploi. *Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises* (p. 2859).

Noël (Sylviane) :

3835 Action publique, fonction publique et simplification . *Conséquences de la réduction de l'indemnisation durant les congés maladie des fonctionnaires* (p. 2713).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2489 Santé et accès aux soins. *Catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger* (p. 2847).

Sautarel (Stéphane) :

1027 Travail et emploi. *Bénéfice de la pension de réversion* (p. 2859).

3067 Travail et emploi. *Bénéfice de la pension de réversion* (p. 2860).

Ventalon (Anne) :

3703 Action publique, fonction publique et simplification . *Situation des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, notamment en matière de retraite* (p. 2712).

Verzelen (Pierre-Jean) :

2320 Travail et emploi. *Conditions d'octroi des pensions de réversion* (p. 2860).

T

Transports

Grosvalet (Philippe) :

3453 Intérieur . *Règlementation et sensibilisation aux bons usages des engins de déplacement personnel motorisés* (p. 2818).

Travail

Canalès (Marion) :

3611 Travail, santé, solidarités et familles. *Impayés des assistantes maternelles antérieurs à Pajemploi+* (p. 2863).

Canayer (Agnès) :

3149 Travail, santé, solidarités et familles. *Situations des assistantes maternelles devant les impayés* (p. 2863).

Lavarde (Christine) :

3875 Travail et emploi. *Droit à l'utilisation du compte personnel de formation pour les salariés de plus de 67 ans* (p. 2861).

Ruelle (Jean-Luc) :

4229 Travail et emploi. *Cadre juridique encadrant la protection des salariés protégés* (p. 2862).

Weber (Michaël) :

581 Travail et emploi. *Difficultés financières pour les associations du champ culturel ou sportif* (p. 2858).

U

Union européenne

Monier (Marie-Pierre) :

1530 Intelligence artificielle et numérique. *Impossibilité pour les ressortissants européens de réaliser certaines démarches numériques sécurisées* (p. 2822).

Réponses des ministres

AUX QUESTIONS ÉCRITES

PREMIER MINISTRE

Accompagnement des élus dans la transposition de la directive « NIS 2 »

1874. – 17 octobre 2024. – **Mme Nadège Havet** appelle l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur la nécessaire adaptation des règles de transposition de la directive sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information dite « NIS 2 » pour les collectivités territoriales. La directive européenne du 14 décembre 2022 dite « NIS 2 » doit permettre d'élever le niveau global de cybersécurité par l'application de règles harmonisées et simplifiées. Elle prévoit ainsi de nouvelles exigences et invitent de nombreuses entités économiques et administratives à déployer et renforcer leurs moyens de cyberdéfense. Alors que la première réglementation européenne en la matière concernait seulement 300 entités qualifiées d'« opérateurs de services essentiels », la directive « NIS 2 » qui doit prochainement être transposée vise désormais les administrations publiques. En conséquence, certaines mesures nouvelles seront applicables aux collectivités suscitant de la part des élus concernés des inquiétudes légitimes. Dans son projet d'étude d'impact, l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) estime à près de 1 500 collectivités territoriales, groupements de collectivités et organismes placés sous leur tutelle, concernés au titre des entités essentielles, et près de 1 000 communautés de communes métropolitaines et d'outre-mer, au titre des entités importantes. Certains n'ayant pas encore conscience de ces nouvelles règles, une transposition rapide et in extenso du texte européen serait fortement dommageable. Alors qu'un rapport a été présenté par la commission supérieure du numérique et des postes à ce sujet au début du mois d'octobre, avec des propositions qui se veulent adaptées aux réalités locales et aux attentes des acteurs, elle demande au Gouvernement de prendre le temps d'envisager un accompagnement spécifique, technique et financier des collectivités territoriales les moins avancées sur la question de lutte contre les cyberattaques et de prévoir un délai de mise en conformité soutenable. **– Question transmise à M. le Premier ministre.**

Réponse. – L'extension de la cybercriminalité fait partie des phénomènes de fond observés par l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Cette extension se fait notamment au détriment de victimes moins bien protégées, en particulier les petites et moyennes entreprises, les collectivités territoriales et les établissements publics. En 2024, l'ANSSI a ainsi traité 218 incidents affectant les collectivités territoriales, soit une moyenne de 18 incidents par mois. Ces attaques informatiques peuvent avoir des conséquences graves à l'échelle d'une collectivité, affecter de multiples activités et de nombreux citoyens. Le Gouvernement a donc fait le choix d'exploiter les possibilités offertes par la directive NIS 2 et sa transposition en droit national en incluant une partie des collectivités territoriales dans le champ d'application du texte. Au-delà des conseils régionaux que la directive européenne intègre explicitement dans la catégorie des entités essentielles, les collectivités locales sont incluses selon une logique de proportionnalité, dès lors qu'elles présentent une sensibilité particulière. Cette sensibilité s'apprécie au regard des effets possibles d'une attaque sur la population. Pour autant, les communes de moins de 30 000 habitants demeurent en dehors du champ d'application directe et ne sont concernées que par le biais de leur rattachement à une intercommunalité. S'agissant des modalités d'entrée en vigueur de la loi, la question des mesures transitoires a été examinée par le Conseil d'État qui a conclu que la directive ne permet pas de transition. Néanmoins, l'ANSSI prévoit une mise en oeuvre progressive des différentes obligations et du régime de supervision mis en place. Un délai sera ainsi laissé aux acteurs pour se conformer à leurs nouvelles obligations. Du fait de leur nature distincte, les obligations seront mises en oeuvre à des rythmes différents. Les obligations d'enregistrement auprès de l'autorité nationale et de communication d'informations devront être mises en oeuvre au plus tard six mois après la publication des décrets d'application. L'ANSSI travaille à la mise à disposition d'une plateforme en ligne *MonEspaceNIS2* qui facilitera l'enregistrement des entités régulées et une vaste campagne de communication auprès des collectivités territoriales sera mise en oeuvre pour les informer de l'entrée en application de cette réglementation. Concernant la mise en conformité avec les objectifs de sécurité de la directive, l'ANSSI est consciente des efforts financiers, humains, techniques et organisationnels que le respect de ces objectifs nécessitera. Elle adoptera une approche progressive dans les contrôles et ne prévoit pas de procédure de sanction dans les premiers temps de l'application du nouveau régime. Pour accompagner leur mise en oeuvre, les objectifs

de sécurité seront déclinés dans un référentiel décrivant les mesures recommandées par l'ANSSI pour les atteindre. Ces mesures constitueront des moyens acceptables de mise en oeuvre. Chaque entité pourra choisir d'appliquer les mesures telles que décrites dans le référentiel et ainsi bénéficier d'une présomption de conformité, ou d'opter pour une approche qui lui est propre, en fonction de la spécificité de son système d'information et de son profil de risque. Le référentiel de mesures proposera, sans l'imposer, une logique de priorisation par bloc afin de guider et d'aider les entités régulées dans leur sécurisation. Enfin, l'ANSSI définit actuellement avec les parties prenantes la stratégie d'accompagnement des futures entités régulées. Elle se déclinera à plusieurs niveaux : une offre de services spécifiques proposée par l'administration, dont deux services sont déjà actifs (*MonEspaceNIS2 ; MonAideCyber*), la mise en place de relais dans les territoires, un appui en termes d'expertise aux programmes d'aide cyber portés par l'écosystème.

ACTION PUBLIQUE, FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATION

Décret relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie

335. – 3 octobre 2024. – **M. Jean-Michel Arnaud** attire l'attention de **M. le ministre de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique** sur les mesures prévues par le décret n° 2024-826 du 16 juillet 2024 relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie. Ce décret a introduit des dispositions visant à revaloriser la fonction de secrétaire général de mairie en facilitant l'accès aux catégories A et B d'ici 2028 pour les fonctionnaires titulaires sur le grade d'adjoint administratif territorial principal exerçant depuis au moins 4 ans de services publics effectifs dans les fonctions de secrétaire général de mairie d'une commune de moins de 2 000 habitants. Cependant, les agents de catégorie C1 sont exclus des voies de promotion dérogatoires, contrairement aux agents des échelles C2 et C3. En conséquence, une majorité de secrétaires généraux de mairie ne sont pas éligibles au dispositif, ce qui semble en contradiction avec l'esprit du texte de loi originel qui vise à revaloriser toute la profession. De plus, plusieurs problèmes d'application ont été identifiés, notamment pour les agents à temps non complet ou ceux mis à disposition par des EPCI au profit de communes de moins de 2 000 habitants. Il en de même pour les situations dans lesquelles plusieurs secrétaires généraux de mairie exercent dans la même collectivité. Pour l'ensemble de ces cas d'espèce, les règles directrices de l'administration n'ont pas été précisées entraînant de facto des divergences d'interprétations normatives en fonction des centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale. C'est pourquoi, il interroge le Gouvernement sur sa position quant à l'éligibilité des agents de catégorie C1, des agents à temps non complet et des agents mis à disposition, aux mesures de promotion interne prévues par la loi du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie. Il lui demande également de préciser l'application du décret du 16 juillet 2024 afin d'en assurer une application identique sur l'ensemble du territoire.

Réponse. – La loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie a entendu favoriser la promotion interne des agents de catégorie C exerçant ou souhaitant exercer les fonctions de secrétaire général de mairie. Le législateur a créé un « plan de requalification » valable jusqu'au 31 décembre 2027, qui permet aux agent de catégorie C relevant des grades d'avancement et exerçant les fonctions de secrétaire général de mairie d'être promus en catégorie B, sans qu'une proportion de postes ouverts à la promotion soit préalablement déterminée. Aux termes du statut particulier des adjoints administratifs territoriaux, les fonctions de secrétaire de mairie sont réservées aux seuls agents relevant des grades d'avancement, à savoir les grades C2 et C3, à l'exclusion donc des adjoints administratifs territoriaux du premier grade (C1). Inclure les agents relevant du grade C1 dans le décret n° 2024-826 du 16 juillet 2024 relatif au recrutement, à la formation et à la promotion interne des secrétaires généraux de mairie aurait été contraire à la lettre de la loi du 30 décembre 2023 qui, en son article 2, réserve expressément le bénéfice du plan de requalification aux seuls « fonctionnaires de catégorie C relevant des grades d'avancement ». Toutefois, ce décret a permis la prise en compte de l'exercice des fonctions de secrétaire de mairie en catégorie C1 pour le calcul de l'ancienneté requise au titre du plan de requalification dès lors qu'ils ont promus en C2. Le décret prévoit par ailleurs de ne pas proratiser la durée d'exercice des fonctions pour les agents à temps non complet pour déterminer les quatre années de services effectifs exigées. Ce dispositif inédit qui déroge au droit commun pour les agents à temps non complet est de nature à favoriser l'application de ce plan de requalification aux agents de catégorie C. Concernant les possibilités d'emploi de plusieurs secrétaires généraux de mairie au sein d'une même commune, le législateur a souhaité consacrer l'unicité de la fonction de secrétaire général de mairie. La fonction de secrétaire général de mairie ne peut donc être exercée conjointement et à plein temps par plusieurs agents. Il n'est toutefois pas interdit que plusieurs secrétaires généraux de mairie recrutés à

temps non complet exercent alternativement la fonction dans la limite d'un temps plein. S'agissant des agents mis à disposition (par un EPCI, un syndicat de commune ayant pour objet le recrutement d'agents des communes membres, par une commune ou par un centre départemental de gestion dans le cadre d'un service de remplacement), ils sont réputés occuper leur emploi d'origine. Aussi, les agents recrutés comme secrétaire généraux de mairie mis à disposition d'une ou plusieurs communes peuvent bénéficier des dispositions du plan de requalification. Une instruction interministérielle du 18 octobre 2024 adressée aux préfets détaille les mesures de la réforme à destination des communes de moins de 3500 habitants et des centres départementaux de gestions pour les aider dans la mise en oeuvre. À cette occasion, il est notamment rappelé aux communes concernées l'interdiction statutaire de recruter des agents en C1 sur les postes de secrétaire de mairie. Par ailleurs, les maires y sont invités à promouvoir lorsque c'est possible, les agents concernés de C1 en C2 pour que ceux-ci puissent notamment bénéficier du plan de requalification, leurs années de services en C1 pouvant être prises en compte. L'instruction prend donc en considération la situation des secrétaires de mairie actuellement en C1. Ce sont donc aux employeurs de se saisir de ce dispositif, avec l'aide des centres de gestion, pour les promouvoir avant le 31 décembre 2027.

Situation des fonctionnaires en position de congé spécial au regard de la réforme des retraites

536. – 3 octobre 2024. – **Mme Françoise Dumont** attire l'attention de **M. le ministre de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique** sur la situation des fonctionnaires en position de congé spécial au regard de la réforme des retraites. Le projet de loi n'a pas abordé le cas particulier des fonctionnaires partis en congé de fin de carrière, à l'approche de leur retraite. Ce congé peut être pris par les fonctionnaires, pour un maximum de 5 années. Or, pour ceux qui seraient partis à l'âge de 57 ans (soit 5 ans avant leurs 62 ans), le report de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans risque de créer une incertitude. Elle lui demande donc de bien vouloir lui préciser les mesures envisagées pour répondre aux situations particulières des fonctionnaires actuellement en position de congé spécial, au regard de la réforme des retraites.

Réponse. – Aux termes des articles L. 544-10 et suivants du code général de la fonction publique (CGFP) et de l'article 6 du décret n° 88-614 du 6 mai 1988 pris en application, les fonctionnaires à moins de cinq ans de leur âge d'ouverture du droit à pension, qui comptent au moins vingt ans de services civils et militaires valables pour le calcul de leurs droits à pension et qui occupent un emploi fonctionnel depuis deux ans au moins peuvent être mis en congé spécial pour une durée maximale de cinq ans. Ce congé est accordé de droit dans les mêmes conditions au fonctionnaire déchargé de ses fonctions par l'autorité territoriale, sans toutefois que puisse lui être opposée la condition d'une occupation de son emploi depuis deux ans au moins. À l'expiration du congé spécial, le fonctionnaire est mis d'office en retraite (article L. 544-16 CGFP). Compte tenu du relèvement progressif de l'âge d'ouverture du droit à la retraite depuis le 1er septembre 2023, consécutif au vote de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, certains fonctionnaires qui bénéficient d'un congé spécial peuvent arriver au terme de la durée maximale de cinq ans sans avoir atteint l'âge d'ouverture du droit à pension. Si d'un point de vue juridique, ils doivent être à cette date à la retraite à l'issue du congé spécial, ils peuvent se trouver dans une situation où ils ne bénéficient pas des trimestres nécessaires. La loi du 14 avril 2023 n'a pas prévu de disposition pour régler les situations individuelles décrites. En outre, cette disposition aurait été considérée comme un cavalier législatif dans une loi de financement de la sécurité sociale. Il est toutefois pris bonne note des cas signalés et il pourra en être tenu compte lors de prochaines évolutions des dispositions en vigueur.

Simplification des formulaires et procédures administratifs

662. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie-Jeanne Bellamy** attire l'attention de **M. le Premier ministre** la nécessaire simplification des formulaires et procédures administratifs. Le 4 avril 2024, M. Gabriel ATTAL, alors Premier ministre, a réaffirmé devant le Sénat sa volonté de « simplifier » et de « réduire le stock de normes », tout en regrettant un droit « devenu obèse ». Une consultation menée par Mme la Sénatrice auprès des élus de la Vienne a mis en exergue les difficultés administratives auxquelles ces derniers sont confrontés au quotidien. Des difficultés qui ne sont pas forcément liées à la publication de nouvelles lois, mais à la complexité des formulaires CERFA et des dossiers d'appels à projets ou de demandes de subventions, dispositions qui relèvent du pouvoir règlementaire. Des démarches administratives inextricables qui allongent les délais et bien souvent le coût des projets. Afin que l'administration puisse se rendre compte des réalités de nos territoires, il pourrait être intéressant de rendre obligatoire la réalisation d'un stage dans une petite commune et/ou dans une petite ou moyenne entreprise. Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification de la vie économique, elle a, en effet, pu

constater la difficulté à expliquer à l'administration la réalité du terrain sur des dispositions proposées sans aucune concertation avec les acteurs concernés. Aussi, elle demande au Gouvernement les mesures qu'il compte mettre en oeuvre pour adapter les procédures aux réalités des territoires et les rendre accessibles et intelligibles à l'ensemble de nos concitoyen **– Question transmise à M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification .**

Réponse. – Le Gouvernement partage pleinement l'objectif de simplification administrative au profit des particuliers et des entreprises. Poursuivant le travail débuté avec le projet de loi visant à simplifier la vie économique actuellement en cours d'examen à l'Assemblée nationale, le Gouvernement entend bien simplifier la vie administrative des Français en adaptant et simplifiant les normes et les démarches administratives. En premier lieu, un effort de maîtrise des normes est nécessaire. Ainsi, en prenant exemple sur les succès affichés par certains de nos voisins européens, une évaluation *ex ante* des normes a été proposée dans le cadre du projet de loi sur la simplification de la vie économique par l'instauration d'un "test TPE/PME". Ainsi, l'impact des normes pourrait être évalué en amont de leur adoption pour les adapter aux besoins et aux capacités petites et moyennes entreprises ainsi que des auto-entrepreneurs. En fonction de la suite de l'examen du texte et des discussions parlementaires, les modalités effectives de ce test devront être définies ultérieurement. En deuxième lieu, une simplification des démarches administratives est nécessaire afin d'alléger les charges administratives des entreprises et faciliter les échanges avec les administrations publiques. A ce stade de l'examen du projet de loi de simplification de la vie économique, une vingtaine de formalités obsolètes ou désuètes ont été supprimées. Par ailleurs, une démarche permanente de simplification est mise en oeuvre par l'ensemble des ministères et l'avancement des feuilles de route ministérielles de simplification est suivi annuellement dans le cadre d'un comité interministériel de la transformation publique. Cette démarche de simplification s'appuie en particulier sur une réingénierie des processus administratifs visant à supprimer les étapes de traitement sans plus-value démontrée, à automatiser et numériser les traitements qui peuvent l'être, à réduire la longueur et le nombre des formulaires à remplir par les usagers. En complément, la pleine opérationnalisation du principe « Dites-le nous une fois », porté par la loi du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance, sera poursuivie en améliorant l'échange d'informations entre les administrations publiques et l'interopérabilité des plateformes, dans le respect des règles de confidentialité des données personnelles et professionnelles. Par ailleurs, le dispositif "France Simplification" permet de faire remonter, via les préfets, des blocages administratifs constatés sur le terrain. Si son pouvoir de dérogation ne permet pas de lever le blocage, le préfet peut solliciter France Simplification et mobiliser ainsi, les ministères concernés, la DITP, et le cas échéant, un arbitrage mensuel du cabinet du Premier ministre.

Modalités de recrutement des infirmiers de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique territoriale

877. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie-Pierre Richer** attire l'attention de **M. le ministre de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique** sur les modalités de recrutement des infirmiers et infirmières, selon qu'ils appartiennent à la fonction publique hospitalière ou à la fonction publique territoriale. Pour intégrer la fonction publique hospitalière, il leur suffit de passer un concours sur titres tandis que pour intégrer la fonction publique territoriale, le concours sur titres est assorti d'épreuves. Or, beaucoup d'entre eux y renoncent souvent par crainte d'affronter ces épreuves et restent ainsi sous le statut de contractuels, ce qui nuit à la stabilité du personnel des établissements qui les recrutent et les pénalise personnellement, notamment auprès des organismes de crédit qui, de ce fait, se refusent à leur accorder des prêts pour l'acquisition de leur logement. En outre, cette situation crée une inégalité de traitement entre professionnels de santé qui exercent les mêmes missions. Aussi elle lui demande s'il ne convient pas d'envisager d'unifier le mode de recrutement des infirmiers qui souhaitent intégrer la fonction publique, qu'elle soit territoriale ou hospitalière, à savoir un concours fondé sur les seuls titres des candidats et leurs états de services sans épreuves complémentaires.

Réponse. – L'article L. 325-9 du code général de la fonction publique (CGFP) prévoit que les concours d'accès à la fonction publique peuvent être organisés soit sur épreuves, soit au moyen d'une sélection opérée par le jury au vu des titres des candidats ou de leurs titres et travaux, cette sélection pouvant être complétée d'épreuves. Le maintien d'un concours, y compris pour les cadres d'emplois pour lesquels l'exercice des missions nécessite la détention d'un diplôme ou titre spécifique, permet à la fois de garantir l'égalité d'accès de tous les candidats aux emplois publics et d'opérer une sélection entre les candidats titulaires de titres ou diplômes identiques. L'article L. 325-28 du même code précise par ailleurs que les concours sur titres de la fonction publique territoriale comportent obligatoirement un entretien oral avec le jury. Au regard des difficultés de recrutement au sein des filières sociale, médico-sociale et

médico-technique auxquelles étaient confrontées certaines collectivités territoriales, l'article 67 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a ouvert la sélection dans ces filières au vu soit des titres, soit des titres et travaux des candidats et prévu une unique épreuve obligatoire, un entretien oral avec le jury et, le cas échéant, des épreuves complémentaires. Ces dispositions ont été généralisées à l'ensemble des filières de la fonction publique territoriale par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Les dispositions du décret n° 2012-1415 du 18 décembre 2012 fixant les modalités d'organisation du concours pour le recrutement des infirmiers territoriaux en soins généraux prévoient une unique épreuve d'entretien oral qui vise à permettre au jury d'apprécier la capacité du candidat « à s'intégrer dans l'environnement professionnel et territorial au sein duquel il est appelé à travailler, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois ». Le ministre de l'Action publique, de la Fonction publique et de la Simplification et le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation poursuivent un double objectif de simplification des procédures de gestion des ressources humaines et de renforcement de l'attractivité de la fonction publique territoriale. Dans ce cadre, une réflexion est en cours afin de rendre homogènes au sein des trois versants de la fonction publique les conditions d'accès des fonctionnaires sur des métiers similaires, en supprimant l'obligation légale d'organiser une épreuve orale pour les concours sur titre.

Modification du décret du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales à leur financement

2542. – 5 décembre 2024. – **Mme Annick Jacquemet** attire l'attention de **M. le ministre de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique** sur le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement. L'accord collectif national portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023 impose au 1er janvier 2025 le contrat collectif à adhésion obligatoire en prévoyance avec une participation employeur obligatoire d'un montant plancher fixé à 50 % de la cotisation (deux garanties couvertes incapacité et invalidité). À ce jour, cet accord n'ayant pas été transposé de manière législative, c'est le décret du 20 avril 2022 qui va s'appliquer au 1er janvier 2025. Celui-ci prévoit une participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, à compter du 1er janvier 2025, de 7 euros minimum par mois (20 % d'un montant de référence fixé à 35 euros) pour couvrir les 2 garanties incapacité et invalidité avec une prise en charge minimale de 90 % du traitement indiciaire brut (TIB) + 40 % indemnités en incapacité et 90 % du TIB en invalidité. Or, il apparaît un décalage majeur entre la faible participation employeur (inférieure à celle qui était constatée pour les collectivités qui l'avaient déjà mise en place) et les garanties couvertes. La non-transcription de l'accord, que l'ensemble du marché attendait, contraint les opérateurs à repenser dans l'urgence des offres individuelles labellisées conformes au nouveau décret. Au 1er janvier 2025, les contrats précédemment labellisés vont tomber, peu d'acteurs mutualistes ont la capacité de proposer un contrat compatible avec le décret de 2022. Quand c'est le cas, il est en moyenne deux fois plus onéreux que les contrats habituellement souscrits, sans que la participation des collectivités augmente. Il y a donc un risque important et fortement préjudiciable à la réforme en cours de démutualisation des agents territoriaux qui bénéficiaient déjà d'une couverture en prévoyance. C'est la raison pour laquelle elle souhaite savoir si, afin de permettre au marché de fonctionner de manière optimale dans l'attente de la transposition législative de l'accord du 11 juillet 2023, et dans l'intérêt des agents, le Gouvernement envisage de modifier le décret avant le 1er janvier 2025. Une disposition pourrait être ajoutée afin d'autoriser les contrats individuels labellisés antérieurement au 1er janvier 2025 selon les conditions définies par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 à bénéficier de la participation employeur jusqu'à l'expiration de la validité de leur label.

Réponse. – Depuis le 1er janvier 2025, les contrats/règlements garantissant les risques visés à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique (ci-après « prévoyance ») doivent couvrir *a minima* les risques « incapacité temporaire de travail et invalidité » définies par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire. Sur ce fondement, les employeurs territoriaux doivent participer a minima à hauteur de 20 % du montant de référence de 35 euro, soit 7 euros. Des évolutions juridiques, économiques et sociales sont intervenues depuis la publication de ce décret, et modifient l'équilibre économique entre le niveau des garanties minimales en prévoyance et le montant de participation obligatoire des collectivités territoriales. Une proposition de loi visant à réformer la couverture prévoyance des agens publics territoriaux a été déposée au Sénat par la sénatrice Isabelle Florennes pour transposer l'accord collectif national portant réforme de la protection sociale des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023. Cette proposition de loi prévoit de renforcer la participation des employeurs

territoriaux à hauteur de 50% de la cotisation ou de la prime individuelle. Par ailleurs, le Gouvernement rappelle que les employeurs territoriaux peuvent se saisir de cette question au niveau local dans le cadre de la négociation collective avec les organisations syndicales représentatives et, le cas échant, conclure un accord collectif prévoyant une meilleure prise en charge de la couverture des agents au titre de la prévoyance. Ces négociations locales constituent un levier d'action efficace. En effet, selon les données du rapport social unique, en 2022, soit antérieurement à l'obligation qui leur a été faite, 18 600 collectivités participaient à la prévoyace de leurs agents pour un montant annuel de 17 euros par mois. L'approbation de la proposition de loi permettra donc le moment venu de répondre à l'attente des employeurs territoriaux et des syndicats signataires de l'accord de 2023 et ainsi assurer une meilleure protection sociale complémentaires pour les agents territoriaux.

Participation prévoyance employeur

3104. – 6 février 2025. – **Mme Vivette Lopez** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** sur la mise en oeuvre récente de la réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) au sein de la fonction publique territoriale, et plus particulièrement sur l'impact de la labellisation des contrats de prévoyance. Depuis le 1er janvier 2025, les employeurs publics sont tenus de participer obligatoirement à la prévoyance des agents. Cependant, cette participation est conditionnée par la labellisation du contrat conclu entre l'agent et sa mutuelle. Or, plusieurs représentants du personnel dans différentes collectivités locales ont signalé que cette condition de labellisation entraîne, pour une grande majorité des agents, l'obligation de souscrire à une garantie supplémentaire concernant le risque d'invalidité. Cette nouvelle obligation a pour effet d'augmenter considérablement le montant des cotisations, bien au-delà de la participation financière de l'employeur. Elle lui demande ainsi les solutions envisagées afin de remédier à cette situation et s'assurer que cette réforme ne porte pas atteinte au pouvoir d'achat des agents publics.

Réponse. – Depuis le 1er janvier 2025, les contrats/règlements garantissant les risques visés à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique (ci-après « prévoyance ») doivent couvrir *a minima* les risques « incapacité temporaire de travail » et « invalidité » dans les conditions définies par le décret no 2022-581 du 20 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire. Sur ce fondement, les employeurs territoriaux doivent participer *a minima* à hauteur de 20% du montant de référence de 35 euros, soit 7 euros. Des évolutions juridiques, économiques et sociales sont intervenues depuis la publication de ce décret, et modifient l'équilibre économique entre le niveau des garanties minimales en prévoyance et le montant de participation obligatoire des collectivités territoriales. Une proposition de loi visant à réformer la couverture prévoyance des agents publics territoriaux a été déposée au Sénat par la sénatrice Isabelle Florennes pour transposer l'accord collectif national portant réforme de la protection sociale des agents publics territoriaux du 11 juillet 2023. Cette proposition de loi prévoit de renforcer la participation des employeurs territoriaux à hauteur de 50 % de la cotisation ou de la prime individuelle. Par ailleurs, le Gouvernement rappelle que les employeurs territoriaux peuvent se saisir de cette question au niveau local dans le cadre de la négociation collective avec les organisations syndicales représentatives et, le cas échant, conclure un accord collectif prévoyant une meilleure prise en charge de la couverture des agents au titre de la prévoyance. Ces négociations locales constituent un levier d'action efficace. En effet, selon les données du rapport social unique, en 2022, soit antérieurement à l'obligation qui leur été faite, 18 600 collectivités participaient à la prévoyance de leurs agents pour un montant annuel de 17 euros par mois.

Moyens de paiement disponibles pour régler des prestations de service public

3136. – 6 février 2025. – **Mme Agnès Canayer** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** concernant les moyens de paiement disponibles pour régler des prestations de service public. La dématérialisation des services publics est un gisement de performance et d'économies. Aussi, de très nombreux services sont aujourd'hui accessibles en ligne. Le maintien d'un guichet physique reste toutefois essentiel pour faire face à la fracture numérique et aider ceux peu à l'aise avec cet outil dans leurs démarches en ligne. Certaines prestations du service public exigent une participation de l'usager. Ce dernier peut utiliser plusieurs moyens de paiement tel que le timbre fiscal, l'espèce ou la carte bancaire. Or, le règlement des honoraires nécessaires pour la carte grise gérée par l'agence nationale des titres sécurisée (ANTS) se limite à la seule carte bancaire. De très nombreux Français ne disposent pas de carte bancaire, pour des raisons qui leur appartiennent. Ils ne peuvent pas se voir priver d'accès des services publics en raison de l'absence de ce type particulier de moyen de paiement. Aussi, elle souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant à l'ouverture du règlement des prestations de service public à plusieurs types de moyens de paiement, dont au moins un alternatif à la carte bancaire.

Réponse. – La direction générale des finances publiques (DGFIP) dispose d'une offre élargie de solutions de paiement pour le recouvrement des recettes publiques : prélèvement (récurrent et unique), virement, carte bancaire, chèque, espèce. Dans une logique de maîtrise des coûts de gestion, de sécurité des encaissements et de simplification des paiements pour les usagers, la DGFIP s'est engagée ces dernières années dans une démarche de modernisation des moyens de paiement ; cette stratégie vise à orienter prioritairement les usagers vers le paiement en ligne pour le règlement de leurs factures et des prestations de services publics tout en conservant, pour ceux qui restent éloignés du numérique, un dispositif de paiement de proximité (paiement aux guichets), confié à la Française des jeux, en partenariat avec le réseau des buralistes, à la suite d'une procédure de marché public. En parallèle, la DGFiP conduit des travaux visant à enrichir l'offre de paiement en ligne à destination des usagers en y adossant de nouveaux moyens de paiement tel que le virement référencé (ou simplifié), à partir de 2026, ou l'offre de paiement européenne « *wero* », solution souveraine qui permettra à terme de s'affranchir des réseaux internationaux de paiement par carte bancaire. L'objectif de la DGFIP est d'encourager l'ensemble des entités publiques (services de l'État, des établissements publics, et des collectivités territoriales) à proposer ces nouveaux moyens de paiement pour élargir leur offre de paiement à destination de leurs usagers. Le paiement au comptant des droits en vue d'obtenir un certificat d'immatriculation s'inscrit dans le cadre d'un parcours intégré en ligne de demande d'immatriculation d'un véhicule. Le virement référencé, dispositif très simple d'usage qui permet d'établir un virement direct à partir d'un compte bancaire, ne nécessite pas la détention d'une carte bancaire et pourrait permettre à brève échéance aux usagers ne disposant pas de carte bancaire de payer les droits en vue de l'obtention du certificat d'immatriculation.

Fonctionnaires inaptes définitivement aux fonctions de leur grade

3270. – 13 février 2025. – **M. Louis Vogel** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** sur les difficultés rencontrées quant à l'application du dispositif statutaire de reclassement des fonctionnaires définitivement inaptes aux fonctions de leur grade, notamment lorsque ces derniers bénéficient de la période préparatoire au reclassement (PPR). En effet, cette période s'assimile plus à une formation de réadaptation à l'emploi qu'à un congé maladie, mais elle est intégralement rémunérée, à l'exception de certaines primes ou indemnités, ce qui constitue un coût pour l'employeur public. En effet, les fonctionnaires déclarés définitivement inaptes aux fonctions de leur grade, à la suite d'un avis du conseil médical, peuvent suivre une PPR en application des dispositions du décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions. La collectivité prend alors en charge le coût total de la période comprenant le remplacement de l'agent, le traitement de celui-ci (y compris s'il est absent pour raison de santé pendant cette période) et de la formation professionnelle en vue de sa reconversion. Considérant le décret précité, certains agents pourraient rentrer dans ce dispositif en ayant épuisé tous leurs droits à congé pour raison de santé. Dans une telle situation, ils ne devraient plus théoriquement avoir droit à une rémunération statutaire pendant la PPR, quand bien même ils seraient considérés en position d'activité. Le texte ne précise pas s'ils peuvent bénéficier d'un revenu de substitution comme c'est le cas, par exemple, pour les fonctionnaires placés en disponibilité d'office pour raison de santé. La problématique réside dans le fait que les textes n'interdisent pas qu'un agent en cours de droit à congé maladie puisse initier cette période préparatoire sans avoir consommé la totalité de ses droits à congés, ce qui, par conséquent, rend le calcul de la rémunération par la collectivité pendant la PPR confus. Les retours d'expériences témoignent d'une instabilité juridique pour les centres de gestion ainsi que pour les collectivités territoriales. Il souhaiterait donc obtenir des explications quant à l'application du décret n° 85-1054, notamment sur l'application de congé maladie en position d'activité, sur les conditions de reprise d'activité et les arrêts prolongés pendant une PPR, période dans laquelle l'agent est déclaré définitivement inapte aux fonctions de son grade. Il souhaite également souligner, à cet effet, l'arrêt du Conseil d'État (Conseil d'État, 23 février 2009, 308923, Conseil d'État, 24 février 2006, 266462) qui précise qu'un congé maladie « ne peut être octroyé que lorsque l'agent est susceptible d'être reconnu apte à la reprise d'un emploi ».

Réponse. – Le fonctionnaire territorial en activité bénéficie des congés de maladie prévus aux articles L. 822-1 à L. 822-17 du code général de la fonction publique (CGFP). Il bénéficie à ce titre d'un congé de maladie ordinaire (CMO) d'un an maximum pour les pathologies les plus courantes, indemnisé à hauteur de 90 % du traitement pendant trois mois, hors jour de carence, et de neuf mois à demi-traitement ; d'un congé de longue maladie (CLM) en cas d'une affection grave et invalidante nécessitant un traitement et des soins prolongés, de trois ans maximum, indemnisé à plein traitement pendant un an et deux ans à demi-traitement. Le droit à CLM se renouvelle dès lors que le fonctionnaire a repris ses fonctions pendant au moins un an ; d'un congé de longue

durée (CLD) de cinq ans maximum si le fonctionnaire est atteint d'une des maladies graves listées au niveau législatif et qu'il est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Ce congé est indemnisé à hauteur de trois ans à plein traitement et de deux ans à demi-traitement. Le droit à CLD n'est pas reconstituable. Hors imputabilité au service, au terme de ses droits à congés pour raison de santé, le fonctionnaire inapte provisoirement à reprendre le travail peut être placé en disponibilité pour raison de santé (DRS) et, s'il est atteint d'une invalidité réduisant au moins des deux tiers sa capacité de travail, il peut percevoir une allocation d'invalidité temporaire (AIT). Le montant de cette allocation correspond, selon le degré d'invalidité, de 30 à 50 % de son traitement et de ses primes, dans la limite de 50 % du plafond de la sécurité sociale, éventuellement majoré de 40 % pour assistance d'une tierce personne. En cas d'inaptitude définitive, le fonctionnaire est placé en retraite pour invalidité et perçoit une pension de retraite. Le fonctionnaire territorial en congé de maladie peut également se voir proposer une période de préparation au reclassement (PPR) en application de l'article L. 826-2 du CGFP. Le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions prévoit, à son article 2, que lorsque l'état de santé d'un fonctionnaire territorial « sans lui interdire d'exercer toute activité, ne lui permet pas de remplir les fonctions correspondant aux emplois de son grade », son employeur, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) ou le président du centre de gestion (CDG), lui propose une PPR après avis du conseil médical. Ce même article précise que lorsque l'agent bénéficie de congés pour raison de santé, la période de préparation au reclassement débute à compter de la reprise des fonctions de cet agent. Par conséquent, un agent ne peut demander le renouvellement d'un congé de maladie et entamer, au même moment une PPR. L'article 2 précité précise également que si l'agent bénéficie d'un congé de maladie alors qu'il a entamé une PPR, le terme de cette PPR est reporté de la durée de ce congé. La circonstance que la PPR débute alors que l'agent dispose encore de droits théoriques à congé de maladie ou alors qu'il les a épuisés est sans incidence sur sa rémunération. L'article 2-1 du décret du 30 septembre 1985 indique que pendant sa PPR, l'agent reste en position d'activité dans son corps ou cadre d'emploi d'origine et qu'il perçoit le traitement correspondant ainsi que l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et, éventuellement, le complément de traitement indiciaire pour les agents territoriaux travaillant, notamment, dans des établissements sociaux ou médico-sociaux tel que le prévoit le décret n° 2020-1152 du 19 septembre 2020 relatif au versement d'un complément de traitement indiciaire à certains agents publics. Cette rémunération est versée par la collectivité employeur. Il n'existe donc pas de revenu de substitution, c'est-à-dire de prise en charge de la rémunération de l'agent par des indemnités versées par le régime général.

Obligation de versement des allocations pour recherche d'emploi par les collectivités territoriales en faveur d'un agent licencié pour faute grave

3348. – 20 février 2025. – **M. Didier Mandelli** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur l'obligation faite aux collectivités territoriales de verser l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) aux agents licenciés pour faute grave, et ayant fait l'objet d'une condamnation pénale. La réglementation relative au chômage prévoit que toutes les personnes involontairement privées d'emploi peuvent prétendre aux allocations chômage. Ainsi, en vertu de l'article L. 5424-1 du code du travail, les fonctionnaires territoriaux et les agents non titulaires des collectivités territoriales sont indemnisés au titre du chômage dans les mêmes conditions que les salariés du secteur privé, c'est à dire « lorsque leur privation d'emploi est involontaire ou assimilée à une privation involontaire ou en cas de cessation d'un commun accord de leur relation de travail avec leur employeur, et lorsqu'ils satisfont à des conditions d'âge et d'activité antérieure, dans les conditions prévues aux articles L. 5422-2 et L. 5422-3 » Les cas de privation involontaire d'emploi sont précisés à l'article 2 du règlement général annexé à la convention relative à l'indemnisation du chômage ainsi qu'aux articles 2 et 3 du décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public. Sont ainsi notamment considérés comme ayant été involontairement privés d'emploi « les agents publics radiés d'office des cadres ou des contrôles et les personnels de droit public ou de droit privé licenciés pour tout motif (…) ». Le caractère volontaire ou involontaire du chômage est ainsi déterminé en fonction de l'auteur de la rupture du contrat de travail, sans qu'importe le motif du licenciement. De sorte que la commune victime des agissements d'un agent, condamné pénalement, devra lui verser l'ARE, sans autre recours que de chercher à engager la responsabilité extracontractuelle de l'agent fautif devant le juge judiciaire ou pénal. Une situation, aux conséquences financières non négligeables, vécue comme une injustice par de nombreuses collectivités. Aussi, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur cette question particulière. **– Question transmise à M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification .**

Réponse. – Les dispositions du I de l'article L. 5422-1 du code du travail prévoient qu'ont droit à l'allocation d'assurance les travailleurs aptes au travail et recherchant un emploi qui satisfont à des conditions d'âge et d'activité antérieure et dont notamment la privation d'emploi est involontaire ou assimilée à une privation involontaire. En application de l'article 2 du décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public, sont considérés comme ayant été involontairement privés d'emploi les agents publics licenciés pour tout motif, à l'exclusion des personnels licenciés pour abandon de poste. Dans ces conditions, un agent territorial licencié pour faute grave et condamné pénalement est considéré comme ayant perdu involontairement son emploi au sens du code du travail, l'employeur étant à l'initiative de la rupture. Par conséquent, il peut percevoir l'allocation d'aide au retour à l'emploi, sous réserve de remplir les autres conditions prévues à l'article L. 5422-1 de ce code. En application des articles R. 5424-2 et 5424-3 du code du travail, l'employeur qui aura la charge de supporter le versement de cette indemnisation sera déterminé en fonction des durées d'emploi de l'agent auprès de ses différents employeurs publics et privés. L'employeur qui aura employé l'agent pendant la plus longue période supporte la charge du versement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi. En cas d'égalité de durées d'emploi, cette allocation sera supportée par le dernier employeur. Enfin, conformément à l'article L. 5424-2 du code du travail, les collectivités territoriales et leurs établissements publics assument, selon le système de l'auto-assurance, la charge financière de l'allocation chômage de leurs anciens fonctionnaires. Mais ils peuvent choisir d'adhérer, pour leurs anciens agents non titulaires, de manière révocable et sous la forme d'un contrat d'une durée de six ans renouvelable par tacite reconduction, au régime d'assurance chômage géré par l'Unédic. Dans l'hypothèse d'une telle adhésion, l'employeur public verse à l'URSSAF des contributions destinées à la couverture des dépenses relatives au financement de l'assurance-chômage dont il est redevable au titre des rémunérations qu'il verse. S'il n'est pas envisagé à ce stade de modifier le régime assurantiel d'indemnisation des agents publics dont la privation d'emploi est involontaire, une réflexion au niveau du Gouvernement et des associations représentatives d'élus pourrait néanmoins être engagée prochainement pour questionner la pertinence des disposition en vigueur.

Compétence de l'acheteur public pour déclarer une consultation sans suite

3447. – 27 février 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** à propos des modalités de la déclaration sans suite d'une consultation engagée pour la passation d'un contrat de la commande publique. Sous l'empire du code des marchés publics, le représentant de l'acheteur était compétent pour déclarer une procédure de passation sans suite. Une réponse ministérielle précédente (J.O., Assemblée Nationale, 21 octobre 2014, p. 8810, Q. n° 62989) énonçait que « le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'être autorisé par l'assemblée délibérante pour engager la consultation, ni même pour la mener à terme (CE, 4 avril 1997, Préfet du Puy-de-Dôme c. / Commune d'Orcet, n° 151275). Par ailleurs, le code des marchés publics énonce, par exemple à son article 59 en matière d'appel d'offres ouvert, qu'« à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite ». Dans la mesure où la déclaration sans suite d'une procédure se distingue de la signature du marché, cette compétence est dévolue à l'exécutif, sans nécessité d'une autorisation de l'assemblée délibérante ». L'article R. 2185-1 du code de la commande publique prévoit désormais que « l'acheteur peut, à tout moment, déclarer une procédure sans suite », sans plus de précision sur la compétence au sein des collectivités locales. Aussi, il souhaite avoir confirmation que l'exécutif local détient toujours la compétence relative à la déclaration sans suite sans nécessité d'une autorisation préalable de l'assemblée délibérante. **– Question transmise à M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification .**

Réponse. – Aux termes de l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le maire est chargé, sous le contrôle du conseil municipal, d'exécuter les décisions dudit conseil, et notamment de souscrire les marchés. Si le maire ne peut ainsi signer un marché au nom de la commune sans y avoir été autorisé par une délibération du conseil municipal, que cette délibération porte expressément sur un marché particulier ou lui accorde une délégation générale de compétence en la matière en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT, aucune disposition législative ou réglementaire n'impose au maire d'obtenir une telle délibération pour lancer et mener à son terme ou non une procédure de passation de marché public (CE, 4 avril 1997, Préfet du Puy-de-Dôme c./ Commune d'Orcet, n° 151275). Cette décision, rendue à propos d'une commune, apparaît transposable aux autres collectivités territoriales, établissements publics et groupements, qui sont régis par des dispositions similaires à celles de l'article L. 2122-21 du CGCT. Il en résulte qu'au sein de cette catégorie d'acheteurs, la décision de

déclarer sans suite une procédure de passation d'un marché public appartient à l'exécutif et non à l'assemblée délibérante, une telle décision étant distincte de celle de la signature du marché et ne nécessitant donc pas une autorisation préalable.

Situation des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État, notamment en matière de retraite

3703. – 13 mars 2025. – **Mme Anne Ventalon** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** sur la situation des personnels d'exploitation des travaux publics de l'État (PETPE), notamment en matière de retraite. En vertu du décret n° 2023-1414 du 30 décembre 2023 modifiant, en ce qui concerne les agents d'exploitation des travaux publics de l'État et de Voies navigables de France, le tableau des emplois classés dans la catégorie active annexé au code des pensions civiles et militaires de retraite, les emplois de ces agents relèvent de la catégorie active, dans la mesure où leur exercice représente un risque particulier ou des fatigues inhabituelles. Ainsi, leur pension peut être liquidée de manière anticipée, à 57 ans (âge qui est porté progressivement à 59 ans à la suite de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023). Cependant, contrairement à d'autres corps de la fonction publique de l'État bénéficiant du même classement (policiers, douaniers, personnels pénitentiaires, pompiers professionnels etc.), ces agents ne perçoivent aucune bonification des années passées en service actif. Cette inégalité crée une situation injuste et rend, dans les faits, leur droit au départ anticipé largement inopérant. Aussi, elle lui demande s'il envisage de corriger cette disparité en accordant à ces agents une bonification des années passées en service actif, afin de leur garantir un véritable accès à un départ anticipé en retraite.

Réponse. – Le dispositif de la "catégorie active" permet de compenser les fatigues et les risques particuliers inhérents à certains emplois, en octroyant aux agents remplissant le critère de durée de service minimal la possibilité de partir à un âge anticipé à la retraite. Elle constitue par ailleurs une forme de reconnaissance d'un engagement au sein des services de l'État dans des emplois présentant une pénibilité particulière. Mentionnés dans le tableau annexé au code de pensions civiles et militaires de retraites (CPCMR), les agents d'exploitation des travaux publics de l'État et de voies navigables de France bénéficient du classement en "catégorie active" et peuvent à ce titre liquider leur pension à un âge anticipé porté à 59 ans suite à la dernière réforme des retraites. Afin d'améliorer la durée de services et de bonifications prises en compte pour le calcul des droits à pension, peuvent être associées à la catégorie active des bonifications du cinquième, de manière ni exclusive, ni automatique. Ainsi, tout emploi classé en catégorie active ne bénéficie pas nécessairement de ces bonifications de temps de service effectué sur les emplois concernés. Ces bonifications sont en outre attribuées principalement à des emplois classés en catégorie "super-active" (policiers, surveillants pénitentiaires notamment), qui ont un âge de départ minoré, de dix ans avant l'âge d'ouverture des droits, soit 54 ans, et des limites d'âge souvent plus basses également (par exemple 57 ans pour les fonctionnaires appartenant au corps d'encadrement et d'application et au corps de commandement de la police, ou les surveillants pénitentiaires), qui justifient des compensations plus importantes, puisqu'ils sont contraints de liquider leur pension plus tôt. Les personnels d'exploitation des travaux publics de l'État ont pour leur part une limite d'âge fixée à 62 ans. Ces dispositions spécifiques sont essentiellement financées par la solidarité nationale dans un contextede fortes contraintes pesant sur nos finances publiques.

Revalorisation du métier de secrétaire général de mairie

3742. – 13 mars 2025. – **M. Clément Pernot** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** sur la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie. Bien que cette loi présente certains avantages, elle soulève également des préoccupations importantes, notamment pour les agents concernés qui exercent dans de petites collectivités. Il souligne l'exemple d'une secrétaire qui a choisi de rester dans la catégorie C, échelle C3, car le passage imposé à la catégorie B ne lui était pas bénéfique. Avec huit années restantes dans son parcours professionnel, elle risque de subir une baisse de salaire, étant donné que les échelons 8, 9 et 10 de la catégorie B sont inférieurs à ceux de la catégorie C. Cette situation pourrait avoir des conséquences néfastes sur la motivation et la fidélisation de ces agents essentiels au bon fonctionnement des petites communes. Dans ce contexte, il l'interroge sur les mesures qui permettraient d'ajuster cette loi, afin de préserver l'intérêt des secrétaires généraux de mairie et de garantir la pérennité du service public dans nos collectivités.

Réponse. – La loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie a créé deux dispositifs dérogatoires de promotion interne de catégorie C pour être promus en catégorie B. Le premier dispositif, dit du « plan de requalification », est destiné aux agents secrétaires généraux de mairie, le second dit de

la « formation-promotion » étant destiné aux agents souhaitant devenir secrétaire général de mairie. Sont concernés les grades d'adjoint administratif principal de 2ème classe (C2) et de 1ère classe (C3) qui peuvent être promus par ces dispositifs dans le grade de rédacteur territorial (B1). Dans la fonction publique, à chaque grade est associé une grille comportant des échelons auxquels sont adossés des indices déterminant le traitement brut de l'agent. Chaque statut particulier détermine les règles de reclassement d'échelon afin d'éviter les pertes de rémunération indiciaire et les inversions de carrière, le cas échéant en conservant une certaine durée d'ancienneté. Concernant le reclassement des agents relevant de l'échelle C3 dans le grade de rédacteur territorial (B1), il convient de se reporter au tableau prévu au II de l'article 13 du décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale. Ainsi, un agent relevant des échelons 8, 9 et 10 de l'échelle C3 sera reclassé selon les cas dans les échelons 9 à 12 de l'échelle B1 pour un gain d'indice majoré variant selon les cas d'un à onze points. À ce gain indiciaire s'ajoute le réexamen de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE). Dans le cas d'une promotion interne, ce réexamen devrait en principe conduire l'employeur à augmenter le régime indemnitaire de l'agent. Enfin, outre ces gains de rémunération immédiats, l'agent bénéficie de nouvelles possibilités d'évolution de carrière en intégrant une grille permettant l'accès à de nouveaux échelons au grade de rédacteur ou en offrant des possibilités d'avancement au grade de rédacteur principal de deuxième classe (B2) puis de rédacteur principal de première classe (B3), voire de nouvelles voies de promotion interne dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A).

Conséquences de la réduction de l'indemnisation durant les congés maladie des fonctionnaires

3835. – 20 mars 2025. – **Mme Sylviane Noël** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les conséquences financières créées par la réduction de l'indemnisation durant un congé de maladie ordinaire des fonctionnaires. L'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 réduit l'indemnisation des fonctionnaires en congé de maladie ordinaire de 100 % à 90 % du traitement durant les trois premiers mois du congé (modification de l'article L. 822-3 du code général de la fonction publique). Ainsi, depuis le 1er mars 2025, les fonctionnaires placés en congé de maladie ordinaire (CMO) percevront pendant les 3 premiers mois, 90 % de leur traitement, puis, pendant les 9 mois suivants, 50 %. Or, certaines interventions médicales nécessitent des suivis longs et contraignants, comme la reconstruction mammaire après un cancer du sein, qui se déroule souvent en plusieurs étapes chirurgicales et impose des arrêts de travail incompressibles. Ces patients doivent ainsi faire face non seulement à la souffrance physique et psychologique liée à leur maladie et aux traitements, mais également à une perte de revenus, ce qui ajoute une difficulté financière à une situation déjà éprouvante. Dans ces conditions, elle souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de donner des consignes aux caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) en vue d'accorder un examen au cas par cas des situations et ainsi permettre une prise en compte spécifique des arrêts maladie liés aux traitements lourds et aux parcours de soins post-cancer, afin d'exempter ces patients de la retenue salariale de 10 % et de leur garantir une prise en charge à 100 %. **– Question transmise à M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification .**

Réponse. – Le congé de maladie ordinaire (CMO) des fonctionnaires est régi par les articles L. 822-1 à L. 822-5 du code général de la fonction publique (CGFP). D'une durée mximale d'un an, il peut concerner tout type de maladie dès lors qu'il met le fonctionnaire dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Les contractuels sont régis par des dispositions analogues. Dans le cadre de la loi de finances pour 2025, il a été estimé qu'il n'était pas souhaitable, afin de ne pas enfreindre le principe d'égalité de traitement entre agents publics, de distinguer, parmi les maladies pouvant donner lieu à un CMO, celles qui conduiraient à un abattement de 10 % de la rémunération de l'agent malade, de celles qui en seraient exonérées. Il convient toutefois de préciser que la prise en charge des pathologies oncologiques telles que le cancer du sein relève en principe du congé de longue maladie (CLM) ou du congé de longue durée (CLD). En effet, lorsqu'une maladie présente un caractère invalidant et de gravité confirmée et requiert, conformément à l'article L. 822-6 du CGFP, un traitement et des soins prolongés, elle peut donner droit à un CLM qui peut durer jusqu'à 3 ans et n'est pas soumis à l'abattement des 10 %, l'agent malade pouvant bénéficier d'un an à plein traitement et, dans la fonction publique de l'État, de 33 % de ses primes et indemnités. De plus, lorsque ce congé est attribué alors qu'un CMO avait initialement été accordé à l'agent pour cette même pathologie, le CLM est alors réputé avoir démarré à la constatation initiale de la maladie. L'agent se voit alors reverser les 10 % de sa rémunération qui avaient été retenus. Un agent atteint d'un cancer peut aussi être placé en CLD, ainsi que le prévoit expressément l'article L. 822-12 du CGFP. Ce congé, d'une durée maximale de

5 ans, permet également à l'agent de conserver son plein traitement pendant trois ans, toutefois sans ses primes. Enfin, le CLM comme le CLD peuvent être fractionnés par périodes de trois à six mois, lorsque l'agent doit suivre, à échéance régulière, des traitements médicaux et nécessite des périodes de repos. L'ensemble de ces dispositifs permet donc une prise en charge appropriée des agents atteints d'affection cancéreuse.

Impossibilité pour un fonctionnaire en disponibilité de se présenter à un concours interne

3894. – 27 mars 2025. – **M. Olivier Cadic** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur l'impossibilité pour un fonctionnaire en disponibilité de se présenter à un concours interne de la fonction publique. En effet, comme le précise le site de l'éducation nationale : « La position de disponibilité ne permet pas de se présenter au concours interne conformément à l'article L. 325-3 du code général de la fonction publique. Le candidat doit donc être, à la date de la 1ère épreuve, en position d'activité, de détachement, de congé parental, de mise à disposition ou en fonction dans une organisation intergouvernementale. » Il a été saisi de différents témoignages de fonctionnaires qui ont demandé une mise en disponibilité dans le but de suivre leurs conjoints à l'étranger. Une situation plutôt classique qui devrait justement permettre à un fonctionnaire de mettre à profit sa période de résidence à l'étranger pour préparer un concours, quitte à en lui faire perdre le bénéfice au cas où il ne serait pas en mesure de prendre le poste proposé. Pour concourir, il note que les deux alternatives consistent à demander un congé de formation ou bien obtenir un détachement, deux options qui exigent de longs délais et offrent peu de garanties d'aboutir. Dans un contexte de pénurie de personnels d'enseignement ou de direction, il l'interroge donc sur la logique d'une telle disposition qui bloque des fonctionnaires dans leur évolution de carrière lorsqu'ils sont temporairement contraints de préserver la cellule familiale, en suivant leur conjoint à l'étranger. **– Question transmise à M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification .**

Réponse. – Le dernier alinéa de l'article L. 325-3 du code général de la fonction publique (CGFP) dispose que les candidats au concours interne doivent être en position d'activité, en détachement, en congé parental ou accomplir le service national. C'est le cas des candidats bénéficiant d'un congé pour formation professionnelle ou en position de détachement qui maintiennent le fonctionnaire en position d'activité. L'impossibilité de concourir à un concours interne pour un fonctionnaire en disponibilité trouve sa justification dans la définition même de cette position statutaire définie à l'article L. 514-1 du CGFP comme plaçant le fonctionnaire « hors son administration d'origine ». Cette position emporte que certains droits des fonctionnaires en activité ne sont plus ouverts au fonctionnaire dont le lien avec son corps ou cadre d'emplois d'origine est suspendu. C'est le cas du droit à se présenter à un concours interne, ce que le Conseil d'Etat a jugé par un arrêt du 18 novembre 1991, Commune de Vénissieux, n° 101209, publiée au recueil Lebon p. 397. En revanche, il reste loisible aux fonctionnaires en position de disponibilité de présenter un concours externe sous réserve de détenir, en application de l'article L. 325-2 du CGFP, les titres ou diplômes requis par les statuts particuliers du corps ou cadre d'emplois auxquels le concours donne accès.

Meilleure accessibilité à la formation pour les élus locaux

4170. – 10 avril 2025. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** sur la stratégie nationale en matière de formation des élus locaux. À l'approche des élections municipales, dans un contexte de fort désengagement des citoyens et de la difficulté croissante pour les têtes de liste à recruter des candidats -notamment dans les zones rurales-, la formation des élus locaux devient un enjeu majeur. La mise en oeuvre du droit individuel à la formation des élus (DIFE) est souvent perçue comme une "usine à gaz" en raison de sa complexité administrative et de ses multiples exigences. Bien que des dispositifs existent pour permettre aux élus de bénéficier de formations, la mise en oeuvre du droit individuel à la formation des élus (DIFE) rencontre plusieurs obstacles. D'une part, l'utilisation de la plateforme « Mon Compte Élu » reste faible et complexe, avec seulement 5 % des élus locaux ayant recours à leur droit à la formation. Cette situation est en partie due à des difficultés d'accès à la plateforme, à un process long et compliqué et à une méconnaissance des droits disponibles. D'autre part, des inégalités entre élus ruraux et urbains subsistent, les premiers rencontrant des obstacles géographiques et financiers pour accéder à la formation. En effet, la faible participation des élus à des formations régulières, notamment en milieu rural, limite l'efficacité du dispositif. Face à ces défis, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement pourraient mettre en place pour simplifier au maximum l'utilisation du DIF pour les élus locaux et garantir une meilleure accessibilité à la formation, notamment pour les élus des zones rurales.

Réponse. – Le Gouvernement porte une attention particulière à la situation des élus locaux, en particulier s'agissant de leur droit à la formation. Tout élu local peut se former, soit à l'exercice du mandat dans le cadre du droit à la formation, qui est inscrit dans la loi depuis 1992 et doit obligatoirement être mis en oeuvre par chaque collectivité territoriale, soit en mobilisant le droit individuel à la formation (DIF) sur le volet « exercice du mandat » ou « reconversion de l'élu ». Le droit des élus locaux à la formation prévoit que chaque collectivité, dans le respect des plafonds budgétaires posés par la loi (entre 2 et 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées à ses élus), prend en charge les formations de ses élus liées à l'exercice de leur mandat. Celles-ci sont dispensées par des organismes agréés. L'adaptation aux besoins de chacun des élus, par exemple ruraux, est rendue possible par ce dispositif. Les communes rurales reçoivent par ailleurs de l'Etat une dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, prévue à l'article L2335-1 du code général des collectivités territoriales, qui leur permet notamment de disposer en complément des moyens d'assurer ce droit à la formation de leurs élus. Le DIF, introduit par la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat est mis en oeuvre depuis 2017. Le processus papier initialement mis en place pour l'inscription des élus en formation et le paiement des organismes a fait l'objet de nombreuses critiques au regard des délais de traitement observés. Par ailleurs, les élus locaux ne bénéficiaient d'aucune information sur l'offre de formation disponible, ni sur leurs droits. Un rapport d'inspection réalisé en janvier 2020 sur la formation des élus locaux a étayé ces constats (par exemple la nécessité pour les élus de soumettre leur demande au moins deux mois, avant la formation sans qu'une réponse ne leur parvienne au plus tôt une semaine avant la tenue de celle-ci) et a préconisé la mise en place d'une plateforme dématérialisée. La réforme de la formation des élus locaux de 2021 a ainsi abouti à la mise en place en janvier 2022 de la plateforme « mon compte élu » (MCE), adossée à la plateforme « mon compte formation » (MCF), gérée par la caisse des dépôts et consignations (CDC). L'automatisation de la procédure d'achat de formation a ainsi permis de réduire les délais d'inscription en formation (en 2021, ils étaient de 50 jours et sont aujourd'hui de 6 jours) et d'assurer une meilleure information des élus locaux sur l'offre de formation disponible. Ainsi, au 1er janvier 2025, 179 organismes agréés ont fait le choix de publier leur offre de formation sur MCE, ce qui représente plus de 3 600 formations actives liées à l'exercice du mandat, sans compter les plus de 200 000 offres de formation de MCF pour le volet « reconversion de l'élu ». Des difficultés ont néanmoins pu apparaître à la première inscription des élus sur la plateforme MCE, liées au référentiel utilisé, à savoir le Répertoire national des élus (RNE), seul fichier existant recensant les titulaires d'un mandat électif. En effet, les données de ce fichier sont issues des éléments fournis par les élus lors de la phase d'enregistrement des candidatures. Ainsi, un ou une élue, selon qu'il ou elle aura fait le choix de déposer sa candidature auprès de la préfecture, sous son nom de famille ou son nom d'usage, apparaît tant dans le RNE que sur MCE sous cette identité. La CDC a mis en place une procédure dédiée qui a permis de traiter ces situations au cas par cas. D'autres difficultés sont également apparues en octobre 2022 après la décision de renforcer la sécurisation de l'identification pour prévenir les fraudes au préjudice des élus locaux. Des actions d'accompagnement ont été mises en oeuvre par la CDC et La Poste, en lien notamment avec l'association des maires de France (AMF). Une procédure « courrier » a été prévue pour les personnes ne pouvant utiliser la sécurisation renforcée. Par ailleurs, pour tenir compte de ces difficultés et encourager les élus locaux à mieux se former, le Gouvernement a décidé dès 2023 de porter le plafond des droits cumulés à 800 euros. Pour mémoire, la création d'une identité numérique ne doit être opérée qu'une seule fois et permet l'accès à tous les services dématérialisés (impôts, Ameli, MSA, plainte en ligne, vote aux élections des TPE, permis de conduire, cartes grises, carte nationale d'identité (CNI) et passeports…). Enfin, s'agissant de l'ergonomie de la plateforme, la CDC a organisé des ateliers avec l'AMF pour adapter son contenu. Des travaux sont actuellement en cours pour encore améliorer le dispositif.

AGRICULTURE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Transition vers l'élevage hors-cage

3521. – 27 février 2025. – **Mme Anne Souyris** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la transition vers un élevage hors-cage en France et en Europe. En réponse à l'initiative citoyenne européenne « End the Cage Age », la Commission européenne s'est engagée à proposer une interdiction progressive des cages pour les animaux d'élevage. Dans ce contexte, elle souhaiterait connaître la position de la France sur ce dossier et savoir si le Gouvernement entend soutenir activement cette interdiction au niveau de l'Union européenne. Par ailleurs, la transition vers un élevage hors-cage est déjà bien engagée en France, où la part de poules élevées en cages est passée de 70 % à 27 % en dix ans. La filière vise désormais à descendre sous la barre des 10 % d'ici 2030. Toutefois, cette évolution nécessite un accompagnement adapté des éleveurs

afin de leur permettre d'effectuer cette transition dans des conditions viables sur le plan économique et social. Elle lui demande donc quelles mesures le Gouvernement met en place pour soutenir cette transition et accompagner les éleveurs dans l'abandon progressif des cages.

Réponse. – Dans un monde en évolution constante, les enjeux liés au bien-être animal et au climat sont devenus des préoccupations sociétales majeures. L'initiative citoyenne européenne (ICE) « *End the Cage Age* » (Pour une nouvelle ère sans cage), appelle la Commission européenne à proposer une législation interdisant l'utilisation des cases de mise bas et les stalles pour les truies, les cages de poules pondeuses, lapins et palmipèdes, et les cases à veaux. Dans sa réponse à cette initiative citoyenne européenne, la Commission s'était engagée à présenter, avant la fin de l'année 2023, une proposition législative visant à supprimer progressivement et finalement interdire l'utilisation de systèmes de cages pour tous les animaux mentionnés dans l'initiative. L'amélioration du bien-être des animaux et la lutte contre la maltraitance animale sont des priorités du Gouvernement français. Il existe une attente sociétale forte et croissante de la part des consommateurs et des citoyens sur les questions de bien-être animal, et il faut y répondre. L'amélioration du bien-être animal est indéniablement un facteur d'avenir des filières animales françaises et européennes. La France soutient donc la démarche proposée par la Commission de déterminer les modalités de la suppression progressive des cages, en fonction des avis scientifiques et d'une analyse d'impact approfondie. Ainsi, le 10 mars 2023, le Gouvernement a initié une concertation préalable des parties prenantes dans le cadre de la révision annoncée par la Commission européenne de législation relative au bien-être et à la protection des animaux, avec comme objectif de déterminer les points de convergence entre les nombreux acteurs de la protection animale en France et de promouvoir les expériences et les spécificités françaises auprès des acteurs européens. Plusieurs principes sous-tendent l'action du Gouvernement. Tout d'abord, l'un des enjeux est de prévenir toute distorsion de concurrence. En ce sens deux leviers sont privilégiés : le soutien d'une harmonisation européenne et l'accompagnement du renforcement des exigences relatives au bien-être animal au sein de l'Union européenne de règles équivalentes pour les animaux dont les produits sont importés. Ensuite, la transition a un coût. Ce surcoût doit être partagé avec l'ensemble des maillons des filières d'élevage, dont les distributeurs et les consommateurs. Enfin, le Gouvernement souhaite donner une visibilité suffisante aux opérateurs, notamment les nouvelles générations d'éleveurs, pour qu'ils puissent se projeter dans l'avenir et investir. Avec environ 27 % des poules encore élevées en système cage, la France est en avance sur ses partenaires européens et en bonne voie vers la fin des cages à terme. La filière avicole s'est par ailleurs également engagée dans cette voie avec un objectif d'atteindre au plus 10 % de poules encore en système cage en 2030. En ce sens, le Gouvernement soutient de nombreux travaux de recherches dans le sens de l'arrêt des cages. Les plans d'aide à l'investissement que sont le plan de compétitivité et d'adaptation du second pilier de la politique agricole commune et le plan France Relance sont des mesures d'accompagnement accessibles aux éleveurs qui envisagent de changer de modalité de production en cessant un système cage pour un élevage hors-sol. D'une manière générale les aides à l'investissement doivent soutenir les éleveurs désireux d'engager cette transition hors cage et l'ensemble des travaux mobilisés par le Gouvernement doivent aider la ferme France à opérer cette transition nécessaire pour répondre aux attentes sociétales en faveur du bien-être animal et s'adapter à l'évolution du climat.

Équité de traitement entre les vétérinaires contractuels de l'État

3617. – 6 mars 2025. – **Mme Nadège Havet** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la mise en oeuvre de la revalorisation salariale pour tous les vétérinaires contractuels de l'État. Les vétérinaires, titulaires et contractuels, veillent à la qualité et à la sécurité alimentaire, luttent contre les maladies animales en élevage ou transmissibles à l'homme, assurent la protection du bien-être animal et contribuent à la préservation de l'environnement. Dotés de prérogatives de puissance publique en tant que vétérinaires officiels de l'État, les praticiens contractuels mènent la grande majorité des missions d'inspection et de protection de la santé publique dans les abattoirs de France et aux frontières françaises de l'Union européenne. Eu égard à leurs rôles essentiels et aux tensions de recrutements, les référentiels salariaux applicables ont été modifiés, avec une prise en compte de l'expérience professionnelle acquise au sein du ministère mais aussi avant son intégration, avec une date d'application au 1er septembre 2023. Toutefois, ils ont appelé l'attention de la sénatrice sur le fait que la quasi-totalité des dossiers de reclassement n'avait à ce jour pas encore été instruite. Ils manifestent leur incompréhension alors que toutes les autres catégories d'agents contractuels du ministère ont déjà vu leur salaire revalorisé et que les nouveaux professionnels recrutés bénéficient quant à eux immédiatement du nouveau dispositif. Face à cette iniquité de traitement, elle demande que les engagements soient désormais respectés.

Réponse. – Le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a adopté de nouveaux référentiels de recrutement pour les agents contractuels recrutés à compter du 1er septembre 2023. À l'occasion de la parution de ces nouveaux référentiels, il a été proposé de reclasser les vétérinaires contractuels déjà en poste en reprenant à titre exceptionnel leur ancienneté sur des fonctions de vétérinaires antérieures à leur recrutement au ministère, en équité avec la reprise effectuée pour des agents titulaires. Cette décision a été prise dans l'intérêt des agents, étant considéré que cette ancienneté n'avait pas été prise en compte au moment de leur recrutement initial, tous les vétérinaires étant alors recrutés à un niveau de rémunération forfaitaire. Après recueil des éléments nécessaires au traitement des dossiers auprès des agents concernés et de leurs services de gestion de proximité, le service des ressources humaines du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire leur propose un nouvel indice de rémunération, déterminé en fonction de leur expérience professionnelle et des fonctions occupées. Les rémunérations des contractuels tiennent compte du niveau de positionnement des agents, et du niveau des rémunérations des titulaires exerçant des fonctions comparables. La collecte des pièces justifiant de l'ancienneté acquise pour chaque vétérinaire contractuel, leur instruction et leur analyse approfondie ont nécessité un travail très important qui a allongé les délais de traitement de la détermination de la revalorisation salariale de chacun des contractuels vétérinaires concernés. Les éditions des avenants au contrat de chaque contractuel, pour prendre en compte ces éléments et revaloriser la rémunération, sont actuellement en cours, pour une mise en paye qui s'étalera entre ce mois de mai et la fin de l'été 2025.

Exportation de pesticides interdits en Europe et prise en compte de l'effet cocktail des denrées importées

3673. – 13 mars 2025. – **Mme Florence Blatrix Contat** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les risques que font peser sur la santé publique et l'agriculture les exportations de pesticides interdits par l'Union européenne (UE). Alors que l'UE s'impose des normes strictes en matière d'usage des pesticides sur son territoire, elle continue d'exporter vers des pays tiers des substances qu'elle juge pourtant trop dangereuses pour être utilisées en Europe. Cette situation crée un paradoxe : ces mêmes pesticides reviennent sur le marché européen sous forme de résidus dans les denrées alimentaires importées. L'encadrement des importations repose exclusivement sur le respect des limites maximales de résidus (LMR), sans considération pour l'effet combiné de plusieurs substances présentes simultanément dans un produit. Or, cet « effet cocktail » peut générer des risques sanitaires même lorsque chaque pesticide pris individuellement respecte les seuils réglementaires. De plus, la législation européenne est encore plus permissive pour les produits agricoles non alimentaires, comme ceux destinés à l'alimentation animale et à un usage énergétique ou ornemental, pour lesquels aucune LMR n'est fixée. Ce phénomène est renforcé par les accords de libre-échange promus par l'UE, notamment l'accord commercial avec le Mercosur, qui vise à supprimer les droits de douane sur plus de 90 % des produits chimiques exportés par l'UE, y compris les pesticides interdits en Europe. Dans ce contexte, elle souhaite savoir quelles actions le Gouvernement entend mener au niveau européen pour renforcer la réglementation sur les exportations de pesticides interdits et éviter leur réintroduction par la suite sur le marché intérieur. Elle souhaite également savoir quelles mesures pourraient être prises à l'échelle nationale pour mieux prendre en compte les risques liés à l'effet cocktail des produits importés, afin de protéger la santé des Françaises et des Français, ainsi que notre souveraineté agricole.

Réponse. – Les dispositions de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite « EGALIM » sur le sujet ont montré leurs limites dès lors qu'elles ne concernaient que les produits phytopharmaceutiques et n'englobaient pas aussi les substances actives et qu'elles n'étaient que de portée nationale. Dans le cadre du dialogue stratégique lancé en 2024 par la Commission européenne, le Gouvernement a porté ce sujet, considérant la nécessité d'oeuvrer au niveau de l'Union européenne (UE). Cette dimension a été réitérée dans le cadre de la préparation de la vision de l'agriculture et de l'alimentation de la Commission européenne afin qu'elle s'engage à mettre fin à la production à des fins d'exportation de substances dangereuses interdites dans l'UE. Ce qu'elle a inscrit dans le document publié le 19 février 2025 et il y a lieu de s'en féliciter. Le Gouvernement français sera très attentif à la concrétisation de cette action et à la mise en oeuvre opérationnelle de cette mesure. De plus, le Gouvernement français continuera à militer pour harmoniser les limites maximales de résidus pour les marchandises importées avec les règles imposées aux productions de l'UE. C'est une mesure de bon sens nécessaire pour protéger la santé des consommateurs.

Pratique du retrait en magasin (« click and collect ») d'animaux

3735. – 13 mars 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la pratique du retrait en magasin (« click and collect ») d'animaux. Depuis le 1er janvier 2024, conformément à l'article L. 214-6-3 III du code rural, les animaleries ne sont plus autorisées à vendre des chats et des chiens dans leurs établissements. Cette mesure vise à lutter contre le sevrage trop précoce et la mauvaise socialisation de ces animaux, mais aussi à limiter les achats compulsifs, irréfléchis et irresponsables souvent synonymes d'abandons. Toutefois, depuis son entrée en vigueur, cette interdiction a été contournée : certaines animaleries permettent désormais l'achat en ligne, avec retrait en magasin. La fondation 30 Millions d'amis souligne que 84 % des Français se déclarent favorables à l'interdiction de la vente en ligne de tous les animaux. Pourtant, le rapport d'information nº 609 de l'Assemblée nationale sur la loi nº 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes indique que le ministère de l'agriculture considère que « l'interdiction de cession consiste en une interdiction de la présentation physique des chiens et des chats dans les animaleries et non en une interdiction plus générale de cession de ces animaux par les animaleries », laissant ainsi la vente en ligne possible. Ce même rapport mentionne toutefois une volonté du ministère d'encadrer les modalités de détention et de remise des animaux par une modification des dispositions réglementaires. Elle souhaiterait donc savoir où en sont ces modifications réglementaires et quelles mesures concrètes ont été prises pour éviter les dérives liées à ces ventes à distance.

Réponse. – Le Gouvernement est depuis plusieurs années engagé en faveur du bien-être animal, en réponse à une attente sociétale forte et légitime et condamne toute action de maltraitance à l'égard des animaux, que ce soit en élevage, dans les établissements d'abattage ou à l'égard des animaux domestiques. À ce titre, depuis 2020 et grâce au plan France Relance, plus de 36 millions d'euros ont été accordés au bénéfice des associations de protection animale et de la médecine vétérinaire solidaire. De même, depuis l'adoption de la loi de lutte contre la maltraitance animale le 30 novembre 2021, quatre décrets d'application et six arrêtés ministériels ont été publiés, afin de permettre le renforcement de la formation des personnels au contact des animaux de compagnie, l'information des nouveaux acquéreurs, le contrôle de l'identification des animaux sur les offres en ligne, ainsi que le renforcement des sanctions contre les actes de maltraitance. Afin de prolonger la dynamique positive engagée par le Gouvernement, un plan dédié au bien-être des animaux de compagnie a été annoncé, le 22 mai 2024. Son comité de suivi national, présidé par le ministre chargé de l'agriculture, associe quatre ministères, les professionnels du secteur et les acteurs de la société civile, afin de veiller à la bonne coordination de ses actions. Pour l'État, l'objectif est d'accompagner et de valoriser pleinement les actions, actuelles et futures, autour de trois enjeux : la prévention et la lutte contre les abandons d'animaux de compagnie, l'amélioration de la gestion de l'errance canine et féline, ainsi que la prévention et la lutte contre la maltraitance des animaux de compagnie. Ce plan est articulé autour de mesures concrètes contribuant à cinq grands axes : comprendre la situation et identifier les leviers d'action, informer, interroger et former, faciliter les synergies entre les acteurs impliqués dans la protection animale, rendre la réglementation plus protectrice et renouveler les mécanismes de financement. Plusieurs actions de ce plan ont déjà eu lieu, sont en cours, ou sont prévues à court terme, notamment pour responsabiliser les achats d'animaux de compagnie. En application de la loi du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes, les animaleries ne peuvent plus céder à titre onéreux ou gratuit des chiens et des chats dans leur établissement depuis le 1er janvier 2024. Elles peuvent en revanche présenter des chats et des chiens appartenant à des fondations ou associations de protection animale, en présence de bénévoles desdites fondations ou associations. Le dernier alinéa du paragraphe VI de l'article L. 214-8 du code rural et de la pêche maritime prévoit quant à lui que les animaleries puissent réaliser une cession en ligne à titre onéreux d'animaux de compagnie. L'articulation entre ces deux articles est susceptible de créer une incompréhension, car les chiens et les chats peuvent toujours être détenus et souvent visibles dans l'établissement après la date d'application de la loi maltraitance (1er janvier 2024). Une révision à venir de l'arrêté du 3 avril 2014 fixant les règles sanitaires et de protection animale auxquelles doivent satisfaire les activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques permettra d'encadrer plus précisément les locaux de détention des chiens et des chats dans ce cas. Avant cette révision, les animaux doivent continuer à être détenus dans des installations conformes aux règles sanitaires et de protection animale. En cas de non-respect de la réglementation en vigueur, les inspecteurs peuvent être amenés à dresser un procès-verbal avec mise en demeure. De plus, sur la vente en ligne, la loi visant à lutter contre la maltraitance animale introduit une obligation de contrôle préalable, par l'annonceur, des offres de cession, onéreuses comme gratuites, de chiens, chats et furets. Seules les annonces vérifiées, contenant toutes les informations obligatoires, peuvent être labellisées et mises en ligne. Le contrôle de ces informations obligatoires, relatives à la fois à l'animal et à son propriétaire, doit se faire en lien avec le fichier national des

identifications des carnivores domestiques. Pour ce faire, le ministère chargé de l'agriculture a travaillé avec Ingenium Animalis, société chargée de la base de données des identifications, à la mise en place d'un outil permettant la vérification de ces informations obligatoires. Celui-ci est disponible pour les annonceurs depuis mai 2024. Cette labellisation apportera aux personnes souhaitant acquérir un chien ou un chat par le biais d'une offre de cession en ligne (achat ou vente) la garantie de l'origine de l'animal, de l'exactitude de sa description et de l'accord du propriétaire déclaré. Si l'absence de contrôle des annonces est passible d'une amende de 7 500 euros, la sensibilisation des particuliers à l'importance de cette labellisation demeure toutefois un enjeu majeur pour la réussite de cette mesure. Le Gouvernement élaborera également un décret sanctionnant la vente de chiens et de chats par ces établissements et renforcera les contrôles dans ces établissements. Ainsi, le Gouvernement est déterminé à renforcer les actions menées en matière de protection animale et demeurera attentif aux signalements de situations d'errance, d'abandon et de maltraitance. Ces dernières pourront faire l'objet de poursuites, en métropole et dans les territoires ultramarins.

Renforcement de la traçabilité des chiens pour lutter contre le trafic

3752. – 13 mars 2025. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la lutte contre l'importation illégale des chiens et sur la nécessité de renforcer leur traçabilité. Elle note que chaque année, entre 50 000 et 100 000 chiots issus d'« usines-élevages » situées en Europe de l'Est sont vendus illégalement en Europe occidentale, et notamment en France. Ce commerce illicite, hautement lucratif, se fait au détriment du bien-être des animaux et compromet les efforts visant à garantir un élevage canin responsable et respectueux des normes sanitaires. Elle précise que l'identification des chiens repose sur l'implantation d'une puce électronique dont les trois premiers chiffres sont censés indiquer le pays d'origine. Toutefois, un certain nombre de fabricants sont autorisés à produire des puces avec un numéro de fabricant (commençant par un 9), ce qui empêche de déterminer avec certitude le pays d'implantation de l'animal. Elle constate que cette faille dans l'identification facilite le trafic d'animaux en permettant à des chiens issus d'élevages clandestins de contourner les obligations sanitaires et réglementaires de l'importation au sein de l'Union européenne. La réglementation actuelle, très disparate selon les États membres, ne permet pas de lutter efficacement contre ces pratiques. Elle souhaite par conséquent connaître la position du Gouvernement sur la question de l'harmonisation des normes européennes en matière d'identification canine, ainsi que les mesures qu'il entend mettre en oeuvre afin de renforcer la lutte contre le trafic illégal d'animaux, tout en soutenant les éleveurs français engagés dans une production de qualité.

Réponse. – La réglementation européenne en vigueur n'impose pas à ce jour la structuration du code unique d'identification des chiens sous la forme du code pays répondant aux normes ISO suivi d'un numéro d'identification, comme cela existe pour les équidés ou comme cela est déjà mis en oeuvre en France pour les chiens, chats et furets. L'implantation de puce commençant par le code du fabricant est donc tout à fait légale sauf à ce que les États membres aient défini d'autres règles dans leur législation. Pour autant, le projet de règlement du Parlement européen et du Conseil sur le bien-être des chiens et chats et leur traçabilité en discussion depuis début 2024 devrait imposer pour l'identification des chiens et chats la présence du code pays dans le code d'identification. Les autorités françaises soutiennent fortement cette mesure pour garantir une harmonisation des règles et ainsi prévenir le commerce illicite de chiens et de chats dans l'Union européenne.

Situation des établissements de l'enseignement agricole privé

3762. – 20 mars 2025. – **M. Bruno Belin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les difficultés financières des établissements de l'enseignement agricole privé, regroupés au sein du Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), qui accueille 45 000 élèves en formation initiale et 12 000 apprentis. Le financement de ces établissements est encadré par la loi n° 84-1285 du 31 décembre 1984 portant reforme des relations entre l'État et les établissements d'enseignement agricole prives et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public, qui prévoit une aide de l'État, historiquement calculée sur la base du coût d'un élève dans l'enseignement public. Depuis la signature du protocole 2022-2026, le montant de cette aide est figé, malgré une hausse initiale de 8 % destinée à compenser les contraintes budgétaires. Une clause de révision, censée permettre un ajustement, n'a pas été activée en raison de divergences d'interprétation avec l'État. Dans le même temps, les établissements font face à une augmentation importante de leurs charges : +19 % pour l'énergie et +14 % pour l'alimentation en gestion directe entre 2022 et 2023. Par ailleurs, contrairement aux lycées de l'éducation nationale, ces établissements n'ont pas bénéficié des lois de décentralisation et l'État exclut les financements régionaux du calcul des subventions,

générant un manque à gagner annuel estimé entre 35 et 40 millions d'euros. Au 31 août 2023, une quarantaine d'établissements étaient en déficit lourd, menaçant leur pérennité. Le CNEAP a engagé une démarche contentieuse contre l'État pour contester l'insuffisance des moyens alloués. Dans ce contexte, il demande au Gouvernement quelles mesures sont prévues pour assurer la viabilité de ces établissements.

Difficultés financières rencontrées par l'enseignement agricole privé

3778. – 20 mars 2025. – **M. Bruno Rojouan** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les difficultés financières croissantes rencontrées par l'enseignement agricole privé. Ces établissements, qui jouent un rôle essentiel dans la formation des jeunes et le développement local, sont confrontés à un fort déséquilibre financier, notamment en raison de la modification du mode de calcul des financements publics. Depuis 2022, l'État ne prend plus en compte, pour déterminer le montant de la subvention par élève, que sa part de financement direct des lycées publics, excluant ainsi les crédits régionaux qui bénéficient pourtant à ces derniers. Cette évolution représente un manque à gagner annuel estimé entre 35 et 40 millions d'euros pour les établissements agricoles privés sous contrat. En conséquence, de nombreux établissements se retrouvent en situation de déficit lourd et plusieurs fermetures ont déjà été annoncées. Si une clause de revoyure avait été prévue dans le protocole 2022-2026 pour ajuster les dotations financières en fonction de l'évolution des charges, elle n'a jamais été activée. Une procédure de conciliation a été engagée, comme le prévoit l'article 13 de la loi du 31 décembre 1984 portant reforme des relations entre l'État et les établissements d'enseignement agricole prives et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public. Cependant, les désaccords persistent entre l'État et Conseil national de l'enseignement agricole privé, menaçant l'avenir de l'enseignement agricole privé en France. Aussi, il souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement envisage pour assurer un meilleur financement des établissements agricoles privés, afin de garantir leur pérennité et leur capacité à poursuivre leurs missions d'intérêt général.

Réponse. – Le Gouvernement mesure l'engagement du conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP) qui, fort de 44 000 jeunes en formation de la 4ème au brevet de technicien supérieur et de 11 000 apprentis, occupe une place centrale au sein de l'enseignement agricole privé. Le 10 janvier 2025, la ministre chargée de l'agriculture a visité le lycée Giel Don Bosco et a pu constater très concrètement, à cette occasion, l'engagement des équipes éducatives et la motivation des élèves au service de l'agriculture française. Au nom des 173 associations de lycées agricoles privés sous contrat, le CNEAP a formé un recours gracieux à l'encontre de l'arrêté du 13 novembre 2024 fixant au titre de l'année civile 2024 le montant de la subvention de fonctionnement allouée aux associations et organismes responsables des établissements d'enseignement agricole privés mentionnés à l'article L. 813-8 du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Le Gouvernement a accepté la demande du CNEAP de réunir la commission de conciliation prévue à l'article L. 813-7 du CRPM, dont la première réunion se tiendra dans les semaines à venir. En outre, les services du ministère chargé de l'agriculture demeurent en contact régulier avec la fédération, afin de trouver rapidement une solution collective et pérenne destinée à préserver la qualité des enseignements délivrés dans les établissements du CNEAP et à garantir le lien de confiance entre l'État et la fédération.

Habilitation des experts fonciers et agricoles à réaliser les futurs diagnostics modulaires des exploitations agricoles

3827. – 20 mars 2025. – **Mme Anne-Sophie Romagny** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la mise en oeuvre du diagnostic modulaire des exploitations agricoles prévu par le projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture. Pour que les agriculteurs s'approprient ce diagnostic, il est nécessaire de bien l'articuler avec le cadre préexistant d'évaluation des exploitations. Certaines évaluations existent déjà concernant la valeur écologique du site ou encore la valeur de l'entreprise agricole. En particulier, le diagnostic est complémentaire avec la réalisation d'un état des lieux, prévue par l'article L. 411-4 du code rural au moment de la prise de bail rural, mais qui est dans les faits peu réalisé (20% des exploitations seulement). Or, l'intérêt de l'état des lieux est justement de sécuriser juridiquement les transmissions, de pouvoir valoriser les améliorations apportées à l'exploitation par le calcul d'indemnités de sortie, et d'améliorer la résilience au changement climatique en réalisant un état de sol. Il apparait donc important de s'assurer en premier lieu de la bonne réalisation de cet état des lieux, et de proposer un cadre cohérent aux porteurs de projet. Ces évaluations sont notamment réalisées par les experts fonciers et agricoles, profession réglementée par l'article L. 171-1 du code rural et bien implantée dans le monde rural. Avec une longue expérience du foncier agricole, les experts disposent des compétences nécessaires pour la réalisation des

diagnostics modulaires. Ils pourraient aussi contribuer à leur bonne diffusion au sein du monde agricole, en lien avec le futur Réseau France Services Agriculture. Aussi, elle souhaite savoir comment le Gouvernement entend articuler la mise en oeuvre du diagnostic modulaire avec l'état des lieux, afin de favoriser un accès simple des agriculteurs à ces dispositifs. Elle demande également quelles seront les structures habilitées à réaliser les diagnostics, et s'il est bien prévu que les experts fonciers et agricoles en fassent partie, étant donné leur expertise en la matière.

Réponse. – L'état des lieux d'entrée de bail est une disposition obligatoire d'intérêt majeur pour les parties du bail. Établi lors de la conclusion du bail initial, il est décisif pour déterminer les travaux à la charge du propriétaire et juger de l'évaluation de l'indemnité de sortie respectivement accordée, dans les conditions déterminées par le code rural et de la pêche maritime, au preneur ou au bailleur en fonction de l'amélioration du fonds loué ou de sa dégradation en conséquence de l'exploitation du preneur. Il permet aussi au bailleur d'appuyer la demande de résiliation du bail pour dégradation du fonds. Cependant, la formalité de l'état des lieux est sans influence sur la validité du contrat : le défaut d'établissement de l'état des lieux n'entraîne pas la nullité du bail. En pratique, les parties peuvent l'établir en faisant appel à deux experts ou un expert désigné d'un commun accord, ou bien l'établir conjointement sans intermédiaire. Il doit contenir une description détaillée de toutes les parties du fonds et la rédaction de l'article L. 411-4 montre bien que le législateur a souhaité que l'état des sols soit décrit de manière aussi précise que possible. Le diagnostic modulaire a pour finalité l'évaluation des exploitations agricoles à différents moments de leur cycle de vie, notamment au moment de la cession de l'exploitation ou la cession d'un nouvel exploitant. Ses objectifs sont l'évaluation de la résilience face aux conséquences du changement climatique, l'analyse de la viabilité économique de l'exploitation, les conditions de travail et la gestion des ressources humaines… Les modules le composant peuvent être mobilisés indépendamment. Le diagnostic concerne donc exclusivement l'exploitation en tant qu'entité économique, l'état des lieux étant, quant à lui, afférent aux responsabilités du bailleur et du preneur dans le cadre du bail rural. Ces outils sont donc distincts.

Difficultés des établissements de l'enseignement agricole privé

3988. – 3 avril 2025. – **Mme Laurence Garnier** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les graves difficultés financières des établissements de l'enseignement agricole privé. Le Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), qui accueille 45 000 élèves en formation initiale et 12 000 apprentis, a fait part de ses vives inquiétudes concernant les moyens alloués aux établissements. En effet, le financement de ces établissements est encadré par la loi n° 84-1285 du 31 décembre 1984 (Loi Rocard) portant reforme des relations entre l'État et les établissements d'enseignement agricole privés et modifiant la loi n° 84-579 du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public. Cette loi fixe les conditions de contractualisation avec l'Etat, incluant une aide financière dont le montant est défini annuellement par décret. Cette aide varie selon le statut de l'élève et elle est historiquement calculée en référence au coût d'un élève scolarisé dans l'enseignement public agricole. Depuis la signature du protocole 2022-2026, le montant de cette aide est fixé durant toute la durée du protocole. Le montant de l'aide avait été augmenté de 8 % initialement pour compenser les contraintes budgétaires antérieures mais reste désormais inchangé jusqu'en 2026 malgré une explosion des coûts d'énergie (+ 19 %) et d'alimentation (+ 14 %). Contrairement aux lycées de l'éducation nationale, ces établissements n'ont pas bénéficié des lois de décentralisation et l'État exclut les financements régionaux du calcul des subventions. Une clause de révision pourtant prévue n'a pas été activée en raison de divergences d'interprétation avec l'État. Ainsi, le CNEAP a engagé une démarche contentieuse contre l'État pour contester l'insuffisance des moyens alloués. Elle lui demande quelles mesures sont proposées pour sortir de l'impasse les établissements d'enseignement agricole concernés.

Réponse. – Le Gouvernement mesure l'engagement du conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP) qui, fort de 44 000 jeunes en formation de la 4ème au brevet de technicien supérieur et de 11 000 apprentis, occupe une place centrale au sein de l'enseignement agricole privé. Le 10 janvier 2025, la ministre chargée de l'agriculture a visité le lycée Giel Don Bosco et a pu constater très concrètement, à cette occasion, l'engagement des équipes éducatives et la motivation des élèves au service de l'agriculture française. Au nom des 173 associations de lycées agricoles privés sous contrat, le CNEAP a formé un recours gracieux à l'encontre de l'arrêté du 13 novembre 2024 fixant au titre de l'année civile 2024 le montant de la subvention de fonctionnement allouée aux associations et organismes responsables des établissements d'enseignement agricole privés mentionnés à l'article L. 813-8 du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Le Gouvernement a accepté la demande du CNEAP de réunir la commission de conciliation prévue à l'article L. 813-7 du CRPM, dont la première réunion

se tiendra dans les semaines à venir. En outre, les services du ministère chargé de l'agriculture demeurent en contact régulier avec la fédération, afin de trouver rapidement une solution collective et pérenne destinée à préserver la qualité des enseignements délivrés dans les établissements du CNEAP et à garantir le lien de confiance entre l'État et la fédération.

Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4310. – 24 avril 2025. – **M. Philippe Mouiller** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** suite à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA, CUMA). Ce dispositif soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général d'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec l'administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, dont l'enveloppe reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si elle entend pérenniser ce dispositif qui reste la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Avenir du dispositif national d'accompagnement des coopératives d'utilisation du matériel agricole

4324. – 24 avril 2025. – **M. Daniel Laurent** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur l'avenir du Dispositif national d'accompagnement (DiNA) à destination des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Ce dispositif, récemment refondu à la suite d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) et d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), constitue un outil stratégique essentiel pour le développement de projets collectifs agricoles. Au-delà de son rôle initial de soutien au partage de matériel, le DiNA permet d'accompagner des dynamiques collectives autour de l'emploi en milieu rural, de l'installation et du renouvellement des générations, de la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ainsi que de la souveraineté alimentaire et énergétique. Chaque année, plus de 600 Cuma représentant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs en bénéficient. Ce dispositif unique permet d'amplifier l'impact des politiques publiques via l'action collective à l'échelle des territoires. Aussi, la coupe budgétaire récemment opérée sur cette ligne interroge et suscite de vives inquiétudes au sein du réseau Cuma. Cette décision intervient paradoxalement au moment où le dispositif venait d'être repensé en lien étroit avec les services du ministère. Elle suscite une incompréhension d'autant plus grande que l'enveloppe consacrée au DiNA reste modeste au regard d'autres dispositifs existants. Dans un contexte où l'accompagnement stratégique des agriculteurs et agricultrices est crucial, il lui demande de bien vouloir préciser les intentions du Gouvernement quant à l'ambition et à la pérennisation de ce dispositif, qui constitue aujourd'hui la seule ligne budgétaire spécifiquement dédiée aux Cuma.

Accompagnement des coopératives d'utilisation du matériel agricole

4334. – 24 avril 2025. – **M. Michel Masset** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** au sujet de la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des coopératives d'utilisation du matériel agricole (Cuma) au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport d'évaluation du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) en 2021, d'une concertation entre le Réseau Cuma et la direction générale de la

performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts économiques, environnementaux et sociaux. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture et constitue un atout majeur pour ce secteur. Ce dispositif est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. En Lot-et-Garonne, département producteur s'il en est, près d'un agriculteur sur deux est en Cuma. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec l'administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du Réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que les défis de souveraineté alimentaire sont au coeur des enjeux stratégiques de notre pays, il souhaite savoir quelle ambition et quelle pérennité elle entend donner à ce dispositif dans les discussions budgétaires à venir.

Réduction budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives portés par les coopératives d'utilisation de matériel agricole

4352. – 24 avril 2025. – **M. Daniel Salmon** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la réduction budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et initiatives portés par les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Au-delà du partage de matériel agricole, ce dispositif soutient des dynamiques collectives essentielles pour l'emploi rural, le renouvellement des générations en agriculture, la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique, ainsi que la souveraineté alimentaire et énergétique. Le DiNA, ayant fait l'objet d'un rapport du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le Réseau Cuma et la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023, puis d'une refonte en 2024, est pleinement aligné avec les priorités des politiques publiques. Il constitue un levier unique en matière d'accompagnement stratégique, mobilisé chaque année par plus de 600 Cuma et plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. Dans ce contexte, la baisse de l'enveloppe budgétaire dédiée suscite une vive inquiétude et une profonde incompréhension de la part du réseau Cuma, d'autant que les résultats du dispositif sont reconnus et que son coût reste modeste au regard d'autres aides sectorielles. Aussi, il souhaite savoir quelles orientations le Gouvernement entend donner à ce dispositif, seule ligne budgétaire spécifiquement dédiée aux Cuma, et si elle envisage de garantir sa pérennité et son renforcement à court et moyen termes.

Baisse des dotations au dispositif national d'accompagnement des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4368. – 24 avril 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la baisse de dotation au dispositif national d'accompagnement (DiNA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Les Cuma sont des structures coopératives permettant la mutualisation de matériel agricole. Elles favorisent l'économie de partage et permettent à leurs membres de réduire les coûts de mécanisation et d'accès à des équipements performants qui seraient difficilement accessibles individuellement. Le dispositif national d'accompagnement (DiNA) affecté par des baisses successives de dotations constitue la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma. Il soutient non seulement le partage de matériel agricole, mais aussi le développement de projets collectifs porteurs de transitions agroécologiques : réduction de l'usage des produits phytosanitaires, adaptation au changement climatique, création d'emplois en milieu rural ou encore amélioration de la souveraineté alimentaire et énergétique. Sur le territoire du Loiret, ce sont 135 Cuma représentant plus de 2 000 agriculteurs qui sont concernées. À l'échelle nationale, plus de 600 Cuma mobilisent chaque année le DiNA, impliquant plus de 14 000 exploitants. Les Cuma ont fait l'objet d'une évaluation positive du ministère de l'agriculture dans un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, soulignant leur utilité et la satisfaction des adhérents. Au regard de ces éléments et alors qu'un nouveau recul des crédits alloués semble envisagé, il souhaite connaître l'ambition du Gouvernement pour ce dispositif et s'il entend garantir sa pérennité, en cohérence avec les objectifs de transition agricole et de soutien aux territoires ruraux.

Réponse. – La ministre chargée de l'agriculture est particulièrement attentive aux préoccupations exprimées concernant les moyens attribués au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole, dit DiNA-CUMA. La loi de finances pour 2025, promulguée le 14 février 2025, a dans ses objectifs, le redressement des comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le

déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025. Pour ce faire, la loi de finances prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs, dans une optique d'effort partagé. Le programme budgétaire « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » connaît une réduction sensible des moyens lui étant affectés. En dépit de ce contexte budgétaire, l'État poursuit pleinement ses efforts en faveur de l'agriculture française et déploie des moyens importants pour soutenir l'activité agricole en France. Ainsi, malgré une réduction de ses moyens, le dispositif DiNA-CUMA sera bel et bien maintenu en 2025. Le DiNA est en effet essentiel pour les CUMA, depuis sa mise en place en 2016, à la suite des aides à l'investissement matériel sous forme de prêts à moyen terme spéciaux. Il a ainsi permis d'accompagner environ 30 % des CUMA sous la forme d'une aide aux investissements immatériels par la mise en oeuvre d'un conseil stratégique réalisé par un organisme de conseil. Parmi les coopératives en ayant bénéficié, 25 % d'entre elles en ont réalisé au moins deux et 6 % en ont réalisé au moins trois. Malgré la diminution des crédits alloués au dispositif DiNA-CUMA, celui-ci continue d'aider les coopératives en priorisant les dossiers déposés, afin notamment d'appuyer celles n'ayant jamais été financées pour une demande d'aide au conseil stratégique. À ce titre, une grille de priorisation avait été rédigée lors de la révision de l'instruction technique, en 2023, en étroite collaboration avec la fédération nationale des CUMA. Une alternative consisterait à diminuer le taux d'aide publique de ce dispositif à 80 % ou 70 %, contre 90 % aujourd'hui, ce qui permettrait de continuer à soutenir l'ensemble des CUMA, sans critère de priorisation.

Pérennité du DiNA

4402. – 1er mai 2025. – **M. Bruno Belin** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la réduction budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA). Ce dispositif va bien au-delà du simple partage de matériel : il accompagne le développement de projets collectifs au sein des des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), au service de l'emploi en milieu rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la transition agroécologique, de l'adaptation au changement climatique et de notre souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation approfondie entre la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) et le réseau Cuma en 2022-2023, puis d'une refonte conjointe en 2024, le DiNA s'inscrit pleinement dans les priorités des politiques publiques. Il constitue un levier efficace pour amplifier, à travers l'action collective, l'impact de ces politiques sur le terrain. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Chaque année, il est mobilisé par plus de 600 Cuma au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La baisse des moyens alloués à ce dispositif, alors même qu'il vient d'être consolidé en partenariat avec votre administration, suscite une vive inquiétude dans le réseau Cuma, d'autant plus qu'il repose sur une enveloppe budgétaire relativement modeste au regard d'autres dispositifs. Par conséquent, il demande au Gouvernement de préciser les mesures qu'il entend prendre pour garantir la pérennité du DiNA Cuma. L'accompagnement collectif des agriculteurs est un enjeu structurant pour l'avenir du monde agricole.

Avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4406. – 1er mai 2025. – **M. Philippe Grosvalet** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la baisse du budget octroyé au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau CUMA et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Elle est perçue par plus de 600 CUMA chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif, alors même qu'il a été récemment

réformé, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau CUMA, au vu de son efficience. Considérant que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelles ambition et pérennité le Gouvernement souhaite donner à ce dispositif.

Pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4407. – 1er mai 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** concernant le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Ce dispositif vise à accompagner la réflexion stratégique des Cuma et à soutenir leurs projets collectifs, notamment en matière d'emploi rural, de renouvellement des générations en agriculture, d'adaptation au changement climatique, et de souveraineté alimentaire et énergétique. Malgré son efficacité et son importance pour les Cuma, le dispositif DiNA a récemment fait l'objet d'une réduction budgétaire, suscitant l'inquiétude du réseau des Cuma. Dans ce contexte, il lui demande les mesures que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour garantir la pérennité de ce dispositif.

Accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4415. – 1er mai 2025. – **M. Laurent Somon** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** au sujet du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DNACMA - CUMA)). Au delà du rôle de partage des machines, le DNACMA est essentiel pour l'emploi rural, le renouvellement des générations en agriculture, mais aussi la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique, la souveraineté alimentaire et énergétique. Cette aide à l'accompagnement stratégique qui a été améliorée en 2024 implique plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Pérennité du dispositif DiNA dédié aux Cuma

4418. – 1er mai 2025. – **Mme Lauriane Josende** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur l'avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA Cuma), comme suite à la récente coupe budgétaire intervenue. Le dispositif DiNA soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023, ainsi que d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Elle est mobilisée par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif, alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du Réseau Cuma, au vu de son efficience et ce, dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Aussi, alors que l'accompagnement des agriculteurs est un sujet central, elle souhaite savoir quel avenir elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Dispositif DINA et coupe budgétaire

4441. – 1er mai 2025. – **Mme Annick Jacquemet** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA - Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau

Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, elle souhaite savoir quelle ambition et pérennité Mme la ministre souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4445. – 1er mai 2025. – **M. Serge Mérillou** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA-Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement qui menace les coopératives d'utilisation de matériel agricole

4452. – 1er mai 2025. – **M. Sebastien Pla** alerte **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (Dina) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux, ainsi que d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises en 2022-2023 renouvelée en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique, unique en son genre dans l'agriculture, est mobilisée par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment revu, suscite aussi bien l'inquiétude que l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vue de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite donc connaître quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, sachant qu'il s'agit bien de l'unique ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Devenir du dispositif DiNA-Cuma

4460. – 1er mai 2025. – **M. Alain Houpert** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des

projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma (coopératives d'utilisation de matériel agricole) au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Devenir du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4491. – 1er mai 2025. – **Mme Corinne Féret** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA, Cuma). En effet, dans le Calvados comme ailleurs, au-delà du premier rôle de partage des machines, ce dispositif soutient le développement des projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Elle est mobilisée par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif, alors même qu'il a été récemment refondu avec l'administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma. Ceci d'autant plus au vu de l'efficience que produit le DiNA, dont l'enveloppe reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. L'accompagnement des agricultrices et agriculteurs étant un sujet central, elle lui demande de bien vouloir lui indiquer si elle entend pérenniser ce dispositif, qui reste la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif DINA

4497. – 1er mai 2025. – **Mme Nicole Bonnefoy** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DINA). En effet ce dispositif soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre

d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Aussi, alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, elle souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Réponse. – La ministre chargée de l'agriculture est particulièrement attentive aux préoccupations exprimées concernant les moyens attribués au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole, dit DiNA-CUMA. La loi de finances pour 2025, promulguée le 14 février 2025, a dans ses objectifs, le redressement des comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025. Pour ce faire, la loi de finances prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs, dans une optique d'effort partagé. Le programme budgétaire « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » connaît une réduction sensible des moyens lui étant affectés. En dépit de ce contexte financier, l'État poursuit pleinement ses efforts en faveur de l'agriculture française et déploie des moyens importants pour soutenir l'activité agricole en France. Ainsi, malgré une réduction de ses moyens, le dispositif DiNA-CUMA sera bel et bien maintenu en 2025. Le DiNA est en effet essentiel pour les CUMA, depuis sa mise en place en 2016, à la suite des aides à l'investissement matériel sous forme de prêts à moyen terme spéciaux. Il a ainsi permis d'accompagner environ 30 % des CUMA sous la forme d'une aide aux investissements immatériels par la mise en oeuvre d'un conseil stratégique réalisé par un organisme de conseil. Parmi les coopératives en ayant bénéficié, 25 % d'entre elles en ont réalisé au moins deux et 6 % en ont réalisé au moins trois. Malgré la diminution des crédits alloués au dispositif DiNA-CUMA, celui-ci continue d'aider les coopératives en priorisant les dossiers déposés, afin notamment d'appuyer celles n'ayant jamais été financées pour une demande d'aide au conseil stratégique. À ce titre, une grille de priorisation avait été rédigée lors de la révision de l'instruction technique, en 2023, en étroite collaboration avec la fédération nationale des CUMA. Une alternative consisterait à diminuer le taux d'aide publique de ce dispositif à 80 % ou 70 %, contre 90 % aujourd'hui, ce qui permettrait de continuer à soutenir l'ensemble des CUMA, sans critère de priorisation.

Financement et pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4501. – 8 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les effets de la réduction de crédits du dispositif national d'accompagnement (DINA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA). Les représentants des CUMA indiquent que ce dispositif permet de soutenir le partage des machines agricoles ainsi que le développement de projets collectifs des coopératives au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique et de la souveraineté alimentaire et énergétique. Selon le rapport n° 20094 du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) de juin 2021 consacré au DINA, « sous réserve de bénéficier d'un accompagnement adéquat, les CUMA apparaissent aux missionnés comme des structures représentatives de l'agriculture de groupe susceptibles de contribuer significativement et de façon opérationnelle au déploiement des politiques publiques prioritaires ». Le dispositif a ensuite fait l'objet d'une concertation entre le réseau CUMA et la Direction générale de la performance économique (DGPE) en 2022-2023, ce qui a abouti à une nouvelle mouture du DINA. Selon les représentants des CUMA, le dispositif s'articule, aujourd'hui, avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Ils indiquent, que le DINA est utilisé par plus de 600 Cuma chaque année à l'échelle du pays - dont 200 en Normandie -, ce qui impliquerait plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. Les représentants des CUMA s'inquiètent d'un projet de réduction de crédits du DINA et soulignent que celui-ci est l'unique dispositif de soutien de l'État à ces coopératives. Ils demandent donc que ses crédits soient sanctuarisés et que le dispositif puisse être pérennisé. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de conforter le rôle des CUMA malgré les nécessaires économies qui doivent être réalisées.

Coupes budgétaires intervenues sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4504. – 8 mai 2025. – **Mme Cécile Cukierman** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** concernant les coupes budgétaires intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNA). Ce dispositif

soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Dans la Loire, il est mobilisé par plus de 170 Cuma chaque année. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, elle souhaite savoir quelle ambition et pérennité le Gouvernement souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Avenir du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4514. – 8 mai 2025. – **M. Rémy Pointereau** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la direction générale de la Performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du Réseau Cuma, au vue de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité le Gouvernement souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Réduction budgétaire intervenue sur le dispositif DiNA

4536. – 8 mai 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la réduction budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Elle est mobilisée par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Il souhaite savoir quelle ambition et quelle pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Pérennisation budgétaire du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole

4570. – 8 mai 2025. – **Mme Audrey Linkenheld** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue dans le cadre du dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA). Ce dispositif, au-delà de son rôle initial de soutien au partage de matériel, accompagne le développement de projets collectifs dans les CUMA, contribuant directement à plusieurs objectifs majeurs : maintien et création d'emploi en milieu rural, renouvellement des générations en agriculture, réduction de l'usage des produits phytosanitaires, adaptation au changement climatique, souveraineté alimentaire et énergétique. Il a récemment fait l'objet d'une importante concertation avec la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023, à la suite d'un rapport du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), ayant abouti à une refonte du dispositif en 2024. Cette évolution, construite en lien avec le réseau CUMA, a permis de mieux articuler les missions du DiNA avec les grandes priorités des politiques publiques agricoles. Mobilisé chaque année par plus de 600 CUMA et impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs, ce dispositif d'accompagnement stratégique est unique dans le paysage agricole. Il constitue un levier puissant de transformation des pratiques via la dynamique collective, pour un budget pourtant modeste au regard d'autres lignes de soutien du ministère. Dans ce contexte, la baisse budgétaire interroge. Elle intervient alors même que la nouvelle version du DiNA venait tout juste d'être déployée, en accord avec l'administration. Elle suscite une vive inquiétude et une profonde incompréhension parmi les acteurs du réseau CUMA, compte tenu de l'efficacité reconnue du dispositif sur le terrain. Elle souhaite donc savoir si le Gouvernement compte réabonder la ligne DiNA dans le projet de loi de finances pour 2026, seule ligne dédiée spécifiquement aux CUMA, afin d'en assurer la continuité, la visibilité et le développement dans la durée.

Crédits dévolus aux Coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole

4604. – 8 mai 2025. – **Mme Frédérique Gerbaud** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les restrictions budgétaires envisagées pour le Dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives (DiNA) des Coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (Cuma). Au-delà de son rôle premier de soutien à l'utilisation partagée des machines agricoles, ce dispositif agit en faveur du développement des projets collectifs des Cuma, de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction du recours aux produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique et de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023, ainsi que d'une nouvelle mouture en 2024, le dispositif DiNA constitue une forme d'accompagnement agricole stratégique unique en son genre, indissociable des enjeux des politiques publiques, dont il démultiplie les impacts à travers les collectifs d'agriculteurs. Plus de 600 Cuma impliquant plus de 14 000 agriculteurs s'appuient sur lui chaque année. La perspective d'une mise à mal de ce dispositif, pourtant récemment refondu par son administration, suscite l'inquiétude du réseau Cuma, ainsi que son incompréhension eu égard au montant somme toute modeste alloué au DiNA comparativement à d'autres dispositifs de soutien. Aussi elle lui de préciser les intentions de son ministère à l'égard de l'unique ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Réponse. – La ministre chargée de l'agriculture est particulièrement attentive aux préoccupations exprimées concernant les moyens attribués au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole, dit DiNA-CUMA. La loi de finances pour 2025, promulguée le 14 février 2025, a dans ses objectifs le redressement des comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025. À cette fin, la loi de finances prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs, dans une optique d'effort partagé. Le programme budgétaire « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » connaît une réduction sensible des moyens lui étant affectés. En dépit de ce contexte budgétaire, l'État poursuit pleinement ses efforts en faveur de l'agriculture française et déploie des moyens importants pour soutenir l'activité agricole en France. Ainsi, malgré une réduction de ses moyens, le dispositif DiNA-CUMA sera bel et bien maintenu en 2025. Le DiNA est en effet essentiel pour les CUMA, depuis sa mise en place en 2016, à la suite des aides à l'investissement matériel sous forme de prêts à moyen terme spéciaux. Il a ainsi permis d'accompagner environ 30 % des CUMA sous la forme d'une aide aux investissements

immatériels par la mise en oeuvre d'un conseil stratégique réalisé par un organisme de conseil. Parmi les coopératives en ayant bénéficié, 25 % d'entre elles en ont réalisé au moins deux et 6 % en ont réalisé au moins trois. Malgré la diminution des crédits alloués au dispositif DiNA-CUMA, celui-ci peut continuer d'aider les coopératives en priorisant les dossiers déposés, afin notamment d'appuyer celles n'ayant jamais été financées pour une demande d'aide au conseil stratégique. À ce titre, une grille de priorisation avait été rédigée lors de la révision de l'instruction technique, en 2023, en étroite collaboration avec la fédération nationale des CUMA. Une alternative consisterait à diminuer le taux d'aide publique de ce dispositif à 80 % ou 70 %, contre 90 % aujourd'hui, ce qui permettrait de continuer à soutenir l'ensemble des CUMA, sans critère de priorisation.

AUTONOMIE ET HANDICAP

Bilan et perspectives des politiques d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap

1119. – 3 octobre 2024. – **M. Pierre Barros** interroge **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur le bilan et les perspectives des politiques d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap dans notre pays. Lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Paralympiques de Paris 2024, Tony Estanguet, président du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralymiques (COJOP) avait déclaré que « vous nous invitez à change de regard, à changer d'attitude, à changer de société, pour enfin donner toute sa place à chacun ». Ces Jeux Paralympiques furent une réussite. Ils nous obligent désormais à accélérer, alors que la France reste largement en retard en matière d'accessibilité et d'inclusion des personnes en situation de handicap. Pour rappel, la France a été pointée du doigt pour ses manquements en la matière par l'Organisation des Nations unies (ONU) en 2021 et par le Conseil de l'Europe en 2023. En effet, près de la moitié des établissements recevant du public restent inaccessibles. Les mesures prises n'ont pas forcément eu les effets escomptés. La loi de 2005 n'est ainsi toujours pas respectée et les établissements retardataires ne sont pas encore sanctionnés par l'État. Ce dernier a toutefois mis en place un fonds territorial d'accessibilité pour accompagner les restaurants, les hôtels, les petits commerces, les cabinets médicaux ou les locaux associatifs. Si l'idée est bonne, ce fonds reste méconnu, peu utilisé (seulement 2 % des crédits prévus pour l'année 2024) et donc loin des besoins nécessaires. Le chantier de l'accessibilité des logements a été rendu plus compliqué par l'adoption de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN), qui réduit de 100 % à 20 % le quota des logements neufs accessibles. Enfin, l'accessibilité des moyens de transport reste également à revoir, en particulier en Ile-de-France. Les moyens manquent également dans d'autres secteurs de la société. Il faut résorber les inégalités en matière d'emploi : dans le public comme dans le privé, le quota de 6 % de travailleurs en situation de handicap dans les entreprises de plus de 20 salariés n'est pas atteint, alors qu'il est obligatoire depuis 1987. Il faut renforcer les moyens alloués à l'école inclusive. Même si le nombre d'accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) a augmenté, il n'est pas suffisant pour permettre une couverture optimale dans l'ensemble des établissements scolaires du pays. Par ailleurs, les enseignants ne sont pas formés à ces enjeux et sont trop peu accompagnés. Il faut également renforcer les aides accordées aux personnes en situation de handicap. L'allocation aux adultes handicapées (jusqu'à 1 016 euros par mois), enfin déconjugalisée, reste en-dessous du seuil de pauvreté de 1 216 euros par mois. La France doit enfin mieux prendre en compte la question du handicap psychique. Ô combien crucial, il a pourtant été un des grands oubliés de la conférence nationale du handicap (CNH) qui s'est tenue en 2023. L'ampleur des chantiers à mener est importante. Il souhaite donc connaître les mesures que le Gouvernement mettra en place pour enfin donner à chacun sa place dans notre société et ainsi faire respecter le principe d'égalité, principe à valeur constitutionnelle. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.**

Réponse. – Vingt ans après la promulgation de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées, des progrès significatifs ont été réalisés, mais de nombreux défis persistent. Le Gouvernement, conscient des attentes légitimes des 12 millions de personnes en situation de handicap et de leurs proches, s'engage à accélérer les efforts pour une société plus inclusive. Dans le domaine de l'accessibilité, pour accélérer la mise en conformité des Etablissements recevant du public (ERP), les agendas d'accessibilité programmée ont été mis en place en 2015. Ce dispositif a permis à 700 000 ERP d'entrer dans une démarche d'accessibilité, et 350 000 ERP ont été déclarés accessibles depuis 2015. Toutefois, il reste encore 900 000 ERP qui ne sont engagés dans aucune démarche, dont près de 90 % relèvent de la 5e catégorie. Plusieurs leviers ont été mis en place afin d'accélérer l'accessibilité des territoires et des ERP : - le fonds territorial d'accessibilité ; - les dotations du fonds de soutien à l'investissement local ; - la direction de l'immobilier de l'État. Ces aides seront

maintenues avec le déploiement de nouvelles initiatives comme la mise en accessibilité de sentiers domaniaux, le contrôle des ERP en ciblant ceux n'ayant pas entrepris de démarche en matière d'accessibilité et qui pourront se voir infliger des sanctions. Pour accompagner les territoires, l'Etat lancera en 2025 un comité de suivi visant à réaffirmer les orientations de la charte « Pour une société pleinement inclusive ». Dans les transports, en 2024, la recherche et la réservation des billets de train ont fait l'objet d'une simplification pour les usagers en situation de handicap avec la mise en place de la plateforme unique de réservation. Dans le secteur aérien, certaines mesures ont vocation à être pérennisées, comme les dispositifs de continuité des parcours pour permettre, par exemple, l'acheminement des fauteuils roulants jusqu'au pied de l'avion ou la sensibilisation et la formation des personnels aéroportuaires. En outre, l'accessibilité du numérique est une priorité afin d'assurer l'accès aux principales démarches en ligne. Ainsi, après la définition d'un cadre normatif dédié, la mise en accessibilité des sites serviciels va s'accélérer. Le respect des obligations de mise en accessibilité des sites et des applications numériques des personnes morales de droit public est placé sous le contrôle de l'autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique. Par ailleurs, un cadre normatif, issu de l'acte législatif européen sur l'accessibilité, et entrant en vigueur le 28 juin 2025, précise les obligations qui seront prochainement applicables aux services de communication électronique, ainsi qu'aux sites et applications numériques de commerce électronique, bancaires, de médias audiovisuels et de transport. Ce dispositif, qui renforce la régulation des acteurs privés, fera notamment l'objet de contrôles de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. En matière d'éducation, l'accès à la scolarisation pour les élèves en situation de handicap a connu une nette amélioration en deux décennies. Entre la rentrée 2005 et celle de 2024, le nombre d'élèves en situation de handicap a plus que triplé, passant de 151 500 à 520 000. Le développement des Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) a constitué une avancée importante pour offrir un soutien adapté aux élèves, avec près de 140 000 personnels dédiés. Au niveau national, ce sont ainsi 15 000 postes d'AESH qui ont été créés en quatre ans, dont 3 000 à la rentrée 2024. 2 000 postes seront créés à la rentrée prochaine. Les efforts se poursuivent pour structurer davantage le modèle de l'école pour tous en simplifiant les démarches, en renforçant la formation des professionnels et en réaffirmant la nécessité d'amplifier la coopération avec les professionnels du secteur médico-social au sein même de l'école, avec des réponses graduées selon la nature des besoins évalués. C'est le sens du développement des pôles d'appui à la scolarité dont le nombre sera considérablement augmenté à la rentrée 2025, et qui seront généralisés à la rentrée 2027. Dans l'enseignement supérieur, l'accessibilité est soutenue, notamment en ce qui concerne le bâti avec un soutien aux établissements. Afin d'accélérer des changements structurels au sein des établissements pour l'accessibilité des formations et l'environnement de la vie étudiante, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a lancé un appel à projet pour permettre à six universités de devenir démonstratrices des meilleures pratiques inclusives, et des outils pour se former à une pratique pédagogique inclusive. Plus de 10 millions d'euros (10,5 Meuros) seront engagés par le ministère jusqu'en 2026 pour accompagner le financement des projets des six lauréats : l'université de Pau et des Pays de l'Adour, l'université d'Angers, l'université Lyon 3, l'université Bretagne occidentale, l'université de Lorraine, l'université Sorbonne Nouvelle. L'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap a fait l'objet de nombreuses réformes depuis 2005. La loi a renforcé l'obligation d'emploi de 6 % pour les entreprises de plus de 20 salariés, favorisant ainsi l'embauche de travailleurs en situation de handicap. Depuis 2017, le taux de chômage des personnes handicapées est passé de 19 % à 12 % en 2024. La transformation du service public de l'emploi et l'implication des entreprises dans une démarche inclusive ont permis de diversifier les opportunités professionnelles et d'améliorer l'accompagnement des travailleurs handicapés, notamment via l'emploi accompagné et les plateformes de mise en relation. La France poursuit cette dynamique avec des mesures visant à lever les freins à l'accès à l'emploi, notamment au travers de l'accompagnement renforcé vers l'environnement de travail le plus adapté. La liste des emplois exigeant des conditions d'aptitudes particulières sera révisée dans le but de mettre fin progressivement au dispositif. Par ailleurs, lors de la conférence nationale du handicap du 26 avril 2023, le Président de la République a annoncé le plan pluriannuel de transformation de l'offre médico-sociale, dit « plan des 50 000 solutions », qui a pour objectifs de conforter l'offre d'accompagnement en volume, de corriger les disparités territoriales constatées et d'accompagner la transformation de l'offre vers la transition inclusive. Doté d'un montant de 1,5 milliard d'euros programmés sur la période 2024-2030, il a notamment vocation à servir les engagements nationaux traduits dans les différentes stratégies nationales (agir pour les aidants, stratégie nationale pour les troubles du neurodéveloppement, plan de prévention des départs non souhaités des enfants en situation de handicap en Belgique, plan de développement accéléré de l'offre médico-sociale pour les départements d'Outre-mer) et à créer des solutions à destination de publics identifiés comme prioritaires parmi lesquels ceux relevant de l'aide sociale à l'enfance. Concernant le montant de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), ce dernier a été revalorisé par le Gouvernement ces dernières années. Il est ainsi passé de 810 euros par mois en 2017, à 900 euros par mois en 2019. Cette

revalorisation a représenté un effort inédit en faveur du pouvoir d'achat et de la lutte contre la précarité des 1,2 million de personnes bénéficiaires de l'AAH, d'un cout budgétaire annuel de 775 Meuros. Par son niveau, l'AAH, dont le montant maximal à taux plein est de 1 033,32 euros depuis le 1er avril 2025, rapproche les allocataires qui en bénéficient du seuil de pauvreté monétaire, voire leur permet de dépasser ce seuil lorsque l'AAH est associée à un complément d'activité, ou à des revenus professionnels. De surcroît, quand les allocataires de l'AAH sont sous le seuil de pauvreté, l'intensité de cette pauvreté est plus faible : elle est de 19,5 % dans le cas de l'AAH, contre 24,6 % en moyenne pour les personnes non handicapées ou faiblement handicapées bénéficiaires de minima sociaux. Par ailleurs, les dispositifs de soutien aux revenus des personnes les plus modestes ne se limitent pas aux minima sociaux, et il faut donc considérer l'ensemble des prestations de solidarité pour apprécier la capacité de notre système de redistribution à éviter la pauvreté. Les bénéficiaires de l'AAH peuvent ainsi cumuler leur allocation avec une allocation logement, qu'ils peuvent recevoir, comme tout autre Français, s'ils sont locataires et même propriétaires de leur logement, sous certaines conditions. Le montant moyen des allocations logement versées s'élève à 219 euros en 2022. Enfin, les bénéficiaires de l'AAH qui bénéficient d'une allocation logement peuvent également percevoir la majoration pour vie autonome. Cette majoration, d'un montant de 105 euros, est versée à ceux qui sont les plus modestes et dont le handicap est le plus sévère (AAH1 à taux plein). En 2024, le cumul de l'AAH, de la majoration pour vie autonome et d'une allocation logement permet à un bénéficiaire locataire, seul et sans enfant, de disposer d'un revenu de 1 340 euros par mois, soit 10 % au-dessus du seuil de pauvreté. Il convient également d'évoquer la complémentaire santé solidaire qui garantit aux personnes handicapées ayant des revenus modestes l'accès à un large panier de soins (dont lunettes, prothèses dentaires et auditives faisant partie du 100 % santé) sans reste à charge et avec un niveau de cotisation nul ou limité. Par ailleurs, au-delà des prestations sociales, des dispositifs de compensation visent à améliorer la vie quotidienne des personnes en situation de handicap, notamment la carte mobilité inclusion et la prestation de compensation du handicap. Enfin, concernant la situation des personnes vivant avec des troubles psychiques, la feuille de route de la santé mentale et de la psychiatrie coordonne ainsi la politique nationale de santé mentale dans une approche holistique, en déclinant trois volets d'actions permettant d'agir sur la promotion de la santé mentale, sur l'amélioration des parcours de soins, et enfin, sur l'inclusion sociale et la citoyenneté des personnes en situation de handicap psychique. Cette politique coordonnée, renforcée par les mesures nouvelles annoncées lors des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie organisées en 2021 sous l'égide de la présidence de la République, contribue à améliorer le parcours de vie des personnes concernées et de leurs proches. Afin d'amplifier la mobilisation collective autour de ce sujet, le Premier ministre a identifié la santé mentale comme grande cause nationale en 2025. Celle-ci doit se concrétiser par un programme de travail gouvernemental pluriannuel qui doit permettre de renforcer les actions en cours et de proposer des mesures nouvelles. Il s'agit notamment de poursuivre l'information sur la santé mentale et la lutte contre la stigmatisation des troubles psychiques, le soutien à l'inclusion sociale et professionnelle des personnes vivant avec un trouble psychique et la stratégie à destination des aidants et des proches.

Perte d'heures finançables des allocations personnalisées d'autonomie

1383. – 10 octobre 2024. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée des personnes en situation de handicap** sur la perte d'heures finançables des allocations personnalisées d'autonomie. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) - destinée aux personnes âgées ou en perte d'autonomie afin de payer totalité ou partie des dépenses nécessaires pour rester à domicile, ou le tarif dépendance de l'établissement médico-social - est versée par les services du département. C'est par décret qu'est fixé le montant du tarif horaire minimal. Ce montant a été mis à jour en ce début d'année par le décret no 2024-2 du 2 janvier 2024 relatif au montant minimal mentionné au 1° du I de l'article L. 314-2-1 du code de l'action sociale et des familles. Le texte définit, par référence à la majoration pour aide constante d'une tierce personne, le montant du tarif minimal d'une heure d'aide et d'accompagnement réalisée par un service autonomie à domicile, qu'il porte à 23,50 euros pour 2024. Ces augmentations au fil des ans ne sont pas reportées également au plafond APA ce qui a pour résultat mathématique une baisse d'heures finançables. Les départements, responsables de la distribution de cette allocation, sont mis en porte-à-faux de cette situation de fait. Ce résultat n'est pas sans conséquence sur l'ensemble du secteur hospitalier, et les services sociaux en particulier qui tentent de compenser par un effort supplémentaire mais ponctuel. Elle lui demande donc de reporter les augmentations du tarif horaire minimal au plafond APA afin de préserver le nombre d'heures finançables pour les allocataires. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.**

Réponse. – L'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), créée par la loi nº 2001-647 du 20 juillet 2001, est accordée par les départements aux personnes âgées de 60 ans ou plus qui ont besoin d'être aidées pour accomplir les actes de la vie quotidienne ou dont l'état nécessite une surveillance régulière. Afin de consolider le financement des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile et de renforcer l'équité de traitement sur l'ensemble du territoire national, une prise en charge minimale applicable en cas de recours à un service prestataire (dit "tarif plancher") a été mise en place en 2022. Le montant du tarif plancher est égal à 0,01941 fois le montant de la Majoration pour aide constante d'une tierce personne (MTP), soit 23,50 euros pour l'année 2024. Sa valeur suivra annuellement la progression de la MTP (laquelle est adossée à l'inflation), comme le prévoit la loi. Depuis le 1er janvier 2025, le tarif plancher est ainsi égal à 24,58 euros, représentant une augmentation de 4,6 %. Le plafond du plan d'aide de l'APA évolue de façon coordonnée avec le tarif plancher, pour éviter les phénomènes d'écrêtement des plans d'aide, en application de l'article L. 232-3-1 du code de l'action sociale et des familles. À titre d'exemple, le plafond encadrant le montant des plans d'aide notifiés aux bénéficiaires classés en GIR 1 est automatiquement passé de 1 956 euros en 2024 à 2 046 euros en 2025, soit une augmentation de 4,6 %. Le report des augmentations du tarif horaire minimal sur les plafonds des plans d'aide APA est ainsi d'ores et déjà effectif.

Dégradation de la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

2342. – 14 novembre 2024. – **Mme Elsa Schalck** interroge **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). En effet, la situation financière des Ehpad s'est fortement dégradée depuis trois ans. Entre 2020 et 2023, la part des Ehpad déficitaires est passée de 27 % à 66 % et l'ampleur des déficits s'est également aggravée, exposant de nombreux établissements à des difficultés de trésorerie à court terme. C'est l'alarmant constat dressé dans un récent rapport du Sénat. Ce dernier appelle à reconstruire le modèle des Ehpad, tant au niveau du modèle de financement et de gouvernance que des moyens alloués à l'investissement. À cette situation financière précaire se rajoute le manque d'attractivité des métiers du grand âge. Par ailleurs, elle affecte les revalorisations salariales des personnels qui exercent pourtant un métier difficile mais ô combien essentiel pour le bien-être de nos aînés. Or, les enjeux de recrutement de ce secteur déjà sous tension vont aller croissant. Alors que la population âgée dépendante augmentera significativement au cours des cinq prochaines années, il y a urgence à aider les Ehpad à surmonter ces difficultés conjoncturelles et structurelles. La loi « Grand Âge » pourtant annoncée depuis 2018 ne voit toujours pas le jour ! Face au besoin impérieux de répondre aux enjeux du vieillissement de la population, elle souhaiterait savoir quelles mesures sont envisagées pour répondre rapidement et concrètement à la situation des personnes âgées dépendantes. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.**

Réponse. – Les pouvoirs publics ont entendu le constat d'urgence sur les difficultés financières que rencontrent actuellement les Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). L'objectif général de dépenses pour les personnes âgées est en hausse de 7,4 % en 2025. Un fonds d'urgence de 300 millions d'euros a été inscrit dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. Les commissions départementales mises en place dès la fin septembre 2023 continuent de réunir les financeurs et les créanciers publics afin d'examiner les difficultés de trésorerie et accorder des aides ponctuelles ou des souplesses dans le paiement des dettes sociales ou fiscales. Elles seront mobilisées dans le déploiement de ce nouveau fonds de soutien. Bien que le lancement des consultations sur la loi de programmation pluriannuelle pour le grand âge n'ait pas pu être réalisé début 2024 en raison des changements gouvernementaux et, ainsi, aboutir dans les délais prévus par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024, les travaux à mener pour disposer de cette visibilité pluriannuelle, en lien avec l'optimisation des instruments et leviers existants, ainsi qu'une réforme de la gouvernance du secteur social et médico-social, demeurent un point d'attention et sont déjà enclenchés. Ainsi, le Conseil de l'Âge, dans son avis sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2025, a estimé que sur le besoin de financement de 13 Mdseuros à horizon 2030 qu'il avait chiffré lors de la concertation Grand Âge et Autonomie de 2018, 11 Mdseuros de crédits supplémentaires ont déjà été apportés. Par ailleurs, des travaux d'ampleur ont été enclenchés en concertation avec les différents acteurs sur le modèle économique des EHPAD. L'objectif est d'aboutir à une réflexion d'ensemble sur le modèle économique des EHPAD et de dégager des orientations de travail dont le Gouvernement pourra se saisir dans les mois à venir pour l'élaboration d'un nouveau cadre de financement des établissements. L'efficience de l'organisation territoriale, la structure et les responsabilités des autorités de tarification, les modalités de financement et la transformation de l'offre sont autant de questions qui sont actuellement débattues. L'expérimentation de la fusion des sections « Soins » et « Dépendance » des EHPAD au

profit d'un nouveau forfait global relatif aux soins et à l'entretien de l'autonomie est une évolution structurante pour le financement des EHPAD et une meilleure équité territoriale. Les EHPAD habilités à l'aide sociale à l'hébergement ont aussi la possibilité de différencier plus facilement les tarifs « hébergement » opposables aux bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement et ceux appliqués aux non-bénéficiaires de cette aide. Par ailleurs, dès cette année, les EHPAD publics autonomes devront se constituer en groupements territoriaux sociaux et médico-sociaux. Cette mesure inscrite dans la loi " bâtir la société du bien vieillir" vise à réduire l'isolement de ces EHPAD, à renforcer l'offre sur les territoires et à mutualiser les compétences. Dans le cadre de la campagne budgétaire 2024, un effort financier pérenne est consacré aux EHPAD. Vous évoquez enfin la problématique de l'attractivité du secteur médico-social. Afin d'agir sur le volet de l'attractivité des métiers, l'Etat met en oeuvre plusieurs dimensions, notamment via le plan métiers du grand âge et de l'autonomie de 2020, permettant d'améliorer et renforcer les recrutements de professionnels : - la formation : le Gouvernement a pris des mesures qui ont notamment permis d'augmenter le nombre de places de formation pour les infirmiers, les aides-soignants et les accompagnants éducatifs et sociaux (plus de 13 500 places supplémentaires ouvertes entre 2020 et 2025). Des mesures pour favoriser le développement de l'apprentissage dans le secteur médico-social et sanitaire, afin d'y faire entrer davantage de jeunes, ont également été prises. Elles visent notamment à lever des freins juridiques (levée du quota limitant les places en apprentissage, travaux sur l'apprentissage dans la fonction publique hospitalière) et à apporter des incitations financières spécifiques (aide exceptionnelle pour réduire le coût du salaire des apprentis). - le recrutement : la mise en oeuvre opérationnelle de l'appel à projets avec la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie pour les plateformes des métiers de l'autonomie, permet de construire une offre d'intermédiation territorialisée et multi-services, afin de permettre aux employeurs de voir leurs offres d'emplois effectivement et rapidement satisfaites. - la Qualité de vie au travail (QVT) : le Gouvernement a mis en oeuvre la première stratégie nationale de l'amélioration de la QVT, initiée en 2018, en intensifiant les crédits alloués aux agences régionales de santé et en soutenant des actions innovantes. Et, afin que ces métiers soient plus sûrs et moins pénibles, des actions spécifiques au secteur de lutte contre la sinistralité sont mises en oeuvre par la branche accident du travail et maladies professionnelles de l'assurance maladie, en s'appuyant sur le réseau des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail. Enfin, pour améliorer l'image et la connaissance des métiers du grand âge, le Gouvernement a lancé en novembre 2024 une campagne de communication nationale pour sensibiliser aux métiers et permettre un meilleur appariement entre l'offre et la demande d'emploi dans le secteur. Face à la complexité grandissante des accompagnements et au contexte économique contraint, nous devrons en tout état de cause continuer collectivement la réflexion sur le modèle des EHPAD et sur les réponses que nous souhaitons apporter aux enjeux du grand âge.

COMMERCE, ARTISANAT, PME, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Vide juridique lié aux points non-permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique

3262. – 13 février 2025. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur le vide juridique lié aux points non-permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique. L'article L. 752-1 du code du commerce prévoit que sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale les projets ayant pour objet : « La création ou l'extension d'un point permanent de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisé pour l'accès en automobile ». L'article L.752-3 du même code précise que : « III. - Au sens du présent code, constituent des points permanents de retrait par la clientèle d'achats au détail commandés par voie télématique, organisés pour l'accès en automobile, les installations, aménagements ou équipements conçus pour le retrait par la clientèle de marchandises commandées par voie télématique ainsi que les pistes de ravitaillement attenantes ». Cependant, certains supermarchés développent depuis peu des points non-permanents de retrait, se matérialisant sous la forme de camions, installés sur des parkings publics ou privés, présents de quatre à six fois par jour en moyenne, six jours sur sept. Or, les supermarchés qui implantent ce type de pratique ne sollicitent aucune autorisation préalable, estimant qu'il s'agit de points non-permanents de retrait, ce qui les dispenserait de présenter une demande d'autorisation. Or, la volonté du législateur était bien d'inclure ce type de drive dans l'article L.752-1, en témoignent les travaux préalables à la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR), qui montrent que le législateur a entendu étendre la qualification de drive et à soumettre à autorisation préalable tout type d'installation, d'équipement et d'aménagement permettant à des automobilistes de venir retirer sur place des commandes achetées par internet au préalable. L'absence d'autorisation préalable constitue une concurrence déloyale vis-à-vis des drives traditionnels. Cette pratique

entraîne également une captation de la clientèle des commerces de proximité et un effet de désertification des centres-villes en direction des points-relais périphériques. Ce phénomène apparaît d'autant plus problématique pour les communes engagées dans des programmes d'actions visant à rendre leurs centres-villes plus attractifs ou à lutter contre la vacance commerciale. Ceci entraîne également une multiplication des flux de véhicules et une hausse de la pollution, générée tant par les camions drives contraints d'effectuer de nombreux allers-retours entre le supermarché et les points-relais, que par les nouveaux clients de ces drives-relais. Enfin, il existe également un impact sur les paysages des entrées de villes et, alors que les commerces traditionnels, notamment les drives accolés ou déportés des magasins, sont sources de revenus pour les collectivités territoriales, ces nouveaux drives-relais sont exonérés de toutes charges. Si l'article L. 752-1 du code du commerce fait bien référence à un « point permanent de retrait », la notion de « permanence » n'apparaît pas devoir s'entendre comme la présence d'un bâtiment, l'article L. 752-3 se référant d'ailleurs aux notions d'installation et d'équipement. Au demeurant, les drives traditionnels ne sont jamais ouverts de manière permanente et les consommateurs ne peuvent venir retirer leurs achats qu'aux heures validées lors de leur commande, ce qui est également le cas de ces camions-drives. Aussi, afin de limiter les effets délétères liés à l'absence d'autorisation préalable pour les points non-permanents de retrait, il lui demande si l'article L. 752-1 du code de commerce inclut bien les camions-drive. Si tel n'est pas le cas, il lui demande s'il est envisagé de modifier les articles L.752-1 et L.752-3 du code de commerce pour y inclure tout type de drives, qu'ils soient accolés, déportés, mobiles, permanents ou itinérants. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire.**

Réponse. – Le Gouvernement est pleinement conscient du développement, en Haute-Savoie, de drives « itinérants » qui prennent la forme de camions, installés sur des parcs de stationnement publics ou privés, présents de 4 à 6 fois par jour en moyenne - et cela six jours sur sept. Ces drives ne peuvent pas être considérés comme des drives « classiques » au sens du code de commerce qui précise [1] les conditions à remplir pour une qualification de « drive », à savoir : des points permanents de retrait par la clientèle d'achats commandés sur Internet, organisés pour l'accès en automobile, des installations, aménagements ou équipements conçus pour le retrait par la clientèle véhiculée avec pistes de ravitaillement attenantes. Aussi, ces drives ne répondent pas au critère relatif à la permanence du point de retrait automobile. Ils ne possèdent pas de construction permanente avec emprise au sol et aucun aménagement n'est créé pour organiser l'accès automobile : en effet, les parcs de stationnement utilisés ne sont pas dédiés spécifiquement à la clientèle et ne comportent pas d'aménagements ou d'équipements spécifiques au drive. Par ailleurs, ces drives « itinérants » ne sont pas soumis aux règles du commerce ambulant, les produits étant commandés sur site internet puis livrés. Dès lors, ce n'est pas une activité commerciale consistant à vendre des produits qui est réalisée de manière ambulatoire mais l'activité de livraison des marchandises. Dans le cas où le drive s'installe sur le domaine public, l'utilisation de ce dernier pour un usage privatif est soumise à autorisation délivrée par l'autorité titulaire du pouvoir de police de la circulation. La législation existante offre ainsi des moyens d'action aux élus concernés par le phénomène. Le Gouvernement est sensible à ces évolutions commerciales. En conséquence, la Direction générale des entreprises a lancé un travail de réflexion, en lien avec les services déconcentrés et les acteurs commerciaux, visant à analyser les risques et opportunités que représente ce nouveau modèle. [1] Article L.752-3 du code de commerce

CULTURE

Le patrimoine et la préservation des églises

3664. – 13 mars 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** au sujet de la préservation du patrimoine et l'aide apportée aux communes dans la gestion de leurs églises. Les maires des communes sont aujourd'hui confrontés à une difficulté grandissante : celle de préserver et restaurer leur patrimoine local, en particulier les édifices religieux, qui constituent des repères historiques et culturels essentiels pour nos territoires. Faute de financements suffisants, nombre d'entre eux se trouvent dans une impasse, contraints de voir ces bâtiments se dégrader, faute de pouvoir engager les travaux nécessaires. L'église Saint-Michel de Valenciennes illustre parfaitement cette problématique, mettant en lumière les limites du cadre actuel de protection du patrimoine religieux. Identifiable grâce à son clocher à bulbe, cet édifice emblématique est aujourd'hui menacé de disparition. Fermé au public depuis deux ans après la découverte de graves dégradations structurelles, notamment au niveau de la charpente et des systèmes d'évacuation des eaux, il nécessiterait cinq millions d'euros pour être restauré. Une somme colossale que le diocèse de Cambrai, propriétaire des lieux, est

dans l'incapacité de réunir, malgré l'attachement profond des habitants à ce monument. Or, contrairement aux églises communales bâties avant 1905, qui peuvent bénéficier de financements publics pour leur préservation, Saint-Michel ne peut prétendre à aucune aide de l'État ou des collectivités, la laissant ainsi dans une situation critique. Cette absence de soutien institutionnel met en péril l'existence même de cet édifice, pourtant ancré dans l'histoire et la mémoire collective locale. Les appels à l'aide des responsables religieux et des habitants se multiplient, et si des initiatives privées, comme des collectes de fonds via la Fondation du patrimoine, ont été envisagées, elles ne sauraient à elles seules combler un déficit de plusieurs millions d'euros. Malgré les cris d'alerte des autorités locales et des acteurs du patrimoine, aucun engagement concret de l'État n'a, à ce jour, été annoncé pour éviter que ce monument ne tombe en ruine ou ne soit partiellement détruit. Face à cette situation, il devient urgent d'adapter les dispositifs de soutien pour éviter que le patrimoine religieux ne disparaisse. Ainsi, il souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement entend mettre en place pour accompagner les communes et les propriétaires d'édifices religieux construit après 1905 dans leur préservation.

Réponse. – Le code du patrimoine prévoit que le ministère de la culture intervient en faveur de la conservation des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, que le propriétaire soit public ou privé. L'église Saint-Michel de Valenciennes (Nord) n'étant pas protégée au titre des monuments historiques, les services déconcentrés du ministère de la culture ne sont donc pas habilités à attribuer des subventions pour la restauration de cet édifice. Cette église n'étant pas propriété d'une collectivité territoriale, les travaux de restauration qui doivent y être réalisés ne sont malheureusement pas éligibles aux subventions prévues au titre du code général des collectivités territoriales (dotation d'équipement des territoires ruraux, dotation de soutien à l'investissement local) attribuées par les préfectures. En l'absence de toute servitude d'utilité publique, le versement d'aides directes à cet édifice affecté au culte et propriété d'une personne privée serait contraire à la loi du 9 décembre 1905. Visant une meilleure protection de ce type de patrimoine, la circulaire ministérielle du 4 août 2023 relative à la protection du patrimoine religieux au titre des monuments historiques a pour objet de mettre en oeuvre une campagne de protection du patrimoine religieux, en particulier des édifices des XIX^{e} et XX^{e} siècles, statistiquement moins représentés dans le corpus des monuments historiques. Il appartient à l'association diocésaine propriétaire, si elle le souhaite, de prendre l'attache des services de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) des Hauts-de-France afin d'étudier la possibilité d'une protection de l'édifice au titre des monuments historiques. Au-delà du sujet de la protection au titre des monuments historiques, les souscriptions publiques et les opérations de mécénat organisées par la Fondation du patrimoine peuvent constituer une aide pour les propriétaires. De plus, la situation de péril de l'église peut également justifier le dépôt par le propriétaire d'un dossier sur la plateforme « Patrimoine en péril » (loto du patrimoine) sur le site de la Fondation.

Sauvegarde et avenir de la mosaïque « La Flamme », oeuvre de Fernand et Nadia Leger (Alfortville, Val-de-Marne)

4047. – 3 avril 2025. – **M. Pascal Savoldelli** interroge **Mme la ministre de la culture** concernant la sauvegarde et l'avenir de la mosaïque murale « la Flamme », oeuvre de Fernand et Nadia Leger, située 2, rue du Capitaine Dreyfus 94 140 Alfortville dans le Val-de-Marne. Cette oeuvre artistique monumentale (environ 90 m2) dessinée en 1955 et réalisée en 1956 orne le pignon du bâtiment administratif de l'ancienne « cokerie » Paris sud de GDF. L'oeuvre, comme les bâtiments sont inscrits au répertoire des monuments historiques. A l'issue de la privatisation et restructuration de GDF, le bâtiment, composé de deux parcelles cadastrales, devient en 2004, propriété d'une société civile immobilière spécialisée dans le foncier industriel. Seulement depuis une quinzaine d'années, et faute d'entretien préventif, des éléments composant "La Flamme" se détachent du pignon de l'immeuble et tombent au sol. Une réalité qui met en péril un patrimoine artistique exceptionnel du XXe siècle, d'artistes qui ont récemment été mis en lumière au Musée Maillol à Paris ainsi qu'au Musée du Luxembourg. Il apparaît aujourd'hui urgent de sauver cette oeuvre, de la restaurer et de travailler à son retour dans le domaine public, étant donné que celle-ci avait été financée par des fonds publics à l'époque. C'est pourquoi il l'interroge sur les mesures qu'elle compte prendre pour oeuvrer à la sauvegarde de « la Flamme » de Nadia et Fernand Leger.

Réponse. – Le ministère de la culture poursuit une politique volontariste de soutien en faveur de la conservation du patrimoine, qui passe à la fois par sa protection au titre des monuments historiques et par l'entretien et la restauration de ces monuments. Au sein de l'ancienne usine gazière d'Alfortville (Val-de-Marne), le bâtiment administratif, y compris l'oeuvre de Nadia et Fernand Léger, est inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 12 avril 2011. Cette protection implique, d'une part, un contrôle de l'État, au travers des services de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), et plus particulièrement de la conservation régionale des

monuments historiques (CRMH) d'Île-de-France, sur tous les travaux susceptibles de porter atteinte aux immeubles protégés et, d'autre part, une obligation d'entretien pour le propriétaire. Elle rend indissociable l'oeuvre de son support : le bâtiment administratif, ses équipements et la mosaïque constituent un tout, dont le propriétaire a l'obligation d'assurer l'entretien en vue de sa bonne conservation. Le ministère de la culture, par l'intermédiaire de la DRAC, a conscience de la valeur de cette oeuvre et met tout en oeuvre pour la conserver, ainsi que l'ensemble des édifices subsistant de l'ancienne usine gazière après son démantèlement au début des années 1980. L'actuel propriétaire de l'immeuble a entamé en 2020 des démarches pour réhabiliter cet édifice inoccupé. Des échanges sont en cours entre le propriétaire et les services de l'État qui portent notamment sur le contenu du permis de construire, afin de garantir à la fois la réhabilitation de ce bâtiment pour un nouvel usage et la sauvegarde de l'oeuvre de Nadia et Fernand Léger.

Risques liés à la mise en application du « décret Son »

4149. – 10 avril 2025. – **M. Thomas Dossus** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur les risques liés à la mise en application du « décret son ». Il a été interpellé à ce sujet par le réseau Ekhoscènes, première organisation professionnelle du spectacle vivant privé (500 entreprises et 70 % de la masse salariale), et l'association Agi-Son, sur les risques liés à l'application du décret Son, datant du 7 août 2017, précisé le 17 avril 2023. Ce décret, s'il est basé sur des ambitions vertueuses auxquelles les entreprises du spectacles souscrivent, s'avère aller trop loin dans les restrictions sonores. En effet, les valeurs limites de l'émergence sont de 5 décibels pondérés A en période diurne (7h-22h) et de 3 décibels pondérés A en période nocturne. Avec ces valeurs limites, le décret est totalement inapplicable pour les spectacles et festivals en plein air. Ce décret remet ainsi en cause l'exercice même de certaines pratiques musicales, et menace la tenue d'événements musicaux d'ampleur partout en France (agglomérations et territoires ruraux). Une expérimentation de grande ampleur a été menée par l'association Agi-Son lors du festival Marsatac, il a été constaté l'inapplicabilité du décret et de son arrêté, malgré les mesures préventives techniques. Le festival n'a pas pu garantir le respect des valeurs limites de l'émergence tout au long de l'événement. Il a cependant tenté de minimiser la gêne des riverains en travaillant sur la directivité du son dans les plus basses fréquences (celles qui gênent le plus les riverains et qui ne sont pourtant pas mentionnées dans le décret : 63 hertz), en fixant des valeurs à respecter en limite de site. En souhaitant se mettre en conformité, le festival a dû assumer avec l'association Agi-Son des coûts très importants (à hauteur de 120 000 euros), et du temps, qui sont incompatibles avec l'économie actuelle des festivals. L'ampleur de l'expérimentation sonore est donc de nature exceptionnelle, difficilement reproductible dans son entièreté notamment au regard de la fragilité du modèle économique des festivals. Il souhaite ainsi savoir au vu de l'impossibilité de l'application du décret, et donc au risque qui pèse sur la majeure partie (sinon la totalité) des spectacles extérieurs, si le Gouvernement va accéder à la demande des professionnels souhaitant la suspension de l'application du décret pour l'année 2025 des festivals, qui commence en avril. Il souhaite également savoir si le Gouvernement prévoit rapidement une évolution du texte, pour notamment réévaluer les valeurs limites de l'émergence, le décret étant complètement inadapté aux réalités de plein air. Au moment où les premiers festivals de la saison vont commencer il faut agir.

Réponse. – Le Gouvernement est pleinement conscient des complexités qu'engendrent pour les festivals les dispositions du « décret son », codifiées aux codes de la santé publique et de l'environnement. Le ministère de la culture a fait part de ces difficultés aux ministères chargés de la santé et de l'environnement, afin que les travaux de l'association Agi-son, soutenus par le ministère, soient étudiés avec la plus grande attention lors des prochaines réunions de travail organisées entre les services des trois ministères concernés et les professionnels. Ce travail d'instruction interministérielle doit aboutir rapidement à une simplification de la réglementation applicable. Celle-ci doit en effet évoluer pour être techniquement et financièrement applicable par les professionnels, et qu'au regard des protections qu'elle préserve, elle puisse se substituer aux normes actuelles. En particulier, le ministère de la culture souhaite que soient examinées certaines mesures substitutives propices à atteindre l'objectif de respect du voisinage tout en étant réalistes pour les festivals. À titre d'exemple, il pourrait être notamment envisagé : de réglementer le recours aux basses fréquences, qui sont les plus gênantes pour le voisinage, voire dangereuses pour la santé ; d'alléger le recours aux études d'impacts des nuisances sonores (EINS), notamment en cas de production de spectacles répétée dans des lieux et configurations similaires. À l'initiative du ministère de la culture, un travail est désormais en cours avec les ministères de la santé et de l'environnement sur les simplifications envisageables. Le Gouvernement a très à coeur de simplifier cette réglementation, conformément aux orientations générales données par le Premier ministre.

Enjeux pour la filière des luthiers et archetiers à l'approche de la CoP20 de la CITES

4204. – 10 avril 2025. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la préservation du pernambouc, bois essentiel à la fabrication d'archets de haute qualité. Elle rappelle avoir déjà posé une question écrite sur ce sujet le 20 octobre 2022 (question écrite 03277). Elle note que la 20e Conférence des Parties (CoP20) de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) se tiendra du 24 novembre au 5 décembre 2025 à Samarcande, en Ouzbékistan. Elle précise que lors de la CoP19, en novembre 2022, le maintien du pernambouc en Annexe II a été décidé, évitant ainsi l'interdiction de son commerce. Cette classification permet de réglementer le commerce international du pernambouc en exigeant la délivrance de permis d'exportation ou de certificats de réexportation, garantissant ainsi que le commerce ne nuit pas à la survie de l'espèce dans son habitat naturel. Toutefois, elle constate que la filière demeure préoccupée par les possibles évolutions réglementaires qui pourraient découler des discussions à venir lors de la CoP20, notamment une éventuelle reclassification du pernambouc en Annexe I. Une telle reclassification interdirait presque totalement son commerce international, ce qui aurait des conséquences significatives pour les luthiers et archetiers français qui dépendent de ce bois pour la fabrication d'archets de qualité. Elle souhaite par conséquent lui demander quelles actions concrètes le Gouvernement entend mettre en oeuvre, en amont de la CoP20, pour défendre auprès des instances internationales le maintien du pernambouc en Annexe II, tout en garantissant une gestion durable de cette ressource, permettant ainsi d'assurer la survie de l'espèce sans compromettre l'avenir de la facture instrumentale française.

Réponse. – Le Gouvernement demeure pleinement mobilisé en faveur du maintien du pernambouc en Annexe II de la Convention sur le commerce international des espaces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), position qu'il défend activement depuis la Conférence des Parties n° 19 (CoP19) en novembre 2022. À cette occasion, la France s'est fermement opposée à une inscription en Annexe I, soutenue notamment par le Brésil, qui aurait abouti à l'interdiction quasi totale du commerce international de cette espèce. Cette mobilisation s'est accompagnée de la proposition d'un plan d'action pour garantir à la fois la conservation de la biodiversité et l'usage durable du pernambouc, en lien étroit avec les professionnels de la facture instrumentale. Depuis lors, les autorités françaises poursuivent la mise en oeuvre de ce plan. Le ministère de la transition écologique travaille avec la Chambre syndicale de la facture instrumentale (CSFI) à la traçabilité des archets via une procédure de déclaration dématérialisée des stocks. En parallèle, le ministère de la culture soutient les actions de la CSFI, notamment à travers « Initiative Arbres et Musique », qui promeut la replantation d'essences utilisées pour la fabrication d'instruments. Dans la perspective de la CoP20 (novembre-décembre 2025, Samarcande), un groupe de travail interministériel a été mis en place dès janvier 2025, associant les ministères compétents (écologie, affaires étrangères, culture, économie), ainsi que les organismes spécialisés : le Commandement pour l'environnement et la santé (CESAN), le Centre d'expertise et de données sur le patrimoine naturel (PatriNat), et l'Office français de la biodiversité (OFB). Ce groupe prépare la position française, en coordination avec les acteurs de la filière musicale, afin de prévenir un éventuel reclassement en Annexe I. La France cherche également à fédérer une position commune au niveau européen, en lien avec la CSFI, pour garantir la pérennité de la facture instrumentale tout en assurant la protection de l'espèce. Enfin, le ministère de la culture a récemment réuni les acteurs du secteur musical afin d'anticiper les impacts d'un éventuel reclassement et de co-construire des propositions d'actions concrètes.

Recours à l'intelligence artificielle dans le doublage français

4454. – 1er mai 2025. – **M. Alexandre Basquin** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur le recours à l'intelligence artificielle dans le domaine cinématographique et plus précisément dans le doublage français. Le doublage français, reconnu mondialement pour sa qualité, joue un rôle essentiel dans la diffusion de notre langue et de notre culture à travers le monde. L'émergence rapide de l'intelligence artificielle et l'absence d'encadrement juridique sur son recours suscitent des craintes légitimes auprès des acteurs concernés. Au-delà d'appauvrir la profondeur artistique et l'authenticité des oeuvres, l'utilisation non consentie de la voix des artistes soulève des questions éthiques majeures concernant le respect des droits des interprètes. En 2022, le secteur du cinéma et de l'audiovisuel a contribué à hauteur de 11,2 milliards d'euros au produit intérieur brut français et emploie directement et indirectement 350 000 personnes, selon les données du centre national du cinéma et de l'image animée (CNC). Le recours à l'intelligence artificielle risque certes d'entraîner une dégradation de la qualité des oeuvres mais aussi la suppression de très nombreux emplois. Il est impératif d'agir dès maintenant pour préserver la qualité de notre cinéma mondialement reconnu et les emplois qui en dépendent. Il lui demande ce qu'elle envisage de faire pour protéger les droits des artistes dans le domaine du doublage et du cinéma face à l'émergence de l'intelligence artificielle.

Réponse. – Les comédiens de doublage participent, au travers de leurs interprétations fines des oeuvres, à la richesse culturelle de la France ; le public français est d'ailleurs très attaché aux oeuvres en version doublée. Si l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) n'est pas nouvelle dans le secteur audiovisuel et cinématographique, la période actuelle est celle d'une intensification très forte de son utilisation. Cette intensification, qui touche le secteur du doublage, soulève des préoccupations légitimes, tant en matière de protection des droits des artistes-interprètes que d'évolution des métiers et des emplois. Pour y répondre, un certain nombre de mesures et d'actions ont déjà été mises en oeuvre aux niveaux national et européen. En premier lieu, un travail d'objectivation des évolutions des usages a été mené par le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC). Ce dernier a ainsi mis en place un observatoire de l'IA conduisant à la publication, en juin dernier, d'une étude permettant de mieux comprendre les utilisations actuelles de l'IA par les professionnels de la filière et la perception par ces derniers de ses impacts sur les métiers et les emplois. Elle présente l'état d'adoption des technologies de l'IA pour le secteur du doublage, et les opportunités et défis qui y sont attachés, notamment s'agissant du développement de voix numériques et de la synchronisation labiale. Deux nouvelles notes de conjoncture sont prévues en 2025 ; l'une portant sur les « storyboarders », l'autre très spécifiquement sur les doubleurs. Enfin, un état des lieux des formations IA dans la filière vient aussi d'être lancé. Deuxièmement, compte tenu des évolutions que cette intensification entraîne en matière de métiers et d'emploi, le ministère de la culture s'est engagé pour encourager toutes discussions entre les professionnels concernés. Celles-ci devraient faciliter la mise en place de pratiques vertueuses, permettant de placer les outils numériques au service de la création humaine et de pourvoir aux besoins de formation. Les services du ministère et le CNC sont en lien permanent avec le secteur du doublage, dont les représentants ont été reçus à plusieurs reprises. Enfin, le règlement européen sur l'intelligence artificielle (RIA) de 2024 a permis de marquer un premier jalon en matière de régulation de l'IA. En application de celui-ci, les contenus de synthèse générés par IA doivent faire l'objet d'un marquage. Par ailleurs, les fournisseurs d'IA doivent se doter d'une politique de respect du droit d'auteur, et ce compris les droits voisins des artistes-interprètes, et publier un résumé détaillé des sources qu'ils utilisent pour entraîner leurs modèles. Pour permettre aux auteurs et artistes-interprètes de comprendre effectivement comment et à quelles fins les oeuvres qu'ils concourent à créer sont utilisées pour entraîner l'intelligence artificielle générative, ces avancées doivent désormais être concrétisées dans les textes d'application de ce règlement. C'est la raison pour laquelle le ministère de la culture a confié au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique deux missions, dont les conclusions viennent d'être publiées ou sont sur le point de l'être. La première a vocation à peser au niveau européen sur les modalités de mise en oeuvre de l'obligation de transparence prévue par le RIA afin de s'assurer qu'elle permette aux auteurs et aux artistes interprètes de disposer des informations indispensables à l'exercice des droits. La seconde, plus prospective, étudie la façon dont l'utilisation des contenus culturels par les modèles d'IA pourrait être rémunérée.

ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Conservation sur le territoire français des données d'EDF confiées à Amazon

3250. – 13 février 2025. – **M. Mickaël Vallet** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la véracité des informations révélées par Le Canard enchaîné fin décembre 2024 concernant l'hébergement par Amazon Web Services (AWS) de données liées à la maintenance prédictive des infrastructures d'EDF. Selon cet hebdomadaire, cette expérimentation a suscité des préoccupations au sein des services de renseignement français, en raison du risque de transfert de données stratégiques vers un opérateur étranger soumis aux législations extraterritoriales, notamment le Cloud Act américain. Dans ce contexte, et au regard de la sensibilité des infrastructures concernées, il s'interroge sur la véracité des faits rapportés. Il se demande si des exigences de maintien des données des centrales nucléaires françaises sur le territoire national avaient été imposées dès l'origine par EDF à AWS dans le cadre de cette expérimentation. Il aimerait savoir si cette exigence, si elle n'était pas indiquée à l'origine du contrat entre EDF et AWS, est une nouvelle exigence du Gouvernement français comme l'indique Le Canard enchaîné.

Réponse. – Pour accompagner dans la durée le parc nucléaire en exploitation, EDF a décidé de lancer un programme de rénovation du système d'information permettant la gestion des activités de maintenance et d'exploitation de ses centrales. Plusieurs partenaires dont Amazon Web Services (AWS) ont ainsi été sélectionnés pour venir compléter l'offre des *datacenters* et les compétences internes. Dans le cadre d'une expérimentation relative aux pièces de rechange, EDF héberge ainsi dans le *cloud* d'AWS une application regroupant les références de pièces non critiques ainsi que leurs caractéristiques techniques, issues de la documentation des fournisseurs. L'objectif n'est pas de réaliser de la maintenance prédictive mais uniquement de disposer d'un catalogue de ces

pièces de rechange. Cette expérimentation est toujours en cours et les suites à donner n'ont à ce stade pas encore été définies. L'ancien système d'information est en fonctionnement tout au long de la phase expérimentale, afin de permettre de faire marche arrière si nécessaire. Concernant la sensibilité des données, aucune information sensible n'a été stockée ou traitée dans le cloud d'AWS. L'expérimentation concerne des données non sensibles et qui ne sont pas sujettes à des contraintes réglementaires, comme le Secret de la Défense Nationale ou de la Protection du ootentiel scientifique et technique de la nation. Aucune exigence de maintien des données sur le territoire français n'est prévue pour la typologie de données qui sont hébergées dans le cloud d'AWS. EDF s'assure cependant que ces données sont stockées dans des *clouds* sécurisés, conformes aux meilleures pratiques et respectant l'ensemble des réglementations européennes et nationales. Pour les données plus sensibles, EDF héberge ces données dans ses propres *datacenters* ou dans des clouds de confiance certifiés par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Par ailleurs, les systèmes informatiques de pilotage d'une centrale ne sont jamais connectés avec l'extérieur et sont indépendants des systèmes informatiques dits « de gestion », objets de l'expérimentation avec AWS. L'État veille à ce que l'entreprise dispose d'une politique interne de gestion des données exigeante et sera attentif à l'évolution de ce dossier.

Sensibilité des données d'EDF hébergées par Amazon Web Services

3251. – 13 février 2025. – **M. Mickaël Vallet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la récente affirmation du Gouvernement, émise lors des questions au Gouvernement du 22 janvier 2025, selon laquelle les données des centrales nucléaires d'EDF hébergées par Amazon Web Services (AWS) ne présenteraient aucun caractère sensible. En effet le 22 janvier 2025, M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique affirmait que les données des centrales nucléaires hébergées portent sur des informations « non sensibles sur lesquelles le risque évoqué n'existe pas ». La sensibilité des données détenues par des organismes publics ou privés est censée être régie par des critères stricts définis, dont ceux prévus par la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique (dite loi SREN). Or, à ce jour, les décrets d'application de cette loi n'ont pas encore été publiés, rendant de ce fait incertaine la caractérisation officielle des données dites sensibles. Dans ce contexte, il apparaît crucial de comprendre sur quels fondements juridiques et techniques le Gouvernement s'appuie pour affirmer l'absence de sensibilité des données concernées, alors même que le cadre réglementaire permettant d'établir cette sensibilité demeure incomplet. Ce alors que la collaboration entre EDF, acteur stratégique dans le secteur de l'énergie, et AWS, entreprise de droit américain, bien qu'apparemment suspendue, soulève des interrogations sur la souveraineté numérique de la France et les risques d'accès non autorisé à des informations stratégiques par des administrations et services étrangers.

Réponse. – Pour accompagner dans la durée le parc nucléaire en exploitation, EDF a décidé de lancer un programme de rénovation du système d'information permettant la gestion des activités de maintenance et d'exploitation de ses centrales. Plusieurs partenaires dont Amazon Web Services (AWS) ont ainsi été sélectionnés pour venir compléter l'offre des *datacenters* et les compétences internes. Dans le cadre d'une expérimentation relative aux pièces de rechange, EDF héberge ainsi dans le *cloud* d'AWS une application regroupant les références de pièces non critiques ainsi que leurs caractéristiques techniques, issues de la documentation des fournisseurs. L'objectif n'est pas de réaliser de la maintenance prédictive mais uniquement de disposer d'un catalogue de ces pièces de rechange. Cette expérimentation est toujours en cours et les suites à donner n'ont à ce stade pas encore été définies. L'ancien système d'information est en fonctionnement tout au long de la phase expérimentale, afin de permettre de faire marche arrière si nécessaire. Concernant la sensibilité des données, aucune information sensible n'a été stockée ou traitée dans le cloud d'AWS. L'expérimentation concerne des données non sensibles et qui ne sont pas sujettes à des contraintes réglementaires, comme le Secret de la Défense Nationale ou de la Protection du ootentiel scientifique et technique de la nation. Aucune exigence de maintien des données sur le territoire français n'est prévue pour la typologie de données qui sont hébergées dans le cloud d'AWS. EDF s'assure cependant que ces données sont stockées dans des *clouds* sécurisés, conformes aux meilleures pratiques et respectant l'ensemble des réglementations européennes et nationales. Pour les données plus sensibles, EDF héberge ces données dans ses propres *datacenters* ou dans des clouds de confiance certifiés par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Par ailleurs, les systèmes informatiques de pilotage d'une centrale ne sont jamais connectés avec l'extérieur et sont indépendants des systèmes informatiques dits « de gestion », objets de l'expérimentation avec AWS. L'État veille à ce que l'entreprise dispose d'une politique interne de gestion des données exigeante et sera attentif à l'évolution de ce dossier.

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver des stages y compris en alternance

2077. – 31 octobre 2024. – **Mme Sylviane Noël** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur les difficultés que rencontrent les élèves de lycée, de CAP ou de BTS dans leur recherche de stage au cours de leur cursus pourtant obligatoire. Nous sommes tous conscients que les stages constituent un élément essentiel du parcours de l'élève, que cela soit lorsqu'il s'agit pour lui de la découverte des métiers et du monde de l'entreprise, ou de sa certification à l'issue de ses années de formation professionnelle. Pourtant, en dépit de la création en 2023 de nombreux dispositifs à l'image du bureau des entreprises dans les lycées professionnels, de la plateforme « un jeune, une solution » ou encore du Pacte avec les enseignants pour pouvoir effectuer des missions complémentaires et renforcer l'accompagnement des élèves, trouver un stage relève toujours du parcours du combattant. Les jeunes sont même parfois obligés de quitter leur établissement, faute d'avoir décroché leur stage ! Au 31 décembre 2023, 1 021 500 apprentis étaient inscrits dans un centre de formation en France. Cela correspond à une augmentation de 7 % par rapport à 2022 mais quel est le chiffre des élèves qui n'ont pas décroché leur apprentissage faute de stage ? Force est de constater que les outils et les efforts mise en place par l'État pour renforcer et réduire les inégalités en matière d'accès aux stages ou aux périodes de formation en milieu professionnel ne suffisent malheureusement pas à enrayer ce phénomène inquiétant. En effet, les obstacles à trouver un stage restent multiples : le manque de temps et d'investissement d'un certain nombre d'entreprises, sur un sujet qui devrait apparaître comme un enjeu citoyen et collectif, l'accompagnement parfois insuffisant de l'éducation nationale ou même l'absence de lien entre les établissements et le monde économique, ainsi que la discrimination qui perdure dans certains cas. Convaincue que l'apprentissage mérite d'être reconnu à sa juste valeur comme une voie de passion, d'excellence et d'avenir, pour les jeunes et les entreprises, elle souhaiterais savoir quelles mesures le Gouvernement compte prendre rapidement en leur faveur pour les aider à trouver plus facilement leurs stage.

Réponse. – Il convient de distinguer les stages en seconde générale et technologique ou encore au collège qui sont des stages d'observation, de courte durée ; les périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) des lycéens professionnels qui sont des périodes plus longues de formation en milieu professionnel mais sont organisées en séquences de quelques semaines ; et les formations en entreprise mises en oeuvre au titre de l'apprentissage qui recouvrent des temps longs de travail et de formation encadrés par un contrat d'alternance et font l'objet d'une rémunération de l'entreprise. Ainsi les postes occupés et les activités conduites ne sont pas les mêmes entre les différents stages et PFMP et temps au titre d'un contrat d'apprentissage, ce qui peut permettre d'avoir au sein d'une même entreprise, des élèves observateurs en stages, des lycéens professionnels qui occupent de vrais postes de travail et acquièrent des compétences « métier » ou encore des apprentis qui travaillent également des compétences métiers mais sur des temps longs et avec un maître d'apprentissage. Les stages, les PFMP et périodes sous contrat d'apprentissage constituent effectivement un élément essentiel du parcours du jeune. L'inégalité de ces jeunes face à la recherche de lieu d'accueil en entreprise existe bien, et cette démarche peut effectivement s'avérer difficile suivant les territoires. Pour autant, il est du ressort de l'École républicaine de réduire ces inégalités et elle y contribue au quotidien, en s'appuyant sur des leviers et des mesures prises. Au sein de l'établissement, le personnel peut davantage investir, dans le cadre de ses missions éducatives et pédagogiques, l'accompagnement des élèves en la matière. La réflexion autour des métiers en tension permet aux établissements de développer des formations directement en lien avec le tissu économique local mieux identifié, facilitant notamment l'implantation des élèves dans ces lieux de stage privilégiés. C'est aussi l'objet du développement des formations courtes et complémentaires. Les bureaux des entreprises, installés dans chaque lycée professionnel, sont dorénavant une porte d'entrée identifiée pour permettre le travail de relations, sourcing et de prospection des entreprises, facilitant ainsi le suivi des périodes de formation en milieu professionnel tant dans ses démarches d'accompagnement des jeunes (trouver un lieu d'accueil, assurer le lien pendant et après la période), d'accompagnement des entreprises (démarche autour de la convention de stage ou de PFMP, liens avec les tuteurs de stage, et les maitres d'apprentissage) et d'accompagnement des équipes pédagogiques et éducatives (animation et coordination des équipes autour de ce suivi). Autour de l'établissement, il s'agit de renforcer l'écosystème autour du lycée professionnel par le biais des mises en réseaux, favorisant les échanges entre les différents acteurs engagés dans les politiques publiques de formation, d'éducation, d'orientation, d'insertion. Les périodes et l'accueil des jeunes en entreprise, sont ainsi discutés lors des réunions de bassins, des comités locaux école-entreprise, des réunions autour des préfets/sous-préfets, régions et départements. Enfin, les banques de stages/lieux d'accueil en entreprise développées par ces collectivités sont, par ailleurs, des outils communiqués aux équipes et aux élèves.

Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens

2193. – 7 novembre 2024. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur une problématique de justice sociale et de proximité éducative qui touche de nombreux élèves parisiens et leurs familles. Elle rappelle que le logiciel Affelnet, chargé d'affecter les élèves dans les établissements de leur académie, conduit souvent, dans la capitale, à des situations que beaucoup perçoivent comme injustes. Ainsi, nombre d'enfants habitant à proximité de collèges de renom, situés dans leur quartier ou même à quelques minutes de chez eux, se voient dans les faits empêchés d'y accéder, en raison de l'algorithme d'affectation qui combine des critères géographiques, scolaires et sociaux. Elle note que les familles concernées ressentent une véritable frustration, d'une part, car elles voient leurs enfants assignés à des établissements parfois plus éloignés et perçus comme moins attractifs ; d'autre part, car elles s'interrogent sur la logique d'un système censé favoriser l'équité mais qui semble, dans certains cas, produire l'effet inverse. Elle souligne que l'affectation de certains élèves vers des collèges éloignés ou moins réputés suscite de l'incompréhension, d'autant plus que les critères sociaux appliqués tendent à brouiller les repères de proximité et de qualité d'enseignement auxquels ces familles aspiraient pour leurs enfants. Elle souhaite donc connaitre, dans ce contexte, les ajustements prévus par le ministère pour rendre l'algorithme Affelnet plus transparent et adapté aux réalités locales parisiennes, afin qu'il prenne en compte davantage la proximité résidentielle et les souhaits des familles, sans sacrifier les principes d'égalité et de mixité sociale. Elle espère, à cette occasion, une concertation renforcée avec les associations de parents d'élèves et les élus des arrondissements concernés pour élaborer un dispositif plus souple et équitable, garantissant à chaque élève un accès juste et équilibré aux établissements de son secteur géographique. Elle précise qu'il en va de la confiance que chacun peut placer dans le système éducatif public et dans la capacité de l'État à assurer une véritable égalité des chances pour tous les enfants, indépendamment des critères imposés par un algorithme.

Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens

3199. – 6 février 2025. – **Mme Catherine Dumas** rappelle à **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** les termes de sa question n° 02193 sous le titre « Injustice du logiciel Affelnet pour l'affectation des élèves à l'entrée au collège dans certains arrondissements parisiens », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La procédure d'affectation des élèves au lycée s'appuie sur l'application Affelnet-Lycée sur l'ensemble du territoire national depuis 2008. Cette application constitue un outil d'aide à la décision pour le directeur académique des services de l'éducation nationale, responsable de l'affectation des élèves au lycée dans le département, par délégation du recteur d'académie. Elle garantit à la fois la transparence des critères pris en compte, l'équité de traitement et la fiabilité des résultats. Reposant sur un fonctionnement arrêté au niveau national et conforme aux dispositions réglementaires, l'application Affelnet-Lycée est paramétrée dans chaque académie en fonction des objectifs politiques définis par le recteur et en tenant compte des spécificités locales. Partant du constat d'une ségrégation scolaire et sociale très marquée dans l'académie de Paris et d'une difficulté à affecter tous les élèves dès le mois de juin, le rectorat a souhaité réformer la procédure d'affectation en seconde générale et technologique. Depuis la session 2021, tout en préservant la possibilité offerte aux familles de formuler des voeux (ce qui distingue Paris de beaucoup d'autres académies), une affectation au « barème » a été instaurée avec un calcul reposant sur trois critères : - un critère géographique qui garantit l'affectation dans un lycée à moins de 25 minutes de transport parmi une liste de 5 ; - un critère social qui tient compte de l'indice de position sociale (IPS) du collège de scolarisation (avec un bonus pour les collèges aux IPS inférieurs à la moyenne nationale ou académique) ; - un critère de performance scolaire, évaluée par le biais des notes de 3e et de la validation du socle commun. Au cours des trois dernières sessions d'affectation, l'indice de ségrégation sociale entre les lycées publics parisiens a reculé de 39 %, tandis que l'indice de ségrégation scolaire a reculé de 30 %. Lors de la dernière session d'affectation de juin 2024, 11 766 élèves ont été affectés en seconde générale et technologique dès le « tour (principal) 1 », contre 218 non affectés dont 137 issus de collèges publics parisiens. Ce sont les chiffres de « non affectation » les plus bas jamais enregistrés, sachant que tous ceux qui l'ont souhaité ont pu recevoir une proposition d'affectation au « tour 2 » (début juillet). Le taux de satisfaction des familles s'élève à 65,7 % sur le voeu 1 (contre 57,1 % avant réforme) et à 88 % lorsque les trois premiers voeux sont pris en compte (contre 80,4 % avant réforme). 95,6 % des élèves sont affectés dans un lycée de secteur « 1 », à moins de 25 minutes de transport de leur domicile.

Préservation des postes d'enseignants en milieu rural

2333. – 14 novembre 2024. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur le projet de suppression de 4 000 postes d'enseignants programmé dans le projet de loi de finances 2025 actuellement examiné au Parlement. Dans l'Orne, la communauté éducative est fortement mobilisée au sein du projet pédagogique « Normandie 2024-2027 ». Dans un département à dominance rurale, les initiatives pour favoriser l'apprentissage et la réussite éducative sont précieuses pour garantir l'égal accès de tous les élèves à la promesse républicaine d'émancipation. Ces objectifs sont d'autant plus impérieux qu'empiriquement les évaluations des élèves ornais pointent des marges de progression à concrétiser. L'apprentissage des savoirs-fondamentaux demeure un défi renouvelé qui nécessite un taux d'encadrement favorable (19,5 en écoles / 23,6 en collèges). La suppression de postes d'enseignants en milieu rural pourrait fragiliser certaines unités éducatives voire créer des déserts éducatifs. Le service public de l'éducation nationale constitue l'une des clés de voûte de notre modèle républicain. Son maillage territorial actuel représente une force. L'école rurale comporte des spécificités. Les moyens actuellement déployés dans l'Orne sont déjà lacunaires et permettent tout juste de répondre aux besoins éducatifs et pédagogiques du territoire. Aussi, il souhaite connaitre quelles sont les intentions du Gouvernement, en dépit du projet de réduction du nombre d'enseignants, pour préserver la qualité de l'enseignement en milieu rural au regard des spécificités de ces territoires.

Réponse. – Le budget de l'éducation nationale reste le premier budget de la nation. Les moyens en emplois pour la rentrée 2025 ont été fortement réévalués par rapport au projet de loi de finances déposé en octobre 2024, afin de répondre aux enjeux du système éducatif. Ainsi, le Gouvernement prévoit un maintien global des emplois d'enseignants et la création de 2 000 postes d'accompagnants d'élèves en situation de handicap. Ce maintien global des moyens d'enseignement s'inscrit dans la perspective d'une année scolaire 2025-2026 qui sera à nouveau marquée par une diminution forte du nombre d'élèves de l'ordre de 92 700, poursuivant une tendance démographique observée depuis plusieurs années. Il est prévu une baisse de 80 800 élèves dans le premier degré public et de près de 11 900 élèves dans le second degré public. L'amélioration historique des taux d'encadrement se poursuivra donc en 2025, avec un taux inédit de 6,13 professeurs pour 100 élèves grâce à des suppressions de postes limitées à 470 emplois. Exprimé en nombre d'élèves par classe, l'enseignement primaire accueillait 23,2 élèves par classe en moyenne en 2017, contre 21,3 en 2024. Une nouvelle diminution est prévue à la rentrée scolaire 2025, pour atteindre son plus bas niveau historique, s'établissant à moins de 21,1 élèves par classe en moyenne. La carte scolaire est avant tout un levier de politique éducative que l'éducation nationale mobilise pour s'adapter à la réalité des territoires en constante évolution. C'est donc un travail continu qui est mené avec l'ensemble des parties prenantes de ces territoires pour que chaque élève dispose des meilleures conditions d'enseignement possibles. Il convient de préciser que d'une manière générale, les travaux de préparation de la rentrée scolaire donnent lieu à de nombreux échanges avec les élus locaux et ont lieu sur la base d'une appréciation fine et objective de la situation de chaque école et des spécificités de chaque territoire. Ce processus, initié dès septembre, se poursuit jusqu'à la rentrée scolaire suivante dans un dialogue continu avec les élus et un suivi très attentif des évolutions éventuelles d'effectifs. La suppression de 3155 postes d'enseignement dans le premier degré public initialement prévue dans le projet de loi de finances 2025 sera donc finalement limitée à 470. Ces moyens consacrés à l'enseignement scolaire permettront de poursuivre les objectifs d'élévation générale du niveau de réussite scolaire et de réduction des inégalités sociales dans un environnement serein favorable au bien-être des élèves. Cette évolution historique permettra de répondre aux priorités suivantes : - agir en faveur de l'égalité des chances et de l'équité territoriale en préservant les moyens de l'école rurale, malgré la baisse démographique marquée, et en poursuivant la création de classes de toute petite section dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ; - accompagner l'école inclusive avec la création de nouvelles unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), d'unités d'enseignement autisme et des pôles d'appui à la scolarité. La répartition des moyens dans le premier degré tient compte du caractère plus ou moins rural de chaque académie, département et école. À la maille la plus fine, celle de l'école, les temps de transport des élèves sont également pris en compte. De plus, pour mieux répondre aux préoccupations exprimées par les élus locaux, en 2024, le dialogue et la coordination ont été renforcés en amont des conseils départementaux de l'éducation nationale, dans le cadre de l'observatoire des dynamiques rurales, instance de concertation mise en place dans ces territoires pour donner de la visibilité sur les évolutions démographiques et en partager les implications potentielles pour la structure des écoles, dans une logique pluriannuelle. Enfin, s'agissant plus particulièrement du département de l'Orne, si celui-ci connaît une baisse soutenue de sa démographie et de sa population scolaire depuis plusieurs années qui, après avoir impacté le premier degré, atteint désormais les collèges et les lycées, l'attention forte qui a été portée par l'académie à l'Orne a permis de préserver une offre de qualité tant dans le premier degré que dans le second degré. Dans le premier

degré, cette attention s'est traduite par une amélioration continue depuis 2018 du nombre d'élèves par classe (19,7) et du nombre de postes pour 100 élèves (6,63) qui sont aujourd'hui les plus favorables de l'académie, par un maillage d'écoles préservé, par une offre de formation et le déploiement d'outils innovants permettant à chaque personnel de progresser dans l'exercice de ses misions et par une offre inclusive forte et variée. Cet effort important a été porté conjointement avec les territoires et leurs élus autour d'une approche responsable et constructive au service de tous les élèves ornais. Cette même dynamique accompagne l'évolution des collèges et des lycées ornais tant pour le maintien d'un nombre d'élèves par division (24,5) que par l'octroi de dotations horaires globales adaptées aux spécificités de chaque établissement d'enseignement. Les efforts importants consentis par l'académie pour répondre aux spécificités du département de l'Orne témoignent d'une volonté affirmée par l'académie dans son projet pédagogique de ne laisser aucun élève sans accompagnement adapté à ses besoins.

Modalités de la réforme de la terminale professionnelle

2422. – 28 novembre 2024. – **M. Jacques Grosperrin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur les modalités de la réforme de la terminale professionnelle. Le baccalauréat professionnel de juin 2025, lequel touchera environ 170 000 élèves, verra une évolution importante. Dans le cadre de la création de parcours différenciés en terminale, et selon qu'ils veuillent commencer à travailler après leur diplôme ou poursuivre des études, les six dernières semaines de l'année des lycéens seront consacrées à un stage en entreprise ou à une préparation à l'enseignement supérieur. Le tronc commun est réduit à trente semaines, dont vingt-deux de cours et six de formation en milieu professionnel. Pour l'essentiel les épreuves écrites du baccalauréat seraient avancées à la mi-mai. Le resserrement de l'année scolaire, ainsi que la perte d'heures de cours, interrogent sur les modalités de l'évolution de la pédagogie qui sera mise en oeuvre ou le risque de voir certains élèves disparaitre alors que la quasi-totalité de leur bac sera joué. Non négligeable également l'hypothèse que ce soit aux élèves les plus fragiles du système scolaire qu'on demande beaucoup d'autonomie dans leur parcours. En ajoutant le défi organisationnel du parcours modulaire avec la re-création de classes différentes pour fin juin. Est enfin à redouter un véritable et prévisible goulot d'étranglement dans les entreprises compte-tenu de la présence d'autres types de stages professionnels à la même période. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre, dans la mise en oeuvre efficace de la réforme, pour limiter autant que possible les impacts négatifs de cette première année d'expérimentation.

Réponse. – La réforme du lycée professionnel a réorganisé le cursus préparatoire au baccalauréat professionnel dans deux directions pour prendre en compte les profils des élèves et conforter leurs résultats et devenirs : - réorganiser l'année de terminale pour mieux préparer à la fin de celle-ci le parcours post-lycéen sur la base au projet de l'élève ; - consolider les enseignements des savoirs fondamentaux, en particulier en français et mathématiques. L'enjeu est sur ce point essentiel car les difficultés en français et en mathématiques, lorsqu'elles sont importantes, entravent l'ensemble des apprentissages. Ainsi des heures consacrées aux savoirs fondamentaux ont été ajoutées à la grille horaire d'avant la réforme. Le volume horaire global du cursus passe de 2 520 heures avant la réforme, incluant enseignements, accompagnement et parcours de terminale, à 2 530 heures aujourd'hui au total, soit un ajout de 10 heures. 20 semaines de périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) au maximum sont obligatoires, au lieu de 22 avant la réforme. Le parcours différencié en fin d'année de terminale a pour objet de proposer des parcours adaptés aux projets des élèves qui aujourd'hui rencontrent pour une part importante d'entre eux des difficultés dans leur poursuite d'études ainsi que parfois dans leur insertion dans l'emploi. Le parcours de 6 semaines supplémentaires en entreprise gratifiées comme les autres PFMP destiné aux élèves qui choisissent l'insertion dans l'emploi leur permet de poursuivre leurs apprentissages pour la maîtrise des compétences souhaitées. Il a pour objectif de renforcer les liens entre formation et emploi par l'accroissement de la professionnalisation et de mieux accompagner les élèves dans cette transition. Ces semaines supplémentaires entraînent une sollication accrue des entreprises en fin d'année mais il convient de souligner que les stages en seconde générale et technologique comme au collège sont des stages d'observation de courte durée tandis que les PFMP au lycée professionnel sont des périodes plus longues de formation en milieu professionnel. Les postes occupés et les activités conduites ne sont pas les mêmes entre les différents stages et PFMP, ce qui peut permettre d'avoir au sein d'une même entreprise, des élèves observateurs en stage, et des lycéens professionnels qui travaillent des compétences métier. Par ailleurs, la réforme s'est accompagnée de la création à partir de la rentrée 2023 des bureaux des entreprises dans tous les lycées professionnels, appuis pour la recherche de PFMP, qu'elles soient obligatoires ou non. Le ministère a conduit et conduira encore des actions d'accompagnement en direction des académies et des établissements pour soutenir les équipes sur la mise en oeuvre de la réforme : sessions de

formation et webinaires organisés en 2023-2024 ; ressources mises à disposition des académies ; travail sur le planning et l'organisation des épreuves d'examen pour le baccalauréat professionnel en relation avec les académies, les corps d'inspection et les divisions des examens et concours.

Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets

2583. – 5 décembre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur les situations d'inégalité salariale créées par le caractère non-rétroactif du décret n° 2022-708 du 26 avril 2022 et du décret n° 2023-729 du 7 août 2023 portant sur les règles déterminant l'ancienneté du personnel nommé dans les corps enseignants. Le décret n° 2022-708 du 26 avril 2022 étend la reprise des services réalisés dans le secteur privé, à raison des deux tiers de leur durée, à l'ensemble des lauréats des troisièmes concours enseignants, d'éducation et de psychologues de l'éducation nationale. Il actualise par ailleurs certaines annexes du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation des règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'éducation nationale, pour prendre en compte les modifications des durées d'échelon et de l'architecture des carrières (création d'un troisième grade, nouvel échelon sommital à la hors classe) opérées à l'occasion du protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR). Quant au décret n° 2023-729 du 7 août 2023, il prévoit la possibilité de reprendre les services réalisés dans le secteur privé pour les lauréats des concours externes et internes enseignants, d'éducation et de psychologues de l'éducation nationale ; il définit les conditions de cumul éventuel de la reprise d'années d'activité professionnelle privée avec d'autres dispositions du décret dans le cadre du classement dans un corps régi par le décret du 5 décembre 1951 ; il supprime la clause de non-interruption des services d'un an et améliore la reprise des services de contractuels enseignants de droit public et des services de contractuels de droit public non-enseignants. Par ailleurs, il explicite les modalités de reprise des services à temps partiel et incomplet, et prévoit un article spécifique pour les bonifications d'ancienneté au profit des titulaires d'un doctorat et des contractuels alternants prévues auparavant dans les différents décrets statutaires. De nombreux enseignants qui ont été recrutés par voie de concours avant la parution de ces décrets indiquent que ceux-ci ne s'appliquent qu'aux lauréats à partir de septembre 2022 pour les troisièmes concours, ou de septembre 2023, pour les autres concours, ce qui générerait une inégalité salariale avec les lauréats des sessions antérieures. Ils soulignent que leurs collègues, contractuels puis lauréats d'un concours en 2022/2023 ou nouveaux entrants, dans l'éducation nationale, bénéficieraient de conditions de classement et donc de salaires plus favorables bien qu'ayant une ancienneté moins importante. Ils précisent que ces modalités concerneraient non seulement la rémunération mensuelle, mais aussi les conditions de mutations en cours de carrière, l'accession au grade de la « hors-classe », à la « classe exceptionnelle » et donc - à plus long-terme - le niveau de pension de retraite. Ils indiquent que, dans ces conditions, de nombreux enseignants déjà titulaires du concours auraient démissionné afin de le repasser pour être recrutés dans ces conditions plus avantageuses. Il souhaite donc connaître la position du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin de remédier à la rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par les décrets n° 2022-708 du 26 avril 2022 et n° 2023-729 du 7 août 2023.

Problème d'égalité salariale dont sont victimes certains enseignants suite à l'entrée en vigueur des décrets n° 2022-708 du 26 avril 2022 et n° 2023-729 du 7 août 2023

2628. – 19 décembre 2024. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur le problème d'égalité salariale dont sont victimes certains enseignants suite à l'entrée en vigueur des décrets n° 2022-708 du 26 avril 2022 et n° 2023-729 du 7 août 2023. Ces décrets modifient les conditions de classement des lauréats des concours et permettent en particulier de reprendre les services réalisés dans le secteur privé ainsi qu'une meilleure reprise des services réalisés en tant que contractuels de l'éducation nationale. Cependant, ces décrets ne s'appliquent qu'aux lauréats à partir des concours de 2022 ou de 2023 en fonction du concours. Ainsi, certains enseignants ont vu leurs collègues, contractuels puis lauréats d'un concours en 2022/2023 bénéficier de conditions de classement et donc de salaires nettement plus favorables bien qu'ayant une ancienneté de service à l'éducation nationale moins importante. Aussi, il lui demande s'il entend étendre ces dispositions aux enseignants titularisés avant 2022/2023.

Conséquences de l'entrée en vigueur des décrets du 26 avril 2022 et du 7 août 2023 pour certains enseignants

2892. – 16 janvier 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les conséquences de l'entrée en vigueur des décrets n° 2022-708 du 26 avril 2022 et n° 20233-729 du 7 août 2023. Ces décrets modifient les conditions de classement des lauréats de concours, en prenant mieux en compte les services accomplis dans le secteur privé ou en tant que contractuel au sein de l'éducation nationale. Or, ces textes ne concernent que les lauréats des concours postérieurs à septembre 2022 ou septembre 2023. Des enseignants ayant une ancienneté et une expérience plus importantes sont donc désavantagés par rapport à leurs collègues nouvellement entrants et récemment titularisés. Outre les disparités salariales immédiates, cette situation impacte fortement la carrière des enseignants : elle freine leurs perspectives d'avancement, restreint leurs opportunités de mutation et réduit leurs droits à la retraite. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui préciser sa position sur cette question et si elle envisage de prendre des mesures pour mettre fin à ces inégalités.

Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets

3856. – 20 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** les termes de sa question n° 02583 sous le titre « Rupture d'égalité de traitement entre enseignants introduite par deux décrets », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le ministère chargé de l'éducation nationale a engagé depuis plusieurs années un chantier d'ampleur en vue d'améliorer les règles statutaires de reprise des services lors de la nomination dans un corps enseignant, afin de diversifier les profils recrutés et d'offrir des secondes carrières attractives. En 2022, les modifications règlementaires ont porté sur l'amélioration de la reprise des services de droit privé pour les lauréats des troisièmes concours. Cette mesure a été étendue au 1er septembre 2023 aux lauréats issus des autres voies de concours (externe et interne). Certains lauréats des concours bénéficient également d'une reprise plus avantageuse de leurs services publics. Ces mesures concernent le classement à l'entrée dans un corps enseignant ou assimilé et non le déroulement de carrière qui s'ensuit. En effet, les dispositions du décret n° 2023-729 du 7 août 2023 constituent une mesure d'attractivité par le biais d'un nouveau classement plus favorable, et non une mesure de revalorisation des enseignants recrutés antérieurement. Sauf exceptions strictement encadrées, les dispositions règlementaires n'ont pas vocation à régir des situations juridiquement constituées et ne valent que pour l'avenir. Aussi, seuls les nouveaux lauréats d'un concours donnant accès à un corps régi par le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 peuvent bénéficier de ces modalités de classement. Par ailleurs, selon une jurisprudence constante, un décret instituant des règles de reprise d'ancienneté et ne comportant pas de dispositions permettant d'en faire bénéficier les agents déjà en fonctions ne constitue pas une discrimination contraire au principe d'égalité de traitement des fonctionnaires d'un même corps (par exemple : CE n° 260508, 10 décembre 2004, Syndicat national des infirmiers conseillers de santé).

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Déploiement du pack « nouveau départ » pour les Françaises à l'étranger victimes de violences conjugales

108. – 26 septembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur le déploiement du pack « nouveau départ » pour les Françaises à l'étranger victimes de violences conjugales. Lancé en mars 2023, ce pack vise à apporter une réponse coordonnée, rapide et individualisée aux besoins d'une femme victime de violences conjugales : allocation type « revenu de solidarité active », aide pour le retour à l'emploi, pour la formation, pour la garde d'enfant, un accompagnement psychologique et un hébergement d'urgence si besoin. La victime pourra se signaler auprès d'une association, d'un médecin, de la police ou encore du maire qui contactera le référent nommé au sein de département. Cet interlocuteur unique sera en charge de l'informer et de déclencher l'intégralité des dispositifs nécessaires afin d'éviter les multiples prises de contact et de réduire le temps de mise en place des dispositifs d'aide et de soutien. D'abord expérimenté dans quatre territoires pilotes, ce pack « nouveau départ » doit être étendu à tous les départements d'ici à 2025. Elle souhaite savoir de quelles manières les Françaises établies hors de France victimes

de violences conjugales souhaitant rentrer sur le territoire national pourraient bénéficier d'un soutien similaire et si un ou plusieurs référents seront nommés pour les accompagner dans leurs démarches de retour et coordonner leur parcours.

Réponse. – Le Pack nouveau départ (PND) est un dispositif destiné aux personnes victimes de violences conjugales résidant en France. Il est actuellement mis en oeuvre, à titre expérimental, dans cinq départements pilotes : le Val-d'Oise depuis septembre 2023, dans le Sud de l'île de La Réunion depuis juin 2024 et dans le Lot-et-Garonne depuis octobre 2024. Il devrait être déployé dans les Bouches-du-Rhône et en Côte d'Or début 2025. Une victime expatriée rentrant en France et résidant dans un de ces cinq départements pourrait naturellement bénéficier du PND. La deuxième phase permettra le déploiement dans d'autres départements dès 2025. Les dispositifs portés par le secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes ciblent à titre principal les personnes vivant en France. Les victimes expatriées relèvent quant à elles du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), dont les services leur apportent soutien et accompagnement dans leurs démarches, y compris pour leur retour en France. L'action du MEAE est structurée autour de l'accompagnement consulaire, de la collaboration avec les autorités locales et les associations, ainsi que de formations obligatoires dispensées aux agents consulaires pour accueillir, écouter et orienter les victimes de violences intrafamiliales. A cet égard, des publications, comme des récits de cas publiés dans la « Lettre de la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire » viennent enrichir leurs pratiques. Des fiches réflexes sur Diplonet sont aussi diffusées aux postes diplomatiques et consulaires, complétées par un guide d'entretien de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, ayant vocation à aider les agents à une prise en charge adaptée à la situation de ces victimes. Enfin, le site France Diplomatie dispose de différentes ressources, dont l'annuaire international des structures d'accueil des victimes de violences, mis à jour régulièrement, recensant les services d'assistance adaptés aux besoins des personnes françaises en détresse ; le Guide des victimes françaises à l'étranger avec des informations pratiques pour faire face à des situations de violence ou d'agression ; la mention du numéro d'aide aux victimes, géré par France Victimes, le 116 006, accessible de l'étranger via le + 33 (01) 80 52 33 76 avec des affiches dans les postes consulaires. En complémentarité, est signalée sur les sites Internet du réseau consulaire la plateforme téléphonique « SAVE YOU » qui permet aux Françaises établies hors de France, victimes de violences, de bénéficier d'une écoute et d'un accompagnement par des professionnels du droit, de la santé et de l'action sociale. De fait, dès qu'un danger est identifié, les agents consulaires vont intervenir afin de sécuriser la victime. Si nécessaire, une mise à l'abri temporaire est organisée en coordination avec les autorités locales et les services spécialisés, un soutien médical est dispensé en étroite collaboration avec les associations d'aide aux victimes, tandis que les forces de l'ordre locales peuvent être alertées pour garantir une protection physique renforcée. De même, les agents consulaires, en collaboration avec des avocats locaux, facilitent les démarches administratives et juridiques pour lever les blocages auxquels les victimes font face dans le pays de résidence. En cas de retour en France, ils assurent la délivrance en urgence de titres de voyage. Les victimes peuvent bénéficier d'une assistance pour leur installation en France, via un réseau associatif mobilisé pour leur offrir des solutions d'hébergement sécurisé ainsi qu'un accompagnement psychologique et juridique. S'agissant des faits graves, ils sont signalés aux autorités judiciaires françaises en vue de soutenir les ressortissantes françaises dans leur parcours de victimes. Ce signalement permet de déclencher un suivi approprié en France, en lien, le cas échéant, avec les autorités locales. Par ailleurs, certains dispositifs pilotés par le secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes sont accessibles aux expatriés, et d'autres pourraient l'être prochainement. Une réflexion est en cours pour les adapter afin de répondre à leurs besoins spécifiques. La fédération nationale solidarité Femmes, en collaboration avec le MEAE, étudie la possibilité d'étendre le numéro national d'écoute 3919 Violences femmes Info aux Françaises résidant à l'étranger. Un service de tchat en ligne, complémentaire du 3919, est en développement ; il serait disponible dès 2025. De manière générale, ces dispositifs, accessibles aux femmes résidant à l'étranger, ainsi que les outils développés par le MEAE, seront référencés sur le site Arrêtons les violences, qui fera l'objet d'une refonte en 2025, avec la mention de leur accessibilité aux personnes résidant hors de France.

Taux d'appels non traités par le 3919

843. – 3 octobre 2024. – **Mme Olivia Richard** interroge **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur le taux d'appels non traités par le 3919, Violences femmes info, le numéro national de référence pour l'écoute et l'orientation des femmes victimes de violences. En 2021, des chiffres concernant l'année

2020 avaient été communiqués. Ils faisaient état d'une forte augmentation des appels reçus et, incidemment, d'un nombre d'appels non traités très élevé, de l'ordre de 40 %. Stable en 2021 et 2022, le nombre d'appels traités pourrait avoir subi une forte hausse en 2023. Elle lui demande le taux d'appels non traités par année du 3919.

Réponse. – Créé et porté par la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF), le « 3919 - Violences Femmes Info » assure depuis 2014 un premier accueil téléphonique des femmes victimes de violences, de leur entourage et des professionnels concernés. Le 25 août 2021, ce service anonyme et gratuit a évolué afin d'assurer une permanence 24h/24 et 7j/7 [1]. Le 3919 est désormais accessible aux personnes en situation de handicap, notamment aux personnes sourdes et malentendantes, via l'application Roger Voice. Les appelantes allophones peuvent également utiliser ce service, qui propose une écoute dans plus de 200 langues via un partenariat avec l'association Inter service migrants interprétariat. La plateforme téléphonique nationale est animée par une équipe de jour travaillant de 8h à 22h et une équipe de nuit de 21h à 8h. Le 3919 est structuré en deux niveaux de réponse. D'une part, le pré-accueil, 9 personnes en 2023 (7,5 équivalents temps plein - ETP), qui assure un premier niveau de réponse pour accueillir les appelantes du 3919, les orienter et/ou les transférer vers l'association partenaire compétente. Il évacue les appels parasites et gère la fluidité du trafic d'appels en attente. D'autre part, le service d'écoute spécialisé « Violences conjugales » qui offre un deuxième niveau de réponse avec des appels d'une vingtaine de minutes en moyenne. En 2023, l'écoute était assurée par 28 écoutantes de jour (19,4 ETP) et 14 écoutantes de nuit (11,9 ETP) ainsi que d'une coordinatrice. Le renfort d'équipe, amorcé en 2022, s'est poursuivi en 2023 et 2024 (17,4 ETP supplémentaires) grâce aux fonds supplémentaires alloués par le programme 137 : en 2023 : 4,7 Meuros, dont 2,6 Meuros affectés au fonctionnement du 3919 ; en 2024 : 5,4 Meuros, dont 4,15 Meuros dédié au 3919. Dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs (2024-2026) conclue avec la direction générale de la cohésion sociale/services des droits des femmes et de l'égalité, la FNSF s'est engagée à développer un service de tchat complémentaire à l'offre d'écoute téléphonique, en collaboration étroite avec l'association En avant toute (s). Ce service devrait être disponible en 2025. S'agissant du taux de réponse du 3919, il est en nette progression. En effet, le 3919 a reçu, en 2023, 112 593 appels traitables (c'est-à-dire excluant les appels raccrochés sur disque de présentation ou pendant la sonnerie) contre 122 753 en 2022 et 149 794 en 2021. Sur les 112 593 appels traitables, 97 394 ont été pris en charge (contre 93 005 en 2022 et 92 674 en 2022) par une chargée de pré-accueil ou une écoutante, soit un taux de réponse de 86,5 % (contre 75,8 % en 2022 et 61,9 % en 2021). Ces chiffres reflètent une stabilisation du nombre d'appels, après plusieurs années marquées par une forte augmentation du nombre d'appels consécutive au Grenelle de lutte contre les violences conjugales, aux périodes de confinement puis à l'ouverture de la ligne 24h/24 (en 2021). L'amélioration du taux de réponse observée résulte des mesures de restructuration de la gouvernance et du renforcement des effectifs, rendus possibles par l'augmentation significative des moyens alloués par l'État. Enfin, la fréquentation des différents créneaux horaires en 2023 reste comparable à celle de 2022. L'activité principale se concentre entre 8h et 22h (97 116 appels traitables, soit 86 %), avec des pics plus marqués entre 9h et 12h (28 136 appels traitables), ainsi qu'entre 14h et 20h (44 234 appels traitables). Les femmes appellent majoritairement le 3919 pendant les heures de bureau, lorsqu'elles ne sont pas en présence de leur conjoint ou compagnon. L'ouverture du service 24 heures sur 24 montre son utilité, avec un nombre d'appels réduit mais constant entre 1h et 7h du matin (5 487 appels traitables). En 2023, 77 % des appels ont pour motif des « violences faites aux femmes » (contre 75 % en 2022 et 65 % en 2021), dont 93 % pour « violences conjugales » (contre 92,1% en 2022 et 2021), 8 % liés « aux violences sexuelles » (8 % en 2022 et 7 % en 2021), 1 % pour « harcèlement sexuel au travail » (1 % en 2022 et 2021), 0,1 % portaient sur les « mariages forcés », 0,1% concernaient des situations de prostitution et 0,04 % avaient pour motif « les mutilations sexuelles ». 9 % des appels concernent d'autres formes de violences que celles faites aux femmes (contre 9,3 % en 2022), 4 % des demandes d'informations et renseignements (4 % en 2022) et 14 % des appels parasites (11,8 % en 2022 et 24,3 % en 2021). Le nombre d'appels provenant des départements et territoires d'Outre-mer connait une augmentation de 58,5 % depuis l'ouverture du service 24h/24. 1 847 appels au 3919 visent des victimes en situation de handicap, soit + 38 % par rapport à 2022. Par ailleurs, sur les 97 394 appels traités, 1 793 sont arrivés via le prestataire Roger Voice pour l'accès du 3919 aux personnes sourdes et malentendantes. [1] Sauf 1er mai, 25 décembre et 1er janvier.

Violences faites aux françaises à l'étranger

1072. – 3 octobre 2024. – **Mme Olivia Richard** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur la communication gouvernementale à destination des victimes de violences intrafamiliales à l'étranger. À la lecture du plan « Rouge VIF », on peut mesurer qu'un nombre important de

dispositifs existent pour la détection et le signalement des violences. Ainsi en est-il du numéro d'appel 3919, qui n'est pas accessible depuis l'étranger, ou encore de la plateforme nationale « arretonslesviolences.gouv.fr ». Néanmoins, pour accéder à cette dernière, l'usager doit indiquer son code postal ou sa ville de résidence, nécessairement en France. De même, aucun dispositif de sensibilisation dédié aux femmes établies à l'étranger ne semble avoir été imaginé, alors qu'une vingtaine de vidéos ont été mises en ligne pour tenter de toucher tous les milieux, comme « Femmes en outre-mer ». Elle lui demande si une réflexion peut être menée pour inclure les violences intrafamiliales lorsqu'elles sont commises à l'étranger aux dispositifs de détection et de lutte gouvernementaux.

Réponse. – Les femmes expatriées peuvent être particulièrement concernées par les violences conjugales en raison de plusieurs facteurs de risque spécifiques. Souvent isolées, éloignées de leur réseau social et familial, dépendantes financièrement de leur conjoint, elles sont d'autant plus exposées dans des pays où les législations locales offrent peu de protection aux victimes. Cette situation limite l'accès aux services de soutien et d'aide. Par ailleurs, des obstacles juridiques et administratifs, comme l'exigence de l'autorisation paternelle pour le déplacement des enfants ou certaines lois sur l'autorité parentale, peuvent compliquer un éventuel retour en France. Les dispositifs portés par la Ministre déléguée en chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes ciblent principalement les victimes vivant en France. Les victimes expatriées, quant à elles, relèvent du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE), dont les services leur apportent soutien et accompagnement dans leurs démarches. Naturellement, la prise en charge ne peut pas être identique à celle proposée en France, les faits se déroulant à l'étranger et le traitement de ce type de situation étant très variable d'un pays à l'autre. L'action du MEAE est structurée autour de l'accompagnement consulaire, de la collaboration avec les autorités locales et les associations, ainsi que de formations obligatoires dispensées aux agents consulaires pour accueillir, écouter et orienter les victimes de violences intrafamiliales. A cet égard, des publications, comme des récits de cas publiés dans la « Lettre de la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire » viennent enrichir leurs pratiques. Des fiches réflexes sur Diplonet sont aussi diffusées aux postes diplomatiques et consulaires, complétées par un guide d'entretien de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, ayant vocation à aider les agents à une prise en charge adaptée à la situation de ces victimes. Enfin, le site France Diplomatie dispose de différentes ressources dont, l'annuaire international des structures d'accueil des victimes de violences, mis à jour régulièrement, recensant les services d'assistance adaptés aux besoins des personnes françaises en détresse ; le Guide des victimes françaises à l'étranger avec des informations pratiques pour faire face à des situations de violence ou d'agression ; la mention du numéro d'aide aux victimes, géré par France Victimes, le 116 006, accessible de l'étranger via le + 33 (01) 80 52 33 76 avec des affiches dans les postes consulaires. En complémentarité, est mise en avant sur les sites Internet du réseau consulaire la plateforme téléphonique « SAVE YOU » qui permet aux Françaises établies hors de France, victimes de violences, de bénéficier d'une écoute et d'un accompagnement par des professionnels du droit, de la santé et de l'action sociale. De fait, dès qu'un danger est identifié, les agents consulaires vont intervenir afin de sécuriser la victime. Si nécessaire, une mise à l'abri temporaire est organisée en coordination avec les autorités locales et les services spécialisés, un soutien médical est dispensé en étroite collaboration avec les associations d'aide aux victimes, tandis que les forces de l'ordre locales peuvent être alertées pour garantir une protection physique renforcée. De même, les agents consulaires, en collaboration avec des avocats locaux, facilitent les démarches administratives et juridiques pour lever les blocages auxquels les victimes font face dans le pays de résidence. En cas de retour en France, ils assurent la délivrance en urgence de titres de voyage. Les victimes peuvent bénéficier d'une assistance pour leur installation en France, via un réseau associatif mobilisé pour leur offrir des solutions d'hébergement sécurisé ainsi qu'un accompagnement psychologique et juridique. S'agissant des faits graves, ils sont signalés aux autorités judiciaires françaises en vue de soutenir les ressortissantes françaises dans leur parcours de victimes. Ce signalement permet de déclencher un suivi approprié en France, en lien, le cas échéant, avec les autorités locales. Par ailleurs, certains dispositifs pilotés par le secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes sont accessibles aux expatriés, et d'autres pourraient l'être prochainement. Une réflexion est en cours pour les adapter afin de répondre à leurs besoins spécifiques. La fédération nationale solidarité femmes, en collaboration avec le MEAE, étudie la possibilité d'étendre le numéro national d'écoute 3919 Violences femmes Info aux Françaises résidant à l'étranger. Un service de tchat en ligne, complémentaire du 3919, est en développement ; il serait disponible dès 2025. De manière générale, ces dispositifs, accessibles aux femmes résidant à l'étranger, ainsi que les outils développés par le MEAE, seront référencés sur le site Arrêtons les violences, qui fera l'objet d'une refonte en 2025, avec la mention de leur accessibilité aux personnes résidant hors de France.

Extension de la Prime Ségur aux salariés du secteur social et médicosocial privé

1929. – 24 octobre 2024. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **Mme la ministre du travail et de l'emploi** à propos de l'extension de la Prime Ségur aux salariés du secteur social et médicosocial privé. Il rappelle que l'arrêté du 4 juin 2024, suivi de celui du 5 août 2024, prévoient la généralisation du Ségur pour les professionnels qui n'en avaient pas bénéficié au sein des structures relevant du champ de la branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif. Si cette revalorisation des salaires des professionnels est bienvenue, les structures concernées s'inquiètent de son financement. De leur point de vue, cette décision est inapplicable sans compensations financières de l'Etat pour des associations qui exercent de véritables délégations de service public et ne disposent pas de fonds propres. C'est notamment le cas dans le Calvados pour les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) qui considèrent que la mise en place immédiate de la Prime Ségur, sans compensations financières, met en grave difficulté les associations et les publics aidés. Dans ce contexte, il souhaite connaitre les dispositions envisagées par le Gouvernement pour mettre un terme à cette situation. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.**

Compensation de l'extension de la prime Ségur aux salariés du secteur sanitaire, social et médico-social privé

2073. – 31 octobre 2024. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la compensation par l'État de l'extension de la prime Ségur aux salariés du secteur sanitaire, social et médico-social privé. Actée par un arrêté du 6 août 2024 avec application rétroactive au 1er janvier 2024, elle risque de mettre en danger la pérennité financière des acteurs du secteur et en particulier les acteurs de la branche associative sanitaire, sociale et médico-sociale (BASSMS) ainsi que les établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESSMS), si l'État n'y prend pas sa part. S'il faut saluer la réponse de l'État à une demande de longue date des salariés et des structures qui les emploient, l'absence de compensation financière dans l'exercice budgétaire 2024 la rend inapplicable. Cette inapplicabilité de fait entraîne d'une part un risque financier pour des structures dont la trésorerie ne permet pas de revaloriser les salaires, et d'autre part, un risque juridique, dans la mesure où les salariés pourraient engager des procédures aux prud'hommes pour le non-versement d'une revalorisation de droit. Ces risques empêchent également toute forme de prévisibilité pour les acteurs de la BASSMS et les ESSMS. Ces derniers ne peuvent donc pas raisonnablement recruter, voire maintenir leur effectif en raison d'une augmentation des coûts qu'ils ne peuvent assumer. En conséquence, ce sont des femmes victimes de violence sexistes et sexuelles, des familles et populations fragilisées qui pourraient ne plus avoir accès aux services d'accompagnement du secteur. Dans l'Orne, des structures comme les centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) ou l'union départementale des associations familiales (Udaf) sont essentielles pour assurer un maillage efficace de cet accompagnement et contribuent efficacement à la cohésion sociale. Dans un contexte général de difficultés, qu'elles soient celles d'accès aux soins, de recrutement et de formation, mais aussi d'engagement bénévole dans les conseils d'administration, l'État ne saurait se priver du concours indispensable de ces structures. Dès lors, M. Olivier Bitz, sénateur de l'Orne, souhaite savoir, d'une part, dans quelle mesure le Gouvernement entend compenser l'extension des revalorisations de la prime Ségur pour l'exercice 2024 et d'autre part, quels seront les engagements dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 pour pérenniser ces revalorisations, afin de permettre aux acteurs de la BASSMS et aux ESSMS de déployer leurs services sur le territoire et d'assurer l'accompagnement des populations visées. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.**

Réponse. – L'attractivité des métiers des secteurs sanitaire, social et médico-social constitue une priorité inscrite au coeur de la feuille de route gouvernementale. En partenariat avec les conseils départementaux, les professionnels du secteur ont bénéficié de revalorisations à hauteur de 4 milliards d'euros qui ont été pris en charge par les financeurs de la branche. Cette mesure a bénéficié à près de 700 000 salariés, dont environ 500 000 dans le cadre des dispositifs issus du Ségur de la santé et de la mission Laforcade, avec une revalorisation mensuelle nette de 183 euros. À la suite de la conférence des métiers sociaux du 18 février 2022, ces revalorisations ont été étendues à 200 000 professionnels de la filière socio-éducative. Ces mesures successives ont contribué à renforcer considérablement l'attractivité d'un secteur qui en avait grandement besoin. L'accord du 4 juin 2024 vient poursuivre cette dynamique en étendant le bénéfice du Ségur à l'ensemble des personnels de la branche associative sanitaire, sociale et médicosociale (BASS). Consciente de son rôle clé en tant que principal financeur des

établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), la branche autonomie a d'ores et déjà engagé un financement de 300 millions d'euros dès juillet 2024 pour assurer la mise en oeuvre de cet accord. La prise en charge des coûts induits par cette extension au sein des ESSMS financés par les programmes budgétaires de l'État constitue également une priorité. À cet égard, l'article L. 314-6 du Code de l'action sociale et des familles prévoit expressément que « les conventions ou accords agréés s'imposent aux autorités compétentes en matière de tarification » des ESSMS à but non lucratif, garantissant ainsi une prise en compte obligatoire de ces nouvelles dispositions. En ce qui concerne les centres d'information sur les droits des femmes et des familles, ils ne disposent pas du statut d'établissement et service social et médicosocial (ESSMS) au sens du L 312-1 du code de l'action sociale et des familles. De ce fait, la compensation des coûts liés à l'extension du Ségur ne constitue pas une obligation pour les pouvoirs publics. Toutefois, soucieux de la pérennité financière de ces structures essentielles, notamment dans l'accompagnement des femmes victimes de violences, des amendements ont été adoptés au Sénat, prévoyant un soutien financier de l'Etat pour contribuer aux coûts liés à l'extension du Ségur dans ces structures. Une enveloppe de 7 millions d'euros doit ainsi être consacrée à cet objet.

Déploiement du Pack nouveau départ sur tout le territoire

2004. – 24 octobre 2024. – **Mme Evelyne Corbière Naminzo** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur la nécessité de l'élargissement à tous les territoires du Pack nouveau départ, pour l'instant expérimenté dans les départements pilotes : Le Val d'Oise, La Réunion, les Bouches-du-Rhône, et la Côte-d'Or. Au 17 octobre 2024, 107 féminicides ont été commis depuis le début de l'année, soit plus d'un tous les trois jours, selon l'association "Nous toutes". Cela nécessite d'urgence des mesures, à commencer par le déploiement sur tous les départements du Pack nouveau départ, qui a fait ses preuves dans les départements qui en ont déjà bénéficié. Lancé par l'ancienne Ministre de l'égalité Femmes-Hommes, Isabelle Lonvis-Rome, le Pack nouveau départ permet à une femme se signalant victime de violences d'être dirigée vers un référent de la caisse d'allocation familiale (CAF) au niveau du département. Ce référent déclenche alors l'intégralité des dispositifs nécessaires à la sécurité de la victime et à la reconquête de son indépendance. La victime peut alors percevoir une allocation qui permet de couvrir les aides pour le retour à l'emploi, la formation, la garde d'enfant, un accompagnement psychologique et un hébergement d'urgence si besoin. Il s'agit d'un parcours coordonné entre les différents services qui interviennent dans le parcours des victimes. Cette réponse s'avère très utile, en ceci qu'elle permet une réponse rapide et permet de lever un maximum d'obstacles pour les femmes victimes de violences, en facilitant leur départ et leur séparation du conjoint violent. La grande force de ce Pack, par sa réponse coordonnée, est de couvrir tous les champs sur lesquels un apport financier est nécessaire pour quitter un logement et être à l'abri d'un conjoint violent. Effectivement, l'attente d'une réponse sur un de ces plans retarde l'intégralité du processus, fait échouer les tentatives de séparation, et confisque momentanément toute perspective d'émancipation. Le fait de permettre à la victime de disposer d'un interlocuteur unique, en charge de l'informer et de déclencher l'intégralité des dispositifs nécessaires, constitue un gain de temps significatif pour les victimes. Cela leur permet d'éviter les multiples prises de contact, et de réduire la durée de mise en place des dispositifs d'aide et de soutien. À l'heure où les procédures des femmes victimes de violence sont souvent longues et semées d'embûches, le temps perdu constitue un risque supplémentaire, qui peut s'avérer fatal, pour les femmes victimes en l'attente de solutions et obligées de rester dans le foyer où s'exercent les violences. L'accession aux aides et dispositifs déjà existants s'inscrit dans des délais souvent incompatibles avec le processus de départ. Au vu de l'efficacité de ce Pack et au nom de l'équité entre les territoires, tous les départements devraient pouvoir bénéficier de ce dispositif. Cet outil est, en outre, un levier pour renforcer les synergies entre les différents acteurs de la lutte contre les violences faites aux femmes. Au nom de cette coordination nécessaire et de l'urgence de la protection des femmes victimes de violence, la Sénatrice interroge donc la Ministre sur les suites qui seront données au déploiement de ce Pack : s'il sera bien étendu à tous les territoires français en 2025 et si l'enveloppe qui lui sera dédiée dans le projet de finances pour 2025 sera compatible avec son déploiement à la France entière.

Réponse. – Le Pack nouveau départ (PND) est un dispositif particulièrement ambitieux et complexe qui repose sur la coordination de l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de la lutte contre les violences conjugales à l'échelle départementale. C'est pourquoi il s'inscrit dans un cadre expérimental et se déploie progressivement dans cinq départements pilotes, choisis pour être représentatifs de la diversité des territoires. Si une mission nationale de préfiguration, conduite en 2023, a permis de définir les principes, la méthodologie et le cadre d'intervention du PND, tous les départements pilotes ne disposent pas des mêmes ressources à mobiliser (effectifs des caisses d'allocations familiales (CAF), places d'hébergement pour les victimes de violences conjugales, tissu associatif

dédié, formation des professionnels, etc.). Des travaux spécifiques ont donc été conduits durant plusieurs mois dans chaque département pour adapter les modes opératoires aux spécificités territoriales et en faciliter l'appropriation par les acteurs locaux et les services territoriaux de tous les ministères concernés. Le PND a ainsi été lancé en septembre 2023 dans le Val d'Oise. Au 28 février 2025, 612 personnes, dont 13 hommes, ont bénéficié du dispositif dans plus de 80 communes de ce département. Dans le Sud de La Réunion, le dispositif est opérationnel depuis juin 2024 et sera progressivement déployé sur l'ensemble de l'île au cours de l'année 2025. Fin février 2025, 46 personnes en ont été bénéficiaires. Le PND a été lancé en octobre 2024 dans le Lot-et-Garonne, où 87 personnes, dont un homme, ont été accompagnées. Le dispositif est opérationnel en Haute Côte d'Or depuis le 17 mars et sera déployé dans l'ensemble du département d'ici septembre 2025. Enfin, dans les Bouches-du-Rhône, les travaux d'appropriation et d'adaptation des outils se poursuivent et le PND devrait être lancé dans le courant de l'année 2025. Opérationnel dans le Val d'Oise depuis plus d'un an, le PND fait actuellement l'objet d'un bilan de la première année complète d'expérimentation dans ce département. Ce bilan permettra notamment d'ajuster les modalités de l'évaluation du dispositif dans les autres départements. En outre, des travaux sont en cours pour définir les lignes directrices d'une évaluation globale de l'expérimentation visant à évaluer, d'une part, l'amélioration de la prise en charge des victimes, et d'autre part, l'efficience de la coordination des différents acteurs impliqués et les dynamiques créées sur les territoires. Cette démarche devra aussi permettre de définir les conditions d'une généralisation progressive jusqu'en 2027, notamment les critères de sélection des prochains départements et les ressources nécessaires à ce futur déploiement. En 2024, une enveloppe de 60 000 euros sur le programme 137 a été allouée, pour chacun des cinq sites pilotes, au financement d'actions de sensibilisation, de formation et de communication à destination des acteurs locaux. Par ailleurs, le ministère chargé de l'Egalité entre les Femmes et les Hommes continue d'apporter un soutien financier aux associations et aux dispositifs spécialisés tels que les accueils de jour (AJ) ou les lieux d'écoute, d'accueil et d'orientation (LEAO), mobilisés pour l'accompagnement et la prise en charge des victimes de violences conjugales sur tous les territoires.

Situation des centres d'information sur les droits des femmes et des familles

2041. – 24 octobre 2024. – **Mme Corinne Bourcier** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur les préoccupations concernant les centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF). En référence au décret n° 2015-1745 du 23 décembre 2015 portant agrément des CIDFF en tant que centres d'information sur les droits des femmes et de la famille, figurant aux articles D. 217-1 à D. 217-10 du code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'à la convention triennale d'objectifs et de moyens 2022-2024, il est essentiel de garantir le financement nécessaire pour soutenir les actions menées en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cependant, les retards récurrents dans le versement de la subvention annuelle accordée par l'État compromettent la capacité des CIDFF à remplir leurs missions. Aussi, elle souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement concernant le financement des CIDFF, ainsi que les mesures prises pour assurer la continuité de leurs actions en attendant les versements des subventions prévues.

Réponse. – L'attractivité des métiers des secteurs sanitaire, social et médico-social constitue une priorité inscrite au coeur de la feuille de route gouvernementale. En partenariat avec les conseils départementaux, les professionnels du secteur ont bénéficié de revalorisations à hauteur de 4 milliards d'euros qui ont été pris en charge par les financeurs de la branche. Cette mesure a bénéficié à près de 700 000 salariés, dont environ 500 000 dans le cadre des dispositifs issus du Ségur de la santé et de la mission Laforcade, avec une revalorisation mensuelle nette de 183 euros. À la suite de la conférence des métiers sociaux du 18 février 2022, ces revalorisations ont été étendues à 200 000 professionnels de la filière socio-éducative. Ces mesures successives ont contribué à renforcer considérablement l'attractivité d'un secteur qui en avait grandement besoin. L'accord du 4 juin 2024 vient poursuivre cette dynamique en étendant le bénéfice du Ségur à l'ensemble des personnels de la branche associative sanitaire, sociale et médicosociale (BASS). Consciente de son rôle clé en tant que principal financeur des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), la branche autonomie a d'ores et déjà engagé un financement de 300 millions d'euros dès juillet 2024 pour assurer la mise en oeuvre de cet accord. La prise en charge des coûts induits par cette extension au sein des ESSMS financés par les programmes budgétaires de l'État constitue également une priorité. À cet égard, l'article L. 314-6 du Code de l'action sociale et des familles prévoit expressément que « les conventions ou accords agréés s'imposent aux autorités compétentes en matière de tarification » des ESSMS à but non lucratif, garantissant ainsi une prise en compte obligatoire de ces nouvelles dispositions. En ce qui concerne les centres d'information sur les droits des femmes et des familles, ils ne disposent pas du statut d'établissement et service social et médicosocial (ESSMS) au sens du L 312-1 du code de l'action

sociale et des familles. De ce fait, la compensation des coûts liés à l'extension du Ségur ne constitue pas une obligation pour les pouvoirs publics. Toutefois, soucieux de la pérennité financière de ces structures essentielles, notamment dans l'accompagnement des femmes victimes de violences, des amendements ont été adoptés au Sénat, prévoyant un soutien financier de l'Etat pour contribuer aux coûts liés à l'extension du Ségur dans ces structures. Une enveloppe de 7 millions d'euros doit ainsi être consacrée à cet objet.

Financement de la prime Ségur pour les salariés des centres d'information sur les droits des femmes et des familles

4580. – 8 mai 2025. – **Mme Elsa Schalck** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'attente du financement de la prime Ségur pour les salariés des centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF). L'extension de la prime Ségur aux salariés du secteur sanitaire, social et médicosocial privé a été actée le 6 août 2024. Il s'agissait d'une attente de longue date des professionnels et des partenaires sociaux de la branche associative, sanitaire et sociale et médicosociale (Bass), incluant les CIDFF. Cette revalorisation constitue en outre une reconnaissance légitime du travail mené par ces professionnels et des contraintes croissantes qui pèsent sur leurs missions. Or la mise en place de cette prime sans compensation financière de la part de l'État pour les associations accompagnant des victimes de violences, entraîne de lourdes difficultés pour ces dernières. Faute de financement, les actions de prévention, d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences ainsi que leurs capacités d'accompagnement juridique seront impactées. Certains CIDFF risquent par ailleurs de devoir réduire leurs effectifs, ce qui serait extrêmement dommageable pour l'ensemble des salariés et des bénéficiaires. Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2025, à l'initiative du Sénat, un amendement permettant la compensation à hauteur de 7 millions d'euros de l'extension de la Prime Ségur a été adopté. Or à ce jour, les CIDFF sont toujours dans l'attente de ces financements pourtant essentiels à l'accomplissement de leurs actions en faveur des droits des femmes. Elle souhaiterait dès lors savoir sous quel délai le Gouvernement entend concrétiser cet effort budgétaire voté par le Parlement afin de permettre le versement de la prime Ségur aux salariés des CIDFF. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.**

Réponse. – L'attractivité des métiers des secteurs sanitaire, social et médico-social constitue une priorité inscrite au coeur de la feuille de route gouvernementale. En partenariat avec les conseils départementaux, les professionnels du secteur ont bénéficié de revalorisations à hauteur de 4 milliards d'euros qui ont été pris en charge par les financeurs de la branche. Cette mesure a bénéficié à près de 700 000 salariés, dont environ 500 000 dans le cadre des dispositifs issus du Ségur de la santé et de la mission Laforcade, avec une revalorisation mensuelle nette de 183 euros. À la suite de la conférence des métiers sociaux du 18 février 2022, ces revalorisations ont été étendues à 200 000 professionnels de la filière socio-éducative. Ces mesures successives ont contribué à renforcer considérablement l'attractivité d'un secteur qui en avait grandement besoin. L'accord du 4 juin 2024 vient poursuivre cette dynamique en étendant le bénéfice du Ségur à l'ensemble des personnels de la branche associative sanitaire, sociale et médicosociale (BASS). Consciente de son rôle clé en tant que principal financeur des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), la branche autonomie a d'ores et déjà engagé un financement de 300 millions d'euros dès juillet 2024 pour assurer la mise en oeuvre de cet accord. La prise en charge des coûts induits par cette extension au sein des ESSMS financés par les programmes budgétaires de l'État constitue également une priorité. À cet égard, l'article L. 314-6 du Code de l'action sociale et des familles prévoit expressément que « les conventions ou accords agréés s'imposent aux autorités compétentes en matière de tarification » des ESSMS à but non lucratif, garantissant ainsi une prise en compte obligatoire de ces nouvelles dispositions. En ce qui concerne les centres d'information sur les droits des femmes et des familles, ils ne disposent pas du statut d'établissement et service social et médicosocial (ESSMS) au sens du L 312-1 du code de l'action sociale et des familles. De ce fait, la compensation des coûts liés à l'extension du Ségur ne constitue pas une obligation pour les pouvoirs publics. Toutefois, soucieux de la pérennité financière de ces structures essentielles, notamment dans l'accompagnement des femmes victimes de violences, des amendements ont été adoptés au Sénat, prévoyant un soutien financier de l'Etat pour contribuer aux coûts liés à l'extension du Ségur dans ces structures. Une enveloppe de 7 millions d'euros doit ainsi être consacrée à cet objet.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Application de la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques

2254. – 7 novembre 2024. – **Mme Marie-Lise Housseau** attire l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques. Elle rappelle que, depuis octobre 2016, une refonte complète du troisième cycle des études pharmaceutiques a débuté dans le but de créer le diplôme d'études spécialisées (DES) au sein des différentes filières. Elle rappelle que c'est ainsi que les DES longs en « Biologie Médicale » et en « Pharmacie Hospitalière » ont été respectivement mis en place en 2017 et en 2019. Elle note, cependant, que l'application des DES courts pour les filières « Officine » et « Industrie » est régulièrement repoussée. Elle souligne la nécessité de rendre cette réforme effective dans la mesure où la sixième année -équivalant au troisième cycle du DES court- permet à l'étudiant d'obtenir un enseignement adapté pour préparer son entrée dans le monde professionnel. Elle relève que le système actuel, à titre d'illustration pour la filière « Officine », propose des enseignements trop théoriques, un stage d'application avec un encadrement non formé aux spécificités du diplôme, et délivre un statut de stagiaire aux étudiants qui exécutent pourtant les missions d'un pharmacien. Elle soutient l'application de la réforme du troisième cycle permettant aux étudiants d'avoir une formation en adéquation avec le métier de pharmacien. Elle énumère les différents apports de cette réforme pour légitimer sa nécessité : formation de deux semestres conforme au format DES basée sur une approche par compétences ; création du statut de maître de stage universitaire concomitamment avec la mise en place du DES ; nouveau statut de droit public permettant des modalités de rémunération telles que nous les connaissons pour les DES longs, tout en conservant l'accès à des droits fondamentaux des étudiants ; rémunération des étudiants à hauteur de 1 200 euros/mois net sur l'intégralité de la période de stage ; accès à l'indemnité forfaitaire de transport de 130 euros brut/mois pour permettre aux étudiants d'aller dans les territoires fragiles ; accès à l'indemnité forfaitaire d'hébergement de 300 euros brut/mois pour permettre aux étudiants d'envisager sereinement d'effectuer leur stage en territoire fragile ; instauration du principe du second DES pour permettre l'évolution des carrières. À cet effet, Madame la Sénatrice demande au Ministre de lui indiquer si la réforme du troisième cycles des études pharmaceutiques sera appliquée sur l'ensemble des filières et dans quel délai.

La réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques

2276. – 7 novembre 2024. – **M. Henri Cabanel** attire l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** au sujet de la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques. Ce cycle constitue l'étape finale du cursus pour les étudiants en pharmacie. Depuis 2016, plusieurs initiatives ont été engagées pour moderniser ce parcours. Ainsi, le diplôme d'études spécialisées (DES) en pharmacie hospitalière et en biologie médicale a été instauré en 2019 et 2017. Cependant, cette réforme n'a pas encore été étendue aux filières officine et industrie, son application étant repoussée à chaque rentrée universitaire. En effet, la sixième année, qui représente le cycle court du DES menant au diplôme de docteur en pharmacie, inclut quatre mois d'enseignement théorique suivis de six mois de stage, reste très axée sur la théorie, et les maîtres de stage sont parfois insuffisamment formés pour encadrer et accompagner les étudiants de sixième année en officine. De plus, le stage de ces étudiants n'est rémunéré qu'à hauteur de 600 euros mensuels, sans aides supplémentaires pour le logement ou les transports. Ces étudiants demandent donc une revalorisation de leur rémunération à 1 200 euros nets par mois, ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour les frais de transport (130 euros bruts par mois) et d'hébergement (300 euros bruts par mois). Le sénateur souhaite donc savoir si le Gouvernement envisage l'extension de cette réforme à toutes les filières, ce qui semble essentiel pour des raisons d'équité.

Réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques

2291. – 7 novembre 2024. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur le troisième cycle des études de pharmacie (R3C). En effet, depuis octobre 2016, un travail sur une refonte complète du troisième cycle des études pharmaceutiques avait été entrepris afin de créer un diplôme d'études spécialisées (DES) au sein des différentes filières Si des DES longs ont été créés pour la pharmacie hospitalière et la biologie médicale, la mise en oeuvre des DES courts, destinés aux filières d'officine et de l'industrie, a été reportée à plusieurs reprises. Pourtant, cette sixième et dernière année doit permettre aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires pour intégrer le monde professionnel, notamment par le biais de stages. La formation actuelle semble déconnectée des réalités du métier de pharmacien. Elle repose essentiellement sur des enseignements théoriques, et les maîtres de stage ne reçoivent pas de formation spécifique pour encadrer les

étudiants. De plus, ces derniers sont considérés comme des stagiaires, bien que leurs missions soient proches de celles d'un pharmacien. Cette réforme permettrait donc une meilleure adéquation entre la formation et la pratique professionnelle. Elle augmenterait également l'attractivité de la filière, notamment grâce à la revalorisation des indemnités de stage. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques pour les DES courts.

Réponse. – Le projet de réforme du 3e cycle court des études pharmaceutiques et en particulier du diplôme d'études spécialisées (DES) de pharmacie officinale répond aux enjeux de démographie médicale et pharmaceutique et a pour objectif de rendre plus attractives les études pharmaceutiques. La réforme aboutira à la création de deux DES courts de 2 semestres : le DES de pharmacie officinale et le DES de pharmacie industrielle. Les ministres chargés de la santé et de l'enseignement supérieur sont particulièrement attentifs aux demandes actuelles notamment en termes de statut, de rémunération de l'étudiant en stage officinal, et d'accès à une indemnité forfaitaire de transport. Les services des ministères poursuivent actuellement le travail avec les différents acteurs du secteur pharmaceutique pour une mise en oeuvre à la rentrée 2025.

Situation de l'Institut Pasteur de Lille

2339. – 14 novembre 2024. – **M. Patrick Kanner** attire l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** à propos de la situation de l'Institut Pasteur de Lille. L'Institut Pasteur de Lille (IPL), fondation privée reconnue d'utilité publique, est un fleuron de la recherche en biologie santé dans les Hauts de France. Depuis la découverte dans ses murs en 1921 du BCG par Albert CALMETTE et Camille GUERIN, il maintient une excellence scientifique reconnue au niveau national et international. La production scientifique de l'Institut Pasteur de Lille répond aux meilleurs standards internationaux avec une quantité, une qualité et une dynamique des publications qui n'a rien à envier aux plus grands instituts de recherche français qu'elle égale en nombre de publications par chercheur et par leur niveau d'excellence mesuré. Cela se traduit par un fort taux de succès des équipes à la réponse aux appels à projets internationaux, nationaux pour un total d'environ 5 millions d'euros par an dont un tiers provient des collectivités locales : de la métropole, de la région et du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour près de 18 millions d'euros sur les dix dernières années. Les collectivités des Hauts de France ont toujours soutenu les projets de recherche de Pasteur ; sauf par les prêts garantis, elles ne participent pas aujourd'hui au financement du personnels et des infrastructures pasteurienne qui est assurés par l'État et les dons. Pour faire face à ce besoin de financement, la fondation dispose de deux sources principales : la collecte auprès du grand public et la dotation d'État. La collecte auprès du grand public s'est fortement développée passant en dix ans de 2 à 6 millions d'euros. Malgré la grande générosité du public, la collecte atteint aujourd'hui ses limites. La dotation d'État également de 6 millions d'euros, versée à la fondation pour accompagner le soutien de Pasteur aux chercheurs Lillois n'a, quant à elle, pas été réévaluée depuis 2009 alors que l'inflation progressait sur la période de près de 30%. À cela s'ajoute maintenant l'envolée incompressible du coût de l'énergie pour plus d'1 million d'euros annuels. Cette situation conduit donc au paradoxe de voir un Institut Pasteur de Lille en grande difficulté financière alors qu'il n'a jamais été aussi rayonnant scientifiquement. Maintenir l'Institut Pasteur à Lille est fondamental à plus d'un titre. L'excellence scientifique, le rayonnement et l'impact national et international des travaux de recherche qui y sont conduit permettent de maintenir en région un continuum recherche fondamentale principalement à Pasteur, recherche translationnelle et clinique à l'Université et au CHU. Pasteur permet aussi de maintenir un haut niveau de formation et d'attractivité pour les jeunes scientifiques et les jeunes médecins dont beaucoup sont formés à la recherche à Pasteur et participent activement aux travaux de l'Institut. En outre, et tout en portant la plus haute considération à des fondations de recherche oeuvrant à Paris dans le même champ scientifique, il existe le constat, toutes proportions égales par ailleurs, d'un notoire sous-financement par l'État de l'Institut Pasteur de Lille. Une hausse de la subvention de l'IPL à hauteur de 3 millions d'euros par an créerait un juste rééquilibrage. Ainsi, il l'interroge pour savoir si le Gouvernement compte réévaluer la dotation d'État à l'IPL afin d'en assurer son fonctionnement pérenne et pour préserver l'équilibre des territoires.

Réponse. – L'Institut Pasteur de Lille (IPL) est une fondation privée à but non lucratif, reconnue d'utilité publique depuis 1898, dédiée à la lutte contre les maladies par la recherche, la prévention en santé et la formation. L'IPL a été créé en 1894. Le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche alloue chaque année une subvention récurrente de 6 Meuros pour soutenir cette recherche d'excellence. L'IPL est gouverné par un conseil d'administration de 15 membres. La mairie de Lille faisant partie des fondateurs désigne 5 membres. Les autres membres sont : la Métropole européenne de Lille, la Région, le Département, Pasteur Paris, l'INSERM, le CNRS, l'Université de Lille, 2 personnalités qualifiées et 1 membre des amis de la fondation. L'IPL étant une fondation

privée, l'État ne peut donc pas assumer l'intégralité des difficultés de cet institut. Toutefois, le ministère est sensible aux difficultés financières actuelles. C'est pourquoi, il a versé un complément exceptionnel de 1 Meuros fin 2024 portant à 7 Meuros la subvention 2024. Par ailleurs, la loi de finances pour 2025 rehausse, pour cette année, la subvention de l'IPL de 3 Meuros. Cette subvention additionnelle doit malgré tout s'accompagner d'un suivi renforcé de l'IPL afin de permettre un retour à une trajectoire financière équilibrée à moyen terme. La direction générale de l'IPL a d'ailleurs pris rendez-vous avec les services du ministère dans cet objectif.

Difficultés financières des universités

2471. – 28 novembre 2024. – **Mme Laurence Harribey** attire l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la situation financière des universités. En juin 2023, le Gouvernement avait annoncé plusieurs mesures de revalorisation salariale (revalorisation de 1,5 % de la valeur du point d'indice, attribution de 5 points d'indice supplémentaires, revalorisation des bas salaires, prime exceptionnelle de pouvoir d'achat…). Les présidentes et présidents d'université avaient salué ces mesures considérées comme justes et nécessaires. Cependant, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a confirmé que ces revalorisations ne seraient pas compensées par l'État en 2023 et que seule la moitié d'entre elles le serait en 2024. Pour les universités, la facture devrait dépasser les 150 millions d'euros en 2024. Il convient d'ajouter ce montant à ceux de la non-compensation par l'État des mesures sociales prises pour la fonction publique en 2022 (200 millions d'euros) et en 2023 (130 millions d'euros). Cette situation est d'autant plus problématique que les universités font face, simultanément, à une augmentation de leurs coûts de fonctionnement courant en raison de l'inflation, ainsi qu'à des surcoûts énergétiques (+ 18 % entre 2021 et 2022, soit 400 millions d'euros dont 150 millions d'euros pour l'énergie). Cette flambée du coût de l'énergie s'est amplifiée en 2023 : le surcoût devrait atteindre 300 millions d'euros par rapport à 2022, ce qui est largement au-dessus du fonds de compensation prévu par l'État. La situation financière des universités est critique et, dans un contexte inflationniste, ces dépenses supplémentaires non prévues excèdent largement la capacité d'absorption budgétaire des établissements. Cela ne sera pas sans effet sur leurs missions de formation, de recherche et d'innovation. Elle demande au Gouvernement comment il entend accompagner les universités afin de tenir les promesses du mois de juin 2023 en tenant compte du contexte particulièrement difficile.

Réponse. – Le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche a veillé, au cours des dernières années, à compenser au mieux l'impact de certaines mesures auprès des établissements de l'enseignement supérieur. Ainsi, en 2023, même en l'absence de crédits budgétés à ce titre, les mesures indiciaires prises à l'occasion des « Rencontres salariales » de juin 2023 ont pu être financées aux établissements à hauteur de 75 % de leur coût. En fonction des moyens ouverts en loi de finances pour 2024, ces mesures indiciaires ont pu être compensées auprès des établissements à hauteur de 50 % de leur impact. Des soutiens plus ponctuels ont également pu être apportés en fin de gestion 2024 à quelques établissements en situation budgétaire difficile, afin de soutenir leur trajectoire financière et salariale. Par ailleurs, en 2023, le ministère a pu mobiliser une enveloppe de 200 Meuros afin de faire face à la hausse des coûts de l'énergie. De même, des soutiens ciblés ont pu être apportés à des établissements à la situation dégradée. Compte tenu de ces contraintes budgétaires et des difficultés auxquelles font face certains établissements, le ministère a maintenu en 2025 la compensation à hauteur de 50% des mesures indiciaires et la mise en place d'un suivi attentif des situations financières des établissements, afin de pouvoir, dans la limite de ses capacités budgétaires, soutenir la trajectoire financière de ceux les plus en difficulté. Le ministère a également obtenu en LFI 2025 la compensation intégrale de la hausse du taux du CAS pensions ce qui correspond à 200 Meuros supplémentaires pour les établissements de l'enseignement supérieur.

Inégalité de traitement rencontrée par les élèves titulaires d'une bourse accordée par l'agence pour l'enseignement français à l'étranger lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur

2479. – 28 novembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur l'inégalité de traitement rencontrée par les élèves titulaires d'une bourse accordée par l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur. En effet, contrairement aux étudiants résidant en France, lorsque les élèves français de l'étranger émettent des voeux sur la plateforme Parcoursup, il n'est pas prévu qu'ils puissent faire état de leur qualité de boursier, ce qui leur permettrait pourtant pour les établissements le prévoyant de bénéficier de la gratuité des frais de dossier. Surtout, ils ne peuvent davantage prétendre accéder aux contingents de places réservées aux élèves boursiers dans certaines filières sélectives. Elle souhaiterait savoir si des mesures correctives

seront rapidement mises en place pour pallier cette discrimination et faire en sorte que les candidatures des élèves boursiers de l'étranger soient traitées avec la même sollicitude que celle accordée aux étudiants boursiers résidant en France.

Réponse. – La situation particulière des lycéens scolarisés dans les lycées de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est prise en compte par Parcoursup à plusieurs titres. D'une part, la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 prévoit, pour les filières non sélectives, qu'outre les candidats ayant leur domicile dans l'académie « les candidats préparant ou ayant obtenu le baccalauréat français dans un centre d'examen à l'étranger sont également considérés comme résidant dans l'académie où se situe la licence demandée ». D'autre part, plus de 12 000 élèves du réseau ont pu bénéficier en 2024 d'une remontée automatique de leurs bulletins scolaires dans Parcoursup, permettant ainsi une certification de leur dossier dans la procédure et ce, malgré l'absence d'interopérabilité entre les systèmes d'information de l'AEFE et du ministère chargé de l'éducation nationale. Ceci contribue à sécuriser leurs dossiers qui sont transmis aux formations d'enseignement supérieur pour lesquelles ils formulent des voeux et les met ainsi à égalité de traitement avec les autres candidats lycéens. S'agissant plus particulièrement de l'aide à la scolarité des élèves scolarisés dans le réseau de l'AEFE, il est indiqué dans les « Instructions spécifiques sur les bourses scolaires », en application des articles D. 531-45 à D. 531-51 du code de l'éducation, que des aides peuvent être attribuées « aux élèves de nationalité française âgés d'au moins trois ans, résidant avec leur famille à l'étranger, inscrits au registre mondial des Français établis hors de France et scolarisés dans un établissement d'enseignement français, dans les cycles préélémentaire (maternelle), élémentaire (primaire) ou secondaire (premier et second cycle) ou dans les classes post-baccalauréat (classes préparatoires et BTS) lorsque ces classes existent au sein des établissements d'enseignement français à l'étranger ». Par ailleurs, l'AEFE administre un programme d'aide à la scolarité au titre de la continuité d'accès à l'enseignement français pour les ressortissants français expatriés. Cette aide couvre des frais de scolarité qui sont à la charge des familles. Les niveaux de revenus ainsi que les points de charge retenus sont étalonnés en fonction de critères très différents de ceux retenus pour l'attribution d'une bourse nationale de lycée au sens du code de l'éducation. Un barème d'attribution pour chaque pays de scolarisation est établi chaque année (seul le seuil d'exclusion pour le patrimoine des familles peut changer par pays). Il va de 50 000 à 150 000 euros suivant les pays pour le patrimoine mobilier. C'est la commission locale qui le décide. Il en est de même pour le seuil du patrimoine immobilier qui lui peut aller de 150 000 à 250 000 euros suivant les pays. La prise en charge, du côté AEFE, s'exprime en pourcentage ; celle de la bourse nationale de lycée en échelon. Il n'existe à ce jour, pour chacun des pays de scolarisation, aucune table de correspondance entre le pourcentage d'attribution de l'aide à la scolarité de l'AEFE et les échelons de bourses du secondaire en France. Pour 2024, on compte 1 298 élèves de terminale boursiers AEFE et 529 de ces élèves bénéficient d'un taux de 100 % de prise en charge. Il y a ainsi une différence de nature entre l'aide à la scolarité gérée par l'AEFE et la bourse nationale de lycée prise en compte par Parcoursup. Tous les boursiers AEFE ne sauraient donc légitimement être considérés comme de potentiels futurs boursiers de l'enseignement supérieur. De manière concertée avec le réseau AEFE, depuis la procédure Parcoursup 2022, les candidats lycéens de terminale issus d'un lycée du réseau AEFE et bénéficiant d'une aide à la scolarité à 100 % sont assimilés à la qualité de boursiers sur Parcoursup. À ce titre, ils bénéficient de l'exonération des frais de dossier lors de leur candidature, lorsque la formation le prévoit. Cette identification permet également leur prise en compte dans les « quotas » de boursiers définis par les autorités académiques pour les formations pour lesquelles ils sont appliqués, en application du code de l'éducation. En 2023, cela a donc permis à 450 bacheliers issus du réseau AEFE d'être priorisés dans les classements, notamment en CPGE, selon les modalités de droit commun prévues par le code de l'éducation. Il est important de préciser qu'un lycéen AEFE qui ne bénéficie pas d'une aide à la scolarité à 100 % peut indiquer son statut et le pourcentage de prise en charge dans le cadre de la rubrique « Éléments liés à ma scolarité » du dossier qu'il constitue sur Parcoursup, dossier qui est transmis aux formations pour lesquelles il formule des voeux. Par ailleurs, tout élève futur bachelier scolarisé hors de France peut constituer un dossier social étudiant (DSE) pour l'accès à l'enseignement supérieur et obtenir, après instruction des postes diplomatiques, une attribution de bourse de l'enseignement supérieur en fonction des critères de revenus et des conditions d'éligibilité. L'examen du dossier est réalisé par les services du Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) qui décident de l'attribution. L'aide est définitivement accordée au candidat une fois son inscription administrative validée par son futur établissement. Si le candidat obtient une bourse dans l'enseignement supérieur, les services de l'AEFE signalent aux familles qu'il pourra demander, le cas échéant, le remboursement des frais d'inscription engagés lors de sa candidature dans la formation où il s'est inscrit. Depuis 2018, le taux d'attractivité global de l'enseignement supérieur français auprès des bacheliers de l'AEFE a connu une forte progression, il atteint 51,5 % en 2024. Parcoursup a activement participé à cette dynamique positive en facilitant la mise en visibilité de l'ensemble des formations proposées en France. Concernant les bacheliers français de l'enseignement français à l'étranger (EFE),

ce taux d'attractivité est en 2024 de 62 %, identique et stable par rapport à 2023. En 2024, 95,4 % des candidats EFE ont reçu au moins une proposition d'admission, le taux national étant de 92,8 %. Un suivi régulier de la procédure est assuré par l'AEFE et des points d'étape sont faits régulièrement par l'équipe Parcoursup, tant avec l'AEFE qu'avec les chefs d'établissement du réseau homologué, pour assurer l'information et l'accompagnement des lycéens tout au long de la procédure, suivre les résultats et avancer sur les sujets d'intérêt commun afin de mieux prendre en compte les attentes et besoins des lycées du réseau. Dans la logique d'amélioration continue qui préside aux travaux de l'équipe Parcoursup, une attention continue est ainsi pleinement apportée aux candidats EFE.

Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale

2766. – 16 janvier 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la recherche dite « de gain de fonction ». En « faisant gagner » de nouvelles fonctions à des pathogènes comme des virus, pour les rendre plus transmissibles, plus virulents ou plus immunogènes, les chercheurs tentent d'anticiper la compréhension des mécanismes associés à l'augmentation de leur dangerosité. L'objectif invoqué est de mieux combattre ces pathogènes pandémiques potentiels s'ils s'avèrent un jour le devenir. Plusieurs experts appellent à un arrêt de ces expériences, non dénuées de risques, d'autant qu'elles peuvent faire l'objet d'un usage dual et qu'elles ne sont d'ailleurs pas toujours conduites dans les laboratoires les plus sécurisés que sont les laboratoires P4 (pathogène de classe 4). Une étude réalisée dans un laboratoire P3 français impliquant l'infection par la covid-19 chez des souris humanisées (génétiquement modifiées pour mieux mimer l'être humain) est parue en 2023. Les manipulations réalisées par les chercheurs soulèvent la possibilité que ces recherches constituent un « gain de fonction ». La réponse à une question parlementaire de la chambre des représentants de Belgique posée en 2021 portant sur la sécurité des laboratoires P3 et P4 en Belgique et en Europe (question 55-574) confirme que les mesures de sécurité biologique (ou biosécurité) ont un cadre réglementaire européen (législation « utilisation confinée » et législation européenne concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail) mais qu'il « n'existe pas de cadre réglementaire européen en biosûreté fixant des règles en matière de protection, contrôle et responsabilité pour les laboratoires manipulant des agents pathogènes, génétiquement manipulés ou non. » Et de conclure : « Il n'y a donc pas de base légale pour contrôler de manière préventive la biosûreté dans les laboratoires manipulant des organismes à haut potentiel infectieux ». Dans un rapport de mars 2023, Global BioLabs dénombre 69 laboratoires P4 répartis dans 27 pays au total, contre 59 en 2021 dans 23 pays, et appelle à un renforcement de la supervision internationale de leurs activités. Plus récemment, en juin 2024, des chercheurs du MIT ont démontré que des séquences génétiques potentiellement dangereuses pouvant servir à recréer des agents pathogènes, y compris des virus pandémiques. peuvent être aisément commandées auprès de fournisseurs internationaux, sans être détectées et bloquées par les systèmes de protection contre le bioterrorisme. Face à cette découverte, des experts s'inquiètent des risques croissants liés à l'utilisation malveillante de ces technologies et appellent à une harmonisation des réglementations mondiales pour prévenir ces risques. Aussi il aimerait savoir, d'une part, si la France autorise les recherches de gain de fonction et, dans l'affirmative, si elles sont conduites dans des laboratoires P3 ou P4, d'autre part si des mesures de sécurité biologique spécifiques sont prescrites pour les laboratoires qui seraient situés à proximité des centres urbains. Par ailleurs, devant la dangerosité potentielle en lien avec un usage dual de certaines recherches, la France étant par ailleurs largement concernée avec trois laboratoires P4 sur son sol, il souhaiterait connaître le niveau de supervision internationale ou à défaut européenne, la gouvernance de la recherche duale relevant d'une responsabilité partagée.

Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale

4696. – 15 mai 2025. – **M. Arnaud Bazin** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche** les termes de sa question n° 02766 sous le titre « Expériences de gain de fonction, sûreté biologique des laboratoires P3 et P4 et recherche duale », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La crise sanitaire liée à la covid-19 a mis en exergue la question de recherches qui présenteraient un caractère dual indépendamment d'une intentionnalité, et notamment pour celles associées à un gain de fonction. Cette question a été analysée par le comité national consultatif de biosécurité (CNCB), qui préconisait notamment la mise en place d'un dispositif d'accompagnement de ce type de recherches (rapport de février 2017 relatif aux risques associés à un usage dual des techniques de synthèse). La direction générale de la recherche et de

l'innovation a donc, avec le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, réuni un groupe de travail réunissant experts, directions concernées, agences sanitaires et organismes de recherche afin de définir les principes directeurs de cette démarche d'accompagnement des projets de recherche duale notamment liés aux gains de fonction. La proposition issue de ce groupe de travail a été soumise au CNCB pour avis. Les principes directeurs de cette démarche sont de : - proposer une démarche d'accompagnement des chercheurs sans nouvelle réglementation mais dans la continuité de la procédure pour les organismes génétiquement modifiés ; - faire piloter cette démarche par les organismes en la basant sur la sensibilisation, la formation et la création pour chaque organisme d'un comité d'accompagnement des recherches gains de fonction à potentiel dual capable d'analyser les risques d'un projet et de proposer des mesures pour limiter les risques ; - enfin, prévoir pour les financeurs (agence nationale pour la recherche, ANRS-MIE) une demande lors d'un dépôt de projet concerné d'une attestation de suivi par tel comité d'accompagnement. Le comité national consultatif de biosécurité a émis le 29 janvier 2025 un avis favorable à cette proposition et appuie le lancement de la phase expérimentale de la démarche.

Mesures pour rétablir l'éthique et la transparence scientifique après les dérives à l'IHU de Marseille

2900. – 23 janvier 2025. – **M. Bernard Jomier** interroge **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les dérives à l'institut hospitalo-universitaire (IHU) de Marseille. En juin 2022, un rapport conjoint de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR), commandé par le président de l'Université d'Aix-Marseille, a révélé de graves manquements éthiques dans les études menées sous la direction de Didier Raoult à l'IHU de Marseille. Ces dérives incluent des essais cliniques illégaux, des prescriptions non conformes, des violations des règles éthiques fondamentales, ainsi que des défaillances dans la gouvernance et la protection des lanceurs d'alerte. Malgré cela, des collaborateurs impliqués exercent toujours, les instructions judiciaires stagnent et, pire, les victimes font face à du cyber-harcèlement, des menaces de mort, des procès-bâillons ou à l'inaction des autorités universitaires. Depuis plusieurs années, et malgré les interpellations aux gouvernements successifs, ces scandales restés impunis portent atteinte à la rigueur scientifique, à la réputation de l'IHU ainsi qu'à la confiance des citoyens envers nos institutions. Il est plus qu'urgent de prendre des mesures concrètes afin que les victimes soient protégées et que la confiance dans les institutions, notamment scientifiques, soit restaurée. Il souhaite connaître les mesures immédiates qui seront prises pour garantir la transparence et la rigueur dans la recherche médicale, protéger l'éthique scientifique et garantir la confiance dans les institutions. Par ailleurs, il demande quand seront enclenchées les procédures disciplinaires nécessaires et activé l'article 40 du code de procédure pénale face à ces agissements. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

Réponse. – Les conclusions du rapport des inspections générales des affaires sociales et de l'éducation, du sport et de la recherche sur l'institut hospitalo-universitaire Méditerrannée infection (IHU-MI) ont conduit à déclencher un article 40 du code de procédure pénale sur trois motifs : situation managériale inadéquate, prescription hors indication et essais cliniques hors-règlementation. Chacune des recommandations fait l'objet d'un suivi et certaines actions correctives ont déjà été mises en oeuvre. Il est à noter également que l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé a opéré de nombreuses inspections et a saisi la procureure de la République de Marseille au titre de l'article 40 du code de procédure pénale et engagé des poursuites administratives. Certaines procédures judiciaires à la suite de cette saisie s'inscrivent dans un temps long et ne peuvent être commentées à ce stade. Sur le volet protection des patients, la dernière injonction à l'IHU-MI datant d'octobre 2023 a été levée en mars 2024. En effet, durant l'année du suivi de la qualification des recherches menées à l'IHU-MI, il a été fait état de 78 recherches, toutes correctement qualifiées par l'établissement au regard de la règlementation en vigueur. Ce dossier complexe fait donc l'objet d'un suivi rapproché par les différents services de l'État concernés.

Réflexions engagées pour remédier au décalage de versement des bourses aux étudiants observé au début de chaque année

3075. – 6 février 2025. – **M. Jean-Marc Vayssouze-Faure** interroge **M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche** au sujet du retard de versement des bourses aux étudiants, observé au début de chaque année. Dans une réponse publiée le 11 avril 2024 suite à sa question écrite numéro 09642 en date du 4 janvier 2024, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche indiquait qu'un décalage du

versement de la mensualité de janvier 2025 était à prévoir, comme cela avait déjà été le cas en début d'année 2024 avec un retard correspondant, pour un étudiant lotois inscrit dans un établissement de la région Occitanie, à une dizaine de jours en janvier 2024 par rapport aux autres mois. En 2025, le paiement a été opéré par le centre régional des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) le 2 janvier entraînant une perception effective sur le compte bancaire des étudiants pouvant aller jusqu'au 7 janvier, soit un décalage correspondant toujours à près d'une dizaine de jours par rapport aux mois précédents, les paiements ayant été opérés le 22 août 2024 pour le mois de septembre, le 26 septembre 2024 pour le mois d'octobre, le 24 octobre 2024 pour le mois de novembre et le 26 novembre pour le mois de décembre. Dans sa réponse susmentionnée, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui expliquait ce décalage de début d'année par l'application du principe de l'annualité budgétaire, s'engageait à ce que « les acteurs compétents étudient des mesures de simplification de paiement des bourses sur critères sociaux qui permettraient de réduire de 24 à 48 heures le délai de paiement des aides financières à partir de la rentrée 2025 afin de réduire toujours plus la durée d'attente pour ce versement ». Rappelant, comme il avait déjà eu l'occasion de le faire à la faveur de sa question écrite, la situation de précarité que traversent les étudiants boursiers et les désagréments causés par ce décalage de versement dans le cadre notamment du paiement du premier loyer de l'année, il souhaiterait connaître l'état d'avancement des réflexions engagées par les services du ministère dans la perspective d'une réduction des délais de transfert à l'horizon de la rentrée universitaire 2025 et les mesures susceptibles d'être mises en oeuvre pour qu'une amélioration soit effectivement perceptible au mois de janvier 2026.

Réponse. – Le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et le réseau des oeuvres universitaires et scolaires sont bien conscients de l'importance du versement des aides financières suffisamment tôt dans le mois pour permettre aux étudiants de faire face aux principales dépenses prélevées en début de mois, notamment le loyer. C'est la raison pour laquelle l'objectif partagé est un versement pour chacune des dix mensualités avant le 5 de chaque mois (comme pour les aides de la caisse d'allocations familiales par exemple) et ce pour les près de 700 000 étudiants boursiers de l'ensemble des ministères. Cet objectif, très largement rempli, est atteint grâce à l'investissement de l'ensemble des acteurs de la chaîne de la dépense, complexe pour le versement des aides financières : en effet, si les bourses sur critères sociaux (comme les aides au mérite) sont instruites par les CROUS, la délégation des crédits afférents est effectuée par la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, l'attribution des bourses est assurée par les rectorats (en qualité d'ordonnateur) et le paiement par les directions régionales des finances publiques (DRFiP). Pour la mensualité de janvier, qui a fait l'objet comme chaque année d'une communication du réseau des oeuvres pour en informer préalablement les étudiants, en raison du principe de l'annualité budgétaire, la délégation des crédits de paiement ne peut intervenir qu'au premier jour ouvré de l'année civile, décalant ainsi de quelques jours les différentes opérations nécessaires au versement effectif de la bourse sur le compte de l'étudiant, lequel peut être également rallongé par certains délais interbancaires. Ainsi, les crédits ont bien été délégués aux rectorats dès le 2 janvier, lesquels ont pu valider les bourses dès le 3 janvier afin de permettre une validation et une mise en paiement par la DRFiP à partir du 6 janvier, permettant à certains étudiants de recevoir leur bourse dès le 7 janvier.

Compensation financière dans le cas d'une absence de restauration étudiante

3492. – 27 février 2025. – **Mme Colombe Brossel** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les montants accordés aux étudiants pour leur restauration lorsque leur établissement se situe en zone blanche. Suite au vote de la loi du 13 avril 2023 visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré proposé par M. le sénateur Pierre-Antoine Levi, il sera versé dès le mois de février 2025 une aide de 20 ou 40 euros par mois, voire 50 euros pour certains territoires d'outre-mer, aux étudiants en « zone blanche », c'est-à-dire qui ne bénéficient pas d'une offre de restauration à moins de 20 minutes de leur lieu d'étude. Alors que les organisations syndicales estiment le montant d'un repas en supermarché à 8 euros, et que le coût d'un repas en restaurant universitaire est du même ordre de grandeur pour un prix à 3,30 euros, cette mesure revient à offrir une compensation à peine supérieure à 2 euros par jour dans le meilleur des cas et à moins d'un euro pour le premier palier de compensation. Cette situation conduit à une baisse de la qualité de l'alimentation pour les étudiants, en même temps qu'elle constitue une rupture d'égalité, en comparaison de la compensation au subventionnement des repas en restauration collective. Dans ce cadre, elle souhaite savoir quelles mesures compensatoires supplémentaires le Gouvernement compte mettre en place afin de permettre un traitement équitable à ces étudiants et par conséquent leur permettre

de se nourrir correctement. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

Réponse. – La loi nº 2023-265 du 13 avril 2023 visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré (codifiée à l'article L. 822-1-1 du code de l'éducation) prévoit que dans chaque territoire, les étudiants peuvent bénéficier d'une offre de restauration à tarif modéré à proximité de leur lieu d'études dans des lieux de restauration gérés soit par le réseau des oeuvres universitaires et scolaires, soit par des organismes, de droit public ou de droit privé, conventionnés, dans le territoire considéré, par ce même réseau. La priorité est avant tout celle du développement de l'offre de restauration collective, qui permet de proposer des repas complets et équilibrés et de créer du lien social sur le temps du déjeuner. En dernier recours, dans les territoires où une offre collective n'a pas pu être développée, la loi précitée prévoit qu'une aide financière individuelle est proposée aux étudiants. Cette aide vient ainsi compléter le soutien de l'État à la restauration étudiante à travers les restaurants universitaires gérés par les CROUS (961 points de vente sur le territoire) et une politique volontariste d'agrément permettant aux étudiants d'accéder à des solutions de restauration collective aux tarifs sociaux et très sociaux des CROUS. 206 conventions d'agréments avec des organismes, de droit public ou de droit privé (collectivités, hôpitaux, administrations publiques, etc.) sont ainsi actives sur tout le territoire en 2024 contre 171 en 2023 (2 753 744 repas servis) pour un budget d'environ 10 millions d'euros par an. L'objectif d'agrément d'une quarantaine de structures supplémentaires est poursuivi au titre de l'année 2026. Le décret nº 2024-748 du 6 juillet 2024 relatif à l'aide aux étudiants n'ayant pas accès à une offre de restauration collective à tarif modéré a défini les conditions et modalités de l'aide financière individuelle. L'arrêté du 21 novembre 2024 fixant les montants de l'aide financière prévue à l'article L. 822-1-1 du code de l'éducation précise les modalités de versement et les montants de l'aide. Des arrêtés rectoraux fixant la liste des établissements éloignés des sites de restauration collective à tarif modéré dans chaque région académique complètent ce cadre juridique. Le Centre national des oeuvres universitaires et scolaires (CNOUS) est chargé d'attribuer l'aide financière, sans aucune démarche de l'étudiant bénéficiaire, sur la base des informations transmises par les établissements d'enseignement supérieur référencés dans l'arrêté rectoral susmentionné. Le montant mensuel de l'aide est de 40 euros par mois pour les étudiants boursiers et de 20 euros par mois pour les autres étudiants. Il est prévu une majoration de 10 euros pour les étudiants des régions d'outre-mer. Ce cadre juridique et financier permet le versement de l'aide financière pour l'achat de produits alimentaires, sous forme de carte de paiement prépayée dématérialisée (via une application sur téléphone mobile), aux étudiants éloignés des sites de restauration collective à tarif modéré. Depuis le lancement en février 2025, 50 000 étudiants se sont vu attribuer l'aide financière. Plus de 300 000 transactions ont été effectuées pour un montant moyen de 5,30 euros par utilisation. Une page dédiée sur le site gouvernemental destiné aux étudiants (*etudiant.gouv.fr*) permet d'informer les étudiants concernés. Une assistance téléphonique leur est par ailleurs dédiée pour tout problème d'utilisation de la carte dématérialisée. Un premier retour d'expérience, associant les organisations représentatives des étudiants ainsi que les différentes conférences d'établissements, est en cours pour identifier les pistes d'amélioration du dispositif en vue de la rentrée universitaire 2025. Ces dispositions étendent la couverture des actions mises en oeuvre par l'État pour répondre aux besoins des étudiants et les accompagner dans leurs parcours d'études. Le budget de l'État consacre ainsi 2,4 milliards d'euros aux bourses étudiantes et le programme « vie étudiante » du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche représente pour 2025 une enveloppe globale de 3,3 milliards d'euros.

Disparition progressive de la formation des psychomotriciens par l'Institut de formation en psychomotricité Sorbonne Université

3524. – 27 février 2025. – **Mme Nicole Bonnefoy** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur l'annonce par Bruno Riau, Doyen de la faculté, et Nathalie Drach-Temam, Présidente de Sorbonne université, de la disparition progressive de l'Institut de formation en psychomotricité (IFP). Le métier de psychomotricien est essentiel, au coeur des soins de prévention, d'éducation, de réadaptation et palliatifs. De la petite enfance à la personne âgée, en passant par les adultes en situation de handicap et la psychiatrie, le psychomotricien intervient dans le cadre de handicaps moteurs, sensoriels et cognitifs. Pratiquée dans le secteur hospitalier, en libéral et en milieu associatif, la psychomotricité prend une place croissante dans le parcours des patients, d'autant plus dans le contexte d'une augmentation des maladies chroniques, des troubles du développement précoce chez l'enfant et des maladies neurocognitives chez nos aînés. Pour exercer, il a suivi une formation de trois années d'études suivant le baccalauréat avec un diplôme d'État délivré par le ministère de la santé. L'école de psychomotricité de Sorbonne se voit privée de financement étatique depuis plus de dix ans.

Malgré des courriers répétés aux ministres successifs de la santé ces dernières années, malgré une évaluation précise administrative du coût annuel d'un étudiant en psychomotricité, le dossier de financement de cette formation reste au point mort. Face à cette situation intenable, le doyen de la faculté et la Présidente de Sorbonne université annoncent « la fermeture progressive de l'école de psychomotricité de Sorbonne université ». Le nombre de places dans cette formation va, dans un premier temps, chuter de 155 à 120 à la rentrée 2025, avant de définitivement disparaître dans les années futures. Cette école est la plus ancienne et la plus importante de France. Sans financement pérenne de l'État, c'est un enseignement de qualité qui va disparaître, c'est la capacité de l'enseignement supérieur à former les psychomotriciens qui est remise en cause, c'est le risque d'une privatisation de la formation des soignants et un accès aux soins qui risque d'être toujours plus dégradé. Elle lui demande si le ministère de la santé va soutenir la formation publique en psychomotricité en allouant à nouveau des crédits permettant à cette institution de continuer à former les professionnels de santé dont le pays a tant besoin. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

Fermeture progressive de l'institut de formation en psychomotricité de Sorbonne université

3846. – 20 mars 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la fermeture progressive de l'institut de formation en psychomotricité (IFP) de Sorbonne université. La psychomotricité est une discipline importante pour les enfants, les personnes âgées et les adultes en situation de handicap et joue un rôle crucial dans les stratégies nationales de lutte contre Alzheimer, contre les troubles du neurodéveloppement, contre le cancer, etc. Historiquement premier lieu d'enseignement de la psychomotricité (en France et dans le monde), reconnu pour la qualité de son enseignement, son engagement pour la pérennité et l'évolution de la profession et plus largement pour son rôle central dans le domaine du soin en France, l'IFP Sorbonne voit aujourd'hui son avenir menacé. En effet, celui-ci est privé de financement étatique depuis plus de dix ans. La gestion économe et raisonnée qui a été effectuée, avec notamment la mutualisation de plusieurs enseignements avec d'autres filières paramédicales, ne peut se substituer au financement de l'État Face ce désengagement financier de l'État, le doyen de la faculté de santé et la présidente de Sorbonne université ont annoncé « la fermeture progressive de l'école de psychomotricité de Sorbonne université ». Il est ainsi envisagé, dans un premier temps, de réduire drastiquement les effectifs jusqu'à atteindre 25 % de l'offre actuelle. À moyen terme, l'existence même de l'IFP pourrait être remise en cause. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'elle entend prendre pour permettre à cette institution de continuer à former les professionnels de santé dont le pays a besoin. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

Réponse. – La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a procédé à compter du 1er janvier 2005 au transfert, au bénéfice des régions, des compétences de gestion et financement des écoles de formations sanitaires et d'attribution des aides aux étudiants de ces formations. Cependant, au moment de ce transfert de compétence, les règles de compensation des régions n'étaient pas exactement les mêmes entre les formations relevant du ministère chargé de la santé et celles relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur. En effet, comme tous les instituts paramédicaux rattachés à l'enseignement supérieur avant 2004, l'Institut de formation en psychomotricité (IFP) de Sorbonne Université était et reste financé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur par la subvention pour charges de service public (SCSP) versée chaque année à Sorbonne Université. Cette subvention est définie pour couvrir les charges inhérentes à l'ensemble des missions qui lui sont confiées par l'État. Dans le respect de l'autonomie de l'établissement, la part de cette subvention revenant à l'IFP n'a jamais été fléchée ni fait l'objet d'aucune diminution. Par ailleurs, l'IFP de Sorbonne Université reçoit depuis 2016 une subvention annuelle complémentaire de 957 Keuros de la région Île-de-France, qui n'a pas non plus été réduite.

Centre national de primatologie de Rousset

3973. – 27 mars 2025. – **M. Guy Benarroche** appelle l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur le projet de construction d'un centre national de primatologie sur le site actuel de la station de primatologie du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), situé sur la commune de Rousset (non loin de Marseille). Selon l'appel d'offre de marché public publié en juin 2024, la durée du projet est estimée à 58 mois pour un coût supérieur à 30 millions d'euros hors taxes. L'objectif annoncé par les porteurs du projet est d'atteindre « à terme » un effectif de 1 740 primates

non humains, afin de satisfaire 40 % de la demande de la recherche académique. Par ailleurs, il apparaît que ce projet a été sélectionné dans le cadre de France 2030. Il est difficile de comprendre en quoi un tel projet préparerait « la France de demain », à moins de considérer que les primates non humains, animaux dotés de grandes capacités émotionnelles et intellectuelles, ne seraient que des « ressources stratégiques ». Le fait que le prix d'achat des macaques ait considérablement augmenté après l'arrêt des exportations de la Chine en 2020 ne saurait constituer une justification suffisante, sauf à adopter une vision court-termiste qui ne tiendrait pas compte de l'évolution des méthodes de recherche. L'octroi d'un tel montant - sur fonds publics - pour la construction d'un gigantesque centre d'élevage de primates, en période de forte restriction budgétaire tant pour la recherche que pour l'enseignement supérieur, nous semble totalement non pertinent. S'il reconnaît la nécessité d'investir pour la recherche de demain, n'aurait-il pas été plus judicieux de soutenir davantage des méthodes innovantes, non-animales (organes sur puce, organoïdes, jumeaux numériques, etc.) qui représentent de réelles voies d'avenir ? Selon la revue « Business Research Company » (avril 2024), le marché mondial des tests sur les animaux était évalué à 10,7 milliards de dollars en 2019, et le taux de croissance annuel composé devrait être de 1,03 % entre 2023 et 2028. Quant au marché mondial des méthodes alternatives sans animaux, il était évalué à 1,1 milliard de dollars en 2019, avec une prévision de taux de croissance annuel composé de 6,34 % pour la période 2023-2028, et une forte hausse attendue après 2026, notamment grâce à l'application de plus en plus rigoureuse du principe des 3R (Remplacement, Réduction, Raffinement). Les effectifs attendus dans le centre national de primatologie de Rousset dans 8 ou 10 ans - 1 740 individus - sont également sujets à interrogation. En 2022, la France a utilisé 563 primates à des fins de recherche fondamentale et appliquée. L'objectif de 40 % (fixé par le CNRS) serait donc largement atteint avec une « production » de 225 primates par an. D'autant plus qu'en vertu de la réglementation et au regard des possibilités offertes par les méthodes non-animales, une réduction notable devrait se produire dans les prochaines années. Il lui demande donc en quoi ce projet répond aux critères de sélection dans le cadre du plan d'investissement France 2030 et pourquoi il serait nécessaire que le centre accueille « à terme » 1 740 primates. Il lui demande également si le ministère envisage un accroissement du nombre de primates utilisés pour la recherche académique dans les années à venir, alors que la France est déjà le plus grand « consommateur » de l'Union européenne (quatre fois plus que l'Allemagne), ce qui irait à l'encontre des dispositions de la directive européenne 2010/63/UE. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

Réponse. – Le projet d'extension du centre de primatologie du CNRS à Rousset fait en effet partie du plan France 2030. Ce plan permettra de développer les médicaments du futur pour lutter contre les maladies infectieuses ou les pathologies neurodégénératives. Par ailleurs, il ne vise pas à accroitre l'utilisation d'animaux mais à disposer, en France, d'un élevage répondant aux besoins des laboratoires et évitera aux animaux le stress du transport. Le nombre de primates utilisés pour la recherche est de 833 animaux en moyenne sur la période 2019-2022, soit environ 0,2 % du nombre d'animaux utilisés en recherche. Dans le cas de l'Allemagne, il faut préciser que des laboratoires allemands s'appuient sur les ressources françaises pour se fournir en primates ou en produits biologiques. Le soutien de l'État à ce projet n'empêche pas les financements d'autres projets sur les méthodes alternatives comme le programme et équipement prioritaire de recherche (PEPR) exploratoire « Organes et organoïdes sur puces » (MED'OOC) avec 48 Meuros sur six ans ou le développement d'organ-on-chip en neurologie par la société NETRI. Enfin, le ministère soutient le centre français des 3R (remplacer, réduire, raffiner), dont la mission est d'assurer la promotion de ce principe éthique.

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Disparités dans le calendrier de versement de l'indemnité allouée aux conseillers des Français de l'étranger dans de nombreuses circonscriptions

1937. – 24 octobre 2024. – **Mme Hélène Conway-Mouret** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les disparités dans le calendrier de versement de l'indemnité allouée aux conseillers des Français de l'étranger dans de nombreuses circonscriptions. En effet, nous observons un décalage dans le temps dans le versement de l'indemnité selon les circonscriptions, qui peut aller jusqu'à plusieurs mois et qui contraint certains élus à la réclamer auprès du poste diplomatique et consulaire en fin de semestre. Or, l'article 20 du décret n° 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires, à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres dispose que les conseillers des Français de l'étranger « perçoivent une indemnité semestrielle destinée à couvrir forfaitairement les charges liées à l'exercice de leur mandat ». Celle-ci sert donc à assumer les frais

qu'impose l'exercice du mandat, et non pas à les rembourser a posteriori. Cette disposition a été légitimement introduite pour éviter aux élus de devoir avancer les sommes sur leurs deniers personnels dans l'attente d'un remboursement plusieurs semaines voire plusieurs mois plus tard. Cette différence de traitement est donc incompréhensible et place certains élus dans une situation financière difficile. Ces derniers restent pourtant mobilisés au quotidien pour accompagner nos compatriotes et faire le lien avec nos ambassades et consulats. Elle souhaiterait donc connaître la cause de ces disparités et demander au ministère de transmettre une circulaire à l'ensemble du réseau consulaire afin de rappeler aux postes l'obligation qui leur incombe de verser ces indemnités spontanément et sans délai aux élus.

Versement des indemnités et des remboursements aux élus des Français de l'étranger

3488. – 27 février 2025. – **M. Jean-Luc Ruelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le versement des indemnités et des remboursements aux élus des Français de l'étranger. Le décret nº 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) et à leurs membres prévoit les modalités et les montants d'indemnisation des conseillers des Français de l'étranger et le remboursement des frais engagés dans le cadre de ce mandat ainsi que celui de conseiller à l'Assemblée des Français de l'étranger. Les élus mentionnés constatent très régulièrement des retards importants dans le versement des différentes indemnités allouées. Ainsi, des conseillers des Français de l'étranger de certaines circonscriptions ne perçoivent « l'indemnité semestrielle destinée à couvrir forfaitairement les frais exposés lors de à l'exercice de leur mandat » que plusieurs mois après l'échéance du semestre les contraignant à avancer ces sommes sur leurs propres deniers et à réclamer régulièrement son versement auprès des postes consulaires. De même, les conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger, défrayés de leur déplacement et de leurs nuitées, ne recouvrent les sommes avancées que plusieurs mois après la tenue de la session de l'AFE, et ce après plusieurs relances au secrétariat de l'Assemblée. Ces acquittements délayés dans le temps peuvent placer les élus dans des situations financières délicates et remettre en question leur participation et l'accompagnement de nos compatriotes. Il souhaiterait savoir si ces retards sont causés par l'absence des fonds que ce soit au sein des postes consulaires ou du secrétariat de l'AFE, par les modalités d'examen des justificatifs et le manque de personnels dédiés à cette tâche ou bien encore par des difficultés dans la procédure d'exécution de la dépense. Il lui demande que les problèmes identifiés soient résolus afin que les versements aux élus soient effectués le plus tôt possible. Enfin, il lui demande que soit rappelée aux postes consulaires et au secrétariat de l'AFE leur obligation vis-à-vis des conseillers.

Réponse. – L'article 3 de la loi nº 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France dispose que « les conseillers des Français de l'étranger sont membres de droit du ou des conseils consulaires constitués dans la circonscription électorale dans le ressort de laquelle ils ont été élus. » L'article 20 du décret nº 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires, à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres prévoit que « les conseillers des Français de l'étranger perçoivent une indemnité semestrielle destinée à couvrir forfaitairement les charges liées à l'exercice de leur mandat (…) Le montant de cette indemnité [est versé] à chaque début de semestre civil. (…) Le versement de l'indemnité forfaitaire semestrielle est subordonné à la participation des bénéficiaires aux réunions auxquelles ils sont convoqués. » Les indemnités semestrielles dues aux conseillers des Français de l'étranger sont ainsi versées en deux temps. Lors de la première délégation de crédits, en janvier, les postes reçoivent instruction à la fois de verser la totalité de l'indemnité correspondant aux six premiers mois de l'année en cours et d'établir les états de présence de leurs élus aux conseils consulaires de l'année précédente. Au moment de la seconde délégation, en juillet, les postes reçoivent instruction de verser l'indemnité correspondant aux six derniers mois de l'année, minorée des absences non justifiées aux conseils consulaires de l'année précédente. Pour rester dans l'autorisation budgétaire, les postes consulaires doivent récupérer auprès des conseillers démissionnaires, le montant de leur indemnité au prorata de la durée du mandat restant à couvrir. Pour des raisons comptables et budgétaires, les délégations des crédits sont envoyées au 15 janvier et au 15 juillet. La plupart des versements sont ainsi effectués en amont de la tenue des conseils consulaires de printemps et d'automne. Toutefois de rares retards ont été constatés au premier semestre 2024 ainsi que des délais de versement plus importants au second semestre. Pour remédier à cette situation, une note diplomatique circulaire a été envoyée à la fois aux consuls et aux secrétaire généraux afin qu'ils veillent à ce que les indemnités soient versées à réception des crédits. A l'occasion de la première délégation de crédits pour l'année 2025, retardée au 15 février du fait du bouleversement du calendrier budgétaire, la Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire a veillé à ce que cette instruction soit strictement observée. Elle continuera à s'assurer que les élus reçoivent leur indemnité semestrielle dans les délais les plus courts.

Contrôle triennal des adhérents bénéficiant de la catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger

2495. – 5 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** interroge **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur le contrôle triennal des adhérents bénéficiant de la catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger (CFE). Conformément à l'article L. 762-6-5 du code de la sécurité sociale, les Français de l'étranger, résidant dans un État situé hors de l'Espace économique européen, ne disposant pas « de la totalité des ressources nécessaires pour acquitter, à titre d'adhérent individuel, la cotisation correspondant à la catégorie de cotisation la plus faible » peuvent accéder au dispositif de la catégorie aidée. Elle permet une prise en charge à hauteur d'un tiers de la cotisation par le fonds d'action sanitaire et sociale de la CFE, avec le concours du fonds social du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. En 2023, les postes consulaires ont procédé au contrôle triennal des ressources des intéressés. Les bénéficiaires n'ayant pas répondu à cette vérification se sont vus notifier par courrier de la CFE la perte du bénéfice de la catégorie aidée et de la revalorisation de la cotisation conséquente. A réception, s'ils estiment toujours relever du dispositif, ils doivent contacter en urgence la CFE et le consulat afin de régulariser leur situation. Par ailleurs, les autorités consulaires ont jusqu'au 15 avril 2024 pour communiquer à la caisse les bénéficiaires connus n'ayant pas répondu mais respectant toujours - à leur sens - les critères du dispositif. Un conseil consulaire pour la protection et l'action sociale sera convoqué dans les circonscriptions consulaires où des bénéficiaires sont enregistrés afin d'étudier leur dossier d'ici le 15 juin 2024. Elle lui demande dans quelle mesure les conseillers des Français de l'étranger ont été associés au contrôle périodique, certains postes ne les ayant sollicités que pour contacter les retardataires. Elle souhaiterait savoir par quels moyens de communication les consulats ont procédé à cette campagne de vérification auprès des bénéficiaires qui, pour certains, n'ont jamais reçu ni courrier ni courriel. Enfin, elle lui demande la date butoir à laquelle un bénéficiaire peut encore se signaler auprès de la caisse et du consulat. **– Question transmise à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.**

Réponse. – Le dispositif de la catégorie aidée étant fondé sur la condition que les ressources des bénéficiaires ne dépassent pas la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale, les consulats sont amenés à vérifier périodiquement que les ressources des bénéficiaires continuent de respecter cette condition. Cette procédure de contrôle périodique des ressources a été instituée par l'article L 762-6-5 du code de la sécurité sociale. La caisse des Français de l'étranger (CFE) adresse aux bénéficiaires à contrôler une notification, tandis que le ministère en adresse la liste aux services consulaires concernés, en juin. Lorsque les intéressés ne prennent pas spontanément leur attache à la suite de la notification de la CFE, les services consulaires les contactent *via* les coordonnées figurant dans le registre des Français établis hors de France. Les nouvelles demandes ou prolongation sont présentées au conseil consulaire en format « aide sociale » de novembre. En mars 2024, la CFE a adressé un nouveau courriel aux 200 bénéficiaires pour lesquels elle n'avait pas eu de retour des postes depuis juin 2023 afin de les informer qu'ils perdraient le bénéficie de la catégorie aidée à compter du 31 mars 2024. Parallèlement une procédure dérogatoire a été mise en place, qui permettait aux services consulaires de signaler à la CFE, avant le 15 avril 2024, les bénéficiaires pour lesquels ils souhaitaient demander un délai supplémentaire de maintien dans la catégorie aidée. Les bénéficiaires non signalés par les consulats mais qui se sont manifestés auprès d'eux après avoir reçu le courriel de la CFE et/ou l'appel de cotisation au 1er avril du tarif normal ont également pu bénéficier d'un délai supplémentaire de maintien dans la catégorie aidée. Les services consulaires ont été invités à informer les conseillers des Français de l'étranger de cette procédure et à leur demander de relayer ces informations auprès des usagers concernés, afin que ceux-ci se signalent auprès des consulats dans les meilleurs délais. Les services consulaires avaient jusqu'au 15 juin 2024 pour adresser, à la CFE, les demandes de renouvellement du bénéfice de la catégorie aidée. Au-delà de cette date, les bénéficiaires de la catégorie aidée pour lesquels la CFE n'avait reçu aucun retour ont été radiés au 1er juillet 2024 avec effet rétroactif au 1er avril, dès lors qu'ils ne s'étaient pas acquittés du tarif normal de cotisation.

Publication des procès verbaux des conseils consulaires

2660. – 26 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la publication des procès verbaux des conseils consulaires. L'article 16 du décret nº 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres prévoit que le procès-verbal est accessible aux citoyens par la publication sur le site internet de l'ambassade ou du poste consulaire. Or, dans certains pays, il arrive que les procès-verbaux ne sont publiés - quand ils le sont - que plusieurs mois après la tenue du conseil consulaire. Bien que le décret sus-mentionné ne précise pas de délai strict pour la publication, l'article R421-1 du code de justice administrative impose à l'usager un délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif en cas d'irrégularités constatées (conflit d'intérêts, présence de personnes non habilitées, etc.). Ainsi, l'absence de respect d'un délai raisonnable pour la publication des procès-

verbaux prive les usagers de leur droit de recours dans les délais impartis. Elle lui demande que consigne soit donnée aux ambassades et postes consulaire de respecter un délai de publication de deux mois afin de garantir aux usagers la possibilité de saisir la juridiction compétente dans les conditions prévues par la loi.

Réponse. – Conformément aux dispositions de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France et du décret n° 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires, à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres, les délibérations des conseils consulaires donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal par le secrétaire désigné par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire. Une fois signé par les conseillers des Français de l'étranger et, le cas échéant, par les autres membres du conseil consulaire ayant voix délibérative, puis contresigné par le chef de poste diplomatique et consulaire, le procès-verbal est publié sur le site internet du poste concerné dans les conditions fixées à l'article 16 et 6bis dernier alinéa du décret précité et transmis à l'administration en vue de la préparation des travaux de la commission nationale compétente chargée d'émettre un avis avant décision de l'administration (commission permanente de la protection sociale des Français de l'étranger, commission nationale des bourses scolaires, commission nationale du soutien au tissu associatif des Français de l'étranger). Les postes diplomatiques et consulaires ont pour consigne d'établir et de diffuser le procès-verbal des réunions dans les meilleurs délais après la tenue des réunions. Il peut arriver cependant qu'en l'absence de signature par les élus, le procès-verbal ne puisse être publié ou qu'il soit publié tardivement si le recueil des signatures requises prend du temps. Il convient de rappeler que les conseils consulaires sont des instances consultatives dont les délibérations n'emportent pas d'effets juridiques et ne font donc pas grief. A ce titre, les avis rendus ne sont pas soumis au contrôle de légalité du juge administratif.

Établissement des listes de notoriété dans nos postes à l'étranger

2918. – 23 janvier 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur l'établissement des listes de notoriété dans nos postes à l'étranger, en particulier celles relatives aux avocats. La liste de notoriété du barreau comprend l'avocat-conseil et les noms d'avocats connus du poste consulaire. Cette liste tient compte, en principe, de la répartition et de la densité de la communauté française, de ses éventuels besoins sur une matière juridique spécifique, ainsi que des équilibres entre spécialités juridiques exercées et contraintes géographiques. L'avis de l'avocat-conseil du poste est également demandé par le chef de poste. Il apparaît que certains postes refusent l'inscription du nom d'un avocat, même lorsque celui-ci est de nationalité française et disposant d'un diplôme français ou étranger l'autorisant à exercer localement, y compris s'il a réalisé (si nécessaire) les démarches pour exercer dans le pays en question. Or la façon d'établir ces listes peut être à l'origine de distorsions de concurrence, ainsi que l'objet de confrontation d'intérêts locaux et acquis, le tout desservant in fine la communauté française présente sur place. Elle aimerait connaître la procédure à suivre pour contester un refus, pour un avocat - mais cela vaut également pour un médecin - de voir son nom inscrit sur la liste de notoriété, une liste qui conserve pour autant son entière utilité pour nos compatriotes ayant besoin de références.

Réponse. – Les listes de notoriété tenues à jour par les ambassades et les postes consulaires visent à fournir aux ressortissants français, qu'il s'agisse des communautés établies sur place ou des Français de passage, les coordonnées de médecins, d'avocats ou de personnes extérieures au service public consulaire auxquels les consulats peuvent avoir recours dans le cadre de leur mission, par exemple des traducteurs et interprètes. Ces informations sont mises à la disposition du public sur le site internet du poste diplomatique ou consulaire. Ces listes sont communiquées à titre d'information et n'engagent pas la responsabilité de l'administration, tant sur la qualité des prestations fournies que sur le montant des honoraires réclamés, le choix du praticien ou de l'avocat restant libre pour les usagers. Par souci de lisibilité et afin d'en faciliter la gestion par les postes consulaires, ces listes ont vocation à conserver un format restreint. Les modalités d'établissement de ces listes sont précisées par la circulaire n° 2005-100/FAE/SFE/AC du 1er mars 2005 relative aux médecins, avocats et autres personnes extérieures au service public consulaire. Il s'agit de personnes connues des postes consulaires, légalement autorisées à exercer au regard du droit local, qui dans la mesure du possible possèdent la nationalité française ou, lorsqu'ils n'ont pas la nationalité française, ont une connaissance du français. Ces listes sont établies par le chef de poste consulaire, après avis du médecin-conseil ou de l'avocat-conseil, en tenant compte de la répartition et de la densité de la communauté française dans la circonscription consulaire et de ses besoins spécifiques s'agissant des spécialités médicales ou juridiques les plus recherchées, ainsi que des équilibres entre spécialités médicales ou juridiques et contraintes géographiques. L'inscription d'un médecin ou d'un avocat sur l'une de ces listes ne constitue donc pas un droit mais relève de la compétence du chef de poste, au regard des besoins de la communauté française résidente et de

passage et de l'offre de services existant localement en matière médicale et juridique. Par conséquent, un refus d'inscription ne peut être considéré comme une rupture d'égalité. Comme le prévoit la circulaire précitée, toute difficulté relative à son application est adressée à la Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire.

Application par l'administration de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2022 relatif à la détention de la nationalité française

2936. – 23 janvier 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur l'application par son administration de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2022, relatif à la détention de la nationalité française. Aux termes de l'article 30-3 du code civil, « lorsqu'un individu réside ou a résidé habituellement à l'étranger, où les ascendants dont il tient par filiation la nationalité sont demeurés fixés pendant plus d'un demi-siècle, cet individu ne sera pas admis à faire la preuve qu'il a, par filiation, la nationalité française si lui-même et celui de ses père et mère qui a été susceptible de la lui transmettre n'ont pas eu la possession d'état de Français ». La Cour de cassation en déduit que la nationalité française d'un parent ayant été établie, elle n'a pas à l'être pour ses enfants mineurs, lesquels suivent la condition du parent dont ils tenaient la nationalité française. Il n'y a donc pas à demander pour ces enfants mineurs, en vue de la délivrance d'un titre d'identité, l'établissement d'un certificat de nationalité française. Aucune instruction modificative n'a été élaborée à la suite de cette décision. Elle lui en demande les raisons et à quel moment il est envisagé de mettre en oeuvre la décision de la plus haute juridiction de notre ordre judiciaire.

Réponse. – Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, interrogé sur l'application de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 2022 (Civ. 1ère, n° 21-50.032), relatif à la possibilité d'opposer la perte par désuétude à des enfants mineurs lorsque que la nationalité française de leur ascendant direct et représentant légal a été établie, a saisi le bureau de la nationalité de la direction des affaires civiles et du sceau (DACS) du ministère de la Justice, compétent en la matière. Les précisions suivantes ont été apportées. La Cour de cassation a continué à développer sa jurisprudence en la matière et a ainsi rendu le 27 novembre 2024 deux nouveaux arrêts (Civ. 1ère, n° 23-19.405 et 23-19.406). Les seules conclusions pouvant en être tirées sont les suivantes : - lorsqu'un parent qui transmet la nationalité française est titulaire d'un jugement qui le dit français, il n'est pas possible d'opposer la désuétude à son enfant, s'il était mineur au jour de l'introduction de l'instance ; - lorsqu'un parent assigne en son nom personnel et en qualité de représentant légal d'un enfant mineur pour voir juger qu'ils sont français, il n'est pas possible d'opposer la désuétude à un enfant si elle ne l'est pas également à son parent. Nonobstant, lors d'une démarche consulaire réservée aux Français, il demeure possible d'opposer la désuétude à un enfant mineur si la nationalité de son parent n'a jamais été constatée judiciairement (aucun jugement le disant français n'a été rendu, ou ne lui a été délivré qu'un simple certificat de nationalité française (CNF), surtout si ce CNF a été obtenu postérieurement à l'écoulement du délai de 50 ans).

Situation au Kenya

2953. – 23 janvier 2025. – **Mme Marianne Margaté** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la situation au Kenya. Les plans d'ajustement structurels imposés par les institutions de Bretton Woods ont des conséquences graves sur les droits économiques et sociaux de la population kenyane. Cette dernière subit aussi de graves atteintes aux droits civils et politiques comme des entraves à la liberté syndicale alors que les conditions de travail sont déplorables, des répressions ciblées contre les militants sociaux, politiques et les simples citoyens. Ces dérives violent de manière flagrante des dispositions clés de la Constitution kényane de 2010, censées garantir la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la protection contre tout traitement inhumain. D'après de nombreux témoignages et de rapports d'organisations non gouvernementales, l'année 2024 a été marquée par un recours systématique à la violence d'État : arrestations arbitraires, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, dans le contexte de lutte contre les contestations liées à l'augmentation massive de la fiscalité injuste socialement. Les manifestations massives de juin et juillet 2024 contre le projet de loi de finances austéritaire imposé par le fonds monétaire international (FMI) ont été durement réprimées : usage disproportionné de la force, enlèvements, tortures. Plusieurs dizaines de personnes y ont laissé la vie ou ont disparu, quand d'autres n'ont été libérées qu'après avoir subi mauvais traitements et intimidations. Parmi ces victimes figurent de nombreux militants et dirigeants du « Communist Party Marxist-Kenya ». C'est dans ce climat explosif qu'est censé se tenir, à Nairobi, le sommet France-Afrique de 2026. Des associations kényanes et internationales redoutent un nouveau pic de répression à l'approche de cet événement, visant à empêcher toute mobilisation citoyenne. Elles interpellent la France, au nom de son engagement en faveur des libertés publiques,

pour que cette rencontre devienne une chance concrète de défendre les droits humains et de soutenir une société civile kényane en détresse. Par ailleurs, la réforme de l'architecture financière, la préservation de l'environnement et la réduction des inégalités doivent figurer au coeur de ce sommet. Mais sans garanties réelles d'un dialogue pluraliste, comment assurer l'émergence de solutions durables qui respectent la justice sociale et la souveraineté populaire ? Ne serait-il pas par exemple avantageux de changer le fonctionnement du FMI afin que les critères d'allocation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) puissent viser à atténuer l'impact à moyen et long terme des vulnérabilités structurelles précédemment décrites et à accroître la résilience à l'égard de chocs futurs éventuels comme le proposent les sénateurs communistes dans la proposition de résolution n° 255 depuis décembre 2021 ? Dans ces conditions, elle lui demande, d'une part, quels moyens le Gouvernement français compte mettre en oeuvre pour exiger qu'en 2026, le sommet France-Afrique se déroule dans un cadre véritablement démocratique, protégeant la population kényane et les acteurs de la société civile. D'autre part, elle souhaite connaître les actions diplomatiques envisagées pour faire cesser l'usage de la force disproportionnée, les disparitions forcées et toute forme de répression à l'égard des militants et travailleurs kényans. Enfin, elle l'interroge sur la stratégie que la France entend développer en lien avec l'ONU, afin de garantir un dialogue et de faire en sorte que les priorités sociales, financières et environnementales annoncées pour ce sommet soient traitées dans le plus strict respect du droit international et de la souveraineté des peuples.

Situation au Kenya

4438. – 1er mai 2025. – **Mme Marianne Margaté** rappelle à **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** les termes de sa question n° 02953 sous le titre « Situation au Kenya », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères suit de près la réponse apportée par les autorités kenyanes aux mouvements sociaux dans le pays. Le président William Ruto a répondu aux manifestations de juin et juillet 2024 en annulant le projet de loi des finances qui était contesté et en reconnaissant que des « actions excessives et extrajudiciaires de la part des membres des services de sécurité » s'étaient produites. La France encourage les autorités kenyanes à prévenir les disparitions forcées, les détentions arbitraires et la torture via la ratification des textes internationaux s'y rapportant, l'application effective de la législation nationale correspondante et la mise en cohérence des pratiques policières avec les standards internationaux les plus élevés. Nous porterons ce message en particulier dans le cadre de la 49e session de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, durant laquelle la situation au Kenya sera examinée. Le Kenya est l'un des pays les plus dynamiques d'Afrique de l'Est. Il dispose d'une société civile innovante et engagée, avec laquelle nous avons développé des coopérations dans un grand nombre de domaines, tels que la protection de l'environnement, la création culturelle ou le sport. La France entretient un dialogue nourri et régulier avec cette société civile. Le sommet Afrique-France de Nairobi, qui sera co-organisé par la France et le Kenya, aura pour ambition de mettre en valeur le rôle de l'Afrique sur les enjeux globaux et les solutions portées par les pays africains avec le soutien de ses partenaires, notamment la France. Il traitera du rehaussement de la place de l'Afrique dans la gouvernance financière internationale et des solutions pour lui permettre de financer son émergence. Le développement de partenariats sur la transition énergétique, le développement des chaînes de valeur de l'industrie des minerais critiques et l'entrepreneuriat seront aussi à l'agenda du Sommet. La société civile, notamment le secteur privé et les entrepreneurs, seront associés étroitement à ce Sommet.

Financement réseau enseignement français à l'étranger

3002. – 30 janvier 2025. – **Mme Samantha Cazebonne** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le financement des établissements du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Ces 600 établissements accueillent pas loin de 400 000 élèves dont environ les deux-tiers n'ont pas la nationalité française. Par le biais de la subvention pour charges de service public de l'Agence pour l'enseignement français (AEFE), ces établissements bénéficient d'un financement de l'État français à hauteur de 435 M. Certains pays d'accueil - conscients de l'effort consenti par la France et du fait que les élèves scolarisés dans ces établissements homologués sont une charge en moins pour eux - participent au financement des lycées français par la biais de subvention directes (subventions de fonctionnement, subventions d'investissements, etc.) ou indirectes (prise en charge de personnels, mise à disposition gracieuse de terrains et de bâtiments, etc.). Elle souhaiterait connaître la liste des pays qui cofinancent nos lycées français et le type de financement apporté.

Réponse. – L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) dispose des données relatives à l'ensemble des établissements en gestion directe (EGD). Néanmoins, pour les établissements conventionnés ou partenaires, qui ont un lien différent avec l'Agence, ces données ne sont pas disponibles dans leur entièreté. Cependant, l'analyse nous permet d'identifier les principales contributions des pays d'accueil qui suivent : - certains établissements totalement ou partiellement homologués qui sont des établissements publics du pays hôte et donc financés par ce dernier, par exemple les *charters schools* publiques aux Etats-Unis (Santa Rosa en Californie, Audubon et le LFNO en Louisiane et ISCH en Floride), au Gabon (6 EPC), en Australie (écoles publiques) ou encore le lycée français de Berlin ; - certains établissements sont binationaux et bénéficient d'une participation du pays d'accueil dans le cadre d'accords intergouvernementaux (AIG) : par exemple l'école franco-sénégalaise (locaux, 30Keuros, personnel), le lycée franco-éthiopien Guebre Mariam (terrain), le lycée franco-australien Telopea park School (locaux, personnels), le lycée franco-costaricien de San José (terrain, locaux, fonctionnement) ; - certains établissement bénéficient du versement de subventions de fonctionnement dans le cadre d'un accord bilatéral, souvent au nom de la scolarisation des nationaux et en échange d'un plafonnement des frais de scolarité. Ces subventions visent généralement à renforcer l'accompagnement pédagogique des élèves, à soutenir l'organisation de certains voyages scolaires et à financer l'accompagnement individualisé des élèves. Elles sont souvent calculées sous la forme d'un forfait élève. C'est le cas dans les EGD de Munich, Francfort et Vienne, et les établissements conventionnés du Québec, de la Suède, du Danemark, de la Norvège, de la Hongrie ou de l'Australie ; - certains pays d'accueil mettent à disposition des personnels dans le cadre d'un AIG, par exemple pour l'enseignement de la langue arabe au Maroc et en Tunisie, l'enseignement de la langue allemande en Autriche, ou encore au Lycée Victor Hugo de Port-Gentil au Gabon ; - de nombreux pays d'accueil mettent à disposition des terrains ou locaux (avec ou sans loyer) à des établissements par exemple le LyFAF (lycée français Anatole France) d'Erevan, l'Ecole française Charles-de-Gaulle Miras ou quelques établissements au Mali (lycée Liberté), en Guinée Equatoriale et au Tchad ; - dans le cadre des conventions culturelles ou d'accords bilatéraux, certains établissements (et parfois leurs personnels) bénéficient de dispositions douanières et ou fiscales comme l'exonération de TVA.

Négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie

3873. – 27 mars 2025. – **M. Gilbert Luc Devinaz** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les négociations de paix en cours dans le conflit russo ukrainien. Depuis 3 ans, les combats font rage au coeur de l'Europe suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États Unis a marqué un bouleversement sur la scène diplomatique et militaire de ce conflit. Aujourd'hui, les Européens, conscients du retrait des États Unis, ont su prendre des mesures notables pour assurer le soutien militaire de l'Ukraine et plus largement sa propre sécurité. Nonobstant, les voies diplomatiques doivent être inlassablement poursuivies pour trouver une issue garantissant une paix durable, solide en Ukraine et se prémunir de toute nouvelle attaque russe à l'égard de l'Europe. Aussi, au vu des derniers jours et des négociations dont la France et l'Europe semblent spectatrices, il lui demande quels sont aujourd'hui les moyens diplomatiques mobilisés par la France pour obtenir une paix pérenne et soutenable sans voir les intérêts ukrainiens et européens sacrifiés.

Réponse. – La France est pleinement mobilisée dans la perspective d'obtenir une paix solide et durable en Ukraine, dans le respect des intérêts de sécurité des Ukrainiens et des Européens. Loin d'être spectatrice, elle prend toute sa part dans ce processus, car nos intérêts de sécurité directs sont en jeu. Dans le prolongement de l'initiative lancée par le Président de la République à Paris le 17 février dernier et pour poursuivre la réflexion engagée avec nos partenaires britanniques, la France a organisé un sommet d'une coalition d'États européens volontaires le 27 mars à Paris. Ce sommet visait à dégager des options opérationnelles en soutien des efforts américains pour parvenir à une paix solide et durable. A cet égard, nous demeurons en étroite coordination avec nos partenaires américains et ukrainiens, au premier rang desquels le président Trump et le président Zelensky. L'annonce, le 26 mars par le Président de la République, de 2 milliards d'euros d'aide militaire supplémentaire, qui financeront de nouvelles cessions d'équipements mais également un accroissement de notre coopération en matière satellitaire ou de renseignement, constitue un résultat concret de notre engagement. En suivi de cette réunion, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a été en très étroit contact avec tous les partenaires européens pour poursuivre les échanges. Le 17 avril, le Président de la République a accueilli à Paris, avec le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, une réunion réunissant notamment le Secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, l'envoyé spécial du président Trump Steve Witkoff, le ministre ukrainien des affaires étrangères Andrii Sybiha, ainsi que des représentants européens, afin de discuter des perspectives de paix en Ukraine. Cette séquence a illustré notre volonté partagée de renforcer les efforts diplomatiques en faveur d'une paix juste et durable, dans le respect du

droit international et de la souveraineté en Ukraine. Comme l'a rappelé le Président de la République, nous devons fournir des garanties de sécurité solides à l'Ukraine. Ces garanties reposent sur trois axes principaux. La première des garanties de sécurité c'est l'armée ukrainienne : nous poursuivons notre soutien à une armée ukrainienne forte, équipée pour le jour d'après. Ensuite, nous travaillons avec nos partenaires sur le déploiement d'une force de réassurance sur le sol ukrainien. Enfin, notre soutien à l'Ukraine est complémentaire du renforcement de notre propre défense, en accroissant nos capacités et nos investissements dans nos armées. La visite du Président de la République en Ukraine le 10 mai, avec ses homologues britannique, allemand et polonais et à laquelle l'accompagnait le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, confirme cette approche. Dans la continuité des efforts diplomatiques engagés, cette visite a permis de réaffirmer que la priorité immédiate demeurait l'instauration d'un cessez-le-feu complet et inconditionnel pendant 30 jours en Ukraine en étroite coordination et avec le soutien des États-Unis et du président Trump - un engagement déjà accepté par Kyiv et soutenu par l'ensemble de nos partenaires. Il appartient désormais à la Russie d'y adhérer sans conditions ni manoeuvres dilatoires.

Gestion et ambitions de la Maison de l'Amérique Latine à Paris

3881. – 27 mars 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la gestion et les ambitions de la Maison de l'Amérique latine. Cette Maison a été créée en 1946, sous l'impulsion du général de Gaulle et à l'initiative du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, dans le but de rapprocher les Français et les Latino-américains. Depuis 1984, sous la Présidence de François Mitterrand, l'État français a repensé son fonctionnement et confié la gestion de cette institution à une association loi 1901 - l'Association pour la fondation France-Amérique latine (AFFAL) - placée sous le haut patronage du président de la République et des ambassadeurs des pays d'Amérique latine. Elle aimerait savoir si le ministère de l'Europe et des affaires étrangères conserve encore aujourd'hui la tutelle de cette institution et comment cela se traduit dans sa gouvernance, compte tenu des récentes révélations faites par la presse. Elle souhaiterait connaître les modalités de nomination des membres du conseil d'administration, quels sont les autres ministères participants à ce conseil, ainsi que la manière dont sont associés les pays latino-américains aux décisions prises. De même, elle voudrait connaître la liste des membres actuels du conseil d'administration, le budget de l'association et le nombre de ses salariés - notamment ceux dédiés à la programmation culturelle - étant donné que ces informations ne sont pas publiques. Elle aimerait également savoir si les différents projets institutionnels et rapports d'activité pouvaient être publiés. Constatant que plus d'une vingtaine d'associations et d'entreprises - dont la plupart mènent des activités commerciales sans aucun lien avec l'Amérique latine - sont domiciliées aux 217 et 219 boulevard Saint-Germain, elle aimerait savoir si cette politique a fait l'objet d'une validation préalable par l'autorité de tutelle, et quels types de contrats de location ou sous-location sont conclus, en particulier lorsque les entités concernées occupent des bureaux et réalisent des événements. Enfin, la Banque de France ayant décidé de déclasser les deux hôtels particuliers du domaine public en 2017, elle demande comment sont fixés les montants des loyers et en particulier si le loyer versé par l'AFFAL à la Banque de France correspond aux prix du marché.

Réponse. – La Maison de l'Amérique latine est gérée par une association loi 1901, l'Association pour la Fondation France-Amérique latine (AFFAL), déclarée à la Préfecture de police le 4 janvier 1984. Selon les termes de cette déclaration, l'objet de cette association consiste « dans un cadre apolitique et dans le respect de toutes les origines et de toutes les croyances, [à] favoriser le renforcement et le développement des relations de coopération entre la France et les nations d'Amérique latine fondées sur la connaissance, la compréhension, le développement et le respect des identités mutuelles. A cet effet, elle s'attachera à devenir un lieu privilégié d'accueil de la communauté diplomatique d'Amérique latine, un pôle d'animation et de création dans les domaines artistique, scientifique, technique, industriel et commercial, un centre de rencontres de la communauté intellectuelle d'Amérique latine. » Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) dispose d'un siège de droit au conseil d'administration de l'association. Par ailleurs, il verse à l'AFFAL une subvention annuelle de 25 000 euros, qui représente une part minime du budget de l'association, mais reflète son appui au travail accompli par la Maison de l'Amérique latine. Avec plus de 120 activités organisées en 2024, celle-ci permet au public français d'accéder à une meilleure connaissance de l'Amérique latine et contribue au resserrement des relations de la France avec cette partie du monde. L'AFFAL constitue cependant une entité de droit privé, qui n'est pas et n'a jamais été sous la tutelle du MEAE. A ce titre, il n'appartient pas à ce dernier de rendre compte de la gouvernance ou de la gestion de l'association, ni de divulguer les informations diffusées aux membres du conseil d'administration.

Avancement du registre d'état civil électronique

3898. – 27 mars 2025. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur l'avancement du registre d'état civil électronique (RECE). La loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance a autorisé le ministère des affaires étrangères à expérimenter la dématérialisation des actes d'état civil pour les Français nés ou résidant à l'étranger. Cette expérimentation n'a pas pu être mise en oeuvre dans sa totalité, puisque seule la délivrance des copies et extraits d'actes d'état civil est entièrement dématérialisée depuis mars 2021. La dématérialisation de l'établissement, de la mise à jour et de la conservation de ces actes nécessite encore des développements informatiques. La loi n° 2024-538 du 13 juin 2024 visant à poursuivre la dématérialisation de l'état civil du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) prolonge donc de trois ans l'expérimentation de la dématérialisation pour ces trois composantes du traitement des actes de l'état civil, soit jusqu'au 10 juillet 2027. Elle l'interroge sur le calendrier prévisionnel de développement technique des volets restant en chantier, le MEAE ayant estimé leur achèvement pour décembre 2025. Elle souhaiterait savoir si une analyse de risques sur la programmation des composantes de l'état civil encore à dématérialiser et plus généralement sur l'infrastructure du RECE a été menée récemment et le cas échéant en connaître les résultats.

Réponse. – Le projet de registre d'état civil électronique (RECE) a pour finalité de dématérialiser intégralement l'état civil, dont le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) est dépositaire, et d'en moderniser sa gestion. À travers cette réforme, réalisée dans le cadre d'une expérimentation régie par ordonnance, le MEAE ambitionne : - d'établir et de gérer des actes d'état civil numériques authentiques, du fait d'une signature électronique, dans un objectif de modernisation de l'Etat ; - de simplifier les démarches des usagers en offrant de nouveaux services entièrement numériques, sans déplacement dans un consulat et en réduisant les délais d'obtention d'un document d'état civil ; - de réduire les coûts de production des actes et de leur gestion en réalisant des économies d'échelle grâce à la dématérialisation et la modernisation des outils. Le projet a débuté au début de l'année 2020, son déploiement a été prévu en trois phases : - la première phase de dématérialisation mise en service le 12 mars 2021, qui permet de délivrer à nos usagers des extraits et copies d'actes d'état civils numériques, signés électroniquement, présente de très bons résultats. Plus de quatre millions de copies intégrales et d'extraits ont été délivrés électroniquement avec un taux d'adhésion à la dématérialisation des usagers (indicateur d'impact de la réforme) stabilisé à 95 % ; le délai d'obtention d'un acte a été réduit passant de 10 jours en moyenne en France métropolitaine et de 15-30 jours à l'étranger en fonction des pays à 3-4 jours en moyenne en 2024. Il est de l'ordre de 48 heures depuis le début de l'année 2025 ; - la deuxième phase de dématérialisation, initialement prévue en janvier 2023, a débuté en 2024. Elle prévoit le déploiement progressif d'un outil de gestion de l'état civil modernisé pour tous les agents du ministère. La mise en service sur internet d'un point d'entrée unique pour les usagers en matière d'état civil est, quant à elle, effective depuis l'automne 2024. - la troisième phase, visant à dématérialiser les actes consignés dans les registres, a débuté en janvier 2024. Elle est constituée de l'ouverture du registre électronique, et de la création des premiers actes d'état civil dématérialisés en France. Ces actes ont pu être établis dans le cadre de travaux interministériels entre le MEAE et le ministère de l'intérieur et de l'outre-mer, qui ont permis le raccordement de NATALI (demande de naturalisation en ligne) au RECE. La première mise à jour électronique d'un acte détenu par le service de l'état civil a été réalisée en juin 2024. Sur la base des développements ainsi réalisés, le calendrier prévisionnel prévoit notamment pour l'année 2025, la transcription des premiers actes de naissance ainsi que la finalisation du module de mise à jour des actes détenus par le service central d'état civil (ajout de mentions marginales) couvrant la majorité des besoins des officiers d'état civil du SCEC et de notre réseau consulaire. L'utilisation extensive du RECE reste conditionnée par la reprise des données historiques qui devrait s'achever en fin d'année 2025, après plusieurs années d'un chantier complexe. L'archivage fait d'ores et déjà l'objet de contacts étroits entre les directions compétentes du MEAE. Les transcriptions des actes de reconnaissance, de mariage et de décès seront progressivement développés au cours de l'année 2026. Le RECE devrait être progressivement déployé à l'étranger en 2026 et fera l'objet de formation à destination de notre réseau consulaire, afin d'aider nos agents à s'approprier ce nouvel outil de travail. L'ouverture d'un nouveau téléservice de déclaration d'événement d'état civil permettra à nos usagers de demander, à compter de fin 2026, une transcription d'acte sans déplacement au consulat. Enfin, le RECE est actuellement dans une phase de ré-homologation de sécurité. A ce titre, l'analyse de risques cyber a été mise à jour, afin d'établir les risques cyber résiduels pesant sur le système, ainsi que le plan de traitement des risques associés.

Application de l'article 47 du code civil par les services consulaires

4245. – 17 avril 2025. – **M. Yves Bleunven** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le respect de l'article 47 du code civil par les consulats français. En principe, l'article dispose qu'un acte d'état civil rédigé à l'étranger est considéré comme valable en France s'il respecte les formes du pays où il a été établi. Toutefois, il peut être contesté si des éléments permettent de prouver qu'il est irrégulier, falsifié, ou mensonger. Or, actuellement, nos concitoyens rencontrent diverses difficultés avec les services consulaires en charge de l'état civil, en raison d'une application parfois restrictive, voire excessive, de ce principe. Il n'est en effet pas rare que ces services refusent de transcrire un acte de naissance sans fournir de justification claire ni détaillée. Ainsi, les démarches sont renvoyées à l'appréciation du tribunal de grande instance de Nantes, allongeant les délais de jugement et laissant les familles dans une attente difficile. Par conséquent, dans un souci de simplification des démarches et de prévention des contentieux, il lui demande s'il compte sensibiliser les autorités consulaires à l'importance d'une application claire et motivée de l'article 47 du code civil.

Réponse. – La transcription d'un acte dans les registres de l'état civil français ne peut être effectuée que dans le respect des conditions prévues à l'article 47 du code civil. Celui-ci précise que « tout acte de l'état civil des Français et des étrangers fait en pays étranger et rédigé dans les formes usitées dans ce pays fait foi, sauf si d'autres actes ou pièces détenus, des données extérieures ou des éléments tirés de l'acte lui-même établissent, le cas échéant après toutes vérifications utiles, que cet acte est irrégulier, falsifié ou que les faits qui y sont déclarés ne correspondent pas à la réalité. Celle-ci est appréciée au regard de la loi française ». L'officier d'état civil consulaire doit donc s'assurer, avant toute transcription, que l'acte présenté est bien conforme à l'article 47. S'il a un doute sur la régularité de l'acte, sur son authenticité ou sur la réalité des faits qui y sont déclarés, il doit procéder à des vérifications auprès des autorités locales. Dans le cas où le doute est confirmé, l'officier d'état civil consulaire doit refuser la transcription. Il lui appartient de notifier par écrit à l'usager sa décision de refus. Les postes consulaires sont par ailleurs régulièrement sensibilisés au fait que le motif du refus doit y être indiqué. Cette notification doit également préciser les voies de recours par lesquelles l'usager peut contester la décision de refus du poste devant le parquet civil du tribunal judiciaire de Nantes, autorité de tutelle des officiers d'état civil consulaires.

Élaboration d'un livret de parcours inclusif pour les élèves à besoins éducatifs particuliers scolarisés dans le réseau des écoles françaises à l'étranger

4354. – 24 avril 2025. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** interroge **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur l'élaboration d'un livret de parcours inclusif (LPI) pour les élèves à besoins éducatifs particuliers scolarisés dans un établissement du réseau des écoles françaises à l'étranger (EFE). Déployé depuis janvier 2022 sur le territoire national, le livret de parcours inclusif est une plateforme numérique qui centralise les informations relatives à un élève, à son parcours et aux aménagements ou accompagnements mis en place lors de sa scolarité et ce à destination de tous les professionnels qui accompagnent l'élève dans sa scolarité (professeurs et chefs d'établissement, médecins de l'éducation nationale, professionnels des maisons départementales des personnes handicapées…). Cet outil coopératif au service de la réussite des élèves n'existe cependant pas pour ceux fréquentant un établissement français à l'étranger. Elle souhaiterait savoir si le développement de cette application pour les élèves français à l'étranger est prévu, et le cas échéant le calendrier de son déploiement ainsi que les acteurs sollicités pour sa mise en oeuvre. **– Question transmise à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.**

Réponse. – L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) se saisit pleinement l'importance d'assurer un accompagnement adapté et cohérent à tous les élèves à besoins éducatifs particuliers scolarisés dans son réseau d'établissements, et oeuvre en ce sens, notamment *via* son Observatoire des élèves à besoins éducatifs particuliers (OBEP). Ce dernier a pour mission d'analyser les conditions de scolarisation des élèves à besoins particuliers dans le réseau AEFE et de proposer des outils et actions adaptés à leur prise en charge. Le Livret de parcours inclusif (LPI), déployé sur le territoire français depuis janvier 2022, s'inscrit dans cette démarche en facilitant la coopération entre les différents acteurs autour de chaque élève concerné. Ce dispositif n'est pas encore accessible aux établissements français à l'étranger en raison de problèmes d'interopérabilité technique et de limitations d'accès sécurisé à la plateforme hors de France. L'OBEP de l'AEFE suit cette question avec attention. Le déploiement du LPI dans les établissements du réseau AEFE fera l'objet d'un groupe de travail dédié au cours de l'année scolaire 2025-2026, qui aura pour objectif d'identifier les conditions techniques, juridiques et pédagogiques nécessaires à une éventuelle mise en oeuvre. Il sera constitué de membres de l'OBEP (élus nationaux et de proximité des Français de l'étranger, référents école inclusive pour le Réseau EFE-AEFE et Mission laïque

française, fédération d'associations de parents d'élèves, organisations représentatives des personnels). Un représentant du ministère de l'éducation nationale sera également convié. Une expérimentation d'un "LPI pays" est actuellement en cours de construction au Maroc, en lien étroit avec le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade. Cette initiative vise à concevoir une version adaptée du LPI tenant compte des spécificités du contexte local, tout en respectant les principes d'inclusion définis par le ministère. Elle pourra utilement nourrir la réflexion du groupe de travail dédié de l'OBEP.

INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Difficultés subies par l'industrie du secteur de l'impression

559. – 3 octobre 2024. – **Mme Else Joseph** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur les difficultés des entreprises de l'industrie de l'impression à la suite de l'annonce de mesures en matière de coûts de l'énergie. En effet, beaucoup d'entreprises avaient été dans l'obligation de signer, au deuxième semestre de l'année 2022, des contrats d'achat d'énergie pour une durée de 3 ans. Si le Gouvernement a défini pour 2023 des mesures de soutien comme le bouclier énergie pour des entreprises dont les dépenses d'énergie représentent plus de 3% de leur chiffre d'affaires, à hauteur de 50%, et avec un prix plancher de 180 euros le MWh, les perspectives actuelles semblent inquiétantes. En effet, le projet pour 2024 avait fait naître de vives inquiétudes dans le secteur. Ce projet ne permettra plus à certaines entreprises de bénéficier de l'amortisseur dans la mesure où le niveau d'achat de fourniture sera, pour certaines d'entre elles, abaissé. Les entreprises souhaiteraient donc être en mesure de renégocier les contrats signés avec des tarifs hors marché. À défaut, elles souhaiteraient aussi bénéficier de l'amortisseur à partir de 100 euros/MWh (c'est en effet le prix du marché actuel), avec une prise en charge à 50 %, mais aussi du maintien du guichet d'aide au paiement des factures, ainsi que de la préservation de l'abattement de la contribution au service public de l'énergie (CSPE). Elle lui demande donc ce qu'il envisage pour rassurer les industries du secteur de l'impression, qui sont particulièrement inquiètes et qui risquent de perdre le bénéfice de mesures protectrices face à la crise. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – Pendant la crise énergétique, le Gouvernement a mis en place des mesures de protection exceptionnelles contre les prix élevés des énergies. Les entreprises, comme l'ensemble des consommateurs, ont bénéficié de dispositifs d'aide. Pour les Très Petites Entreprises (TPE), quelle que soit leur puissance souscrite, la « garantie de prix 280 » a été prolongée en 2024 plafonnant intégralement le prix des contrats souscrits ou renouvelés avant le 30 juin 2023 à 280 euros/MWh (hors taxes et acheminement). L'amortisseur électricité a également été reconduit en 2024 dans des conditions revues par rapport à 2023 afin de mieux protéger les entreprises qui avaient signé des contrats à un prix haut avant le 30 juin 2023 : (i) la couverture de la facture de 75% (contre 50% en 2023) ; (ii) le plafond auparavant fixé à 500 euros/MWh a été supprimé ; (iii) le seuil de déclenchement de la part énergie de la facture a été relevé à 250 euros/MWh hors taxes et acheminement (contre 180 euros/MWh en 2023). Pour les entreprises de tailles intermédiaires (ETI) et les grandes entreprises, le guichet d'aide au paiement des factures d'électricité a également été reconduit en 2024 : l'État prenant en charge 50 % de la facture d'électricité au-delà de 300 euros/MWh (hors TVA), dans la limite du plafond d'aide de 2,25 millions d'euros au niveau du groupe et des autres plafonds d'aide s'appliquant au guichet. Le bouclier fiscal a par ailleurs été maintenu en 2024 pour les entreprises électro-intensives soumises à des tarifs réduits d'accise sur l'électricité. Leurs tarifs réduits d'accise ont été abaissés à 0,5 euros/MWh. Il s'agit des entreprises les plus sensibles aux prix de l'électricité. Ces mesures sans précédent n'ont pas été renouvelées en 2025, à l'exception du bouclier fiscal pour les électro-intensifs, qui est prolongé en 2025 et expirera le 31 décembre 2025. Pour les entreprises dont un contrat de fourniture d'électricité en vigueur aurait été souscrit ou renouvelé durant la crise, en fonction de leurs situations et de leurs fournisseurs, elles peuvent, le cas échéant, négocier des avenants pour en assurer la soutenabilité. Les entreprises en difficulté de moins de 400 salariés peuvent se rapprocher, dans chaque région, de leur Commissaire aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises (CRP) pour les accompagner dans leurs démarches, tandis que les entreprises de plus de 400 salariés peuvent saisir le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI). Les conseillers départementaux aux entreprises en difficultés peuvent également être sollicités. Pour les entreprises qui auraient des difficultés dans les négociations avec ses clients ou son fournisseur d'énergie, la médiation des entreprises peut être saisie. Enfin, à partir du 1er février 2025, les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVe) sont étendus à l'ensemble des TPE et assimilées, quelle que soit la puissance souscrite, afin de les protéger de la volatilité des marchés de gros de l'électricité. Avant cette date, les TRVe étaient restreints aux TPE de puissance

souscrite inférieure à 36 kVA, ce qui excluait une grande majorité de boulangers, de restaurateurs, de fleuristes ainsi que d'autres secteurs économiques, comme l'imprimerie ou l'agriculture, dont les activités exigent une importante consommation d'électricité.

Balisage circonstancié des éoliennes

582. – 3 octobre 2024. – **Mme Else Joseph** interroge **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur l'éclairage des éoliennes. En effet, cet éclairage permet de donner un repère aux pilotes d'avions, civils ou militaires. Cependant, pour les riverains, c'est une source de pollution lumineuse. Alors que dans certaines communes de notre pays des systèmes d'éclairage intelligents ont été mis en place pour les feux, on pourrait envisager une solution identique pour les éoliennes. Cela n'est par ailleurs pas une nouveauté dans la mesure où, chez certains de nos voisins comme l'Allemagne ou la Belgique, il existe des systèmes de balisage circonstancié où les éclairages ne s'allument qu'au passage des aéronefs. En France, en vertu de l'article 4 de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne, lequel a lui-même été modifié par l'arrêté du 6 juin 2024 (JO n° 0144 du 20 juin 2024), « des feux de moyenne intensité, dits « à faisceaux modifiés », peuvent être utilisés en lieu et place des feux de moyenne intensité de type B ». Il y a donc une voie qu'il conviendrait de renforcer pour la mise en place d'un système de balisage circonstancié, même si ce texte n'impose aucune obligation. Pourtant, l'Allemagne a prescrit depuis la fin de l'année 2022 un dispositif circonstancié pour tout balisage nocturne. Elle lui demande donc ce qu'elle prévoit concernant la mise en place d'un système de balisage circonstancié, qui serait économe en énergie et avec un faible coût au niveau des nuisances générées. Elle l'interroge sur ce qu'il en est d'une révision plus ambitieuse de l'arrêté du 23 avril 2018. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – Les éoliennes constituent des obstacles de hauteur conséquente susceptibles de représenter un danger pour les aéronefs. Les aérogénérateurs sont en conséquence équipés de feux de balisage à éclats fonctionnant de jour comme de nuit afin d'en faciliter le repérage visuel par les navigateurs aériens civils et militaires évoluant à basse et moyenne hauteur, soit en général entre 150 et 2000 pieds au-dessus du sol. La multiplication du nombre d'éoliennes sur le territoire national visant à répondre aux objectifs du Gouvernement en matière de développement des énergies renouvelables, conduit mécaniquement à l'augmentation du nombre de feux à éclats et de la gêne visuelle manifeste qui en résulte chez les riverains des parcs éoliens, quasiment exclusivement de nuit. Dans ce cadre, le ministère chargé de l'aviation civile et le ministère des Armées ont mis en place un groupe de travail chargé d'étudier des solutions techniques permettant de réduire les nuisances visuelles générées par le balisage aéronautique nocturne des éoliennes, tout en garantissant un niveau de sécurité acceptable autant pour les vols des aéronefs civils que des aéronefs d'État. A ce jour, les travaux du groupe de travail interministériel ont permis d'identifier plusieurs solutions techniques, dont le balisage circonstancié de nuit qui permet de n'allumer les feux qu'en présence d'un aéronef à proximité d'un champ éolien. Les aéronefs sont détectés à partir des émissions spontanées de leur équipement de surveillance, en l'espèce le transpondeur mode S. La direction générale de l'aviation civile a mené des évaluations en conditions réelles de la détection des aéronefs par un tel dispositif sur plus de mille vols en région toulousaine. Le système qui devait détecter la présence d'aéronefs, dont de nombreux vols commerciaux, s'est révélé fiable sur l'échantillon concerné en tenant compte des modalités d'évolution du trafic civil en termes de hauteur et de vitesse de vol. En conséquence, le système de balisage circonstancié fonctionnant selon les modalités décrites ci-dessus est considéré comme acceptable pour assurer la sécurité des aéronefs civils. En revanche, le ministère des Armées a identifié la nécessité d'effectuer des études et évaluations complémentaires avant de se prononcer sur l'acceptabilité d'un tel système pour les aéronefs d'État, dont certains ont des modalités d'évolution très différentes des aéronefs civils (basse hauteur, vitesse très élevée). En effet, si des évaluations en conditions réelles de vol ont été réalisées avec des aéronefs militaires sur le parc éolien des sources de la Loire situé en Ardèche, l'absence de transpondeur mode S sur certains aéronefs militaires et le besoin de discrétion lors de certaines missions militaires, ont conclu en la nécessité d'étudier l'association de feux infrarouges à la détection d'émissions mode S. Cette étude est à ce jour encore en cours. Ainsi, la modification de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne reste suspendue aux résultats des évaluations supplémentaires annoncées par le ministère des Armées pour se prononcer sur l'acceptabilité du principe du balisage circonstancié pour les besoins de la circulation des aéronefs d'État. En cas de confirmation de la possibilité d'utiliser un tel dispositif pour le balisage des éoliennes, il faudra en outre envisager de rendre obligatoire, par voie réglementaire, l'emport de transpondeur mode S de nuit à bord des aéronefs. Une

telle obligation d'emport nécessiterait une concertation avec les fédérations représentant les usagers de l'aviation légère et sportive et un préavis de six mois à un an, au minimum, pour leur laisser le temps d'équiper les aéronefs. Tous ces points seront abordés dans les réunions à venir du groupe de travail précedemment mentionné.

Urgence de permettre aux Iles du Ponant de développer les énergies renouvelables

901. – 3 octobre 2024. – **M. Jean-Luc Fichet** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur la situation particulière des 3 Îles du Ponant, inclues dans les zones non interconnectées (ZNI) qui sont Ouessant, Molène et Sein. Le contexte énergétique et climatique amène à réformer en profondeur le modèle énergétique actuel des ZNI vers une production d'énergies renouvelables et décarbonées, et visant à terme la suppression du recours aux énergies fossiles. Les acteurs locaux, syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF), la Région de Bretagne, le Département, les maires de ces ZNI… travaillent ensemble sur cette trajectoire dont l'objectif fixé par la programmation pluriannuelle de l'énergie est d'atteindre 100 % d'énergie renouvelable en 2030. Pour autant, les ZNI du Ponant ne font pas partie de l'évolution de la législation relative à la transition énergétique à l'heure actuelle. À ce jour 5 centrales photovoltaïques réparties sur ces trois îles ne bénéficient pas de contrat de vente d'électricité provoquant une recette non perçue de 32 000 euros ; Cette perte financière met à mal les investissements financiers mis en place depuis 2016 pour favoriser le développement du solaire photovoltaïque. Un projet d'arrêté devant inclure les ZNI du Ponant serait à l'étude depuis fin 2021 mais n'est toujours pas officiellement mis en oeuvre pour ce qui les concerne. En conséquence, au regard de l'ensemble des éléments indiqués, il lui demande si le Gouvernement compte prendre cet arrêté permettant aux Iles du Ponant de développer les énergies renouvelables. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – L'arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts couvre les zones non interconnectées dont les îles du Ponant non interconnectées au réseau métropolitain continental et habitées à l'année : Ouessant, Molène, Sein et Chausey. Les installations mises en service avant la date de publication de cet arrêté, ou qui ont déjà produit de l'électricité dans le cadre d'un contrat commercial, ne peuvent toutefois pas bénéficier d'un contrat d'achat au titre de l'arrêté susmentionné.

Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques

939. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur les obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement des réseaux électriques. L'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales prévoit que l'opérateur télécom qui utilise pour son réseau les supports aériens des réseaux de distributions d'électricité doit prendre à sa charge la dépose et la réinstallation de son réseau en souterrain en cas d'enfouissement du réseau électrique par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité. Malgré cette obligation, certains opérateurs refusent de prendre à leur charge cette dépose lorsque leur réseau repose en partie sur un réseau aérien électrique concerné par une opération d'enfouissement et en partie sur un réseau propre ou un réseau télécom d'un tiers. Ces opérateurs demandent aux collectivités locales concernées une prise en charge partielle des coûts, en appliquant aux dépenses nécessaires par l'enfouissement de leur réseau un prorata en fonction du nombre de supports de ligne aérienne non électrique. Aussi, il lui demande si cette demande de ces opérateurs télécoms est fondée juridiquement et dans le cas contraire les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser cette pratique. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques

2792. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** les termes de sa question n° 00939 sous le titre « Obligations de l'opérateur télécom en cas d'enfouissement de réseaux électriques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le cadre juridique de l'enfouissement coordonné des réseaux électriques et de communications électroniques a été précisé par la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique et vise à favoriser la réduction des coûts. À ce titre, l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales permet à une collectivité territoriale (i) ou à un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité (ii) ou à un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité (iii), en cas de support commun entre les réseaux, de prendre l'initiative de remplacer une ligne aérienne par une ligne souterraine - sur laquelle l'opérateur de communications électroniques a été autorisé à conduire un ouvrage avec le réseau de distribution public d'électricité. Ce dispositif pérennise un financement des coûts propres à chaque réseau à proportion des installations dont les parties sont propriétaires. Autrement dit, l'opérateur de communications électroniques assure, dans ce cas, le financement des travaux qui concernent son réseau, en prenant en charge les coûts afférents à la dépose, à la pose souterraine des câbles et au remplacement ou à l'installation d'équipements tels que les chambres de tirage. Toutefois, et afin d'atteindre cet objectif de réduction de coûts de travaux, un partage des responsabilités clarifié peut s'avérer nécessaire entre la collectivité territoriale et l'opérateur notamment lorsque la pose de fourreaux surnuméraires est nécessaire. La conclusion d'une convention vient alors fixer la participation financière ainsi que la répartition de la propriété des installations ou bien d'un droit à l'usage de ces dernières. En outre, sur le fondement de l'arrêté du 2 décembre 2008, un partage des coûts de terrassement doit être fait entre l'opérateur de communications électroniques et la collectivité territoriale dont les coûts sont pris en charge à hauteur de 20 %. Lors de la conclusion d'une convention entre les parties, plusieurs hypothèses de financement associé à un régime de propriété peuvent être envisagées. Le premier cas est celui dans lequel l'opérateur finance dans son intégralité les fourreaux et les chambres de tirage et qu'il en est propriétaire, déjà évoqué précédemment. Les autres cas envisagent quant à eux la participation financière de la collectivité : soit elle finance dans son intégralité les fourreaux et les chambres de tirage et dans ce cas elle est propriétaire, l'opérateur n'ayant dans ce cas qu'un droit d'usage pour rétablir les câbles existants et s'acquitter d'un loyer de location des infrastructures de génie civil mises à disposition ; ou soit la collectivité participe au financement des fourreaux et des chambres de tirage et dispose alors d'un droit d'usage des infrastructures créées, l'opérateur restant ici le propriétaire. Ce dispositif clair et sécurisé permet de prendre en charge financièrement de manière totale ou partielle des infrastructures d'accueil du réseau de communications électroniques par les collectivités territoriales, ce qui est bénéfique pour la collectivité territoriale dans la mesure où elle bénéfice d'infrastructures qui intègrent son patrimoine et dont les fourreaux de réseaux pourront être utilisés pour des besoins propres ou mis à disposition d'un délégataire dans le cadre d'un réseau d'initiative publique.

Inquiétudes après la publication de l'avis de l'autorité environnementale sur l'implantation de deux « EPR2 » sur le site de Penly

1322. – 10 octobre 2024. – **M. Didier Marie** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** énergétique à propos du rapport de l'autorité environnementale relatif à l'implantation de deux réacteurs pressurisés européens (EPR2) et leurs raccordements électriques à Penly dans le département de la Seine-Maritime. Conformément aux dispositions de l'article R. 122-4 du code de l'environnement relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article R. 122-6 du même code, l'autorité environnementale a été saisi pour émettre un avis quant à la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Dans le cas précis du projet d'EPR2 de Penly, l'autorité environnementale constate des manquements dans la mesure des risques d'atteintes à la population et aux milieux liées aux rejets radiologiques, thermiques et chimiques ainsi que la nécessité de réduction de la production de matières et déchets nucléaires et des émissions de gaz à effets de serre sur l'ensemble du cycle de production de l'électricité issu du réacteur. L'autorité préconise également de prévoir des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation du déroctage des 5 millions de mètres cube de la falaise et de l'artificialisation de 20 hectares sur le fond marin afin de rendre compatible le projet avec le document stratégique de façade Manche est - mer du Nord et de reprendre en profondeur l'étude des incidences du projet sur les sites Natura 2000. Ces conclusions ont de quoi inquiéter, d'autant plus qu'il est possible que le projet n'aboutisse pas et qu'aucune disposition pour une remise en état du site n'est prise pour faire face à cette éventualité. Le Gouvernement, par la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes, a témoigné de sa volonté de poursuivre sa stratégie en faveur du développement de l'énergie nucléaire pour les prochaines décennies. Cette stratégie ne doit pas se faire au détriment des habitants et des habitantes et de la détérioration de leur cadre de vie. Sur le projet d'EPR2 de Penly, les élus s'inquiètent quant aux conditions d'accueil des quelque 6000 futurs travailleurs nécessaires à la conduite du chantier et des

modifications importantes sur le plan paysager et des nouvelles infrastructures que cela devra générer. Dans ce contexte, il lui demande de lui préciser les mesures que pourra prendre le Gouvernement pour rassurer les élus locaux et les habitants riverains de ce projet concernant la réalisation du chantier et l'exploitation des futurs réacteurs pour réduire au maximum les nuisances et les risques auxquels ils seront soumis. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – Les installations nucléaires de base (INB) sont des installations qui, de par leur nature ou en raison de la quantité ou de l'activité des substances radioactives qu'elles contiennent, sont soumises à des dispositions particulières en vue de protéger les personnes et l'environnement. Depuis la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes, l'autorisation environnementale (AE) est l'une des trois principales autorisations requises pour la réalisation des projets nucléaires, avec l'autorisation de création (DAC) de l'installation nucléaire de base (INB) et l'autorisation de mise en service (MES) des réacteurs. Chacune des autorisations nécessaires à la réalisation du projet poursuit un objectif spécifique. Des procédures de participation du public (débats publics, enquêtes et consultations publiques) sont également prévues à différentes étapes de ces processus. L'autorisation environnementale (AE), délivrée par décret n° 2024-505 du 5 juin 2024 du Premier ministre, encadre les travaux préparatoires du projet EPR2 Penly, en conformité avec les réglementations relatives à la protection de l'environnement. Dans le cadre de cette demande d'AE, l'Autorité environnementale s'est prononcée sur le projet par avis délibéré du 9 novembre 2023, avis sollicité dans le cadre des autorisations nécessaires aux premières activités de réalisation du projet. Elle identifie des enjeux prioritaires, notamment la gestion des nuisances pendant la phase travaux (bruit) et la protection de la biodiversité. Il est à noter que l'autorité environnementale n'a pas émis d'avis sur les enjeux liés aux risques d'atteintes à la population et aux milieux liées aux rejets radiologiques, thermiques et chimiques ainsi que la nécessité de réduction de la production de matières et déchets nucléaires qui relèvent de la phase d'exploitation et sont étudiés au niveau de l'autorisation de création. EDF et RTE ont produit un mémoire en réponse à cet avis, mis à la disposition du public dans le cadre de l'enquête publique unique portant sur les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation des travaux préparatoires, qui s'est tenue du 1er février au 6 mars 2024. Concernant le déroctage des 5 millions de mètres cubes de falaise et l'artificialisation de 20 hectares de fond marin, des efforts significatifs ont été réalisés pour limiter les emprises au sol et réduire les impacts sur la biodiversité. Le projet repose sur un équilibre précis entre les volumes de déblais et de remblais, minimisant ainsi les flux de transport hors site. Par ailleurs, des mesures d'accompagnement volontaires ont été prévues par EDF, malgré l'absence d'obligation réglementaire de compensation de l'artificialisation en mer. L'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 a été mise à jour en décembre 2023 dans le chapitre 12 de l'étude d'impact du projet. Ce chapitre a fait l'objet d'une réponse à l'Autorité environnementale qui conclut qu'« au regard des précisions apportés dans la version du chapitre 12 de l'étude d'impact pour l'enquête publique, l'analyse des incidences directes et indirectes, temporaires ou permanentes du projet d'implantation de deux unités de production EPR2 sur le site de Penly, menée en considérant l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de suivi proposées dans l'étude d'impact, conclut que le projet ne remet pas en cause de manière significative l'état de conservation des habitats et des espèces prioritaires ou d'intérêt communautaire ayant prévalu à la désignation des sites Natura 2000 de l'aire d'étude. » Concernant la remise en l'état du site après réalisation des travaux de construction, EDF a prévu des modalités de renaturation des zones artificialisées, s'inspirant du traitement des fondations non exploitées des réacteurs N4 dans les années 1990 sur le même site. Les risques liés aux rejets radiologiques, thermiques et chimiques, et les enjeux liés à la production de matières et déchets nucléaires et des émissions de gaz à effets de serre, concernent l'exploitation future des réacteurs. L'Autorité environnementale sera amenée à rendre un second avis à l'issue de l'instruction technique sur la demande d'autorisation de création au titre de la réglementation nucléaire. Ce nouvel avis permettra de s'assurer que les recommandations relatives à l'exploitation des réacteurs ont été prises en compte par les porteurs de projet. Pour répondre aux préoccupations relatives à l'accueil des milliers de travailleurs nécessaires au chantier et à l'impact sur le cadre de vie, un dispositif « Grand Chantier » a été instauré. Ce dispositif, qui concerne toutes les grandes opérations d'aménagement, repose sur un espace de concertation entre toutes les parties prenantes, dont les collectivités locales, les services de l'État, la maîtrise d'ouvrage, les acteurs économiques, les organisations représentatives du personnel, les entreprises intervenantes. En juin 2023, un coordonnateur Grand Chantier a été nommé par le préfet de la Région Normandie pour accompagner l'insertion du projet EPR2 dans son territoire. Le Grand Chantier EPR2 Penly regroupe l'ensemble des mesures destinées à accompagner la construction des futurs EPR2 dans les territoires. Ces mesures concernent les aménagements d'infrastructures (création de parkings, amélioration des voiries, et aménagements logistiques pour réduire

l'encombrement routier), les logements pour les travailleurs (6 000 places d'hébergements à créer sont prévues, réparties en mobil-homes, logements modulaires et résidences hôtelières, avec des solutions réversibles après le chantier), les services et équipements publics (mise en place de plateformes de formation pour favoriser l'emploi local et soutien aux collectivités pour gérer l'augmentation temporaire de population). Le Gouvernement veille à maintenir un dialogue constant avec les élus locaux et les habitants, notamment pour ajuster les dispositifs en fonction des besoins spécifiques du territoire. L'objectif est d'assurer une gestion équilibrée et responsable du projet, en limitant les impacts sur le cadre de vie et en maximisant les retombées positives pour le territoire

Financement des raccordements au réseau électrique des nouveaux projets d'énergie renouvelable

1365. – 10 octobre 2024. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, chargée de l'énergie** au sujet du financement des raccordements aux postes sources des nouveaux projets d'énergie renouvelable (EnR). La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables s'est donnée comme ambition d'atteindre les objectifs fixés par le Gouvernement en matière de sécurisation de l'approvisionnement en énergie décarbonée. Si ces mesures commencent à porter leurs fruits, grâce à la mobilisation des élus pour la définition de zones d'accélération des énergies renouvelables (ZAER) dans leurs communes, d'autres réalités de terrain risquent de venir ralentir l'atteinte de ces objectifs. En effet, le raccordement de projets EnR de grande envergure (champs photovoltaïques) aux postes sources permettant de réinjecter l'énergie produite dans le réseau électrique est aujourd'hui un véritable frein à certains projets, notamment en milieu rural. Les importantes distances à parcourir et le coût de ces travaux de raccordement de lignes à haute puissance induisent un financement non négligeable qui doit être supporté par le porteur de projet. La mise en place des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) a permis une planification de l'évolution des postes sources et de leurs liaisons de raccordement au réseau de transport nécessaire à l'accueil des installations de production d'électricité utilisant une source d'origine renouvelable. Mais le cout du financement peut s'avérer significatif pour l'usager-producteur et ainsi affecter la faisabilité du projet. Ainsi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si des mesures financières sont envisagées par le Gouvernement pour accompagner les futurs producteurs d'énergie renouvelable dans leurs projets de raccordement au réseau électrique.

Réponse. – Le raccordement des producteurs d'énergies renouvelables (EnR) terrestres s'effectue dans le cadre des schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR). Institués par la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II », ces schémas constituent un outil de planification élaboré par les gestionnaires de réseaux et les services de l'Etat au niveau régional en lien avec les producteurs. Il permet d'identifier les ouvrages et les investissements nécessaires au raccordement des EnR et de mutualiser les coûts de raccordements entre les producteurs pour les ouvrages structurants du réseau (en général, la création ou le renforcement d'un « poste-source » - i.e. un poste de transformation entre la haute et la moyenne tension) en définissant une quote-part unitaire due par les porteurs de projets EnR proportionnelle à la puissance de raccordement, qui est approuvée par le préfet de département. Ce principe de mutualisation des ouvrages et des coûts associés permet non seulement une optimisation technique du réseau, mais également de diminuer la charge financière pour les producteurs tout en accélérant leur raccordement. S'agissant du financement des coûts de raccordement, deux cas particuliers sont à souligner : (i) les installations de production EnR d'une puissance inférieure ou égale à 250 kVA sont exonérées du paiement de cette quote-part (la quote-part est alors prise en charge par le Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité ; (ii) une partie de la quote-part est prise en charge par le TURPE en fonction de la puissance du projet (« réfaction tarifaire »). Par ailleurs, les producteurs EnR doivent s'acquitter du coût des « ouvrages propres » qui correspondent aux autres coûts des ouvrages ne rentrant pas dans le périmètre de mutualisation fixé par le schéma. Le code de l'énergie prévoit également qu'une partie du coût des ouvrages propres puisse être prise en charge par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE), en fonction de la puissance de l'installation. Tout en veillant à ne pas alourdir la charge pesant sur les différents utilisateurs du réseau (i.e. les consommateurs d'électricité) à travers le TURPE, le Gouvernement s'attache à identifier les mesures pouvant permettre à la fois de réduire les coûts de raccordement pour les producteurs et accélérer leur raccordement. Le décret du 10 juillet 2024 déclinant les dispositions de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) portant sur les schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) prévoit ainsi des dispositions permettant d'optimiser l'élaboration de ces schémas et la construction des ouvrages du réseau. Afin de réduire le coût pour les producteurs s'acquittant de la quote-part, il prévoit en outre l'introduction d'un critère technico-économique, qui sera défini par arrêté, permettant de temporiser la réalisation des ouvrages jugés trop coûteux pour la collectivité.

Règlementation de la production d'électricité par les installations photovoltaïques

1598. – 10 octobre 2024. – **Mme Audrey Linkenheld** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie** sur la réglementation liée à l'énergie photovoltaïque. L'arrêté tarifaire dit « S21 », qui définit les aides pour les installations photovoltaïques jusque 500 kWc, a en effet été mis à jour fin décembre 2023 et fixe donc tant les nouveaux tarifs d'achat, en vente totale comme de surplus, que les nouvelles primes à l'investissement en cas d'autoconsommation. Si l'objectif de cette réglementation est de réguler le marché de l'électricité produite par les installations photovoltaïques, elle pourrait cependant conduire à un désengagement des petits porteurs de projets qui seraient moins incités à produire de l'électricité à travers l'énergie solaire. La formule de calcul du tarif d'achat de cette électricité ne prenant en compte que la puissance installée en France dans le trimestre écoulé, l'arrêté modificatif risquerait pour les petites installations inférieures à 9 kWc de faire baisser fortement le tarif d'achat appliqué. Ces baisses compromettraient la dynamique qui s'est fortement amorcée en réplique à l'augmentation des tarifs de vente et à la perspective de la suppression du tarif réglementé de l'électricité. Pour rappel, en 2010, l'annulation des tarifs avait ravagé la filière, 80 % des installateurs ayant déposé le bilan ou abandonné leur activité. Alors que les prix de l'énergie restent élevés pour l'ensemble des usagers après les hausses constatées depuis le début de la guerre en Ukraine, elle lui demande donc quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin de mieux soutenir le développement des énergies renouvelables par les petites installations photovoltaïques. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – L'arrêté tarifaire « S21 » [1] définit les tarifs d'achat pour la vente en totalité ou la vente en surplus, ainsi que la prime à l'investissement en cas d'autoconsommation. Ces tarifs sont revus à chaque trimestre par la Commission de régulation de l'énergie selon des modalités prévues par l'arrêté tarifaire. Initialement, des coefficients de dégressivité étaient prévus pour les tranches 0-9 kWc, 9-100 kWc et 100-500 kWc. Ces coefficients permettaient de moduler le tarif offert aux installations en faisant le demande sur le trimestre concerné, afin que le niveau de tarif soit adapté à l'objectif trimestriel fixé de puissance fixé à ce segment. Les coefficients étaient ainsi construits de manière à ce que, si la puissance appelée était inférieure pour les deux trimestres précédents à la puissance nécessaire pour atteindre les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), alors le tarif augmentait. En revanche, si l'objectif était dépassé, alors le tarif diminuait. Malgré les modifications mentionnées dans la question, le rythme de demande de contrat pour les installations chez les particuliers n'a pas évolué à la baisse, au contraire, les installations ont continué à se développer de manière dynamique. Les évolutions récentes de l'arrêté tarifaire ont désormais simplifié les modalités de rémunération pour ces petits projets. Ainsi, ces projets bénéficient désormais d'une prime à l'investissement et d'un tarif d'achat fixe, à 40 euros/MWh. Ces nouvelles modalités de soutien ont pour effet de favoriser l'autoconsommation chez les particuliers. [1] https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000044173060/

Opérations d'entretien des abords des lignes dans le déploiement de la fibre

2022. – 24 octobre 2024. – **M. Mathieu Darnaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur les conséquences liées à la répartition des opérations d'entretien des abords des lignes aériennes des réseaux téléphoniques et internet dans le déploiement de la fibre. Il rappelle que le Gouvernement s'est engagé à apporter la fibre optique dans tous les territoires d'ici 2025. Or, en vertu de l'article L. 51 du code des postes et communications électroniques, la charge d'entretien (débroussaillage, coupe d'herbe, élagage et l'abattage d'arbres) des abords des équipements du réseau portant sur les lignes traversant les propriétés privées pèse sur les propriétaires privés. Ces travaux d'entretien ont pour but de prévenir l'endommagement ou les risques d'interruption du service pour les usagers. Toutefois, cette situation ralentit, voire bloque le déploiement de la fibre optique dans les zones rurales vastes et peu densément construites. En effet, lorsque le programme d'installation de la fibre est lancé dans une commune, une convention de passage est envoyée aux propriétaires des terrains traversés. Convention que de nombreux propriétaires privés refusent de signer afin d'éviter d'avoir à assumer la responsabilité de l'entretien des abords des réseaux, qui peut représenter un coût très important. Parfois, l'entreprise en charge de l'implantation de la fibre est même contrainte d'abandonner son déploiement laissant certains habitants sans accès à une infrastructure d'accès à internet performante. Il demande au Gouvernement s'il entend procéder à une réflexion en la matière avec les acteurs concernés pouvant aboutir à la révision du droit existant en la matière. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – Le Gouvernement a fait de l'amélioration ainsi que de l'extension de la couverture numérique une priorité, pour permettre à l'ensemble des Français, quel que soit leur lieu de résidence, de bénéficier d'une couverture numérique de qualité avec un objectif tendant à la généralisation de la fibre optique sur le territoire d'ici fin 2025. Pour atteindre ces différents objectifs, le plan France Très Haut Débit, lancé en 2013, s'appuie prioritairement sur le déploiement de réseaux mutualisés en fibre optique et mobilise un investissement partagé entre l'État, les collectivités territoriales et les opérateurs privés. Comme l'a souligné France Stratégie dans un rapport publié en janvier 2023, ce plan France Très Haut Débit est une indéniable réussite puisqu'il a permis à la France de passer des dernières au peloton de tête des nations européennes en matière de connectivité fixe. Fin 2024, 91% des foyers et entreprises françaises étaient éligibles aux offres en fibre optique, technologie leur permettant d'accéder aux débits les plus performants, à des tarifs d'abonnement qui sont parmi les moins chers du monde. Cette réussite a été permise par les efforts collectifs des collectivités territoriales, des opérateurs, des industriels et de l'État, des efforts qui se poursuivent pour assurer la généralisation de la fibre optique sur l'ensemble du territoire restant à couvrir. Le déploiement de ce réseau fixe peut conduire à des implantations d'équipements sur des propriétés privées ou à ce que l'exploitation et l'entretien de ces équipements (dont l'élagage) nécessitent que l'exploitant du réseau traverse une propriété privée. Dans ces cas-là, une servitude sur la propriété privée doit être mise en place. Elle peut être conclue de manière consensuelle sous forme de contrat ou, à défaut, imposée au titre de l'article L. 48 du code des postes et des communications électroniques. Dans ce dernier cas, elle est délivrée au nom de l'État, par le maire, après information des propriétaires et recueil de leurs observations dans un certain délai. En cas de contestation, les modalités de mise en oeuvre de cette servitude sont fixées par le président du tribunal judiciaire. S'agissant des travaux d'entretien (dont l'élagage) aux abords des propriétés privées, l'article L. 51 du code des postes et communications électronique organise le régime de responsabilité en disposant que le propriétaire est tenu de procéder aux travaux d'élagage de la végétation qui se situe sur son terrain, que le réseau soit implanté ou non sur sa propriété (i) et que la propriété soit ou non riveraine du domaine public (ii). Cette responsabilité découle du droit de propriété dont le propriétaire est titulaire. L'exploitant du réseau ouvert au public doit proposer l'établissement d'une convention au propriétaire. Si le propriétaire n'est pas identifié ou s'il en a convenu avec l'exploitant du réseau, les opérations d'entretien des abords du réseau sont accomplies par ce dernier. En cas de défaillance de la part du propriétaire identifié, l'opération est réalisée par l'exploitant du réseau, aux frais du propriétaire et après notification à l'intéressé ainsi qu'au maire de la commune concernée. Si le maire constate que l'entretien aux abords du réseau n'est pas assuré dans des conditions permettant de prévenir son endommagement, il peut mettre en demeure - au nom de l'État - le propriétaire d'intervenir en informant l'exploitant. Si cette mise en demeure reste infructueuse, l'exploitant du réseau peut exécuter lui-même les travaux aux frais du propriétaire. Si l'exploitant n'intervient pas, alors, et cela toujours au nom de l'État, le maire peut faire procéder aux travaux aux frais de l'exploitant. Ainsi, que la convention soit ou non signée par le propriétaire, l'entretien des abords peut en toutes circonstances être réalisé puisque l'absence d'entretien des arbres - et autres végétaux - fragilise les infrastructures de réseaux et renforce le risque de chutes de poteaux voire de coupures de câbles, notamment lors d'épisodes climatiques sévères (tempêtes, vents violents) qui peuvent provoquer l'interruption des services. D'ailleurs, le rythme de déploiement de la fibre optique en zone rurale ne semble pas affecté par des problématiques liées au refus de signature de conventions. Avec 88 % des logements éligibles à la fin du 4ème trimestre 2024 (soit +8 points en 1 an), la zone moins dense d'initiative publique suit une dynamique très positive, selon un rythme bien plus soutenu que sur le reste du territoire

Hausse des tarifs pour les résidences hébergeant des jeunes

2029. – 24 octobre 2024. – **M. Mathieu Darnaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur les conséquences de la hausse des tarifs de l'énergie pour de nombreuses structures gestionnaires de résidences hébergeant des jeunes. Une enquête nationale menée par l'union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)) témoigne de l'ampleur des augmentations de tarif subies par les associations gestionnaires contraintes de négocier, ces derniers mois, le renouvellement de leur contrat de fourniture d'énergie : jusqu'à 300 % pour l'électricité et jusqu'à 900 % pour le gaz. L'enquête prévoit entre 20 % de structures déficitaires (en cas d'application d'un bouclier tarifaire entrainant une hausse de 50 % de la facture énergétique) et 80 % (en cas d'augmentation de 300 %). Bien que ces structures bénéficient depuis le 1er novembre 2021 du bouclier tarifaire sur le gaz, aucune mesure d'aide n'a été prévue pour les soutenir face à la hausse des prix de l'électricité, dont bénéficient pourtant les entreprises. En conséquence de quoi, un grand nombre de ces structures est menacé de fermeture. En effet, leur modèle économique ne leur permet pas de répercuter les augmentations de charges sur les redevances strictement encadrées et acquittées par des résidents aux moyens particulièrement modestes. De plus, l'augmentation de 3,6 % (indice IRL) appliquée au 1er janvier ne permet de compenser qu'une

infime partie des augmentations de charges énergétiques. Il demande au Gouvernement quelles mesures il entend mettre en place pour maintenir la capacité d'accueil et d'accompagnement de ces structures. – **Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – Pendant la crise énergétique, le Gouvernement a mis en place des mesures de protection exceptionnelles contre les prix élevés des énergies, qui ont représenté des dépenses publiques significatives, pour protéger les consommateurs les plus fragiles. En 2022 et 2023, le niveau de l'accise sur l'électricité (ex-TICFE) a été réduit au minimum communautaire soit 1 euros/MWh (au lieu de 32,0625 euros/MWh en 2023). Tous les consommateurs ont bénéficié de cette minoration. Les consommateurs éligibles aux tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVe) ont bénéficié du bouclier tarifaire qui a limité la hausse des factures en 2022 et 2023. En outre, compte tenu de l'encadrement spécifique des redevances des structures du logement accompagné, ces dernières ont bénéficié : - depuis le 1er juillet 2022, du bouclier tarifaire collectif sur l'électricité mis en place par le Gouvernement similaire à celui sur le gaz et l'électricité, qui a été prolongé jusqu'à fin 2024 pour les contrats signés à un prix très élevé signé avant le 30 juin 2023. Contrairement au bouclier collectif pour les ménages résidant en logement social ou en copropriétés, les gestionnaires du logement accompagnés ne sont pas tenus de répercuter cette aide sur les redevances d'occupation des résidents, dès lors que ces derniers ne s'acquittent pas de charges récupérées selon les modalités prévues aux alinéas 6 à 10 de l'article 23 de la loi du 6 juillet 1989 et que le forfait appliqué pour la récupération des charges locatives n'a pas été augmenté par rapport à l'année précédente au-delà de la dernière variation de l'indice de référence des loyers introduit par l'article 17-1 de cette même la loi ; - d'une aide exceptionnelle supplémentaire de 38,4 Meuros, mise en place par le décret no 2023-643 du 20 juillet 2023 relatif à l'octroi en 2023 au bénéfice des gestionnaires de résidences sociales, foyers de jeunes travailleurs non encore transformés en résidences sociales et foyers de travailleurs migrants non encore transformés en résidences sociales. Cette aide représente 192 euros par logement. En outre, pour les consommateurs ayant un contrat professionnel, telles que les TPE/PME, collectivités, associations, un dispositif d'amortisseur électricité a été mis en oeuvre depuis le 1er janvier 2023 avec des conditions de taille ou de recettes provenant d'activités économiques. Ce dispositif a été reconduit en 2024 dans des conditions revues par rapport à 2023. L'amélioration de la production électrique a permis une baisse des prix de l'électricité. Ainsi, ces mesures sans précédent n'ont pas été renouvelées en 2025. Plusieurs mesures ont été retenues afin d'améliorer durablement la stabilité des prix de l'électricité et la protection des consommateurs contre les épisodes de prix élevés sur le marché. D'une part, la loi no 2024-330 visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement a prévu l'extension des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE) à l'ensemble des TPE et structures assimilées (petites collectivités, associations, *etc.*), sans considération de puissance de leur compteur électrique. Ces tarifs réglementés sont disponibles depuis le 1er février 2025. D'autre part, l'accord conclu entre EDF et l'État en novembre 2023 définit un prix de vente de référence pour l'électricité d'origine nucléaire d'environ 70 euros/MWh à partir de 2026. Il a pour objectif de stabiliser les prix de l'électricité, pour les consommateurs, de permettre à EDF de dégager les moyens de financer ses investissements futurs et de préserver la compétitivité de l'industrie française. L'accord prévoit notamment un schéma de régulation du nucléaire existant qui sera mis en oeuvre à partir du 1er janvier 2026, tel qu'adopté dans la loi de finance initiales pour 2025. Cette régulation consiste à prélever une fraction des revenus tirés du parc de production nucléaire existant au-delà d'un certain seuil et à redistribuer ce montant à l'ensemble des consommateurs. Les textes d'application de ce dispositif sont en cours de préparation.

Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire

2578. – 5 décembre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie** sur le déploiement des bornes de recharge électrique de véhicules électriques sur le territoire. D'après le baromètre publié le 31 octobre 2024 par les représentants de la filière des mobilités électriques, 150 052 bornes de recharge de véhicules électriques sont déployées sur le territoire, en hausse de 35 % par rapport à 2023. Cependant, la distribution géographique de ce déploiement montre de fortes disparités territoriales qui interrogent dans le cadre de la transition énergétique des mobilités. En effet, l'Île-de-France possèderait désormais 25 715 bornes, la Bretagne n'en aurait que 6 115 et la Normandie 8 322. Par ailleurs, la puissance installée en Auvergne-Rhône-Alpes serait de 853 643 kW. En comparaison, elle ne serait que de 270 496 kW en Bretagne et de 349 414 kW en Normandie. Il souhaite donc connaître la position du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin d'améliorer le déploiement de points de recharge pour véhicules électriques dans les régions les moins bien dotées.

Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire

3861. – 20 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** les termes de sa question n° 02578 sous le titre « Déploiement inégal des bornes de recharge électrique sur le territoire », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La France se distingue par un déploiement particulièrement avancé de son réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques, en comparaison avec ses voisins européens. Au 1er février 2024, 96 % de la population réside à moins de dix minutes en voiture d'une borne de recharge ouverte au public, une proportion qui demeure élevée - et ce même dans les zones rurales à habitat dispersé, où elle atteint 68 %. L'impact de cet écart est toutefois à minimiser car les citoyens habitant en zones rurales ont majoritairement accès à une recharge à domicile qui rend moins nécessaire l'accès à un point de recharge ouvert au public. À la fin de l'année 2024, 154 694 points de recharge publics sont déployés sur l'ensemble du territoire. En outre, ces infrastructures ne représentent que 7 % des 2 348 496 points de recharge recensés en France - lesquels englobent également les installations privées des particuliers et des entreprises. Le réseau de bornes de recharge s'est significativement amélioré dans les 3 dernières années : le nombre de points de recharge accessibles au public a été multiplé par 6 dans cet intervalle. En avril 2024, une enquête menée par Ipsos-Avere révèle que 66 % des utilisateurs de véhicules électriques se déclarent satisfaits des bornes disponibles sur la voie publique. Ainsi, une communication efficace sur l'étendue (i) et la qualité (ii) du réseau existant est une priorité afin de mieux informer les usagers. Sur le réseau autoroutier concédé, une borne de recharge rapide est présente tous les 60 kilomètres. La France a ainsi atteint l'objectif du réglement européen AFIR avec 2 ans d'avance. Toutes les dispositions sont en place pour renforcer ce réseau au fur et à mesure que son usage augmentera et notamment pour déployer immédiatement de nouvelles bornes lorsqu'un usage trop élevé est constaté sur les périodes de pointe. Il est désormais indispensable de basculer d'une approche en "nombre de points" à une approche plus qualitative. D'autres indicateurs doivent être pris en compte : la puissance installée, le coût de la recharge, les taux d'utilisation des bornes ou encore le ratio entre le nombre de véhicules électrifiés et les infrastructures disponibles. Cette approche peut également servir à apprécier la répartition territoriale du réseau, à savoir le nombre de points de recharge où la puissance installée ne suffit pas à établir un bilan exhaustif du déploiement. À titre d'exemple, si l'on se concentre sur le nombre de véhicules électrifiés par borne publique (Vé/b) ou par kilowatt installé (Vé/kW), l'Île-de-France apparaît comme moins bien dotée (167 Vé/b et 5 Vé/kW) que la Bretagne (131 Vé/b et 3 Vé/kW), elle-même dépassée par la Normandie (110 Vé/b et 2,5 Vé/kW). Ces différentes dimensions sont prises en compte dans les stratégies de planification locales, à travers des dispositifs tels que les conférences des parties régionales (COP régionales) et les schémas directeurs des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (SDIRVE). De leur côté, les opérateurs poursuivent leurs efforts en adaptant les capacités recharge en fonction des taux d'occupation. Les services de l'État restent entièrement mobilisés afin d'assurer la gestion optimale et accompagner le bon déploiement des bornes de recharge en veillant à prendre en compte les besoins des usagers.

Développement de l'énergie marémotrice

2651. – 19 décembre 2024. – **M. Jean-Pierre Corbisez** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, chargée de l'énergie** concernant l'insuffisante prise en considération de la production d'énergie marémotrice. Plus de 70 % de notre planète est couverte par des océans et des mers, représentant un potentiel de 140 millions de kilomètres cube de matière en mouvement perpétuel. En France, sur la base des principaux gisements marémoteurs, situés en Normandie et dans la région des Hauts de France, ce sont 15 Gigawatts de production d'énergie marémotrice possiblement mobilisables. L'exploitation de l'énergie des marées, à travers la construction de lagons marémoteurs sur nos côtes, représente une perspective unique en matière de production d'énergie verte, 100 % renouvelable : un lagon marémoteur produit ainsi de l'électricité à chaque marée montante et descendante, pendant environ 14 heures chaque jour et ce, de manière entièrement prédictible. Sur la base de 5 lagons marémoteurs, de 50 à 10 kilomètres carré, le potentiel de production annuelle en France pourrait s'établir à 25 Terawatts heure, soit 5 % de la consommation électrique dans notre pays, équivalent à la production réalisée par deux réacteurs nucléaires de type EPR. Or, alors que s'est engagée la révision de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la feuille de route présentée par le Gouvernement semble laisser de côté toute planification de développement de cette énergie décarbonée en se donnant uniquement comme objectif de « Continuer à suivre le potentiel, le coût et la faisabilité (…) des énergies marines ». Si nous voulons renforcer notre souveraineté énergétique, si nous voulons augmenter nos capacités de production d'énergies renouvelables, si nous voulons réduire notre dépendance aux

fluctuations économiques du marché des énergies carbonées, nous devons nous doter d'un plan ambitieux en faveur du développement de l'énergie marémotrice. De ce point de vue, au-delà des objectifs inscrits dans la PPE qui sont à revoir, il convient d'adapter et de sécuriser les outils législatifs, réglementaires et financiers susceptibles d'accompagner de façon efficace et durable les projets de lagons marémoteurs. Aussi, il souhaite savoir si le Gouvernement entend infléchir ses orientations en faveur de l'énergie marémotrice dans la future programmation pluriannuelle de l'énergie et quelles mesures concrètes il envisage de prendre pour accompagner son développement.

Réponse. – Le parlementaire attire l'attention du Gouvernement sur la place de l'énergie marémotrice dans la future programmation pluriannuelle de l'énergie et les mesures d'accompagnement de son développement. L'énergie marémotrice consiste à profiter du flux et du reflux de la marée pour actionner des turbines et produire de l'électricité. Les installations marémotrices existantes dans le monde sont uniquement situées en estuaire. Aujourd'hui, l'usine marémotrice de la Rance de 238 MW est la seule en fonctionnement en France, dans une localisation faisant l'objet de forts marnages, le golfe Normand-Breton (10 à 15 m de marnage). À l'échelle mondiale, le marémoteur représente actuellement une puissance de 521,5 MW contre 63 200 MW pour l'éolien en mer alors même que les technologies pour le marémoteur sont disponibles depuis plus longtemps que pour l'éolien en mer. Ces chiffres illustrent au niveau mondial la difficulté qu'il y a à développer de nouveaux moyens de production marémoteurs. Les impacts liés à la modification du régime des marées, que ce soient sur l'envasement (sédiments), l'écosystème, les habitats estuariens, les usages côtiers, la navigation, sont souvent à l'origine de difficultés. L'idée de la création de lagons en dehors des estuaires a été portée pendant le débat public « La mer en débat » mené en 2024 par l'entreprise « France marémoteur » dans le cadre notamment d'un cahier d'acteur. Ces lagons consistent en une grande digue marine attachée au littoral avec un passage pour le flux et le reflux de la marée permettant de produire de l'électricité. Il n'existe à notre connaissance pas de projets de type lagon hormis celui de Tidal Lagoon Swansea Bay, que le gouvernement britannique a finalement décidé de ne pas soutenir au regard du coût et de la durée importante qui aurait été nécessaire pour amortir l'installation. La maturité de tels projets reste donc à démontrer, notamment par des études de faisabilité et de coûts, et par des analyses de leurs impacts sur l'environnement et les activités existantes, qui sont potentiellement significatifs. Pour effectuer ce travail, les projets éventuels pourraient par exemple solliciter les aides aux études du Fonds européen de développement régional (FEDER) ou candidater au programme d'aide européen « *Innovation fund* » ou encore à un appel à projets de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Pour ces raisons, il n'est pas prévu d'objectif chiffré de développement de projets marémoteurs dans le projet de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le parlementaire peut être assuré que les services de l'État continuent de suivre l'innovation en particulier dans les énergies marines renouvelables et veillent au développement d'une production d'électricité décarbonée et compétitive en France.

Difficulté des entreprises suite à la mise en place du dispositif européen CSRD

3256. – 13 février 2025. – **Mme Laurence Muller-Bronn** interroge **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les difficultés rencontrées par les entreprises suite à la mise en oeuvre de la directive européenne Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD). La mise en place de la directive européenne CSRD impose aux entreprises françaises de nouvelles obligations en matière de reporting. Si cette initiative vise à renforcer la transparence et la responsabilité environnementale et sociale des entreprises, elle suscite néanmoins des préoccupations quant à son impact sur la compétitivité des acteurs économiques français. De nombreuses entreprises expriment des difficultés dans la mise en oeuvre des exigences de la directive. La complexité des nouveaux standards de reporting, le coût en ressources humaines dédiées et la technologie nécessaire sont autant de complexités qui risquent de créer une distorsion de concurrence avec les entreprises situées hors de l'Union européenne. De plus, si les petites ou moyennes entreprises en sont officiellement dispensées jusqu'ici, les donneurs d'ordres demandent néanmoins à leurs sous-traitants de leur communiquer ces données, afin de consolider le reporting au périmètre groupe, comme l'exige la directive CSRD. Dans ce contexte, elle lui demande si le Gouvernement envisage de maintenir les échéances de mise en oeuvre de cette directive, ou au contraire, s'il entend la reporter et, le cas échéant, rendre son application au périmètre du groupe volontaire, et non obligatoire.

Réponse. – La directive relative à la publication d'informations de durabilité par les entreprises (dite « CSRD ») entre progressivement en vigueur à partir de cette année. Elle vient remplacer la déclaration de performance extra-financière. Par distinction, la CSRD présente un champ d'application plus large, des données normées et auditées.

La publication de ces informations de durabilité dans leur rapport de gestion par les entreprises vient répondre au besoin d'une information robuste et comparable relative aux impacts et risques de l'activité de l'entreprise relatifs aux enjeux de durabilité. La CSRD vient ainsi harmoniser la publication d'informations de durabilité demandées par les investisseurs, institutions financières et donneurs d'ordre. La CSRD est donc un élément décisif pour assurer le financement de la transition écologique et en premier lieu la décarbonation de notre économie qui constitue déjà pour les entreprises françaises un avantage comparatif. La mise en oeuvre de la directive demande cependant des investissements significatifs de la part des entreprises. Pour atteindre ses objectifs, il est impératif que les obligations de la directive soient proportionnées. C'est la raison pour laquelle, le Gouvernement français poursuit, avec la Commission européenne, un objectif de simplification. C'est l'objet du paquet « Omnibus » présenté par la Commission européenne en février 2025 que le Gouvernement soutient fermement. Celui-ci implique notamment : i) un report de deux de l'entrée en vigueur des obligations de transparence pour les entreprises initialement concernées à partir de l'exercice 2025, c'est-à-dire répondant à deux des trois critères de 250 salariés, 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et 20 millions d'euros de bilan ; ii) un rehaussement des seuils à 1 000 salariés conduisant à une réduction de 80 % du champ initial ; iii) à l'annonce d'une simplification à venir du contenu des informations à publier, applicable à partir de l'exercice 2027 selon le calendrier proposé par la Commission. Ces évolutions permettront une meilleure proportionnalité de la réglementation et contribueront par conséquent à faciliter l'atteinte des objectifs du Pacte vert. Le Gouvernement français soutient donc fermement le travail de simplification engagé au niveau européen.

Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique

3671. – 13 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique. Le 2 mai 2023, le Sénat a adopté la proposition de loi sénatoriale visant à assurer la qualité et la pérennité des raccordements aux réseaux de communications électroniques à très haut débit en fibre optique. Ce texte prévoit notamment de fixer un cadre au recours aux sous-traitants par les opérateurs d'infrastructure (dit mode « STOC ») et d'en clarifier la répartition des responsabilités, de renforcer les contrôles sur la qualité du raccordement à la fibre et enfin de protéger les droits des usagers notamment en cas d'interruption du service d'accès à l'internet. Presque deux ans plus tard, cette proposition de loi n'a pas encore été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Or, l'objet de ce texte conserve son importance dans le quotidien des Français. En effet, selon un sondage réalisé par l'Institut français d'opinion publique (IFOP) au mois d'avril 2024, 49 % des sondés ont déclaré avoir subi des problèmes de connexion à l'internet fixe fourni par le réseau de fibre optique. Par ailleurs, cette étude indique que 60 infrastructures de réseaux fibre (sur 221 infrastructures contrôlées) ont enregistré des taux d'échec au raccordement supérieur à 7 %. Selon les données de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) du mois de juillet 2024, le taux d'échec de raccordement d'un opérateur d'infrastructure fibre dans le département de l'Eure s'élève même à plus de 17 %. Alors que la fermeture technique du réseau cuivre par l'opérateur historique oblige, depuis le 31 janvier 2025 et jusqu'au 30 novembre 2030 (pour le dernier « lot »), la migration des usagers ADSL vers un raccordement au réseau fibre, des mesures doivent impérativement être prises afin de prévenir les diverses malfaçons et dysfonctionnements des raccordement à ce nouveau réseau d'internet fixe. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de prévenir les défaillances du système de sous-traitance du déploiement et de gestion du réseau fibre par les opérateurs d'infrastructure, de clarifier les responsabilités en la matière et de protéger les droits des usagers en cas d'interruption du service d'accès à l'internet fixe.

Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique

4801. – 22 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** les termes de sa question n° 03671 sous le titre « Lutte contre les malfaçons en matière de déploiement de la fibre optique », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Pour prévenir les problèmes relevés sur les réseaux de fibre optique, le ministre chargé des communications électroniques a demandé aux opérateurs de formuler des propositions concrètes, qui lui ont été présentées en septembre 2022. Ces propositions se déclinent en trois axes : Le premier axe porte sur le renforcement de la formation des intervenants et sur la qualité des interventions-terrain par la mise en place d'une certification au niveau des intervenants et des entreprises. La filière s'est accordée sur des grilles de compétences

qui ont été intégrées par les opérateurs dans leur contrat. La validation de ce référentiel est désormais obligatoire pour intervenir sur un réseau en fibre optique. Les opérateurs réalisent des audits terrain (environ 4 500/mois) pour s'en assurer (chiffres partagés par la fédération française des télécoms) ; le second axe porte sur le renforcement des contrôles : v*ia* la transmission par les opérateurs commerciaux de leurs plannings d'intervention aux opérateurs d'infrastructure en faisant la demande. Pour en éprouver l'efficacité, un nombre plus significatif d'audits conduits par les opérateurs devra être réalisé ; *via* la mise en oeuvre effective des comptes-rendus d'intervention (CRI), des dispositifs clé pour valider la qualité des raccordements qui sont maintenant généralisés, les travaux portant désormais sur l'amélioration de l'exploitabilité de ces CRI ; le troisième axe porte sur la reprise des infrastructures dégradées, que ce soit au niveau des points de mutualisation ou des réseaux vieillissants ou mal dimensionnés qui nécessitent une reprise globale de l'infrastructure. Dès lors, Xp Fibre, Altitude et Free ont lancé des plans de reprise dont l'Arcep assure le suivi. Le Gouvernement demeure vigilant sur la mise en oeuvre effective de ces trois axes par les opérateurs et en a confié le contrôle à l'autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), à laquelle les opérateurs sont tenus de rapporter. Le Gouvernement s'assure également que ce suivi soit effectué en transparence avec les élus et les collectivités, lors des comités de concertation fixes. En outre, l'Arcep publie chaque semestre un observatoire de la qualité des réseaux en fibre optique, évaluant pour chaque réseau le taux de panne et le taux d'échec de raccordement. La dernière publication en date de mars 2025 atteste d'une amélioration de la qualité des réseaux en fibre optique perceptible sur la majorité des réseaux. L'Arcep relève ainsi : « Il apparait une poursuite de l'amélioration constatée précédemment sur les taux de pannes et une stabilité sur les taux d'échecs au raccordement. Les réseaux les plus dégradés voient leur taux de pannes moyen diminuer de 0,51 % en janvier 2024 à 0,30 % en octobre 2024, se rapprochant ainsi progressivement des standards de marchés. Néanmoins, sur certains réseaux, notamment en Ile-de-France, les taux de pannes et d'échecs au raccordement restent encore élevés. » A l'instar de la position tenue lors de l'examen de la proposition de loi adoptée le 2 mai 2023, le gouvernement considère que la remise en cause par la loi de la possibilité de recourir au mode STOC, serait de nature à destabiliser de manière durable la chaine de valeur au risque de ralentir les déploiements en fibre optique. C'est pourquoi, le gouvernement a privilégié le suivi rapproché des engagements pris par la filière en lien avec l'Arcep. Par ailleurs de premières expérimentations sur des modes alternatifs de déploiement ("mode OI") sont en cours de lancement.

Impact des récentes modifications de soutien au photovoltaïque sur l'économie locale et l'emploi

3685. – 13 mars 2025. – **Mme Marie-Claude Varaillas** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les conséquences des récentes annonces gouvernementales concernant le soutien à l'énergie photovoltaïque en France. Lors de la dernière programmation pluriannuelle de l'énergie (PPR3), le Gouvernement a décidé de recentrer le soutien à la filière photovoltaïque sur les petits projets au sol et l'autoconsommation. Cet arbitrage se fait au détriment des projets de moyenne puissance (100-500 kWc), dit segment S21, qui avaient pourtant connu un fort développement ces dernières années, au point de considérer la filière comme économiquement mature et compétitive face aux filières conventionnelles. Avec effet rétroactif au 1er février 2025, ces projets verront leur soutien réduit de moitié et conditionné à un approvisionnement en panneaux solaires européens à partir de juin 2026. Cette décision fragilise une filière qui joue un rôle majeur dans la transition énergétique de notre pays en contribuant à la production d'énergie décarbonée tout en soutenant l'économie locale et l'emploi. De plus, l'effet rétroactif au 1er février 2025 de la baisse des aides pour les projets du segment S21 mettent en péril des investissements déjà engagés et risquent de ralentir la dynamique de déploiement du photovoltaïque en France, alors même que les objectifs de transition énergétique nécessitent une forte accélération. À l'heure où les fractures territoriales s'accentuent, et où les budgets des communes se resserrent, cet arbitrage gouvernemental met également à mal les projets solaires territoriaux portés par les collectivités et structures associées (SEM). Les acteurs de la filière alertent sur le manque de concertation dans l'instauration de ces nouvelles règles et la menace qu'elles font peser sur la viabilité de nombreuses entreprises locales. En Dordogne, comme dans de nombreux territoires ruraux, ces projets dynamisent l'économie en favorisant la création d'emplois non délocalisables et en soutenant l'activité des petites et moyennes entreprises. Dans ce contexte, elle souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement envisage pour éviter un coup d'arrêt brutal à la filière photovoltaïque, garantir la viabilité économique des projets de moyenne puissance afin d'assurer la pérennité des entreprises du secteur et éviter une crise majeure de la filière.

Projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières

3706. – 13 mars 2025. – **M. Cédric Perrin** interroge **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur le projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières. Ce projet prévoit d'ajuster les modalités de soutien à la filière du photovoltaïque pour chaque segment de puissance et plus particulièrement pour le segment S21 qui est actuellement le plus dynamique. Or, ce projet suscite de vives inquiétudes pour différents acteurs et bénéficiaires du solaire en toiture qui craignent un coup d'arrêt brutal à ce pan pourtant essentiel à la transition énergétique. De nombreuses petites et moyennes entreprises (PME), artisans ou exploitants agricoles ont fait le choix d'investir dans l'énergie solaire pour, d'une part, contribuer à la transition énergique et, d'autre part, réduire leurs charges d'exploitation et assurer la pérennité de leurs activités. De fait, cette réduction des aides mettrait en péril ces investissements. Dans un contexte où la demande en électricité explose, un tel désengagement serait d'autant plus regrettable pour cette filière d'avenir. Par conséquent, en faveur d'un compromis équilibré visant à concilier les objectifs de rigueur budgétaire avec les impératifs de la transition énergétique et industrielle de la France, il lui demande de préciser les orientations retenues par l'exécutif. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Conséquences du projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières

3713. – 13 mars 2025. – **M. Christian Klinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** au sujet du projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangars et ombrières. Ce projet prévoit une révision du segment S21 portant sur les programmes solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure à 500 kWc. Cette modification aura pour conséquence une baisse des primes et des tarifs de revente de l'électricité produite, applicable rétroactivement à compter du 1er février 2025. En l'espèce, une telle modification risquerait de créer une forte instabilité sur ce marché déjà fragilisé par la baisse d'activité du secteur du bâtiment et viendrait créer une incompréhension chez les clients voyant leur projet d'installation radicalement modifié. Ce projet de modification est d'autant plus surprenant car il entrerait en contradiction avec la loi no 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ayant acté une baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 5,5 % sur la fourniture et l'installation de centrales solaires jusqu'à 9 kWc, à partir du 1er octobre 2025, pour favoriser le développement de la filière. Cette mesure, contradictoire, risque de freiner le déploiement d'énergie renouvelable dans notre pays. Ainsi, il lui demande de bien vouloir revoir la position du Gouvernement sur ce projet d'arrêté afin de maintenir un cadre stable et cohérent pour le développement du secteur photovoltaïque en France. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Soutien aux installations solaires en toiture

3720. – 13 mars 2025. – **M. Jean-Raymond Hugonet** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur le soutien aux installations solaires en toiture. Le 5 avril 2024, le Gouvernement annonçait de nouvelles mesures de soutien au déploiement et à l'industrialisation de la filière de panneaux photovoltaïques dans le cadre du « Pacte solaire », avec pour objectif principal l'accélération du déploiement de panneaux solaires en France. Moins d'un an après, le 12 février 2025, c'est par la voie d'un communiqué de presse de votre ministère que les acteurs de la filière solaire apprennent la mise en consultation d'un projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur les bâtiments, hangars, et ombrières. Cet arrêté porterait un coup économique brutal à l'ensemble de la filière. Au moment même où chacun doit participer à l'effort de redressement des finances publiques, que le Gouvernement veuille mieux réguler les volumes et les subventions allouées peut se comprendre, mais alors que les organisations représentatives de la filière solaire, conscientes des contraintes budgétaires, avaient formulé des propositions pour faire évoluer les dispositifs, elles sont aujourd'hui très inquiètes. En effet, 80 % des projets sur toitures sont des projets agricoles, sans oublier les collectivités territoriales qui ont également projeté des investissements pour installer de panneaux photovoltaïques sur leurs

bâtiments, aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour maintenir le soutien aux installations sur toiture, permettant de sécuriser les investissements et de poursuivre la transition énergétique programmée dans le « Pacte solaire ».

Baisse tarifaire photovoltaïque

3739. – 13 mars 2025. – **M. Louis-Jean de Nicolaÿ** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les conséquences majeures du projet d'arrêté modifiant les modalités de soutien au développement du photovoltaïque sur des bâtiments, hangars et ombrières. Cette réforme prévoit une baisse immédiate et significative du tarif d'achat pour le segment 100-500 kilowatt-crête (kWc) (segment S21), ainsi qu'une transition vers un système d'appel d'offres, introduisant une forte incertitude pour les acteurs de la filière. Or, ce segment joue un rôle essentiel dans la structuration du photovoltaïque en France, en permettant le déploiement rapide de petites centrales solaires au plus près des besoins en consommation d'électricité, notamment pour l'autoconsommation collective. Ce modèle garantit également un maillage territorial équilibré, en s'appuyant sur un réseau dense de petites et moyennes entreprises (PME), d'installateurs et d'artisans spécialisés, souvent implantés en zones rurales où ils sont fréquemment les premiers employeurs locaux. Cette décision risque donc de provoquer un coup d'arrêt brutal à la dynamique d'un secteur qui représente aujourd'hui 60 000 emplois et qui constitue un levier clé pour la réindustrialisation et la souveraineté énergétique de la France. À cela s'ajoute l'incertitude pour les investisseurs, qui ont besoin de visibilité pour continuer à financer les projets d'infrastructures solaires. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour garantir un cadre de soutien stable et prévisible au photovoltaïque sur toiture, permettant de préserver les emplois locaux, de sécuriser les investissements et de poursuivre la transition énergétique dans des conditions économiques viables. Par ailleurs il lui demande si cette décision n'entre pas directement en contradiction avec nos objectifs nationaux de décarbonation.

Soutien au développement territorial de la filière photovoltaïque

3760. – 13 mars 2025. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur l'annonce du projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiments, hangars et ombrières. Les élus locaux, représentants des syndicats d'énergie et de sociétés d'économie mixte appellent à une prise en compte globale des bénéfices économiques, sociaux et sociétaux apportés par le photovoltaïque, une source d'énergie décarbonée et un outil puissant de développement des territoires, notamment ruraux. La baisse du tarif de rachat et l'obligation d'un passage par des appels d'offres d'ici mi-2026 limiteraient le nombre de projets et alourdiraient les démarches administratives. Ainsi, les modifications annoncées et le manque de concertation des acteurs de la filière risquent de mettre en péril les projets solaires territoriaux, les modèles portés par les collectivités et structures associées. Les projets photovoltaïques portent des modèles de transition partagés dans les territoires et constituent une réponse aux obligations réglementaires de végétalisation ou de solarisation des bâtiments et des aires de stationnement. Ils permettent aux collectivités de renforcer leur souveraineté énergétique grâce à l'autoconsommation individuelle et collective et aux contrats d'achat direct d'énergie renouvelable. En produisant une énergie locale et non délocalisable, renouvelable et compétitive, le solaire photovoltaïque est un outil efficace au service de la transition énergétique et écologique par tous les acteurs des territoires. Dès lors, il demande de suspendre cette décision et de lui préciser si les conséquences de ces changements sur les emplois et la viabilité des entreprises de la filière ont été mesurés. Enfin, il souhaiterait savoir si une évolution des dispositifs, en concertation avec tous les acteurs, pourrait être envisagée afin de garantir un cadre de soutien stable et prévisible au photovoltaïque sur toiture, permettant de préserver les emplois locaux, de sécuriser les investissements et de poursuivre la transition énergétique dans des conditions économiques viables.

Incohérences du moratoire sur les projets solaires de moins de 500 kWc

3784. – 20 mars 2025. – **Mme Frédérique Espagnac** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les incohérences du moratoire sur les projets solaires de moins de 500 kWc. Le Gouvernement envisage en effet de réduire, de façon rétroactive au 1er février, les niveaux de soutien aux projets solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc (segment dit S21), d'une manière telle que plus aucun projet ne sera viable économiquement dans les mois à venir. Or les petites et moyennes installations photovoltaïques sur bâtiment participent à la transition

énergétique, avec une appropriation à l'échelon local par les particuliers, les entreprises et les collectivités. Par cette décision, le dynamisme du segment S21 est brutalement cassé dans son élan. Ce moratoire revient à mettre un coup d'arrêt brusque à tous les futurs projets solaires sur les moyennes toitures et les ombrières de parking. Ce changement brutal de politique publique aura des conséquences importantes, telles que celle que la filière a déjà subies en 2010 lorsqu'un moratoire avait été instauré, et qui avait conduit à la destruction de près de 20 000 emplois. Il va complètement déstabiliser un segment de marché qui a permis de développer des milliers d'installations l'année dernière et qui apporte une activité à des centaines de petites et moyennes entreprises et d'artisans dans les territoires. Il empêchera une grande partie du monde agricole de bénéficier du développement de l'énergie solaire qui lui assure pourtant un revenu complémentaire indispensable. Elle lui demandent de bien vouloir revenir sur sa position et maintenir le cadre tarifaire actuel pour ces projets le temps qu'un "nouveau mécanisme" puisse être mis en place.

Soutien de l'État au développement de l'énergie solaire

3811. – 20 mars 2025. – **M. Didier Mandelli** interroge **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur un projet de décret qui a été soumis, début février 2025, à la consultation du conseil supérieur de l'énergie. Ce projet prévoit de baisser de manière rétroactive les aides à l'installation et le tarif de rachat de l'électricité produite par les panneaux pour les installations de petite et moyenne puissance. Ce projet a reçu un avis négatif de la part du Conseil Supérieur de l'énergie qui a alerté sur la brutalité de la mesure. Cet avis n'est malheureusement que consultatif. Une baisse brutale des aides emporterait des conséquences importantes sur le développement de la filière, et l'avenir de nombreuses entreprises artisanales. Elle risquerait de mettre à mal le respect des objectifs communautaires de développement des énergies renouvelables. Les acteurs économiques ont aujourd'hui besoin de sécurité pour poursuivre leurs investissements. Aussi, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur ce sujet.

Risque de réduction du soutien aux futurs projets solaires sur les moyennes toitures et les ombrières de parking

3913. – 27 mars 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur le projet du Gouvernement visant à réduire le soutien aux projets d'installations solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc. Cette décision issue d'une révision de l'arrêté dit « S21 », appliquée rétroactivement, suscite une inquiétude légitime parmi les professionnels engagés dans la transition énergétique en région Occitanie et au-delà. Ce changement brutal de politique publique entraînera des conséquences très graves, que la filière a déjà subies en 2010 lorsqu'un moratoire avait été instauré et avait conduit à la destruction de près de 20 000 emplois. Il va déstabiliser un segment de marché qui a permis de développer des milliers d'installations l'année dernière et qui apporte une activité à des centaines de PME et d'artisans dans les territoires. Dans notre région, il privera le monde agricole et les collectivités du bénéfice du développement de l'énergie solaire qui lui assure un revenu complémentaire indispensable. CEMATER, le cluster représentant 80 structures dans notre région, emploie plus de 3 000 personnes et contribue significativement à l'économie locale avec un chiffre d'affaires annuel dépassant 820 millions d'euros. La filière photovoltaïque se trouve ainsi mise en danger, avec des conséquences directes sur l'emploi et l'engagement des collectivités locales dans des projets d'autoconsommation. Les organisations représentatives de la filière, y compris CEMATER, se sont mobilisées pour proposer des solutions constructives en vue de refondre les dispositifs de soutien aux énergies renouvelables. Au lieu de cela, le Gouvernement a choisi une approche restrictive. Cette inconstance dans les décisions publiques fragilise non seulement les entreprises mais remet également en question leur capacité à atteindre les objectifs énergétiques nécessaires pour 2027. Afin de garantir la pérennité de cette filière essentielle pour la transition énergétique, il lui demande quelles mesures le Gouvernement prévoit d'adopter, d'une part, pour réévaluer la décision de réduire le soutien aux projets solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc, d'autre part, pour engager un dialogue avec les acteurs du secteur afin de mieux comprendre les implications de cette décision sur l'économie locale et sur l'emploi mais aussi pour renforcer les dispositifs de soutien en faveur des énergies renouvelables dans l'esprit du « Pacte solaire » signé en avril 2024, qui semblait promettre un véritable soutien à la filière photovoltaïque. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Conséquences d'une réduction des niveaux de soutien aux projets solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc

3966. – 27 mars 2025. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les conséquences d'une réduction des niveaux de soutien aux projets solaires d'une puissance inférieure à 500 kWc. La première version de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) fixe un objectif de 7 GW/an pour le développement de l'énergie solaire en France. Toutefois, cette mesure récemment envisagée par le Gouvernement remet en question cet objectif et risque de freiner considérablement la dynamique de déploiement du photovoltaïque. L'énergie photovoltaïque n'est pas seulement un levier pour la décarbonisation, elle est aussi un moteur de croissance pour nos territoires. En limitant l'accès aux aides, cette évolution pourrait freiner l'initiative locale, dissuader certains investissements et affecter l'activité d'entreprises spécialisées, pourtant indispensables au bon déploiement de cette filière. Plusieurs projets portés par des collectivités, des copropriétés et des entreprises locales se retrouvent déjà en difficulté, illustrant l'impact direct de cette réorientation des soutiens publics. Sur le terrain, les conséquences seraient immédiates : des projets abandonnés, des emplois menacés, un ralentissement du déploiement des énergies renouvelables et un avantage accordé aux grandes structures industrielles au détriment des initiatives citoyennes et associatives. Alors que la souveraineté énergétique de nos territoires repose en grande partie sur la capacité des acteurs locaux à s'engager dans la production d'une énergie propre et décentralisée, cette décision apparaît comme un frein injustifié à leur dynamisme. Dans ce contexte, il l'interroge sur les mesures qu'il envisage afin de garantir un soutien adapté au développement du solaire photovoltaïque en France. Il l'interroge également sur les dispositifs susceptibles d'être mis en place pour permettre aux acteurs locaux d'accéder à un soutien pérenne, garantissant un modèle énergétique décentralisé, durable et équitable.

Conséquences d'une réduction brutale du soutien aux installations photovoltaïques en toiture

3971. – 27 mars 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les conséquences d'une réduction brutale du soutien aux installations photovoltaïques en toiture. Alors que depuis plusieurs années la stratégie énergétique française vise à accélérer le développement des énergies renouvelables, un projet d'arrêté gouvernemental réduisant drastiquement les aides aux installations solaires sur bâtiments, hangars et ombrières de moins de 500 kWc a été présenté. Cette mesure, qui aurait un effet rétroactif au 1er février 2025, affecterait particulièrement les petites entreprises, les agriculteurs et les particuliers qui investissent dans des installations photovoltaïques sur bâtiment. La viabilité économique de nombreux projets serait remise en cause. Cette décision compromet la pérennité de nombreuses entreprises, mettant en danger des milliers d'emplois, les investissements en cours et la confiance des acteurs économiques. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer sa position sur ce sujet.

Réponse. – Les petites et moyennes installations photovoltaïques sur bâtiment (< 500 kWc) participent à la transition énergétique, en permettant notamment une appropriation à l'échelon local des moyens de production photovoltaïques par les particuliers, les entreprises et les collectivités… Ces installations sont soutenues par l'État à travers un arrêté tarifaire [1] ayant permis à de nombreuses installations photovoltaïques d'être créées en France ces dernières années. Cet engouement traduit une montée en maturité économique de la filière, et a conduit à la nécessité d'engager des réformes pour améliorer l'efficacité du soutien public et pour maîtriser la dépense publique pour chaque segment de puissance. À la suite d'une consultation des acteurs de la filière fin 2024, un projet d'arrêté modifiant l'arrêté « S21 » a été élaboré. Ce projet d'arrêté a été soumis aux consultations obligatoires de la commission de régulation de l'énergie et du conseil supérieur de l'énergie. Ces consultations ont permis d'aboutir à un arrêté répondant aux principales préoccupations des acteurs impliqués, tout en conservant l'ambition initiale du projet de redimensionnement du soutien. L'arrêté a été publié le 27 mars 2025, et ses dispositions sont entrées en vigueur le 28 mars, sans rétroactivité. Les mesures mises en place par cet arrêté visent à garantir un développement soutenable et équilibré de la filière, tout en évitant des effets d'aubaine et en favorisant une meilleure intégration économique du solaire photovoltaïque dans le mix énergétique français. Les ajustements des tarifs d'achat et des primes à l'installation s'inscrivent dans une logique d'adaptation aux évolutions du marché et aux impératifs de maîtrise des finances publiques, et de réorientation des plus petites installations (moins de 100 kWc) vers l'autoconsommation. En concertation avec la filière, le Gouvernement est pleinement engagé à faire évoluer au plus vite le dispositif de soutien aux installations entre 100 et 500 kWc qui prendra la forme d'un appel

d'offres simplifié au début du deuxième semestre 2025. Un groupe de travail est mis en place avec la filière et les collectivités afin de définir opérationnellement ce dispositif. Par ailleurs, à l'été 2026, le soutien au photovoltaïque sur la tranche 100-500 kWc sera réservé aux projets faisant l'objet d'un approvisionnement résilient européen, avec un niveau de soutien adapté à cet horizon. Ce critère offrira des débouchés aux usines européennes, et favorisera la réimplantation de projets industriels au niveau local. Les exigences pourront se renforcer au fur et à mesure de la montée en puissance de l'offre industrielle européenne. Le soutien au photovoltaïque passe également par d'autres leviers : les projets lauréats de la 9ème période d'appel d'offres photovoltaïque sur bâtiment (54 dossiers pour plus de 200 MWc) et de la 7ème période de l'appel d'offres photovoltaïque au sol (103 projets lauréats, pour près de 900 MWc) ont ainsi été désignés respectivement le 6 et le 24 mars 2025. Enfin, un arrêté soutenant les petits projets photovoltaïques au sol sera publié prochainement. Il comprendra une prime pour les panneaux bas carbone afin de favoriser les productions faiblement émettrices. Le Gouvernement reste à l'écoute et est engagé pour l'accompagnement des acteurs face aux évolutions du soutien au photovoltaïque. [1] Arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314-15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale, dit arrêté « S21 ».

Calendrier de fermeture du réseau de téléphonie cuivre

3823. – 20 mars 2025. – **M. Guillaume Chevrollier** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur les préoccupations des élus concernant le calendrier de fermeture du réseau de téléphonie cuivre. Alors que la fermeture du réseau cuivre est prévue pour le 1er janvier 2026, des milliers de lignes restent encore actives. Les élus locaux estiment que le délai est trop court pour garantir une transition en douceur vers la fibre optique, en particulier pour les personnes âgées et les entreprises qui dépendent encore de ce réseau pour divers équipements. Bien que l'opérateur Orange ait organisé des réunions d'information, les élus jugent ces actions insuffisantes. Ces derniers demandent des moyens humains supplémentaires pour accompagner les foyers dans leur migration vers la fibre, ainsi qu'un interlocuteur unique pour coordonner les efforts. Ils s'inquiètent également des coûts potentiels pour les usagers, notamment les frais de raccordement. Par conséquent, il souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement envisage pour garantir un accompagnement personnalisé des usagers encore raccordés au réseau cuivre, en particulier les personnes âgées et les entreprises. Il demande également que la transition vers la fibre soit réalisée sans surcoût significatif pour les abonnés, et qu'une coordination efficace soit mise en place entre l'État, les opérateurs et les collectivités locales pour faciliter ce passage. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie.**

Réponse. – Le gouvernement soutient la modernisation des infrastructures télécoms, avec le lancement du Plan France Très Haut Débit en 2013. L'objectif fixé par le gouvernement est la généralisation de la fibre optique d'ici fin 2025. La fermeture du cuivre, pilotée par Orange s'inscrit dans cette dynamique de modernisation des infrastructures télécoms menée par l'Etat. Le gouvernement est attentif à ce que la fermeture du réseau cuivre, décidée et mise en oeuvre par un opérateur privé, Orange, se traduise par une amélioration de la connectivité des Français. Cette fermeture se déroule par lots de communes de plus en plus importants, qui s'échelonnent entre 2024 et 2030 (tous les accès ne seront donc pas coupés en 2026). Chaque lot connaît deux étapes successives : Une fermeture commerciale à partir de laquelle il n'est plus possible de souscrire de nouveaux abonnements mais qui ne concerne pas les abonnements existants ; Une fermeture technique qui marque l'arrêt complet des services sur le réseau cuivre, pour tous les abonnés quel que soit leur opérateur. Aucune commune ne peut être intégrée à un lot de fermeture que si elle ne respecte pas les critères de fermeture imposés par l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) - le premier étant la disponibilité d'une solution de fibre optique alternative. Les différentes fermetures techniques, qui marquent l'arrêt complet des services pour chacun des lots, s'étaleront donc jusqu'à 2030. Concernant la communication sur la fermeture du réseau cuivre Les opérateurs télécoms sont responsables de la communication auprès de leurs clients et de leur accompagnement dans la transition vers le Très Haut Débit. En complément, l'Etat porte une communication neutre et d'autorité autour de trois objectifs : Informer les usagers (particuliers, entreprises et élus locaux) sur la fermeture prochaine du réseau cuivre et le déploiement de la fibre optique, par une communication neutre ne favorisant pas l'opérateur Orange détenteur du cuivre ; Rassurer sur les craintes que suscite le changement de technologie ; Expliciter clairement comment passer à la fibre. Cette communication s'adresse en

premier lieu aux publics les plus menacés d'être laissés de côté par cette transition, c'est-à-dire les personnes éloignées du numérique, particulièrement les personnes âgées, et les entreprises (notamment les TPE-PME). Aussi, l'État a déployé plusieurs canaux de communication : Un site internet d'information (treshautdebit.gouv.fr) mis en ligne en novembre 2023, avec des foires aux questions adaptées à chaque public et un module de recherche à la commune ; Des guides pédagogiques destinés aux particuliers, aux entreprises, aux sites sensibles et aux élus locaux et disponibles au téléchargement sur le site internet. En complément et afin de diffuser ces informations au plus grand nombre et à certains publics spécifiques, la Direction générale des entreprises (DGE) a constitué un réseau de partenaires. Pour les élus, un guide et son mémento ont été réalisé en commun avec les associations de collectivités (AMF, AVICCA, France urbaine, les Interconnectés), ainsi qu'un kit de communication réalisé par la filière des télécoms. Des webinaires ont été organisés avec chacun des acteurs mentionnés ci-dessous pour les inviter à diffuser proactivement l'information auprès des publics qu'ils accompagnent : Pour les entreprises : les chambres consulaires (CCI, CMA), le MEDEF, l'U2P, la CPME, France Num ; Pour les personnes éloignées du numériques : les Frances Services et les Conseillers numériques, l'UFC-Que-Choisir. Pour les élus locaux, en collaboration avec l'AMF et l'AVICCA, un webinaire auquel plus de 1 000 maires ont participé. Cette communication a vocation à se poursuivre et à s'amplifier au fur et à mesure de la progression du plan de fermeture d'Orange et du retour d'expérience des usagers. Concernant la concertation locale Une circulaire du premier ministre enjoint depuis 2022 les préfectures à organiser une concertation locale sur les sujets liés au réseau cuivre et à sa fermeture. Des comités locaux sont donc organisés en présence des opérateurs commerciaux, des opérateurs d'infrastructure déployant la fibre, des communes ou EPCI concernés, ainsi que tout autre acteur concerné localement par la fermeture. Au niveau national, les services de l'Etat sont en lien constant avec les associations de collectivité et les opérateurs afin d'identifier et de lever les obstacles au déploiement de la fibre et à la fermeture du réseau cuivre. Concernant le soutien aux usagers dans la migration vers la fibre L'Etat est attentif à que la transition du cuivre vers la fibre se fasse dans des conditions financières abordables pour les Français. La France bénéficie des prix d'abonnement fibre parmi les plus accessibles d'Europe, mais il est vrai que ces dépenses, puisqu'essentielles, peuvent rester importantes pour ceux qui n'en ont pas les moyens. Pour les personnes résidant en métropole qui ont un quotient familial CAF ou MSA inférieur à un seuil, certains opérateurs proposent des offres à prix réduit. Le raccordement à la fibre optique est pris en charge par les opérateurs dans la plupart des cas. Toutefois, il peut exister, pour certains locaux (estimés à environ 5 % des locaux), des difficultés de raccordement liées à des travaux complexes à mener en partie privative, et ce à la charge des propriétaires. Afin de mieux évaluer ces difficultés et tester la pertinence d'une aide financière de l'État, une enveloppe de 16,1 Meuros a été inscrite en loi de finances 2025 pour une expérimentation de subvention aux raccordements complexes en partie privative, soit lorsque des travaux sont nécessaires et que les usagers n'ont pas les moyens de les réaliser. Ce dispositif, qui s'adressera aux usagers concernés par les lots 2 et 3 de fermeture du réseau cuivre, devrait voir le jour en septembre 2025. Il prendra en charge une partie du coût des travaux selon une logique de forfait.

Situation de l'industrie dans le sud de la Seine-et-Marne

3954. – 27 mars 2025. – **Mme Marianne Margaté** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les coups durs portés à l'industrie dans le sud de la Seine-et-Marne en général et le territoire de la communauté de communes gâtinais Val-de-Loing en particulier (CCGVL). L'annonce de Kéraglass (filiale du groupe Saint-Gobain) à Bagneaux-sur-Loing de licencier 77 travailleurs intervient après l'arrêt de la sucrerie de Souppes-sur-Loing avec 109 emplois permanents et 50 saisonniers menacés de licenciement et de la quasi-disparition de l'entreprise fabriquant des articles métalliques ménagers Roulismetal localisée à Souppes-sur-Loing également. Le sud de la Seine-et-Marne est touché de plein fouet par la désindustrialisation avec ses conséquences désastreuses du point de vue économiques et de parcours de vie de nombreuses familles. Pourtant l'industrie crée non seulement de la valeur dans les produits et services, mais elle crée des emplois bien rémunérés. Les infrastructures de production ont également un impact très positif sur l'emploi en général et la souveraineté économique en particulier. Face à la nécessité de sauvegarder ces outils essentiels la CCGVL a demandé avec succès la labellisation « Territoire d'Industrie Sud-Seine-et-Marne » avec pour but le maintien et le développement de sites industriels encore présents et de réindustrialiser le territoire. Il est à rappeler que l'État avec le lancement des « Territoires d'industrie » 2023-2027 dit s'engager en faveur de la réindustrialisation du pays à travers la mise en oeuvre de plans d'action portés par les élus et les industriels, accompagnés par l'État, les opérateurs et les régions afin d'accélérer les projets industriels locaux. Force est de constater qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Par conséquent

elle lui demande ce que l'État compte faire pour mettre en adéquation ses actions avec les objectifs annoncés de réindustrialisation en général et sur les territoire du sud de la Seine-et-Marne en particulier en concertation avec les élus ainsi qu'avec les salariés et leurs représentants.

Réponse. – Depuis novembre 2023, la communauté de communes Gâtinais Val-de-Loing a rejoint le programme « Territoires d'industrie », et ce en s'associant au Pays de Nemours et au Pays de Montereau, deux EPCI déjà labellisés à l'occasion du « temps I » du programme. Ces trois communautés de communes constituent donc le « Territoire d'industrie » (TI) Sud Seine-et-Marne, et bénéficient dès lors pleinement de l'ensemble des services et des dispositifs offerts par ce programme, aussi bien en matière d'animation, d'ingénierie que de financement. Afin de favoriser la réussite du projet, la collaboration entre les acteurs industriels et locaux est une priorité. En ce sens, le TI Sud Seine-et-Marne est porté par le binôme formé de Monsieur Arnaud Paitel, directeur télécoms France de la société Prysmian, et Madame Valérie Lacroute, présidente de la communauté de communes du pays de Nemours, maire de Nemours et vice-présidente de la région Île-de-France. Par ailleurs, le territoire a également opté pour le co-financement d'un poste de chef de projet afin d'établir et mettre en oeuvre un plan d'action. Ainsi, Monsieur Brieuc Commans a été recruté pour ce poste en avril 2024 et bénéficie d'une subvention de 34 172 euros, soit 70 % du coût total (subvention allouée par l'État en 2024). En outre, dans le cadre de la nouvelle mesure « Territoires d'industrie en transition écologique » mise en place au sein du fonds vert en 2024, le soutien aux investissements productifs a été particulièrement renforcé, notamment à travers le soutien de l'école de production Montereau porte de Paris. Lauréate de ce nouveau dispositif, l'école créée conjointement par la Ville de Montereau, la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Seine-et-Marne ainsi que plusieurs entreprises locales, a donc bénéficié d'une subvention de 399 000 euros. Cette initiative a pour vocation de former des jeunes aux métiers industriels de demain, tels que la chaudronnerie-soudure - et ce en adoptant une pédagogie basée sur des réalisations industrielles concrètes. Soutenue par de nombreux mécènes privés et des financeurs publics, l'école représente un maillon stratégique en faveur du renouveau industriel du Sud Seine-et-Marne, en formant un pont entre le tissu industriel seine-et-marnais, et le tissu social des jeunes en formation dans le bassin d'emploi. De plus, l'école s'engage résolument dans une démarche d'excellence environnementale, visant la certification ISO 14001 par la réhabilitation d'une friche industrielle grâce à l'utilisation de matériaux écologiques. Parallèlement, le plan d'action du « Territoire d'industrie » Sud Seine-et-Marne prévoit plusieurs actions en cours de réalisation. Celles-ci incluent la création d'un comité mensuel des partenaires et financeurs réunissant la banque publique d'investissement (BPI), la Région, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), la Banque des Territoires, la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) et la Préfecture, le comité local école-entreprise (CLEE), France Travail, sans oublier la CCI. L'élaboration d'un diagnostic du foncier existant ainsi qu'une étude d'opportunité sur l'autoconsommation collective d'énergie photovoltaïque sur les trois zones industrielles en question sont attendus. Aussi, des rencontres industrielles sont régulièrement organisées au coeur du territoire pour favoriser les échanges et les partenariats. En matière d'ingénierie, bien que le « Territoire d'industrie » ait fait appel à l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) en 2024 pour réaliser un diagnostic de territoire, celui-ci a finalement été accompagné par une mission du conseil départemental. Dans tous les cas, la délégation aux Territoires d'industrie reste à disposition pour échanger sur d'éventuels nouveaux besoins en ingénierie. Enfin, la formation des chefs de projet et le partage de bonnes pratiques représentent un axe majeur du programme. En effet, le chef de projet du « Territoire d'industrie » Sud Seine-et-Marne bénéficie du réseau régional et national des chefs de projet, et a notamment été mis en contact avec un chef de projet expérimenté d'Ile-de-France. En novembre 2024, il a d'ailleurs participé au séminaire national des chefs de projet, axé sur l'écologie industrielle et territoriale et animé par deux experts du réseau Synapse de l'ADEME, ainsi qu'aux webinaires mensuels de formation et de partage de bonnes pratiques.

INTÉRIEUR

Coopération policière entre la France et la Suisse

365. – 3 octobre 2024. – **Mme Sabine Drexler** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la coopération policière entre la France et la Suisse. Le 11 mai 1998, un accord a été signé entre la France et la Suisse afin de renforcer la coopération transfrontalière en matière de sécurité. Sur le plan pratique, ce texte a conduit à la création d'un Centre de coopération policière et douanière (CCPD), puis a permis l'apparition de patrouilles mixtes en zone frontalière, en avril 2004. L'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen a conduit à la conclusion d'un second accord signé à Paris le 9 octobre 2007. Cependant, l'article 1 du décret n° 2009-836 du 7 juillet 2009 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif

à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière, signé à Paris le 9 octobre 2007, dispose que seuls les agents de l'État, soit la police nationale, la gendarmerie nationale et la douane, peuvent mener des opérations conjointes avec les autorités policières suisses, principalement fédérales et cantonales. Côté français, l'échelon local a été totalement oublié de cet accord. En effet, ce dernier ne permet pas aux collectivités territoriales dotées d'une police municipale ou de gardes champêtres communaux et intercommunaux, à l'instar des Brigades vertes en Alsace, d'organiser des patrouilles mixtes avec les forces policières suisses. Cela se révèle être un véritable frein dans le cadre de l'organisation de manifestations transfrontalières. Parallèlement, le secteur des Trois Frontières est impacté par de nombreux dépôts sauvages dont certains auteurs sont de nationalité suisse. Une meilleure collaboration entre les polices municipales et les forces policières helvétiques permettrait de faciliter l'échange d'informations. D'autant plus que depuis l'accord de Paris, le nombre de policiers municipaux a considérablement augmenté. Au 1er janvier 2020, la France ne comptait pas moins de 23 934 policiers municipaux, faisant de ces derniers « une composante utile, voire indispensable, de la sécurité publique » selon la Cour des comptes. Il serait donc légitime que la police municipale et les gardes champêtres, à l'image des Brigades vertes en Alsace, trouvent pleinement leur place dans cet accord de coopération. Aussi, elle lui demande quelle est la stratégie du gouvernement afin de mieux intégrer l'échelon local en matière de coopération policière entre la France et la Suisse.

Réponse. – L'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière, signé à Paris le 9 octobre 2007 (« Accord de Paris »), constitue le socle de la coopération bilatérale en la matière. Au-delà du contexte lié à l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen (effectif depuis le 12 décembre 2008), la conclusion de cet accord, qui a abrogé l'accord franco-suisse du 11 mai 1998 (« accord de Berne »), a modernisé le cadre juridique de la coopération (en le portant au niveau qualitatif du Traité de Prüm, signé en 2005 avec plusieurs États limitrophes et intégré en 2008 dans le droit de l'UE). Cet accord, qui donne largement satisfaction aux deux Parties, fait l'objet de travaux réguliers de suivi, afin de s'assurer qu'il répond bien aux besoins institutionnels et opérationnels des deux pays. L'Accord de Paris permet aux parties de développer, dans le respect de leur souveraineté nationale et du rôle des autorités administratives et judiciaires territorialement compétentes, une coopération transfrontalière des services chargés de missions de police et de douane, par la définition de nouvelles modalités de coopération policière et douanière, l'institution de centres de coopération policière et douanière et la coopération directe entre les services compétents. En vertu de l'article 1er de l'accord, les services français compétents pour la mise en oeuvre de cette coopération sont la police nationale, la gendarmerie nationale, la douane et, pour certaines dispositions de l'accord, les autorités judiciaires et administratives. Les agents de police municipale et les gardes champêtres communaux et intercommunaux ne font en revanche pas partie des autorités compétentes au titre de la mise en oeuvre de cet accord et cette situation est logique, à plusieurs titres. En l'état actuel du droit français, il ne serait tout d'abord pas possible de confier aux agents de police municipale des missions de coopération internationale. Au regard du principe à valeur constitutionnelle de libre administration des collectivités territoriales, la possibilité pour l'État de désigner des fonctionnaires territoriaux pour agir en son nom - qui plus est pour des finalités régaliennes - sur le territoire d'un autre État semble en effet pour le moins incertaine. De plus, conformément aux articles L. 511-1 et suivants du code de la sécurité intérieure, les agents de police municipale sont compétents sur le territoire de leur commune et agissent sous l'autorité du maire. Les conditions dans lesquelles les agents de police municipale peuvent intervenir en dehors du territoire communal sont strictement limitées et encadrées par la loi. Les articles L. 512-1 à L. 512-3 du code de la sécurité intérieure autorisent ainsi, dans certaines circonstances et selon certaines conditions, la mutualisation des agents de police municipale, qui peuvent dès lors intervenir sur le territoire de plusieurs communes ; mais pour autant, à droit constant, il n'est pas possible de permettre aux agents de police municipale de participer, de l'autre côté de la frontière, à des patrouilles mixtes ou à toute autre forme de coopération. Il en est de même pour les gardes champêtres, dont les missions et attributions sont fixées aux articles L. 521-1 et suivants du code de la sécurité intérieure. On soulignera que ces agents ne disposent pas des mêmes compétences et prérogatives opérationnelles que les fonctionnaires de police et des douanes ou les militaires de la gendarmerie, notamment en matière d'interpellation de personnes ou de mesures privatives de liberté. De surcroît, une partie des dispositions prévues par l'accord franco-suisse implique que les autorités compétentes disposent d'attributions de police judiciaire afin de pouvoir mener des investigations. Or, comme le Conseil constitutionnel a eu l'occasion de le rappeler dans une décision récente (décision no 2021-817 du 20 mai 2021 sur la loi pour une sécurité globale préservant les libertés), les agents de police municipale et les gardes champêtres n'agissent pas sous la direction et le contrôle de l'autorité judiciaire et ne peuvent donc pas se voir confier des compétences de police judiciaire. Par ailleurs, s'agissant de la gestion de manifestations transfrontalières ou de grands événements d'ordre public, il revient en premier lieu aux forces de sécurité intérieure nationales d'en assurer les sécurisations sous

l'autorité du préfet. Toutefois, si les agents de police municipale ne peuvent pas établir de contacts directs avec les autorités suisses, ni participer à des missions sur le territoire suisse, ils peuvent néanmoins être mobilisés sur des missions relevant de leurs compétences (contrôles routiers par exemple), à la demande des forces de sécurité intérieure françaises, lorsque ces dernières sont engagées sur une opération conjointe franco-suisse. Les articles L. 512-4 à L. 512-7 du code de la sécurité intérieure encadrent en effet les modalités d'intervention des agents de police municipale au profit des forces de sécurité de l'État. Le Gouvernement poursuivra en tout état de cause les travaux de réflexion visant à approfondir la coproduction de sécurité du côté français de la frontière, en tenant pleinement compte de la plus-value que peuvent apporter les agents des polices municipales et les gardes champêtres, mais également en gardant pleinement à l'esprit le rôle de chacun des acteurs du continuum de sécurité et en veillant à leur bonne complémentarité.

Mise en place d'un fichier national de traçabilité des cancers des sapeurs-pompiers

1165. – 10 octobre 2024. – **Mme Alexandra Borchio Fontimp** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur la nécessité de mettre en place une fiche nationale de traçabilité afin de permettre un meilleur suivi et donc une meilleure prise en charge des sapeurs-pompiers atteints de cancer survenu à la suite d'une exposition répétée à certaines fumées. En 2022, le Centre international de recherche sur le cancer reconnaissait le caractère cancérogène de la profession de sapeur-pompier, avalisant les travaux publiés par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) en août 2019. Aussi, en 2017 déjà, la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales alertait sur les risques des fumées d'incendie et préconisait des mesures de prévention à mettre en place avant, pendant et après les interventions. Par conséquent, le ministère de l'intérieur publiait en 2018 un guide de la doctrine relatif à la prévention contre les risques de toxicité liés aux fumées d'incendie. Tous ces éléments ont été très clairement analysés et synthétisés par l'excellent rapport d'information sénatorial sur les cancers imputables à l'activité des sapeurs-pompiers publié en mai 2024. En 2023, les partenaires sociaux fondaient de grands espoirs en la transposition immédiate du travail mené par les députés européens, notamment le point 28 de la résolution législative du Parlement européen du 3 octobre 2023 relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail. Cela n'a pas été le cas, créant une grande déception pour nos pompiers professionnels et volontaires. Enfin, conformément à l'esprit de la circulaire du 28 mai 2013 établie par les services du ministère de l'intérieur et des articles R. 4121-1 et R. 4121-2 du code du travail, elle souhaite que le Gouvernement agisse pour prévenir, accompagner et garantir à nos pompiers un environnement de protection publique à la hauteur de leurs engagements envers les Français. Elle propose l'élaboration d'une fiche nationale de traçabilité qui constitue un impératif, facile à mettre en oeuvre, et ce dans le but de faciliter la reconnaissance des cancers comme maladies professionnelles. Par conséquent et face à l'existence de fiches de traçabilité internes à certains services départementaux d'incendie et de secours, elle appelle de ses voeux une homogénéisation de ces fiches. Elle propose ainsi la mise en place d'un véritable fichier national centralisé permettant l'efficience du suivi des sapeurs-pompiers.

Réponse. – A la suite des travaux de l'observatoire national de la santé des agents des services d'incendie et de secours, une instruction concernant la traçabilité des expositions professionnelles nocives à la santé des sapeurs-pompiers et des agents de ces services a été diffusée le 14 janvier 2025. Cette instruction précise les modalités d'organisation des activités potentiellement exposantes, explicite les activités ayant donné lieu à une exposition potentielle à une substance cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction, ainsi que celles concernant certains facteurs de risques professionnels comme, par exemple, le travail de nuit ou l'implication dans un incident critique potentiellement psychotraumatisant, qu'il convient de tracer, puis définit les synthèses annuelles et les attestations à réaliser. Mobilisé pour la préservation de la santé des sapeurs-pompiers, le Gouvernement a ainsi répondu à la demande des sapeurs-pompiers et veillera, dans le cadre de l'observatoire national de la santé, à suivre la mise en oeuvre effective de cette traçabilité dans les services d'incendie et de secours. S'agissant plus précisément de la mise en place d'un fichier national centralisé, elle apparaît se heurter, à ce stade, à une gestion des ressources humaines décentralisée au niveau de chaque service d'incendie et de secours comme à la question du consentement de l'agent à la communication de données aussi sensibles. Il n'en demeure pas moins que les attestations à remettre aux agents seront de nature à leur permettre de disposer des informations nécessaires à leur suivi, notamment post-professionnel.

Recrudescence des cyberattaques à l'encontre des collectivités locales

1254. – 10 octobre 2024. – **Mme Sylviane Noël** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** s'agissant de la recrudescence des cyberattaques à l'encontre des collectivités locales. Depuis plusieurs années et a fortiori durant la

crise sanitaire, de nombreuses collectivités locales ont accéléré leur processus de transition numérique pour permettre d'assurer une continuité de leurs services à leurs administrés et d'effectuer un maximum de démarches administratives en ligne sur leurs sites internet. Or, chaque année, une grande partie d'entre elles sont victimes de cyberattaques avec parfois de lourdes conséquences. La menace est donc bien réelle et à un niveau élevé et n'épargne plus personne. En France, les collectivités représentent d'ailleurs la deuxième cible, en volume, après les entreprises, des attaques par rançongiciel. En Haute-Savoie, à la fin de l'année 2020, le Grand Annecy avait ainsi subi une importante attaque par rançongiciel. Les coordonnées personnelles de plus de 1 000 agents de la communauté d'agglomération avaient alors été diffusées sur le web alternatif. Récemment, le réseau national de la mutualisation informatique et numérique a publié une carte de cette sinistralité qui montre une France des collectivités constellée d'attaques informatiques. Au 20 janvier 2023, ce recensement signalait 5 régions, 7 départements, 8 métropoles, 23 intercommunalités, 82 communes, 31 centres hospitaliers et 5 services départementaux d'incendie et de secours, victimes d'une intrusion informatique. Face à ce changement de paradigme très rapide, les collectivités ont du mal à réagir. Si des actions de sensibilisation à la menace en ligne ont été menées dans certaines mairies afin de remédier à la méconnaissance des problèmes liés à la cybersécurité, de nombreuses petites communes se heurtent à des contraintes financières importantes pour pouvoir élever leur niveau de sécurité. Alors que la e-administration reste un axe important de la modernisation de l'action publique, répondant à une demande forte des citoyens, les élus locaux doivent plus que jamais pouvoir avoir confiance dans le déploiement de leur e-administration d'autant plus dans ce contexte anxiogène permanent. Aussi, elle le sollicite pour qu'il puisse lui indiquer les moyens qu'il compte mettre en oeuvre au profit des collectivités territoriales pour leur permettre de mieux se prémunir contre ces cyberattaques.

Réponse. – En décembre 2023, le commandement du ministère de l'intérieur dans le cyberespace (COMCYBER-MI) a réalisé, en application de l'article 29 de la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur, une étude sur les vulnérabilités cyber des collectivités territoriales, une analyse du dispositif en place et des préconisations. Il a dressé un état des lieux pour les collectivités territoriales, en particulier pour les plus petites communes, qui font face à des enjeux structurels pour sécuriser leurs infrastructures numériques. Ainsi, ces communes apparaissent plus vulnérables face aux attaques des cybercriminels en raison de ressources humaines et budgétaires limitées.De fait, elles peuvent être amenées à sous-estimer les risques cyber menaçant leurs activités de service public ainsi que les conséquences (paralysie, perte de données, coûts, atteinte réputationnelle, etc.). Les communes de petite taille sont peu dimensionnées pour gérer une crise. En effet, seule une minorité d'entre elles dispose de plans d'action en matière de cybersécurité, d'un directeur des systèmes d'informations (DSI) et d'un responsable de la sécurité des systèmes d'informations (RSSI) et leur est souvent difficile d'allouer des ressources dédiées. Ainsi, les agents et élus demeurent insuffisamment sensibilisés aux risques numériques, et peu de collectivités disposent d'une politique de sensibilisation structurée et d'un plan de continuité d'activité pour maintenir les services en cas d'attaque. Or, les rançongiciels et hameçonnages constituent la menace principale pesant sur les collectivités. La troisième étude sur la maturité cyber des collectivités, publiée le 19 novembre 2024 par la plate-forme cybermalveillance.gouv.fr, apporte un éclairage sur l'écart pouvant exister entre, d'une part, l'importance croissante que représente la menace cyber pour toutes les collectivités et, d'autre part, la sous-évaluation de ce risque par un certain nombre de collectivités. En effet, une collectivité sur dix a déclaré avoir été victime d'une ou plusieurs cyberattaques au cours des douze mois ayant précédé la publication de l'étude, avec pour conséquence une interruption d'activité et de service pour 37 % d'entre elles, preuve de l'exposition et de la vulnérabilité des collectivités. L'organisation de la réponse à la menace cyber se développe et se renforce. Face aux risques croissants de cyberattaques, les communes peuvent compter sur une variété d'acteurs spécialisés. Ces acteurs incluent des entités publiques, comme l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), qui fournit des recommandations techniques. Les forces de sécurité intérieure possèdent également des équipes formées pour assister les communes, notamment en cas d'incident ou pour des audits préventifs. Par contraste, 44 % des collectivités s'estiment malgré tout faiblement exposées aux risques cyber. De surcroît, elles ne sont que 14 % à se sentir bien préparées en cas de cyberattaque, et même parmi celles qui considèrent être bien préparées, 78 % ne disposent pas ou ne savent pas si elles disposent d'une procédure de réaction en cas d'attaque. Cet état des lieux est révélateur de la nécessité pour les collectivités non seulement de renforcer leur posture de cybersécurité, mais également d'améliorer leur résilience. Les collectivités peuvent aussi solliciter des structures territoriales, telles que les *Cyber Security Incident Response Teams (CSIRT)* régionaux et les campus cyber, qui offrent des compétences locales en détection et analyse d'incidents et en réponse rapide. La gendarmerie nationale a ainsi développé une offre de services à destination des collectivités territoriales, incluant des outils de diagnostics publics. Proposé depuis 2021, le dispositif de diagnostic cyber de la gendarmerie nationale appelé Di@GoNal, déjà réalisé auprès de 1 475 collectivités, dont 1 189 de moins de 5 000

habitants, révèle des lacunes préoccupantes, notamment dans l'organisation de la sécurisation des activités numériques des entités. En effet, 42 % des structures n'ont pas désigné de délégué à la protection des données, 58 % n'emploient pas de référents en cybersécurité et 75 % n'ont pas mis en place de plan de gestion de crise cyber. Les collectivités peuvent à cet égard compter sur les forces de sécurité intérieure pour les sensibiliser et les accompagner, notamment au moyen de dispositifs comme le « RECyM » de la police nationale. Lancé en 2018 par l'office anti-cybercriminalité (OFAC) de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ), le réseau des experts cyber-menaces (RECyM) est composé de réservistes civiques et opérationnels de la police nationale qui, en tant que professionnels issus des secteurs public et privé, agissent au service du tissu économique local et des collectivités territoriales En complément, MonAideCyber est un service gratuit de diagnostic cyber rapide, réalisé par des tiers de confiance, formés, outillés par l'ANSSI, rassemblés au sein d'une communauté. Il s'adresse aux entités publiques et privées, quelle que soit leur taille, déjà sensibilisées au risque et souhaitant s'engager dans une démarche adaptée et concrète de renforcement de leur cybersécurité.Le secteur privé joue un rôle complémentaire et apporte des solutions plus personnalisées en cybersécurité, comme des services de protection contre les menaces, de surveillance proactive et d'accompagnement à la mise en place de stratégies de résilience. Les missions du RECYM consistent à : - sensibiliser aux risques cyber les entreprises de taille intermédiaire, PME, et collectivités ; - diffuser les bonnes pratiques en matière d'hygiène cyber ; - accompagner en cas de cyberattaque ; - promouvoir le dépôt de plainte des victimes de cyberattaque. La capacité des collectivités à se prémunir face à la menace cyber est d'autant plus importante qu'au-delà de leur intérêt propre, la culture du risque cyber qu'elles développent contribue à la prise de conscience collective, à l'échelle des territoires, notamment vis-à-vis du tissu économique local, également très exposé. pour promouvoir une meilleure prise en compte des risques cyber et contribuer ainsi au renforcement de la posture nationale de cybersécurité. Les missions du RECYM consistent à : - sensibiliser aux risques cyber les entreprises de taille intermédiaire, PME, et collectivités ; - diffuser les bonnes pratiques en matière d'hygiène cyber ; - accompagner en cas de cyberattaque ; - promouvoir le dépôt de plainte des victimes de cyberattaque. Enfin, le groupement d'intérêt public action contre la cybermalveillance (GIP ACYMA), notamment grâce à sa plateforme www.cybermalveillance.gouv.fr fournit des ressources pédagogiques, des outils de diagnostic et des conseils pour sensibiliser les communes et renforcer leurs protections. C'est également le cas de certaines grandes entreprises de cybersécurité ou associations. Du 1er janvier 2024 au 31 octobre 2024, les plus de 100 réservistes du RECyM ont oeuvré sur l'ensemble du territoire national en menant 115 actions de sensibilisation au bénéfice de 2704 entreprises et collectivités territoriales, permettant ainsi de sensibiliser plus de 10 500 personnes. Outre cette organisation et les outils mis en place, le ministère de l'intérieur a établi, à son niveau, 3 axes avec des préconisations précises. Le premier axe est tourné vers l'organisation et le développement. Il vise à accompagner les collectivités dans la formalisation d'une stratégie globale de cybersécurité en proposant une assistance parles acteurs régionaux (campus ou CSIRT) ou les opérateurs publics de service numérique (OPSN) pour aider les collectivités à élaborer une politique complète de cybersécurité adaptée. Il encourage la mutualisation des compétences numériques, avec un DSI assurant la sécurité informatique des collectivités, idéalement à l'échelle départementale ou intercommunale. Enfin, il suggère de clarifier les attributions des référents numériques en préfecture : préciser leur rôle pour coordonner la politique de cybersécurité locale, surveiller les progrès en sécurité et organiser des exercices de gestion de crise. Le dispositif « 17 Cyber » a été lancé par le ministère de l'intérieur le 17 décembre 2024. Accessible depuis les sites 17cyber.gouv.fr, masecurite.interieur.gouv.fr ou encore cybermalveillance.gouv.fr, ce nouvel outil permet au public (particuliers, professionnels, administrations), de se voir proposer : 1 - un diagnostic de la cybermenace par la mise en place d'un parcours adapté ; 2 - la mise en relation avec des prestataires privés proposant des interventions informatiques ; 3 - l'accompagnement à la judiciarisation par une mise en relation avec des policiers ou gendarmes, par tchat, 24 h/24 et 7 jours /7, pour certaines infractions définies par l'OFAC ; onze premières menaces sont ainsi identifiées et seront prochainement complétées. Le second axe vise à la prévention et à la sensibilisation. Cette sensibilisation cible d'abord les élus et les agents aux risques cyber par le déploiement de formations et d'actions de sensibilisation, avec l'aide de ressources en ligne et modules comme *SensCyber* pour renforcer la culture de cybersécurité. Il vise à promouvoir un outil national pour diagnostiquer le niveau de cybersécurité des collectivités et proposer des recommandations de renforcement. Enfin, pour accroître la notoriété des dispositifs d'assistance, il est nécessaire de faire connaître les acteurs et dispositifs d'accompagnement comme le COMCYBER-MI, l'ANSSI, et le nouveau service d'assistance « 17 cyber », en assurant une communication cohérente et efficace, y compris sur l'offre de sécurité de proximité de la gendarmerie et de la police nationales. Le troisième axe concerne l'anticipation et la gestion de crise. Il vise à renforcer la résilience par la planification de crise locale en soutenant la mise en place de plans de continuité d'activité en cas de crise cyber, avec des exercices réguliers pour assurer la

disponibilité des services publics essentiels. Afin de soutenir les collectivités victimes de cyberattaques dans leur organisation et la communication de crise, un soutien psychologique peut être apporté pour faire face au traumatisme post-attaque.

Élections et établissement de procurations tardives

1339. – 10 octobre 2024. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'établissement des procurations tardives. En effet, la mise en service de la téléprocédure Maprocuration en avril 2021 a permis de simplifier la procédure d'établissement des procurations de vote et d'engager sa dématérialisation. Grâce à l'interconnexion de la téléprocédure au répertoire électoral unique depuis le 1er janvier,2022, les procurations établies en ligne sont désormais automatiquement contrôlées et transmises aux communes. Les procurations sont automatiquement inscrites sur la liste d'émargement éditée à partir du répertoire électoral unique (REU). Dès lors qu'aucune disposition du code électoral n'impose de date limite pour établir une procuration à l'occasion d'un scrutin donné, il est en théorie possible d'établir une procuration jusqu'au jour des élections. Cela peut donc impliquer de mobiliser les communes afin de vérifier la validité des procurations établies tardivement et n'apparaissant pas sur les listes d'émargement. Effectivement, s'il est important d'accorder plus de souplesse dans l'établissement d'une procuration afin de favoriser l'accès au vote, il est important de soutenir nos petites communes rurales qui ne bénéficient que de quelques heures par semaine de secrétariat de mairie et qui se trouvent dans l'impossibilité de récupérer les procurations déposées tardivement. Dans ces conditions, il lui demande si le Gouvernement envisage d'imposer une date limite pour l'établissement des procurations afin de faciliter le travail des élus et des secrétaires de mairie durant les périodes électorales.

Réponse. – La mise en service de la télé-procédure « Maprocuration » en avril 2021 a permis de simplifier la procédure d'établissement des procurations de vote et d'engager sa dématérialisation. Ce service permet aux électeurs d'effectuer une pré-demande de procuration de vote en ligne puis de la finaliser lors d'un déplacement auprès d'une autorité habilitée. Une nouvelle version de la télé-procédure a été mise en service en janvier 2022 à la faveur de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2022 de la déterritorialisation des procurations. Celle-ci a conduit à supprimer la condition d'attache du mandant et du mandataire dans la même commune (article 112 de la loi no 2019-1461 du 27 décembre 2019, dite loi « engagement et proximité »). Grâce à l'interconnexion de la télé-procédure au répertoire électoral unique (REU), les procurations établies en ligne sont désormais automatiquement contrôlées et transmises aux communes ou aux consulats à la suite de leur validation par l'autorité habilitée. Lors des élections européennes du 9 juin 2024 et des élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet 2024, une dématérialisation complète des procurations a été mise en place, sous conditions : pour être exempté de déplacement devant une autorité habilitée à établir une procuration, l'électeur devait être titulaire d'une identité numérique certifiée de France Identité permettant d'attester son identité de manière sécurisée. La gestion centralisée et informatisée des procurations dans le REU allège ainsi considérablement la charge des communes en la matière, puisque l'intervention de la mairie pour vérifier l'inscription des électeurs sur la liste électorale concernée n'est plus nécessaire. Les procurations sont automatiquement inscrites sur la liste d'émargement éditée à partir du REU. Dès lors qu'aucune disposition du code électoral n'impose aux électeurs de date limite pour établir une procuration pour un scrutin donné, il est en théorie possible d'établir une procuration jusqu'au jour du scrutin, ce qui peut effectivement impliquer une mobilisation des communes afin de vérifier la validité des procurations établies tardivement et n'apparaissant pas sur les listes d'émargement dans le répertoire électoral unique. Ces difficultés ont pu être accentuées par la télé-procédure qui, en l'absence de date limite, peut donner à tort aux électeurs un sentiment d'immédiateté. Toutefois, les difficultés posées par la prise en compte des procurations tardives préexistaient aux réformes récentes du système de vote par procuration, puisque les procurations papier tardives risquaient déjà de ne pas pouvoir être prises en compte par les communes, notamment du fait des délais d'acheminement postaux. Comme le souligne la question, la télé-procédure « Maprocuration » constitue une évolution majeure en faveur de l'accès au vote, plébiscitée par les électeurs. Ceux-ci souhaitent disposer de souplesse dans l'établissement d'une procuration. Ainsi, 3,5 millions de procurations ont été établies pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, dont 75 % en ligne. Près de 400 000 procurations ont été établies dans les deux jours précédant le premier tour. Des modalités pratiques d'accompagnement des communes dans la prise en compte des procurations tardives le jour d'un scrutin ont été mises en place dans le cadre des dernières élections européennes et législatives, au travers de la permanence assurée par des agents de chaque préfecture, capables de vérifier la validité des procurations dans le répertoire électoral unique le jour du scrutin lorsque les communes n'ont pas cette possibilité. Ce système d'accompagnement a vocation à être reconduit pour les prochaines élections.

Préserver le volontariat des sapeurs-pompiers

1417. – 10 octobre 2024. – **Mme Marie-Claude Varaillas** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la place du volontariat dans notre modèle de sécurité civile. En France, comme dans de nombreux pays européens, le modèle de sécurité civile repose sur la complémentarité entre les sapeurs-pompiers volontaires et les sapeurs-pompiers professionnels. Ainsi, 197 800 pompiers volontaires, soit 78 % de l'effectif total, assurent 67 % des interventions quotidiennes. Cependant, ce modèle fait face à un certain nombre de problématiques, avec la fermeture de près d'un tiers des centres d'incendie et de secours depuis le début des années 2000. Une rationalisation dans l'implantation des centres qui agrandit les zones d'intervention et demeure difficilement compatible avec le modèle de l'astreinte et donc de l'engagement volontaire. De plus, les missions des sapeurs-pompiers s'élargissent et s'éloignent des « interventions d'urgence vitale », notamment pour pallier les carences de notre système de santé. Cette perte de maitrise de leurs actions pèse sur le volontariat, appelé à absorber la hausse des demandes d'intervention, et place tout notre modèle de sécurité civile en tension. Cumulé à la hausse des événements climatiques extrêmes, le nombre d'interventions des sapeurs-pompiers a ainsi doublé en 30 ans alors que leurs effectifs restent stables et que le choc de l'engagement promis par le Gouvernement n'a pas eu lieu. La directive européenne sur le temps de travail et l'arrêt Matzak, ainsi que le récent rapport de l'inspection générale de l'administration (IGA) pointant le « temps de travail » des sapeurs-pompiers volontaires, menacent en outre l'astreinte qui est pourtant vitale dans notre modèle de sécurité civile, notamment dans les territoires ruraux où la majorité des casernes fonctionnent grâce à elle. Aussi, elle lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement, au niveau national et européen, pour pérenniser notre modèle de sécurité civile et notamment les astreintes des sapeurs-pompiers volontaires.

Réponse. – Le recrutement de sapeurs-pompiers volontaires (SPV) dans les services d'incendie et de secours et leur fidélisation constituent des préoccupations permanentes du Gouvernement en matière de sécurité civile, à tel point que ces dernières années, la baisse des effectifs SPV a pu être enrayée et ceux-ci se renforcent : le seuil des 200 000 engagés a été franchi, permettant ainsi de maintenir un maillage fin du territoire national par notre système de secours. La départementalisation des services d'incendie et de secours, portée par la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, a permis d'améliorer et d'homogénéiser la réponse de sécurité civile sur l'ensemble du territoire français. Elle s'est accompagnée d'un effort inédit en matière de ressources humaines et financières, de doctrine et de matériel, qui ont ensemble abouti notamment à une montée en compétences de l'ensemble des sapeurs-pompiers et une modernisation sans précédent des centres d'incendie et de secours. Le maillage de ces derniers a été adapté au plus près du territoire, par chaque service départemental ou territorial d'incendie et de secours (SIS), afin de répondre aux besoins opérationnels et préserver ainsi des délais d'intervention cohérents sur le territoire en garantissant la qualité des interventions. À ce jour, les centres d'incendie et de secours offrent de loin le maillage territorial le plus serré de tous les services publics d'urgence. L'élargissement du champ des missions assurées par les sapeurs-pompiers constitue une problématique de long terme pour nos services d'incendie et de secours. Pour partie conséquence d'évolutions affectant le domaine de la santé, avec des services d'urgence dont le nombre a diminué ces dernières décennies et l'attractivité du secteur des ambulances privées, la hausse du nombre d'interventions traitées dans le domaine du secours à personne par les sapeurs-pompiers continue à faire l'objet de nombreux travaux au sein du ministère de l'intérieur. La réforme des dispositifs de garde ambulancière, la définitions légale de la carence ambulancière ou la revalorisation du montant de remboursement des carences ambulancières aux SIS ont déjà largement contribué à la recherche de solutions locales afin de réduire le nombre de ces dernières. Les travaux menés conjointement avec le ministère de la santé devront confirmer cette évolution. Si les actions entreprises ces dernières années pour permettre aux services d'incendie et de secours de reprendre la maitrise sur leurs activité opérationnelle, notamment avec la mise en place de la possibilité de temporiser voire de refuser une carence ambulancière, il n'en demeure pas moins que le volume global des interventions des services d'incendie et de secours pourrait continuer à progresser. Conscient des enjeux sur les missions mêmes des sapeurs-pompiers, le "Beauvau de la sécurité civile" a fait de ce dossier l'une des cinq thématique centrales de concertation, afin de disposer d'une analyse actualisée et partagée pouvant permettre de proposer des solutions à la représentation nationale. La pérénnisation du modèle français de sécurité civile et du volontariat est une priorité pour le Gouvernement. Une mission de l'inspection générale de l'administration (IGA) lancée en 2023 a permis de dresser un diagnostic et de proposer des recommandations permettant d'assurer la pérennité du modèle de sécurité civile français et de consolider ces modalités d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires. Cette mission a pris le soin de se rendre sur le terrain pour s'assurer auprès d'élus, notamment de présidents de conseils d'administration, sur la base de données collationnées auprès des services d'incendie et de secours eux-mêmes, de la réalité des situations locales. Le rapport qui en résulte ouvre des perspectives sur le

management des sapeurs-pompiers volontaires et leurs attentes ainsi qu'une analyse objectivée de leur activité. Il met par ailleurs en évidence la situation de vulnérabilité de certains services d'incendie et de secours au regard de leurs pratiques. Si la mission conclut que le volontariat n'est pas, en tant que tel, soumis aux règles européennes encadrant le temps de travail, des mesures seront à prendre pour éloigner ce risque de qualification des sapeurs-pompiers volontaires comme travailleurs au sens du droit européen. Elles sont en cours de déploiement par les services d'incendie et de secours. C'est donc bien dans l'esprit de soustraire les sapeurs-pompiers volontaires français à l'application des dispositions de la directive européenne sur le temps de travail que les travaux à venir continueront d'être menés. Les préconisations portées par le rapport de l'IGA appellent des travaux qui font l'objet d'une concertation approfondie avec l'ensemble des acteurs représentant les sapeurs-pompiers. Le "Beauvau de la sécurité civile" permet aussi à chacun d'être associé à la réflexion sur ces enjeux et estl'occasion de conforter notre modèle de volontariat en intégrant cette dimension européenne. L'ensemble de ces travaux poursuit un objectif : permettre à la France de continuer à bénéficier de l'apport indispensable de l'engagement citoyen des sapeurs-pompiers volontaires.

Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère chargé de la sécurité du quotidien

1435. – 10 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité du quotidien** sur l'importance qu'il y a à ce que l'État assure pleinement ses missions forgées par l'histoire de la République pour les habitantes et les habitants de notre pays et leur liberté. Le marché ne peut pas remplir toutes ces missions, en particulier, il ne peut pas porter le sens de l'égalité et de la fraternité, ou de la justice. Alors que l'embarras que représente la situation des finances publiques est mis en avant, il lui rappelle que la cohésion sociale, la solidarité, la solidité de nos systèmes de protection sociale, le sens du respect d'autrui, qui est essentiel à l'intégration de toutes et tous dans une société démocratique, l'assurance de perspectives prometteuses offertes aux générations à venir, la souveraineté dans les domaines stratégiques et dans les secteurs structurants de notre société et de notre économie, parmi lesquels l'environnement occupe une place primordiale, la capacité des collectivités territoriales à faire vivre la décentralisation sur tous les territoires, urbains, ruraux, périurbains, périphériques ou ultramarins, doivent être encore développés et soutenus par les lois budgétaires votées par le Parlement. Les promesses de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, comme celles du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, celles de la charte de l'environnement et les exigences de nombreux articles de la Constitution, relèvent de chaque ministère. Leur accomplissement demande des moyens. La redistribution a été pensée et mise en oeuvre pour apporter ces moyens, notamment par l'imposition des plus favorisés en faveur des besoins de tous. Encore faut-il connaître les besoins qui donnent corps à l'intérêt général et à l'intérêt de chacune et chacun. À cet égard, et mis à part les montants présentés lors des conférences budgétaires, il lui demande quel est, au regard des analyses faites par ses services, de celles des syndicats, des associations et des acteurs intervenant dans son secteur, des travaux de recherche, de réflexion et d'analyse, en particulier universitaires, dont il a connaissance, le niveau réel de dépenses annuelles nécessaires pour assurer l'efficacité légitimement attendue des programmes budgétaires relevant de son ministère.

Réponse. – Il est primordial que l'État assure pleinement ses missions. Pour cela, le ministère de l'intérieur évalue régulièrement le niveau réel de dépenses annuelles nécessaires pour assurer l'efficacité légitimement attendue des programmes budgétaires relevant de son ministère. En effet, le niveau de dépenses nécessaire pour assurer l'efficacité de l'action publique fait l'objet d'un dialogue permanent. Sous le contrôle du Parlement et en vertu du principe de spécialité, les besoins sont estimés chaque année et autorisés dans un but défini. Au travers des projets annuels de performances, la justification au premier euro explicite les crédits demandés. Aussi, l'évaluation de la qualité de la dépense s'est enrichie au fil des ans en intégrant de nouveaux indicateurs relatifs par exemple à la performance environnementale ou à l'égalité entre les femmes et les hommes. De nombreux rapports administratifs émanant d'institutions aux statuts et expertises variés informent par ailleurs le citoyen et la représentation nationale sur l'utilisation et la destination de l'argent public. En outre, les travaux conduits dans le cadre de la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (LOPMI) ont permis d'identifier avec rigueur les besoins des services et d'apporter une réponse à la hauteur des enjeux de la prochaine décennie. La volonté d'assurer l'efficacité légitimement attendue de notre action se traduit dans l'augmentation significative des moyens alloués aux politiques portées par le ministère de l'Intérieur, dasn le cadre de cette LOPMI. Elle se traduit également par une réforme de la gouvernance des investissements, qui institue un comité attaché à la satisfaction des besoins opérationnels et à la stratégie de maîtrise des risques. La LOPMI approfondit les partenariats avec le

monde de la recherche et l'Institut des hautes études du ministère de l'Intérieur (IHEMI) porte à ce titre une fonction prospective et d'anticipation afin d'améliorer la qualité des évaluations conduites. Enfin, la politique d'ouverture des données renforce la capacité d'analyse et de projection dans le temps long.

Paiements par la gendarmerie nationale de ses loyers

1899. – 24 octobre 2024. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les retards de paiement de la gendarmerie nationale envers les collectivités territoriales et les bailleurs. Le 9 octobre dernier, le ministère de l'Intérieur a indiqué que des retards de paiement pour la fin de l'année 2024 étaient identifiés pour un montant de 200 millions d'euros. Cette situation fragilise les finances des communes et des bailleurs engagés dans la construction et l'entretien des casernes de gendarmerie. Ces bâtiments sont indispensables pour garantir le bon fonctionnement et les sujétions spécifiques des forces de gendarmerie. Les collectivités territoriales, frappées de plein fouet par l'inflation et par des contraintes nombreuses, souhaitent voir leur partenariat avec la gendarmerie nationale perdurer avec lisibilité et confiance. La défaillance observée par le non-versement des loyers est un signal préoccupant. La gendarmerie nationale est un gage de stabilité et de rigueur. Elle est un acteur essentiel du continuum de sécurité et du service public, tout particulièrement en milieu rural. Le non-versement des loyers dans les conditions prévues est vécu douloureusement par les gendarmes. Cette situation regrettable les place dans une situation délicate vis-à-vis de leurs partenaires. Alors que les communes et les bailleurs s'emploient à respecter les termes des contrats de location et à jouer un rôle de facilitateur pour la construction de nouvelles casernes, M. Olivier Bitz, sénateur de l'Orne, souhaite savoir, d'une part, quelles mesures prioritaires le Gouvernement entend-t-il mettre en oeuvre dans les meilleurs délais pour garantir le versement des loyers aux communes, et d'autre part, quels mécanismes le Gouvernement envisage d'instaurer pour que ces crédits soient garantis à l'avenir.

Réponse. – La gendarmerie est entrée en gestion 2024 à la fois dans un contexte budgétaire marqué par une baisse de ses crédits hors-titre 2 inscrits en LFI par rapport à 2023, et dans la perspective de devoir faire face à un engagement hors normes lié à la sécurisation des Jeux Olympiques et paralympiques (JOP). La mobilisation exceptionnelle des forces de gendarmerie s'est confirmée à l'occasion des JOP mais aussi, de manière non planifiée, dans une crise de haute intensité en Nouvelle-Calédonie depuis le mois de mai, avec un impact budgétaire fort. Dès lors, dans l'attente d'ouvertures de crédits supplémentaires attendus dans le cadre de la loi de fin de gestion et dont les montants annoncés permettront de couvrir les paiements retardés, la situation de la trésorerie du programme lui a imposé de ralentir l'exécution de certaines dépenses tout en maintenant la priorité donnée au financement des activités opérationnelles pour poursuivre l'engagement des unités de gendarmerie dans l'ensemble des missions de sécurité au profit des français. Outre des renoncements sur la quasi-totalité des investissements, il a été décidé de suspendre temporairement le paiement des loyers dus par la gendarmerie pour les mois de septembre, octobre et novembre. Le report porte sur les bailleurs institutionnels métropolitains, à l'exclusion donc des particuliers et des collectivités d'outre-mer. Il s'applique à l'ensemble des emprises couvertes par les baux concernés, qu'il s'agisse de locaux de service et techniques ou de logements, la notion même de caserne incluant les deux types de locaux. Une procédure de demande d'exception au blocage des loyers a été mise en place pour permettre la remise en paiement immédiate des échéances dues aux bailleurs les plus exposés ou fragiles qui en expriment le besoin. Dans les autres cas, la gendarmerie a procédé au versement intégral des loyers et des intérêts moratoires correspondants dès que les crédits nouveaux ont été mis à disposition du programme 152 dans le cadre de la loi de fin de gestion. Cette situation, résultant de la conjonction d'évènements exceptionnels, n'a pas vocation à se reproduire.

Contrôle des associations en charge de l'immigration

1943. – 24 octobre 2024. – **Mme Nathalie Goulet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les mesures de contrôle des associations bénéficiant de subventions au titre de la mission « Immigration, asile et intégration » et des opérateurs de l'hébergement social d'urgence. En application de la circulaire n° 5811/SG du Premier ministre en date du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations, une convention annuelle ou pluriannuelle est conclue entre l'État et les associations, prévoyant notamment les modalités de contrôle. En 2022, un montant total de 1 003 823 817 euros a été attribué à 1 472 associations dans le cadre de la mission « Immigration, asile et intégration ». Parmi ces bénéficiaires figure l'opérateur associatif Coallia, spécialisé dans l'hébergement social d'urgence, lequel fait actuellement l'objet d'une enquête financière diligentée par le parquet de Paris. En 2022, Coallia a bénéficié d'un financement public s'élevant à 148 millions d'euros. La Cour des comptes, dans un rapport de 2023, a mis en évidence des

insuffisances dans la gestion financière de Coallia, soulignant que les dispositifs de contrôle interne en vigueur ne permettaient pas de garantir une allocation adéquate des subventions publiques. Compte tenu de l'ampleur des financements publics accordés à l'ensemble des associations de ce secteur, il apparaît impératif d'en renforcer le contrôle des subventions afin de prévenir toute dérive, fraude ou dysfonctionnement. Elle lui demande quelles actions concrètes le Gouvernement compte prendre pour mieux contrôler les bénéficiaires de subventions au titre de la mission « Immigration, asile et intégration » afin d'éviter tout risque de dysfonctionnement en cette période budgétaire particulièrement tendue.

Réponse. – Le ministre d'Etat, ministe de l'intérieur, est pleinement engagé dans le controle de la bonne allocation de l'argent public dans tous les domaines couverts par son ministère. Il mène un travaille concernant les associations oeuvrant dans le domaine migratoire. Ainsi, le lundi 12 mai 2025, a été adoptée au Sénat la proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente, dont l'auteur est la sénatrice Marie-Carole CIUNTU. Ce texte rejoint l'objectif du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de faire intervenir l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) dans les centres de rétention administrative, à la place des associations. En effet, l'Etat est en mesure d'assurer ses prérogatives régaliennes, dans ce contexte, sans passer par des associations. D'autres mesures pourront être prises en ce sens. En outre, le Gouvernement porte la plus grande attention au contrôle des bénéficiaires de subventions au titre de la mission « immigration, asile et intégration » dans le strict respect du cadre juridique qui encadre l'attribution de financements publics. Il partage votre préoccupation de veiller à leur bonne utilisation par les opérateurs qu'il sélectionne pour conduire cette politique publique. Dans tous les cas, les subventions pouvant être versées font l'objet d'appels à projets lancés au niveau national ou au niveau territorial à l'initiative des préfets ou répondent à des procédures d'autorisation préalable sollicitée auprès des services de l'État. Les 1 400 associations qui ont répondu à ces appels à projets concourent à la mise en oeuvre des politiques publiques conduites par la direction générale des étrangers en France (DGEF). Ces subventions ne constituent pas une contribution à leur fonctionnement en dehors de la stricte quote-part nécessaire au fonctionnement de l'action financée. Le pilotage précis des conventions et de l'effectivité du service fait se traduit dans le cadre des exercices annuels de contrôle des pièces transmises par les bénéficiaires de financements publics et de l'atteinte des objectifs de résultat. En second lieu, des contrôles sur place et sur pièces des organismes gestionnaires d'hébergement, qu'il s'agisse d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) ou d'établissements déclarés, sont prévus par la loi (art. L313-13 du CASF pour les ESSMS). Tous les contrôles effectués sur des structures bénéficiant de financements au titre de la politique de l'asile doivent être portés annuellement à la connaissance des services du ministère de l'Intérieur (identification du gestionnaire, de la structure contrôlée, du service contrôleur, de la date du contrôle). Le renforcement de la démarche de contrôle mise en oeuvre par le Gouvernement s'articule autour de différents niveaux d'intervention : - dans chaque département, le développement et la structuration des contrôles réalisés par les services déconcentrés de l'Etat des structures financées au titre de la mission « immigration, asile et intégration » sur l'ensemble du territoire. A cette fin, le ministère de l'intérieur a élaboré une orientation nationale de programmation d'inspection-contrôle (ONIC) pour les structures du dispositif national d'accueil, visant à la structuration des inspections au sein du dispositif national d'accueil (DNA) (4 à 5 % du parc inspecté de manière annuelle) sur la base d'outils standardisés afin d'ancrer la démarche dans une logique préventive de maîtrise des risques. Cette ONIC a été validée en décembre par le secrétariat général des ministères chargés des affaires sociales et sa publication est intervenue le 18 février par voie d'instruction du SGMAS ; - au niveau national, la standardisation et le suivi renforcé des événements indésirables graves au sein des structures d'hébergement - dysfonctionnements graves dans la gestion ou l'organisation dont l'impact est important sur les personnes et/ou les biens - dont le signalement est prévu par les opérateurs au titre du L331-8-1 du CASF. Un dispositif dématérialisé, permettant l'analyse statistique de ces remontées, sera généralisé au second trimestre 2025 ; - la mise en place d'un dispositif de maîtrise des risques appliqué aux grands opérateurs nationaux. Ce dispositif vise précisément à répondre à l'enjeu de contrôle renforcé des opérateurs bénéficiant de financements conséquents de la part de multiples administrations, tel que cela peut être le cas pour l'association Coallia. Une mission conjointe de l'inspection générale de l'administration (IGA) et de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) va être très prochainement mandatée pour examiner la situation d'un grand opérateur de l'hébergement et établir un rapport relatif aux dispositions à prendre pour assurer un contrôle périodique effectif des« opérateurs systémiques » dans le champ de l'hébergement généraliste et de l'hébergement des demandeurs d'asile. Les organismes concernés font en outre l'objet de contrôles conduits par les juridictions financières, comme vous le rappelez, dans l'exercice de leurs compétences propres, et dont les préconisations font l'objet d'un suivi et d'une mise en oeuvre par les services de l'Etat pour les actions relevant de leur compétence.

Augmentation de la consommation de drogues illicites

1973. – 24 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la hausse de la consommation des drogues illicites en France. Selon le rapport de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) sur les niveaux d'usage des drogues illicites en France en 2023, « la consommation des drogues illicites autres que le cannabis (…) présente en 2023 des niveaux d'usage en forte augmentation quelle que soit la substance psychoactive, et notamment pour les stimulants ». En particulier, ce rapport relève que près d'un adulte sur dix a déjà consommé au moins une fois de la cocaïne en poudre dans la vie, et un sur douze a déjà consommé de la MDMA. Par ailleurs, l'OFDT observe, qu'en 2023, la part des expérimentateurs de cannabis a continué d'augmenter et concerne désormais plus de la moitié de la population française âgée de 18 à 64 ans. Ce rapport souligne que ces produits n'ont jamais été aussi abondants sur le marché français et européen, alors même que le volume des saisies de substances illicites elles-mêmes a doublé au cours des deux dernières décennies. Enfin, le rapport sénatorial du 7 mai 2024 sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures à prendre pour y remédier ainsi que l'enquête des organes de presse Le Courrier de l'Ouest, Le Maine Libre et Presse Océan sur le trafic de cocaïne ont mis en évidence le rôle croissant des réseaux sociaux et des messageries cryptées dans la publicité de l'offre de substances illicites auprès de clients potentiels et dans le recrutement de guetteurs et autres membres de la chaîne de production et de distribution de ces drogues. Ces différents documents soulignent les difficultés techniques que rencontrent les forces de l'ordre dans la lutte contre ces réseaux plus ou moins structurés. Le sénateur souhaite donc connaître, d'une part, les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'enfin permettre aux forces de l'ordre de lutter efficacement contre le narcotrafic et, d'autre part, les dispositifs qu'il compte mettre en place afin de prévenir la consommation de drogues illicites et d'accompagner la désintoxication des consommateurs.

Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic

2579. – 5 décembre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les besoins du pays en matière de lutte contre le narcotrafic. Dans son rapport n° S2024-1295 sur l'office anti-stupéfiants (OFAST) et les forces de sécurité intérieure affectées à la lutte contre les trafics de stupéfiants, la Cour des comptes a rappelé que la géographie de la France, ses infrastructures de transport et son intégration dans le marché unique européen l'expose particulièrement aux flux de drogues en provenance d'Amérique latine, du Maghreb et du Nord de l'Europe. Cela aurait des effets sur la consommation de ces produits en France. Ainsi, le taux de consommateur dans la population national serait passé de 0,3 % à 2,7 % pour la cocaïne entre 1992 et 2023 et de 0,2 % à 1,8 % pour le l'ecstasy (MDMA) entre 2000 et 2023. La Cour des comptes souligne que 600 000 personnes en France déclarent avoir consommé de la cocaïne en 2022 et, qu'en comparaison, on recensait 600 toxicomanes dans le pays en 1950. Par ailleurs, le rapport indique que malgré une évidente concentration du trafic de drogue dans les zones urbaines denses, celui-ci connaît une expansion rapide vers les territoires ruraux. Le trafic de stupéfiants aurait ainsi concerné 79 % des communes françaises en 2022 (contre 54 % d'entre elles en 2016). Face à situation, la Cour des comptes estime qu'un nouveau plan de lutte contre le trafic de stupéfiants doit formaliser sans délai les axes et priorités d'actions de cette politique. Le rapport recommande notamment de mettre en oeuvre les actions suivantes : - renforcer les moyens de lutte cyber face au développement des nouveaux modes d'action de la criminalité organisée et accélérer la formation et l'habilitation des personnels ; - renforcer la coordination du renseignement criminel recueilli dans le cadre de la lutte contre les trafics de stupéfiants et la criminalité qui les accompagne ; - assurer une remontée complète à l'office anti-stupéfiants (OFAST) des informations collectées par les antennes et détachements et les mettre à disposition auprès des différents intervenants dans la lutte contre les stupéfiants. Par ailleurs, la Cour des comptes recommande de mettre en oeuvre les mesures annoncées aux cours des derniers mois. Il s'agit d'améliorer la politique de prévention de la corruption, notamment en recourant à l'intelligence artificielle pour la repérer ; de renforcer les moyens technologiques des équipes d'investigation, notamment pour être en mesure d'accéder aux messageries chiffrées des trafiquants et de mettre en place un système harmonisé de sécurisation vidéo des emprises portuaires dans tous les ports. À la lumière de ce rapport et de ses recommandations, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de lutter efficacement contre la prolifération du narco-trafic sur le territoire.

Augmentation de la consommation de drogues illicites

2851. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 01973 sous le titre « Augmentation de la consommation de drogues illicites », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic

3860. – 20 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 02579 sous le titre « Mise en place d'une politique de lutte contre le narcotrafic », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Au-delà des enjeux de santé publique, la consommation de drogues, l'enracinement des trafics de stupéfiants et l'appropriation de certains lieux par les dealers conduisent au développement de l'économie souterraine, aux trafics d'armes, aux guerres de territoires, à des violences et nuisances de toutes sortes. Ils nourrissent un sentiment d'insécurité et d'abandon pour les habitants des quartiers concernés. Ils minent la cohésion sociale. L'étendue du « marché », les profits financiers qu'il génère, et l'hyperviolence dont il s'accompagne - avec une banalisation de l'usage d'armes à feu - font désormais peser sur la société et même sur les institutions des risques majeurs, qui appellent un sursaut des pouvoirs publics et une réelle prise de conscience de la part des consommateurs. Le développement de ce « marché » n'est d'ailleurs pas propre à la France : il touche, à des degrés divers, l'ensemble des sociétés occidentales et notamment européennes. La lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité organisée constitue donc une priorité absolue. De nouvelles réponses doivent être élaborées, plus fermes, plus adaptées. Un véritable nouveau palier doit être franchi dans la réponse de l'État, à la hauteur de la menace que représente la criminalité organisée et le narcobanditisme, semblable à ce qui a été fait en matière de lutte contre le terrorisme. C'est le sens de la loi visantà sauver la France du piège du narcotrafic, adoptée définitivement par le parlement le 29 avril 2025. Tant sur le plan des capacités techniques et juridiques, des moyens RH que de la politique pénale, l'État doit massivement se réarmer. Forces de police et de gendarmerie sont déjà activement engagées dans la lutte contre la drogue et le narcotrafic à tous ses niveaux, qu'il s'agisse des « petites mains » ou des cibles d'intérêt prioritaire. Les ressources de la coopération institutionnelle et opérationnelle avec les pays partenaires identifiés comme pays « refuges » sont également mobilisées, pour entraver l'importation de produits, atteindre des criminels en fuite à l'étranger, lutter contre le blanchiment ou saisir des avoirs criminels. D'importantes mesures ont été prises ces dernières années, notamment avec l'élaboration d'un plan national de lutte contre les stupéfiants et la création de cellules du renseignement opérationnel sur les stupéfiants (CROSS). Les services s'adaptent à l'évolution du phénomène et notamment aux nouveaux enjeux, par exemple dans l'espace numérique ou dans les ports. La mise en place d'un office anti-stupéfiants (OFAST), rattaché à la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ) et chef de file national de la lutte contre la drogue, a constitué une avancée importante. Doté d'antennes territoriales, l'OFAST, outre ses moyens d'enquête et d'analyse, joue un rôle essentiel de coordination des services. Doit aussi être mentionnée la création en 2023 d'une capacité nationale judiciaire projetable dénommée « unité d'investigation nationale » (UIN), relevant de la DNPJ et visant à intervenir en renfort des services déconcentrés dans les quartiers minés par le trafic de drogue. La gendarmerie réorganise aussi sa chaîne de police judiciaire afin de gagner en réactivité et en efficacité par la mise en oeuvre de l'unité nationale de police judiciaire (UNPJ) qui a pour but de tenir un rôle central dans la lutte contre la criminalité. La création de l'UNPJ vise à renforcer la cohérence des capacités centrales d'investigation, de renseignement et d'expertise criminalistique de la gendarmerie en regroupant les structures à compétence nationale : le SCRC, le PJGN, l'UNC, les 4 offices centraux de la gendarmerie (OCLDI, OCLTI, OCLAESP, OCLCH) et l'unité nationale d'investigation (UNI) au sein d'un unique opérateur central de police judiciaire, placé sous l'autorité du DGGN. Regroupement de services déjà reconnus et opérationnels, elle sera plus particulièrement chargée de mener des enquêtes délicates, souvent transfrontalières ou concernant des affaires graves (crime organisé, cybercriminalité) et apportera son soutien aux unités locales dans leurs missions judiciaires en particulier dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, en mettant à leur disposition des ressources et des outils spécialisés. L'ensemble des services et unités de la police nationale et de la gendarmerie nationale sont engagés dans la lutte contre toutes les infractions liées aux trafics (blanchiment, règlements de comptes, etc.), sans oublier le rôle crucial des forces de sécurité intérieure en matière de prévention, exercé par les formateurs relais anti-drogue (FRAD) en particulier auprès des jeunes. Cette mobilisation tous azimuts des forces de l'ordre porte ses fruits. En 2024, 49 628 faits de trafics et d'usage-revente de stupéfiants ont été relevés (+5,5 % par rapport à 2023) et 271 808 faits d'usage (+ 11,9 %). Plus de 75 millions d'euros d'avoirs criminels liés aux stupéfiants ont été saisis en 2023 et plus de 53 millions d'euros au cours du seul premier semestre de l'année 2024. La lutte contre la drogue est coeur des plans d'action départementaux de restauration de la sécurité du quotidien (PADRSQ) élaborés par les préfets, dans le cadre d'une véritable stratégie opérationnelle de rétablissement de l'ordre dans les quartiers les plus touchés, en coordination étroite avec l'autorité judiciaire. Dans le sillage des opérations « place nette », un nouveau dispositif intitulé « villes de sécurité renforcée » vise par ailleurs à lutter contre les violences et le narcotrafic. Cette nouvelle doctrine d'action s'appuie sur les enseignements positifs des opérations antérieures, en

approfondissant leur concept et en le pérennisant. L'objectif est de reprendre le contrôle de la voie publique et de démanteler durablement les filières en associant l'ensemble des partenaires institutionnels (polices municipales, URSSAF, douanes, bailleurs sociaux, etc.). Pour contrer l'usage croissant des technologies numériques, les forces de l'ordre mobilisent également un réseau d'enquêteurs spécialisés dans les investigations numériques pour rechercher, saisir, exploiter les preuves numériques et enquêter dans le cyberespace. La gendarmerie dispose par exemple d'un pôle d'expertise des crypto-actifs chargé d'investigations techniques sur la blockchain et traite de dossiers sensibles et complexes. La police et la gendarmerie ont aussi formé des « enquêteurs sous pseudonyme » (ESP) afin de participer à des enquêtes en lien avec des trafics de stupéfiants. Au sein de l'agglomération parisienne, la lutte contre le trafic et la consommation de drogues est une mission prioritaire de la préfecture de police, qui y consacre d'importants moyens, mobilisés dans le cadre du plan national de lutte contre les stupéfiants et des priorités fixées par le ministre d'État. Ce plan dédié coordonne les interventions des directions en matière de renseignement, d'investigations et de répression. La direction de la police judiciaire (DPJ-PP) est chargée par le préfet de police de la coordination de l'ensemble de la lutte contre le trafic de stupéfiants. Sur le plan opérationnel, cette mobilisation s'organise autour de l'action des commissariats et des sûretés territoriales de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP), qui agissent méthodiquement contre les trafics locaux dans le cadre d'une activité d'initiative sous forme de contrôles ou d'investigations, alors que la DPJ-PP oriente son action vers les réseaux structurés de plus grande envergure. La police judiciaire a pour objectif de démanteler les réseaux les plus structurés en menant des actions d'initiative et dans le cadre des protocoles judiciaires en vigueur ; elle poursuit les investigations lorsque la DSPAP ou d'autres services constatent des trafics de stupéfiants du haut du spectre (quantité importante de matière, type ou contexte de saisie de la matière stupéfiante). Ainsi, 87 % de la cocaïne saisie en 2024 dans l'agglomération parisienne a fait l'objet d'un traitement judiciaire par les services de la DPJ-PP. En matière de trafiquants de stupéfiants écroués dans l'agglomération à la suite des enquêtes judiciaires, 315 l'ont été en 2024 à la suite d'investigations menées par la DPJ-PP et 286 dans le cadre d'enquêtes de la DSPAP. Par ailleurs, en 2024, un unité d'investigation mixte DPJ-PP/DSPAP a été créée. La force d'investigation conjointe (FIC-PP) est le pendant de l'unité d'investigation nationale (UIN) de la DNPJ. La FIC-PP est placée pour emploi auprès du directeur de la police judiciaire. Elle a pour mission de faciliter l'échange d'informations entre les services et le renfort dans le cadre d'enquêtes d'envergure qui mobilisent les deux directions. Elle s'implique non seulement dans la coordination des opérations « place nette » lancées fin 2023, mais également dans les affaires judiciaires susceptibles de faire travailler ensemble, ou en complémentarité, différents services de la PP sur un territoire ciblé. Dans chaque département, un travail de coordination entre services s'effectue au sein des CROSS, qui échangent des informations en matière de renseignement criminel et définissent ensemble les objectifs de démantèlement de réseaux à proposer aux parquets compétents, en précisant ceux qui gangrènent le plus les territoires conformément aux instructions du préfet de police. En janvier 2025, il a été décidé de redynamiser ces cellules selon trois axes : la remontée directe des informations du terrain vers les CROSS sans filtre hiérarchique ; l'orientation plus opérationnelle des réunions CROSS en y faisant participer des policiers et enquêteurs de terrain au contact quotidien des trafiquants ; l'élargissement du champ du recueil au-delà du trafic de stupéfiants à toute la criminalité organisée. Ces CROSS montent en puissance depuis début 2025 pour faciliter le partage opérationnel des informations, incluant désormais également les autres infractions de la criminalité organisée connexe aux trafics de stupéfiants. Leur fonctionnement a été repensé pour simplifier et accélérer les remontées d'informations, notamment du terrain, sans filtre d'aucune nature. De même, les policiers de terrain participent aux réunions organisées par les CROSS. De ce fait, les quatre CROSS de l'agglomération ont recueilli 3,5 fois plus d'informations provenant des effectifs de voie publique au premier trimestre 2025 (84 contre 25 à la même période en 2024). La CROSS 75 joue un rôle central dans ce dispositif : elle est le point d'entrée des informations OFAST et elle coordonne les autres CROSS de l'agglomération. Depuis janvier 2025, les opérations « place nette » ont évolué vers un nouveau format, « les opérations de police d'ampleur », qui s'inscrivent dans le cadre du nouveau plan d'action d'agglomération de restauration de la sécurité du quotidien (PARSQ). Elles impliquent policiers de terrain, services judiciaires et unités de forces mobiles. Elles sont coordonnées sur le volet judiciaire par les chefs de service territoriaux de la DPJ-PP. Chaque semaine, ces opérations ont pour objectif de démanteler les réseaux et d'interpeller des individus impliqués dans des trafics de stupéfiants ou d'autres phénomènes de délinquance participant à la dégradation de la physionomie des quartiers. À l'issue de ces opérations, une réappropriation systématique des quartiers visés est réalisée au moyen d'une saturation du terrain par les agents de police, en civil ou en tenue, durant plusieurs jours. Parallèlement, sont mises en oeuvre des actions de contrôles administratif de communes, associations, etc. et des mesures de police administrative visant à rétablir l'ordre. La préfecture de police a par ailleurs identifié les territoires sur lesquels vont être menées les opérations « ville de sécurité renforcée » précédemment citées. Ces territoires répondent à 4 critères : un enkystement des trafics de stupéfiants avec un contrôle social imposé par les délinquants, des actions

violentes et l'usage d'armes à feu ; une concentration des faits de délinquance sur un territoire réduit ; l'existence de troubles à l'ordre public récurrents ; la présence d'une immigration irrégulière et de repli communautaire. Il s'agit des communes de Nanterre (92), Aulnay-sous-Bois, Bondy, Noisy-le-Sec, Sevran (93) et Villeneuve-Saint-Georges (94). Depuis 2022, des groupes de partenariat opérationnels (215 dans l'agglomération parisienne) réunissent des acteurs de terrain, dont des élus et des habitants des quartiers, autour de problèmes de sécurité locaux. Ces groupes ont vocation à résoudre de manière collective les difficultés - la plus récurrente étant celle du trafic de stupéfiants -, avec des résultats qui se veulent perceptibles à court ou moyen terme par la population. En 2024, 1 813 réunions ont été organisées. Grâce à elles, 432 problématiques, sur les 2 223 prises en compte, ont été résolues. Il convient aussi de souligner la création au sein de la préfecture de police de 4 groupes d'enquête spécialisés « cyber-stupéfiants » à la DPJ-PP afin de mieux lutter contre les revendeurs qui effectuent les transactions en direct avec les clients en utilisant les nouvelles technologies. Ces groupes spécialisés ont pour vocation de coupler davantage l'enquête sous pseudonyme (ESP) avec les « coups d'achat », c'est-à-dire un policier qui, avec l'accord d'un magistrat, se fait passer pour un acheteur et qui fixe un rendez-vous au trafiquant. Il est ainsi possible de remonter les filières de trafics. Cette thématique est par ailleurs très suivie par la CROSS 75 qui a créé en interne une cellule dédiée cyber-stupéfiants et des outils pour mieux comprendre le mode de fonctionnement de ces centrales (outil statistiques, procès-verbal type). Par ailleurs, une attention particulière est portée au quart nord-est parisien, qui concentre une population de poly-toxicomanes et notamment de consommateurs de crack. Afin de lutter contre l'appropriation de l'espace public, la préfecture de police engage de façon ininterrompue, sur les secteurs les plus sensibles, un dispositif de voie publique exceptionnel. Quotidiennement, les agents territoriaux et des services spécialisés, dont les compagnies de sécurisation et d'intervention (CSI), sont mobilisés. Depuis septembre 2020, le dispositif bénéficie du renfort des compagnies d'intervention (CI) et des unités de forces mobiles (UFM) qui sont déployées afin de prévenir la commission d'infractions ou de troubles à l'ordre public. Au-delà de ce dispositif de sécurisation, la préfecture de police est fortement mobilisée sur le volet judiciaire afin d'identifier et démanteler les filières d'approvisionnement des fournisseurs, mais aussi porter un coup d'arrêt aux micro-réseaux qui alimentent le trafic de crack à Paris. Il convient de préciser que la lutte contre les addictions, et particulièrement le crack, est un phénomène qui mobilise, outre l'action répressive des services de police, les leviers sanitaires et sociaux, pour parvenir à prendre en charge les consommateurs durablement. En la matière, interviennent plus particulièrement la préfecture de la région d'Île-de-France, l'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France et la ville de Paris. Les résultats obtenus contre les stupéfiants par la préfecture de police témoignent du haut niveau d'engagement de ses services contre ce fléau et de la pertinence de la stratégie d'action déployée ces trois dernières années. Ainsi, entre 2021 et 2024, l'activité a fortement progressé, avec +42,7% d'affaires traitées (près de 64.000 contre près de 44.850), dont +22,2% d'affaires de trafics (plus de 13.500 contre environ 11.100). Par ailleurs, le volume des mis en cause pour infractions à la législation sur les stupéfiants a augmenté de +46,4% (58.177 contre 39.734) avec une augmentation de +15,4% du nombre de trafiquants arrêtés (10.465 contre 9.067). En 3 ans (de 2022 à 2024), plus de 151.000 individus ont été interpelés, dont 29.400 pour des trafics, et plus 24,6 tonnes de drogue ont été saisies, dont plus de 3,3 tonnes de cocaïne, ainsi que plus de 34 millions d'euros d'avoirs criminels. Alors que la collaboration entre les différents acteurs de la lutte contre le trafic de stupéfiants est une condition essentielle d'efficacité, le ministère de l'intérieur va faire évoluer son organisation pour s'adapter aux défis de la menace constituée par le crime organisé par une meilleure coordination de l'action ministérielle et interministérielle. Pour ce faire, le nouvel état-major de la lutte contre la criminalité organisée (EMCO) est composé de représentant issus de toutes les administrations engagées dans la lutte contre la criminalité organisée : les services exerçant une mission de police judiciaire au ministère de l'intérieur (direction nationale de la police judiciaire, direction nationale de la police aux frontières, préfecture de police de Paris, direction générale de la gendarmerie nationale) et au ministère de l'économie et des finances (office national antifraude) ; les services de renseignement (direction générale de la sécurité intérieure, direction générale de la sécurité extérieure, direction nationale du renseignement territorial, direction du renseignement de la préfecture de police, service national du renseignement pénitentiaire, direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières, TRACFin). Pour agir aussi sur la demande dans ce « marché » aussi innovant que dynamique sur le plan commercial, le recours à l'amende forfaitaire délictuelle (AFD) à l'encontre des clients doit s'intensifier. Plus de 630 000 ont été déjà dressées en matière d'usage de stupéfiants depuis septembre 2020. Le combat contre la drogue implique en effet d'entraver la demande des « consommateurs » et de leur infliger une réponse pénale rapide et systématique. Aucune bataille contre la délinquance ne sera durablement efficace sans une bataille contre l'impunité. De nouvelles campagnes d'information et de sensibilisation seront menées sur les risques de la drogue et les conséquences, en matière de trafic et de violence, d'une consommation prétendument récréative. Les enquêtes patrimoniales et la saisie des biens et des avoirs doivent être facilitées, car la lutte contre les trafics ne saurait produire de résultats durables sans

une très forte dimension financière de lutte contre le profit et contre le blanchiment. Les enquêteurs s'attaquent aux circuits financiers des trafiquants grâce à des enquêteurs financiers spécialisés. Ces enquêteurs sont une réelle « force de frappe » pour s'attaquer tant au trafic de proximité qu'aux grands réseaux criminels de haut niveau. Au-delà de la seule action des forces de l'ordre, la lutte contre les stupéfiants suppose une approche globale impliquant l'ensemble des acteurs concernés : familles, autorité judiciaire, élus locaux, bailleurs sociaux, acteurs associatifs, éducation nationale, par exemple dans le cadre des conseils locaux et intercommunaux sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD et CISPD) et plus généralement dans le cadre des PADRSQ. Le respect de l'autorité publique doit être une priorité et la banalisation de l'usage de drogues, l'indulgence ou la complaisance doivent désormais être fermement combattues. Ainsi, les actions des unités territoriales de la gendarmerie et services de la police, en synergie avec l'office anti-stupéfiants (OFAST), s'inscrivent dans une approche globale et prioritaire, visant à prévenir la consommation, démanteler les réseaux criminels et assécher les ressources financières des trafiquants.

Conséquences du stationnement illicite des gens du voyage

2002. – 24 octobre 2024. – **M. Claude Kern** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conséquences du stationnement illicite des gens du voyage. Au courant de l'été 2024 une communauté de 200 personnes environ s'est installée sur une parcelle à proximité d'un site très touristique. Ce groupe a laissé le terrain qu'il avait investi dans un état déplorable. La commune a ainsi constaté des quantités affolantes d'excréments et de détritus jetés dans la nature. Pour éviter à l'avenir ce type de désagréments, le maire de la commune demande la mise en place par l'État de toilettes de chantiers en nombre suffisant à proximité du campement. Il lui demande donc quelle suite le ministre entend donner à cette requête. Par ailleurs et concernant une approche plus globale, l'inefficacité avéré de l'arsenal juridique en l'état, notamment concernant les référés suspension permettant le maintien physique de ces groupes sur un site investi en toute illégalité, alors même que le territoire, en totale conformité avec la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement (loi Besson), dispose d'une aire de grand passage dédiée, prouve la nécessité de reconsidérer de manière tout à fait urgente la législation actuelle de manière à mettre un terme à ces installations illicites. Il lui demande ainsi s'il compte se saisir du dossier afin d'y apporter une réponse efficace.

Réponse. – Le régime applicable en matière d'accueil, d'habitat et de stationnement des gens du voyage est prévu par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée. Il établit un équilibre entre, d'une part, la liberté d'aller et venir, et, d'autre part, le souci des élus locaux d'éviter des installations illicites portant atteinte au droit de propriété et occasionnannt des troubles à l'ordre public. Pour ce faire, les schémas départementaux d'accueil des gens du voyage formalisent l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de créer, d'aménager et d'entretenir des aires d'accueil réservées aux gens du voyage. Au 31 décembre 2023, 80,1% des aires permanentes d'accueil, 62,2% des aires de grand passage et 21,3% des terrains familiaux locatifs prescrits par les schémas départementaux avaient été réalisés. Lorsque la commune ou l'EPCI se sont dotés d'aires et terrains conformes à ce schéma, le maire ou le président de cet EPCI peuvent interdire par arrêté le stationnement des gens du voyage en dehors des aires ou terrains aménagés et, en cas de violation de cette interdiction, demander au préfet de département de mettre en demeure les gens du voyage de quitter les lieux. Lorsque cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effets, l'évacuation forcée des résidences mobiles peut alors intervenir dans un délai de 24 heures sous réserve de l'absence de recours devant le juge administratif. Lorsqu'il est saisi, le juge administratif doit se prononcer dans les quarante-huit heures, ce qui garantit la célérité de la procédure d'évacuation. La mise en demeure reste par ailleurs applicable pendant un délai de sept jours et peut donc servir de fondement juridique à une nouvelle mesure d'évacuation forcée lorsque la résidence mobile se retrouve à nouveau en situation de stationnement illicite. Les stationnements illicites peuvent également être sanctionnés pénalement, l'article 322-4-1 du code pénal réprimant le délit d'installation illicite en réunion sur un terrain communal ou privé et la loi du 7 novembre 2018 ayant augmenté les sanctions correspondantes qui sont désormais d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. En outre, ces dispositions pénales peuvent servir de cadre à la répression des actes de destruction, dégradation ou détérioration des biens appartenant à autrui commis par les gens du voyage, leur réparation pouvant être recherchée par la constitution de partie civile du propriétaire du terrain dans le cadre de cette procédure. Une action civile en responsabilité du fait personnel peut également être introduite indépendamment de toute procédure pénale, en application de l'article 1240 du code civil, en vue de l'obtention d'une indemnité compensatrice de la dégradation. Le décret du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage prévoit que le droit d'usage acquitté par les personnes occupant ces aires comprend le droit

d'emplacement et la consommation de l'eau et de l'électricité ; il est variable selon les collectivités et les prestations offertes, mais s'établit généralement à 25 euros/semaine. Les personnes s'installant sur ces aires s'acquittent également à leur arrivée d'un dépôt de garantie d'un montant maximum équivalent à un mois de droit d'emplacement qui est restitué au moment du départ de l'aire. En cas de dégradation constatée lors de l'état des lieux de sortie, le gestionnaire conserve tout ou partie du dépôt de garantie selon la gravité des dégâts constatés. Outre le droit d'usage et le dépôt de garantie, les collectivités disposant d'une aire permanente d'accueil perçoivent une aide forfaitaire au titre de l'allocation logement temporaire (ALT2), qui représente un budget de 15 millions d'euros annuel pour l'Etat. Le cumul du droit d'usage et des aides perçues par les collectivités permet donc de couvrir en grande partie les frais de fonctionnement et d'entretien des aires d'accueil. S'agissant d'une compétence décentralisée, il n'appartient pas à l'Etat de financer la mise en place spécifique de sanitaires à proximité de sites touristiques ou d'aires d'accueil. Si la réglementation permet déjà de faire supporter le coût des dégradations par les auteurs de ces dernières, le Gouvernement est sensible aux difficultés pratiques d'application rencontrées sur le terrain. Ainsi, le ministre d'État, ministre de l'intérieur a décidé de la mise en place d'un groupe de travail associant le ministère de l'intérieur, les associations d'élus locaux et des parlementaires. Le ministre François-Noël Buffet mène ces travaux. Le groupe de travail se réunit actuellement pour permettre l'élaboration d'une nouvelle doctrine d'intervention pour les forces de l'ordre, devant permettre de mettre en oeuvre efficacement l'ensemble des outils déjà prévus par la loi. Ce groupe de travail analyse également la possibilité de proposer des dispositions législatives nouvelles afin que l'ordre public soit respecté, que des enquêtes patrimoniales puissent être déclenchées et que les dommages soient évités, ou dans le cas contraire réparés.

Difficultés dans la délivrance des pièces d'identité

2043. – 24 octobre 2024. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés que rencontrent les citoyens français pour obtenir la délivrance de leurs titres d'identité. À l'issue de la crise sanitaire, la forte augmentation des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports a provoqué une mise en tension de la chaîne de délivrance de ces documents et un allongement des délais. Dans ce contexte, un plan d'urgence et de mobilisation pour l'accueil des usagers a été mis en oeuvre par le Gouvernement. Ainsi, les mairies dotées du dispositif de recueil des titres sécurisés ont été invitées par les services préfectoraux à tout mettre en oeuvre pour réduire leurs délais de prise de rendez-vous en n'en fixant plus au-delà de 60 jours dans un premier temps afin d'arriver in fine, à un délai de maximum de 30 jours au premier trimestre 2023. Depuis plusieurs mois, les agents communaux font beaucoup d'efforts pour répondre aux nombreuses demandes. Malgré tout, les mairies assistent à un véritable engorgement de leurs calendriers. Aussi, à défaut de pouvoir obtenir un créneau aux alentours de leur domicile, les Français n'hésitent pas à parcourir de longues distances voire à changer de département en optant pour le premier rendez-vous qui se libère afin d'éviter l'annulation de leur projet. De tels déplacements ne sont pas permis à tous et n'en sont pas moins acceptables dès lors que d'autres demandeurs se trouvent à leur tour privés de rendez-vous proches de chez eux. Compte tenu de l'importance des titres d'identité, il s'avère indispensable de prendre des mesures qui soient de nature à améliorer leurs conditions et délais de délivrance. Il lui demande donc quelles sont les intentions du Gouvernement en la matière.

Réponse. – Les efforts mis en oeuvre collectivement depuis la crise COVID ont permis de faire baisser significativement le délai d'attente pour obtenir un rendez-vous en mairie, de sorte que l'obtention de son titre d'identité ou de voyage en moins de 2 mois est désormais la règle. Le délai d'attente de rendez-vous en mairie est ainsi passé sous le seuil de 10 jours au niveau national depuis le mois de juin 2023. Il est même inférieur à 7 jours de façon stable sur l'ensemble du territoire depuis le mois de septembre 2024. Les délais d'instruction en centre d'expertise et de ressources des titres et de délivrance sont également désormais maîtrisés : ils sont ainsi largement inférieurs aux cibles fixées à 15 jours pour le délai d'instruction et 21 jours pour le délai de délivrance. Cette amélioration des délais est le résultat du plan d'urgence mis en place par le Gouvernement en mars 2023 articulé autour de plusieurs axes : le déploiement rapide de 1 100 nouveaux dispositifs de recueil (DR) en 2023, l'augmentation de la dotation pour titres sécurisés à 100 millions d'euros ou encore le renforcement des services préfectoraux en charge de l'instruction des dossiers. Ce plan d'actions a permis de sortir de la situation de crise pour retrouver un service public en matière de délivrance de titres conforme aux attentes des usagers. Les services de l'Etat poursuivent l'amélioration du processus de délivrance des titres d'identité et demeurent attachés à garantir une offre de proximité rapide pour tous les usagers sur l'ensemble du territoire national.

Impact des loyers impayés par la gendarmerie sur les finances publiques des communes

2084. – 31 octobre 2024. – **M. Jean-Michel Arnaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** concernant l'impact des loyers impayés par la Gendarmerie sur les finances publiques des communes. Le rapport « Sécurités : Gendarmerie nationale » de la commission de la défense et des forces armées du Sénat en date du 23 novembre 2023 met en lumière un « défaut d'investissement [qui] s'est traduit par un recours croissant au locatif, avec des loyers qui pèsent de plus en plus lourd dans le budget (574 millions d'euros en 2023, 603,7 millions prévus en 2024) ». Pour l'année 2024, l'insuffisance des crédits alloués à la Gendarmerie nationale a engendré un non-paiement des loyers au bénéfice de certaines communes pour les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2024. Le ministère de l'intérieur met en avant le coût exceptionnel de certaines missions de grande ampleur : Jeux olympiques et Paralympiques de 2024, émeutes en Nouvelle-Calédonie, maintien de l'ordre à Mayotte… À cela s'ajoute les conséquences de l'inflation. Toutefois, le non-paiement des loyers fragilise les recettes budgétaires des communes notamment les plus rurales. Cela est d'autant plus dommageable que la trésorerie des communes des Hautes-Alpes est déjà fragilisée par le coût des conséquences des catastrophes naturelles survenues en 2023 et en 2024. Par exemple, pour la seule commune de l'Argentière-La-Bessée située dans les Hautes-Alpes, la somme des loyers est actuellement de plus de 110 000 euros. Cette problématique d'ordre budgétaire ne remet aucunement en cause la confiance que les élus de République ont pour les forces de sécurité intérieure et plus spécifiquement pour les gendarmes dans les territoires ruraux. Ces derniers assurent, aux côtés des policiers municipaux et des maires, la sécurité et tranquillité publiques. Monsieur le sénateur interroge alors Monsieur le ministre sur les solutions qu'il compte prendre afin d'honorer les loyers impayés pour l'année 2024 et les mesures qui seront mises en place pour éviter toute situation récurrente.

Réponse. – La gendarmerie est entrée en gestion 2024 dans un contexte budgétaire marqué par une baisse de ses crédits hors-titre 2 inscrits en LFI par rapport à 2023, avec en outre la perspective d'un engagement hors norme lié à la sécurisation des Jeux Olympiques et paralympiques (JOP). A cette mobilisation exceptionnelle à l'occasion des JOP, s'est ajoutée, de manière non prévisible donc non planifiée, une crise de très haute intensité en Nouvelle-Calédonie en mai dernier, avec un impact budgétaire fort. Dès lors, dans l'attente d'ouvertures de crédits supplémentaires attendus au titre de la loi de fin de gestion, la situation de la trésorerie du programme lui a imposé de ralentir l'exécution de certaines dépenses, tout en maintenant la priorité donnée au financement des activités opérationnelles pour maintenir l'engagement des unités de gendarmerie au profit de la sécurité des français. C'est pourquoi, à l'été 2024, le ministre de l'Intérieur a décidé de suspendre début septembre, et temporairement, le paiement des loyers dus par la gendarmerie sur les mois de septembre, octobre et novembre. Le report ont concerné les bailleurs institutionnels métropolitains, à l'exclusion des particuliers et des collectivités d'outre-mer, et s'est appliqué indifféremment à l'ensemble des emprises couvertes par les baux concernés, qu'il s'agisse de locaux de service et techniques ou de logements, la notion même de caserne incluant les deux types de locaux. Pour la commune d'Argentière-la-Bessée, y, il était identifié que les loyers des trois mois concernés représentaient un montant de 30 805 euros. Une procédure de demande d'exception au report de paiement des loyers a été mise en place pour permettre la remise en paiement immédiate des échéances dues aux bailleurs les plus exposés ou les plus fragiles qui en exprimeraient le besoin. Dans les autres cas, la gendarmerie a procédé au versement intégral des loyers et des intérêts moratoires correspondants dès l'ouverture des crédits suite à l'adoption de la loi de fin de gestion. La mise en oeuvre de cette mesure exceptionnelle a donc résulté de la conjonction exceptionnelle de facteurs défavorables qui se sont cumulés en cours de gestion et de l'impossibilité d'être abondé autrement que dans le cadre de la loi de fin de gestion.

Tenue budgétaire de la gendarmerie nationale

2163. – 31 octobre 2024. – **Mme Pauline Martin** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la tenue budgétaire de la gendarmerie nationale, et leurs conséquences sur les collectivités locales et les entreprises du bâtiment. La gestion budgétaire de la gendarmerie nationale place aujourd'hui plusieurs brigades, communes, et entreprises du bâtiment dans une situation financière préoccupante. En raison d'un budget mal dimensionné ainsi que l'augmentation marquée des coûts des matières premières, de nombreuses brigades rencontrent des difficultés pour payer leur loyer, et des projets de gendarmeries sont mis à mal. En effet, dans ces circonstances, il semble que la gendarmerie nationale ne pourra pas régler ses loyers de fin d'année 2024 faute de crédits suffisants. Ce défaut de paiement, pourtant budgétisé dans la loi de finances 2024, met en péril l'équilibre financier des collectivités qui les accueillent, et des entreprises engagées avec eux dans des projets de construction. Ainsi, il semblerait que malgré des annonces répétées d'investissements pour répondre aux besoins de forces de gendarmerie sur le territoire, ces problèmes de financement persistent. Face à cette situation, elle demande au Ministre de confirmer ces

engagements en prenant les mesures nécessaires afin de régulariser ces impayés et garantir un financement pérenne des loyers dus par la gendarmerie nationale. Elle demande également de renforcer la fiabilité des budgets des forces de l'ordre, afin qu'elles puissent exercer leur activité dans de bonnes dispositions, essentielles à la sécurité publique.

Réponse. – La gendarmerie est entrée en gestion 2024 dans un contexte budgétaire marqué par une baisse de ses crédits hors-titre 2 inscrits en LFI par rapport à 2023, avec en outre la perspective d'un engagement hors normes lié à la sécurisation des Jeux Olympiques et paralympiques (JOP). A cette mobilisation exceptionnelle à l'occasion des JOP, s'est ajoutée, de manière non-prévisible donc non planifiée, une crise de très haute intensité en Nouvelle-Calédonie en mai dernier, avec un impact budgétaire fort. Dès lors, dans l'attente d'ouvertures de crédits supplémentaires attendus au titre de la loi de fin de gestion, la situation de la trésorerie du programme lui a imposé de ralentir l'exécution de certaines dépenses, tout en maintenant la priorité donnée au financement des activités opérationnelles pour maintenir l'engagement des unités de gendarmerie au profit de la sécurité des français. Outre des renoncements sur la quasi-totalité des investissements, il a été décidé en septembre par le ministre de l'Intérieur de suspendre temporairement le paiement des loyers dus par la gendarmerie sur les mois de septembre, octobre et novembre. Le report concerne les bailleurs institutionnels métropolitains, à l'exclusion des particuliers et des collectivités d'outre-mer, et s'applique indifféremment à l'ensemble des emprises couvertes par les baux concernés, qu'il s'agisse de locaux de service et techniques ou de logements, la notion même de caserne incluant les deux types de locaux. Une procédure de demande d'exception au report de paiement des loyers a été mise en place pour permettre la remise en paiement immédiate des échéances dues aux bailleurs les plus exposés ou les plus fragiles qui en exprimeraient le besoin. Dans les autres cas, la gendarmerie a procédé au versement intégral des loyers et des intérêts moratoires correspondants dès que les crédits nouveaux ont été mis à disposition du programme 152 dans le cadre de la loi de fin de gestion pour 2024. La mise en oeuvre de cette mesure exceptionnelle résulte de la conjonction exceptionnelle de facteurs défavorables qui se sont cumulés en cours de gestion et de l'impossibilité d'être abondé autrement que dans le cadre de la loi de fin de gestion. La loi de finances pour 2025 a prévu des crédits supplémentaires pour fonctionnement et les investissements immobiliers. Ces crédits permettent de consolider la viabilité du modèle immobilier de la gendarmerie nationale, inhérent à son organisation militaire et son maillage territorial, notamment au travers de la reprise progressive des investissements.

Dysfonctionnements du téléservice de l'administration numérique des étrangers en France

2226. – 7 novembre 2024. – **Mme Mathilde Ollivier** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur des dysfonctionnements du téléservice de l'administration numérique des étrangers en France (ANEF). Le décret du 24 mars 2021 n° 2021-313 a mis en place le téléservice « ANEF » permettant le dépôt dématérialisé de certains titres de séjour. Saisi par des associations d'un recours en excès de pouvoir, le Conseil d'État a considéré que le déploiement obligatoire de l'ANEF pour l'accomplissement de certaines démarches administratives est bien légal, à condition de garantir l'accès effectif des droits par les usagers du service public par la mise en place d'un accueil et d'un accompagnement non dématérialisés des usagers (3 juin 2022, n° 452798). En ce sens, l'arrêté du 1er août 2023 pris pour l'application de l'article R. 431-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) a fixé les modalités d'accueil et d'accompagnement, créant des centres de contact citoyens et des points d'accès numériques et prévoyant la possibilité d'obtenir un rendez-vous en préfecture lorsque les solutions numériques ne fonctionnent pas. Cependant, les associations membres de la fédération des acteurs de la solidarité (FAS) recensent de nombreux dysfonctionnements dans leur enquête publiée en octobre 2024 « Personnes étrangères : accès aux droits entravé, insertion empêchée ». Madame la sénatrice Mathilde Ollivier souhaite spécifiquement porter l'attention de Monsieur le ministre de l'intérieur sur les difficultés tenant au renouvellement de l'attestation de prolongation d'instruction (API). En effet, l'automaticité du renouvellement de l'API semble aléatoire. Les demandeurs peuvent, sans préavis, se trouver en situation irrégulière à cause du retard dans le renouvellement de cette attestation, perdant par là même leurs droits à la caisse d'allocations familiales (CAF) ou à France travail. De plus, l'enquête réalisée par la fédération des acteurs de la solidarité (FAS) relève que les deux dispositifs mis en place pour accompagner les usagers en difficulté face à l'ANEF sont peu efficients. De fait, 82 % des répondants à l'enquête qui ont eu recours au centre de contact citoyen estiment que celui-ci ne les a pas aidé. Par ailleurs, 47 % d'entre eux ne savent pas qu'il existe un point d'accès numérique dans leur préfecture et, en tout état de cause, dans certaines préfectures les rendez-vous dans ces points d'accès sont systématiquement indisponibles. L'accessibilité de ce service public d'accueil et d'accompagnement non dématérialisés semble plus qu'imparfaite. Face à cette situation, Madame la sénatrice Mathilde Ollivier demande au ministre de l'intérieur quelles mesures vont être mises en place pour résoudre ces dysfonctionnements.

Réponse. – Face aux défis que pose la transformation numérique, le ministère a déployé un plan d'action pour lutter contre les ruptures de droits. Ce plan s'articule autour de trois leviers complémentaires : un volet réglementaire, un volet informatique et un volet de pilotage du réseau, chacun visant à réduire les difficultés identifiées dans le cadre de l'ANEF. Le volet réglementaire prévoit la publication prochaine d'un décret dit « procédure » dont l'objectif est d'harmoniser les dispositions juridiques avec les spécificités du téléservice de l'ANEF, permettant ainsi une meilleure adéquation entre le droit et les réalités du numérique, en créant un cadre plus souple et plus juste qui accompagne les usagers dans la continuité de leurs droits sans que ceux-ci soient tributaires des aléas techniques. Dans le cadre du volet informatique, des ajustements techniques ont été réalisés pour renforcer les capacités de l'ANEF et ainsi réduire les risques d'interruption de droits, notamment par la mise en place de dispositifs permettant aux agents de préfectures d'identifier les dossiers pour lesquels les titres arrivent prochainement à expiration. Cette capacité de priorisation vise à faciliter le traitement des demandes urgentes et renforce la continuité des droits pour les usagers. La seconde attestation de prolongation d'instruction bénéficie depuis fin juin 2024 d'une validité étendue à six mois (contre trois mois précédemment) qui offre aux usagers une couverture plus durable, limitant ainsi le risque de rupture de droits. Enfin un système de notifications « push » est en service depuis fin avril 2024 pour rappeler aux usagers, en amont de l'échéance, les démarches à entreprendre pour le renouvellement de leurs titres, permettant ainsi un accompagnement plus proactif de l'administration. Dans le volet de pilotage du réseau, le ministère renforce la coopération entre les différentes parties prenantes par une communication plus fluide entre la direction générale des étrangers en France (DGEF) et les préfectures. Ce dispositif facilite la détection et la résolution des anomalies techniques de manière coordonnée, permettant donc une réponse plus rapide et plus adaptée aux difficultés rencontrées ainsi que la mise en oeuvre de solutions de contournement si nécessaire. Conscients des défis posés par la dématérialisation pour certaines populations, la mise en place de l'administration numérique des étrangers en France (ANEF) a été assortie de solutions permettant de compléter l'approche entièrement numérique. Soutenu par le programme 354 « Administration générale et territoriale de l'État », le réseau de Points d'Accueil Numériques (PAN) a été mis en place dans les préfectures pour renforcer l'accessibilité des services auprès des publics rencontrant des difficultés avec le numérique. Ces points d'accès sont disponibles dans toutes les préfectures et dans certaines sous-préfectures, notamment celles assurant la mission « étrangers ». Les PAN offrent un espace équipé de matériel informatique ainsi qu'un accompagnement personnalisé, grâce à la présence de médiateurs numériques formés pour guider les usagers dans leurs démarches. Pour les territoires où les volumes de demandes sont particulièrement élevés, 44 préfectures et 8 sous-préfectures ont mis en place des PAN dédiés spécifiquement aux démarches de l'ANEF. Dans les autres départements, cet accompagnement est proposé au sein des PAN existants, déjà dédiés aux démarches telles que les permis de conduire et les cartes grises. En complément de cet accompagnement de proximité, le centre de contact citoyen (CCC) de l'agence nationale des titres sécurisés (ANTS) propose un soutien téléphonique et par messagerie électronique pour les usagers ayant des questions ou rencontrant des difficultés dans leurs démarches en ligne. Ce centre mobilise environ 150 agents formés pour répondre aux besoins des usagers, offrant une assistance téléphonique ainsi que la possibilité de poser des questions par l'intermédiaire d'un formulaire en ligne. Ce service, centralisé mais accessible, garantit aux usagers un accompagnement adapté et réactif, réduisant ainsi les risques de blocage. Enfin, afin de se conformer à la décision du Conseil d'État de juin 2022, un arrêté a été signé le 1er août 2023, accompagné d'une instruction adressée aux préfets. Cet arrêté précise les modalités de traitement des situations bloquantes rencontrées par les usagers de l'ANEF. Lorsqu'une difficulté technique ne peut être résolue dans un délai raisonnable, une convocation en préfecture est organisée, permettant ainsi à l'usager de déposer son dossier sous forme papier. Ce dispositif assure la continuité de l'accès aux services pour tous les usagers, même en cas d'obstacles techniques, tout en veillant à ce que le passage au numérique ne devienne pas une entrave au droit de chacun d'accéder aux services publics. Par ces plans d'actions, le ministère réaffirme son engagement à garantir un accès équitable aux droits pour tous les usagers de l'ANEF.

Présence des nageurs-sauveteurs CRS sur les plages des façades maritimes

2249. – 7 novembre 2024. – **M. Jean-François Rapin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** concernant la présence des nageurs-sauveteurs CRS sur les plages des façades maritimes. En raison de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024, le contingent des nageurs sauveteurs CRS a été affecté sur différents sites du territoire national. Afin de palier à cette réduction d'effectifs en période estivale, les communes du littoral ont dû recruter des jeunes sauveteurs civils. Malgré toute la bonne volonté qui peut leur être associée, ces derniers n'ont pas la compétence de lutter contre les diverses menaces ni l'expertise du milieu aquatique et du secourisme en milieu naturel. Par ailleurs, il est délicat d'exiger de leur part une véritable gestion

administrative du poste de secours comme les nageurs sauveteurs CRS l'assurent tout en conseillant les élus. Ainsi, pour préserver la sécurité de nos plages, Jean-François Rapin souhaite obtenir la confirmation du Gouvernement afin que les effectifs des nageurs sauveteurs CRS soient réaffectés dès l'été 2025.

Réponse. – Le ministère de l'intérieur est pleinement mobilisé pour assurer la sécurité des lieux de vacances qui connaissent une forte affluence saisonnière. Chaque année, l'État met en oeuvre un dispositif global (ordre public, sécurité routière, sécurité civile…) pour assurer la sécurité des Français et de tous ceux qui viennent visiter la France durant l'été. Des mesures spécifiques sont mises en place pour sécuriser les réseaux de transport ou accompagner, en lien avec les organisateurs et les collectivités territoriales, les grands événements festifs, sportifs ou culturels. Dans les massifs, les agents de montagne des CRS concourent, aux côtés de la gendarmerie, à la sécurité des vacanciers qui fréquentent la haute-montagne. Sur les routes, des opérations de sécurité sont organisées par la police nationale et la gendarmerie nationale. En outre, « l'opération tranquillité-vacances » permet dès le début de l'été aux particuliers de signaler à la gendarmerie ou au commissariat les périodes d'absence afin de mieux orienter les patrouilles et prévenir les risques de cambriolage. Des « renforts saisonniers » de gendarmes et de policiers sont déployés dans les secteurs les plus touristiques pour renforcer les effectifs locaux et répondre aux besoins accrus de sécurité. À l'été 2023, ce sont ainsi près de 4 000 policiers et gendarmes qui ont été mobilisés en renfort des effectifs locaux. Des compagnies républicaines de sécurité (CRS) sont, par exemple, déployées chaque été dans les principales zones touristiques du littoral atlantique et du littoral méditerranéen, soit 11 unités de CRS en mission de sécurisation en 2023, dont environ 90 policiers qui ont armé 18 « postes de police et de sécurité des plages » avec pour mission de sécuriser la plage et la bande littorale par des patrouilles préventives et dissuasives. L'État assume donc pleinement ses missions régaliennes de sécurité des biens et des personnes. Comme dans d'autres domaines, le continuum de sécurité joue un rôle important pour assurer la sécurité des sites touristiques, notamment en bord de mer. En effet, le code général des collectivités territoriales dispose que les missions de police des baignades et des activités nautiques sont exercées par le maire. Cette surveillance est ainsi largement assurée par des personnels civils. Dans les communes riveraines de la mer, le même code prévoit que la compétence de la police municipale - dont est chargé le maire - s'exerce sur le rivage de la mer jusqu'à la limite des eaux. Depuis quelques années, les communes emploient d'ailleurs de plus en plus fréquemment des nageurs-sauveteurs civils. Pour autant, des nageurs-sauveteurs des CRS participent, depuis la fin des années 1950, à ce dispositif. Le nombre de policiers des CRS affectés à la surveillance de la baignade a certes progressivement été diminué à partir de 2008. Avec 280 nageurs-sauveteurs des CRS mobilisés sur les plages de 55 communes au cours de l'été 2023, le volume est toutefois resté stable ces dernières années, même si la période de surveillance des plages par les nageurs-sauveteurs CRS a été écourtée à l'été 2023, en raison de l'épisode de violences urbaines ultra violentes auquel la France a été confrontée. L'État continuera à mobiliser des nageurs-sauveteurs des CRS pour concourir, aux côtés des communes, à la mission de secours en mer et de surveillance des plages et baignades. Si la saison estivale 2024 a été dérogatoire en raison des enjeux de sécurité des jeux Olympiques et Paralympiques, qui impliquaient une mobilisation maximale des forces de l'ordre, le principe de ces différentes formes de renforts n'est nullement remis en cause. Le ministre d'État, ministre de l'intérieur, a ainsi décidé que les dispositifs habituels, notamment les renforts de nageurs-sauveteurs de CRS, seront de nouveau déployés pour la saison estivale 2025.

Délai d'attente et d'obtention des titres d'identités

2263. – 7 novembre 2024. – **M. François Bonneau** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'incapacité persistante à garantir des délais raisonnables pour l'établissement des documents d'identité des citoyens français, malgré les engagements annoncés en avril 2023. Il est préoccupant de constater que, bien que la Première ministre ait annoncé une réduction de moitié des délais d'obtention des passeports et des cartes d'identité d'ici à l'été 2023, la réalité sur le terrain révèle une situation alarmante. Dans le département de la Charente, au 6 juin 2024, les premiers rendez-vous disponibles proposés par la ville d'Angoulême pour l'établissement de ces documents sont programmés au début du mois d'août 2024, entraînant ainsi près de deux mois d'attente. Cette situation a une conséquence directe sur la liberté de mouvement des citoyens français, qui est mise en péril par l'impossibilité de renouveler leurs documents dans des délais raisonnables. Étant donné la validité limitée des documents d'identité, leur renouvellement régulier est nécessaire pour effectuer des activités de la vie quotidienne telles que voyager, accéder à des services publics ou privés, ou effectuer des démarches administratives. Il est essentiel de garantir des délais d'attente raisonnables et équitables pour l'établissement des documents d'identité des citoyens français, indépendamment de leur lieu de résidence. Dans ce contexte, il souhaiterait obtenir des

informations précises sur les mesures concrètes que le Gouvernement a déjà mises en oeuvre pour remédier à cette situation préoccupante, ainsi que sur d'éventuelles mesures spécifiques destinées à soutenir les mairies et faire face à la demande toujours élevée.

Réponse. – Les efforts mis en oeuvre collectivement depuis la crise COVID ont permis de faire baisser significativement le délai d'attente pour obtenir un rendez-vous en mairie, de sorte que l'obtention de son titre d'identité ou de voyage en moins de 2 mois est désormais la règle. Le délai d'attente de rendez-vous en mairie est ainsi passé sous le seuil de 10 jours au niveau national depuis le mois de juin 2023. Il est même inférieur à 7 jours de façon stable sur l'ensemble du territoire depuis septembre 2024. Les délais d'instruction en CERT et de délivrance sont également désormais maîtrisés : ils sont ainsi largement inférieurs aux cibles fixées à 15 jours pour le délai d'instruction et 21 jours pour le délai de délivrance. Cette amélioration des délais est le résultat du plan d'urgence mis en place par le Gouvernement en mars 2023 articulé autour de plusieurs axes : déploiement rapide de 1 100 nouveaux dispositifs de recueil (DR) en 2023, augmentation de la dotation pour titres sécurisés à 100 millions d'euros ou encore renforcement des services préfectoraux en charge de l'instruction des dossiers. Ce plan d'actions a permis de sortir de la situation de crise pour retrouver un service public en matière de délivrance de titres conforme aux attentes des usagers. Les services de l'Etat travaillent sur l'évolution du traitement TES afin d'améliorer encore la performance de la délivrance des titres d'identité et demeurent attachés à garantir une offre de proximité pour tous les usagers sur l'ensemble du territoire national et maintiennent leur vigilance sur la performance globale de la délivrance des titres d'identité.

Hausse continue des trafics de fausses plaques d'immatriculation

2403. – 21 novembre 2024. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la hausse continue des trafics de fausses plaques d'immatriculation. Bien que cette cette arnaque soit répréhensible et punie par la loi, l'article L 317-4-1 du code de la route indiquant : « Le fait de mettre en circulation ou de faire circuler un véhicule à moteur ou une remorque muni d'une plaque portant un numéro d'immatriculation attribué à un autre véhicule […] est puni de sept ans d'emprisonnement et de 30.000 euros d'amende », depuis une dizaine d'années, une hausse de 60 % de ce phénomène est constatée. Le ministère de l'intérieur a ainsi recensé 22 008 cas en 2022. Afin d'éviter les désagréments administratifs et pécuniaires liés à ce trafic, certains préconisent que la présentation d'un justificatif devienne obligatoire pour la fabrication d'une plaque d'immatriculation. Il souhaiterait donc connaitre ses intentions sur ce sujet.

Réponse. – L'usurpation de plaques d'immatriculation ou l'usage de fausses plaques sont des infractions bien identifiées et fortement combatues par le ministère de l'intérieur : 23 072 plaintes ont ainsi été enregistrées en 2023 par les services de police et les unités de gendarmerie. Ces comportements délictueux étaient sources de grandes difficultés pour les victimes. Pour y remédier, les démarches de contestation ont été facilitées afin que les victimes d'usurpation n'aient pas à payer d'amende, ni même de consignation, et ne risquent pas de perte de points sur leur permis de conduire. Dans les cas les plus graves, la victime peut demander qu'une nouvelle immatriculation soit attribuée à son véhicule via le site de France Titres (anciennement Agence Nationale des Titres Sécurisés - ANTS). Cette ré-immatriculation est gratuite, la personne devra néanmoins s'acquitter de la somme de 2,76euros correspondant aux frais d'acheminement du nouveau certificat d'immatriculation. Par ailleurs, depuis 2021, l'outil innovant « IA flash » a été déployé sur les chaînes de traitement de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI). Il permet, par le recours à une intelligence artificielle, d'effectuer une comparaison marque/modèle entre la photographie d'infraction et les informations contenues dans le système d'immatriculation des véhicules afin de faciliter le traitement par les agents de constatation du centre automatisé de constatation des infractions routières (CACIR). Ainsi, pour les dossiers identifiés comme des usurpations d'immatriculation, l'avis de contravention n'est pas envoyé au propriétaire et le dossier est transmis aux services enquêteurs. Des travaux interministériels de lutte contre la fraude à l'immatriculation des véhicules sont en cours. Ils sont conduits en concertation avec les représentants des professionnels concernés et visent à sécuriser davantage la délivrance de plaques d'immatriculation pour en garantir une meilleure traçabilité.

Possibilité pour les Français de l'étranger de porter plainte en visioconférence

2488. – 5 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la possibilité pour les Français de l'étranger de porter plainte en visioconférence. La loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur prévoit la possibilité de porter plainte en ligne auprès d'un agent via un système de visioconférence pour les atteintes aux personnes ou aux biens.

Un amendement adopté en deuxième lecture à l'Assemblée nationale permet aux Français résidant hors de France de bénéficier à terme de cet outil. Le plaignant doit se rendre sur le service Visioplainte du ministère de l'intérieur et s'identifier à l'aide de FranceConnect. Il choisit un rendez-vous et reçoit un lien de connexion par mail et par système de message succinct (SMS). A l'heure indiquée, il rejoint la visioconférence avec un policier ou un gendarme, en fonction de son lieu d'habitation. Elle souhaiterait connaître le calendrier de déploiement du dispositif pour les Français à l'étranger et s'assurer de la bonne prise en compte des contraintes techniques liées à leur situation : numéro de téléphone étranger, disponibilité de l'application dans tous les « stores » des pays étrangers, créneaux de rendez-vous adaptés au décalage horaire soulignant également que l'identification par FranceConnect n'est pas encore accessible dans tous les pays du monde.

Réponse. – La visioplainte prévue par l'article 15-3-1-1 du code de procédure pénale permet aux citoyens de déposer plainte par un moyen de télécommunication audiovisuelle pour un large périmètre infractionnel d'atteintes aux personnes et aux biens. Le déploiement du téléservice est prévu au premier trimestre 2025. Au déploiement initial du téléservice, deux plateformes nationales implantées dans l'Hexagone permettront de déposer plainte en visioconférence. L'amplitude horaire large prévue pour le fonctionnement de ces plateformes devrait permettre aux résidents d'outre-mer de pouvoir y accéder. Dans sa version initiale, l'accès à visioplainte sera uniquement possible aux personnes disposant d'un compte FranceConnect, garantissant ainsi leur identité. Le choix du fournisseur d'identité lié à FranceConnect sera dans la première version du téléservice suffisamment large, de façon à permettre également aux résidents d'outre-mer de s'authentifier (Ameli, France identité, YRIS, identité numérique de La Poste). Les Français résidant à l'étranger pourront accéder à la visioplainte, dans les mêmes conditions que les Français résidant outre-mer, pour des faits dont ils ont été victimes en France uniquement. Les faits commis à l'étranger devront être signalés aux autorités compétentes. En outre, la visioplainte sera accessible sur ordinateur et smartphone disposant d'un accès à internet par le simple biais d'un navigateur Web. La visioplainte ne nécessitera pas l'installation d'une application.

Difficultés liées à l'identification du numéro de passeport

2553. – 5 décembre 2024. – **M. Jean-Luc Ruelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés liées à l'identification du numéro de passeport que rencontrent de nombreux Français établis à l'étranger. Le passeport est le seul document d'identité reconnu par les autorités locales, en dehors de l'Union européenne. Le numéro de passeport est, dans de nombreux pays, utilisé par les autorités locales pour de multiples démarches liées au séjour d'un étranger sur leur sol. Or ce numéro change lors de chaque renouvellement de passeport, contrairement à la pratique de nombreux pays utilisant un numéro d'identification unique se retrouvant sur l'ensemble des documents d'identité, et ce tout au long de la vie. Cette particularité peut engendrer des difficultés pour la reconnaissance du détenteur dudit passeport dans les fichiers de l'administration locale, notamment dans le cadre des visas de long séjour conditionnant la régularité de ce dernier. Il lui demande si la question d'un numéro d'identité unique est à l'étude, sur le même principe que le numéro de sécurité sociale unique. Il souhaite savoir si des mesures sont envisagées pour rendre plus aisée l'identification des Français de l'étranger, afin de faciliter leurs démarches administratives auprès des autorités locales.

Réponse. – Le numéro du passeport expire à l'échéance de sa durée de validité afin d'assurer une traçabilité de ce document en permettant de l'invalider en cas de perte ou de vol ou de révocation dans le système d'information « titres électroniques sécurisés » (TES) ou dans les fichiers Interpol et Schengen sans risque de confusion avec un autre titre d'identité. Un passeport dont le seul numéro ne serait pas propre au titre lui-même ne serait en outre pas conforme aux spécifications des documents de voyage édictées par l'Organisation de l'aviation civile internationale, instance compétente pour les passeports, et en vertu desquelles le numéro du passeport est obligatoire et est défini comme permettant de l'identifier de manière univoque par rapport à tous les autres documents de voyages émis (document 9303, § 4.1.1.1). Par ailleurs, la création d'un identifiant unique pour tous les Français, dont pourrait résulter une centralisation des données, risquerait de susciter une forte opposition, notamment de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (notamment avis n° 215-254 du 16 juillet 2015, sur la mise en place du portail d'identification en ligne *France Connect*, et la création d'un identifiant unique valable pour l'ensemble des administrations). Le Gouvernement est en tout état de cause particulièrement mobilisé pour faciliter les démarches en matière d'identité des Français, notamment ceux établis à l'étranger. Ces derniers bénéficient déjà depuis 2017 dans un certain nombre de pays, de la possibilité de recevoir leur passeport à domicile. Cette option est actuellement activée dans 26 pays. Comme l'ensemble des Français, ils disposent depuis 2023 de la possibilité de formuler en ligne une pré-demande de titre afin de gagner du temps lors

de leur passage au consulat et d'accéder à une procédure simplifiée et accélérée de renouvellement de leurs titres lorsque leurs empreintes sont déjà présentes dans TES. En outre, depuis le 1er mars 2024, la dématérialisation intégrale de la procédure de demande de renouvellement d'un passeport pour les Français de l'étranger est expérimentée au Canada et au Portugal. Cette procédure permet sous certaines conditions un renouvellement à distance, sans rendez-vous physique des usagers auprès des services consulaires. Enfin, le déploiement d'une identité numérique régalienne, à laquelle France titres et le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères participent activement, permettra à tout citoyen de disposer d'un portefeuille d'identité numérique lui offrant la possibilité de se connecter de manière sécurisée aux sites des administrations de tous les Etats de l'Union européenne et de partager les documents numériques nécessaires pour effectuer les démarches en ligne dans ces Etats.

« Mal-inscription » et non-inscription sur les listes électorales

2554. – 5 décembre 2024. – **M. Jean-Luc Ruelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la « mal-inscription » et la non-inscription sur les listes électorales. La mal-inscription désigne la situation dans laquelle les personnes ne sont pas inscrites sur les listes électorales de leur lieu de résidence, sans que cela soit volontaire. Au total, près de 13 millions de Français, entre les inscrits et les mal-inscrits, ne seraient pas en condition administrative de voter. Des chercheurs, s'appuyant sur les données de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), ont démontré que cette situation constituerait le facteur le plus décisif de l'abstention. Aussi, ce chiffre important s'explique par une procédure administrative préalable à l'exercice du droit de vote, que la France est une des dernières démocraties occidentales à imposer. En effet, seuls les Français qui deviennent majeurs sont inscrits d'office sur la liste électorale. Passés cette première inscription automatique, ils relèvent du droit commun et doivent alors, comme le reste de la population, changer leur inscription à chaque déménagement pour continuer de voter dans leur commune ou pays de résidence. Nombre d'entre eux omettent de le faire, par méconnaissance ou négligence. Il lui demande si des mesures sont prévues pour endiguer ce phénomène comme des campagnes d'inscription ou bien encore la réduction de la date limite d'inscription avant le scrutin. Par exemple, en passant de six semaines à un mois avant le scrutin. À moyen terme, il souhaiterait savoir si une généralisation de l'inscription automatique, notamment en croisant plusieurs fichiers, est envisagée, le développement de l'identité numérique permettant sans aucun doute d'automatiser un certain nombre de procédures liées à l'exercice du droit de vote.

Réponse. – Selon l'étude publiée par l'Inseele 6 mars 2024, en 2022, 99% des Français de moins de 30 ans et plus de 94% des Français en âge de voter étaient inscrits sur une liste électorale, contre respectivement 88% et 85% en 2018. Cette progression témoigne de l'efficacité des actions mises en oeuvre par le Gouvernement pour accroître le taux d'inscription sur les listes électorales. En particulier, la mise en place du répertoire électoral unique (REU) créé par la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 a permis de fiabiliser les listes électorales, avec par exemple la radiation automatique des personnes décédées et des personnes privées de leur droit de vote par le juge, la garantie d'une inscription unique de chaque électeur (et donc la suppression des doubles inscriptions) et la fiabilisation de l'identité des électeurs en reprenant celle du répertoire national d'identification des personnes physiques. En outre, grâce à la procédure d'inscription d'office des jeunes majeurs, la quasi intégralité des jeunes sont inscrits sur une liste électorale dès le lendemain de leurs 18 ans. Enfin, des démarches en ligne comme « Interroger sa situation électorale » (ISE) et « Demande d'inscription sur les listes électorales » (DILE) permettent à chaque électeur de s'inscrire sur les listes électorales en quelques minutes. Toujours selon cette étude de l'INSEE, la non-inscription concernait, en 2022, 5,8% des Français en âge de voter, soit 2,9 millions de personnes. S'agissant des personnes qui ne sont pas inscrites sur les listes électorales de leur lieu de résidence, l'étude de l'INSEE relève que 16,5% des Français inscrits sur les listes électorales pour l'élection présidentielle de 2022, soit 7,7 millions de personnes, étaient inscrits dans une autre commune que leur commune de résidence. Pour autant, ces situations ne correspondent pas toutes à des situations de mal-inscription dans la mesure où le code électoral prévoit des dérogations à l'inscription sur les listes électorales de son lieu de résidence. Il est donc nécessaire de distinguer plusieurs situations : - 2,2 millions sont des jeunes de moins de 26 ans : ces derniers ont le droit de s'inscrire dans la commune de leurs parents et ne sont donc pas nécessairement mal inscrits ; - 1,7 millions ont déménagé récemment : ils sont susceptibles d'être mal inscrits en cas d'absence de mise à jour de leur situation électorale ; - 3,5 millions ne présentent pas de caractéristiques particulières : il peut s'agir d'électeurs votant dans leur résidence secondaire, comme le droit les y autorise, ou d'électeurs réellement mal inscrits. Le nombre précis de mal-inscrits demeure donc complexe à appréhender. L'agrégation du nombre de personnes mal-inscrites et du nombre de personnes en âge de voter absentes des listes électorales n'atteint en tout état de cause pas 13 millions. Pour

continuer à lutter contre la mal-inscription, le ministère de l'intérieur conduit des actions d'administration proactive qui visent à améliorer le recours des Français aux démarches d'inscription sur les listes électorales. Plusieurs mesures et actions de communication ont précédé les élections européennes du 9 juin 2024 : diffusion par voie postale d'un courrier invitant les personnes ayant récemment procédé à un déménagement à actualiser leur inscription sur les listes électorales ; formation des conseillers France Service à la détection proactive de non inscription et de mal-inscription sur les listes électorales ; campagne de publicité en ligne pour inciter les personnes faisant des recherches en lien avec la thématique « déménagement » à s'inscrire sur les listes électorales ; communication sur les réseaux sociaux via les comptes du ministère, pour rappeler les informations-clefs en matière d'inscription sur les listes électorales ; communication sur le site « service-public.fr ». En outre, le Gouvernement a déjà réduit significativement le délai entre la date limite d'inscription sur les listes électorales et le jour du scrutin. Jusqu'en 2019, les listes électorales étaient arrêtées au 31 décembre de l'année précédant le scrutin puis les commissions de contrôle des listes électorales se réunissaient en début d'année pour statuer sur les demandes d'inscription et de radiation. La mise en place du répertoire électoral unique a permis de réduire ce délai à six semaines avant le scrutin. Ces six semaines sont incompressibles pour assurer la tenue des commissions de contrôle des listes électorales entre le 24e et le 21e jour avant le scrutin ainsi que la distribution de la propagande électorale à l'ensemble des électeurs. S'agissant de l'inscription automatique, les démarches en ligne développées par le ministère visent à rendre l'inscription sur les listes électorales la plus simple et la plus rapide possible pour l'électeur. Des messages d'incitation à la mise à jour de son inscription électorale sont diffusés dans les courriels envoyés dans le cas d'un changement d'adresse (demande de réexpédition postale, changement d'adresse sur le site d'administrations comme les impôts, *etc.*). Compte tenu des différents motifs (résident, propriétaire, associé majoritaire d'une société, *etc.*) qui permettent de s'inscrire sur les listes électorales, le principe de liberté de choisir son lieu d'inscription et de faire soi-même la démarche de changement ne saurait être remis en cause. L'inscription automatique pourrait contraindre cette liberté. En outre, l'inscription automatique des électeurs reviendrait à remettre en cause le rôle du maire, qui est le garant de la sincérité de la liste électorale. Le maire se prononce sur chaque demande d'inscription après instruction du dossier. Sa décision est susceptible d'un recours administratif préalable obligatoire puis d'un recours devant le tribunal judiciaire. Enfin, une inscription automatique sur les listes électorales nécessiterait la constitution d'une base nationale de population intégrant les données personnelles, dont les adresses, de chacun des électeurs. Un tel registre serait difficilement compatible avec les principes de la protection de la vie privée et des données personnelles des citoyens français. Dès lors, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts pour informer chaque électeur et simplifier les démarches d'inscription sur les listes électorales tout en préservant l'initiative de l'électeur pour s'inscrire et les prérogatives du maire.

Publication de l'arrêté d'exonération de la TICPE applicable au gazole et à l'essence pour les véhicules des SDIS

2644. – 19 décembre 2024. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** concernant la publication de l'arrêté garantissant la mise en application de l'exonération totale de l'ancienne taxe intérieure de consommation (TICPE) applicable au gazole et à l'essence, utilisés par l'ensemble des véhicules d'incendie et de secours. Alors que les services d'incendie et de secours (SDIS) sont confrontés à d'importants enjeux de financement, cette exonération totale représente un souffle d'air considérable. Néanmoins, si les modalités de remboursement de l'année N+1 ont bien été précisées par le décret n° 2024-241 du 19 mars 2024, celui permettant son application concrète demeure en attente. Elle lui demande donc à quel moment le décret d'application permettant cette exonération totale sera publié.

Réponse. – Le décret n° 2024-241 du 19 mars 2024 prévoyait la diffusion d'une instruction à l'intention conjointe des directions départementales des finances publiques et des services d'incendie et de secours (SIS), cosignée par les ministres compétents et détaillant les modalités pratiques à mobiliser pour un remboursement *a posteriori* des dépenses de TICPE engagées par les SIS au titre de la propulsion de leur véhicule. Ce texte, daté du 4 décembre 2024, a été publié au bulletin officiel du ministère de l'intérieur le 13 décembre 2024. Des procédures de remboursement ont d'ores et déjà été mises en oeuvre. L'Etat réattribue ainsi annuellement 30 millions d'euros aux SIS.

Certificat médical pour les permis de conduire

2708. – 9 janvier 2025. – **M. Guislain Cambier** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** concernant l'âge limite des praticiens habilités à effectuer des visites médicales pour les permis de conduire. Pour cette activité, la

limite d'âge était fixée à 73 ans, avant d'être prorogée à 75 ans le 28 mars 2022 par un arrêté conjoint des ministères de la santé et de l'intérieur. Dès lors, un médecin peut exercer son activité de généraliste sans limite d'âge, mais ne serait, précisément en raison de son âge, pas apte à délivrer un certificat médical de permis de conduire. C'est pourquoi il aimerait savoir si une modification de l'article 6 de l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite était envisagée, afin de supprimer la mesure d'âge et faciliter l'exercice des professionnels de médecine, ainsi que la rapidité et la simplification du traitement des dossiers des Françaises et des Français qui ont besoin de ce certificat pour pouvoir se déplacer. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – L'aptitude médicale à la conduite est un enjeu majeur pour la sécurité des usagers de la route. Les médecins agréés pour le contrôle de cette aptitude jouent un rôle de premier plan dans l'évaluation de la capacité des conducteurs à la conduite des véhicules, tant pour les conducteurs professionnels astreints à des visites médicales périodiques que pour les conducteurs dont le permis de conduire a été suspendu à la suite d'une infraction grave au code de la route. La question de la limite d'âge des praticiens qui exercent cette activité de médecin agréé pour l'aptitude médicale a fait l'objet d'une réflexion approfondie du Gouvernement, en lien avec les organisations représentatives des professionnels de santé. Ainsi, l'arrêté du 3 mars 2025 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite a supprimé cette limite d'âge.

Révision de l'âge limite d'exercice des sapeurs-pompiers volontaires

2722. – 9 janvier 2025. – **Mme Audrey Linkenheld** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la révision de l'âge limite d'exercice des sapeurs-pompiers volontaires (SPV). Actuellement, l'engagement des sapeurs-pompiers volontaire prend fin de plein droit à l'âge de 60 ans, avec une possibilité de prolongation jusqu'à 65 ans, sous réserve d'une aptitude médicale et de l'accord de la direction, conformément aux articles R. 723-52 et R. 723-7 du code de la sécurité intérieure. Or, il semble que de nombreux sapeurs-pompiers volontaires, pleinement engagés et expérimentés, souhaitent poursuivre leur mission de service public au-delà de cet âge. Une telle réforme permettrait selon eux de maintenir un haut niveau de disponibilité, notamment durant la journée en semaine, période où les services de secours (SDIS) sont souvent confrontés à un manque de ressources. En conséquence, elle lui demande si des mesures de ce type sont envisagées pour renforcer la sécurité publique des citoyens, tout en maintenant la possibilité d'un départ à partir de 55 ans.

Réponse. – Les dispositions relatives à l'âge de cessation d'activité pour les sapeurs-pompiers volontaires sont régies par les articles R. 723-7 et R. 723-52 du code de la sécurité intérieure. Les changements sociétaux récents touchant à la fin d'activité et les demandes des différents acteurs visant à modifier ces âges de cessation d'activité ont conduit les services du ministère de l'intérieur à travailler sur une évolution de ces dispositions, en concertation avec les représentants des sapeurs-pompiers volontaires et des services d'incendie et de secours. À la suite de cette concertation, le décret n° 2024-1093 du 3 décembre 2024 modifiant diverses dispositions relatives aux sapeurs-pompiers volontaires a porté, toujours sous condition d'aptitude médicale, l'âge de cessation d'activité à soixante-douze ans pour les médecins, pharmaciens et vétérinaires de sapeurs-pompiers volontaires, à soixante-dix ans pour les infirmiers, les psychothérapeutes et les experts psychologues de sapeurs-pompiers volontaires et à soixante-sept ans pour les autres sapeurs-pompiers volontaires. Il peut également être signalé que ces modifications n'ont pas d'incidence sur les prestations de fin d'activité des sapeurs-pompiers volontaires, notamment en matière de durée d'engagement nécesssaire pour y prétendre.

Aggravation du temps d'attente nécessaire avant de passer l'examen du permis de conduire

3128. – 6 février 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'aggravation continue des difficultés auxquelles est confronté le système d'examen du permis de conduire dans le département de l'Hérault. Ces problématiques affectent non seulement les candidats à l'examen mais aussi les entreprises et les écoles de conduite, fragilisant ainsi l'écosystème local et national alors que le permis de conduire constitue un tremplin vers l'emploi, l'autonomie ainsi que la sociabilité pour les jeunes travailleurs dans les territoires mal desservis par les réseaux de transport en commun. Malgré une tentative de résoudre le manque critique de places à l'examen pratique du permis avec l'introduction du livret numérique en 2022, à l'aide de la plateforme « rendez-vous permis », la pénurie d'inspecteur du permis de conduire s'accentue et génère une concurrence acharnée entre les écoles de conduite pour chaque créneau disponible. Cette gestion contribue à des blocages en cascade affectant, d'une part, les élèves avec des délais interminables pour passer l'examen entraînant un ralentissement de leur formation, mais également, les écoles de conduite qui sont dans l'incapacité de proposer

des dates d'examen à leurs élèves. Ne parvenant pas à faire passer l'examen aux candidats déjà prêts, elles se retrouvent alors dans l'impossibilité de signer de nouveaux contrats ou d'accepter de nouveaux élèves. Cette baisse d'activité menace leur pérennité économique et peut placer des moniteurs en situation de chômage partiel. L'union nationale des indépendants de la conduite (UNIC), syndicat de la branche éducation routière de la fédération nationale de l'automobile, n'a eu de cesse d'alerter les services de l'État sur la nécessité, d'une part, d'un recrutement supplémentaire d'urgence d'au moins 300 inspecteurs pour soutenir les territoires sous forte tension comme le département de l'Hérault et, d'autre part, de revenir à un niveau opérationnel décent dans les plus brefs délais. En 2023, L'État a ouvert 62 postes pour le concours externe et 26 pour le concours interne afin de recruter des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière. Ce nombre est largement insuffisant. Il est essentiel d'élargir le recrutement pour assurer les sessions d'examen, en tenant compte des remontées de terrain sur la gestion de la plateforme « rendez-vous permis », afin de garantir une répartition équitable et transparente des places d'examen. C'est pourquoi, il lui demande d'apporter au plus vite des solutions pour réduire substantiellement le temps d'attente des candidats avant de passer l'examen du permis de conduire et d'indiquer quels moyens il entend consacrer pour recruter de nouveaux inspecteurs avant que la situation ne s'aggrave davantage dans nos départements.

Réponse. – Dans un contexte marqué par une hausse des inscriptions au permis liée notamment à la poussée démographique du début des années 2000 et à l'abaissement de l'âge du permis à 17 ans le 1er janvier 2024 qui a fait de 2024 une année charnière devant absorber 2 classes d'âges entrantes - les 17 et les 18 ans - au permis de conduire, l'adéquation entre l'offre et la demande de places d'examen au permis de conduire fait l'objet d'une attention particulière du gouvernement. Lors des deux années précédentes, les postes budgétaires d'inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) ont augmenté de 15 ETP en 2023 et de 38 en 2024, répartis dans les départements les plus concernés par des délais d'attente importants de passage des examens du permis de conduire. Leur répartition dans les régions et les départements est établie, afin d'être la plus efficace, en fonction notamment du nombre de formateurs déclaré dans le département, du seuil formateur (nombre d'élèves qu'un formateur peut former par mois), du nombre moyen d'examens dans le département par mois et par IPCSR et du taux de réussite à l'examen dans le département. Le département de l'Hérault a bénéficié de l'affectation d'un des 38 IPCSR supplémentaires en 2024. Par ailleurs, un dispositif permet la mise à disposition pour 2 ans d'employés de la Poste qui souhaitent faire une mobilité externe et qui ont été sélectionnés en ce sens pour renforcer les départements en tension. Ils ont suivi la même formation que les IPCSR pour les examens du permis de conduire de la catégorie B exclusivement. Enfin, certains IPCSR retraités qui le souhaitent peuvent continuer à réaliser des examens sous couvert d'une convention conclue avec l'administration. C'est le cas dans le département de l'Hérault où une IPCSR retraitée a souhaité renouveler sa contribution au passage des examens du permis de conduire dans le département pour l'année 2025. Par ailleurs, le département de l'Hérault dispose aujourd'hui d'un effectif de 22 IPCSR pour une cible définie à 22 ETP, permettant ainsi, dans ce département, un fonctionnement correct du système des examens du permis de conduire. Enfin, soucieux d'améliorer la situation des examens du permis de conduire, le Gouvernement vient d'autoriser au titre de l'année 2025 l'ouverture exceptionnelle d'une seconde session de concours externe et interne pour le recrutement d'IPCSR, comme le confirme l'arrêté du ministre de l'Intérieur du 21 février 2025, publié au *Journal officiel* de la République française le 28 février 2025.

Règlementation et sensibilisation aux bons usages des engins de déplacement personnel motorisés

3453. – 27 février 2025. – **M. Philippe Grosvalet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la réglementation visant à encadrer les usages des engins de déplacement personnel motorisés (EDPM). Depuis 2019, accompagnant le développement des usages de ces nouveaux engins de déplacement, le code de la route prescrit des règles encadrant la conduite des EDPM, à savoir, les trottinettes électriques, les monoroues, les gyroskates et gyropodes, etc. Ces dernières ont été renforcées en 2023, en introduisant notamment l'obligation d'une signalétique lumineuse pour la circulation de nuit, et l'âge minimum requis de 14 ans pour utiliser ce type de déplacements. Le port d'équipements de sécurité comme les casques reste toutefois au bon vouloir des usagers. Cependant ces dispositions se révèlent insuffisantes pour limiter les risques liés à l'usage de ces modes de déplacement. En effet, si, en 2024, pour la deuxième année consécutive, le nombre de morts sur la route, tous types de locomotion confondus, est passé sous la barre des 3 200, 44 usagers d'EDPM ont dramatiquement trouvé la mort sur nos routes. Au mois de mai 2024, à Ancenis, en Loire-Atlantique, un jeune conducteur de trottinette électrique de 19 ans est décédé de la suite de ses blessures. Par ailleurs, ces derniers sont surexposés aux blessures graves : 780 sur 16 000 tous moyens de transports confondus. Ainsi, alors que les EDPM,

ne représentent que 0.41 % des transports, ils sont impliqués dans près de 5 % des cas de blessures graves. Dans ce contexte, il lui demande quelles sont les mesures réglementaires et de prévention pour réduire l'accidentologie de ces nouveaux modes de transport.

Réponse. – Le développement des engins de déplacement personnel motorisés (EDPM) a conduit le Gouvernement à adapter la réglementation afin d'assurer la sécurité de leurs utilisateurs et des autres usagers de la route. En ce sens, le décret n° 2023-848 du 31 août 2023 met en oeuvre deux mesures associées à l'objectif « Protéger, dissuader et éviter les comportements dangereux » du plan national pour mieux réguler les trottinettes électriques. D'une part, l'âge minimum de la conduite des EDPM est relevé de 12 à 14 ans afin d'éviter les accidents qui peuvent intervenir pour les plus jeunes utilisateurs en raison de leur jeune âge et de leur faible expérience. D'autre part, afin de limiter les comportements les plus dangereux, le décret renforce certaines sanctions prévues par le code de la route. Jusque-là classées en 2e classe (amende forfaitaire de 35 euros), les infractions suivantes relèvent désormais de la 4e classe (amende forfaitaire de 135 euros) : le transport de passager sur un EDPM ou un cyclomobile léger et la circulation sur une voie interdite (voies express et autoroutes, ainsi que la circulation sur la chaussée alors qu'il existe une piste cyclable). De plus, le décret n° 2024-1074 du 27 novembre 2024 a introduit dans le code de la route plusieurs mesures visant à renforcer la visibilité des cyclistes et des conducteurs d'EDPM en leur offrant la possibilité d'équiper vélos ou trottinettes électriques d'éclairages, de feux et de dispositifs rétro-réfléchissants complémentaires à ceux déjà obligatoires. Les cyclistes et conducteurs d'EDPM peuvent à présent aussi porter ces éclairages facultatifs supplémentaires sur eux. En complément de ces évolutions réglementaires, la délégation à la sécurité routière (DSR) conduit régulièrement des campagnes de communication et de prévention pour encourager les bonnes pratiques en matière de sécurité routière. Ces actions encouragent notamment le port d'équipements de protection, tels que le casque, et de visibilité. Les utilisateurs de trottinettes électriques sont ainsi fortement incités à adopter ces équipements pour leur sécurité. Ces actions sont complétées par des opérations de prévention sur le terrain conduites par les préfectures. Ces mesures traduisent la volonté du Gouvernement de réduire l'accidentalité en lien avec ces modes de transport.

Position de la France sur le projet de directive européenne sur les associations transfrontalières européennes

3674. – 13 mars 2025. – **Mme Florence Blatrix Contat** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la position adoptée par son ministère concernant le projet de directive européenne sur les associations transfrontalières européennes (ATE). Il est essentiel que les organisations à but non lucratif bénéficient d'un cadre favorable à leur développement dans l'ensemble de l'Union européenne, compte tenu de leur rôle fondamental dans l'économie. En France, une personne sur dix travaillant dans le secteur privé est employée par l'une des 150 000 associations employeuses que compte le pays. À l'échelle de l'UE, 3,8 millions d'associations sont enregistrées. Ces structures constituent des espaces de participation citoyenne, renforcent la transparence et favorisent le pluralisme. La directive ATE proposerait un cadre juridique sécurisé pour le secteur non lucratif, qui souffre actuellement d'une insécurité juridique, notamment en matière de règles de concurrence, ce qui freine son développement. Par ailleurs, comme l'a rappelé le Haut Conseil à la vie associative (HCVA) dans son avis de décembre 2023, « cette proposition de directive ne fait pas obstacle au droit français ». Ce texte intégrerait les associations dans le cadre juridique européen et leur permettrait, si elles le souhaitent, de se développer sur le marché intérieur tout en évitant les multiples contraintes qui limitent aujourd'hui leur liberté de prestation. En outre, la directive établirait pour la première fois une définition européenne du concept de non-lucrativité, essentielle à la reconnaissance des modèles de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de leur importance dans l'économie européenne. Or, il semblerait que la France ne soutienne pas officiellement cette directive, malgré un large consensus en sa faveur au niveau européen. En particulier, la position du ministère de l'intérieur empêcherait toute avancée sur ce texte. Dans ce contexte, elle lui demande de préciser la position de son ministère sur cette directive et s'il envisage de la soutenir afin de ne pas entraver le développement européen de l'ESS.

Réponse. – Vous interroger le ministère de l'intérieur sur la proposition de directive relative aux « associations transfrontalières européennes » (ATE), publiée par la Commission européenne en 2023, et qui vise à soutenir le tissu associatif européen. Le ministère de l'intérieur soutien le développement de l'économie sociale et solidaire à l'échelle européenne, sur la base des possibilités offertes par les traités européens. Des échanges interministériels ont lieu depuis l'automne 2023, sous l'égide du secrétariat général pour les affaires européennes, où le ministère de l'intérieur a alerté sur deux effets particulièrement néfastes que comporte le projet de directive : la remise en cause des principes socles de la loi de 1901 sur la liberté associative ; et le risque fort d'ingérences étrangères, en

contradiction avec la loi confortant le respect des principes de la République. Le projet de directive remet en cause plusieurs grands principes de la loi de 1901 relative au contrat d'association, et, ce faisant, le principe constitutionnel de liberté d'association profondément ancré dans notre ordre juridique interne. Cette liberté d'association a en effet puissamment contribué à façonner la société française depuis plus d'un siècle, avec aujourd'hui plus d'un million et demi d'associations actives représentant un budget cumulé de 113,3 milliards d'euros, soit environ 3,3 % du PIB français. Le projet de texte remet en question : - L'obligation pour les associations de se déclarer en préfecture et de disposer d'un siège social en France pour bénéficier de la personnalité et de la capacité juridiques. Ainsi, toute ATE créée dans un autre Etat membre pourrait agir en France sans qu'aucun enregistrement préalable auprès des autorités administratives françaises ne soit réalisé. - La limitation de la capacité des associations à recevoir des libéralités (dons ou legs), que la loi 1901 réserve aux associations ayant plus de trois ans d'ancienneté et dont les activités sont d'intérêt général au sens de la doctrine fiscale. - La limitation de la capacité des associations à posséder et administrer des biens immeubles, que la loi 1901 limite à ceux strictement nécessaires au fonctionnement de l'association. Ainsi, une ATE pourrait disposer de tout bien immeuble quel que soit sa finalité et son mode d'acquisition. Le projet de directive comporte de forts risques en matière d'ingérence étrangère, en contradiction avec la loi confortant le respect des principes de la République, et donc à rebours de la logique de renforcement du contrôle des organismes philanthropiques ayant guidé les récentes mesures législatives adoptées en France au cours des dernières années. En effet, les conditions pour devenir ATE sont des plus relâchées, puisqu'il suffirait à l'association d'exercer ou d'« envisager » d'exercer des activités dans au moins deux États membres et/ou de compter des membres fondateurs ayant des liens avec au moins deux États membres (sur la base de leur nationalité ou de leur résidence légale). Autrement dit, un citoyen turc ayant sa résidence en Allemagne, un ressortissant colombien ayant sa résidence en France et un ressortissant de pays tiers pourraient créer leur association en Belgique et exercer leurs activités en France. Par ailleurs, le projet de texte ne permet pas en l'état à l'autorité administrative française de refuser l'enregistrement d'une ATE dans un autre Etat membre alors qu'elle estimerait que son objet est illégal en France, ni de dissoudre cette ATE en cas d'activité illicite ou d'atteinte à l'ordre public. En effet, une ATE créée dans un autre Etat membre mais agissant en France ne pourra être dissoute que par ce même Etat membre. Plus encore, le texte permettrait à une association dissoute administrativement en France de reprendre ses activités sur notre territoire, depuis un autre Etat membre. En effet, seule l'autorité du pays d'origine sera en capacité de restreindre les activités de l'association. Ainsi, à titre d'exemple, le « comité contre l'islamophobie en Europe », créé en Belgique en 2020 à la suite de la dissolution du CCIF, pourrait rapidement s'enregistrer en Belgique comme ATE et ainsi mener ses activités en France. Enfin, la question peut se poser de la compatibilité de plusieurs autres dispositifs prévus au niveau national avec ce projet de directive, comme par exemple le contrat d'engagement républicain (CER) introduit par la loi confortant le respect des principes de la République. Le projet de texte limite en effet fortement la capacité des Etats membres à imposer des restrictions à la capacité des ATE à recevoir des financements publics notamment, sauf à ce que cela soit prévu par la loi, pour des raisons impérieuses d'intérêt général, et *«propres à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi sans aller au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre».* Une notification préalable à la commission européenne serait donc nécessaire, sans garantie de l'acceptation de ces mesures nationales par cette dernière. Dans sa version actuelle, le texte proposé par la Commission européenne ne permet pas aux États membres de l'Union européenne d'adopter des mesures de sauvegarde afin de préserver la cohésion sociale et éviter des risques de contournement des dissolutions d'associations au niveau national, des risques de blanchiment et de financement du terrorisme, des risques en matière d'ingérences étrangères et en matière de lutte contre le séparatisme et, enfin, des risques sur le plan fiscal. Par ailleurs, dans les instances du Conseil de l'Union européenne, le service juridique du Conseil a souligné, par écrit, le 7 janvier 2025, l'inadéquation de la base juridique utilisée dans la proposition de la Commission européenne. Au regard de l'ensemble de ces réserves, les autorités françaises ont échangé avec leurs homologues européens et soulignent l'absolue nécessité de ne pas travailler en silo sur cette question, qui concerne de nombreux secteurs et peut avoir des impacts transverses particulièrement importants. La France n'est pas isolée et un très grand nombre de pays européens partage nos inquiétudes et nos réserves : l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Slovaquie, la République tchèque, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Estonie, la Finlande, la Roumanie et la Grèce. Au-delà du seul ministère de l'intérieur, les autorités françaises estiment que la Commission européenne doit entendre nos préoccupations et tenir compte de l'avis juridique du Conseil, et produire une nouvelle proposition législative respectueuse des traités.

INTÉRIEUR (MD)

Impact des vols de câbles en cuivre sur les collectivités et les infrastructures publiques

4176. – 10 avril 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la multiplication des vols de câbles en cuivre et leurs répercussions économiques et sociales, notamment pour les collectivités et les infrastructures publiques. La demande mondiale de cuivre, utilisé dans des secteurs aussi variés que la fabrication de câbles, les transports ou l'industrie électronique, a fortement augmenté, rendant ce métal particulièrement convoité. En France, Orange rapporte une hausse constante et inquiétante de ces actes malveillants. À la fin du premier semestre 2024, plus de 1 300 vols avaient été recensés, représentant 1 200 kilomètres de câbles volés. Ces délits touchent tout le territoire et n'épargnent pas les zones rurales. Plusieurs communes du Loiret ont vu leurs réseaux de télécommunications gravement affectés depuis 2025. Les conséquences sont multiples : interruptions de services internet et téléphoniques, perturbations du trafic ferroviaire, coupures d'éclairage public, voire risques pour les services d'urgence tels que les hôpitaux ou les pompiers. Pour les collectivités et les entreprises, les coûts de remplacement des câbles et de réparation des infrastructures s'accumulent, alourdissant les budgets locaux déjà contraints. Afin de lutter contre ces vols, des contrôles de gendarmeries et de polices ont été renforcés. D'autres pistes d'actions pourraient être menées ; intensifier la traque des réseaux organisés, et durcir les sanctions pénales pour dissuader les auteurs. Les collectivités, de leur côté, demandent la création d'un fonds d'urgence pour les aider à faire face aux dépenses imprévues liées à ces infractions. Il souhaite donc savoir quelles actions concrètes le Gouvernement envisage de prendre pour protéger les infrastructures publiques et accompagner les communes dans leurs efforts pour renforcer la sécurité et la résilience de leurs réseaux.

Réponse. – L'évolution des prix du marché de certaines matières premières explique la commission de certains vols, dont celui du cuivre et des vols de câbles de télécommunication qui en sont particulièrement riches. Pour lutter contre ce phénomène, une approche globale est mise en oeuvre, d'une part, sur la prévention et le partenariat avec les entreprises privées et, d'autre part, sur le démantèlement des groupes relevant de la criminalité organisée. Le ministre de l'intérieur a signé le 9 mars 2021 avec les grands opérateurs de télécommunications et d'infrastructures une convention nationale de lutte contre la malveillance visant les réseaux de télécommunications. Cette convention a été déclinée par les préfets de département aux fins de lutter efficacement contre les actes de malveillance et les vols commis au préjudice des opérateurs nationaux de télécommunications. La mise en place de dispositifs préventifs permet d'accompagner les victimes potentielles de ce type de vols. En l'espèce, la gendarmerie nationale et la police nationale déploient une réponse coordonnée, articulée autour de plusieurs axes : la surveillance active du terrain, la prévention situationnelle, le soutien aux collectivités et l'implication citoyenne. Dans le Loiret, les unités de gendarmerie territoriale ont renforcé les patrouilles dans les secteurs identifiés comme sensibles. Ces actions s'inscrivent dans une logique d'adaptation continue à cette délinquance. Plusieurs affaires de vols de câbles de cuivre ont ainsi pu être résolues sur les communes de Pithiviers et Les Choux en 2024 et 2025, débouchant sur l'interpellation de huit personnes. En complément, des contrôles ciblés sont régulièrement menés en lien avec les partenaires institutionnels et les opérateurs d'infrastructure, notamment dans les secteurs ferroviaires, des télécoms et de l'énergie. Un système de lettre plainte, validé par les parquets concernés, a été déployé par la brigade loirétaine de renseignements et d'investigations judiciaires et une convention a été signée avec la société Orange, pour lui permettre de contacter directement le centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie (CORG) du Loiret et ainsi accélérer le traitement des interventions pour les signalements flagrants. La mobilisation des citoyens, dans le cadre du protocole de « participation citoyenne », constitue un autre levier de sécurisation. Mis en oeuvre dans plusieurs communes du Loiret, il favorise l'alerte rapide et le renforcement du lien entre élus, habitants et forces de sécurité intérieure. Dans le même objectif, les forces de sécurité intérieure organisent régulièrement des opérations coordonnées nationales et locales pour contrôler les activités des professions réglementées, points de vente de métaux et les centres de recyclage. Ces contrôles permettent de s'assurer de la traçabilité des métaux et d'identifier des transactions suspectes. Des actions complémentaires incluent des contrôles ciblés sur les registres des ferrailleurs, en lien avec les comités départementaux de lutte anti-fraude (CODAF) et les plateformes de recel en ligne et une surveillance accrue des zones de brûlage utilisées pour dénuder les câbles volés. Ces efforts portent leurs fruits. A titre d'exemple, entre janvier 2023 et octobre 2024, ce sont plus de 200 auteurs de vols de cuivre qui ont été interpellés par les services de la gendarmerie sur l'ensemble du territoire national (Occitanie, Île-de-France, Aquitaine, Auvergne-Rhône-Alpes). L'engagement des enquêteurs de la gendarmerie a permis l'interpellation d'individus mis en cause. Par exemple, en septembre 2024, l'interpellation de 2 auteurs présumés du vol de plus de 3 tonnes de câbles a conduit à un placement en détention

provisoire d'un auteur et au placement sous contrôle judiciaire du second, dans l'attente de sa convocation en justice. En octobre 2024, l'interpellation de 2 individus pour le vol de 300 mètres de câble Orange, ayant privé 47 foyers de l'accès à internet a conduit à une convocation en justices des auteurs. En décembre 2024, l'interpellation de 11 individus mis en cause pour 5 vols de cuivre dont 2 avec séquestrations de personnes commis sur les départements du Val de Marne (94), de l'Essonne (91) et d'Indre et Loire (37) fait suite à une enquête minutieuse ayant matérialisé un préjudice est estimé à 3 millions d'euros.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET NUMÉRIQUE

Impossibilité pour les ressortissants européens de réaliser certaines démarches numériques sécurisées

1530. – 10 octobre 2024. – **Mme Marie-Pierre Monier** appelle l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur l'impossibilité pour les ressortissants européens de réaliser certaines démarches numériques sécurisées. En effet, la mise en place du service France Connect +, afin de renforcer la sécurité de certaines démarches administratives, a entraîné le recours à un « tiers de confiance » pour certifier l'identité numérique du déclarant. « L'identité numérique » du groupe La Poste est, à ce jour, le seul prestataire pour ce service : chaque personne souhaitant activer ce service doit présenter sa pièce d'identité physique à un guichet de La Poste. Or, seules les personnes de nationalité française peuvent bénéficier de ce service. Les responsables de plusieurs Maisons France Service de la Drôme sont préoccupés des conséquences de cette limitation pour les ressortissants européens qui se trouvent dans l'impossibilité d'effectuer certaines démarches totalement dématérialisées comme la création ou la cessation d'entreprise. Aussi, elle lui demande s'il entend élargir rapidement la possibilité de certification de l'identité numérique aux ressortissants européens, ou, dans le cas contraire, de lui indiquer la procédure à suivre par ces personnes pour effectuer les démarches dématérialisées en question.

Réponse. – Depuis plusieurs années, les citoyens français peuvent réaliser de nombreuses démarches administratives en ligne. La dématérialisation de ces processus s'ajoute, sans se substituer, aux dispositions classiques dites « physiques » : une alternative est systématiquement proposée aux utilisateurs. La possibilité de réaliser des demandes en ligne contribue à leur simplification, en permettant un gain de temps notable et une limitation des déplacements physiques des usagers. Afin de permettre l'identification des usagers sur les plateformes de services dématérialisés, il est très souvent possible de se connecter au moyen du service FranceConnect, qui simplifie la connexion à plus de 1 500 services en ligne. Ce dispositif numérique proposé par l'État permet l'identification de l'utilisateur à ces services, en s'appuyant sur des comptes existants pour lesquels l'identité de l'utilisateur a déjà été vérifiée. Ainsi, les usagers n'ont pas à retenir un mot de passe supplémentaire pour chaque service, mais peuvent se connecter grâce à leurs comptes impots.gouv.fr, ameli.fr, msa.fr, France Identité, l'Identité Numérique La Poste, Yris, ou TrustMe. FranceConnect + constitue une version plus sécurisée de FranceConnect. Ce système a été mis en place car certaines démarches administratives particulièrement sensibles (notamment celles comportant des flux financiers comme le compte professionnel de formation ou Ma Prime Rénov) nécessitent de garantir de manière plus forte l'identité du demandeur - en respectant des exigences de sécurité plus élevées. Cette version plus sécurisée de FranceConnect vise à limiter les risques d'usurpations d'identité. Elle s'appuie à date sur l'Identité Numérique La Poste et, depuis le 11 juillet 2024, sur France Identité, l'identité numérique régalienne portée par France Titres (ex-ANTS). D'autres fournisseurs d'identité numérique certifiés par l'ANSSI, devraient bientôt rejoindre FranceConnect+ pour compléter la couverture des deux fournisseurs d'identité déjà en place et renforcer l'accessibilité des démarches en ligne. Concernant les démarches de création ou de cessation d'activité, le guichet Unique entreprise de l'INPI est accessible soit via FranceConnect, soit via FranceConnect +, soit en se créant un compte INPI. La création de compte INPI est accessible à tous les utilisateurs, français ou étrangers. Pour certaines formalités sur le guichet unique (modification, cessation ou dépôt des comptes annuels), un certificat de signature électronique présentant des garanties de sécurité renforcées, dit « qualifié », est requis afin que l'identité du signataire puisse être vérifiée. En complément, FranceConnect + permet d'identifier et d'authentifier les usagers avec un niveau de garantie substantiel (règlement eIDAS, n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur) offrant ainsi la possibilité de réaliser ces démarches de bout en bout. D'autres signatures électroniques reposant sur un certificat qualifié, conformément aux exigences de la réglementation européenne existent auprès de plusieurs organismes de certification qualifiés et sont acceptés sur le guichet de l'INPI. Pour aider les entreprises à choisir un certificat qualifié, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), publie et tient à jour la liste nationale des organismes de confiance auxquels se référer. Par ailleurs, les certificats reconnus dans d'autres

pays de l'Union européenne sont également acceptés sur le guichet de l'INPI. Aujourd'hui, les citoyens français titulaires d'une carte nationale d'identité électronique (format carte bancaire) peuvent créer une identité numérique régalienne auprès du fournisseur d'identité public France Identité. Par ailleurs, l'Identité Numérique La Poste est accessible à 100 % des citoyens français domiciliés en France et 87 % des Français de l'étranger disposant d'une pièce d'identité française valide, soit en bureau de poste, soit de manière totalement dématérialisée *via* l'application dédiée. L'arrivée prévue en 2025 d'autres fournisseurs d'identité numérique certifiés par l'ANSSI, dont la technologie permet de traiter des pièces d'identité délivrées par un autre État membre de l'UE, devrait complètement résoudre la question de l'accès à FranceConnect + pour les ressortissants de l'UE en France. En outre, l'accessibilité de FranceConnect+ pour les Français de l'étranger comme pour les ressortissants de l'UE sera renforcée par la version révisée du règlement européen eIDAS qui prévoit l'arrivée d'ici la fin de l'année 2026 du portefeuille d'identité numérique européen [*EU Digital Identity - EUDI Wallet*] et son interopérabilité entre les États membres.

Résultats d'un appel d'offres sur la cybersécurité des ministères

2512. – 5 décembre 2024. – **Mme Catherine Dumas** interroge **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur la décision du Gouvernement de choisir, dans le cadre d'un appel d'offres, un consortium franco-canadien pour assurer la cybersécurité des ministères français. Elle rappelle qu'en août 2023, un appel d'offres a été lancé par la France afin de renouveler la formation et le conseil des ministères concernant leurs systèmes de cybersécurité, hormis celui des armées et des anciens combattants, dans la même logique que celui lancé en 2019 pour une période de 4 années. Elle note toutefois que cet appel d'offres a été remporté en août 2024 par un consortium mené par une multinationale étrangère (CGI), alors qu'un consortium 100 % français proposait une offre similaire. Elle souligne que la priorité du Gouvernement est de renforcer la souveraineté numérique et stratégique de la France, notamment en encourageant et en renforçant nos entreprises dans le domaine du numérique et de la cybersécurité. Elle précise à ce propos que le Président de la République a inauguré en 2022 le Campus Cyber qui vise à développer la présence française, et à garantir l'indépendance de la France, dans ce secteur stratégique aujourd'hui et dans les années à venir. Elle constate par ailleurs que cet appel d'offres a été coordonné administrativement par le ministère de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt, ce qui peut étonner au regarde de la thématique de l'appel d'offres. Elle souhaite donc lui demander des précisions à ce sujet, notamment les motivations de ce choix, alors qu'un groupement 100 % français était également candidat.

Réponse. – Les marchés interministériels ayant pour objet d'assurer les besoins de l'État en travaux, fournitures ou services sont passés par la direction des achats de l'État (DAE), qui peut les déléguer aux ministères. En application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique et conformément aux termes d'un mandat de délégation du 1er février 2022, la DAE a confié la passation et la signature de cet accord-cadre au ministère chargé de l'agriculture, qui dispose d'une forte expérience technique en la matière. Les autres ministères ont été régulièrement informés de l'avancée de la procédure de passation du marché, et certains ont participé aux deux phases de dialogue avec les entreprises soumissionnaires. Tout en notant que le droit des marchés publics ne permet pas de tenir compte de cette expérience dans le cadre de l'évaluation des offres et exige de s'en tenir strictement à une comparaison objective des offres des candidats, il est à noter que CGI (CGI France et non CGI Canada) était titulaire du précédent marché de la sécurité des systèmes d'information (SSI) qui a été actif jusqu'à juillet 2024. Ce choix a, à l'époque, été réalisé en consensus total avec l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) qui avait participé au dépouillement des offres. L'ANSSI a utilisé ce marché, et donc CGI, notamment pour la création de l'ensemble des centres de veille et de supervision de sécurité ministériels (CSIRT) ainsi que pour la sécurisation des Jeux olympiques. De plus, Wavestone, son partenaire, est une société française, titulaire pendant huit années des deux précédents marchés. Le groupement Thalès n'a pas, quant à lui, été écarté mais a été désigné titulaire de rang 2 du lot 1. Il n'est pas donc exclu de la commande publique en l'espèce, le groupement de rang 1 est juste prioritaire. La priorité donnée au groupement CGI et Wavestone (société française) s'explique exclusivement par le critère du prix qui est nettement inférieur. La note technique (qualité des solutions proposées, qualité de l'organisation et des compétences affectées à la réalisation de la prestation) qui a été attribuée aux deux groupements candidats à cet appel d'offres a été identique, les deux offres étant d'un niveau très élevé et répondant parfaitement, sur le plan technique, aux besoins de la personne publique. C'est donc le critère prix, conformément à la réglementation, qui a conduit à retenir l'offre la mieux disante, c'est-à-dire la mieux notée au global : en effet, les autres critères étant respectés, c'est l'offre économiquement la plus avantageuse qui doit être retenue, en application des dispositions du code de la commande publique, et notamment l'article L. 2152-7. Par

ailleurs, l'un des objectifs de la massification des marchés de l'État, *via* des procédures interministérielles, est d'obtenir un gain pour les finances publiques, ce qui a été le cas en l'espèce. Le gain financier n'a pas été fait au détriment de la sécurité de l'État, les deux offres, excellentes toutes deux, ayant été classées *ex aequo* sur le plan technique.

Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo

2723. – 9 janvier 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur la réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo et sur la nécessité de renforcer la transparence et la protection des consommateurs dans ce secteur en pleine expansion. Aujourd'hui, les jeux vidéo figurent parmi les loisirs les plus prisés des Français, avec sept Français sur dix qui déclarent jouer régulièrement. Nombre de ces jeux proposent désormais des objets et fonctionnalités additionnels (pack d'arme, pouvoir…) que les joueurs peuvent acquérir en utilisant obligatoirement une monnaie virtuelle spécifique au jeu (par exemple, des points, des pièces, des gemmes ou des crédits). Avant de pouvoir effectuer des achats dans le jeu, les joueurs doivent ainsi convertir des euros en monnaie virtuelle, ce qui rend difficile pour les consommateurs de connaître précisément la valeur réelle des objets numériques acquis. Ce manque de transparence autour du coût des transactions a été dénoncé par des associations de consommateurs membres du bureau européen des unions de consommateurs, telles que l'UFC-Que Choisir, qui ont récemment déposé une plainte européenne contre sept éditeurs de jeux (Electronics Arts, Activision-Blizzard, Ubisoft…). Elles pointent l'absence d'affichage du prix en euros des objets et contenus achetables en monnaies virtuelles, ainsi que les fluctuations du « taux de change » entre l'euro et la monnaie virtuelle. Ces agissements pourraient selon eux s'apparenter à des pratiques commerciales trompeuses. Ces pratiques inciteraient les consommateurs, notamment les plus jeunes, à réaliser des achats sans pleinement en percevoir le coût réel, voire à dépenser davantage pour obtenir les objets souhaités, en raison des packs de monnaie virtuelle prédéfinis à l'avance et qui ont une valeur souvent supérieure aux objets numériques achetés. En France, on estime que plusieurs millions de joueurs ont déjà converti de l'argent réel en monnaie virtuelle pour réaliser des achats dans les jeux. Ce phénomène pose des questions importantes de protection des consommateurs, de transparence des prix et d'encadrement des pratiques commerciales des éditeurs. L'UFC-Que Choisir demande ainsi une interdiction des monnaies virtuelles payantes dans les jeux vidéo, estimant qu'elles détournent le caractère ludique de ces jeux pour un gain économique non avantageux pour les joueurs. Face à cette situation, il l'interroge sur l'état précis de la réglementation en France en matière de monnaies virtuelles dans les jeux vidéo, en particulier en ce qui concerne l'obligation de transparence des prix affichés. Il souhaiterait savoir si des évolutions législatives ou réglementaires sont envisagées par le Gouvernement pour encadrer plus strictement ces pratiques, afin d'assurer une meilleure information des consommateurs et de limiter les risques de dépenses excessives. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.**

Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo

4200. – 10 avril 2025. – **M. Patrick Chaize** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 02723 sous le titre « Réglementation applicable aux monnaies virtuelles dans les jeux vidéo », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.**

Réponse. – Le Gouvernement est attentif aux évolutions et à l'essor des monnaies virtuelles dans les jeux vidéo et aux effets de certaines pratiques des opérateurs de jeux pour le consommateur, notamment pour ce qui concerne la transparence de l'information sur le prix, les taux de change, les frais, etc. La loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN) a permis de donner une définition juridique à la notion d'objets numériques monétisables et prévoit une période d'expérimentation de trois ans pour leur commercialisation dans un double objectif : favoriser l'innovation et le développement des jeux utilisant des objets numériques monétisables (JONUM) et exercer un suivi rigoureux des risques accompagnant une commercialisation de ces jeux dans un objectif de protection des joueurs. La loi SREN a ainsi confié à l'autorité nationale des jeux (ANJ) une compétence de contrôle des opérateurs de jeux à objets numériques. L'ANJ pourra par ailleurs collaborer avec la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) pour ce qui concerne le respect du droit de la consommation : pratiques commerciales trompeuses et clauses abusives. Le Gouvernement lancera dans

les prochaines semaines l'expérimentation des JONUM. Dans ce cadre, il prêtera une attention particulière à la question de la transparence autour du coût des transactions. Enfin, dans le cadre des suites données au rapport de la Commission écran, le Gouvernement approfondit la réflexion sur les risques liés au développement de microtransactions et à l'encadrement strict de l'accès aux jeux d'argent déguisés. Par ailleurs, le sujet des monnaies virtuelles dans les jeux vidéo est suivi avec attention au niveau européen au sein du réseau de coopération européen des autorités nationales de protection des consommateurs (dit réseau « CPC ») dont fait partie la DGCCRF. Le réseau CPC a ainsi récemment conclu que les obligations en matière d'information prévues par la directive 2011/83/UE relative aux droits des consommateurs ne paraissaient pas s'appliquer automatiquement à l'acquisition d'articles virtuels avec des monnaies *in-app*. C'est également la conclusion de la Commission européenne dans sa publication du 3 octobre 2024 sur le bilan de qualité pour l'équité numérique. Le projet d'un nouveau cadre juridique européen pour l'équité numérique (*Digital Fairness Act)*pourrait permettre d'engager des réflexions sur l'encadrement de ces pratiques. Une consultation publique sera prochainement lancée par la Commission européenne à ce sujet.

LOGEMENT

Multiplication des logements vacants dans les communes au caractère rural

583. – 3 octobre 2024. – **M. Michaël Weber** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur la multiplication des logements vacants notamment dans les départements davantage ruraux, non concernés par la taxe sur les logements vacants (TLV) ou la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV). Selon l'article 232 du code général des impôts, la TLV est applicable dans les zones d'urbanisation continues de plus de 50 000 habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. En outre, est prévue une exception à l'article 1407 *bis* du code général des impôts, pour les communes autres que celles visées à l'article 232 du code général des impôts, et pour lesquelles il est possible par une délibération, d'assujettir certains biens immeubles à usage d'habitation à la THLV. Or, malgré ce dispositif, les communes situées dans les départements plus ruraux, dont le taux de vacance ne cesse d'augmenter, ne peuvent en faire usage. En effet, est prévue une exonération au paiement de la THLV dans le cas où un bien à usage d'habitation nécessiterait des travaux importants pour être habitable. Or cette hypothèse exonératrice de la THLV est une situation très courante dans de nombreuses communes. Ainsi, selon une étude de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) réalisée en 2017, les logements anciens datant d'avant 1946 sont les principaux touchés par cette vacance. Mais ils sont aussi présents en grande proportion dans les communes isolées et petits pôles des départements ruraux. Il souhaiterait donc connaître la position du Gouvernement sur ce dossier et ce qu'il entend mettre en place pour aider les élus locaux.

Réponse. – L'article 73 de la loi de finances pour 2023 a revu les critères de définition des communes où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement, dans lesquelles s'applique la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV). Auparavant applicable dans les seules communes appartenant à une zone d'urbanisation continue et tendue de plus de 50 000 habitants, ce zonage a ainsi été étendu aux communes présentant également une forte tension immobilière en raison notamment du niveau élevé des loyers et des prix d'acquisition des logements anciens et de la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale. Cette réforme est importante afin d'accroître l'offre de logements disponibles et de limiter la hausse des prix et des loyers, tel est l'objectif de ce dispositif en tenant compte des spécificités des territoires. Elle permet de donner un levier fiscal incitatif supplémentaire aux communes touristiques qui connaissent ces dernières années un développement important des résidences secondaires sur leurs territoires au détriment de l'offre d'habitations principales. Outre la taxation des logements vacants, l'entrée dans le zonage en question emporte pour les communes concernées la faculté de majorer la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS). Le décret d'application du 25 août 2023, après concertation avec les associations d'élus, notamment ceux des communes touristiques qu'elles soient communes rurales, littorales ou de montagne, a ainsi actualisé et élargi le zonage de la TLV applicable au 1er janvier 2024. Il a permis à plus de 2 200 nouvelles communes touristiques d'être en mesure de délibérer en prenant les décisions les plus appropriées pour leur territoire pour une application éventuelle de la majoration de la cotisation de THRS à compter de l'année 2024. Symétriquement, les communes qui ne relèvent pas de ce zonage, peuvent néanmoins prévoir d'assujettir à la taxe d'habitation les logements vacants depuis plus de deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition. A la faveur de cette dernière réforme concertée avec les associations d'élus, ce sont plus de 6 400 communes qui appliquent une

taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) sur leurs territoires contre 4 300 en 2022. La vacance s'apprécie dans les mêmes conditions que celles définies au titre de la TLV, lesquelles ne comprennent pas d'exception visant explicitement les situations où le bien à usage d'habitation nécessiteraient des travaux importants pour être habitable. Aux termes de l'article 232 du CGI, demeurent exclus les logements pour lesquelles la vacance est indépendante de la volonté du contribuable. À cet égard, le Conseil Constitutionnel a considéré que ne sauraient être assujettis des logements qui ne pourraient être rendus habitables qu'au prix de travaux importants et dont la charge incomberait nécessairement à leur détenteur. Afin de favoriser la rénovation des logements et améliorer les possibilités de couverture du reste à charge des ménages, le Gouvernement mobilise de nombreux leviers : MaPrimeRénov'est la principale aide de l'État à la rénovation énergétique pour tous les propriétaires, occupant ou bailleur, ainsi que pour les copropriétés ; l'éco-prêt à taux zéro (Eco-PTZ) a été prorogé jusqu'en décembre 2027 et aménagé, notamment en ce qui concerne le relèvement du plafond de financement des « éco-PTZ PrimeRénov' » couplé à l'octroi d'une demande de prime de 30 000 euros à 50 000 euros ; un crédit d'impôt au titre des prêts avance mutation ne portant pas intérêt pour financer des travaux de rénovation énergétique a été instauré. En zones rurales, ces aides de l'Anah à la rénovation énergétique peuvent être complétées, pour des logements structurellement vacants remis en location à titre de résidence principale, de la prime de sortie de vacance de 5000euros distribuée par l'Anah, sous réserve de respecter les conditions d'éligibilité (localisation au sein d'un périmètre d'OPAH notamment). À cela s'ajoutent l'actualisation des conditions pour bénéficier d'une exonération de taxe foncière au titre des travaux de rénovation énergétique des logements. Le périmètre des travaux pouvant bénéficier d'une TVA au taux réduit de 5,5 % à également été actualisé. De plus, pour les bailleurs qui engagent des travaux de rénovation énergétique permettant de sortir un bien loué du statut de « passoire énergétique », le déficit foncier imputable sur le revenu global a été doublé. Au-delà de la rénovation énergétique, le taux de 10 % applicable aux autres travaux de rénovation demeure applicable dans les mêmes conditions. Les propriétaires bailleurs peuvent par ailleurs prétendre au bénéfice de la réduction d'impôt « Denormandie dans l'ancien » pour financer leurs acquisitions avec travaux ou encore de la réduction d'impôt « Loc'Avantages » qui peut se combiner avec la réalisation de travaux ouvrant droit aux aides de l'agence nationale de l'habitat (ANAH).

Modalité de calcul du quota de logements sociaux

691. – 3 octobre 2024. – **Mme Marianne Margaté** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur les modalités de calcul qui permettent de déterminer si une commune est déficitaire ou non en matière de logement social. La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU) oblige à juste titre, dans un objectif d'intérêt général et de mixité sociale, les communes de plus de 3 500 habitants à avoir 25 % de logements sociaux avec pour objectif d'assurer à chacun un logement digne et abordable. Il est à noter que jusqu'à fin 2022, pour calculer le taux de logements sociaux d'une commune et déterminer si elle est déficitaire, l'administration se basait sur des données extraites du rôle établi pour la perception de la taxe d'habitation. Depuis le 1er janvier 2023, les modalités de calcul sont adaptées, afin de tenir compte de la suppression de la taxe d'habitation. Ainsi, le mode de détermination du nombre de résidences principales se fonde sur la liste élaborée par l'administration fiscale issue de la déclaration des propriétaires, déduction faite des logements concédés par nécessité absolue de service en caserne de gendarmerie, ainsi que des logements concédés à des militaires dans des immeubles dépendants du domaine de l'État. Les prisonniers sont par conséquent comptabilisés dans le calcul SRU, alors que ce n'était pas le cas auparavant, ce qui a un impact important pour des petites communes comme Chauconin-Neufmontiers en Seine-et-Marne, qui compte 2 643 habitants dans le village et 980 détenus au centre pénitentiaire, soit un total de 3 623 habitants depuis le 1er janvier 2023. Cela fait passer la commune au-dessus du seuil de 3 500 habitants et, par conséquent, l'oblige à avoir 25 % de logements sociaux sur son territoire. Suite à des démarches de la maire, cette commune est exemptée de pénalités jusqu'en 2025 et la situation de cette commune est à l'étude au ministère du logement. La maire espère une exemption totale et s'interroge sur le fait que les prisonniers soient comptabilisés dans le calcul cité ci-dessus. Il est par ailleurs à noter plus généralement qu'une prison, de par son emprise géographique (place que prend le bâtiment et le périmètre autour), fait peser notamment une importante contrainte sur le foncier d'une commune et par conséquent sur sa capacité de construire des logements sociaux ou non. Elle lui demande par conséquent s'il ne serait pas opportun de revenir à la situation d'avant 2023 et de ne pas tenir compte des prisonniers dans le calcul SRU, comme c'est le cas pour les gendarmes et les autres militaires, tout en compensant par une dotation globale de fonctionnement (DGF) adaptée les contraintes qui pèsent sur les communes en général et les très petites communes en particulier qui accueillent une prison. En aucun cas un éventuel changement du calcul SRU ne devrait induire une diminution de la DGF actuelle. Elle lui demande également où

en est la demande d'exemptions de pénalités au-delà de 2025 introduite par la commune Chauconin-Neufmontiers. Elle lui demande enfin combien de petites communes en France sont concernées par l'effet de bascule décrit ci-dessus.

Modalité de calcul du quota de logements sociaux

4476. – 1er mai 2025. – **Mme Marianne Margaté** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** les termes de sa question n° 00691 sous le titre « Modalité de calcul du quota de logements sociaux », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les dispositions issues de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) visent à satisfaire les besoins en logement des ménages les plus modestes et leur permettre de se loger dans la commune de leur choix, tout en favorisant la mixité sociale par la constitution d'un parc social réparti de manière équilibrée sur le territoire. À cette fin, la loi impose aux communes de plus de 3 500 habitants (ou 1 500 habitants dans l'unité urbaine de Paris) de disposer de 20 % ou 25 % de logements sociaux dès lors qu'elles appartiennent à des agglomérations ou des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants comprenant une commune de plus de 15 000 habitants où les besoins sont avérés. Le décompte de la population s'entend comme la population municipale définie à l'article R. 2151-1 du code général des collectivités territoriales, établie chaque année par l'INSEE, qui inclue en effet les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires. Il apparait que la population de la commune de Chauconin-Neufmontiers est passée de 3 449 habitants au 1er janvier 2021 (population légale 2018) à 3 554 habitants au 1er janvier 2022 (population légale 2019) : l'entrée de la commune dans le dispositif SRU découle uniquement de l'augmentation naturelle de sa population, et non d'une récente réforme de la législation ou de la réglementation. Néanmoins, le ministère chargé du logement et de la rénovation urbaine étudie les modalités d'une évolution de la règlementation tendant à la non prise en compte des détenus des centres pénitenciers dans le décompte de population retenue pour l'application du dispositif SRU.

Encadrement législatif des logements saisonniers ou permanents dans les stations de sports d'hiver

1201. – 10 octobre 2024. – **M. Guillaume Gontard** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur l'encadrement législatif de l'affectation de logements neufs à des logements saisonniers ou permanents. Les stations de haute montagne ont un besoin de main d'oeuvre important pour faire vivre leur territoire, tant l'hiver que l'été. Or, d'après l'association nationale des maires de stations de montagne (ANMSM), 20 % des postes de saisonniers étaient encore vacants deux semaines avant l'ouverture de la saison hivernale 2023-2024 et le nombre de candidatures pour les emplois permanents baisse. Le manque de logements pour les accueillir est une des premières causes de ce manque de personnel. Or, bien qu'ayant la volonté d'attirer des travailleurs et leur famille sur leur station par la construction de nouveaux logements destinés à l'habitat saisonnier ou permanent - permettant de plus, dans ce dernier cas, de faire vivre la commune à l'année (école, crèche, maison de santé, etc.) - les municipalités se heurtent à un vide législatif et réglementaire. L'habitat saisonnier ou permanent est une affectation qui ne constitue pas une sous-destination de la destination « habitation » prévue à l'article R 151-27 du code de l'urbanisme. Dès lors, les communes ne peuvent contraindre les opérateurs construisant de nouveaux logements à les affecter à de l'habitat saisonnier ou permanent. Or, le marché des résidences secondaires est souvent bien plus attractif en haute montagne, où ce type de logement représente 90 % du parc. De même, sans appui législatif, la commune n'est pas en mesure de contrôler les changements d'usage des logements. Pour tenter de pallier ce manque, la commune d'Huez (Isère) a conclu des conventions avec les opérateurs immobiliers pour que les logements construits soient affectés à de l'habitat saisonnier ou permanent. À cela s'ajoutent les directives de mixité sociale du plan local d'urbanisme. Ces conventions permettent à la commune de rendre une part des logements accessibles à des prix abordables pour les travailleurs aux revenus au-dessus des seuils permettant de prétendre à un logement social mais trop faibles pour leur permettre de se loger au prix du marché. Cependant, aucun de ces dispositifs n'est contraignant. Les propriétaires peuvent donc s'en désengager quand ils le souhaitent et changer l'usage du logement ou le revendre au prix du marché. Ainsi, il s'interroge sur la révision du code de l'urbanisme qu'il entend mettre en place afin de reconnaître la sous-destination hébergement/logement saisonnier/permanent et d'inscrire la possibilité de conclure des conventions pour garantir cette affectation.

Réponse. – Le code de l'urbanisme prévoit la possibilité pour le règlement du plan local d'urbanisme (PLU) de définir, dans les zones qu'il a délimitées, « les règles concernant la destination et la nature des constructions » qui

seront autorisées, « en fonction des situations locales » (cf. article L. 151-9). Parmi les destinations qui peuvent être réglementées par le PLU, figure la destination « habitat » qui est composée des sous-destinations « logement » et « hébergement ». L'arrêté ministériel 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu, modifié par l'arrêté du 22 mars 2023, précise dans son article 2 que la sous-destination « logement » recouvre les « constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages (…). » La définition de cette sous-destination ne fait pas de distinction entre les statuts d'occupation : propriétaire, accédant, locataire, occupant à titre gratuit, et tous les logements quel que soit leur mode de financement. Elle ne fait pas non plus de distinction en termes de temporalité d'occupation du logement, entre une occupation temporaire ou permanente du propriétaire. En effet, l'utilisation d'un logement en résidence principale ou secondaire par son propriétaire peut évoluer au fil du temps, et ce sans pour autant nécessiter de travaux. De plus, qu'il soit situé sur le littoral, en zone de montagne ou dans le reste du territoire, un même immeuble peut comporter une part mixte d'occupation (à titre principal, à titre secondaire, etc), au surplus très fluctuante dans le temps. Or, le PLU qui a vocation à réglementer l'implantation des constructions au moment de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme, n'est pas habilité à instaurer un contrôle aussi fin et régulier de l'affectation des logements dans le temps. Une telle distinction en termes de durée d'occupation relève donc davantage des modalités d'occupation que de la destination des constructions. En revanche, s'il ressort du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme que l'utilisation du logement principal du propriétaire est destinée à être louée plus de 120 jours par an à une clientèle de passage, et propose des prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts, en tant que meublé de tourisme, la construction relèvera davantage de la sous-destination « autres hébergements touristiques » qui désigne les constructions « autres que les hôtels destinées à accueillir des touristes », et ne pourra être autorisée dans une zone qui n'accueille que la sous-destination « logement ». Par ailleurs, la procédure de changement d'usage prévue par le code de la construction et de l'habitation est un dispositif qui permet de lutter contre la pénurie de logements car sa mise en oeuvre a pour effet de soumettre à autorisation, sous certaines conditions, la transformation d'un logement en un local à autre usage, y compris lorsqu'il s'agit de meublés de tourisme (cf. article L. 631-7 à L. 631-9). A ce propos, de nouveaux dispositifs législatifs ont été récemment mis en place pour permettre aux collectivités de contrôler et réguler l'implantation des logements selon leurs modalités d'occupation, permanente ou saisonnière, qu'il s'agisse de résidences principales ou secondaires, et notamment en cas de changement d'usage d'un logement en meublé de tourisme au sens du I de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme. En effet, la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale a notamment introduit dans le code de l'urbanisme la possibilité pour le règlement du PLU des communes où la taxe annuelle sur les logements vacants mentionnée à l'article 232 du code général des impôts est applicable, ou comprenant un taux de résidences secondaires de plus de 20 %, de délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, « des secteurs dans lesquels toutes les constructions nouvelles de logements sont à usage exclusif de résidence principale (…) » (cf. nouvel article L. 151-14-1). De nouvelles dispositions sont également prévues en matière de police de l'urbanisme. Ces dispositions législatives fournissent ainsi aux collectivités de nouveaux outils leur permettant de mieux réguler sur leur territoire l'implantation des logements selon leur durée d'occupation, permanente ou temporaire. S'il n'est pas prévu à ce jour de modifier le code de l'urbanisme pour y introduire des dispositions concernant des outils de nature contractuelle, telles que des conventions entre la commune et les opérateurs immobiliers, le Gouvernement reste ouvert à toute proposition permettant de favoriser durablement le logement des saisonniers et l'implication des élus dans la production de ces logements.

Infractions au code de l'urbanisme

1376. – 10 octobre 2024. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le garde des sceaux, ministre de la justice** sur les difficultés rencontrées par les maires concernant les infractions au code de l'urbanisme. En effet, nombreux sont les pétitionnaires qui s'affranchissent de leurs devoirs de déposer une demande d'urbanisme pour édifier une construction. Le maire étant très souvent l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme, il rencontre des difficultés pour lutter contre les constructions illégales. Effectivement, les articles L. 481-1 à L.481-3 du code de l'urbanisme, issus de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique permettent la mise en place de mécanisme d'astreinte administrative pour traiter rapidement ces infractions. Le montant de ces astreintes peut s'élever à 500 euros par jour. Or actuellement seules les grandes villes souvent aidées par leur service juridique ont la possibilité de mettre en place un tel dispositif. Les communes rurales ont souvent méconnaissance du mécanisme et des

formalités à mettre en place. Aussi il lui demande de lui préciser ses intentions en la matière pour soutenir ces élus dans leurs démarches. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement .**

Réponse. – Les infractions au code de l'urbanisme revêtent des formes variées, de l'implantation irrégulière d'habitat léger à la construction ou l'extension illégale de constructions existantes, en passant par des problématiques d'habitat précaire. Différents instruments existent pour traiter ce phénomène dès l'amont, bien avant la réponse pénale, en limitant les implantations illégales. La démarche de planification est un premier outil. Elaborer un document d'urbanisme permet de fixer un cadre juridique, par exemple en prévoyant des interdictions de construire dans certains secteurs de la commune, en ciblant les territoires présentant un risque élevé de constructions illégales et les formes d'implantation non souhaitées. Ce document renforce donc la capacité de la commune à verbaliser les auteurs d'infractions. La protection des secteurs sensibles constitue un second outil. La surveillance foncière des secteurs à risque ou isolés, propices à des implantations discrètes, peut être effectuée par l'instauration du droit de préemption de la collectivité compétente. Celle-ci peut alors, grâce aux déclarations d'intention d'aliéner qui lui sont transmises en cas de vente de terrains, repérer les transactions atypiques pouvant donner lieu à des implantations illégales et ainsi intervenir le plus tôt possible en recourant aux outils de maîtrise foncière (acquisition amiable, préemption, exceptionnellement expropriation). Enfin, les collectivités peuvent s'appuyer sur le contrôle du développement des réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone, grâce à l'article L. 111-12 du code de l'urbanisme qui interdit le raccordement définitif aux réseaux des constructions illégales. En cas d'implantation illégale, les infractions pourront susciter une réponse pénale. Une instruction ministérielle en date du 3 septembre 2014 a permis de mettre en place des protocoles pour renforcer l'accompagnement des maires par les services déconcentrés de l'État dans l'exercice de leurs missions de contrôle. Ces protocoles permettent en particulier d'identifier les priorités en matière de lutte contre les infractions. Lorsqu'une infraction a effectivement été constatée, le procureur de la République porte la responsabilité du déclenchement de l'action publique, conformément aux principes généraux de la procédure pénale. La réponse pénale s'inscrit toutefois dans le temps long. C'est pourquoi l'autorité compétente est désormais dotée de nouveaux moyens d'action rapide pour traiter les infractions aux règles d'urbanisme. Ainsi, les articles L. 481-1 à L. 481-3 du code de l'urbanisme permettent à l'autorité compétente de mettre en demeure l'auteur des infractions ayant fait l'objet d'un procès-verbal, afin qu'il mette la situation en conformité avec ses obligations. Cette mise en demeure peut être assortie d'une astreinte d'un montant de 500 euros maximum par jour de retard, dont le produit revient à la collectivité compétente. Le Conseil d'Etat considère que cette disposition permet d'imposer, si la mise en conformité l'exige, les démolitions nécessaires à la régularisation (CE, 23 décembre 2022, n° 463331). En outre, lorsque les constructions irrégulières présentent un risque certain de sécurité ou de santé, le maire peut les mettre en conformité d'office, aux frais de la personne responsable des infractions, voire procéder à leur démolition. Les communes pour lesquelles la mise en oeuvre de ces dispositions peut sembler complexe peuvent s'appuyer sur une démarche intercommunale, qui peut offrir une compétence technique mutualisée. Les services déconcentrés de l'Etat, en particulier les services préfectoraux des directions départementales des territoires, peuvent aussi assister les communes et leurs groupements dans la mise en oeuvre de ces nouveaux outils. Certains ont d'ailleurs élaboré, en lien avec les acteurs locaux, plusieurs guides pratiques présentant ces moyens d'action, ou encore des solutions numériques visant à lutter plus efficacement contre les implantations irrégulières. Plus récemment la préfecture de l'Hérault a mis en place avec ces services un outil numérique dénommé "Aigle". C'est un outil de détection automatique de parcelles, qui fonctionne grâce à de l'intelligence artificielle appliquée à des images aériennes. Il repère des constructions en dur (maison, chalet, mazet…), des mobils-home, des caravanes, des piscines, des bateaux. Muni d'une interface cartographique, il est pleinement intégré dans le process de lutte contre « la cabanisation » et peut être utilisé sur le terrain sur tablette. Aigle permet aux collectivités et aux services de l'Etat de : - Connaître l'ampleur du problème sur l'ensemble d'un territoire, et suivre son évolution dans le temps, grâce à la détection automatique des parcelles détournées. - Cibler et prioriser les contrôles en croisant les détections avec des et des zones à enjeux (zones inondables, zones à risque d'incendie, zone naturelle remarquable, périmètre de captage d'eau potable, etc.). - Envoyer des courriers aux contrevenants afin de régler le problème le plus en amont possible, grâce à l'impression de fiches de détection. - Suivre le travail sur le terrain, grâce à un système de statut de contrôle/verbalisation/astreintes administratives… La lettre d'information « Urba-info » publiée en janvier 2023 par la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages comporte également un dossier détaillant les réponses aux questions les plus fréquemment posées en matière de lutte contre les constructions illégales, auxquelles les communes et intercommunalités peuvent utilement se référer. Enfin, la proposition de loi du groupe LIOT, déposée par le député Harold Huwart, prévoit notamment de renforcer les outils dédiés à lutte contre la cabanisation. Le Gouvernement sera ouvert à approfondir les débats lors de son passage prochain au Sénat.

Accompagner les acteurs locaux par un pilotage national en matière de lutte contre l'habitat indigne

1419. – 10 octobre 2024. – **Mme Marie-Claude Varaillas** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur la nécessité de renforcer le pilotage national de la lutte contre l'habitat indigne. Selon le 29ème rapport sur l'état du mal logement publié le 1er février 2024 par la fondation Abbé Pierre, plus d'un million de personnes sont touchées par l'habitat indigne en France. Plus de 114 000 copropriétés, soit 1,5 million de logements nécessitent à court ou moyen terme une intervention de la puissance publique. La lutte contre l'habitat indigne se heurte cependant à de nombreux freins, à commencer par le cloisonnement des champs de compétences et catégories d'interventions, sur la rénovation thermique, l'habitat dégradé et l'adaptation du logement. De plus, les outils dont disposent les acteurs locaux se révèlent très inégaux d'un territoire à l'autre, ce qui nuit au repérage, à l'accompagnement ainsi qu'au relogement des ménages touchés par l'habitat indigne. Les acteurs locaux sont, de fait, limités par l'absence d'une véritable méthodologie d'intervention qui garantirait une stratégie globale dûment structurée par des moyens financiers et humains ainsi qu'un appui juridique dédié, piloté par l'État. Une telle stratégie a un coût et demande une ingénierie que ne peuvent pas assurer les collectivités territoriales. Le phénomène d'habitat indigne et les conditions de vie dangereuses pour la santé et la sécurité des habitants qui en découlent en appellent à une action publique immédiate. La fondation Abbé Pierre recommande ainsi d'engager 13 milliards d'euros sur 10 ans pour traiter plus de 300 000 logements parmi les plus indignes. Aussi, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement compte mettre en oeuvre afin de renforcer l'accompagnement technique et financier des acteurs locaux en matière lutte contre l'habitat indigne.

Réponse. – La lutte contre l'habitat indigne est une priorité de l'action gouvernementale et une politique publique éminemment prioritaire en raison de l'impact des situations sur la santé et la sécurité des personnes. Les dangers et les risques émanant de conditions de vie dans les logements indignes sont aujourd'hui inacceptables. C'est également une priorité de la politique de l'habitat car elle concourt à l'amélioration du parc de logements. C'est enfin un enjeu de lutte contre la criminalité immobilière. L'organisation de la lutte contre l'habitat indigne sur les territoires d'un département est aujourd'hui structurée autour du pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI), placé sous l'égide du préfet, et qui a la charge de coordonner et de mettre en synergie les services dédiés et les partenaires : DDT (DDTM), DEETS (PP), les ARS, les ADIL, les CAF, les MSA, les collectivités territoriales, les parquets, ainsi que les divers acteurs investis dans la lutte contre l'habitat indigne. Le PDLHI a la responsabilité d'élaborer le plan pluriannuel d'action permettant d'intervenir à différentes échelles (territoire, ville, quartier, îlot, immeuble, logement), de prioriser l'action publique et de l'évaluer. Cette instance de coordination vise justement à décloisonner les dispositifs et lever les freins que vous indiquez. Le PDLHI est aujourd'hui le guichet unique des signalements en matière de lutte contre l'habitat indigne. Cette logique de guichet unique repose sur la mise en place de la plateforme en ligne « Histologe ». Aussi, un sous-préfet référent en matière de lutte contre l'habitat indigne est désigné dans chaque département pour assurer le pilotage du PDLHI, pour accompagner les acteurs locaux et pour développer les liens nécessaires avec les parquets, et plus précisément avec les magistrats référents chargés de la lutte contre l'habitat indigne qui apprécient les situations signalées nécessitant d'éventuelles poursuites. Divers dispositifs et aides financières ont été renforcés ces dernières années pour consolider la lutte contre l'habitat indigne : les procédures coercitives, les travaux d'office, ainsi que l'astreinte administrative prévus aux articles L 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH) permettent de contraindre le propriétaire à réaliser des travaux. Par ailleurs, la loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement permet désormais aux collectivités locales d'intervenir le plus en amont des situations d'habitat indigne, si nécessaire de manière coercitive. Elle rend désormais possible l'expropriation d'un immeuble, y compris en situation remédiable, si son propriétaire n'exécute pas les prescriptions des arrêtés de police spéciale notifiés. Cette loi dote les collectivités de plusieurs nouveaux outils pour lesquels nous serons attentifs à leur mise en oeuvre. La lutte contre l'habitat indigne se déploie aussi à travers différents outils opérationnels cofinancés par l'Anah : le Programme d'intérêt général (PIG) dédié à l'habitat indigne ou encore les opérations programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) avec un volet « habitat indigne ». En outre, différentes aides financières dans le cadre du budget de l'Etat (programme 135) et de l'action de l'Anah peuvent être mobilisées pour financer les actions de résorption de l'habitat indigne. Le fonds d'aide pour le relogement d'urgence (FARU) peut également être sollicité pour les nécessités d'hébergement et de relogement des personnes victimes d'habitat insalubre. Le Gouvernement soutient les Maires qui décident de réaliser eux-mêmes les « travaux d'office » pour lever les arrêtés lorsque le propriétaire est défaillant et majore notamment les financements de ces travaux par l'ANAH de 50 % à 80 % dans les secteurs d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), et même 100% jusqu'à fin 2025 dans 6 départements particulièrement touchés (comme le Nord et la Seine-Saint-Denis). Enfin,

l'ordonnance du 16 septembre 2020 précitée a créé la possibilité pour les Maires de transférer leurs pouvoirs de polices péciale aux présidents de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). Cette disposition permet désormais aux Maires des petites communes de mutualiser leurs moyens afin de pouvoir recourir aux travaux d'office.

Inclusion des cellules pénitentiaires dans le décompte des logements sociaux

1514. – 10 octobre 2024. – **M. Dany Wattebled** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur la non prise en compte au titre de l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) des cellules des établissements pénitentiaires, dans le décompte des logements sociaux dont disposent les communes. En effet, l'article 55 fait obligation aux communes de disposer d'un nombre minimal de logements sociaux proportionnel à leur taille et leur parc résidentiel. À cet égard, en plus des appartements (ou maisons) louées par un bailleur social, l'État comptabilise plusieurs autres structures collectives d'hébergement comme les établissements pour personnes âgées dépendants (EPHAD), les résidences autonomie, les logements pour étudiants et saisonniers, les centres d'accueil des demandeurs d'asile (CADA), ainsi que les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Selon le type d'hébergement, les places occupées sont assimilées soit pleinement, soit partiellement, à des logements sociaux. Force est de constater qu'à ce jour, les établissements pénitentiaires ne font pas partis de ces établissements assimilés aux structure collectives. Cet « oubli » ou « omission volontaire » s'explique d'autant moins que l'implantation d'une maison d'arrêt ou d'un établissement pour peine est une décision unilatérale de l'État, qui l'impose à la commune choisie. En accueillant sur leurs territoires, ces établissements au nom de la Nation, les communes font bien preuve de solidarité et de mixité, notions qui sont à la base de la loi SRU et de son article 55. Or, cette décision d'implantation impacte fortement la commune à trois titres. Premièrement, avec cette implantation, la commune voit sensiblement réduit son foncier disponible, ce d'autant plus qu'une zone de « no man's land » doit être prévue pour des raisons de sécurité. Ainsi, les surfaces constructibles disponibles pour la construction de logements sociaux, denrée déjà souvent trop rare notamment dans les petites communes, se voient amputées par cette importante emprise foncière. Deuxièmement, la création d'une de ces structures pénitentiaires suscite nécessairement un accroissement de la population communale, puisque les détenus sont comptabilisés par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) comme appartenant à la population légale de la commune. Cette augmentation peut avoir pour effet de faire lui passer un nouveau seuil démographique, lui imposant de nouvelles obligations comme celle de construire plus de 25 % de logements sociaux. Troisièmement, avec l'accueil d'un tel établissement, la commune est obligée d'accroître son service public, en l'assurant auprès des détenus notamment en matière de mariages, de reconnaissance de paternité ou maternité mais aussi pour les décès. Ainsi, il lui semble équitable et logique d'inclure dans l'inventaire des logements sociaux des communes, les cellules de ces établissements pénitentiaires et les places des maisons d'arrêt en raison d'une part, de la décision de leur implantation par l'État, d'autre part de l'emprise foncière considérable que cela représente pour bons nombre de communes, et, enfin, de l'augmentation de la population que cela suscite. C'est pourquoi il lui demande si elle entend prendre des dispositions pour introduire les cellules pénitentiaires parmi les structures collectives d'hébergements spécialisés prise en compte lors du décompte des logements sociaux des communes.

Réponse. – Les dispositions issues de l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) visent à satisfaire les besoins en logement des ménages les plus modestes et leur permettre de se loger dans la commune de leur choix, tout en favorisant la mixité sociale par la constitution d'un parc social réparti de manière équilibrée sur le territoire. À cette fin, la loi impose aux communes de plus de 3 500 habitants (ou 1 500 habitants en Île-de-France) de disposer de 20 % ou 25 % de logements sociaux dès lors qu'elles appartiennent à des agglomérations ou des établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants comprenant une commune de plus de 15 000 habitants où les besoins sont avérés. Le décompte des logements sociaux s'appuie principalement sur le conventionnement APL, qui garantit la pérennité des logements destinés à des ménages modestes, sous conditions de ressources et avec des loyers plafonnés, dans un cadre réglementaire homogène et transparent. Il prend également en compte des logements du parc privé soumis à un régime spécifique garantissant leur finalité sociale, et certaines structures d'hébergement. Les cellules des maisons d'arrêt et des établissements pour peine, qui constituent des espaces privatifs des libertés, ne participent pas à répondre aux besoins en logement abordable des communes concernées, objectif premier de l'article 55 de la loi SRU. A l'inverse, comptabiliser ces cellules à l'inventaire SRU conduirait à augmenter artificiellement le taux de logement social des communes concernées et à diminuer facialement la nécessité de développer une offre de logement abordable à destination des habitants. Il n'est donc pas envisagé de proposer d'assimiler ces lieux privatifs de liberté

à des logements sociaux. Néanmoins, le ministère chargé du logement étudie les modalités d'une évolution de la règlementation permettant de ne pas prendre en compte le nombre de détenus des centres pénitenciers dans le décompte de population retenue pour l'application du dispositif SRU pour ne pas pénaliser les communes qui, du fait de l'instalation de prison, dépasseraient les seuils démographiques.

Problématique des logements vacants en zone rurale

1709. – 17 octobre 2024. – **M. Bruno Belin** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur la problématique des logements vacants en zone rurale. Bien que ce phénomène ne puisse être précisément mesuré, les maires ruraux sont confrontés à des habitats anciens vacants de plus en plus nombreux. Les associations d'élus sont très souvent sollicitées à ce sujet par les élus qui dénoncent un problème récurrent et un processus difficile de résolution de ce dernier. Ces maisons abandonnées par leurs propriétaires imposent aux élus des frais que les communes ne peuvent supporter financièrement. Avec des coûts parfois très élevés, l'entretien et la démolition représentent une part importante du budget des municipalités. De plus, les procédures administratives pour les municipalités s'avèrent très complexes et peuvent retarder les travaux. La responsabilité pénale de la municipalité peut être engagée en cas de non-signalement de dangers. L'augmentation rapide du nombre de ces maisons abandonnées laissées aux mains des communes peut engendrer des effondrements susceptibles de causer des dommages aux biens environnants et aux habitants. Le Parlement a récemment voté la loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement avec des mesures qui vont dans le bon sens mais elle ne correspond pas à la grande loi logement attendue pour répondre à cette crise. Par conséquent, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour soutenir nos élus locaux face au problème de ces habitations anciennes vacantes en zones rurales.

Problématique des logements vacants en zone rurale

3550. – 27 février 2025. – **M. Bruno Belin** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** les termes de sa question n° 01709 sous le titre « Problématique des logements vacants en zone rurale », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La lutte contre la vacance des logements et la reconquête du parc existant constituent deux des axes d'action au service des politiques publiques foncières, d'aménagement et du logement dans le cadre de la mise en oeuvre de la transition écologique. Si le parc de logements vacants a augmenté au début des années 2000, son évolution annuelle a substantiellement diminué depuis 2009 pour revenir à un niveau quasi similaire à celui de l'évolution du parc de logements depuis 2017. Les mesures du plan national de lutte contre les logements vacants engagé en 2020 par le ministère chargé du logement, en lien avec le réseau des collectivités « Agir contre le logement vacant » et l'Agence nationale de l'habitat (Anah), ont permis de mettre en place plusieurs outils au service des territoires. En premier lieu, afin que l'ensemble des acteurs de la lutte contre la vacance puisse suivre et identifier les logements structurellement vacants, le plan national met à leur disposition gratuitement la base de données LOVAC pour permettre aux acteurs de la lutte contre la vacance de logement d'avoir une vision détaillée du phénomène sur leurs territoires, sur les logements concernés et sur leurs propriétaires. En second lieu, la création de la Startup d'Etat Zéro Logement Vacant permet d'aider les collectivités à repérer, contacter et convaincre les propriétaires de logements vacants de mettre leurs logements à la location : plus de 1 000 collectivités utilisatrices et près de 100 000 logements vacants contactés par publipostage. La Startup d'Etat Zéro Logement Vacant a ainsi permis à plus de 15 000 logements de sortir de la vacance. Enfin, des lieux d'échange ont été développés pour valoriser et diffuser l'ensemble des outils de lutte contre la vacance des logements avec le réseau « rencontre des territoires ». On compte plus de 1 660 utilisateurs des outils précités au sein des groupes thématiques sur les logements vacants. Au-delà des actions portées par ce premier plan national de lutte contre la vacance, le Gouvernement entend rester pleinement mobilisé sur le sujet. La question de la vacance en milieu rural dans le cadre de l'action des services publics est aujourd'hui essentielle, puisque le parc structurellement vacant y est encore très important avec près de 600 000 logements. Ainsi plus d'un logement privé sur deux vacants depuis plus de 2 ans est situé dans un bourg rural ou en habitat dispersé à très dispersé (au sens des zones Insee de densité). Ainsi, pour les communes rurales, le programme « France solutions » met en oeuvre des mesures d'amélioration du quotidien au travers un volet « habitat-logement », notamment dans le cadre des opérations de revitalisation de territoire (ORT) rurales où sont délivrées les aides de l'Anah. En octobre 2024, 21 834 communes rurales (72 % des communes rurales) sont accompagnées par l'Anah à l'échelle intercommunale ou départementale. En outre, une prime de sortie de la vacance a été mise en place dans le cadre du programme

France Ruralités de l'ANCT depuis le début 2024. Cette prime, venant en complément des aides ANAH Propriétaires Bailleurs sur les communes engagées dans une ORT, une OPAH-RU ou un PIG en lien avec la solution numérique Zéro Logement Vacant, a déjà permis à 260 logements de sortir de la vacance structurelle pour un montant total d'un million trois cent mille euros.

Prise en charge financière des procédures de péril

2115. – 31 octobre 2024. – **M. Pierre Médevielle** expose à **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** le cas d'une commune de Haute-Garonne ayant mis en oeuvre une procédure de péril pour un immeuble qui s'est effondré le 1er septembre, en entrée de ville, entre deux rues piétonnes. Suite à cet effondrement, les immeubles voisins ont démontré une certaine fragilité. Huit foyers et une société d'assurance ont été évacués. Onze personnes ont dû être relogées et ne pourront pas pénétrer dans les immeubles concernés avant la réalisation de travaux de sécurisation. Le propriétaire de l'immeuble effondré n'est pas assuré et n'est pas solvable. La commune après avoir pris un arrêté de péril a fait réaliser les devis pour la mise en sécurité. L'estimation s'élève à plus de 450 000 euros. La commune ne peut pas engager cette somme car son budget ne lui permet pas. Deux autres opérations similaires ont déjà été engagées sur le budget 2024 par la commune pour d'autres immeubles menaçant ruines dont les propriétaires sont également défaillants. Les autres collectivités territoriales ne peuvent pas apporter un soutien financier car la commune n'est pas propriétaire des biens. Aucun dispositif de l'État ne vient apporter de solution aux élus. Aucun fonds d'urgence n'est prévu pour soutenir les communes impactées par ces situations de plus en plus fréquentes. Il lui demande ce qu'elle compte faire afin d'accompagner les communes concernées face à des propriétaires défaillants, les communes tenues d'engager des frais de mises en sécurité très élevés, dépenses qui ne peuvent pas être assumées à cause de budgets communaux contraints. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement .**

Réponse. – La lutte contre l'habitat indigne constitue une priorité d'action de la puissance publique et participe en outre à la réalisation d'un objectif à valeur constitutionnelle : « la possibilité pour toute personne de disposer d'un logement décent ». Mes services se sont rapprochés de la Direction départemental des territoires de Haute-Garonne afin d'accompagner la commune de Montréjeau à la fois sur le plan juridique et financier. En effet, il est urgent de trouver une source de financement qui permettra de démolir cet immeuble, mais il est essentiel de reconstruire une base juridique régulière qui permettra de réduire les risques de recours qui pourraient augmenter les délais de procédure sur ce projet. L'Agence nationale de l'habitat (Anah), placée sous la tutelle de l'Etat, finance d'ores et déjà à hauteur de 50 % la réalisation de travaux d'office des collectivités locales visant des logements du parc privé en cas de défaillance des propriétaires. Afin de donner une nouvelle dynamique à la mise en oeuvre des travaux d'office et de répondre aux enjeux de politique publique de lutte contre l'habitat indigne, il a été adopté au Conseil d'administration de l'Anah du 11 décembre 2024 la majoration du taux de financement à 80 % pour les immeubles situés dans le périmètre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat comprenant un volet renouvellement urbain (OPAH-RU) de l'ensemble du territoire français. Ainsi, l'amélioration des conditions de financement des travaux d'office doit permettre de répondre aux problématiques opérationnelles de lutte contre l'habitat indigne, dégradé et vacant, dans les territoires urbains et les zones rurales. La contractualisation entre l'Anah et les collectivités locales au travers des OPAH-RU permet aux collectivités de disposer d'opérateurs compétents et spécialisés pour les accompagner au titre des travaux d'office (accompagnement juridique, technique et social). Par ailleurs, la loi n° 2024-322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement a renforcé l'arsenal de solutions proposées aux collectivités, aux services de l'Etat, aux bailleurs sociaux et aux opérateurs spécialisés afin de mieux intervenir sur l'habitat indigne. Elle renforce également les outils à la disposition des élus locaux pour faciliter l'intervention publique avant que la dégradation du bâti ne soit irréversible. Les services de l'Etat local restent bien évidemment à la disposition des collectivités locales pour les accompagner dans leurs problématiques de traitement de l'habitat indigne, ainsi que pour la mise en oeuvre des nouvelles procédures introduites par la loi.

Cumul du prêt à taux zéro et de MaPrimeRénov'

3717. – 13 mars 2025. – **M. Yves Bleunven** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur le cumul des aides MaPrimeRénov'et du prêt à taux zéro. Aujourd'hui, en l'état actuel des choses, un ménage aux revenus modestes ayant pu bénéficier d'un prêt à taux zéro pour l'achat ou la construction d'un logement est tenu de patienter cinq ans avant de pouvoir bénéficier du dispositif MaPrimeRénov'et ainsi financer son projet de rénovation

énergétique. Par ailleurs, cette situation est d'autant plus ressentie comme injuste qu'elle ne concerne que les foyers modestes, dont les demandes d'accompagnement sont traitées au niveau départemental. En effet, dans le cas inverse, les ménages aux revenus intermédiaires et supérieurs, dont les dossiers sont examinés à l'échelle régionale, peuvent inexplicablement prétendre à ce cumul. Par conséquent, de nombreux foyers modestes prennent donc la décision, faute de moyens suffisants, de repousser la réalisation de ces travaux. Aussi, dans un contexte politique qui pousse les foyers français à la sobriété énergétique, la publication d'un décret venant pallier cette problématique demeure à l'heure actuelle primordiale. Pourtant, et ce malgré plusieurs relances parlementaires, nous constatons qu'aucune mesure n'est encore entrée en vigueur. Ainsi, il lui demande si une date de publication dudit décret pourrait être communiquée.

Réponse. – La réforme des aides à la rénovation du 1er janvier 2024 a introduit un nouveau « parcours accompagné » ouvert à l'ensemble des ménages quel que soit leur niveau de ressources. Cependant, les ménages aux ressources « modestes » et « très modestes » ne pouvaient pas bénéficier d'une aide MaPrimeRénov'du parcours accompagné pendant les cinq années suivant l'octroi d'un prêt à taux zéro pour l'accession à la propriété. Cette règle ne s'appliquait pas aux ménages dont les ressources sont dites « intermédiaires » et « supérieures ». C'est pour répondre à ces difficultés et aux interpellations parlementaires de terrain pointant ces difficultés que le décret no 2025-249 du 19 mars 2025 relatif aux aides de l'Agence nationale de l'habitat a été pris. Il permet d'autoriser le cumul du prêt à taux zéro et des aides à la pierre de l'Anah, afin d'uniformiser les règles applicables à l'ensemble des ménages. Il permet aussi de laisser la possibilité à l'Anah et ses co-financeurs de financer jusqu'à 90 % les projets des ménages « modestes », tout en maintenant la possibilité de les financer jusqu'à 100 % pour les ménages « très modestes » par dérogation prévue à l'article R.321-21-1 du CCH. Un arrêté modifiant le règlement général de l'Anah sera publié prochainement pour mettre en oeuvre l'évolution sur les ménages « modestes ». En effet, avant ce décret, le barème du parcours accompagné prévoit un plafonnement du montant total des aides perçues par le ménage, c'est-à-dire de l'aide MaPrimeRénov', des autres aides publiques hors aides fiscales et des aides privées. Pour ce qui concerne les ménages « modestes » et « très modestes », l'article R.321-17 du code de la construction et de l'habitation (CCH) fixait à l'origine ce plafond à 80 % de la dépense toutes taxes comprises (TTC), avec un cadre dérogatoire pouvant être adopté par le conseil d'administration de l'Anah. Les ménages « très modestes » bénéficient déjà d'une telle dérogation afin de pouvoir toucher jusqu'à 100 % d'aides pour leur projet de travaux. Le niveau du plafond à 80 % applicable aux ménages « modestes » pouvait induire un écrêtement de l'aide MaPrimeRénov'parcours accompagné en cas de cofinancement par un autre acteur, ce qui pouvait limiter la capacité de certaines collectivités à renforcer leur soutien à la rénovation énergétique Ces mesures traduisent la volonté commune de l'État et des collectivités locales d'encourager les rénovations énergétiques d'ampleur en renforçant leur financement pour diminuer le reste à charge des ménages.

MÉMOIRE ET ANCIENS COMBATTANTS

Attribution de la médaille militaire

3723. – 13 mars 2025. – **Mme Nicole Bonnefoy** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants** sur une injustice flagrante et insupportable subie par un grand nombre d'anciens combattants qui, par leur comportement courageux et valeureux, comme par leurs actions exceptionnelles au combat, mériteraient de se voir décerner la médaille militaire. Ils sont nombreux à remplir toutes les conditions nécessaires et à répondre à tous les critères précis - une citation individuelle attribuée à la suite d'une action d'éclat ou une blessure de guerre - pour que la Nation les honore par l'attribution de cette médaille. Cependant, au vu du nombre restreint de médailles militaires décernées chaque année, et au regard de l'âge avancé d'un grand nombre de nos concitoyens concernés, il est évident que tous ceux qui correspondent aux critères d'attribution de la médaille militaire ne pourront obtenir celle-ci. Il est pourtant urgent de répondre à leur attente légitime. Nous ne pouvons accepter une telle discrimination. En effet, il parait normal et cohérent que le nombre de décorations de l'Ordre national de la Légion d'Honneur et de l'Ordre national du mérite, par exemple, soit limité et contingenté, puisqu'il n'y a pas de critères précis imposés pour être promus dans ces ordres prestigieux. Il s'agit là de la reconnaissance globale et générale par la Nation d'une vie exemplaire ou d'actions exceptionnelles, en prenant en compte de façon objective et subjective, un certain nombre de faits et d'actes. Mais, il en va différemment pour la médaille militaire dans la mesure où l'attribution de celle-ci correspond à des critères bien précis. Tous ceux qui remplissent ces critères doivent pouvoir en bénéficier : l'attribution de cette médaille ne saurait donc être restreinte et contingentée. Elle lui demande

quelles mesures elle envisage de prendre pour attribuer la médaille militaire à tous ceux qui, par leur action et leur engagement au service de la Nation, y ont droit. Ce serait une mesure de justice et d'équité qui honorerait la République, en rendant hommage aux plus valeureux de ses citoyens.

Réponse. – Les décorations officielles françaises permettent de récompenser les militaires ayant servi dans les forces armées, notamment, lors des conflits successifs, en proportion de leurs mérites et de la valeur de leurs actions au combat. Les parcours sont appréciés individuellement pour l'octroi d'une décoration, au regard de la réglementation et des critères d'appréciation des conseils des ordres nationaux, souverains pour agréer les propositions soumises par les ministres, dans leurs domaines d'attributions respectifs, pour l'admission ou l'avancement dans les ordres nationaux ou, exclusivement par le ministre des Armées, pour la concession de la Médaille militaire. Les ordres nationaux et la Médaille militaire, ainsi que les décorations décernées en raison de mérites acquis à titre militaire ou civil, forment un système de distinctions honorifiques cohérent et complet, issu de la réforme des récompenses nationales voulue par le Général de Gaulle et menée de 1962 à 1963. Le rapport du décret n° 63-1196 du 3 décembre 1963 portant création d'un ordre national du Mérite expose que « la revalorisation de la notion de décoration, en tant que marque d'honneur accordée par l'Etat, impose une limitation non seulement des effectifs des attributaires des divers ordres, mais encore du nombre des décorations elles-mêmes. » Le contingentement des plus hautes distinctions honorifiques a ainsi pour objet de les préserver de toute dévaluation qu'induirait un trop grand nombre d'attributaires. Régie par les articles R. 136 et suivants du code de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de l'ordre national du Mérite, la Médaille militaire est décernée par décret du Président de la République, lors de deux promotions annuelles. Destinée à récompenser les militaires non officiers, elle peut être attribuée à ceux qui comptent huit années de services militaires, à ceux qui ont été cités à l'ordre de l'armée, quelle que soit leur ancienneté de service, à ceux qui ont reçu une ou plusieurs blessures en combattant devant l'ennemi ou en service commandé, à ceux qui se sont signalés par une action d'éclat ou par un acte de courage et de dévouement méritant récompense, ainsi qu'à ceux qui ont accompli un parcours opérationnel et professionnel remarquable. La définition des mérites précités, de différentes natures, est prise en compte pour la sélection des meilleurs profils pouvant être soumis à l'avis du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur, compétent pour statuer sur les propositions faites pour la concession de la Médaille militaire. Dès lors, les critères d'attribution ne peuvent se distinguer en essence de l'attribution des deux ordres nationaux. Les modalités de concession de la Médaille militaire sont soumises aux mêmes règles que celles prévues pour l'admission et l'avancement dans la Légion d'honneur, « prononcés dans la limite de contingents fixés par décret du Président de la République pour une période de trois ans. » La fixation des contingents est une prérogative exclusive du Président de la République, seul compétent pour déterminer l'évolution du nombre des croix et des médailles pouvant être attribuées. S'agissant du personnel n'appartenant pas à l'armée active, le contingent annuel est fixé à 740 médailles militaires par le décret n° 2024-262 du 25 mars 2024 fixant les contingents de Médailles militaires pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026. Il est enfin précisé que ces mérites peuvent être considérés dans l'attribution d'un ordre national et que, par conséquent, le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur considère que les mérites déjà récompensés par l'admission dans un ordre national, tenant compte des services militaires ou des faits de guerre, citations avec croix ou blessures de guerre, ne peuvent donner lieu à la concession de la Médaille militaire, en l'absence de mérites nouveaux.

Dispositif d'indemnisation destiné aux anciens Harkis

4449. – 1er mai 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants** sur les inégalités du dispositif d'indemnisation destiné aux anciens Harkis ayant séjourné dans des camps en France après la guerre d'Algérie. La loi n° 2022-229 du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français a permis une reconnaissance salutaire de la nation envers ceux qui l'avaient épousée sans recevoir un traitement digne. À cette reconnaissance symbolique s'est ajouté un dispositif visant à réparer le préjudice subi par les harkis, leurs familles et les rapatriés d'Algérie « du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie ». L'application de ce dispositif comprend cependant une limite. En effet, le texte de loi prévoit une indemnisation de 2 000 euros pour un séjour inférieur à trois mois, de 3 000 euros pour un séjour supérieur à trois mois, et 1 000 euros par année supplémentaire passée dans ces camps. Or, le dispositif limite les indemnisations aux séjours ayant eu lieu jusqu'au 31 décembre 1975. Néanmoins, certains camps sont demeurés ouverts au-delà de cette date, sans amélioration significative des conditions de vie des résidents. Cette restriction temporelle conduit à limiter le droit à la

réparation des personnes. C'est particulièrement le cas de celles nées après la fin de l'année 1960, alors enfants et qui sont restées dans ces camps après 1975. La date retenue par le dispositif apparaît ainsi arbitraire. Au regard de ces éléments, il souhaite obtenir des précisions sur les raisons de ce choix et rappelle l'importance pour l'ensemble des anciens Harkis et de leurs familles d'une indemnisation conforme au principe constitutionnel d'égalité.

Réponse. – La loi n° 2022-229 du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les harkis et les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et réparation des préjudices subis par ceux-ci et leurs familles du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français, précise que la période au titre de laquelle les demandeurs peuvent obtenir réparation des préjudices subis s'étend du 20 mars 1962 au 31 décembre 1975, date de fermeture administrative de ces structures et donc de fin de tutelle administrative de l'Etat ; la décision de fermeture des camps et hameaux ayant été actée lors du Conseil des ministres du 6 août 1975. La présence continue, ou le retour de personnes dans ces lieux au-delà du 31 décembre 1975 n'ouvre pas droit à une réparation complémentaire. Le Gouvernement ne prévoit pas à ce jour de modifier cette borne temporelle, qui constitue un fondement essentiel du dispositif actuel de reconnaissance et de réparation.

RURALITÉ

Coefficient correcteur et potentiel fiscal

3990. – 3 avril 2025. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité** sur la situation particulière des communes rurales à haut potentiel fiscal. Depuis qu'elles ont transféré les impôts économiques, ces communes ne bénéficient plus du développement ou de l'extension des entreprises présentes sur le territoire. Leurs potentiels financiers progressent et elles n'en bénéficient pas. Dans le même temps, les dotations de l'État, les subventions des partenaires, les cotisations aux services départementaux d'incendie et de secours, les participation aux frais de scolarité… sont souvent indexées sur le potentiel financier. Ainsi, des communes qui paraissent riches voient leurs coûts de fonctionnement augmenter et leurs subventions baisser. Résultat, leurs situations budgétaires se compliquent et s'aggravent. Nous arrivons ainsi à un paradoxe : il vaudrait mieux que les entreprises ne se développent pas dans l'intérêt des comptes de la commune… Aussi, il souhaite connaître la position du Gouvernement sur le fait de retenir le potentiel fiscal de la commune à la date antérieure au transfert de la fiscalité économique à l'intercommunalité.

Réponse. – Le potentiel fiscal est un indicateur de richesse qui permet d'apprécier les ressources fiscales libres d'emploi que peut mobiliser une commune de manière objective. Trois principes guident le calcul du potentiel fiscal d'une commune. En premier lieu, il s'agit d'un indicateur de richesse pour partie composé de "produits potentiels"et pour partie de"produits réels". Les produits potentiels sont obtenus en multipliant les bases de fiscalité de la commune par les taux moyens nationaux correspondants, et non par les taux effectivement pratiqués par la collectivité. Cette mesure permet de prendre en compte des inégalités de situation objectives et non celles liées à des différences de gestion. Elle concerne les impositions sur lesquelles les communes ou EPCI à FP ont un pouvoir de taux (comme la taxe foncière sur les propriétés bâties ou la cotisation foncière des entreprises). Le potentiel fiscal est, pour une autre partie, constitué de "produits réels", s'agissant bien de ressources fiscales des collectivités mais sur lesquelles elles n'ont pas de pouvoir de taux (comme la CVAE, les IFER ou diverses allocations compensatrices). Le potentiel fiscal des EPCI à fiscalité propre et celui des départements sont calculés selon des modalités analogues. En deuxième lieu, la richesse tirée par une commune de son appartenance à un groupement à fiscalité propre est valorisée dans le potentiel fiscal de la commune. En effet, la richesse "transférée" de la commune à l'EPCI n'est pas perdue puisque l'EPCI assume, en lieu et place de la commune, un certain nombre de compétences. Pour le calcul du potentiel fiscal, la richesse fiscale de l'EPCI est donc répartie entre les communes selon des règles dépendant du type de fiscalité adopté par l'EPCI. Cette ventilation de la richesse de l'EPCI est corrigée des attributions de compensation versées aux communes membres. En troisième lieu, les produits fiscaux perçus par les communes mais pour lesquels la loi prévoit une affectation à des dépenses spécifiques ne sont pas comptabilisés dans le potentiel fiscal. En effet, à l'instar de la taxe de séjour, qui doit être affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune, ces produits ne sont pas considérés à ce jour comme des ressources fiscales libres d'emploi. Le potentiel fiscal permet ainsi d'apprécier de manière rationnelle et objective la richesse des collectivités. A l'inverse, votre proposition conduirait à tenir compte des choix de gestion des collectivités, avec la possibilité d'optimiser le montant de dotations perçu, sans lien avec

une réelle dégradation de la situation des collectivités. Par ailleurs, à l'issue d'un cycle de groupes de travail du comité des finances locales, les lois de finances pour 2021 et 2022 ont déjà modifié les modalités de calcul du potentiel fiscal afin, d'une part, de tirer les conséquences du nouveau panier de recettes des collectivités depuis la réforme de la fiscalité locale, et d'autre part, d'intégrer dans le calcul du potentiel fiscal plusieurs recettes libres d'emploi perçues par les communes (DMTO, taxe sur la publicité extérieure, etc.). L'ensemble des évolutions issues des lois de finances pour 2021 et 2022 sont couvertes par des fractions de correction afin d'éviter que ces réformes ne déstabilisent la répartition des dotations. Les effets des réformes ont ainsi été complètement neutralisés en 2022 et décroissent depuis de manière très progressive pour s'éteindre en 2028. Le Gouvernement n'envisage donc pas de modifier à nouveau les modalités de calcul du potentiel fiscal.

Application du dispositif « France Ruralités Revitalisation »

4236. – 17 avril 2025. – **M. Mickaël Vallet** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité** sur les modalités d'application du dispositif « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux territoires ruraux appartenant à des intercommunalités hétérogènes du point de vue de la densité de population. Dans le département de la Charente-Maritime, cinq communes rurales, Angliers, Nuaillé-d'Aunis, Saint-Ouen-d'Aunis, Longèves et Villedoux, bien que remplissant les conditions d'éligibilité définies à l'article 44 quindecies A du code général des impôts, ont été exclues du bénéfice de ce dispositif. Cette exclusion résulte d'un classement opéré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) au regard du zonage en bassins de vie, qui rattache ces communes au bassin de La Rochelle, centre urbain proche, alors que leur insertion territoriale et leurs logiques de développement les ancrent davantage dans le bassin de vie de Marans, commune justement située en zone FRR. Ces cinq communes, membres de la communauté de communes Aunis Atlantique se trouvent ainsi discriminées, au sein même de leur intercommunalité, par une application rigide et partiellement déconnectée de la réalité du terrain. Cette situation crée une rupture d'égalité entre territoires comparables et compromet les efforts de revitalisation économique et sociale engagés localement. Or, le II B bis de l'article 44 quindecies A prévoit explicitement la possibilité pour le représentant de l'État en région de proposer une intégration complémentaire au titre de l'intérêt général. Aussi, il lui demande si elle entend inviter les services compétents à réexaminer la situation des communes précitées, afin qu'elles puissent bénéficier du dispositif FRR dans des conditions équitables, à l'image des territoires de même nature.

Réponse. – Issue d'une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés conduite alors par Dominique FAURE, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, au premier rang desquels les élus locaux et leurs représentants, la refonte des zones de revitalisation rurale (ZRR) a été adoptée via l'article 73 de la loi du 29 décembre 2023 de finances pour 2024. Le nouveau zonage « France ruralités revitalisation » (FRR), entré en vigueur le 1er juillet 2024, remplace ainsi les ZRR et les zones de revitalisation des commerces en milieu rural (ZoRCoMiR). Par ailleurs, l'article 99 de la loi du 14 février 2025 de finances pour 2025 permet de faire bénéficier des effets du nouveau zonage FRR toutes les communes précédemment situées en ZRR et qui n'avaient pas été classées en FRR au 1er juillet 2024. Selon les critères définis à l'article 44 quindecies A du code général des impôts, le nouveau zonage FRR concerne les communes dont la population est inférieure à 30 000 habitants et qui sont membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) dont la densité de population et le revenu médian disponible sont inférieurs ou égaux, respectivement, à la densité médiane nationale (63,57 hab/km²) et à la médiane des revenus médians des EPCI-FP (21 570 euros). Les communes peuvent également être zonées, à titre complémentaire, sur proposition du préfet de région, si elles répondent aux mêmes critères de densité médiane de population et de médiane des revenus médians, appréciés à l'échelle des bassins de vie (70,84 hab/km² et 21 600 euros). Les bassins de vie auxquels sont rattachées les communes correspondent à ceux déterminés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), dans leur dernier périmètre mis à jour en 2022. S'agissant de la CC Aunis Atlantique, celle-ci ne répond pas aux critères cumulatifs fixés à l'échelle de l'EPCI à fiscalité propre. En effet, elle dispose d'une densité de population supérieure à la médiane nationale (70,8 hab/km² contre 63,57 hab/km²) et également d'un revenu médian supérieur au seuil de la médiane (22 270 euros contre 21 570 euros). Toutefois, 15 des 20 communes de la CC sont classées à la maille bassin de vie, celles-ci étant rattachées à des bassins de vie respectant les deux critères cumulatifs de densité et de revenu : 4 communes sont rattachées au bassin de vie de Marans et 11 communes à celui de Surgères. Concernant les cinq communes non zonées en FRR de l'intercommunalité Aunis Atlantique (Angliers, Nuaillé-d'Aunis, Saint-Ouen-d'Aunis, Longèves et Villedoux), celles-ci sont localisées dans le bassin de vie de La Rochelle, qui ne respecte aucun des deux critères de classement, avec une densité nettement supérieure à

la médiane (521 hab/km² contre 70,84 hab/km²), et un revenu supérieur au seul fixé dans la loi (23 520euros contre 21 600euros). Ainsi, la réforme FRR permet à la CC d'Aunis Atlantique de bénéficier des mesures fiscales et sociales adossées à ce dispositif pour 15 des communes de l'intercommunalité, alors qu'aucune commune de la CC ne bénéficiait du dispositif précédent des zones de revitalisation rurales (ZRR). De plus, les communes de la CC d'Aunis Atlantique non classées en FRR sont éligibles à d'autres zonages. A ce titre, 3 communes de cet EPCI à fiscalité propre sont classées en zones d'aide à finalité régionale (ZAFR), dont 1 commune non zonée en FRR (Saint-Ouen-d'Aunis), et 2 communes zonées FRR socle (Andilly et Marans). La loi de finances pour 2024 a prorogé les dispositifs d'exonérations fiscales attachées à ce zonage jusqu'en 2027, en matière d'impôts sur les bénéfices (IR/IS) et d'impôts locaux (TFPB et CFE) pour les entreprises éligibles. L'entreprise qui s'implante dans une commune qui est éligible à ces deux zonages pourra ainsi opter pour l'un des deux régimes d'exonération fiscale FRR ou AFR. En outre, le zonage AFR donne la possibilité aux autorités publiques, parmi lesquelles les collectivités et leurs groupements, d'octroyer dans des conditions plus favorables des aides économiques aux entreprises dans le but de favoriser le développement de l'activité économique des territoires concernés. Enfin, les cinq communes non zonées FRR demeurent pleinement éligibles aux mesures du plan France ruralités pour améliorer le quotidien des habitants (en matière de mobilités, de santé, de logement etc.), dont les modalités ont été précisées dans un guide de l'ANCT.

Base de répartition des sièges au sein du conseil municipal en cas de victoire d'une liste « réputée complète »

4307. – 17 avril 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité** sur le mode de calcul de la répartition des sièges entre les différentes listes lors des élections municipales lorsque la liste arrivée en tête est « réputée complète ». La proposition de loi dite « Parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal » adoptée par l'Assemblée nationale le 7 avril 2025 prévoit que « lorsque le nombre de sièges attribué à une liste est supérieur à son nombre de candidats, les sièges qui ne peuvent être répartis (…) restent vacants ». L'exposé des motifs de l'amendement gouvernemental n° 37 rect adopté par le Sénat le 11 mars 2025 précise, dans son exposé des motifs, qu'il « propose d'adapter les modalités de répartition des sièges en cas de dépôt de listes incomplètes (…) dans l'hypothèse où une liste incomplète remporterait l'élection, il est prévu que lorsque nombre de sièges attribué à cette liste, en application du mode de scrutin proportionnel avec prime majoritaire, est supérieur à son nombre de candidats, les sièges qui ne peuvent être répartis resteront vacants ». Le Gouvernement ajoute que « ils ne sauraient en effet être attribués à la liste concurrente, sauf à méconnaître le principe de l'égalité devant le suffrage ». Cette disposition interroge. En effet, dans une commune de 100 à 499 habitants, si une liste paritaire de 9 candidats (au lieu de 11) arrive en tête, la répartition des conseillers municipaux entre les listes ayant obtenu plus de 5% des suffrages se calcule-t-elle à partir de l'effectif réel de cette liste (9) ou à partir du nombre de sièges théorique que compte le conseil municipal pour cette strate démographique (11). En fonction de la base de calcul choisie, la répartition entre deux listes pourrait être, par exemple, de 7 sièges pour la liste arrivée en tête et de 2 sièges pour la suivante, ou bien de 8 sièges pour la liste arrivée en tête et de 3 sièges pour la suivante, ce qui aurait une incidence sur le conseil municipal. Il souhaite donc que le Gouvernement clarifie la règle qui doit être appliquée en matière de distribution des sièges du conseil municipal lorsque la liste arrivée en tête est « réputée complète ». Il souhaite, par ailleurs, que le Gouvernement explique dans quel cas de figure le nombre de sièges attribué à une liste peut être « supérieur à son nombre de candidats ».

Réponse. – L'article L. 262 du code électoral, qui régit les modalités du mode de scrutin pour la désignation des conseillers municipaux des communes de 1 000 habitants et plus, dispose qu'"*au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés un nombre de sièges égal à la moitié du nombre des sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur lorsqu'il y a plus de quatre sièges à pourvoir et à l'entier inférieur lorsqu'il y a moins de quatre sièges à pourvoir. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sous réserve de l'application des dispositions du troisième alinéa ci-après. Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un deuxième tour. Il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix un nombre de sièges égal à la moitié du nombre des sièges à pourvoir, arrondi, le cas échéant, à l'entier supérieur lorsqu'il y a plus de quatre sièges à pourvoir et à l'entier inférieur lorsqu'il y a moins de quatre sièges à pourvoir. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sous réserve de l'application des dispositions du troisième alinéa ci-après. Les*

listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à répartition des sièges. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.". La proposition de loi visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité, adoptée par le Parlement le 7 avril 2025 et transmise au Conseil constitutionnel le 15 avril 2025, adapte les dispositions de l'article L. 262 du code électoral dans le cadre de l'extension du scrutin de liste pour la désignation des conseillers municipaux des communes de moins de 1 000 habitants. Ainsi, en cas de liste incomplète par rapport à l'effectif légal du conseil, lorsque la répartition des sièges dans les conditions prévues à l'article L. 262 a pour conséquence d'attribuer un nombre de sièges supérieur au nombre de candidats de la liste, les sièges qui devaient lui être attribués en principe si la liste était complète restent vacants. Le calcul de la répartition des sièges entre les listes est donc effectué sur la base de l'effectif légal du conseil municipal, tel qu'il résulte du barème fixé à l'article L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), et non de l'effectif des listes candidates. Pour reprendre l'exemple évoqué, lors du renouvellement général d'un conseil municipal dont l'effectif théorique est de 11 membres pour une commune dont la population comprend 200 habitants, si une liste A dont l'effectif est de 9 membres obtient le plus de voix, il lui est tout d'abord attribué la moitié du nombre de sièges théoriques, arrondi le cas échéant à l'entier supérieur, soit 6 sièges. Les 5 sièges restants sont répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Dans l'hypothèse où pour un nombre total de 100 suffrages exprimés, les listes A et B ont respectivement obtenu 80 et 20 voix, il est attribué, en conséquence, à la représentation proportionnelle 4 sièges à la liste A, et 1 siège à la liste B, soit 10 sièges au total pour la liste A. Dans la mesure où cette liste ne comprend que 9 candidats, le siège restant restera vacant et ne sera pas réattribué à une autre liste. A l'issue de sa promulgation, sous réserve de sa conformité déclarée par le Conseil constitutionnel, le Gouvernement publiera une circulaire qui s'attachera à reprendre, à partir d'exemples pour chaque strate de collectivité de moins de 1000 habitants, les modalités d'application du dernier alinéa de l'article L. 262.

Critères d'éligibilité de la dotation d'équipement des territoires ruraux

4361. – 24 avril 2025. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité** sur les critères d'éligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Actuellement, les communes de plus de 2 000 habitants ne peuvent bénéficier de cette dotation que si leur potentiel fiscal est inférieur de 1,3 fois à la moyenne des communes de même strate. Ce critère, purement comptable, ne permet pas de refléter la réalité de la situation financière de nombreuses communes rurales, notamment celles dont la population augmente et qui doivent répondre à de nouveaux besoins en matière d'équipements publics, tout en supportant des charges croissantes. Or, certaines communes peuvent être écartées de la DETR malgré une situation budgétaire tendue et un niveau d'endettement élevé. Ces éléments traduisent pourtant une capacité d'autofinancement limitée, souvent aggravée par la raréfaction des autres sources de financement. Aussi, elle lui demande si une réforme des critères d'éligibilité à la DETR, en particulier pour les communes de plus de 2 000 habitants est envisagée, afin d'y intégrer des indicateurs plus justes et plus proches des réalités locales, tels que le niveau d'endettement, l'effort fiscal, la capacité de désendettement ou encore l'épargne nette.

Réponse. – Instituée par l'article 179 de la loi de finances n° 2010-1657 du 29 décembre 2010, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) a pour objectif de financer la réalisation d'investissements ainsi que de projets dans le domaine économique, social, environnemental et touristique ou favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural. De manière générale, le Gouvernement estime que les modifications fréquentes de l'éligibilité des collectivités à la DETR envoient un mauvais signal, surtout dans la période actuelle dans laquelle les collectivités ont besoin de visibilité sur les moyens de soutien à l'investissement dont elles sont susceptibles de bénéficier. En outre, la suppression du critère de potentiel financier n'est pas souhaitable : elle rendrait éligibles à la DETR des communes qui en sont exclues car leur potentiel financier est plus de 1,3 fois supérieur à la moyenne, autrement dit uniquement les communes dont il est manifeste qu'elles peuvent, par elles-mêmes, mobiliser assez de ressources pour financer leurs investissements. A contrario, vous réduiriez la part de la DETR allouée aux collectivités les plus fragiles qui, elles, peuvent avoir besoin de la DETR pour financer leurs équipements. Le potentiel financier, qui n'est pas un indicateur purement comptable, est un indicateur pertinent pour refléter de manière objective la richesse fiscale des collectivités. Il permet en effet de représenter les ressources que les communes seraient en mesure de mobiliser en appliquant à leurs bases de fiscalité

directe locale les taux moyens constatés au niveau national. A contrario, des indicateurs de gestion comme le taux d'endettement ou le taux d'épargne peuvent varier en fonction des choix de gestion locaux, sans lien avec la richesse potentielle objective des collectivités. Toutefois, une reflexion est actuellement menée pour rapprocher les principales dotations d'investissement, ce qui conduit à expertiser les critères d'éligibilité actuels.

SANTÉ ET ACCÈS AUX SOINS

Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques

356. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la contamination des tampons hygiéniques par divers métaux et substances phytosanitaires et leurs conséquences sur la santé de millions de femmes. Selon une étude publiée par l'Université de Berkeley en juillet 2024, la première sur le sujet, 30 tampons hygiéniques vendus par 14 marques contiennent 16 métaux toxiques pour la santé des utilisatrices (arsenic, barium, calcium, cadmium, cobalt, chrome, cuivre, fer, manganèse, mercure, nickel, plomb, sélénium, strontium, vanadium et zinc). L'étude indique que, quel que soit le type de tampon (biologique ou non, marque spécialisée ou celle d'une enseigne de grande distribution), la présence en quantité notable d'au moins un de ces 16 métaux est observée, même si le niveau de contamination des tampons serait légèrement plus important aux États-Unis qu'en Europe. Or, selon les chercheuses, il n'existe pas, par exemple, un niveau d'exposition au plomb qui soit sans danger pour la santé. Cette étude complète le rapport remis par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) le 19 juillet 2018 sur la sécurité des produits de protections intimes qui soulignait la présence notamment de lindane et de quintozène ainsi que de nombreux perturbateurs endocriniens dans les tampons et serviettes hygiéniques vendus en France. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de prévenir l'intoxication des utilisatrices de tampons hygiéniques.

Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques

2786. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question nº 00356 sous le titre « Présence de métaux et de substances phytosanitaires dans les tampons hygiéniques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les produits de protection intime pour les femmes font l'objet de revendications légitimes des femmes d'être mieux informées de leur composition et des effets potentiels sur leur santé. Les ministères chargés de la santé et de la protection des consommateurs ont élaboré un décret relatif à l'information sur les produits de protection intime qui vise notamment à améliorer la transparence sur leur composition. Celui-ci a été publié le 30 décembre 2023, applicable depuis le 1er avril 2024. Il prévoit que les industriels doivent faire figurer les composants utilisés intentionnellement dans la fabrication de leurs produits. Cette obligation concerne tous les produits de protection intime (tampons, serviettes, protège-slips, coupes menstruelles, éponges menstruelles, culottes de règles…). Une large concertation a été organisée en amont de la rédaction de ce décret. En ce qui concerne la présence potentielle de substances contaminantes, la Direction générale de la santé (DGS) et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ont sollicité dès 2016 l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) sur la base des analyses réalisées par le Service commun des laboratoires (SCL) et de plusieurs organismes indépendants (dont l'UFC Que choisir et le magazine 60 millions de consommateurs). L'ANSES a mené une évaluation quantitative de risques sanitaires et a conclu dans son avis de 2019 à l'absence de risque lié à la présence de substances contaminantes dans les tampons, les serviettes hygiéniques ou les protège-slips et les coupes menstruelles. Depuis cette expertise, des actions ont été mises en oeuvre par le gouvernement afin d'inciter les industriels à mettre en place des autocontrôles périodiques des produits et à améliorer leur processus d'approvisionnement et de fabrication de façon à supprimer ou limiter autant que possible la présence de substances chimiques préoccupantes (HAP, dioxines, furanes, phtalates, pesticides notamment). Par ailleurs, des contrôles périodiques ont été diligentés sur ces produits par la DGCCRF dont les derniers résultats d'enquête sur les nouveaux produits de protection intime (serviettes réutilisables ou culottes menstruelles, tampons à usage unique dits « biologiques » ou réutilisables) ont été publiés en mars 2022. Dans le but de contrôler l'application du décret cité précédemment, la DGCCRF et la DGS ont saisi de nouveau l'ANSES en juillet 2024 pour élaborer des concentrations seuils correspondant à la quantité théorique maximale à ne pas dépasser dans une protection

intime, par substance et par type de produit (serviettes hygiéniques, protège-slips, tampons et coupes menstruelles). L'ANSES a rendu son avis le 31 mars 2025. Les valeurs ainsi définies permettront aux autorités de contrôle d'évaluer la sécurité des produits de protection intime analysés par le SCL lors des campagnes de contrôle effectuées par la DGCCRF sur les produits de protection intime présents sur le marché français.

Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients

1035. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur le nombre de fermetures de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients depuis 2020. Alors que la crise sanitaire liée au covid-19 a montré le manque de résilience de notre système sanitaire en période tendue, notamment dans l'accueil de patients dans les établissements sanitaires publics et privés, le taux de fermeture de lits croît depuis 2020. Par ailleurs, les économies budgétaires annoncées par le Gouvernement pour l'année 2024 vont réduire de 70 millions d'euros les crédits alloués aux programmes « Protection maladie » et « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins ». D'après l'étude n° 1289 de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) publiée le 20 décembre 2023, la France compte 374 000 lits pouvant accueillir des patients en hospitalisation complète et 85 000 lits en hospitalisation partielle, qui correspond à une baisse de 1,8 % du nombre total de lits entre 2022 et 2021. Plus spécifiquement, le nombre de lits en soins critiques a baissé de 1,7 % sur cette période, ce qui interroge tout particulièrement alors que la feuille de route gouvernementale 2022-2025 pour renforcer le domaine des soins critiques prévoyait d'augmenter le nombre de lits de réanimation et d'infirmiers. Selon l'étude, une baisse d'1,4 % du nombre total de lits avait déjà eu lieu entre 2021 et 2020. En comparaison, la baisse annuelle moyenne durant les années qui ont précédé la crise sanitaire était de 0,9 %. Ainsi, paradoxalement, notre pays a accéléré les fermetures de lits d'hôpitaux depuis la crise du covid-19, notamment celles de lits en soins critiques. Il souhaite donc connaître les raisons de ces nouvelles baisses de lits et connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de permettre à notre système sanitaire de faire face à une crise sanitaire d'ampleur dans les années à venir.

Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients

2816. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question n° 01035 sous le titre « Baisse du nombre de lits d'hôpitaux en état d'accueillir des patients », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'hospitalisation complète des patients ne peut être considérée comme la seule modalité de prise en charge et le nombre de lits comme le seul indicateur de la qualité des soins. Il existe en effet des alternatives à une hospitalisation complète dans un établissement de santé, qui poursuivent chaque année leur développement pour mieux répondre aux besoins et attentes des patients et de leurs proches. Il s'agit en particulier de l'hospitalisation partielle, qui se traduit chaque année par l'ouverture de places dédiées dans des unités d'hôpital de jour, ou encore de l'hospitalisation à domicile, qui prend chaque année en charge un nombre plus important de patients. Une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publiée en décembre 2023 atteste du fait que le nombre de places continue de progresser (+ 3,1%), à un rythme plus soutenu qu'avant-crise (+ 2,5 % par an) et que les prises en charge en hospitalisation à domicile continuent d'augmenter en 2022 (+ 1,6 %). Par ailleurs, la DREES souligne que son changement de méthodologie à partir des données 2022 conduit mécaniquement à surestimer la diminution des lits. Il convient de mettre en regard du nombre de lits le taux d'occupation de ces lits, qui, en 2022, toute discipline confondue, était de 78,5 %, et d'environ 76 % pour la médecine, la chirurgie et l'obstétrique. Ces taux d'occupation illustrent le fait que la capacité d'accueil et de prise en charge n'est pas saturée. En ce qui concerne les soins critiques plus précisément, un nouveau cadre réglementaire a été défini en 2022 pour tirer les leçons de la crise covid. Il prévoit notamment de rehausser les ratios de personnels non médicaux pour les unités de soins intensifs, introduit une flexibilité du nombre de lits pour permettre à tous les établissements de faire face à des besoins de prise en charge saisonniers ou de plus grande ampleur et structure les filières de soins critiques à l'échelle de chaque région. Enfin, dans le rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale de 2024, la Cour des comptes confirme que, durant la dernière décennie, la réduction du nombre de lits de chirurgie et de médecine a été principalement causée par une politique incitative de développement de l'hospitalisation en ambulatoire. Néanmoins, depuis le début de la crise sanitaire, elle est plutôt la conséquence d'une contraction subie des capacités d'accueil, du fait du manque de personnels soignants. Ce constat appelle à poursuivre la dynamique engagée pour renforcer l'attractivité des professions de santé.

Remboursement des examens de biologie médicale

1131. – 3 octobre 2024. – **Mme Laurence Harribey** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la baisse de près de 9 % l'enveloppe budgétaire dédiée au remboursement des examens de biologie médicale. Le travail de la biologie médicale est un maillon essentiel du système de santé. 70 % des diagnostics se font grâce aux examens biologiques et la pandémie de Covid 19 a démontré leur rôle majeur dans la gestion des crises sanitaires que ce soit pour le soin ou la prévention. Par ailleurs, la biologie médicale française est l'une des plus performantes du monde, avec 500 000 patients accueillis chaque jour dans les laboratoires et 90 % des résultats rendus dans la journée. Pourtant, l'Assurance maladie vient d'annoncer une coupe budgétaire qui représente une baisse de 360 millions d'euros sur les douze prochains mois. Cette décision aura un impact désastreux sur l'accès au soin entrainant la fermeture de laboratoires à court terme avec un risque d'engorgement des urgences biologiques et une saturation des prélèvements. Les biologistes nous alertent sur cette nouvelle restriction budgétaire qui aura des conséquences délétères à très court terme sur l'organisation des laboratoires et sur la prise en charge des patients, et plus généralement sur le système de santé. Un nombre important de laboratoires était en grève du 20 au 23 septembre 2024 en réaction à l'annonce de ces coupes. Aussi, elle demande au Gouvernement de revenir sur cette mesure.

Réponse. – La dynamique de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie en 2024 nous a contraints à envisager des mesures de régulation dans le secteur des soins de ville dont les dépenses connaissent une croissance particulièrement dynamique. S'agissant de la biologie médicale, les volumes des actes de biologie ont connu une hausse de 5,5 % sur les premiers mois de l'année 2024 avec des dépenses qui devraient s'élever à 3,57 Mds euros en 2024. Au total, hors dépenses liées au covid, les montants remboursés de biologie devraient augmenter de +0,9 % entre 2023 et 2024. Le protocole 2024-2026 de maîtrise des dépenses limite la hausse des dépenses à +0,4 % sur une enveloppe définie (hors COVID, dépenses de santé publique et chocs exogènes). Prenant acte d'un dépassement prévisionnel de l'enveloppe prévue par le protocole pour l'année 2024, l'avenant 12 à la convention, signé le 20 décembre 2023, prévoit 200 M euros d'économies, dont 140 Meuros par la baisse de la valeur du B. C'est également dans ce cadre que s'inscrit la décision de l'union nationale des caisses d'assurance maladie du 21 août 2023, procédant à des modifications de cotations de certains actes, permettant de réaliser 110 Meuros d'économies supplémentaires sur l'année 2024. Par ailleurs, il ne s'agit pas de les stigmatiser ou de remettre en cause l'investissement des biologistes médicaux et leur rôle essentiel durant la crise sanitaire. Cependant, nous observons qu'il y a une rentabilité élevée du secteur de la biologie médicale. Cette rentabilité est atypique pour une activité de santé dont l'essentiel des ressources provient de l'argent des Français via les cotisations de la sécurité sociale. Ainsi, il reste indispensable de réguler les dépenses de biologie médicale. Toutefois, il est essentiel que les modalités par lesquelles les baisses tarifaires sont réalisées (accords conventionnels, protocoles d'accords, …) intègrent les enjeux d'accès aux soins, tant du point de vue de la répartition territoriale que des plages horaires, sans oublier les impératifs de qualité.

Cancers gynécologiques

1133. – 3 octobre 2024. – **Mme Annie Le Houerou** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** au sujet des cancers gynécologiques. Alors que l'institut national du cancer estime à 187 526, le nombre de nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez la femme en 2023 en France métropolitaine, les cancers gynécologiques sont souvent oubliés des stratégies de prévention et de dépistage. En 2023, le cancer de l'endomètre est le plus fréquent des cancers gynécologiques. Le cancer de l'ovaire est, quant à lui, peu dépisté et mal connu des médecins généralistes. Ainsi, la grande majorité des patientes sont diagnostiquées à un stade avancé de leur cancer. En 2023 c'est 5 348 nouveaux cas de cancer de l'ovaire pour 65 % de décès, selon l'institut national du cancer. Ces cancers touchent généralement les femmes après la ménopause. Pourtant des opérations de sensibilisation ont été mises en place, mais elles sont encore trop peu connues, à l'image de « septembre turquoise » qui est le mois de sensibilisation à la lutte contre les cancers gynécologiques ou encore le lancement de la « la fresque des géantes », une opération d'envergure dans une centaine d'établissements hospitaliers qui vient mettre en lumière ces cancers invisibles, sensibiliser aux réalités de ces maladies et lever les tabous qui les entourent. Alors que la stratégie décennale de lutte contre les cancers vise à réaliser 1 million de dépistages supplémentaires entre 2021 et 2025 ce qui inclut les dépistages des cancers gynécologiques, et sachant que dans le cadre de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2024 des rendez-vous de prévention à différents âges clés de la vie ont été créés notamment entre 60 et 65 ans et entre 70 et 75 ans, elle l'interroge sur la possibilité d'inclure dans ces rendez-vous de prévention un dépistage ou une sensibilisation de ces cancers gynécologiques par le professionnel de santé.

Prévention et dépistage des cancers gynécologiques

3113. – 6 février 2025. – **Mme Agnès Canayer** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la prise en charge des cancers gynécologiques. En effet, l'institut national du cancer estime à 187 526, le nombre de nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez la femme en 2023 en France métropolitaine. Les cancers gynécologiques tels que le cancer de l'endomètre et de l'ovaire demeurent sous-représentés dans les actes de prévention et de dépistage. Ainsi, la grande majorité des patientes sont diagnostiquées à un stade avancé de leur cancer. En 2023, ce sont 5 348 nouveaux cas de cancer de l'ovaire pour 65 % de décès, selon l'institut national du cancer. Ces cancers gynécologiques, peu dépistés, souvent mal détectés, réduisent les chances de réussite de traitement. La sensibilisation et la prévention sont nécessaires pour permettre de détecter et d'accéder aux soins le plus rapidement possible. Malgré l'initiative « septembre turquoise » et le projet « la fresque des géantes » visant à sensibiliser le public et à lever les tabous autour des cancers gynécologiques, ces efforts sont encore trop peu connus. Compte tenu de la stratégie décennale de lutte contre les cancers qui prévoit 1 million de dépistages supplémentaires entre 2021 et 2025, incluant les dépistages des cancers gynécologiques et observant que la loi nº 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 permet des consultations de prévention à différents âges clés de la vie, notamment entre 60 et 65 ans et entre 70 et 75 ans. Ainsi, elle souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur la possibilité d'inclure dans ces rendez-vous de prévention un dépistage ou une sensibilisation de ces cancers gynécologiques par le professionnel de santé.

Cancers gynécologiques

3558. – 27 février 2025. – **Mme Annie Le Houerou** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question nº 01133 sous le titre « Cancers gynécologiques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La prévention des cancers est une thématique majeure pour le ministère chargé de la santé. L'incidence des cancers génitaux féminins évolue favorablement en France. Le cancer de l'endomètre, appelé aussi cancer du corps utérin, est la 5ème cause de cancer chez la femme en France. On estime à environ 8 400 le nombre de nouveaux cas en 2023. Le taux d'incidence est en baisse depuis 2010. Une légère baisse de la mortalité a été observée entre 2010 et 2018. Le nombre de décès était d'environ 2 400 en 2018. Le cancer de l'endomètre survient essentiellement chez les femmes ménopausées. Les facteurs de risque sont notamment la puberté précoce, la ménopause tardive, la nulliparité, l'obésité et la prise de tamoxifène. Un cancer de l'endomètre peut être suspecté lorsque des symptômes sont apparus, comme en particulier des saignements vaginaux après la ménopause, ou en dehors des périodes de règles avant la ménopause. Pour établir le diagnostic, une échographie du pelvis est d'abord réalisée. Concernant le cancer de l'ovaire, le taux d'incidence diminue régulièrement depuis 1990. On estime à 5 348 le nombre de nouveaux cas de cancers de l'ovaire en 2023. Le taux de mortalité a diminué entre 1990 et 2018. Le nombre de décès était estimé à 3 479 en 2018. Les facteurs de risque du cancer de l'ovaire sont essentiellement des facteurs hormonaux et reproductifs : puberté précoce, ménopause tardive, nulliparité. Ce cancer provoque peu de symptômes et est souvent diagnostiqué lorsque des cellules cancéreuses ont atteint le péritoine. Néanmoins, il peut être suspecté devant plusieurs signes, notamment la détection d'une masse ovarienne lors du suivi gynécologique ou d'un examen d'imagerie, l'apparition de douleurs abdominales ou pelviennes, une augmentation anormale du volume de l'abdomen liée à une ascite. Quel que soit le contexte de découverte d'une masse ovarienne, un certain nombre d'examens doit être réalisé pour confirmer le diagnostic de cancer et en évaluer le stade. Enfin, le cancer du col de l'utérus est le 12ème cancer féminin le plus fréquent. On estime à 3 159 le nombre de nouveaux cas en 2023. La baisse d'incidence observée depuis plusieurs décennies s'est interrompue et le taux d'incidence est stable depuis 2010. Le déploiement du dépistage organisé à partir de 2018, associé à un renforcement de la couverture vaccinale anti-HPV chez les adolescents pour atteindre les taux de couverture recommandés pourrait induire une diminution de l'incidence en France. Le nouveau dispositif « Mon bilan prévention » déployé par le ministère chargé de la santé et l'Assurance maladie, témoigne de l'ambition de prévention et de promotion de la santé pour agir sur les déterminants. Médecins, infirmiers, sage-femmes et pharmaciens peuvent accompagner les assurés sociaux lors de bilans de prévention dédiés à différents âges clés de la vie : entre 18 et 25 ans, 45 et 50 ans, 60 et 65 ans et 70 et 75 ans. L'objectif est de prévenir des maladies, et notamment les cancers. L'auto-questionnaire et la fiche d'aide au repérage des risques proposée aux professionnels de santé permettent de repérer les antécédents familiaux notamment de cancers gynécologiques, une ménopause précoce, ou encore d'évaluer la participation au dépistage organisé des cancers. La première étape de l'entretien

avec le professionnel de santé doit permettre l'identification de facteurs de risque du patient dont les facteurs de risque des cancers gynécologiques. Par ailleurs, les professionnels de santé habilités peuvent réaliser un prélèvement cervico-utérin au décours du bilan s'ils l'estiment nécessaire.

Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante.

1616. – 17 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur les conditions prévues par le décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 pris en application de l'ordonnance nº 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie. Ce décret, pris avec 6 ans de retard, prévoit que l'ouverture, le transfert ou le regroupement d'une pharmacie ne peut être autorisé dans une commune de moins de 2 500 habitants que si elle se trouve au sein d'un regroupement de communes - identifiées comme étant limitrophe et dépourvue d'officine - à condition que celui-ci accueille une population d'au moins 2 500 habitants et que l'une de ses communes compte au moins 2 000 habitants. Ce second seuil est trop élevé pour permettre à certains regroupements de communes limitrophes et dépourvues d'officine (et qui cumulent plus de 2 500 habitants) de bénéficier de la création, du transfert, ou du regroupement d'une officine sur leur territoire. C'est particulièrement le cas en zone rurale, notamment dans l'Eure, ou des regroupements de communes (identifiés par l'agence régionale de santé), qui comptent plus de 6 000 habitants, n'accueillent que des communes de moins de 2 000 habitants et aucune commune limitrophe supplémentaire de la taille requise ne pourrait être comptabilisée afin que ces regroupements répondent au second critère de ce décret. Le sénateur souhaiterait donc que le Gouvernement abaisse ce seuil de 2 000 habitants résidant dans l'une des communes des regroupements concernés par le décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 afin de permettre aux populations rurales, éloignées des points d'accès aux médicaments, de bénéficier d'une officine de proximité.

Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante.

2869. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question nº 01616 sous le titre « Décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 fixant les conditions de détermination des territoires au sein desquels l'accès aux médicaments pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'égal accès au médicament sur l'ensemble du territoire français est un enjeu essentiel porté par le Gouvernement en lien étroit avec les représentants des pharmaciens et les Agences régionales de santé (ARS) au niveau territorial. Le décret nº 2024-756 du 7 juillet 2024 a été pris en application de l'ordonnance nº 2018-3 du 3 janvier 2018 qui prévoit un assouplissement des règles de transfert et de regroupement d'une officine dans certains territoires dits « fragiles ». Cette ordonnance autorise les directeurs généraux des ARS à définir des territoires au sein desquels l'accès au médicament pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante. La définition de ces « territoires fragiles » doit prendre en compte les caractéristiques démographiques, sanitaires et sociales de leur population, de l'offre pharmaceutique et de son évolution prévisible, ou, le cas échéant, des particularités géographiques de la zone. Le décret et l'arrêté idoine publiés en juillet 2024 sont le fruit d'un long travail de concertation avec les syndicats de la profession. Au sein de ces territoires fragiles, deux types de mesures sont ainsi prévues : - d'une part, le directeur général de l'ARS peut autoriser l'ouverture d'une officine par voie de transfert ou de regroupement au sein d'un groupe de communes contiguës dépourvues d'officine, dont l'une recense au moins 2 000 habitants, afin de totaliser un nombre d'habitants au moins égal à 2 500 habitants. Le seuil de 2 000 habitants est fixé par la loi (article L. 5125-6-1 du code de la santé publique) ; sa révision est donc impossible par voie réglementaire. En outre, une instruction a été adressée aux ARS à l'été 2024 afin d'expliciter la notion de "communes contigües" et notamment le fait que chaque commune doit être limitrophe avec au moins l'une des communes du regroupement et pas nécessairement celle qui recense 2 000 habitants ; - d'autre part, les officines situées en territoires fragiles peuvent bénéficier d'un soutien financier de 20 000 euros maximum lorsqu'elles répondent aux critères d'éligibilité définis par la convention entre l'Assurance maladie et les pharmaciens d'officines. Par ailleurs et afin de répondre à des problématiques d'accès au médicament spécifiques à certains territoires (topographie rendant l'accès difficile, difficultés de recrutement des pharmaciens ou impossibilité de trouver un repreneur), une expérimentation d'antennes officinales a été lancée en 2020. Cette

expérimentation a pour objectif de permettre aux populations des communes de moins de 2 500 habitants, dont la dernière officine de pharmacie a fermé sans repreneur intéressé, de bénéficier d'une desserte pharmaceutique grâce à la création d'une antenne par le pharmacien titulaire d'une officine d'une commune limitrophe ou de l'officine la plus proche. Cette expérimentation est autorisée dans six régions et si son bilan est concluant, il pourrait être envisagé de la généraliser à l'ensemble du territoire français. Ainsi, afin de répondre à des problématiques spécifiques dans certains territoires notamment ruraux, un assouplissement des règles de restructuration peut s'avérer nécessaire : c'est l'ambition du dispositif « territoires fragiles » et de l'expérimentation sur les antennes de pharmacie.

Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences.

1649. – 17 octobre 2024. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la nécessité de lancer des mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences. 4h23. C'est le temps d'attente moyen aux urgences pour les patients en 2022. Emblématique des moyens conférés aux services hospitaliers, de nombreux soignants témoignent de la triste situation dans laquelle se retrouvent nos hôpitaux publics. Un urgentiste déclarait dans les colonnes d'un grand quotidien qu'il « arrive régulièrement que l'on découvre des morts aux urgences ». Il n'est pas acceptable de laisser notre secteur de santé publique dans cet état qui favorise ce genre de drames. Le doigt ne doit pas être pointé sur les personnels soignants dont la vocation première est de secourir leurs semblables, mais sur le manque de moyens qui leur sont attribués. Aussi, il lui demande ce qu'elle compte mettre en place pour lutter contre ce fléau qui ne devrait demeurer dans notre pays.

Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences.

4199. – 10 avril 2025. – **M. Arnaud Bazin** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question n° 01649 sous le titre « Mesures concrètes pour réduire considérablement le temps d'attente aux urgences. », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La réforme des autorisations de médecine d'urgence du 29 décembre 2023 dote les territoires de nouveaux leviers pour construire la médecine d'urgence de demain, faire face de manière pérenne aux tensions aux urgences et mieux tenir compte des besoins et des spécificités locales. Très attendue sur le terrain, cette réforme constitue l'aboutissement de travaux initiés dès 2018 avec les acteurs de terrain, notamment les représentants des médecins urgentistes, infirmiers, sociétés savantes, Agences régionales de santé (ARS). Elle permet à de nouvelles organisations de se mettre en place partout où cela s'avèrera pertinent, dans la continuité du pacte de refondation des urgences de 2019 et des mesures prises à l'été 2022 à la suite de la mission confiée au Dr François Braun. Les territoires disposent ainsi de nouvelles solutions pour fluidifier le fonctionnement des services d'urgences là où les tensions sont les plus fortes pour réduire le temps d'attente aux urgences des patients. Ils ont désormais la possibilité : - de créer un nouveau type de structure, les antennes de médecine d'urgence. Ouvertes au minimum 12 heures par jour, celles-ci fonctionneront en lien étroit avec les urgences ouvertes en continu les plus proches pour mutualiser les moyens au sein d'une équipe commune. Sauf exception pouvant être décidée par l'ARS, toute antenne sera adossée à une Structure mobile d'urgence et de réanimation (SMUR) afin de garantir le maintien d'accès aux urgences vitales, y compris la nuit. Cette possibilité sera ouverte à la suite de la modification préalable des schémas régionaux de santé, à partir de 2025 ; - d'envoyer en intervention un équipage du SMUR composé uniquement d'un infirmier et d'un ambulancier. Selon le besoin de prise en charge, le médecin régulateur du service d'aide médicale urgente peut décider de ne pas adjoindre un médecin à l'équipage et ainsi de préserver le temps médical des urgentistes. En accord avec les sociétés savantes, les professionnels paramédicaux réalisant des interventions sans médecin recevront une formation spécifique à cet exercice ; - de reconduire et d'encadrer la régulation de l'accès aux urgences. Toujours sur autorisation préalable de l'ARS, ce dispositif doit impliquer la présence physique d'un personnel. Il permet de faire baisser d'environ 20% les flux de patients aux urgences tout en donnant une solution aux patients non admis aux urgences ; - de renforcer la gestion de l'aval des urgences, avec l'obligation pour tout établissement concerné de mettre en place un dispositif de gestion des lits (portant sur l'activité d'hospitalisation programmée et non programmée) ou de participer à un dispositif existant, mis en place soit par son groupement hospitalier de territoire soit conjointement à d'autres établissements. Ces mesures entrent progressivement en vigueur. La réforme a été complétée par un arrêté portant spécifiquement sur la régulation de l'accès aux urgences, pour détailler la façon dont cette régulation doit s'opérer. Enfin, d'ici la fin de l'année 2025, l'ensemble du territoire sera couvert par les services d'accès aux soins (SAS), structure commune qui regroupe les

SAMU et la médecine de ville afin de réorienter les soins non programmés qui n'ont pas besoin d'un plateau technique d'un service d'urgence. Mais les solutions ne devront pas s'arrêter à la porte des urgences. La réponse doit être globale, s'étendant de l'amont des urgences à leur aval. C'est la ligne directrice de l'action du ministère depuis plusieurs années.

Dette hospitalière des non-résidents non-assurés

2400. – 21 novembre 2024. – **Mme Nathalie Goulet** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la dette hospitalière des non-résidents non assurés. Cette question qui concerne le financement de l'hôpital ne semble pas être un sujet de projet de loi de financement de la sécurité sociale puisqu''un amendement a été déclaré irrecevable.Pourtant le sujet est à 140 millions d'euros. Les établissements hospitaliers français affichent une créance impayée de plus de 140 millions d'euros pour des raisons difficilement compréhensibles. En effet, si un non-résident non-assuré bénéficie de soins en France, il ne peut pas régler directement la facture. Celle-ci lui est envoyée plus tard, si par chance ses coordonnées sont convenablement recueillies. À ce moment là il doit se connecter avec un mot de passe et un identifiant sur un site en français, ce qui n'est pas forcément facile pour lui. Bref, cette incapacité des établissements hospitaliers entraine par la suite une surcharge de travail des services consulaires qui doivent partir à la recherche des étrangers soignés en France. Bien souvent l'établissement hospitalier n'a pas pris soin de procéder à une photocopie du passeport et/ou l'orthographe du patronyme est erronée. Cette situation connue ne peut pas perdurer. Elle l'interroge pour connaître les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à cette aberration.

Créances détenues par les structures hospitalières françaises à l'égard des patients étrangers

4119. – 10 avril 2025. – **M. Henri Leroy** interroge **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la question des créances détenues par les structures hospitalières françaises à l'égard des patients étrangers. En effet, il apparaît que les hôpitaux français rencontrent des difficultés croissantes pour recouvrer les sommes dues par des patients étrangers ayant bénéficié de soins sur notre territoire. Cette situation engendre un manque à gagner significatif pour nos établissements de santé, déjà soumis à de fortes contraintes budgétaires. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui fournir les données actualisées concernant le montant total des créances détenues par les hôpitaux français envers les patients étrangers pour l'année écoulée, ventilées par pays d'origine. Par ailleurs, il souhaiterait connaître les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en place pour améliorer le recouvrement de ces créances, notamment en ce qui concerne l'identification des nationalités des patients débiteurs et la communication de ces informations.

Réponse. – La dette hospitalière des non-résidents non assurés est une question d'importance pour l'équilibre financier des établissements de santé et de l'assurance maladie française. Ce sujet complexe se situe à la croisée de multiples compétences. Les premières sont nationales, du fait en particulier de sa forte inter-ministérialité dans la phase amont, avec notamment les modalités de délivrance des visas Schengen et l'obligation d'assurance qui s'y attache. Elles sont également européennes du fait de la compétence de la législation de l'Union européenne (UE) et des critères attachés à l'entrée sur le territoire européen avec ou sans visa Schengen. C'est dans ce contexte que, depuis 2020, un groupe de travail interministériel associant les ministères de la santé, de l'intérieur, de l'Europe et des affaires étrangères, piloté par les services du ministère de la santé, a été mis en place. Dans ce cadre, des travaux ont été menés avec les hôpitaux concernés, en particulier la vingtaine de structures, principalement les centres hospitaliers universitaires et les établissements frontaliers, qui concentrent chaque année plus de 90 % de ces créances impayées. Le rappel des dispositions applicables pour la détermination des tarifs de soins et d'hébergement pour les patients non-résidents non assurés en France, sur la base de l'article L. 174-20 du code de la sécurité sociale et en application du décret n° 2015-1042 du 20 août 2015, a ainsi abouti à la mise en place de procédures spécifiques, en particulier pour les soins programmés. L'établissement d'un devis préalablement à la prise en charge permet la généralisation de la pratique du dépôt de garantie et du paiement du solde avant la sortie du patient. La dynamique d'harmonisation des pratiques et d'échanges entre acteurs impliqués mise en oeuvre dans ces établissements porte ses fruits, les sommes à recouvrer étant en baisse constante. En ce qui concerne les prises en charge en urgence, la solvabilisation des patients est fortement corrélée à la qualité des garanties des assurances qui doivent être contractées avant l'obtention du visa. Celles-ci sont le plus souvent insuffisantes pour répondre à l'ensemble des motifs de prise en charge. La France suit avec attention les travaux menés par la commission européenne qui est responsable de l'évolution du cadre juridique sur l'entrée et le séjour dans l'UE. Sensibilisée à cette problématique, celle-ci travaille à des évolutions des modalités de contractualisation avec les

assurances privées. Cette question doit également être mise en perspective avec la promotion à l'international du système hospitalier français. Pour prendre en charge les patients étrangers n'ayant pas accès à une offre disponible de qualité dans leur pays, en complément des hospitalisations dans les hôpitaux français, nous mettons en oeuvre une ambitieuse politique de coopération en santé. À cet égard, la contribution du ministère de la Santé aux travaux sur la stratégie en santé mondiale est essentielle afin de bien cibler l'aide et l'expertise apportées par la France pour renforcer les systèmes de santé d'autres États et répondre à leurs besoins spécifiques.

Catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger

2489. – 5 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger (CFE). La loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale a créé la catégorie dite « aidée » de la caisse des Français de l'étranger. Elle permet l'accès à la CFE, pour son volet maladie, aux personnes à faibles ressources avec une prise en charge à hauteur d'un tiers de la cotisation par le fonds d'action sanitaire et sociale de la CFE, avec le concours du fonds social du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Ce dispositif est ouvert aux personnes de nationalité française, inscrites ou en instance d'inscription au registre consulaire, qui ont adhéré aux produits MondExpatSanté, RetraitExpatSanté (couvrant également le conjoint), à jour de leurs cotisations et disposant de ressources inférieures à la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale (soit 21 996 euros/an pour 2023). Les ressources considérées sont celles du foyer, c'est-à-dire de la somme des revenus français et étrangers des deux conjoints. Dans le cas où deux conjoints souscrivent des contrats CFE distincts en raison de différence de situation professionnelle (l'un retraité, l'autre en activité), ce sont les revenus cumulés du couple qui sont considérés pour l'accès à la catégorie aidée et non les revenus individuels, qui peuvent être pourtant inférieurs au demi-plafond de la sécurité sociale. La prise en compte des revenus du couple et non des revenus respectifs prive les deux conjoints de l'accès à l'aide à la cotisation et, dans de nombreux cas, de la possibilité de s'assurer. Elle souhaiterait savoir, dans le cas d'obligation d'assurance séparée pour un couple, si le seul revenu de chaque conjoint pouvait être pris en considération pour l'accès à la catégorie aidée.

Réponse. – Il convient de rappeler tout d'abord que, depuis l'adoption de la loi n° 2018-1214 du 24 décembre 2018 relative à la réforme de la Caisse des Français de l'étranger (CFE), les ressources du foyer ne sont prises en compte que dans le cadre de l'accès à la catégorie aidée. En effet, le barème des cotisations à l'assurance maladie-maternité volontaire proposée par la CFE est désormais déterminé seulement par l'âge de l'adhérent et sa situation personnelle (actif ou retraité). Il est à noter également que le produit MondExpat Santé, dans sa formule Famille, permet la couverture de l'adhérent individuel actif ainsi que ses ayants droit, définis comme son conjoint ou concubin et ses enfants à charge de moins de 20 ans. Des contrats dits MondExpat Santé ou RetraitExpat Santé Solo sont également proposés pour assurer la couverture de l'adhérent seul. De fait, pour évaluer si la cotisation réduite au titre de la catégorie aidée peut être accordée pour l'adhésion à un contrat MondExpat Santé Famille permettant d'assurer la couverture de l'adhérent, du conjoint ou concubin retraité et d'éventuels autres ayants droit, il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble des ressources du foyer concerné. Ainsi, dans la situation d'un couple dont l'un des conjoints est retraité tandis que l'autre est en activité, le conjoint actif peut faire la demande du bénéfice de la catégorie aidée pour adhérer à un contrat MondExpat Santé Famille. Si, au terme de l'étude de son éligibilité, incluant l'étude des ressources du foyer, il est déterminé qu'il peut en bénéficier, la cotisation réduite sera appliquée. Par ailleurs, dans le cas où les ressources du foyer dépassent la moitié du plafond annuel de la sécurité sociale et n'ouvrent pas droit à la catégorie aidée, les deux conjoints ont également la possibilité de souscrire séparément un contrat MondExpat Santé Solo et un contrat RetraitExpat Santé Solo, selon leur situation, qui ne couvrira que chacun des membres du couple, pour une cotisation moins élevée que le contrat MondExpat Famille. Dans ce contexte, il n'est donc pas envisagé de modifier les conditions d'éligibilité à la catégorie aidée pour permettre la prise en compte du revenu d'un seul membre du foyer.

Gouvernance des hôpitaux

2740. – 16 janvier 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la situation gravissime de l'état de nos hôpitaux. Il rappelle que l'hôpital public, pilier de notre système de santé, traverse une crise profonde, marquée par la saturation des services, le découragement des soignants et des difficultés d'accès aux soins pour les patients. Si ces symptômes sont bien visibles, leur origine réside en partie dans une gouvernance trop souvent technocratique et déconnectée des réalités du terrain. Il tient à lui préciser que les décisions stratégiques prises au sein des établissements hospitaliers sont largement dominées par des considérations administratives et

financières, au détriment des préoccupations médicales. Cette centralisation excessive prive les soignants, au coeur de la mission de l'hôpital, de leur capacité à contribuer pleinement à la définition des priorités et des choix qui affectent directement leur travail et les soins prodigués. C'est pourquoi il l'interpelle sur la nécessiter de restructurer profondément la gouvernance hospitalière, en instaurant une bi-gouvernance équilibrée qui associe systématiquement les professionnels de santé aux décideurs administratifs. Ce modèle permettrait de concilier les impératifs de gestion avec les besoins concrets des soignants et des soignés, pour une prise de décision mieux adaptée aux enjeux du terrain. Il l'interroge sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour redonner une place centrale aux soignants dans les arbitrages concernant les ressources humaines, les moyens matériels et l'organisation des services et de garantir une gestion hospitalière en phase avec l'excellence et l'humanité attendues d'un pays comme la France.

Réponse. – Depuis l'entrée en vigueur de la loi dite « hôpital, patients, santé, territoire » de 2009, la gouvernance de l'hôpital public constitue un point de débat récurrent au sein des établissements de santé. L'ordonnance du 17 mars 2021 relative aux groupements hospitaliers de territoire et à la médicalisation des décisions à l'hôpital et deux décrets du 27 mai 2021 relatifs, pour le premier, aux groupements hospitaliers de territoire et à la médicalisation des décisions à l'hôpital et, pour le second, aux attributions des présidents de commission médicale de groupement et de commission médicale d'établissement, ont conforté le rôle du président de commission médicale d'établissement en qualité de binôme du directeur, chef d'établissement, par l'instauration de nombreux processus de co-décision. La loi visant à améliorer le système de santé par la confiance et la simplification du 26 avril 2021 a reconnu le service comme échelon de référence de l'établissement public de santé, précisant de surcroît que le service est dirigé par le chef de service en étroite collaboration avec le cadre de santé.

Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche

2894. – 16 janvier 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la nécessité de reconnaître enfin la fibromyalgie comme affection de longue durée (ALD). Le rapport d'expertise collective sur la fibromyalgie de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) rendu public en octobre 2020 précise la symptomatologie de la fibromyalgie. Elle est ainsi définie comme un syndrome douloureux chronique, associant de nombreux symptômes non spécifiques et d'intensité variable : des douleurs chroniques diffuses et fluctuantes, une asthénie persistante, des difficultés de concentration, des troubles du sommeil et un déconditionnement qui conduit à l'inactivité physique. Des symptômes dépressifs sont aussi rapportés. On estime que 1,5 à 2 % de la population souffre de fibromyalgie. Alors que la maladie est reconnue par l'Organisation mondiale de la santé depuis 1992, en France, il est considéré que si l'ensemble des symptômes peuvent être présents dans le syndrome de la fibromyalgie, ils ne permettent pas en revanche la qualification de maladie. En outre, l'absence de causes connues et de test diagnostique, la variabilité des situations et le manque de traitement spécifique n'auraient pas permis de définir jusqu'à présent, les bases de la création d'une ALD, notamment l'établissement de la liste des actes et prestations nécessaires à la prise en charge. Et pourtant, nombreux sont les témoignages qui démontrent des problèmes de santé particulièrement invalidants, auxquels s'ajoutent des difficultés financières. La prise en charge de la maladie par la sécurité sociale pourrait soulager le quotidien des patients qui supportent des dépenses importantes alourdies dans la majeure partie des cas par des frais de consultations et de soins divers visant à les soulager, en l'absence d'un traitement efficace et adapté à leur état de santé. Dans ce contexte douloureux pour de nombreux patients, il lui demande s'il entend faire inscrire la fibromyalgie sur la liste des affections de longue durée en vue d'une réelle prise en charge des frais occasionnés par le traitement de la maladie et, par ailleurs, s'il envisage de renforcer la recherche médicale afin d'identifier un véritable traitement.

Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche

4703. – 15 mai 2025. – **M. Patrick Chaize** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question n° 02894 sous le titre « Reconnaître la fibromyalgie et favoriser la recherche », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – On estime que 1,5 à 2 % de la population française souffre de fibromyalgie. Il s'agit d'un syndrome douloureux chronique, associant de nombreux symptômes non spécifiques et d'intensité variable : douleurs chroniques diffuses et fluctuantes, asthénie persistante, difficultés de concentration, troubles du sommeil,

déconditionnement qui conduit à l'inactivité physique. Des symptômes dépressifs sont parfois aussi rapportés. Dans le rapport d'expertise collective de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) rendu public en octobre 2020, il est néanmoins indiqué que l'ensemble de ces symptômes ne permet pas d'aboutir à la qualification de maladie. L'INSERM préconise donc une « approche multimodale centrée sur le patient pour une prise en charge efficiente sur le long terme ». L'absence de causes connues permettant de définir des critères médicaux d'admission, le manque d'examens diagnostiques identifiés et la variabilité des prises en charge et des traitements ne permettent pas de constituer les bases de la création d'une Affection de longue durée (ALD). Dans ce contexte, la prise en charge par l'Assurance maladie des soins liés à la fibromyalgie est donc celle du droit commun. Néanmoins, pour les patients atteints de formes sévères et invalidantes, une prise en charge au titre des affections « hors liste », conformément à l'article R. 322-6 du code de la sécurité sociale, est possible. Cette admission est appréciée par le médecin-conseil sur le fondement, d'une part, des critères de gravité, d'évolutivité ou du caractère invalidant de la maladie et, d'autre part, de la durée prévisible du traitement qui doit être supérieure à 6 mois avec une thérapeutique particulièrement coûteuse. Afin de mieux informer les patients et les professionnels de santé sur ce dispositif, l'Assurance maladie a créé un espace ALD et maladies chroniques pour les patients sur le site ameli.fr et a amélioré les informations disponibles sur les pages destinées aux professionnels de santé (médecins, médecins-conseils et médecins des maisons départementales des personnes handicapées). Par ailleurs, l'assuré peut percevoir une pension d'invalidité, si l'incapacité permanente constatée est égale à une perte d'au moins des deux tiers de capacité ou de gains. L'évaluation médicale de l'invalidité revient au médecin-conseil de la caisse d'assurance maladie. Au titre de leur pension d'invalidité, les assurés bénéficient d'une prise en charge à 100 % de leurs frais de santé pour la maladie. Le ministère chargé de la santé et de l'accès aux soins a par ailleurs engagé des actions pour améliorer le parcours de santé et la qualité de vie des patients atteints de fibromyalgie. Elles s'articulent autour de 4 axes : mieux informer les professionnels, diagnostiquer plus précocement, mieux structurer la filière de prise en charge de la douleur chronique, renforcer la recherche sur la douleur chronique et la fibromyalgie. A ce titre, la Haute autorité de santé (HAS) a publié des recommandations concernant le « Bon usage des médicaments opioïdes : antalgie, prévention et prise en charge du trouble de l'usage et des surdoses » en mars 2022. Le ministère travaille également à la structuration de la filière de prise en charge de la douleur chronique afin que celle-ci soit plus lisible. Ainsi, l'annuaire national des Structures d'étude et de traitement de la douleur chronique (SDC) a été actualisé au 1er trimestre 2023 pour donner suite à la labellisation des structures douleurs chroniques prévue tous les 5 ans. Une nouvelle labellisation par les agences régionales de santé des SDC a permis une augmentation de 11 % de ces structures, portant leur nombre de 243 structures labellisées en 2017 à 274 structures en 2023. Parmi elles, 180 structures sont de type consultation (contre 173 en 2017) pour assurer une prise en charge pluriprofessionnelle de proximité. S'y ajoutent 94 structures de type centre (contre 70 en 2017) pour assurer une prise en charge médicale pluridisciplinaire avec un accès à un plateau technique et à des lits d'hospitalisation. Les centres réalisent également des activités d'enseignement et de recherche. En 2023, le modèle de financement a évolué pour prendre en compte des critères géopopulationnels, des critères d'activité et des critères de qualité de la prise en charge, notamment le caractère pluriprofessionnel des prises en charge. Enfin, en 2023-2024, le ministère chargé de la santé a financé plusieurs études et recherches dans le champ de la douleur chronique et de la douleur de la fibromyalgie. Quatre études concernaient la prise en charge de la douleur chronique : POMREP : efficacité d'un programme d'éducation aux neurosciences de la douleur sur l'activité physique du patient lombalgique chronique (PHRIP, 2020) ; HYPTENS : intérêt de l'association de deux techniques complémentaires, l'hypnose et la neurostimulation électrique transcutanée dans la prise en charge des douleurs neuropathiques périphériques chroniques et/ou nociceptives non cancéreuses (PHRIP 2014) ; SIMPLEX : traitement des douleurs neuropathiques chroniques réfractaires du membre supérieur par stimulation électrique chronique des racines du plexus brachial (PHRC-N, 2020) ; POMREP : efficacité et sécurité du pamidronate par rapport au placebo sur la douleur à 12 semaines chez les patients pédiatriques atteints d'ostéomyélite multifocale chronique récurrente et résistante aux anti-inflammatoires non stéroïdiens (PHRC-N, 2021).

Situation des cliniques en France

3116. – 6 février 2025. – **Mme Agnès Canayer** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la situation des établissements de santé privés en Seine-Maritime. Aujourd'hui, l'hospitalisation privée soigne près de 9 millions de personnes par an et représente 35 % de l'activité hospitalière en France, pour seulement 18 % des dépenses d'assurance maladie. Avec 1 030 établissements de santé en France, dont 10 en Seine-Maritime, la profession privée assure un maillage territorial de proximité touchant 55 millions de français. Par ailleurs, ces établissements

ont su se développer en cohérence et en partenariat avec les établissements publics, comme c'est le cas en Seine-Maritime. Cependant, les établissements font face à des difficultés qui s'accentuent, entraînant le secteur dans une situation particulièrement alarmante. Ainsi, la part des établissements de santé privés en déficit est passée de 25 à 40 % entre 2021 et 2023. Par ailleurs, la récente campagne tarifaire s'avère très inéquitable, avec une augmentation des ressources de 4,3 % pour l'hôpital public et de 0,3 % pour le secteur hospitalier privé. Devant une telle décision, la fédération des hôpitaux privés (FHP) a annoncé que plus de 50 % des cliniques et hôpitaux privés - qui représentent 35 % de l'activité hospitalière en France - allaient être en déficit en 2024. Si les dettes de l'hôpital public sont in fine toujours épongées d'une façon ou d'une autre par l'État et la sécurité sociale, ce n'est pas le cas pour le secteur privé, à but lucratif, comme à but non lucratif, qui ne peut se permettre de cumuler des déficits. Sur le long terme, les conséquences sur le secteur seront importantes et entraîneront une mise en difficulté de l'hospitalisation privée, risquant de mettre en péril l'offre de soins sur son ensemble. Dans le même temps, dans un avis du 15 avril 2024, le comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie souligne l'aggravation du déficit des hôpitaux publics, évoquant « un point de fuite qui s'élargit », et cela en dépit de la hausse des dotations versées. Aussi, dans ce contexte, elle lui demande comment le Gouvernement entend répondre à l'urgence de la situation en révisant les arbitrages de la campagne tarifaire de 2025 et de structurellement prévoir une coordination entre établissement public et privé dans la politique de santé en France.

Réponse. – L'Etat accompagne financièrement les établissements de santé, publics comme privés. Cet engagement indique la volonté du Gouvernement d'une relation équilibrée avec l'ensemble des acteurs hospitaliers, condition nécessaire pour garantir aux Français le meilleur accès aux soins. Entre 2013 et 2017, les tarifs pour le secteur privé lucratif ont été négatifs pendant plusieurs années consécutives. Cela n'est pas le cas pour l'année 2025, qui constitue la 7ème année consécutive avec une évolution des tarifs hospitaliers positive. L'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour les établissements de santé pour 2025, voté par le Parlement en début d'année 2025, traduit en effet une augmentation des ressources des établissements de santé de 3,9 milliards d'euros. En particulier, elle prévoit pour la partie des activités financées en tarification à l'activité un taux d'évolution identique des tarifs pour l'ensemble des établissements, quel que soit leur statut juridique, de + 0.5 % en moyenne. Cette égalité de traitement entre les deux secteurs, publics et privés, matérialise une construction juste et équilibrée, fondée sur une équité totale entre le public et le privé.

Présence d'amiante dans l'eau potable et risques sanitaires associés

3334. – 20 février 2025. – **Mme Monique Lubin** interroge **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** au sujet des préoccupations soulevées par le collectif des amiantés du secteur de Mimizan, concernant la présence d'amiante dans l'eau potable et les risques sanitaires associés. Le président de l'association a découvert un tuyau en fibrociment, repéré amianté, dans le réseau d'alimentation en eau potable de son village. Il s'avère qu'au niveau national, 4 % du réseau d'eau potable est amianté. L'association déclare que les sites des sociétés distribuant cette eau rassurent leurs clients en affirmant que l'amiante n'est pas contaminante par voie digestive. Or, à ce jour, les études menées sur la question soulignent que l'ingestion d'amiante pourrait avoir une incidence sur le développement de cancers digestifs sans pour autant pouvoir confirmer un lien de causalité. Le collectif des amiantés témoigne aussi de nombreux cas de maladies professionnelles reconnues sur le plan digestif. La réglementation en vigueur ne prévoit pas l'obligation de rechercher les fibres d'amiante dans l'eau potable, et l'amiante ne figure pas dans la version révisée de la directive européenne sur l'eau potable du 16 décembre 2020. Face à l'incertitude sur les risques de l'ingestion d'amiante, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) recommande des campagnes de surveillance pour détecter la présence éventuelle de fibres d'amiante. Dans ce contexte de doute, elle souhaite savoir si le Gouvernement envisage d'engager des recherches approfondies sur l'impact de l'ingestion d'amiante, et, dans l'attente de résultats, de mener des contrôles de la présence de fibres d'amiante dans le réseau d'eau potable afin d'éviter d'exposer la population à un potentiel risque sanitaire. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins .**

Présence d'amiante dans l'eau potable et risques sanitaires associés

3335. – 20 février 2025. – **M. Éric Kerrouche** interroge **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** au sujet des préoccupations soulevées par le collectif des amiantés du secteur de Mimizan, concernant la présence d'amiante dans l'eau potable et les risques sanitaires associés. Le président de l'association a découvert un tuyau en fibrociment, repéré amianté, dans le réseau d'alimentation en eau potable de son village. Il s'avère qu'au niveau national, 4 % du réseau d'eau potable est amianté. L'association déclare que les sites des

sociétés distribuant cette eau rassurent leurs clients en affirmant que l'amiante n'est pas contaminante par voie digestive. Or, à ce jour, les études menées sur la question soulignent que l'ingestion d'amiante pourrait avoir une incidence sur le développement de cancers digestifs sans pour autant pouvoir confirmer un lien de causalité. Le collectif des amiantés témoigne aussi de nombreux cas de maladies professionnelles reconnues sur le plan digestif. La réglementation en vigueur ne prévoit pas l'obligation de rechercher les fibres d'amiante dans l'eau potable, et l'amiante ne figure pas dans la version révisée de la directive européenne sur l'eau potable du 16 décembre 2020. Face à l'incertitude sur les risques de l'ingestion d'amiante, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) recommande des campagnes de surveillance pour détecter la présence éventuelle de fibres d'amiante. Dans ce contexte de doute, il souhaite savoir si le Gouvernement envisage d'engager des recherches approfondies sur l'impact de l'ingestion d'amiante, et, dans l'attente de résultats, de mener des contrôles de la présence de fibres d'amiante dans le réseau d'eau potable afin d'éviter d'exposer la population à un potentiel risque sanitaire. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins .**

Présence d'amiante dans les réseaux de canalisation d'eau

3909. – 27 mars 2025. – **M. Alexandre Basquin** interroge **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la présence d'amiante dans l'eau potable et les risques sanitaires associés. Alors que 67 % des français déclarent consommer de l'eau du robinet tous les jours ou presque, 4 % du réseau de canalisation, soit près de 36 000 kilomètres, contiendraient de l'amiante, d'après une étude de 2020 publiée par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). Cette part du réseau amianté atteindrait 22 % dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Interdite depuis 1997, les dangers de l'amiante ne sont plus à prouver. On estime à 100 000 le nombre de victimes. Des études scientifiques récentes tendent à démontrer que l'ingestion d'amiante pourrait provoquer des risques de cancers digestifs. Malgré le danger sanitaire connu, la réglementation actuelle ne prévoit pas l'obligation de rechercher les fibres amiantées dans l'eau potable et ne définit pas de seuil maximal. Face au danger auquel sont exposés des centaines de milliers de français, il souhaite savoir les actions que le Gouvernement entend prendre afin d'engager des recherches approfondies et de protéger la population de ce risque sanitaire.

Réponse. – L'amiante n'étant plus utilisé pour les canalisations depuis une trentaine d'années, il est estimé qu'environ 4 % du linéaire de conduites des réseaux publics de distribution pourraient contenir encore de l'amiante, avec des disparités géographiques pouvant être importantes. Ces canalisations sont de moins en moins nombreuses au cours du temps, et plutôt placées dans « un environnement favorable », c'est-à-dire parcourues par des eaux calcaires non agressives. Les services publics d'eau potable doivent établir chaque année un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable, et ces données sont intégrées dans un dispositif permanent d'évaluation du patrimoine des réseaux d'eau potable, mis en place par le ministère chargé de la transition écologique. La localisation des canalisations en amiante-ciment devrait ainsi être connue des personnes responsables de la production ou de la distribution d'eau, et l'exploitation des données disponibles devrait permettre de cibler les « zones à risques ». Si une zone à risque est identifiée, la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau intègre cette information dans son plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et adapte son plan de surveillance de la qualité de l'eau. Au besoin, elle informe les autorités sanitaires et les usagers. Toutefois, en termes de gestion du risque sanitaire pour l'eau potable, à ce jour, aucune valeur sanitaire n'est définie pour l'eau potable. En effet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pas défini de valeur guide pour l'amiante dans l'eau de boisson dans ses directives pour la qualité de l'eau de boisson, en raison de l'absence de preuve que l'ingestion hydrique d'amiante présente un risque pour la santé. Cette position a été conservée dans l'addendum (2017) de la 4ème édition des recommandations de l'OMS. La réglementation européenne ne fixe pas non plus d'exigence de qualité en ce qui concerne l'amiante dans l'eau destinée à la consommation humaine. Cette problématique a été étudiée par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF), par deux sections (section des eaux : avis du 16 décembre 1997 relatif aux risques sanitaires dus à l'utilisation des fibres d'amiante dans les canalisations d'eau potable en ciment ; section de l'alimentation et de la nutrition : avis du 14 octobre 1997 relatif à la toxicologie de l'amiante spécifique au tube digestif). Le CSHPF constatait qu'en l'état des connaissances, les données épidémiologiques et toxicologiques n'apportaient pas la preuve que l'ingestion d'eau contenant des fibres d'amiante constituait un risque pour la santé. Ainsi, l'amiante des canalisations en amiante-ciment ne présentait pas de risques pour le consommateur d'eau, mais pouvait concerner davantage la santé des travailleurs lors d'interventions sur les systèmes d'adduction d'eau. Par ailleurs, en 2010, l'Agence nationale de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a rendu un avis et un

rapport sur les affleurements naturels d'amiante (état des connaissances sur les expositions, les risques sanitaires et les pratiques de gestion en France et à l'étranger). Dans son rapport, l'ANSES indiquait qu'« aucun effet sur la santé n'avait été prouvé à ce jour concernant l'ingestion d'amiante par voie buccale, du fait par exemple de la présence du minéral dans l'eau ». Enfin, l'analyse publiée en 2021 par l'ANSES dans son avis relatif à la caractérisation du danger lié à l'ingestion d'amiante n'a pas permis d'établir de lien entre l'ingestion d'amiante via la consommation d'eau contaminée et les cancers digestifs et de l'ovaire ainsi que les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin. L'ANSES émet plusieurs recommandations. S'agissant de mener des campagnes d'analyses ciblées, la direction générale de la santé a initié des réflexions avec le laboratoire d'hydrologie de Nancy de l'ANSES concernant l'opportunité et la faisabilité de mener une telle campagne exploratoire de mesures en France.

Prise en charge des patients atteints de COVID long

3497. – 27 février 2025. – **M. Guillaume Chevrollier** interroge **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la prise en charge des patients atteints de COVID long. Depuis la pandémie, un nombre significatif de patients souffre de symptômes persistants plusieurs mois après une infection au SARS-CoV-2, engendrant une altération notable de leur qualité de vie. Ces symptômes, regroupés sous l'appellation de "COVID long", incluent fatigue chronique, troubles cognitifs, douleurs musculaires et cardiaques, affectant des milliers de citoyens, parfois sur une durée prolongée. Si des progrès ont été réalisés dans la reconnaissance de cette pathologie, les témoignages des patients et des associations indiquent des disparités importantes dans la prise en charge selon les territoires. En particulier, l'accès à des parcours de soins coordonnés, à des spécialistes et à des centres dédiés reste inégal. De plus, les patients déplorent souvent des délais d'attente longs et un manque d'informations claires sur les aides financières ou sociales dont ils pourraient bénéficier. Face à cette situation, il lui demande de préciser les actions entreprises pour : uniformiser l'accès aux soins pour les patients atteints de COVID long sur l'ensemble du territoire ; renforcer la recherche clinique afin de mieux comprendre et traiter cette pathologie ; garantir un soutien adapté, notamment en termes d'indemnisation ou de reconnaissance en affection de longue durée (ALD), pour les malades les plus gravement impactés. En outre, il souhaite connaître les perspectives du ministère pour améliorer la coordination entre les acteurs de santé, les pouvoirs publics et les associations de patients, afin de répondre aux attentes légitimes des citoyens concernés. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins .**

Réponse. – Les formes persistantes de Covid dites « Covid long » représentent un sujet d'attention pour le ministère chargé de la santé. En parallèle de la gestion immédiate de la crise sanitaire, un travail collectif a été conduit pour organiser la meilleure prise en charge possible des patients atteints de Covid long. En mars 2022, le ministère chargé de la santé annonçait une feuille de route dotée de moyens renforcés et fixant des objectifs de prise en charge pour les patients atteints de Covid long. Pour ce qui est de la recherche, l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales - Maladies infectieuses émergentes (ANRS - MIE) assure son animation scientifique selon les axes prioritaires suivants : l'approfondissement des connaissances épidémiologiques, l'impact de l'infection sur le plan médico-économique, la recherche de causes physiopathologiques expliquant les formes persistantes, l'étude de la dimension sociale ainsi que la recherche interventionnelle (évaluation des prises en charge, parcours de soins…). Au total, 16 Meuros de financements de l'Etat pour la recherche concernant le Covid long étaient décomptés fin 2023, dont un appel à projets dédié de plus de 10 Meuros (avec 1,8 Meuros de contribution de la Fondation pour la recherche médicale) lancé par l'ANRS - MIE en 2021/2022. 50 projets ont ainsi été soutenus. D'autres projets de recherche dédiés au covid long peuvent être déposés au titre des appels à projets de l'ANRS - MIE. Une journée scientifique rassemblant l'ANRS-MIE, Santé publique France, la Haute autorité de santé (HAS) ainsi que les ministères concernés a été organisée en octobre dernier afin de faire le point sur les avancées scientifiques relatives au Covid long, d'aborder les questions en suspens et de définir les priorités de recherche à venir. Concernant la prise en charge des patients, la structuration des soins doit s'organiser en trois niveaux de recours tels que formulés par la HAS, à savoir un premier niveau de recours constitué par les médecins généralistes au centre du dispositif, un second mobilisant les médecins spécialistes de ville ou d'hôpital, qui prennent en charge les explorations fonctionnelles (respiratoires, cardiologiques, neurologiques, ORL) et la prise en charge des troubles dits fonctionnels, et un troisième niveau correspondant aux services de soins médicaux et de réadaptation pour la prise en charge des patients les plus complexes. Pour articuler ces prises en charge de territoire, des cellules de coordination visant à accompagner, informer, orienter les professionnels et les patients, mais également à coordonner les interventions des professionnels pour les patients les plus complexes, ont été

créées. Les enquêtes effectuées montrent que les quelques 130 cellules de coordination existantes sont portées par les acteurs locaux de la coordination, assurant l'existence de dispositifs intégrés et adaptés aux spécificités territoriales et constituant une réponse opérationnelle pour que chaque personne présentant des symptômes persistants post-Covid puisse trouver à proximité de son domicile une solution. Pour aller plus loin, un cahier des charges visant à harmoniser l'activité Covid long au sein des dispositifs d'appui à la coordination a été publié en mars 2024. Depuis 2021, la HAS est mobilisée dans l'élaboration de réponses rapides relatives aux critères diagnostiques, aux modalités de dépistage et de prise en charge clinique et paraclinique des adultes avec symptômes prolongés. Pour informer et former davantage le corps médical et participer à la lutte contre l'errance médicale, la HAS a publié en mai 2024 des recommandations visant à structurer le parcours de soins de l'adulte présentant des symptômes prolongés de Covid-19 et prévoit de compléter ce travail par un guide abordant le parcours des enfants de moins de 15 ans. L'appropriation de ce parcours par les professionnels de santé en particulier du premier recours, doit maintenant être soutenue, et l'analyse de ces recommandations doit permettre d'identifier et de spécifier les conditions de mise en oeuvre de ces parcours tout en s'intégrant dans l'ensemble de l'offre de soins existante. En complément, le programme triennal 2023-2025 de l'agence nationale du développement professionnel continu comprend une orientation prioritaire relative à la prise en charge des patients présentant des symptômes prolongés suite à une Covid 19. S'agissant des plateformes de référencement prévues par la loi du 24 janvier 2022 visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la Covid-19, un espace d'information sur le Covid long a été créé sur le site Santé.fr. Ayant mobilisé pour sa réalisation l'ensemble des parties prenantes concernées (experts, professionnels de santé, patients et directions d'administration centrale), cette plateforme permet depuis sa mise en ligne en mars 2024 d'accompagner les personnes concernées en leur fournissant de l'information sur le diagnostic, les symptômes, le quotidien, la recherche, etc., mais également sur l'offre de soins autour de leur lieu de vie par l'intégration d'un outil d'aide à l'orientation vers les ressources de proximité. Le taux de satisfaction, obtenu via le module présent sur les pages de l'espace, s'élève à 88 %.

Arrêt du programme national de surveillance du mésothéliome

4048. – 3 avril 2025. – **Mme Céline Brulin** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur le potentiel arrêt du programme national de surveillance du mésothéliome (PNSM). Le mésothéliome est un cancer agressif affectant les membranes entourant les organes internes, principalement dû à l'exposition à l'amiante. Le dispositif PNSM piloté par Santé publique France doit permettre d'améliorer à la fois le diagnostic, la prise en charge, les conditions de l'exposition des malades et leur indemnisation par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA). Les maladies liées à l'amiante sont réputées pour se déclarer plusieurs décennies après l'exposition. Le suivi du mésothéliome trouve toujours toute sa pertinence. En effet, plusieurs études démontrent que les cas de mésothéliomes pleuraux sont toujours plus nombreux. On estime aujourd'hui que 1 100 nouveaux cas de mésothéliome surviennent annuellement en France. En Seine-Maritime, ce sont en moyenne une quarantaine de cas diagnostiqués chaque année. Pourtant, décembre 2023, Santé Publique France a informé plusieurs experts de l'interruption des dispositifs spécifiques de surveillance des mésothéliomes (PNSM et DNSM) du fait de ressource insuffisante. Devant la mobilisation des associations de défense des victimes, des experts et des scientifiques, votre ministère a pris la sage décision d'une poursuite de ce dispositif sans qu'aucune précision ne soit apportée sur le contenu du dispositif ni sur son niveau de financement. Il semblerait qu'en parallèle, des consignes aient été données pour ne plus collecter les cas de mésothéliome diagnostiqués en 2024. Aussi, elle souhaiterait être assurée de la poursuite du programme national de surveillance du mésothéliome et connaître sa déclinaison dans les départements. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins .**

Poursuite et moyens du programme national de surveillance du mésothéliome

4178. – 10 avril 2025. – **Mme Agnès Canayer** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur l'éventuel arrêt du programme national de surveillance du mésothéliome (PNSM). Le mésothéliome est un cancer agressif causé par l'exposition à l'amiante. Le PNSM, géré par Santé publique France, permet d'améliorer le diagnostic, la prise en charge des patients et leur indemnisation par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA), aujourd'hui soutenu par la branche accidents du travail - maladies professionnelles (AT-MP). Comme les maladies liées à l'amiante peuvent apparaître des années après l'exposition, ce suivi reste essentiel alors que chaque année, environ 1 100 nouveaux cas sont recensés en France, dont une quarantaine en Seine-Maritime. Pourtant, Santé publique France a annoncé sa volonté d'arrêter le

PNSM en raison d'un manque de ressources humains et financiers. Face à l'inquiétude des associations, si le Gouvernement est revenu sur sa décision, de plus en plus d'associations font écho d'une volonté des branches locales de ne plus enregistrer les cas diagnostiqués l'année dernière, en 2024. Elle demande si le Gouvernement entend garantir sur la poursuite du programme et son application locale. **– Question transmise à M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins .**

Réponse. – La surveillance nationale des mésothéliomes est une priorité de santé publique. En effet, l'incidence du mésothéliome pleural continue d'augmenter en France, avec un nombre estimé de 1100 nouveaux cas sur la période 2015-2016, dont 27% de femmes. Dans ce contexte, il n'est nullement envisagé de renoncer à cette surveillance qui apporte des éléments de connaissance et d'aide à la décision indispensables à la mise en oeuvre des politiques de santé publique en la matière. L'Agence nationale de santé publique (Santé publique France), chargée de cette surveillance, a rencontré des difficultés techniques pour mettre en oeuvre la stratégie de surveillance qu'elle avait élaborée avec ses partenaires dans le cadre du dispositif national de surveillance du mésothéliome. L'agence souhaite en conséquence ajuster les modalités opérationnelles de cette surveillance afin de résoudre les problèmes rencontrés, notamment en termes d'exigence de sécurisation des données de santé. Le nouveau protocole de surveillance sera disponible au 2ème semestre 2025. Santé publique France actualisera en 2025 les indicateurs de surveillance des données collectées entre 2018 et 2023 dans le cadre du programme national de surveillance des mésothéliomes. Elle poursuivra au-delà de 2025 l'actualisation régulière de ces indicateurs autant qu'elle continuera de fournir des éléments sur la caractérisation des expositions à l'amiante identifiées comme étant à l'origine des mésothéliomes. Elle veillera à maintenir et renforcer la prévention tertiaire (reconnaissance et prise en charge des travailleurs atteints d'un mésothéliome).

TRANSITION ÉCOLOGIQUE, BIODIVERSITÉ, FORÊT, MER ET PÊCHE

Impact de la prédation du grand cormoran sur les populations de poissons

442. – 3 octobre 2024. – **M. Serge Mérillou** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargé de la mer et de la pêche** sur les conséquences de la prolifération du grand cormoran pour les populations de poissons des cours d'eau et des plans d'eau de Dordogne. Le grand cormoran, dont le régime alimentaire est piscivore, est une espèce autochtone protégée au niveau national depuis les années 1970. Les effectifs étaient alors très faibles (environ 15 000). Ils ont augmenté jusqu'aux années 2010 où ils se sont stabilisés autour de 100 000. Ces dernières années, le cormoran ne cesse de proliférer en France. Afin de contrôler l'impact que le grand cormoran occasionne sur les poissons, un système dérogatoire à la protection stricte permet de mener des opérations de destruction. C'est l'arrêté ministériel cadre du 26 novembre 2010 qui fixe les conditions et limites dans lesquelles les dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées. Il est complété par un arrêté pris tous les 3 ans, qui fixe les plafonds départementaux dans les limites desquelles les dérogations peuvent être accordées. L'arrêté, couvrant la période 2022/2025, a été publié le 1er octobre 2022. Il exclut les cours d'eau et les plans d'eau des dérogations possibles aux interdictions de destruction. Les seules dérogations accordées concernent la protection des pisciculture, dans 58 départements. En Dordogne, d'après la fédération départementale de la pêche, les effectifs de cormorans semblaient s'être stabilisés autour de 1 500 individus jusqu'au début des années 2000. Depuis l'interdiction des tirs de régulations en rivière, leur nombre a fortement augmenté, la population de cormorans du département étant évaluée à 3 000 individus pour l'hiver 2023-2024. Avec une consommation journalière de poissons d'un cormoran hivernant estimée à 425 g par jour et par oiseau, la prédation hivernale sur une période de 6 mois est de 229 500 kg de poissons. L'impact de ce prélèvement sur les populations de poissons des cours d'eau et des plans d'eau de Dordogne peut donc être considéré comme extrêmement conséquent. Les conséquences pour la filière piscicole sont également alarmantes. Le plafond départemental des dérogations à l'interdiction de destruction de grands cormorans pouvant être accordées est très insuffisant, avec seulement 100 individus par an. La perte de chiffre d'affaires due au déficit de production, calculée pour l'année 2018, varie de 2 700 à 4 000 euros par hectare selon les exploitants laissant un résultat brut d'environ 1 500 euros /ha. Avec un total de charges de production dépassant les 1 000 euros/ha, il en résulte une très faible marge bénéficiaire. Ce phénomène s'est encore accentué en 2024, ce qui pourrait rapidement causer la mise en faillite de nombreuses entreprises d'aquaculture. Au regard de ces éléments, de l'importance des dégâts causés par le grand cormoran sur la faune piscicole, les tirs de

régulation à l'échelle du territoire métropolitain sont indispensables au maintien de la diversité et de la densité des peuplements de poissons sans que cela ne porte préjudice à la dynamique des populations du grand cormoran. Aussi, il lui demande d'autoriser à nouveau la régulation de la population du grand cormoran.

Réponse. – Le grand cormoran est une espèce autochtone protégée au niveau national. Il bénéficie également au niveau européen du régime général de la protection de toutes les espèces d'oiseaux (directive « oiseaux »). Avec son régime alimentaire piscivore, il est une espèce importante pour le fonctionnement et l'équilibre des écosystèmes. En effet, en tant que prédateur naturel, le grand cormoran diminue notamment la consommation du plancton et contribue indirectement à une meilleure oxygénation des eaux. De même, il limite la pression parasitaire par élimination sélective des individus les plus faibles et accélère le recyclage et les flux de matière dans les chaînes alimentaires. La population de la sous-espèce *Phalacrocorax carbo sinensis* s'était significativement réduite jusque dans les années 1970. Depuis lors, en raison de sa protection, le nombre moyen de grands cormorans a augmenté jusqu'à atteindre une population de presque 120 000 individus hivernants en 2024, ce chiffre étant relativement stable depuis 2013. Afin de contrôler l'impact que le grand cormoran occasionne sur les piscicultures et, le cas échéant, les poissons sauvages, un système dérogatoire à la protection stricte permet de mener des opérations de régulation depuis les années 1990. Ces moyens d'action font régulièrement l'objet d'ajustements, notamment en lien avec l'évolution de la population sur le territoire et les besoins des acteurs. Ainsi le nouvel arrêté-cadre du 24 février 2025 fixe les nouvelles conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de perturbation intentionnelle et de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans. A la condition que des impacts significatifs soient avérés, ce texte autorise de nouveau la destruction de grands cormorans au titre de la protection des espèces piscicoles menacées dans les cours d'eau et plans d'eau. Au-delà des consultations obligatoires, il a fait l'objet de nombreux échanges avec l'ensemble des partenaires concernés afin de tenir compte de l'ensemble des remarques des parties prenantes. Il apporte un cadre rénové, plus ambitieux et plus sécurisé juridiquement, visant à la coexistence du grand cormoran avec les pisciculteurs et à la limitation de son impact sur les écosystèmes aquatiques, dans le respect de la réglementation en vigueur pour la protection des espèces. Dans le nouvel arrêté-cadre du 24 février 2025 figurent des simplifications administratives et des assouplissements importants s'agissant des dérogations à l'interdiction de perturbation intentionnelle et de destruction de l'espèce. Ainsi la période de destruction est étendue de droit jusqu'au 30 juin pour les piscicultures. La mise en oeuvre d'opérations complémentaires est permise jusqu'au 31 juillet en pisciculture sur justification (auparavant, les opérations complémentaires devaient s'achever au plus tard le 30 juin). Désormais, les plafonds de destruction autorisés au titre de la protection des poissons menacés sont fixés par les préfets en respectant le seuil maximal de 20 % de la population départementale hivernante recensée lors du comptage national, ce seuil pouvant être porté à 30 % en cas d'absence de plafond sur les piscicultures dans le département. En outre, en cas d'atteinte du plafond accordé au titre de la protection des piscicultures avant la fin de la campagne, le plafond peut être augmenté dans la limite de 10 % du nombre d'individus autorisés à la destruction sur les piscicultures dans le département. De même, afin de piloter au plus près les destructions de grand cormoran, il est ajouté un délai de transmission des comptes-rendus des opérations aux préfets de 72 heures suivant les destructions, via une plateforme en ligne simplifiée qui sera créée. Enfin, tout bénéficiaire d'une dérogation à l'interdiction de destruction pourra réaliser, aux mêmes périodes et sur les mêmes lieux que les tirs, en complément, des opérations d'effarouchement sonores et visuels, sans qu'il soit besoin d'effectuer des démarches administratives supplémentaires. L'ensemble de ces assouplissements doit cependant respecter les enjeux liés aux règlementations en vigueur, et notamment l'exigence que des mesures alternatives aient préalablement été mises en place sans succès, et le nécessaire évitement des impacts sur les autres espèces protégées. Ainsi, le texte a pour ambition d'assurer une meilleure coexistence entre le grand cormoran et les activités de pêche et de pisciculture, tout en maintenant le bon état de conservation de l'espèce et en limitant l'impact des opérations menées sur les milieux.

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations en matière du trait de côte

1678. – 17 octobre 2024. – **M. Alain Cadec** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargé de la mer et de la pêche** sur la clarification du volet de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) en matière du trait de côte. Depuis le 1er janvier 2018, la compétence GEMAPI, définie par les lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), est exclusivement confiée aux intercommunalités. Cette compétence inclut l'aménagement des bassins versants, l'entretien des cours d'eau, la défense contre les inondations et contre la mer, ainsi que la protection et la

restauration des zones humides. Il est cependant constaté que la gestion du trait de côte n'est pas explicitement intégrée à la GEMAPI. Les réponses ministérielles de 2016 et 2017 ont apporté des éclaircissements en indiquant que les actions de « défense contre la mer » incluent la gestion des submersions marines et la gestion intégrée du trait de côte. Cette gestion vise à prévenir l'érosion côtière en coordonnant les actions sur un même territoire et en mobilisant un gestionnaire unique lorsque cela est pertinent. Depuis la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, l'article L. 321-16 du code de l'environnement permet aux collectivités territoriales ou à leurs groupements compétents en matière de défense contre les inondations et contre la mer d'élaborer des « stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte ». Il appartient à la GEMAPI de décider des actions de protection contre le recul du trait de côte en fonction des enjeux locaux. Néanmoins, des ambiguïtés persistent concernant la gestion des ouvrages de fixation du trait de côte non retenus par l'autorité GEMAPI. L'autorité GEMAPI n'est pas obligée de prendre en charge tous les ouvrages publics ou privés de gestion du trait de côte. La mise à disposition gratuite des ouvrages ne concerne que les digues appartenant à une personne morale de droit public. En vertu du principe de libre administration, l'autorité GEMAPI doit identifier les secteurs sensibles et les ouvrages qu'elle souhaite gérer. Les propriétaires privés impactés par l'érosion ne peuvent exiger que l'autorité GEMAPI assure la gestion des ouvrages protégeant leurs propriétés, ce qui relève de leur responsabilité en vertu de l'article 33 de la loi du 16 septembre 1807 relative au dessèchement des marais. Ainsi, il lui demande de préciser les missions et la responsabilité de l'autorité GEMAPI en matière de gestion du trait de côte, lorsqu'elle décide de mener des actions contre l'érosion côtière. Par ailleurs, il souhaiterait savoir si, en fonction des enjeux locaux, il serait possible de laisser aux communes et autres personnes morales de droit public la gestion des ouvrages non retenus par l'autorité GEMAPI, et qui sont essentiels pour lutter contre l'érosion côtière.

Réponse. – Les opérations de gestion intégrée du trait de côte sont parties intégrantes de la compétence GEMAPI, à l'exception des opérations de relocalisation qui relèvent des compétences d'aménagement et d'urbanisme. L'autorité GEMAPI décide de la manière d'exercer cette compétence, en appréciant les actions de protection contre le phénomène de recul du trait de côte nécessaires, au regard de l'ampleur des enjeux exposés localement. La compétence GEMAPI intègre la gestion des ouvrages artificiels de protection qui participent à la lutte contre les inondations ou la submersion marine, ainsi que ceux destinés à limiter les dynamiques de recul du trait de côte. Les ouvrages de fixation du trait de côte (perrés, enrochements, remblais, épis, etc) sont pris en charge par l'autorité GEMAPI, au titre de la mission 5° du I de l'article L. 211-7 du code de l'environnement. Contrairement aux systèmes d'endiguement, ils ne disposent toutefois pas de niveau de protection ni de zone protégée associés. Par ailleurs, les solutions qui mettent à profit les fonctionnalités des milieux naturels (cordons dunaires, zones humides, mangroves, zones de mobilité du trait de côte ou zones de mobilité des fleuves côtiers) afin d'atténuer les effets du changement climatique, de la submersion marine ou du recul du trait de côte, peuvent être menées au titre de la compétence GEMAPI. Néanmoins, l'autorité GEMAPI n'a pas l'obligation de prendre en charge tous les ouvrages publics ou privés de protection du trait de côte. Elle apprécie, sur la base des stratégies locales, les ouvrages et actions nécessaires à la mise en oeuvre de sa compétence. Elle peut reprendre la gestion des ouvrages nécessaires à l'exercice de sa compétence qui seraient la propriété d'associations syndicales autorisées (ASA) par voie conventionnelle ou solliciter l'instauration d'une servitude d'accès. L'autorité GEMAPI peut également récupérer un ouvrage au titre de sa compétence et en déléguer la gestion à l'échelon communal. Si l'autorité GEMAPI décide de mener des actions relevant de la fixation du trait de côte sur un secteur donné, il conviendra qu'elle s'assure a minima de la surveillance et du suivi de l'évolution des éléments naturels ou artificiels. En coordination avec l'échelon communal, elle devra informer les riverains en cas de mise en danger potentielle des personnes et des biens liés à une évolution significative du recul du trait de côte. Les stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte peuvent contribuer à coordonner la gestion des ouvrages de défense contre la mer pour offrir une planification cohérente sur le territoire. Ces stratégies font l'objet d'une construction partagée avec les élus et les services de l'Etat.

Moyens dédiés à une meilleure connaissance des risques climatiques sur les territoires

1844. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** concernant la connaissance par les collectivités territoriales du risque d'inondations et la nécessité d'un accompagnement de l'État à leurs côtés. Le rapport établit en effet que la « bonne connaissance de l'aléa constitue l'un des piliers de la politique publique de prévention des risques. ». Des enquêtes auprès des élus locaux soulignent que ces derniers souhaitent la communication par l'État de l'ensemble des plus hautes eaux connues sur son bassin et notamment l'atlas des

zones inondables (AZI). Le Sénateur des Alpes de Haute-Provence indique ainsi que l'intervention du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) s'est avéré en particulier « un soutien précieux aux collectivités territoriales pour améliorer la connaissance des aléas inondations, en intégrant autant que possible le changement climatique. L'opérateur souligne la nécessité de disposer d'une informer d'une information homogène et partagée des risques sur un territoire. Il établit ainsi avec la Direction générale de la prévention des risques un projet de développement d'une cartographie nationale du risque inondations ainsi que d'un outil d'aide au diagnostic territorial. Or, compte-tenu de ces enjeux, Jean-Yves Roux souligne que les moyens destinés au CEREMA s'avèrent sous-dimensionnés. Le Cerema mentionne un besoin de 24 ETP qui font actuellement défaut à la mise en oeuvre de ces enjeux vitaux pour les territoires et nos concitoyens. Aussi, le Sénateur des Alpes de Haute-Provence demande à Madame la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, comment elle entend soutenir les besoins d'accompagnement et de résilience des territoires surexposés au risque d'inondations.

Réponse. – La caractérisation des risques d'inondation est un préalable indispensable pour mener des actions efficaces de prévention. Les collectivités territoriales sont des acteurs centraux de la prévention des inondations. L'amélioration des connaissances et l'accompagnement des collectivités sont ainsi des priorités pour l'État. C'est pourquoi la direction générale de la prévention des risques (DGPR) a confié au centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) l'établissement d'une carte nationale des inondations. Cette carte vise à recenser l'ensemble des emprises inondables par débordement de cours d'eau et par ruissellement associées à des évènements similaires à ceux pris en référence dans les plans de prévention des risques naturels. Cela permettra de prendre en compte le temps long de l'aménagement des territoires et de l'urbanisme. Cette carte donnera à terme en tout point du territoire l'information la plus précise disponible. Elle sera établie dans un premier temps sur le territoire européen de la France. Ce projet répond ainsi aux attentes des collectivités, qui expriment le besoin de disposer d'une information large sur les risques d'inondation pour mieux préparer leurs territoires. Cette carte sera diffusée via la plateforme Géorisques, le site de référence de l'État en matière d'information sur les risques majeurs, ce qui permettra à tout un chacun de consulter et télécharger la carte librement et gratuitement. Cette future carte viendra enrichir les connaissances déjà disponibles, notamment les plans de prévention des risques d'inondation. Le plafond d'emploi du Cerema est fixé à 2 495 ETPT et permet d'assurer la qualité d'expertise de l'établissement et de ses services auprès des territoires.

Suppression de postes au sein de l'Office national des forêts

1958. – 24 octobre 2024. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur la suppression de postes au sein de l'Office national des forêts (ONF). En effet, la présentation du projet de loi de finances pour 2025 a suscité une vive inquiétude parmi les élus des communes et collectivités forestières, notamment en Occitanie. Ils dénoncent une réduction significative des moyens alloués aux collectivités, une baisse drastique des dotations et du Fonds vert, et plus particulièrement, la suppression de 95 postes au sein de l'Office National des Forêts. Cette décision s'inscrit dans un contexte où les enjeux climatiques et environnementaux liés à la gestion durable de nos forêts sont devenus cruciaux. Les élus rappellent que la forêt publique représente 11 % du territoire national et constitue un puits de carbone essentiel pour atténuer les effets du changement climatique, tout en jouant un rôle primordial dans la prévention des incendies et la préservation de la biodiversité. Or, malgré l'urgence climatique que nous vivons, les perspectives financières pour la forêt sont sombres et l'ONF, dont l'expertise est indispensable aux communes, continue de voir ses effectifs se réduire. Alors que la Cour des Comptes appelle à renforcer ses moyens pour mieux protéger nos forêts et soutenir la transition écologique, il lui demande quelles garanties il peut apporter aux élus locaux, pour que l'État prenne pleinement ses responsabilités dans la préservation des forêts publiques. **– Question transmise à Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.**

Réponse. – Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025 prévoyait une baisse des effectifs de l'office national des forêts (ONF) de 95 postes, laquelle correspondait à une application du schéma d'emplois associé au contrat conclu entre l'État et l'établissement. Toutefois, dans un contexte marqué par la nécessaire adaptation des forêts publiques au changement climatique, la protection, la gestion et la régénération des forêts publiques restent une priorité du Gouvernement. En conséquence, le Gouvernement a pris la décision d'annuler cette baisse. Par ailleurs, dans un contexte budgétaire très contraint, il est envisagé que les moyens financiers alloués à l'ONF soient préservés, notamment pour les missions d'intérêt général confiées à l'établissement, confirmant ainsi le soutien de l'État à son opérateur forestier.

TRAVAIL ET EMPLOI

Difficultés financières pour les associations du champ culturel ou sportif

581. – 3 octobre 2024. – **M. Michaël Weber** attire l'attention de **Mme la ministre du travail et de l'emploi** sur des difficultés subies par les associations du champ culturel ou sportif employant de multiples intervenants sur des durées de travail hebdomadaire très courtes. Les difficultés subies relèvent de l'adoption du décret n° 2016-1908 du 27 décembre 2016 relatif à la modernisation de la médecine du travail, mettant fin à la disposition de l'article R4624-14 du code du travail. En effet, avant l'adoption dudit décret, concernant le cas d'une pluralité d'employeurs pour un seul salarié, un seul examen médical d'embauche pouvait être réalisé sous réserve que ceux-ci aient conclu un accord prévoyant les modalités de répartition financière de la surveillance médicale. Depuis l'adoption du décret, seules certaines catégories de travailleurs peuvent bénéficier d'un accord collectif de branche définissant, de manière dérogatoire, les modalités de surveillance de leur état de santé. (article L4625-2 du code du travail). Les structures associatives et notamment du champ culturel ou sportif sont les premières concernées et en voient des impacts importants sur leurs finances, en ce que leur modèle repose essentiellement sur un grand nombre de salariés à temps partiel. En outre, il semblerait que la règle posée par le décret du 27 décembre 2016 ne soit pas appliquée de manière homogène à l'ensemble du territoire. C'est pourquoi il souhaite savoir s'il est possible d'envisager de faire entrer les structures associatives dans un régime particulier concernant l'adhésion à un service de prévention et de santé au travail lorsqu'elles engagent de nombreux salariés à un temps partiel. Il souhaite également connaître les moyens que compte mettre en oeuvre le Gouvernement pour remédier à ces disparités d'application de la loi.

Réponse. – Conscients des difficultés soulevées par l'abrogation en 2016 de l'ancien article R. 4624-14 du code du travail prévoyant qu'un seul examen médical d'embauche pouvait être réalisé pour un salarié ayant une pluralité d'employeurs, le législateur et le Gouvernement ont souhaité mettre de nouveau en place un suivi médical des travailleurs ayant une pluralité d'employeurs de manière mutualisée. La situation des travailleurs ayant une pluralité d'employeurs est désormais en effet régie par les dispositions du décret n° 2023-547 du 30 juin 2023 relatif au suivi de l'état de santé des travailleurs ayant plusieurs employeurs pris en application de l'article L. 4624-1-1 du code du travail introduit par la loi du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail. Ce décret permet d'assurer l'ensemble du suivi médical des travailleurs ayant une pluralité d'employeurs de manière mutualisée, de sorte que la réalisation d'une visite par l'un des employeurs soit valable pour chacun des employeurs concernés d'une part, et d'autre part, que la cotisation acquittée pour ce suivi soit partagée à parts égales entre les employeurs concernés par des travailleurs en situation de pluri-emploi. L'article D. 4624-59 du code du travail définit les trois critères cumulatifs nécessaires pour que soit caractérisée une situation de pluri-emploi : 1° une exécution simultanée par le travailleur d'au moins deux contrats de travail ; 2° des emplois qui doivent relever du même code de la nomenclature des professions et des catégories socioprofessionnelles des emplois salariés des employeurs privés et publics (PCE ESE) ; 3° un suivi individuel de l'état de santé du travailleur devant être identique. Le service de prévention et de santé au travail interentreprises chargé du suivi mutualisé est celui de l'employeur principal, lequel est celui qui détient la relation contractuelle la plus ancienne avec le travailleur

Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises

1023. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur les améliorations à apporter aux dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) à la prévention des risques professionnels dans les entreprises. Dans le cadre d'un audit flash publié en mars 2024, la Cour des comptes a analysé les dispositifs d'aides de la Cnam à la prévention des risques professionnels dans les entreprises. La Cour des comptes relève qu'afin d'inciter les petites entreprises à mettre en place des actions de prévention des accidents du travail, des accidents de trajet et des maladies professionnelles, la Cnam peut leur octroyer des subventions. Selon la Cour des comptes, il existe deux dispositifs : des contrats de prévention sur mesure et accompagnés par les caisses locales, d'une part, et des subventions dites « prévention aux très petites entreprises (TPE) », ciblées et versées dans une logique de guichet, d'autre part. La Cour des comptes évalue à 383,8 millions euros le montant cumulé de ces aides sur la période 2019-2022. Toutefois, la juridiction financière relève que « les deux dispositifs d'incitation financière étudiés ne permettent pas, selon les rares études réalisées, de réduire la sinistralité dans les petites entreprises ». Ainsi, la Cour des comptes recommande de suspendre les subventions « prévention TPE » dans l'attente de trois actions. Premièrement, il conviendrait de cibler ces subventions vers les secteurs où la sinistralité est la plus élevée.

Deuxièmement, il est suggéré de mettre au point une méthode d'évaluation de l'efficacité de ces subventions. Enfin, troisièmement, elle recommande de mettre en oeuvre un contrôle interne renforcé couvrant notamment les relations avec les fournisseurs de dispositifs de prévention (Cnam, ministère du travail, de la santé et des solidarités). À la lumière de ces observations et recommandations de la Cour des comptes, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'améliorer l'efficacité des subventions destinées aux très petites entreprises en matière de prévention des risques professionnels dans les entreprises. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises

2809. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** les termes de sa question n° 01023 sous le titre « Efficacité des dispositifs d'aides de la caisse nationale d'assurance maladie à la prévention des risques professionnels dans les entreprises », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les subventions prévention permettent à de petites entreprises de bénéficier d'aides pour le cofinancement de matériel, de prestations et de formations qui constituent une porte d'entrée à une démarche de prévention plus structurée. Ces aides sont construites par la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) en lien avec les partenaires sociaux, dans le cadre des comités techniques nationaux qui appuient la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles. Ainsi, les subventions prévention ciblent aujourd'hui des risques identifiés, tels que le risque chimique ou les Troubles musculo-squelettiques (TMS), et des secteurs particulièrement concernés par la sinistralité (BTP, intérim). Ce dispositif est complété de programmes nationaux de prévention, pour accompagner les entreprises dans une démarche durable de prévention des risques professionnels. La Convention d'objectifs et de gestion (COG) de la branche Accidents du travail - maladies professionnelles (AT-MP) pour la période 2023-2028, signée le 5 juillet 2024, prévoit l'adoption d'approches spécifiques pour des secteurs ou des risques ciblés, afin notamment d'orienter davantage l'offre de prévention vers les secteurs les plus sinistrogènes. Dans un objectif de renforcement de la lutte contre la sinistralité, les deux programmes de prévention de la période précédente, couvrant les coûts majoritairement liés aux maladies professionnelles (programmes dits « TMS Pros » et « Risques Chimiques Pros ») seront ainsi complétés d'un programme couvrant la sinistralité liée aux accidents du travail intégrant le risque de chutes et d'une démarche de prévention des risques psychosociaux. Par ailleurs, la COG prévoit de mieux évaluer les impacts des dispositifs proposés par la branche AT-MP en termes de prévention et de vérifier la bonne utilisation des fonds. A ce titre, un référentiel d'évaluation quantitative et qualitative sera défini au sein de la gouvernance de la branche AT-MP afin de garantir le bon usage des dispositifs de prévention au service des priorités de prévention de cette branche. Ce référentiel s'articulera avec les dispositifs d'évaluation d'ores et déjà en place au sein de la branche AT-MP (évaluation des programmes de prévention, plan de contrôle des incitations financières). Il permettra de vérifier l'efficience des dispositifs de prévention financés par la branche et de les réorienter si besoin. Il pourra, notamment, permettre d'engager une réflexion pour mieux identifier les besoins et atteindre les entreprises éligibles à ces dispositifs qui n'en seraient pas bénéficiaires. Dans ce cadre, un bilan annuel des aides financières montrant le renforcement de l'offre vers les secteurs sinistrogènes sera réalisé. En outre, la COG prévoit également le renforcement des dispositifs d'audit et de contrôle interne, notamment le développement de plans de contrôle thématiques incluant le contrôle des subventions prévention. Ainsi, sous le pilotage du directeur général de la CNAM et de son directeur comptable et financier, un plan de contrôle interne rénové de la branche AT-MP intégrera une approche graduée des risques et des contrôles ainsi qu'un bilan annuel de résultats. Enfin, des travaux ont été engagés par le Gouvernement afin de définir les contours d'une mission d'analyse des aides financières qui aura vocation à en évaluer l'efficacité.

Bénéfice de la pension de réversion

1027. – 3 octobre 2024. – **M. Stéphane Sautarel** attire l'attention de **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur le bénéfice de la pension de réversion. La pension de réversion correspond à la partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé. Elle est versée si certaines conditions sont remplies à l'époux survivant, l'ex époux ou aux orphelins. Les conditions qui entourent le versement de la pension de réversion diffèrent selon que l'assuré décédé travaillait ou a travaillé dans le secteur public ou dans le secteur privé. Lorsque l'assuré décédé travaillait ou a travaillé dans le secteur privé, les

conditions liées à la personne décédée varient selon son ancien statut professionnel. De plus, la pension de réversion est égale à 54 % de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier le défunt, sans tenir compte des majorations de retraite. Par ailleurs, l'organisme de sécurité sociale verse la pension à l'époux, ex époux ou aux orphelins si certaines conditions sont réunies. Ainsi, l'époux ou l'ex époux doit avoir au moins 55 ans, avoir été marié avec l'assuré décédé et avoir des ressources annuelles brutes inférieures à 24 232 euros s'il vit seul ou inférieures à 38 771,20 euros s'il vit en couple. La pension de réversion est encadrée par un montant minimum et un montant maximum. Le bénéficiaire de la pension de réversion doit avertir la caisse qui lui verse la pension de tout changement de ses revenues. Toutefois, la pension de réversion ne peut plus être révisée dans deux cas : d'une part, trois mois après la date d'effet de l'ensemble des retraites personnelles de base et complémentaires et d'autre part, si le bénéficiaire de la pension de réversion n'a pas droit à des retraites personnelles, au premier jour du mois qui suit son âge légal de départ à la retraite. Néanmoins, la question se pose de savoir si, dans le cas où l'époux, au moment du décès de l'assuré, n'a pas pu bénéficier de la pension de réversion compte tenu du plafond de ses revenus, a un changement de situation plusieurs années plus tard qui lui permet cette fois-ci de remplir les conditions pour pouvoir obtenir le versement de la pension de réversion, peut en faire la demande. Ainsi, il lui demande de préciser si dans le cas susmentionné, l'époux de l'assuré défunt, travaillant ou ayant travaillé dans le secteur privé, peut obtenir la pension de réversion plusieurs années après le décès compte tenu de son changement de situation financière quant au niveau des revenus annuels. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Bénéfice de la pension de réversion

3067. – 30 janvier 2025. – **M. Stéphane Sautarel** rappelle à **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** les termes de sa question n° 01027 posée le 03/10/2024 sous le titre : "Bénéfice de la pension de réversion", qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La pension de réversion est un avantage conjugal représentant une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé, qui est reversée, sous certaines conditions, à son conjoint survivant ou ses ex-conjoints survivants. A ce titre, elle contribue au maintien du niveau de vie des retraités confrontés au décès de leur conjoint. Au régime général, le conjoint survivant a droit à une pension de réversion sous conditions de ressource dans une logique de solidarité nationale. En application de l'article R. 353-1-1 du code de la sécurité sociale, la pension de réversion est révisable en cas de variation dans le montant des ressources, à la hausse ou à la baisse, à chaque évènement porté à la connaissance de la caisse de retraite, notamment par l'assuré lui-même ou à l'occasion de l'attribution d'un autre avantage (droit personnel de retraite le plus souvent). Toutefois, le montant définitif de la pension de réversion est figé soit trois mois après la date d'effet du dernier avantage viager attribué, soit à compter du premier jour du mois qui suit l'âge légal de l'ouverture des droits à la retraite du demandeur, s'il ne peut pas bénéficier d'autres avantages viagers. Préconisée en 2004 par le Conseil d'orientation des retraites (COR) et instituée par le décret du 23 décembre 2004 relatif aux droits à l'assurance vieillesse des conjoints survivants et modifiant le code de la sécurité sociale, cette règle dite de « cristallisation » de la pension de réversion a pour objectif de permettre aux conjoints survivants d'avoir une visibilité sur leurs ressources au cours de leur retraite et de stabiliser leur situation dans le temps. L'ancienne Première ministre Elisabeth Borne s'est engagée, dans le cadre des débats sur le projet de loi rectificatif de financement de la sécurité sociale pour 2023, à ce que l'Etat mène une réflexion pour étudier les effets des mesures adoptées sur les droits familiaux et conjugaux. Elle a ainsi saisi le COR afin d'obtenir une analyse à la fois sur l'impact des mesures en matière de droits familiaux et conjugaux adoptées dans le cadre de la réforme de 2023 et sur les pistes envisageables d'alignement de régimes de retraite. Le COR devrait rendre son rapport au second semestre 2025. La question d'une révision éventuelle des règles de la réversion, y compris celle relative à la cristallisation de la prestation, fait partie du périmètre de travail des partenaires sociaux dans le cadre de la délégation paritaire permanente, convoquée par le Premier ministre. Les partenaires sociaux ont d'ailleurs organisé le 3 avril 2025 une séance de travail sur le thème des droits familiaux et conjugaux.

Conditions d'octroi des pensions de réversion

2320. – 14 novembre 2024. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **M. le ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur les conditions d'octroi des pensions de réversion en cas de décès d'un conjoint. Actuellement, il existe différents régimes d'attribution en fonction du statut professionnel de chacun. Ainsi, contrairement aux régimes complémentaires et à ceux de la fonction publique, les salariés doivent respecter des conditions de ressources afin de bénéficier de la pension de réversion de leur conjoint

décédé. Ainsi, en 2024, les revenus personnels ne doivent pas dépasser 24 232 euros si vous êtes seuls et 38 771,80 euros en couple. Par ailleurs, les biens mobiliers, les livrets d'épargne et les donations depuis moins de 10 ans sont également pris en compte sous la forme d'un revenu fictif annuel de 3 % de la valeur vénale du bien. Autrement dit, les personnes qui ont travaillé toutes leurs vies pour épargner ou laisser quelque chose à leurs enfants sont pénalisées davantage que les autres. De plus, celles qui dépassent de peu la condition de ressources ont également un sentiment d'injustice de ne pas pouvoir bénéficier de ce complément parfois indispensable pour leur permettre de vivre décemment. En tout état de cause, cette distinction entre le privé et le public n'apparaît pas juste et équitable et créé une distinction disproportionnée entre les deux régimes. En 2019, dans son rapport, le haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, prévoyait pour la pension de réversion un mode de calcul unique dans un système de retraite universel. La réforme devait harmoniser les règles spécifiques actuellement en vigueur. Ce nouveau système de retraite ne devait imposer aucune condition de ressources aux bénéficiaires de la pension de réversion. Aussi, le Sénateur souhaite connaître l'avenir réservé à cette harmonisation s'agissant des pensions de réversion. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Réponse. – La pension de réversion est un avantage conjugal représentant une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé, reversée, sous certaines conditions, à son conjoint survivant ou ses ex-conjoints survivants. Elle repose sur une logique de solidarité nationale. Comme d'autres prestations de solidarité, elle contribue au maintien du niveau de vie des retraités confrontés au décès de leur conjoint, sous conditions de ressources. Le Gouvernement s'est engagé, dans le cadre des débats sur le projet de loi rectificatif de financement de la sécurité sociale pour 2023, à ce que l'Etat mène une réflexion pour étudier les effets des mesures adoptées sur les droits familiaux et conjugaux. Il a ainsi saisi le Conseil d'orientation des retraites (COR) afin d'obtenir une analyse à la fois sur l'impact des mesures en matière de droits familiaux et conjugaux adoptées dans le cadre de la réforme de 2023 et sur les pistes envisageables d'harmonisations des régimes de retraite. Le COR a consacré des réunions de travail sur ce sujet, la dernière en date ayant eu lieu le 20 mars 2025. Le rapport devrait être remis en 2025. La question d'une révision éventuelle des règles de la réversion fait partie du périmètre de travail des partenaires sociaux dans le cadre de la délégation paritaire permanente, convoquée par le Premier ministre. Les partenaires sociaux ont d'ailleurs organisé le 3 avril 2025 une séance de travail sur le thème des droits familiaux et conjugaux.

Droit à l'utilisation du compte personnel de formation pour les salariés de plus de 67 ans

3875. – 27 mars 2025. – **Mme Christine Lavarde** interroge **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur l'âge limite d'utilisation du compte personnel de formation (CPF) au regard de l'âge effectif de départ à la retraite des salariés. En effet, en vertu de l'article L. 5151-2 du code du travail, le CPF cesse d'être alimenté et utilisable lorsque les salariés atteignent l'âge de 67 ans, indépendamment de leur maintien en activité ou non. Or, certains salariés du privé peuvent faire le choix de repousser leur départ à la retraite au-delà de cet âge, comme le prévoit leur accord de branche. Pour ces salariés, les droits acquis dans le cadre du CPF ne peuvent plus être mobilisés, ce qui induit une inégalité de traitement par rapport aux autres salariés. Cette disposition n'est en outre pas de nature à favoriser le maintien en activité des salariés au-delà de 67 ans, pourtant nécessaire à l'équilibre de notre modèle de retraite. Elle l'alerte donc sur cette situation et lui demande si des dispositions sont envisagées pour garantir aux salariés le droit à l'utilisation du CPF quel que soit leur âge.

Réponse. – La loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels a créé le Compte personnel d'activité (CPA). Le CPA comprend trois comptes, le Compte personnel de formation (CPF), le compte personnel de prévention de la pénibilité et le Compte d'engagement citoyen (CEC). Le CPA représente un outil d'accompagnement et de sécurisation des parcours professionnels. Il permet notamment de consulter et mobiliser sur une même plateforme ses droits à la formation professionnelle tout au long de la vie, de les conserver même en cas de changement d'emploi, de période de chômage ou de mobilité entre différents univers professionnels. Conformément à l'article L. 5151-2, le CPA cesse d'être alimenté lorsque les personnes ont liquidé leurs droits à la retraite à taux plein ou ont atteint l'âge légal de départ à la retraite sans décote, soit 67 ans, à l'exception du CEC qui permet, sous conditions, d'acquérir des droits à formation et reste accessible et mobilisable y compris si le titulaire est un retraité avec ou sans décote. Ainsi, les dispositifs en faveur du développement de la formation professionnelle restent ouverts pour des retraités de moins de 67 ans en cumul emploi-retraite lorsqu'ils ont liquidé leurs droits avec décote ou alors à tous les retraités engagés dans des

activités de bénévolat. Ainsi, et conformément aux dispositions du code du travail, les formations financées par les droits inscrits sur le CPF, issus des contributions des employeurs et travailleurs indépendants, doivent être liées à un projet de formation professionnelle. Les personnes qui ont liquidé leurs droits à la retraite à taux plein ou qui ont atteint l'âge de départ à la retraite à taux plein automatique fixé à 67 ans ne peuvent plus mobiliser leurs droits au CPF, dans la mesure où elles n'ont plus à maintenir leur employabilité ou à développer de nouvelles compétences pour s'adapter au marché du travail.

Cadre juridique encadrant la protection des salariés protégés

4229. – 17 avril 2025. – **M. Jean-Luc Ruelle** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur une situation contradictoire dans le cadre de l'application du code du travail. En vertu de l'article L. 4121-1 du code du travail, tout employeur a l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Cette obligation de sécurité est d'ordre public. Or, il s'avère que dans certaines circonstances, l'employeur se trouve dans l'incapacité de satisfaire cet impératif. En effet, dans une affaire récente, une entreprise a engagé une procédure de licenciement disciplinaire à l'encontre d'une salariée bénéficiant du statut de salariée protégée pour des faits de harcèlement envers des collègues. L'inspection du travail, saisie par l'employeur, conformément aux articles L. 2411-1 et L. 2411-5 du code du travail, a refusé d'autoriser ce licenciement, ce qui a généré une situation de blocage aux conséquences multiples pour l'entreprise avec notamment l'exercice du droit de retrait de plusieurs salariés estimant que la présence de leur collègue mettait en danger leur sécurité ou leur santé. L'employeur, se trouvant dans l'impossibilité d'assurer sereinement l'organisation du travail et de garantir un environnement de travail sain, a été contraint de maintenir la salariée protégée à son domicile. Cette solution, bien que temporairement apaisante sur le plan collectif, comporte elle-même des risques juridiques et humains susceptibles d'engager la responsabilité de l'employeur. Ce cas met en lumière un paradoxe juridique particulièrement problématique. D'un côté, l'entreprise est légalement tenue d'assurer la sécurité de tous ses salariés, de l'autre, elle se voit interdire de licencier une salariée protégée dont le comportement est jugé incompatible avec cette exigence. Par conséquent il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour remédier à cette contradiction, et notamment si une évolution du cadre juridique encadrant la protection des salariés protégés pourrait être envisagée afin de garantir un traitement plus pragmatique entre les droits individuels et l'impératif collectif de sécurité au travail. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Réponse. – Le statut protecteur permet de garantir aux représentants du personnel l'indépendance nécessaire à l'exercice de leur mandat dans l'intérêt de l'ensemble des salariés qu'ils représentent. Il permet d'assurer l'effectivité de la démocratie sociale et du droit syndical, et le Conseil constitutionnel a considéré à plusieurs reprises qu'il ne portait pas une atteinte excessive au principe de la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle. Dans le cadre de l'enquête contradictoire à laquelle il est tenu de procéder lorsqu'il est saisi d'une demande d'autorisation de licenciement pour motif disciplinaire, l'inspecteur du travail auditionne l'employeur et le salarié protégé et procède à une analyse approfondie permettant de vérifier que la procédure interne a été régulièrement mise en oeuvre, que les faits reprochés au salarié protégé ne sont pas prescrits, que leur matérialité est établie et qu'ils sont de nature à justifier un licenciement au regard de leur gravité, notamment en ce qu'ils affectent la collectivité de travail, y compris les conditions de travail des autres salariés. Il contrôle en outre l'absence de lien entre la demande d'autorisation de licenciement et les mandats détenus par ce salarié. Une décision de refus de l'inspecteur du travail n'a pas pour effet de générer une situation de blocage ou une impossibilité pour l'employeur de répondre à ses obligations en matière de sécurité dès lors qu'il existe des voies de recours pour l'employeur. En effet, si le refus est fondé sur une irrégularité de procédure, l'employeur peut procéder à une régularisation et saisir à nouveau l'autorité administrative des mêmes faits. Si le refus de l'inspecteur du travail repose sur l'appréciation portée sur les faits reprochés, plusieurs voies de recours administratives et contentieuses sont ouvertes à l'employeur. Ainsi, la ministre chargée du travail et de l'emploi peut être saisie d'un recours hiérarchique aux fins de porter une appréciation sur la légalité de la décision de l'inspecteur du travail dans le délai de quatre mois suivant sa saisine et, le cas échéant, se prononcer à nouveau sur la demande d'autorisation de licenciement. Un recours en référé-suspension peut être formé devant le tribunal administratif aux fins de suspendre l'exécution de la décision de l'inspecteur du travail, dès lors qu'est démontrée l'urgence ainsi qu'un doute sérieux sur la légalité de cette décision. Peut également être formé un recours en référé-liberté comme l'a spécifiquement indiqué le Conseil d'Etat dans le cas où le refus d'autoriser le licenciement d'un salarié protégé demandé à raison de faits de harcèlement moral peut par ses conséquences porter atteinte à une liberté fondamentale en lien avec le droit du

travail (Conseil d'Etat, 4 octobre 2004, nº 264310 Sté Mona Lisa Investissement). Le tribunal administratif statue alors en quelques jours. Enfin, un recours contentieux en vue d'obtenir l'annulation de la décision contestée peut être formé devant les juridictions administratives. En tout état de cause, si le juge était amené à annuler la décision litigieuse, l'employeur pourrait engager la responsabilité de l'administration et obtenir réparation de son préjudice. Au regard de ces éléments, s'il n'est pas envisagé d'évolution du cadre juridique relatif à la protection des représentants du personnel, l'employeur concerné peut saisir les voies de recours qui lui sont offertes pour contester la décision de l'inspecteur du travail de refuser le licenciement du salarié protégé en question.

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉS ET FAMILLES

Salaires impayées des assistantes maternelles

896. – 3 octobre 2024. – **Mme Céline Brulin** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur le cas des assistantes maternelles impayées qui ne réussissent pas à faire valoir leurs droits. En effet, les parents employeurs d'une assistante maternelle perçoivent une allocation spécifique : la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), définie à l'article L. 511-1 du code de la sécurité sociale comme une prestation familiale. L'article L. 533-4 du même code précise que ces « prestations familiales sont incessibles et insaisissables sauf pour le recouvrement des prestations indûment versées à la suite d'une manoeuvre frauduleuse ou d'une fausse déclaration de l'allocataire. » Ainsi, en cas de procédure judiciaire entre parents employeurs et assistante maternelle salariée non rémunérée, la somme allouée par l'État afin de financer la garde d'enfant ne peut pas être saisie. Par conséquent, les assistantes maternelles impayées se trouvent dans une situation critique et injuste. Malgré des décisions rendues en leur faveur par les prud'hommes, les huissiers demeurent incapables d'exécuter ces décisions, laissant les travailleurs sans recours. De plus, les fraudes ne sont pas sanctionnées et les assistantes maternelles se retrouvent pénalisées par les frais de justice. Elles attendent désespérément les sommes promises par le tribunal, sans même recevoir leur document de fin de contrat. Sans fonds de solidarité pour garantir leur salaire, elles sont de plus en plus à abandonner leur métier en raison des impayés. De plus, cette situation perdure malgré les appels répétés des organisations représentatives, syndicales et associatives, en faveur de la création d'un fonds national de garantie de paiement des salaires pour remédier à ce problème. Les gouvernements successifs n'ont pas encore pris les mesures nécessaires pour répondre à cette demande urgente. Elle lui demande où en sont les mesures promises aux assistantes maternelles, notamment en ce qui concerne la création d'un éventuel fonds de garantie des salaires pour les professionnels de l'accueil individuel. **– Question transmise à Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.**

Situations des assistantes maternelles devant les impayés

3149. – 6 février 2025. – **Mme Agnès Canayer** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur le cas des assistantes maternelles impayées qui ne réussissent pas à faire valoir leurs droits. En effet, les parents employeurs d'une assistante maternelle perçoivent une allocation spécifique : la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Il est également précisé que ces « prestations familiales sont incessibles et insaisissables sauf pour le recouvrement des prestations indûment versées à la suite d'une manoeuvre frauduleuse ou d'une fausse déclaration de l'allocataire. » Ainsi, en cas de procédure judiciaire entre parents employeurs et assistante maternelle salariée non rémunérée, la somme allouée par l'État afin de financer la garde d'enfant ne peut pas être saisie. Par conséquent, les assistantes maternelles impayées se trouvent dans une situation injuste d'attente. Malgré des décisions rendues en leur faveur par les prud'hommes, les huissiers demeurent incapables d'exécuter ces décisions, laissant les travailleurs sans recours. De plus, les fraudes ne sont pas sanctionnées et les assistantes maternelles se retrouvent pénalisées par les frais de justice. Elle lui demande, si elle entend poursuivre la mise en place de mesures promises aux assistantes maternelles, notamment en ce qui concerne la création d'un éventuel fonds de garantie des salaires pour les professionnels de l'accueil individuel.

Impayés des assistantes maternelles antérieurs à Pajemploi+

3611. – 6 mars 2025. – **Mme Marion Canalès** interroge **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** concernant les situations d'impayés dont sont victimes un grand nombre d'assistantes maternelles, malgré des rendus de décision de justice en leur faveur. La situation des impayés des assistantes maternelles n'est pas nouvelle. En 2023, pour y remédier, la ministre des solidarités et des familles avaient annoncé la mise en place d'un filet de sécurité, celui de la garantie de salaire pajemploi+ permettant la prise en charge de deux mois d'impayés, devant être étendue à trois mois à compter de 2025 pour enfin préfigurer la mise en oeuvre d'un fonds

de garantie dont les modalités de fonctionnement font actuellement l'objet d'un travail concerté. Jusqu'à présent et contrairement aux autres salariés qui bénéficient dans ce cas de figure du régime de garantie des salaires (AGS), les assistantes maternelles étaient dépourvues de toute protection. Très attendu, ce nouveau dispositif vient donc pallier une inégalité de traitement à leur encontre. Il leur suffit de se déclarer auprès du service pajemploi+. Néanmoins, la garantie de salaire pajemploi+ n'étant pas rétroactive, la question des situations d'impayés survenues préalablement à sa mise en place continue de se poser. Elle lui demande les solutions envisagées, peut-être au travers du futur fonds de garantie, pour régulariser les situations d'impayés antérieures à la garantie de salaire pajemploi+ et ainsi garantir la mise en exécution des décisions de justice rendues en faveur des assistantes maternelles concernées.

Réponse. – Le Gouvernement a présenté en octobre 2023 un plan pour l'accueil individuel, basé sur les travaux menés par le comité de filière « Petite enfance » en lien étroit avec les représentants des associations et des syndicats concernés. Ce plan comprend quatre axes : - attirer les vocations ; - prévenir les départs ; - favoriser le développement des nouveaux modes d'exercice et mieux rémunérer ; - valoriser les personnels. Dans le cadre de ces travaux, plusieurs pistes pour lutter contre les impayés de salaire ont été étudiées. La solution retenue pour lutter contre ces impayés, qui constitue l'une des cinq mesures phares du plan, est la prolongation de la garantie des rémunérations versées via le service « Pajemploi+ ». Ce service optionnel et gratuit permet au centre Pajemploi de l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de verser directement la rémunération sur le compte bancaire du salarié le lendemain de la déclaration sociale par l'employeur. Le dispositif Pajemploi prélève parallèlement sur le compte bancaire des parents-employeurs la somme restante à leur charge après déduction du montant de Complément de libre choix du mode de garde (CMG) dont ils bénéficient, réduisant leur démarche à une simple déclaration sociale chaque mois. Depuis le mois de septembre 2024, le service "Pajemploi+" permet de garantir deux mois de salaire en cas d'impayés de l'employeur, contre un mois auparavant. L'article 92 de la loi de financement de la sécurité sociale pour l'année 2025 prévoit la possibilité de suspendre le versement du volet "rémunération" du CMG en cas d'impayés, ce qui devrait également permettre de lutter contre les impayés. Enfin, le Gouvernement, qui a regardé avec intérêt la proposition de la mise en place d'un fonds de garantie des salaires dans le cadre du plan d'accueil individuel, continuera à suivre ces travaux conduits par les partenaires sociaux, et plus particulièrement ceux relatifs à son financement et à ses modalités de recours.